

NATURE ET SOCIÉTÉ

P.-M. BOSC,
J.-M. SOURISSEAU,
P. BONNAL, P. GASSELIN,
É. VALETTE, J.-F. BÉLIÈRES,
COORDINATEURS

Préface de Harriet Friedmann

DIVERSITÉ DES AGRICULTURES FAMILIALES

EXISTER,
SE TRANSFORMER,
DEVENIR



éditions
Quæ

**DIVERSITÉ DES
AGRICULTURES
FAMILIALES
DE PAR LE MONDE**
EXISTER,
SE TRANSFORMER,
DEVENIR

PIERRE-MARIE BOSC, JEAN-MICHEL SOURISSEAU,
PHILIPPE BONNAL, PIERRE GASSELIN,
ÉLODIE VALETTE, JEAN-FRANÇOIS BÉLIÈRES,
COORDINATEURS

À propos du CTA

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.



Pour plus d'informations sur le CTA, visitez www.cta.int.

Éditions Quæ
RD 10
F-78026 Versailles Cedex
www.quae.com

© Éditions Quæ, 2015
ISBN : 978-2-7592-2267-4

Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Le non-respect de cette disposition met en danger l'édition, notamment scientifique. Toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation des éditeurs ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris.

■ SOMMAIRE

Préface	7
----------------------	---

Introduction	13
---------------------------	----

Jean-Michel Sourisseau, Pierre-Marie Bosc, Philippe Bonnal,
Jean-François Bélières, Pierre Gassel, Élodie Valette

LES LOGIQUES NON MARCHANDES, UN « ARCHAÏSME » À REVISITER

Introduction	23
---------------------------	----

Pierre-Marie Bosc

L'agriculture familiale de Podlasie polonaise : anachronisme ou potentiel ignoré?	27
--	----

Pascal Chevalier

Agriculture urbaine et périurbaine, les exploitations laitières du Caire, Égypte	41
---	----

Annabelle Daburon, Véronique Alary, Ahmed Ali, Mohammad El-Srogi,
Jean-François Tourrand

L'intégration aux marchés internationaux pour les exploitations familiales cotonnières au Mali	57
---	----

Mamy Soumaré, Jean-François Bélières,
Michel Passouant, Moumouni Sidibé

La fragilité de la sédentarisation d'une population pastorale peule au Bénin	75
---	----

Isabelle Droy, Jean-Étienne Bidou

L'ANCRAGE LOCAL ET LA MIGRATION COMME LES DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE

Introduction	93
---------------------------	----

Élodie Valette

L'agriculture familiale diversifiée multilocalisée au Nicaragua	95
--	----

Sandrine Fréguin-Gresh, Anaïs Trousselle, Geneviève Cortes

Le moment <i>iony</i> et la paysannerie indienne de l'Équateur	111
Michel Vaillant	

L'agriculture dans le sud du Mozambique, une activité fondée sur les migrations de travail	127
Sara Mercandalli	

AUX LIMITES DE L'AGRICULTURE FAMILIALE, DES FORMES PATRONALES DE PRODUCTION ?

Introduction	145
Jean-Michel Sourisseau	

Entre firmes et exploitations patronales, de petites plantations familiales éphémères en Indonésie	149
Stéphanie Barral	

L'agriculture familiale au Brésil, modernisée et intégrée	163
Osmar Tomaz de Souza, Philippe Bonnal, Leonardo Beroldt, Renata Menasche	

Entreprises familiales agricoles, territoires et politiques en Argentine	179
Sophie Chaxel, Roberto Cittadini, Pierre Gasselín, Christophe Albaladejo	

DIVERSIFICATION DES ACTIVITÉS ENTRE LES STRATÉGIES DE SURVIE ET D'ACCUMULATION

Introduction	197
Pierre Gasselín	

L'agriculture familiale à l'épreuve de la sécheresse et de la libéralisation au Sénégal	199
Ibrahima Hathie, Cheikh Oumar Ba	

Stratégies d'accumulation à long terme et exploitations familiales agricoles au Cameroun	213
Philippe Pédelahore	

L'incertaine intégration marchande des exploitations familiales à Madagascar	229
Nicole Andrianirina	

L'ORGANISATION FAMILIALE ENTRE ATOUT COLLECTIF ET LIMITATION DES STRATÉGIES INDIVIDUELLES

Introduction	247
Jean-François Bélières	

De la grande à la petite famille au Burkina Faso : générations et statuts bousculés	251
Sébastien Bainville	

**Une famille et son système d'exploitation pastoral sans frontières,
entre Niger, Tchad et Nigeria** 263

Bernard Bonnet, Ousman Malam Ousseini,
Issoufou El Hadj Attoumane

**AU-DELÀ DE L'AGRICULTURE FAMILIALE,
DES ENJEUX POLITIQUES ET TERRITORIAUX
DÉTERMINANTS**

Introduction 281

Philippe Bonnal

**Émiettement des exploitations familiales irriguées
du sud de l'Inde** 285

Frédéric Landy

**Sur le toit du monde, les pasteurs du plateau tibétain
face au changement** 301

Ruijun Long, Xiao Jing Qi, Luming Ding, Tingting Yang, Thierry Bonaudo,
Bernard Hubert, Jean-François Tourrand

L'agriculture familiale dans la société kanak contemporaine 315

Séverine Bouard, Leïla Apithy, Stéphane Guyard

Conclusion : Apports méthodologiques et conceptuels 327

Philippe Bonnal, Pierre-Marie Bosc, Jean-Michel Sourisseau,
Pierre Gasselien, Jean-François Bélières, Élodie Valette

Références bibliographiques 355

Liste des auteurs 381

■ PRÉFACE

La contribution centrale de cet excellent ouvrage est de proposer des pistes pour penser les deux entités constitutives de l'agriculture familiale, la famille et l'exploitation agricole. Partout dans le monde, les familles ont changé tout autant que les exploitations agricoles depuis que, dans les années 1970, des chercheurs en sciences sociales ont entrepris de renouveler la conception classique de l'agriculture familiale. Bien entendu, les mutations de l'économie politique du système alimentaire mondial ont radicalement transformé au nord et au sud, à l'est et à l'ouest, le contexte dans lequel opèrent les exploitations familiales. Même la signification de ces catégories géographiques et géopolitiques a considérablement changé en fonction de la redistribution des pouvoirs entre secteur privé et secteur public, ainsi qu'au sein même des appareils d'État. Ces mutations de l'économie politique du système alimentaire constituent une problématique commune. Tout aussi importante et centrale, mais plus difficile à repérer et encore plus à intégrer dans une perspective d'économie politique, est l'évolution des relations entre les hommes et les femmes, les parents et les enfants, au sein des lignages et selon les règles de l'héritage. Même si le processus n'est pas nouveau, la mobilité des individus sur de longues distances a en particulier profondément et rapidement affecté les groupes familiaux partout sur la planète. Alors que les statistiques semblent confirmer la poursuite d'un mouvement migratoire ininterrompu des campagnes vers les villes, les études de cas détaillées présentées ici soulignent que ces chiffres ne donnent à voir qu'une photographie à un moment donné ; avec une optique qui rend compte des multiples échelles temporelles et géographiques se dessinent plutôt des réseaux consolidés au sein même des familles, qui facilitent l'adaptation des exploitations agricoles aux évolutions des contextes.

C'est une réussite tout à fait significative que de reconnecter la diversité des systèmes productifs de par le monde avec la diversité des familles et des relations de parenté. Les études de cas de cet ouvrage marquent un revirement bienvenu dans les manières d'observer et de représenter les exploitations familiales. Dans les années 1970 et 1980, la question centrale était de savoir si des exploitations combinant propriété et travail au sein de ménages agricoles pouvaient persister et même concurrencer les exploitations capitalistes. Les réponses à cette question pouvaient d'ailleurs différer selon que

ces exploitations étaient engagées dans les grandes cultures céréalières et oléagineuses, avec dans ce cas une tendance à la convergence des systèmes productifs vers des systèmes de monoculture, ou que ces exploitations et leurs productions contribuaient à la diversité régionale par leur enclassement dans les paysages et les cultures culinaires. Les critiques concernant l'agriculture à grande échelle étaient la plupart du temps réservées à des situations marginales dans les économies développées occidentales ainsi qu'aux grandes plantations héritées de la période coloniale. Aujourd'hui la situation est paradoxale. D'un côté, après trois décennies de démantèlement des politiques agricoles et alimentaires et d'élimination des soutiens et protections publiques pour les agriculteurs des pays du Sud dans ce vaste mouvement débridé que l'on nomme « globalisation », les dommages écologiques et sociaux imputables au développement des systèmes de monoculture industrielle sont largement reconnus. D'un autre côté, l'hypothèse la plus communément admise concernant le futur de l'agriculture demeure que la logique marchande de production d'aliments, de gestion du travail et du foncier, va façonner une agriculture industrielle qui remplacera l'agriculture familiale.

Les études de cas de cet ouvrage démontrent comment les exploitations familiales ont pu résister aux assauts de la financiarisation des marchés des produits de base et — de plus en plus désormais — des marchés fonciers. Elles remettent en cause la vision étriquée qui donnerait pour condamnées à la fois la famille et l'exploitation agricole. Cette vision ne correspond pas aux réalités présentes. Elle relève de représentations obsolètes de ce qu'est une exploitation agricole et de ce qu'est une famille, et élude le fait que ces exploitations familiales font intégralement partie des changements sociaux larges et profonds qui sont à l'œuvre à toutes les échelles, depuis les villages les plus reculés jusqu'aux quartiers regroupant des migrants dans les métropoles du monde. Les études des diasporas mondiales éclairent la manière dont les liens culturels sont maintenus — mais évoluent — à travers les mariages et les filiations qui transcendent frontières nationales et océans. Nombreux sont les nouveaux urbains des métropoles « globales » qui proviennent directement de villages extrêmement éloignés géographiquement et culturellement de leurs nouveaux voisins.

Plus important est le fait que beaucoup de ceux qui arrivent dans les villes globales sont des migrants « circulaires » qui renvoient de l'argent, mais qui parfois reviennent au pays pour reprendre leur place dans la structure de parenté des exploitations familiales. Cela ne constitue pas un phénomène entièrement nouveau ; par exemple, il y a près d'un siècle et demi, les ouvriers agricoles embauchés en Argentine étaient surnommés « hironnelles » (*los golondrinas*) parce qu'ils déménageaient chaque année pour participer aux récoltes saisonnières et décalées d'Europe du Sud et d'Amérique du Sud. Aujourd'hui, ces migrants circulaires relient les économies des familles sur de grandes distances et ces économies familiales doivent dès

lors être comprises aussi par leur plurilocalisation et leur articulation entre elles de manière fluide : les personnes, les biens et l'argent circulent dans ces réseaux à travers parfois de très grandes distances. La distance géographique peut masquer la proximité sociale et les réseaux économiques associés. Appréhender ces phénomènes nécessite une vision dynamique permettant de suivre les mouvements et les relations dans le temps, en commençant par les individus et les réseaux familiaux et sociaux qu'ils configurent : il faut se méfier des « instantanés » d'un moment particulier du mouvement migratoire, qui tendent à confirmer l'impression forgée par les statistiques d'un inexorable exode rural, mais qui sont souvent trompeurs.

Nous pouvons aujourd'hui voir que les familles et les exploitations agricoles démontrent des capacités de résistance exceptionnelles face à des changements majeurs dans la société et l'économie. Cet ouvrage montre comment les stratégies de diversification des moyens d'existence ont permis aux exploitations familiales non seulement de persister, mais aussi de s'adapter et de se transformer en réponse aux changements de leur environnement. La clé ici est de comprendre l'exploitation agricole familiale comme un système associant étroitement la parentèle et ses stratégies de diversification des moyens d'existence, grâce à des actifs productifs tels que la terre et le bétail, et à une intégration aux marchés à différentes échelles. Les exploitations familiales produisent une grande variété de biens diversifiés (végétaux et animaux, y compris les poissons, fibres et productions forestières) et elles le font de manière ingénieuse. Loin d'être figées dans d'imaginaires « traditions » intemporelles, les familles changent souvent leurs stratégies. Elles parviennent à combiner savoirs et pratiques empiriques ancrées dans la parenté et les territoires avec les techniques les plus actuelles de transport et de communication, pour offrir de nouvelles perspectives à chaque génération.

La contribution méthodologique des études de cet ouvrage est de montrer le dynamisme et la diversité des exploitations familiales. La littérature sur la « petite production marchande » des années 1970 et 1980 était excessivement structuraliste et même réductionniste, ne s'intéressant aux relations de parenté qu'en tant que formes de travail comparable au salariat dans l'agriculture capitaliste. En réponse, le concept de « moyens d'existence durables en milieu rural » (SRL) a été développé dans les années 1990 avec l'intention d'étudier les acteurs sociaux depuis l'échelon local, pour comprendre les stratégies qu'ils mettent en œuvre pour générer des revenus en mobilisant ressources et contexte locaux. Mais ce concept non plus n'a pas échappé au déterminisme d'une pensée « moderniste » et au renouveau de la célébration des marchés et du capital. Dans cet ouvrage, la révision de la notion de moyens d'existence durables commence par une critique de sa simplification — dans sa mise en œuvre pratique — des réalités complexes et diverses des situations rurales dans lesquelles évoluent les acteurs sociaux, et s'étend à une liste de catégories de capitaux parmi lesquels les capitaux social, humain

et naturel. Les auteurs relèvent le défi posé par I. Scoones, l'un des principaux praticiens du SRL, d'intégrer les connaissances, la politique, les échelles et les dynamiques afin de combiner l'innovation originelle de l'approche avec certaines des dimensions que le cadre avait omis.

Ces études de cas de cet ouvrage montrent que l'agriculture familiale, loin d'être enfermée dans des héritages immuables, a une capacité impressionnante de s'adapter aux changements de toutes sortes : changement climatique, changements des marchés et enfin changements des politiques. Elle y réussit précisément grâce la flexibilité dont elle fait preuve dans l'usage de la terre et de ses autres capitaux, en combinant la parenté avec diverses formes de propriété.

Malgré la récurrence des mantras anxigènes sur la façon dont « nous allons nourrir 9 milliards de personnes d'ici 2050 », les agriculteurs familiaux cultivent la plus grande proportion de la nourriture du monde, pour eux-mêmes et pour les autres. Le « nous » ainsi employé ne concerne pas les agriculteurs familiaux, qui déjà « nourrissent le monde », mais les grandes firmes agroalimentaires mondiales dont les projets visent à asseoir plus encore la monoculture et à réduire la diversité biologique et culturelle des exploitations familiales. Ces firmes minent la sécurité alimentaire en transformant les paysages du monde en champs de monocultures destinées à l'alimentation animale, à la production de biocarburant ou à tout autre usage selon les prix relatifs des matières premières. Elles minent également la sécurité nutritionnelle en convertissant les paysages en champs de monocultures de matières premières qui forment la base de produits alimentaires comestibles — mais dont le statut de « nourriture » est questionnable — et qui jouent un rôle certain dans l'extension de maladies chroniques. Ces productions industrielles balayent la diversité des plantes produites et des animaux élevés par les agriculteurs familiaux, qui eux sont adaptés à la diversité des environnements et des paysages qu'ils cultivent ainsi qu'à la richesse culinaire, base de la diversité culturelle du monde.

Comme plusieurs études internationales le montrent, les compétences empiriques des agriculteurs familiaux leur permettent d'adapter en permanence leurs pratiques agricoles, d'élevage et de gestion des forêts, des prairies, des zones humides et des cours d'eau. De nombreuses techniques, souvent répertoriées dans le cadre de l'agroécologie, montrent que la productivité des exploitations familiales peut être considérablement augmentée en réorientant la recherche scientifique et les soutiens publics sur un agenda défini en collaboration avec les agriculteurs, sur la base de leurs connaissances. La manière la plus pertinente et efficace de progresser à la fois vers la sécurité alimentaire et la durabilité écologique est, pour les gouvernements, les institutions internationales et les programmes scientifiques, de reconnaître les capacités d'adaptation des exploitations familiales.

En explorant l'existence, les transformations et les futurs possibles des exploitations familiales, ce livre ouvre sur des visions possibles vers des

futurs durables pour la société à tous les niveaux. La capacité d'adaptation des agriculteurs à un monde de nouvelles technologies de l'information et de la communication ne devrait pas cacher le fait que le travail de la terre pour l'alimentation demeure au centre de toute vie sociale. La résilience de ceux qui maintiennent dynamiquement des liens entre la parenté, l'utilisation des terres et la production alimentaire assure la survie de l'humanité. La résilience des agriculteurs familiaux, entendue dans toute sa complexité, telle que présentée dans ce travail, apparaît maintenant étonnamment claire au regard des nombreuses pressions pour organiser la terre, le travail, les marchés et les technologies selon des modèles industriels. Pourtant, comme ces études le suggèrent, et comme tout le monde peut s'en rendre compte, la vie et les moyens d'existence sont précaires dans les zones rurales. Les politiques qui soutiennent les mécanismes d'accumulation et les pouvoirs dominants dans la réorganisation des campagnes pèsent fortement sur les agriculteurs familiaux. Que nous réserve l'avenir pour l'agriculture, et avec elle, pour la nourriture et pour les terres agricoles ? La finance va-t-elle recomposer les rapports familiaux et les écosystèmes pour les réduire à des « services » économiques et des « ressources » pour accumuler de la richesse ?

Des changements dans les politiques pourraient renforcer les orientations de ceux qui gèrent les terres et la production de nourriture de manière holistique, intégrée et en tenant compte des spécificités locales. Le plus important est la terre. Après plusieurs décennies durant lesquelles les terres des zones rurales n'ont pas été intensément intégrées dans les marchés mondiaux, la flambée des prix des produits agricoles de base, l'usage de la terre pour la production de biocarburants, l'investissement spéculatif et concurrentiel du capital financier ont conduit à substituer la délivrance de titres individuels aux régimes fonciers coutumiers. Les régimes fonciers coutumiers eux-mêmes peuvent autoriser des pratiques et des manipulations compromettant les moyens d'existence en milieu rural, et entrant en contradiction avec l'évolution des droits des femmes, entre autres droits. Ce dont on a besoin aujourd'hui, et qui est défendu par certaines organisations d'agriculteurs, ce sont de nouvelles institutions formelles pour garantir l'utilisation durable des terres. Une des approches consiste à comprendre et reconnaître les ressources en propriété commune en tant que ressources instituées et régies par les communautés, et ce à tous les échelons depuis le village jusqu'aux institutions internationales en passant par les régions. Une autre est d'apporter aux zones rurales les équipements culturels de la vie urbaine et ainsi de mieux intégrer la vie rurale et urbaine. Les villes tentent de devenir « vertes » et les zones rurales intègrent les téléphones mobiles et créent des réseaux durables qui transcendent les clivages urbain-rural et les frontières nationales. Ces dynamiques spontanées orientées vers la recherche d'un futur durable suggèrent des pistes pour réorienter les politiques à différentes échelles. Il s'agit que les multiples expressions culturelles des exploitations

familiales puissent contribuer au ré-enchâssement des modalités d’approvisionnement alimentaire (*foodgetting*) dans les lieux spécifiques où vivent les agriculteurs ; il s’agit aussi que ces localités entrent en résonance avec d’autres sphères plus larges, impliquant étroitement écosystèmes et sociétés.

Harriet Friedmann
Professeur émérite de sociologie,
Munk School of Global Affairs,
Université de Toronto
Novembre 2014

■ INTRODUCTION

Jean-Michel Sourisseau, Pierre-Marie Bosc,
Philippe Bonnal, Jean-François Bélières,
Pierre Gasselin, Élodie Valette

Cet ouvrage est le produit d'un itinéraire collectif. Son point de départ est une interrogation partagée sur les formes familiales de production agricole et sur la manière de les nommer. Il se fonde sur le constat du décalage croissant entre nos représentations, souvent historiquement datées, et des réalités agraires et urbaines en mouvement permanent, avec une circulation instantanée des informations entre ces mondes habituellement plus distants.

Son apport est de révéler la diversité des formes familiales de par le monde. Chacun des auteurs porte son regard sur une forme particulière d'agriculture familiale. Car une des caractéristiques des agricultures familiales est bien leur capacité à mettre en valeur aussi bien des milieux favorables à la production agricole que des milieux à fortes contraintes où les formes patronales et entrepreneuriales d'agriculture ne se risquent pas. Les systèmes productifs mis au point dans ces environnements témoignent de capacités d'innovation exceptionnelles qui, dans certains cas, atteignent leurs limites du fait des pressions d'ordre écologique ou économique. C'est cette extrême diversité que nous avons souhaité éclairer dans cet ouvrage, depuis les plateaux du Tibet, les Andes équatoriennes, les interstices agricoles du Caire, les plantations de palmier à huile en Indonésie, les champs d'igname kanak, les confins de la Pologne orientale, les parcours sahéliens du Niger, les cacaoyères du Cameroun, les savanes du Mali ou du centre Bénin.

Ces capacités d'adaptation et transformations des formes familiales sont en rupture avec les représentations communes des sociétés rurales. Trois constats majeurs sont fréquemment faits :

– les centres de gravité des activités des familles agricoles et rurales ont tendance à se mouvoir vers les villes — pas seulement les villes de la proximité, mais aussi les villes lointaines — tout en maintenant un ancrage agricole et rural dans leurs territoires d'origine ;

– les activités non agricoles continuent d’être constitutives des réalités agraires contemporaines et sont un élément stratégique de la sécurisation de ces économies ;

– la production pour l’autoconsommation est loin d’être un archaïsme et, si les familles sont profondément intégrées aux marchés par leurs produits et leur travail, l’alimentation de la famille reste un enjeu majeur. La sécurité alimentaire constitue une préoccupation permanente pour la majorité des familles rurales, qui peuvent être en situation d’insécurité alimentaire.

L’ouvrage présente dix-huit études de cas réparties sur les cinq continents et répondant à un cahier des charges collectivement construit. Il renoue avec les analyses localisées des années 1980, avec l’objectif de mieux comprendre les réalités rurales complexes.

Il s’agit, en premier lieu, de caractériser la diversité des exploitations familiales à partir d’un échantillon de situations. Dans chaque situation, une forme d’agriculture familiale emblématique a été choisie. C’est la diversité des situations qui a été recherchée par la multiplication des études de cas et non pas la diversité à l’intérieur de chaque situation.

Nous avons ensuite cherché à caractériser les transformations du caractère familial [et la diversité de ces transformations], qu’elles aillent vers un effacement et une substitution, soit au contraire que l’on assiste à un affermissement ou à des adaptations qui permettent de maintenir le caractère familial qui s’exprime différemment. Ceci constitue une des entrées majeures pour différencier les agricultures familiales et leurs transformations contemporaines.

Nous avons enfin un objectif méthodologique. Le cadre SRL adapté a été mis à l’épreuve des situations empiriques analysées. Grâce aux retours des auteurs, nous proposons de préciser les robustesses et les faiblesses, et d’élaborer quelques propositions d’améliorations.

Ces objectifs ont imposé aux auteurs l’identification d’un type familial particulier, pour lequel ils devaient pouvoir renseigner la trame proposée, au moins partiellement.

DÉFINITION DE L’AGRICULTURE FAMILIALE

L’agriculture familiale désigne des formes d’organisation de la production agricole caractérisées par : (i) l’existence de liens organiques entre l’économie domestique de la famille et celle de l’unité de production et (ii) la mobilisation effective du travail familial sans le recours au salariat permanent¹. Les liens organiques se matérialisent par l’inclusion du capital d’exploitation dans le patrimoine familial et par la combinaison de logiques

1. La précision sur l’effectivité du recours au travail familial permet d’exclure les situations où le chef d’exploitation, sans recourir au travail salarié permanent, délèguerait l’ensemble des travaux agricoles à des prestataires de services extérieurs par l’intermédiaire de contrats.

domestiques et d'exploitation, marchandes et non marchandes, pour l'allocation du travail familial et sa rémunération. La même logique prévaut dans les choix d'allocation des produits entre consommations finales, consommations intermédiaires, investissement et accumulation.

(i) Cette composante « organisationnelle » liant étroitement la famille et l'exploitation agricole marque la relation étroite existant entre la sphère sociale (domestique) et la sphère de la production agricole. Ce type de relation explique en partie la capacité de résilience des formes familiales. La porosité entre l'économie de l'exploitation et l'économie domestique familiale, la fongibilité du capital d'exploitation et du patrimoine permettent des ajustements pour limiter les effets des risques. Lorsque ce lien famille-exploitation se distend ou vient à disparaître émergent d'autres formes de production obéissant à des logiques non familiales.

(ii) Le second critère est le recours au travail familial. La littérature signale de multiples expressions du caractère familial de l'exploitation selon la proportion entre travail familial et travail salarié : majoritairement, essentiellement, quasi exclusivement, de manière dominante, etc. Ces approches qualitatives conduisent selon nous à occulter deux points. En premier lieu, il importe de distinguer le travail salarié occasionnel ou temporaire (qui peut être saisonnier ou non) du travail salarié permanent. Nous proposons de ne considérer *a priori* comme familiale que les exploitations sans travail salarié permanent.

En second lieu, le travail salarié permanent attribue un objectif économique structurel à l'acte de production et modifie les rapports sociaux à l'intérieur de l'unité de production. En s'engageant dans des rapports structurellement salariaux, le caractère familial s'hybride. En cela, on s'écarte nettement de la logique de la rémunération des actifs familiaux qui est ajustée, à la baisse ou à la hausse, en fonction du niveau du produit obtenu.

Il a donc été demandé aux auteurs d'explicitier la nature et la force des liens entre famille et unités de production. Ces liens s'entendent, *a minima* :

- dans l'appréhension des relations de travail ;
- dans la fongibilité du patrimoine familial et du capital d'exploitation ;
- dans les modalités des prises de décision technique ;
- dans les stratégies d'acquisition de revenus et de répartition des produits et des revenus.

La possibilité de présenter des études de cas qui font référence à des agricultures que nous définissons comme patronales² a été proposée dans la perspective d'analyser les « frontières » de la forme familiale, ainsi que la transformation du caractère familial de l'exploitation agricole qu'entraîne ce changement structurel.

2. « L'agriculture patronale (*family business agriculture*) correspond à une forme spécifique qui se distingue des formes familiales par un recours structurel au travail salarié permanent », selon Bélières *et al.* (2013).

LE CADRE MÉTHODOLOGIQUE *SUSTAINABLE RURAL LIVELIHOODS* RÉVISÉ

Sur un plan méthodologique, de la recherche d'un cadre d'analyse commun a émergé un débat sur la pertinence du cadre *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL³) à représenter ces formes familiales de production, leur diversité et leurs transformations.

Ces interrogations initiales peuvent paraître surprenantes pour qui connaît les réticences et les réserves que suscite habituellement le cadre SRL chez de nombreux chercheurs mobilisant d'autres référentiels. Plusieurs raisons justifient ce choix. Promu par la coopération britannique, ce cadre est largement connu et mobilisé au niveau international, accroissant ainsi la possibilité de communiquer avec une communauté non francophone. Parce qu'il « prend en compte les modifications de l'environnement à plusieurs échelles, permet d'étudier les changements structurels agricoles au niveau des exploitations mais aussi la diversité des pratiques et de la place de l'agriculture au sein de systèmes d'activités et de revenus » (Sourisseau *et al.*, 2012), ce cadre SRL offre par ailleurs d'indéniables perspectives pour dépasser la critique du recours à l'individualisme méthodologique qui lui est souvent opposée pour l'analyse des exploitations agricoles. Il s'agit ici en particulier de mobiliser les apports de Sen (2000) relatifs aux « capacités »⁴ qui, faisant référence au rôle central des structures sociales, des organisations et des institutions, ont ouvert des perspectives intégrant l'action collective et les politiques publiques⁵. Par ailleurs, ce cadre est compatible avec des approches systémiques (systèmes de production, systèmes d'activités), chères notamment à l'école française du *farming system* et des systèmes agraires (Cochet, 2012). Il permet la prise en compte des dimensions non marchandes des activités agricoles, ainsi que le développement d'activités non agricoles au sein de l'unité de production. Enfin, il combine la normativité indispensable au développement des perspectives comparatives et l'adaptabilité nécessaire pour la prise en compte de la diversité des contextes.

Le cadre SRL nous semble adapté à la caractérisation des formes familiales contemporaines, car il se fonde sur la prise en compte de systèmes

3. Ce cadre s'ancre dans les travaux fondateurs de Chambers et Conway, et en particulier de leur article « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century » publié en 1991.

4. La critique d'individualisme méthodologique souvent faite à Sen semble inappropriée dans la conception des « capacités », car si l'individu est placé au centre des questionnements, la promotion des capacités renvoie bien aux structures, organisations, institutions et, au final, au politique ; voir notamment Nussbaum (2011, 2012).

5. On se rapproche là de la perspective institutionnaliste développée par Commons (1931) : « Collective action ranges all the way from unorganized custom to the many organized going concerns, such as the family, the corporation, the trade association, the trade union, the reserve system, the state. The principle common to all of them is greater or less control, liberation and expansion of individual action by collective action ».

d'activités ne se limitant pas seulement à l'agriculture et qui constituent aujourd'hui la grande majorité des situations de par le monde (figure I.1). Il permet la prise en compte des dimensions marchandes et non marchandes. Il se fonde enfin sur la mise en œuvre de plusieurs types de capitaux/ressources dont l'importance dépend des relations sociales, institutions et organisations au sein desquelles les familles structurent leurs stratégies.

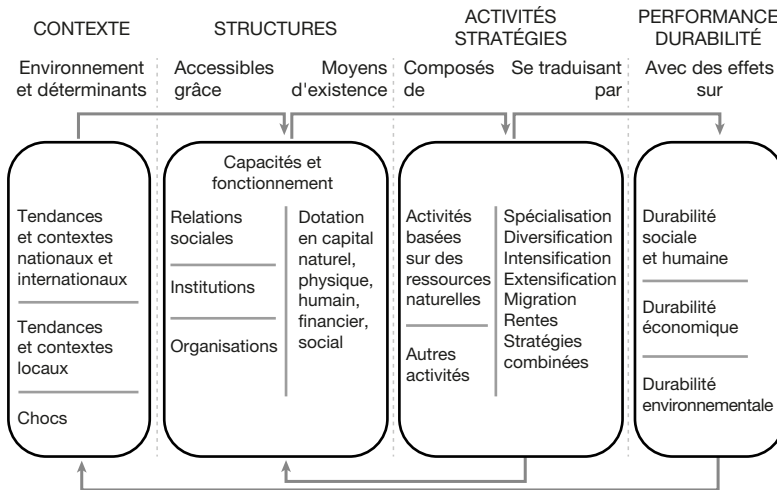


Figure I.1. Le cadre SRL révisé.

Source : d'après Ellis (2000), repris de Sourisseau et al. (2012).

LES UNITÉS D'OBSERVATION

Définir les unités d'observation suppose de préciser les contours de la famille et des unités de production agricole dans chacun des contextes. L'accent a été mis sur ce « qui fait famille » dans ces unités de base, sur les liens et les solidarités, mais aussi sur les marges de manœuvre des individus au sein du groupe familial. Il s'agit de saisir plus largement les dynamiques de changement et les formes émergentes d'organisations familiales de la production agricole et de l'économie domestique.

UNE CARACTÉRISATION PAR LES CAPITAUX/RESSOURCES

Le cadre SRL est souvent mobilisé pour sa capacité à mettre en évidence la diversité des capitaux/ressources⁶ que peut mobiliser un individu ou un groupe familial (voir encadré « Les indicateurs de capital/ressources »).

6. Si l'on conservera le plus souvent le terme « capital » dans ce qui suit, nous considérons que la notion de « ressource », qui n'impose pas de transmission et permet de réintroduire un lien plus grand entre les familles et leur environnement, peut aussi être mobilisée. La discussion autour de ces deux notions fait partie de la dimension méthodologique de l'ouvrage.

Les indicateurs de capital/ressources

Les indicateurs qui permettent de caractériser la structure d'une exploitation agricole sont répartis en cinq catégories* : le capital naturel, le capital physique, le capital humain, le capital social, le capital financier.

Actifs du capital naturel :

- les terres de l'exploitation agricole (à qualifier selon le potentiel agro-écologique), c'est-à-dire le potentiel de terres irrigables (et les grands types d'utilisation des terres; les terres en culture seront décrites selon des critères de qualité ou potentialité (irrigation naturelle, qualité des sols));
- les droits d'accès à des ressources ou espaces communs permettant de pratiquer des prélèvements directs ou indirects, comme par exemple via le bétail (les modes de faire-valoir sont pris en compte dans le capital social) en relation avec les activités pratiquées par des membres de l'exploitation (chasse, cueillette, etc.);
- la qualité et la disponibilité (quantité) de ressources naturelles renouvelables ou non, utilisées dans l'exploitation.

Actifs du capital physique :

- les équipements agricoles et non agricoles (y compris les équipements d'irrigation, d'élevage, de conservation ou de transformation des produits), les équipements pour les activités non agricoles (équipement de transport, matériels pour les activités artisanales, commerciales, touristiques, etc.);
- les infrastructures, aménagements et bâtiments;
- les animaux possédés et élevés;
- les plantations pour cultures permanentes.

Variables et indicateurs du capital :

- identification des membres de l'exploitation : nombre, âge, genre et statut/engagement au regard des activités de l'exploitation (activités de production agricole et autres activités);
- caractérisation des niveaux d'alphabétisation, formation scolaire et professionnelle;
- existence de savoir-faire particuliers;
- état de santé et accès aux soins;
- scolarisation et accès à l'éducation des jeunes et des adultes.

La main-d'œuvre absente de l'exploitation (membres de la famille de l'exploitation partis en migration), mais qui entretient avec les résidents des liens réguliers (transferts monétaires et non monétaires...) est prise en compte.

Caractéristiques du capital social :

- la participation à des organisations professionnelles agricoles (syndicats, organisation paysanne et rurale, organisation de développement local, syndicat d'irrigants, coopérative...);
- la participation à des réseaux d'entraide agricole et non agricole afin de déterminer le niveau d'engagement dans des réseaux d'échange non marchands (action collective);
- la relation avec des acteurs marchands (firmes de l'aval, distributeurs d'intrants, organismes de crédit...);
- l'inscription dans des réseaux sociaux communautaires (à préciser selon les cas); il conviendra de distinguer plusieurs champs d'investissement

.....

dans des activités associatives dans des secteurs sociaux (santé, éducation...), dans la participation à la vie civique et politique, dans des associations de loisir ou à vocation culturelle (incluant des associations d'inspiration confessionnelles).

Actifs du capital financier :

- des actifs monétaires ou capitalisés sous d'autres formes (biens immobiliers ou autres) mobilisables par le chef de l'exploitation ;
- des fonds propres et des emprunts.

* Comme toutes les « manières de voir », cette représentation est critiquable et fait l'objet de travaux d'approfondissements. Les études de cas de cet ouvrage sont une opportunité de faire avancer la réflexion.

Il a été proposé que la mesure des capitaux et l'intensité de leur maîtrise par le groupe familial fassent l'objet d'une attention méthodologique particulière. Si des données quantitatives étaient disponibles, elles ont été mobilisées pour conforter une appréciation qualitative des transformations à l'œuvre du caractère familial. Mais souvent les informations quantitatives n'étaient pas disponibles, notamment pour certains types de capitaux/ressources dont la quantification est plus délicate (capital social notamment). Il a alors été fait une appréciation subjective, qualitative ; démarche tout à fait recevable, même si le résultat reste « à dire d'expert », dans la mesure où ses modalités d'élaboration sont explicitées et font l'objet d'une réflexion collective afin d'harmoniser la « manière de faire ». La critique et les propositions méthodologiques alternatives ont nourri la composante « méthodologique » de l'ouvrage. Cela peut supposer de redéfinir, voire compléter et stabiliser la nature et la mesure des différents capitaux. Mais au-delà des dotations en capitaux, nous pensons que la compréhension des transformations du caractère familial des agricultures réside dans l'appréhension conjointe des « capitaux », des « capacités » et des « stratégies ».

CONTEXTE, DIMENSIONS SPATIALES ET TERRITORIALES

Nous avons proposé de ne pas limiter l'analyse du contexte aux éléments strictement exogènes, mais aussi d'identifier les paramètres qui peuvent être modifiés *via* l'action collective ou l'action publique. Cela suppose de considérer comment d'autres niveaux d'organisation jouent sur les capacités de mobilisation des familles pour améliorer leurs « moyens d'existence » (*livelihoods*). Ce sont donc les niveaux d'organisation spatiale englobant (territorial, régional, national, etc.) qui sont ici concernés. Une attention particulière est portée aux échelles de mise en œuvre des politiques publiques et à la manière dont elles influent (ou non) sur les capacités, les dotations en capitaux, à travers le rôle des institutions et des organisations notamment.

Les relations entre la forme d'agriculture familiale étudiée et le territoire, en termes d'impact sur les ressources naturelles et l'occupation du sol notamment, ne sont pas traitées dans le cadre SRL originel. Il a été proposé de le faire ici en partant des changements intervenus — sur un pas

de temps de 10 à 15 ans, voire de 20 ans selon les cas si les informations le permettent — au niveau des activités agricoles et non agricoles, et en explicitant l'impact de ces activités sur les ressources du territoire considéré.

Il importe donc de caractériser l'inscription spatiale et territoriale des activités agricoles conduites par la forme familiale étudiée, dans le milieu où se réalisent les activités fondées sur les ressources naturelles. La figure I.2 tente d'éclairer la façon dont ces dimensions peuvent être prises en compte dans les études de cas.

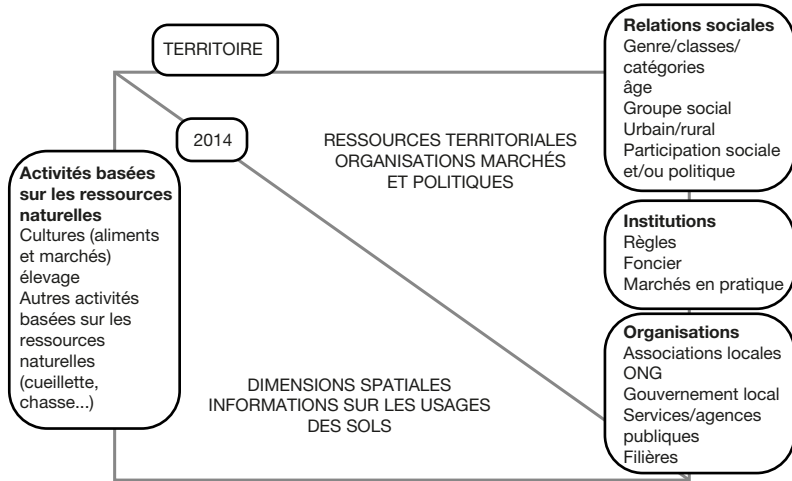


Figure I.2. Proposition d'inscription territoriale du cadre SRL.
Source : Bosc et Sourisseau (2012) et les jeudis d'ART-Dev (2012).

LES PERFORMANCES

Le cadre SRL envisage les performances de manière normative selon les dimensions « conventionnelles » du développement durable : l'environnement, le social et l'économique. Mais on peut aussi appréhender la durabilité à travers la capacité de s'adapter aux changements de l'environnement économique et institutionnel, la capacité à « durer » sur le territoire, quitte à intégrer celui-ci au sein d'un ensemble de territoires multisitués, reliés par un système de mobilité des membres de la famille. Cette capacité d'adaptation passe aussi par la reconfiguration du système d'activité dépassant éventuellement le niveau de l'unité familiale. Il faudrait donc également considérer la manière dont ce niveau local contribue à différents équilibres à d'autres niveaux plus agrégés (territoire, pays).

LES LOGIQUES
NON MARCHANDES,
UN « ARCHAÏSME »
À REVISITER

■ INTRODUCTION

Pierre-Marie Bosc

À l'échelle mondiale et historiquement, le fait de produire pour sa consommation a été un des traits distinctifs des économies agricoles et notamment des « paysans ». Le passage à une économie marchande s'est fait progressivement (Aymard, 1983), la production destinée aux marchés n'occupant pas la plupart du temps une place centrale, la logique prédominante étant celle de la vente de « surplus » (la part de la production au-delà des besoins de la famille). Alors que certaines perspectives envisagent le futur de l'agriculture comme une activité devant fournir des « matières premières aux industries agroalimentaires » (Pellerin *et al.*, 2013), cette caractéristique des économies agricoles reste prégnante dans les sociétés rurales contemporaines comme le montrent les études rassemblées dans cette partie.

Les logiques de production agricole non marchande répondent à des objectifs d'alimentation de la famille, de troc, de gestion de la parenté ou des réseaux sociaux ; elles se substituent ou sont complémentaires des productions générant des revenus monétaires. Elles renvoient à l'autoconsommation ou à l'autofourniture d'aliments ou d'autres produits pour la consommation familiale, aux pratiques du don et du contre-don, ainsi qu'aux échanges non marchands. Parmi les représentations des transformations de l'agriculture, l'image qui prévaut est celle d'agriculteurs qui passeraient d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale, cette image étant perçue de manière positive, c'est-à-dire moderne. La production pour la subsistance serait une version dévalorisée d'une agriculture qui aurait « réussi », c'est-à-dire efficace et utile pour la société, car capable de se moderniser en produisant pour le marché. Or, bien souvent, des espèces dites « secondaires » font partie de ces productions destinées à la consommation familiale concourant à un entretien gratuit *in situ* d'une biodiversité utile à l'homme, ayant parfois une plus forte valeur nutritionnelle et à la base de pratiques alimentaires spécifiques, composante de la diversité culturelle du monde. Dans cet ouvrage, la production pour l'alimentation de la famille est centrale, au-delà des seuls cas rassemblés dans cette partie. Au Mozambique, la production pour la famille restée sur le territoire est

associée au fait migratoire ; en Nouvelle Calédonie, l'agriculture en tribu joue un rôle clé dans la structuration de systèmes d'activité complexes. Les productions de subsistance seraient-elles un archaïsme voué à disparaître à mesure que l'emprise du marché s'étend ? Ou doit-on, plutôt, les considérer comme autant de filets de sécurité qui concourraient à la stabilité sociale, au développement économique et à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition des familles et qui iraient de pair avec le développement de l'économie marchande ?

Les quatre études de cas de cette partie sont significatives sinon représentatives d'une diversité de situations agraires où l'on ne s'attendrait pas forcément à une prégnance aussi forte de l'autoconsommation. C'est notamment le cas de la Pologne qui illustre, au-delà de la situation de la Poldasie, la situation de nombreux pays européens au sein desquels l'agriculture est un secteur « refuge » face à la crise économique structurelle, soit qu'il s'agisse des « nouveaux entrants » dans l'Union européenne, de pays en forte crise (Grèce et autres pays du sud de l'Europe) ou encore de pays ayant bénéficié de la PAC, mais marqués par l'émergence de la précarité sociale et économique en zone rurale. Au Mali, le développement du coton est généralement présenté comme un succès en matière d'intégration marchande, mais on observe au niveau des exploitations agricoles le maintien d'une production vivrière — notamment céréalière — significative, destinée à l'alimentation de la famille et aux échanges de proximité et qui constitue une part importante du revenu total. En Egypte, c'est l'alimentation de la famille qui est l'objectif primordial des éleveurs malgré leur proximité avec le grand marché alimentaire que constitue la mégapole du Caire : « L'activité agricole est d'abord orientée vers l'autoconsommation du ménage qui peut aussi inclure une couverture partielle des besoins de la famille élargie. Les surplus sont vendus, souvent sans être transformés (...) offrant des prix de vente avantageux. »

Même si les informations produites ne sont pas homogènes entre les situations décrites, elles apportent un éclairage intéressant, notamment sur la valeur de la production non marchande, les populations concernées, la coexistence entre productions marchande et non marchande, ou encore sur la complémentarité entre la mobilité des personnes et le maintien d'une production locale destinée aux besoins familiaux.

La mise en regard de ces études de cas permet de dégager quelques enseignements.

Contrairement aux idées reçues, la valeur de la production non marchande s'avère quantifiable. Loin d'être négligeable, elle joue un rôle stratégique dans l'économie des ménages. Les données empiriques des cas étudiés attestent de l'importance de cette production pour la consommation familiale et les échanges non monétaires. Bien qu'il ne soit pas possible de généraliser à partir de ces études de cas, on peut relever que, dans le cas du Bénin, cette valeur est deux fois plus importante que celle des productions vendues ;

en Égypte, elle dépasse le niveau de salaire d'un emploi non qualifié et au Mali la presque totalité (97 %) des exploitations commercialise moins de 75 % de leurs productions agricoles annuelles, 14 % ne commercialisent rien.

La population concernée par l'autoconsommation est très nombreuse, même si sa proportion vis-à-vis de la population totale peut s'avérer variable d'une région à l'autre. L'exemple de la Pologne permet de mesurer l'ampleur d'un phénomène que confirment d'autres études de cas : « 235 000 exploitations familiales déclarées (dont 200 000 partiellement ou totalement écartées du marché) feraient vivre directement ou indirectement plus de 550 000 personnes, soit 49 % de la population régionale. »

Dans la plupart des cas, le développement des marchés ne fait pas disparaître la production de subsistance. On observe au Bénin, en Égypte ou au Mali un développement concomitant du marché et des productions destinées à la consommation de la famille. En aucun cas la totalité de la production est mise sur le marché, la proportion est plutôt en faveur de la production pour la famille. Les familles agricoles sont pleinement insérées dans une économie marchande et monétarisée ; cependant, elles font de la production domestique une priorité dans l'affectation des capitaux dont elles disposent.

Les agricultures familiales décrites dans cet ouvrage combinent la mobilité des personnes avec le maintien d'une production locale pour la famille, dans des proportions variables selon les contextes. Ce constat bat en brèche l'image d'agricultures autarciques ou repliées sur elles-mêmes. En Pologne, comme au Mozambique à Lenzoane, les familles vivent dans des « mondes ouverts au marché » depuis longtemps et c'est davantage par le travail que par les produits agricoles que se concrétise la relation au marché. Cette ouverture sur l'extérieur par le travail et la migration est souvent la principale source financière des investissements dans l'agriculture : « En Poldasie, le capital financier de près d'une exploitation "non marchande" sur cinq dépendait en grande partie de l'émigration d'au moins un de ses membres et donc de dotations en capital humain. »

Si les cas rassemblés dans cet ouvrage permettent de mettre l'accent sur ces dimensions de la production agricole, constat est fait que, souvent, les productions non marchandes sont invisibles dans les statistiques. Nombreux sont les recensements et les enquêtes agricoles qui s'intéressent aux surfaces mises en valeur ou aux produits animaux, mais sans préciser la destination de la production. L'invisibilité de certaines agricultures s'accompagne aussi de l'invisibilité de certaines des fonctions de l'agriculture, même si celles-ci représentent un phénomène significatif, voire massif, et constituent un incontournable filet de sécurité pour beaucoup de familles dans des contextes d'insécurité alimentaire et de crise économique. Il conviendrait de mieux documenter ces dynamiques qui se développent en dehors des marchés et des systèmes statistiques afin d'en saisir toute la logique et déceler des voies et moyens d'en améliorer les performances quantitativement et qualitativement.

L'AGRICULTURE FAMILIALE DE PODLASIE POLONAISE : ANACHRONISME OU POTENTIEL IGNORÉ ?

Pascal Chevalier

Par rapport aux pays voisins, la Pologne fait figure d'exception dans une Europe centrale bousculée par le changement brutal du système politique et économique après 1989 (Bazin et Bourdeau-Lepage, 2011). Contrairement à la quasi-totalité des anciens pays socialistes — qui ont connu un important processus de collectivisation des terres et de l'outil de production — la Pologne, par son histoire agraire, a bousculé le dessein d'un régime politique pourtant acquis à la collectivisation. Composée historiquement d'une petite paysannerie profondément hostile à l'idéologie communiste, elle n'a pu mettre en œuvre que très partiellement sa politique de collectivisation.

À la veille de l'éclatement du système politique communiste de 1989, l'importance relative du secteur étatique (18,5 % de la superficie agricole utile (SAU) et 22 % de l'emploi agricole) et du secteur coopératif (3,7 % de la superficie agricole utile et 6 % de l'emploi agricole) reste finalement mineure par rapport à un secteur agricole privé qui a largement survécu aux politiques de collectivisation (Bański, 2006). Composé majoritairement de petites exploitations familiales de taille très modeste et fortement « chargées » en actifs, il détient alors plus de 76,2 % de la SAU et représente plus de 70 % des actifs agricoles du pays. Ainsi, la Pologne a pu faire l'économie d'une décollectivisation de grande ampleur (Halamska, 1994).

À l'ancienne opposition entre secteur socialisé (fermes d'État et coopératives) et agriculture individuelle s'est alors progressivement substitué le clivage entre une agriculture de type sociétaire capitalisée, en partie héritière des grandes exploitations collectives, et une agriculture de statut familial. Alors que la première, qui représente à peine aujourd'hui 8 % de la SAU totale du pays, est formée majoritairement de grandes exploitations (plus de 500 ha en moyenne) faiblement « chargées » en actifs agricoles (moins

de 2 % ha de SAU ; Halamska et Maurel, 1996), la structure de la seconde est plus hétérogène. On y côtoie aussi bien de grandes structures familiales, orientées vers des systèmes de productions intensifs et spécialisés, que des petites unités tournées vers l'élevage extensif et la polyculture. Si les premières ont largement bénéficié du soutien de la politique agricole commune (PAC) et se sont accomplies dans le cadre du marché, les secondes s'en sont progressivement écartées et se sont repliées vers une production vivrière (Maurel *et al.*, 2003). C'est de cette forme d'agriculture qu'il est question dans ce chapitre. Particulièrement présente dans les franges nord-orientales du pays et notamment en Podlasie prise comme exemple dans ce chapitre, elle y côtoie des grandes exploitations familiales modernisées. Mais finalement, que sait-on d'elle si ce n'est qu'elle constitue un anachronisme dans une Europe centrale agricole en quête de nouveaux marchés économiques ? Comment expliquer la survivance de sa frange la plus fragile dans un pays où les politiques structurelles avaient justement pour objectif de la faire disparaître au bénéfice d'une agriculture marchande portée par les sociétés agro-industrielles ou les grandes exploitations familiales (Halamska, 1995) ? Est-elle le résultat de l'échec des transformations structurelles du monde rural ou celui de la crise économique reversant les populations sans emploi vers une activité agricole de repli ? Est-ce au contraire le résultat de stratégies familiales d'adaptation aux contextes socio-économiques contemporains (pluriactivité, double activité, etc.) ?

DÉFINIR LA PETITE AGRICULTURE SEMI-VIVRIÈRE EN PODLASIE

Définir l'agriculture familiale en Pologne, et de surcroît celle écartée du marché, n'est pas chose aisée. En effet, les statistiques ignorent en grande partie cette frange des exploitations. Officiellement, si l'État polonais reconnaît comme agriculteur celui qui exploite au moins 1 ha, tous ceux qui s'inscrivent dans une logique d'autoconsommation ne cotisent pas nécessairement au fond de sécurité sociale agricole et, de fait, n'ont légalement aucun statut professionnel. De plus, qui travaille sur ces exploitations ? Les membres de la famille du chef de l'exploitation, ses enfants, ses parents ? Là non plus, les données issues des recensements de population ne permettent pas de juger de la réalité de l'emploi mais simplement d'évaluer la population familiale agricole, c'est-à-dire vivant sur les exploitations selon qu'elle participe à l'activité productive ou qu'elle exerce une activité en dehors de l'exploitation, ou qu'elle associe les deux formes d'activité.

LA PETITE AGRICULTURE SEMI-VIVRIÈRE DE PODLASIE

L'image de la paysannerie polonaise, nombreuse et figée dans son archaïsme, fait toujours figure de stéréotype en Europe. Avec près de 13 millions d'habitants, les campagnes polonaises restent les plus densément

peuplées des pays de l'Union européenne. Alors que 4 millions d'actifs y travaillent toujours dans le secteur agricole, la superficie moyenne des exploitations familiales dépasse à peine 8 ha. Elle est parfois inférieure à 3 ha comme dans l'est du pays (figure 1.1).

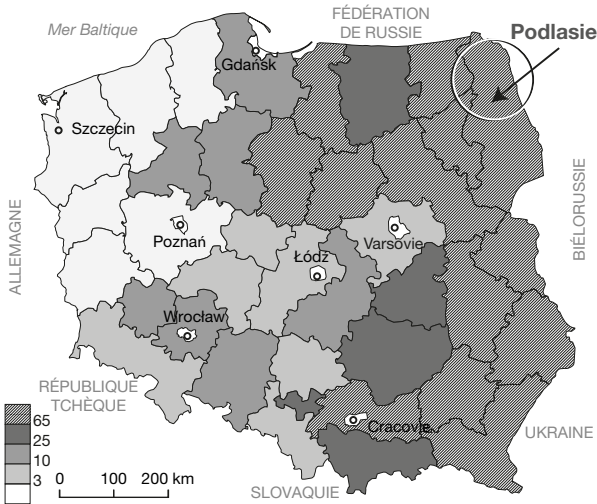


Figure 1.1. Taille moyenne des exploitations familiales en 2012.

Sources : Offices statistiques nationaux ; PC/ART-DEV-FRE3027 ; CNRS/2010.

Le recensement de 2012 comptabilise 1 951 000 exploitations familiales (soit 89 % des structures agricoles du pays) et un peu moins de 150 000 entreprises sociétaires. En Podlasie, ce rapport entre agriculture familiale et agriculture sociétaire est encore plus favorable à la première catégorie qui représente plus de 95 % des unités d'exploitation. Cette situation régionale révèle la persistance d'une lourde masse paysanne qui représente encore aujourd'hui plus de 45 % des actifs ruraux totaux. Si, comme ailleurs en Pologne, les réformes mises en œuvre dans le cadre des programmes de préadhésion à l'Union européenne (Special accession program for agriculture and rural development, Sapard¹ ; Pologne-Hongrie aide à la reconstruction économique, Phare²) et la PAC devaient aboutir à terme à une concentration structurelle des exploitations et une « normalisation » sur le modèle ouest-européen, les données statistiques témoignent d'un maintien,

1. Ce programme de préadhésion avait pour objectif de résoudre les problèmes prioritaires liés à l'adaptation à long terme des économies rurales des pays candidats et de faciliter la mise en œuvre par ceux-ci de l'acquis communautaire en mettant l'accent sur la politique agricole commune.

2. Ce programme d'aide communautaire aux pays d'Europe centrale et orientale (Peco) constituait le principal instrument financier de la stratégie de préadhésion pour ces États candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Depuis 1994, les missions du programme Phare ont été adaptées aux priorités et aux besoins de chaque Peco. Il poursuivait essentiellement deux priorités : le renforcement des institutions et des administrations et le financement des investissements.

voire d'un alourdissement de la charge de bras participant à l'agriculture familiale (Bazin, 2007). Ainsi, même 20 ans après le changement de système politique, la décréue paysanne tant espérée par les politiques publiques semble toujours se faire attendre en Podlasie.

Mais s'il est une problématique qui s'est accentuée depuis une dizaine d'années, c'est bien le renforcement du clivage entre les deux types d'agriculture familiale : celle qui a pu et su se moderniser et s'intégrer au marché *via* les exigences imposées par la PAC et celle qui s'est repliée vers la satisfaction des besoins de consommation des familles. C'est peut-être là la plus grosse césure qui ne s'est pas refermée, et même qui s'est accentuée depuis le changement de système. Le dernier recensement estime que plus de 45 % des exploitations familiales polonaises sont aujourd'hui effectivement écartées du marché (partiellement ou totalement), soit 8 % de plus qu'il y a 5 ans et 19 % de plus qu'il y a 20 ans.

Comme dans une large frange orientale de la Pologne, c'est en Podlasie que ce taux d'unités retirées du marché est le plus important du pays. Il y dépasse 70 % des exploitations familiales (figure 1.2). C'est d'ailleurs dans cette région relativement pauvre de la Pologne (Gorzela, 1998) que la petite agriculture de semi-subsistance forme le plus gros des bataillons de l'agriculture familiale nationale. De taille très modeste, ces exploitations ne dépassent pas 1 ha. Aux confins orientaux du pays, elles sont en partie les héritières directes d'une petite paysannerie qui a survécu au communisme, mais qui s'est, durant toute cette période, éloignée de tout processus de

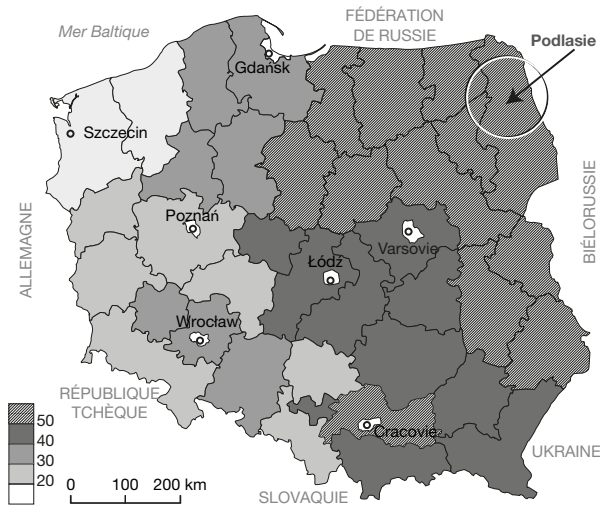


Figure 1.2. Part des exploitations familiales non marchandes par rapport à l'ensemble des exploitations familiales.

Sources : Offices statistiques nationaux ; PC/ART-DEV-FRE3027 ; CNRS/2010.

modernisation. Elles seraient environ 188 000 (sur les 235 000 exploitations que compte officiellement la région), mais, compte tenu très souvent de leur caractère « informel », ces chiffres semblent minorer une situation particulièrement dramatique.

En matière d'emprise foncière, elles utiliseraient plus de 70 % de la SAU totale de la région, contre seulement 25 % pour les exploitations familiales « marchandes » et 15 % pour les grandes exploitations sociétaires capitalisées. Paradoxalement, leur part dans la SAU régionale, qui poursuit lentement sa décroissance dans une grande partie occidentale du pays (là où la collectivisation plus massive avait en partie fait disparaître les petites unités privées), se maintient à un taux élevé. Elle a même légèrement augmenté depuis 2004 (+0,8 % par an), alors que les réformes mises en œuvre par le gouvernement polonais (incitation à la vente des terres et à la concentration foncière, au départ à la retraite anticipée des chefs d'exploitation à partir de 55 ans) et les incitations de la PAC tentent justement de l'endiguer (Darrot *et al.*, 2009). Cette dynamique structurelle, empêchant le processus d'élargissement foncier des autres exploitations potentiellement économiquement rentables, est d'ailleurs l'un des facteurs de la situation de blocage dans laquelle s'est enfoncée l'agriculture polonaise.

LES CAUSES DU MAINTIEN DE L'AGRICULTURE SEMI-VIVRIÈRE EN PODLASIE

Pour comprendre le maintien (voire le renforcement) de la petite agriculture semi-vivrière en Podlasie polonaise, il faut prêter une attention particulière aux différents temps forts des changements qui se sont opérés dans un passé plus ou moins lointain. Contrairement aux autres pays communistes, la Pologne, et de surcroît cette région peuplée d'une toute petite paysannerie depuis le milieu du XIX^e siècle, a suivi une autre voie de modernisation de son agriculture dans le cadre du système collectiviste. Restés majoritairement propriétaires de leurs terres et de leurs moyens de production, ces paysans avaient dû accepter l'intégration d'un mode semi-dirigiste à l'économie administrée. La mise sous tutelle de leurs exploitations a eu pour effet de déformer leurs logiques productives en les contraignant à se reproduire à l'identique. De manière très subtile, le fonctionnement « symbiotique » (Maurel *et al.*, 2003) entre une agriculture collectivisée, difficilement mise en place dans cette région hostile au pouvoir communiste, et cette petite agriculture familiale traditionnelle, moins chahutée qu'ailleurs en Europe centrale par le pouvoir en place, a conduit vers une forme de dépaysannisation progressive et lente. La perte du sens du risque inhérent au marché en a été l'un des signes les plus marquants. Paradoxalement, ces exploitations individuelles ont été protégées par l'économie planifiée qui, à l'inverse des pays occidentaux, leur a évité l'impitoyable sélection par les forces du marché. Revêtant essentiellement une fonction sociale, elles ont surtout permis d'atténuer les crises alimentaires successives liées aux imperfections du système planifié

de production. Elles ont également permis à des milliers de ruraux exclus des combinats industriels et des grandes exploitations collectives de satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Mais s'ils sont parvenus à déjouer le projet collectiviste, les petits producteurs privés ont dû payer le prix fort, celui d'une modernisation bloquée pendant près de 50 ans. Cette situation de blocage a fortement pesé, d'une certaine manière, sur le devenir de ces agricultures familiales archaïques et sur leur faible capacité de transformation au cours des décennies 1990 et 2000.

Dès le changement de régime politique, le poids « historique » de cette agriculture semi-vivrière va être renforcé par le démantèlement des grandes exploitations collectivistes (fortement bousculées par la libéralisation des marchés). Celles-ci, qui géraient également la plupart des autres activités rurales (services à la population, commerces) sont alors marquées par une faible productivité du travail et de maigres rendements dans une région à la rente naturelle médiocre. Pourvoyeuses d'un nombre d'emplois salariés resté très élevé malgré les efforts d'industrialisation de l'économie régionale, elles mettent en œuvre, dès 1990, d'importantes réformes structurelles qui visent à réduire drastiquement leur potentiel humain. Procédant à un « délestage » de leur main-d'œuvre et, en l'absence d'autres activités rurales susceptibles de prendre le relais, elles commencent à alimenter le chômage rural avec pour corollaire la précarité des personnes les moins aptes à la conversion. Malgré ces importantes réformes, imposées par la libéralisation des marchés, plus de 85 % d'entre elles ne survivront pas et devront céder leur principal outil de production, leur capital foncier. L'appropriation individuelle des terres qui s'ensuit, favorisée par les politiques de redistribution foncière, impulse alors une tendance à la déconcentration du mode d'exploitation des terres. La restitution des terres aux anciens propriétaires, souvent devenus des citoyens sans liens directs avec l'agriculture, mais plus encore la redistribution aux anciens ouvriers agricoles et plus largement aux ruraux, va dès lors accélérer le démembrement des quelques exploitations collectives régionales. Par la suite, l'insécurité économique du pays poussant une grande partie de ces nouveaux propriétaires à s'installer sur la part foncière leur ayant été attribuée plutôt que de la louer aux exploitations familiales déjà en place, consolide très rapidement et durablement le repli sur le lopin individuel et le renforcement de l'agriculture semi-vivrière.

À ce chômage d'origine agricole qui favorise le repli vers l'agriculture semi-vivrière vient s'ajouter celui d'origine industrielle. Durant la période socialiste, les actions des gouvernements successifs en faveur du développement industriel des campagnes de Podlasie se sont traduites par une dynamique de petites unités de production de sous-traitance de grands combinats urbains. Très souvent localisées au cœur même des coopératives agricoles qui utilisaient le surplus de main-d'œuvre rurale, l'emploi y était peu qualifié et surtout bon marché. Après le changement de système, ce sont ces petites unités de production, devenues marginales pour les grands groupes

industriels nationaux ou internationaux, qui sont les premières affectées par la restructuration du secteur industriel. Une très large majorité d'entre elles disparaissent simplement, laissant sur place une population ouvrière sans emploi, très vite rejointe, dans la précarité, par d'anciens « migrants alternants », des salariés d'origine rurale, licenciés des entreprises urbaines en difficulté mais ayant gardé une domiciliation dans les campagnes péri-phériques des villes. Sans emploi, ils se replient alors eux aussi dans leurs villages d'origine (sur leur « part foncière ») vers l'agriculture de subsistance, seul palliatif à la précarisation.

DE FAIBLES CAPITAUX MOBILISÉS PAR UNE AGRICULTURE « MARGINALISÉE »

La Podlasie compte un peu plus de trois ruraux pour un urbain. Ce rapport, un des plus élevés en Europe (avec la partie orientale de la Roumanie), est comparable à celui qui existait durant la période communiste. Avec un déclin démographique relativement faible ($-0,2\%$ par an) malgré une situation très dégradée du niveau de l'emploi et un vieillissement accru de la population (plus de 50% à plus de 70 ans), il s'agit d'une des régions les plus pauvres d'Europe. Le PIB par habitant y est inférieur à 70% de la moyenne européenne. $235\,000$ exploitations familiales déclarées (dont $200\,000$ partiellement ou totalement écartées du marché) feraient vivre directement ou indirectement plus de $550\,000$ personnes, soit 49% de la population régionale. Entre stratégie de repli social vers les métiers de l'agriculture pour les personnes les plus fragiles, faible gestion collective des ressources (dont le foncier), taille relativement élevée du groupe familial vivant sur l'exploitation (en regard de la moyenne européenne) et forte « imbrication » entre les unités de production et le ménage, ces exploitations sont très éloignées de l'idéal type occidental (Bański, 2005).

UNE AGRICULTURE SURTOUT DOTÉE EN CAPITAL NATUREL

Les exploitations semi-vivrières font en moyenne moins de 1 ha. Elles fonctionnent exclusivement en faire-valoir direct. Il s'agit soit de propriétaires âgés (plus de 50% ont au moins 70 ans), soit de très jeunes (32% ont moins de 25 ans). Pour les plus jeunes d'entre eux, ils ont connu au moins précédemment une période d'inactivité et se sont repliés sur les terres héritées de leur famille. La disposition de ce bien foncier est d'ailleurs très largement le point de départ du projet de repli vers l'agriculture. Ce foncier, qui revêt d'ailleurs souvent plus une valeur de patrimoine qu'une valeur d'usage, prend sens dans l'histoire complexe que les paysans ont entretenu avec le pouvoir, les puissances occupantes ou le régime communiste.

Les capitaux physique et financier de ces exploitations sont peu importants et très rarement mutualisés ou externalisés. Le gouvernement polonais participe très peu à ces dotations (équipements de base, infrastructures, etc.).

Depuis la loi de 2014, il réserve d'ailleurs ses crédits, dans la juste lignée des directives de la PAC, aux exploitations marchandes les plus rentables qui sont inscrites dans des stratégies de regroupement et d'alliances avec l'agro-industrie.

Dans la grande majorité des situations, ces familles agricoles de Podlasie développent des systèmes de production caractéristiques de la vaste plaine sablonneuse et argileuse de cette partie orientale de l'Europe, marquée de surcroît par un climat froid et humide. L'arboriculture domestique et la culture de la pomme de terre occupent la majeure partie des superficies cultivées, combinées au chou et aux plantes fourragères. Les rendements sont très faibles, compte tenu du faible potentiel agronomique des sols saturés en eau. La culture y est essentiellement manuelle (ou recourant à une motorisation très légère) et même, fait relativement rare en Europe, souvent en traction animale. Le travail est exclusivement fourni par le groupe domestique. Il constitue souvent le principal coût de production. Le recours aux intrants, réservé aux quelques exploitations familiales modernisées, est très marginal ; les semences sont très souvent autoproduites et la vente des productions, lorsqu'elle existe, ne dépasse généralement pas 15 % du produit brut annuel. L'élevage très extensif, en grande partie bovin, occupe également une place de choix dans ces petites exploitations marquées par la polyculture. Dès lors, avec la propriété de la terre, il constitue souvent le principal capital (voir le seul) des familles. Il est un des éléments de différenciation important entre les exploitations et constitue à la fois un lieu d'accumulation et de production.

UN CAPITAL HUMAIN ESSENTIELLEMENT RECENTRÉ SUR L'EXPLOITATION POUR LES MÉNAGES PLUS JEUNES

La taille du groupe familial vivant sur l'exploitation agricole semi-vivrière est en moyenne huit fois supérieure à celle de l'agriculture « marchande ». On estime qu'en Podlasie une unité de ce type (d'environ 1 ha) fait vivre en moyenne un noyau familial composé de quatre individus. Le nombre de personnes travaillant directement sur l'exploitation est lui aussi relativement important. Alors qu'il a été divisé par 6 depuis 2000 dans les exploitations familiales « marchandes », il est resté à un niveau très élevé (1,7 actif/ha). Les politiques publiques et les réformes structurelles imposées par la PAC n'ont vraisemblablement pas réussi à le faire baisser ; bien au contraire, le contexte économique régional, aujourd'hui dégradé, l'a même accentué (+3 % depuis 2010).

Contrairement à l'Europe occidentale où l'augmentation de la productivité agricole s'est paradoxalement accompagnée d'une certaine généralisation de la pluriactivité, le capital humain de la petite agriculture familiale polonaise reste encore largement mobilisé sur l'exploitation. Si la pluriactivité (et même la double activité) était répandue durant la période communiste (et permettait d'ajuster l'emploi entre secteurs économiques), la crise brutale de l'industrie orientale polonaise au milieu des années 2000 et l'effondrement

des activités dans les services à la population ont fortement affaibli les opportunités d'emplois de complément pour les ménages agricoles. Alors qu'une exploitation semi-vivrière sur deux s'inscrivait dans une telle logique pluriactive au début des années 1990, elles ne sont plus qu'une sur dix en 2013.

Inversement à la situation la plus courante en Europe occidentale, ce sont surtout les exploitations dirigées par les agriculteurs les plus âgés qui s'inscrivent encore dans des stratégies pluriactives ou de double activité (cela concerne plus de 70 % des plus de 50 ans). Cette situation, paradoxale en apparence, peut s'expliquer de deux manières. Tout d'abord, cette population dispose d'un capital physique supérieur aux jeunes ménages, notamment en matière d'équipement automobile. Elle est de fait plus mobile, et cette mobilité facilite son accession (même très partielle) au marché de l'emploi urbain environnant (accession d'ailleurs favorisée par l'amélioration des infrastructures routières). Ensuite, elle est socialement « plus intégrée » dans une société villageoise qu'elle n'a jamais réellement quittée. Elle jouit ainsi d'un positionnement plus favorable dans les réseaux d'interconnaissance et d'entraide locaux et accède, peut-être plus facilement que les « nouveaux agriculteurs », aux « petits emplois publics de complément » offerts ponctuellement par les administrations locales (distribution du courrier, entretien des espaces publics, etc.). Plus anecdotique, et lorsque son patrimoine immobilier le lui permet, elle commence à s'engager vers des actions agrotouristiques ; mais la demande polonaise étant encore infime, les investissements en matière d'amélioration des infrastructures pour répondre aux standards de l'hébergement européen restent démesurés par rapport aux bénéfices potentiellement retirés. Néanmoins, si cette population la plus âgée vit désormais plus de ces petits emplois et surtout de ses faibles pensions de retraite versées par l'État (qui offrent en moyenne un complément financier qui peut atteindre 80 % du revenu du ménage), elle se dit avant tout « paysanne ».

À l'inverse, pour les ménages les plus jeunes, la crise économique a accentué le fort recentrage des stratégies domestiques sur l'agriculture. Seul un jeune ménage sur dix est engagé dans une démarche de pluriactivité. Il s'agit majoritairement d'anciens salariés licenciés des entreprises urbaines en difficulté. Sans emploi ou perspectives d'emploi, et dans l'impossibilité matérielle et financière de rester en ville, ils se sont alors repliés sur leur lopin de terre. Contrairement aux ménages agricoles anciennement installés, qui cumulent revenus d'activité sur l'exploitation, revenus hors de l'exploitation et pensions de retraite, leur revenu est inférieur à 60 % à celui de leurs aînés (Rosner, 2012). Faute de capitaux financiers suffisants, ils semblent avoir renoncé à tout projet d'élargissement foncier et de modernisation de l'appareil de production. Disposant d'un faible capital physique, notamment en matière d'équipement automobile, ils repoussent aussi toute stratégie de pluriactivité supposant, entre autre, une mobilité quotidienne vers les petits pôles urbains, seuls pourvoyeurs de quelques emplois salariés pour certains des membres du ménage.

Le niveau de formation de ces jeunes actifs agricoles est par contre généralement supérieur à celui de leurs aînés ; l'évolution du système éducatif et l'accession à la formation professionnelle en est indéniablement la cause. Ceci dit, pour 9 agriculteurs sur 10, le type de qualification n'a aucun lien avec l'activité agricole. Certes, le gouvernement polonais propose des plans de formation pour les jeunes agriculteurs *via* les chambres d'agriculture et les directions régionales de l'agriculture dans les voïvodies³ ; mais ne cotisant pas aux différents fonds sociaux agricoles pour la grande majorité d'entre eux (près de 80 %), ils n'y ont généralement pas accès. Finalement, même si l'État inscrit son action dans l'amélioration du capital humain (formation, renforcement des capacités, etc.), force est de constater que les dispositifs sont quasiment inaccessibles à une population en voie de marginalisation professionnelle et sociale.

DIMINUTION DE LA DOTATION EN CAPITAL FINANCIER PROVENANT DE L'APPORT MIGRATOIRE

L'émigration d'une partie des individus du groupe familial a été fortement réduite avec la crise du milieu des années 2000. Si elle ne constitue plus aujourd'hui une stratégie prioritaire pour les familles agricoles les plus marginalisées, elle revêtait pourtant une importance capitale dans les premières années qui suivirent le changement de régime politique (Latruffe, 2005). Les transferts de fonds des émigrés (essentiellement en provenance du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de l'Irlande, du Danemark et des États-Unis) faisaient partie intégrante des ressources du groupe familial pour la consommation, mais aussi pour l'investissement ou la diversification des activités économiques. En Podlasie en 1999, le capital financier de près d'une exploitation « non marchande » sur cinq dépendait en grande partie de l'émigration d'au moins un de ses membres et donc de dotations en capital humain.

Aujourd'hui, les statistiques régionales estiment que seule une exploitation « non marchande » sur vingt serait concernée par la question du transfert de fonds des émigrés. Il s'agirait exclusivement d'exploitations dirigées par des actifs relativement âgés dont l'un des membres de la famille aurait émigré il y a en moyenne plus de 15 ans. Ces statistiques disent également que, depuis, les conditions d'émigration se seraient fortement dégradées. Pour les migrations de longue durée vers l'Europe occidentale ou les États-Unis, les fonds nécessaires prélevés sur les revenus et le capital de l'exploitation agricole auraient doublé en 20 ans d'après un rapport du gouvernement polonais. Ils seraient devenus prohibitifs. Dans le même temps, le revenu moyen des exploitations semi-vivrières (revenus agricole et non agricole)

3. Une voïvodie (*województwo*, en polonais) est un échelon administratif de la Pologne correspondant à une région. Depuis le 1^{er} janvier 1999, elle regroupe l'administration de l'État et l'administration décentralisée de la collectivité régionale, aux compétences complémentaires.

aurait diminué d'un tiers, amenuisant d'autant la capacité d'émigration d'un des membres du ménage. Pourtant, une étude récente de la voïvodie de Podlasie montre que les exploitations, composées d'au moins un émigré de la première vague (1990 à 2000) qui envoie régulièrement des fonds, ont pu minimiser les risques liés à l'exclusion du marché de sa famille. Ces exploitations, même si elles dégagent de faibles revenus, sont finalement celles qui s'en sortent le mieux (d'autant que ce sont souvent les mêmes qui s'inscrivent dans des stratégies de pluriactivité) et où la précarisation économique et sociale est la moins marquée.

UN FAIBLE CAPITAL SOCIAL, EN DÉCONNEXION AVEC LA SOCIÉTÉ ET LES MARCHÉS

Le capital social, entendu comme la somme des ressources liées à la possession d'un réseau durable de relations d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance, joue un rôle relativement « faible », du moins dans sa forme institutionnelle. S'il est souvent considéré comme l'un des moteurs des stratégies des familles cherchant une reconnaissance professionnelle, il influence finalement peu la transformation et la modernisation des petites exploitations semi-vivrières. Les exploitations sont faiblement intégrées à des réseaux locaux ou régionaux de producteurs (seule 1 sur 20), dominés par les exploitations familiales « modernisées » qui en « verrouillent l'accès ». Très peu d'exploitants sont également membres de syndicats agricoles (moins de 1 sur 12). Cet isolement professionnel renvoie à la faible connexion de cette agriculture avec la société globale et ne facilite pas le dialogue avec les institutions nationales. Elle ne favorise pas non plus l'implication de ces agriculteurs dans les instances de gouvernance locale, régionale et nationale.

La loi d'orientation agricole polonaise de 2008 tendait pourtant à favoriser l'émergence de coopératives agricoles (coopératives d'achat et de production) pour faciliter les alliances contractualisées avec les partenaires agro-industriels, les grandes exploitations familiales et les exploitations sociétaires. Ces alliances devaient permettre à ces grandes structures de prendre le contrôle de la gestion de la production et de la commercialisation selon une logique de maximisation de la rentabilité commerciale, de performance et de minimisation des coûts de transaction. Parallèlement, ces partenariats « stratégiques » devaient permettre à l'agro-industrie et aux grandes exploitations (familiales et sociétaires capitalisées) de participer, au même titre que l'État, à la dotation en capital physique (équipement en matériel agricole, achats de silos de stockage, etc.) et en capital humain (formations, etc.) des petites unités familiales polonaises. Pour faire face aux dures lois de la sélection par le marché, ces regroupements devaient renforcer le capital social d'une petite agriculture familiale « sapée par les héritages de l'époque communiste, aucunement compétitive et marginalisée » (Ministry of Agriculture, 2008).

Au début, l'ensemble des producteurs agricoles (marchands et non marchands) étaient simplement « invités » à se regrouper en coopérative ; mais très vite, les autorités ont tenté de les contraindre, notamment par la menace d'une suppression de leurs droits sociaux et d'accès au crédit. Au final, si 8 exploitations familiales « marchandes » sur 10 ont rejoint des regroupements coopératifs, elles sont à peine 1 sur 30 pour les « non marchandes ». Malgré les fortes injonctions du gouvernement polonais, ces dernières ne se sont finalement pas intégrées à ces réseaux coopératifs dont les niveaux d'exigence (en matière de coût et de quantité de la production) ne sont pas tenables pour des exploitations à forte charge en main-d'œuvre et aux capacités de modernisation très limitées.

Pourtant, en janvier 2014, une nouvelle loi polonaise fait dorénavant du regroupement une nécessité pour l'obtention des droits sociaux et la reconnaissance de l'activité agricole. Dès lors, en Podlasie, c'est déjà plus de 25 000 petites exploitations familiales semi-vivrières qui viennent d'être radiées des registres nationaux agricoles. À l'image de la situation hongroise du début des années 2000, ces « petits paysans » polonais désormais dépourvus de leurs droits sociaux et de la reconnaissance de leur activité poursuivent leur inéluctable trajectoire de marginalisation. Les réseaux informels d'interconnaissance et d'entraide constituent finalement aujourd'hui la seule dotation en capital social qu'ils peuvent mobiliser. Les ventes des productions, seuls revenus pour les trois quarts des petits exploitants qui ne bénéficient pas de pensions de retraite ou d'activités de complément, sont rares et circonscrites à quelques circuits courts dans lesquels l'interconnaissance apparaît plus déterminante que les relations commerciales contractuelles. Trois exploitants sur quatre ne commercialisent plus aucune de leur production et tous sont conscients que leur exploitation est gravement menacée.

CONCLUSION

Au terme de ce chapitre, deux traits spécifiques de l'agriculture familiale polonaise méritent de retenir l'attention : l'hétérogénéité structurelle qui selon des modalités diverses revêt la forme d'un dualisme agraire et l'écart encore important qui les sépare des structures des anciens pays membres. Dans ce pays, les exploitations familiales y forment un ensemble composite de micro-exploitations de subsistance et d'unités de production orientées vers le marché. Si les restructurations ont permis de réduire sensiblement l'emploi agricole dans le secteur marchand et d'adapter graduellement les systèmes de production au nouveau contexte, il en est autrement de la petite agriculture semi-vivrière, handicapée par une excessive fragmentation foncière et un suremploi agricole. Une grande majorité de ces exploitations s'est alors durablement écartée de la voie ouest-européenne de modernisation productiviste. Contrairement à ce qui était attendu après le changement de régime politique et l'intégration à l'Union européenne, cette agriculture

n'est pas parvenue à opérer sa conversion moderniste vers un modèle agricole familial intensif comparable à celui qui s'est développé au sein des pays membres de l'UE.

Cette agriculture semi-vivrière se fonde aujourd'hui exclusivement sur la mobilisation des capitaux naturel et humain, supplantant les faibles investissements physiques ou financiers. Alors que la terre, inscrite dans une stratégie de conservation patrimoniale, revêt une importance capitale dans le repli agricole, ce sont exclusivement les ressources humaines d'un groupe domestique recentré sur l'exploitation qui contribuent au produit. Le recours au capital social, considéré pourtant comme l'un des moteurs des stratégies des familles cherchant une reconnaissance professionnelle et une connexion avec la société globale, se limite, dans le meilleur des cas, à quelques réseaux d'entre-aide locaux. Il est dès lors logique que la production soit principalement destinée à la consommation familiale et, exceptionnellement, aux échanges non marchands. C'est avant tout une attitude de résignation qui l'emporte chez ces exploitants qui sont largement engagés sur une trajectoire de marginalisation, d'exclusion économique et sociale et de conservation du patrimoine foncier, seul capital dont ils disposent.

AGRICULTURE URBAINE ET PÉRIURBAINE, LES EXPLOITATIONS LAITIÈRES DU CAIRE, ÉGYPTÉ

Annabelle Daburon, Véronique Alary, Ahmed Ali,
Mohammad El-Srogi, Jean-François Tourrand

La mégapole du Caire compte aujourd'hui près de 20 millions d'habitants. En son cœur et dans sa périphérie subsiste une activité agricole organisée sur une base familiale. Ce chapitre éclaire la situation des exploitations, qui contribuent à l'approvisionnement alimentaire du Caire, en particulier en produits laitiers et maraîchers. Les données sont issues d'une étude conduite dans le cadre du projet Dairy entre le Cirad, l'Université d'Ain Shams et l'Animal Production Research Institute (APRI), sur l'approvisionnement en lait du Caire.

CONTEXTE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE CONTEMPORAINE EN ÉGYPTÉ

UN BREF HISTORIQUE

La tradition agricole égyptienne remonte à plusieurs millénaires et constitue, encore aujourd'hui, une source importante de revenus pour le pays, avec 13 % du PIB en 2009 (Banque mondiale, 2013)¹. En raison de l'aridité du climat, les terres cultivables représentent seulement 3,7 % du territoire. Elles sont irriguées et localisées sur une bande de terre de 20 à 30 km de large le long du Nil et dans son delta. Ce fleuve, véritable cordon nourricier, constitue la principale ressource en eau disponible pour l'irrigation (Mekonnen, 2010).

La population égyptienne compte aujourd'hui près de 82,5 millions d'habitants et avait un taux de croissance proche des 1,7 % par an en 2011

1. <http://data.worldbank.org/>

(Unesco, 2013)². Le taux d'urbanisation était de 82 % en 2010 (Gazel *et al.*, 2010). Ce phénomène se traduit par un tissu très serré d'agglomérations dans le delta du Nil et sur ses berges. Il représente une menace indirecte pour l'activité agricole en Égypte, certaines estimations comptabilisant une perte de 1,35 million de feddans³ entre 1952 et 2002 (El-Hefnawi, 2005).

Une population importante et en croissance avec des terres cultivables limitées font que l'Égypte est extrêmement dépendante des marchés internationaux, malgré de multiples politiques visant à accroître la production alimentaire nationale. On peut citer entre autres la stratégie d'extension des terres agricoles sur le désert, qui est au cœur de la politique nationale depuis la révolution de 1952. Combinée à l'amélioration de la productivité des exploitations présentes sur les anciennes terres, cette dynamique d'aménagement de nouvelles terres agricoles constitue encore aujourd'hui un des points forts de la stratégie nationale d'autosuffisance alimentaire (Abul-Naga, 2009).

L'AGRICULTURE DU CAIRE

L'agriculture familiale de polyculture-élevage est la plus répandue en Égypte et représente la majorité de la production agricole, dont une part importante s'effectue en zone urbaine ou périurbaine. À côté se développe une agriculture d'entreprise⁴, à la fois pour les produits locaux (lait, aviculture, etc.) et l'exportation (notamment pour les fruits et légumes).

Le Caire est emblématique de la pression urbaine sur les terres cultivables en Égypte (Khadr *et al.*, 2010). Se développant essentiellement sur l'entrée du delta du Nil, la ville compte une activité agricole importante alimentant ses marchés en denrées périssables (lait de bufflesse, viande, légumes...).

On distingue deux grands types d'exploitations familiales en urbain et périurbain :

- des exploitations intégrées de polyculture (céréales, fourrages, maraîchage) et d'élevage (buffles laitiers, élevage allaitant et d'engraissement avec des vaches de la race locale baladi). Dans ce groupe, on observe un gradient de taille allant : des micro-exploitants avec un très petit cheptel (une bufflesse laitière en médiane) et valorisant une parcelle agricole, en propriété ou louée, d'environ 1 feddan ($\approx 0,42$ ha), aux petits exploitants travaillant sur plus de trois feddans ($\approx 1,4$ ha) et avec en valeur médiane cinq buffles laitiers ;
- des exploitations hors-sol se consacrant à la production laitière et plus rarement à l'engraissement. De la même façon, dans ce groupe, existent des micros et petites exploitations avec en valeur médiane respectivement 5 et 20 buffles laitiers.

2. <http://www.unesco.org/DataCentre/Pages/country-profile.aspx?regioncode=40525&code=EGY>

3. Feddan : unité de surface agricole en Égypte ; 1 feddan = 24 kirat = 60 m × 70 m = 4200 m² = 0,42 ha.

4. Agriculture d'entreprise au sens de Bélières *et al.*, 2013.

Tableau 2.1. Caractéristiques structurelles majeures des types d'éleveurs à la périphérie et dans Le Caire.

	Polyculture-élevage		Éleveurs hors-sol	
	Micro	Petit	Micro	Petit
Taille médiane du cheptel bovin	1	5	5	20
Surface agricole utile médiane en propriété ou location (en feddans)	1	3	0	0

Ce chapitre décrit ces exploitations familiales de polyculture-élevage, jusqu'ici peu renseignées dans la littérature qui, au-delà de la taille, présentent des fonctionnements similaires.

LES ACTIVITÉS AGRICOLES AU CŒUR DE LA FAMILLE

L'activité agricole est insérée dans le système d'activité d'un ménage le plus souvent composé d'un homme, à la fois chef d'exploitation et chef de famille, de sa femme et de leurs enfants. Dans le contexte cairote, la famille élargie, qui inclut les parents proches et éloignés, joue un rôle important et peut avoir une influence considérable sur les activités agricoles du ménage.

UNE MAIN-D'ŒUVRE FAMILIALE

La main-d'œuvre est majoritairement familiale. En cas de besoin, les chefs d'exploitation peuvent faire appel à de la main-d'œuvre temporaire, issue de la famille élargie ou parfois du réseau social. Cette entraide est très rarement rémunérée et représente une forme d'échange de service entre membres d'une même famille. Le recours à de la main-d'œuvre extérieure rémunérée ou à des prestations se limite à des opérations particulières (pompage pour l'irrigation, labour motorisé...) et reste ponctuel.

UNE FAMILLE, UNE EXPLOITATION, UN SEUL CAPITAL

Il existe une fongibilité complète entre patrimoine familial et capital d'exploitation. C'est dans les ressources familiales que le chef d'exploitation puise en priorité pour investir dans l'exploitation agricole, et le capital d'exploitation (animaux, terres...) est mis à contribution pour le fonctionnement domestique de la famille (par exemple, en cas de mariage, de deuil, de maladie). Il n'est pas rare de vendre des animaux ou une parcelle pour faire face aux dépenses familiales. L'héritage illustre aussi cette fongibilité : chaque héritier reçoit une part du patrimoine familial qui intègre aussi le foncier, dans le cas où la famille en possède, et les animaux selon les normes sociales en vigueur.

LE CHEF DE FAMILLE DÉPOSITAIRE DU SAVOIR AGRICOLE ET LES FEMMES DE LA TRANSFORMATION DU LAIT

Les choix techniques sont assumés par le chef d'exploitation qui est la figure d'autorité dans ces systèmes patriarcaux. Les jeunes, lorsqu'ils

travaillent sur la ferme, sont souvent cantonnés à l'exécution des travaux, notamment les plus physiques. Ainsi, les hommes sont principalement en charge des travaux sur les parcelles, c'est-à-dire les cultures et les soins aux animaux dans la journée.

Dans ces exploitations du Caire, les femmes sont en charge des activités domestiques, mais elles jouent aussi un rôle central en élevage en assurant la distribution de l'aliment concentré, la traite et la transformation du lait en beurre, crème et fromages. De plus, elles vendent, à la maison et parfois sur les marchés, les produits laitiers, principalement sous forme de lait frais. La vente de produits transformés n'est pas très fréquente. Jusqu'à aujourd'hui, chaque foyer égyptien transformait le lait frais et les produits bruts, achetés au marché. Apparaît petit à petit, avec l'adoption du mode de vie urbain, une frange de la population qui s'oriente vers des produits transformés, mais celle-ci demeure encore restreinte.

La commercialisation après transformation offre ainsi une opportunité intéressante de valorisation de la production laitière pour les familles de producteurs. Les pratiques de transformation et de commercialisation sont différentes selon la localisation géographique dans la ville en relation avec le niveau de vie moyen du quartier. On peut évoquer la vente de fromages à environ 50 LE/kg⁵ (≈ 5,40€) sur les marchés, le beurre vendu 40 LE/kg (≈ 4,40€), la crème et les yaourts. Notons aussi les différents modes de commercialisation du lait frais (livraison à dos d'âne, commercialisation aux portes de la ferme) dont les prix aux consommateurs peuvent varier de 6 à 8 LE par litre (≈ 0,65-0,87€) pour le lait de bufflesse. En étant souvent les seules dépositaires des connaissances des techniques de transformation, les femmes jouent un rôle important dans la valorisation des produits de cette agriculture familiale, valorisation qui demeure encore limitée.

VERS LA SATISFACTION DES BESOINS ALIMENTAIRES DE LA FAMILLE

L'activité agricole est d'abord orientée vers l'autoconsommation du ménage qui peut aussi inclure une couverture partielle des besoins de la famille élargie. Les surplus sont vendus, souvent sans être transformés, *via* les circuits de distribution extrêmement courts évoqués précédemment, offrant des prix de vente avantageux.

Les exploitations avec des surfaces agricoles utiles importantes ont des orientations commerciales et peuvent, dans certains cas, vivre uniquement de la vente de leur production. Mais dans le cas des plus petites exploitations, les revenus générés par la vente des produits agricoles demeurent limités et doivent être complétés par des activités extra-agricoles pour couvrir les besoins de la famille.

5. LE : livre égyptienne, le taux de change était de 9,16 LE/euro au cours de la période de l'étude.

Les revenus sont gérés par le chef de famille, qui décide de leur allocation soit dans la sphère familiale, soit dans les activités économiques de l'exploitation. Cette centralisation des ressources financières laisse une très faible marge de manœuvre aux jeunes générations et aux femmes qui sont le plus souvent dépendantes du chef d'exploitation, ce qui limite leur capacité d'initiative.

Cette prédominance des chefs d'exploitation dans la prise de décision est cependant à mettre en perspective dans le cadre des familles élargies. La liberté dans les orientations stratégiques de l'exploitation, à l'échelle du ménage, reste subordonnée aux intérêts de la famille élargie. Les chefs d'exploitation se réunissent en « conseils de famille », l'aîné ayant souvent le plus de poids, afin d'orienter la stratégie de la famille élargie. La liberté propre de chaque chef d'exploitation se retrouve donc limitée : s'il fait autorité dans son ménage et dans sa ferme, il doit rester en accord avec les intérêts de la famille élargie. En termes de liberté décisionnelle, les éleveurs « isolés » sont beaucoup plus indépendants, bien que leur réseau social plus étroit puisse constituer un frein au développement économique.

LES EXPLOITATIONS FAMILIALES DE POLY CULTURE-ÉLEVAGE DU CAIRE

LES CAPITAUX À LA DISPOSITION DES FAMILLES

On peut donner une représentation générale des capitaux possédés par ces familles d'agro-éleveurs afin de cerner au mieux la structure de celles-ci.

Capital naturel

Bien que la notion de capital naturel soit sujette à discussion dans ce milieu très artificialisé, les accès à l'eau et aux terres constituent deux composantes majeures pour ces exploitations.

Le foncier est en général composé d'une parcelle de terre irriguée de petite taille (moyenne de 2 feddans, soit 0,84 ha). Certaines familles ne possèdent pas de terre et louent des parcelles à des propriétaires privés (la majorité des cas de location à la périphérie du Caire), à l'État ou à des institutions religieuses. Jusque dans les années 1990, les contrats liant les propriétaires privés et les locataires étaient établis sur des bases décennales et se transmettaient de génération en génération. Aujourd'hui, ces contrats sont annuels. Ainsi, chaque année, les locataires peuvent être menacés « d'expulsion » des terres que parfois leurs aïeux mettaient déjà en valeur, au profit de projets d'urbanisation proposés aux propriétaires. La conversion de terres agricoles n'étant pas autorisée par l'État, ces transactions sont informelles et sans aucun encadrement public en terme de projet d'urbanisation (absence d'assainissement, de ramassage des ordures, d'écoles, de services de santé...). L'augmentation du prix des terrains en périphérie du Caire est exponentielle et le montant pour un hectare se situerait aujourd'hui

autour d'un demi-million d'euros, sachant que sur un hectare pourront être construits aisément entre 12 et 15 immeubles de 10 à 12 étages avec en moyenne 4 à 6 appartements par étage, soit entre 500 et 1 000 appartements pouvant héberger de 3 000 à 10 000 habitants. Les exploitants locataires de terres agricoles sont donc dans une situation précaire.

Ces terres sont le plus souvent attenantes à la ville, voire même parfois incluses dans la trame urbaine. Les sols mis en culture depuis des millénaires, et qui bénéficiaient par le passé des crues du Nil, sont, selon les acteurs locaux, toujours fertiles grâce à un recours à la fumure animale et plus récemment à des engrais chimiques. Selon les résultats de notre enquête, le rendement moyen en blé irrigué est de 7 tonnes par hectare. Cette fertilité est soumise au bon fonctionnement du système de drainage.

La gestion de l'eau est un second élément crucial pour ces systèmes agricoles. Hopkins (2005) nous renseigne sur les lois encadrant l'utilisation de l'eau. Par le passé, chacun pouvait bénéficier des canaux d'irrigation et du réseau de drainage principal, entretenus par le service public. L'eau en provenance du Nil n'était pas directement tarifée puisque la gratuité de l'eau est l'un des principes de l'islam. L'entretien du réseau était couvert par les taxes foncières prélevées sur les propriétaires de plus de 5 feddans. Mais le petit nombre des exploitations de cette taille et les faibles moyens attribués aux collecteurs de la taxe ont eu rapidement raison du système. Toujours selon Hopkins (2005), sur le plan local, des organisations de producteurs, promues par l'État, furent chargées de la gestion des infrastructures du réseau secondaire. Supposées s'autofinancer, elles sont aujourd'hui peu actives dans la région du Caire. Enfin, selon les acteurs locaux, l'urbanisation informelle nuit au bon fonctionnement des réseaux hydrographiques (irrigation et drainage), en contribuant à reboucher les canaux de drainage (construction), et par la pollution qui résulte de l'absence de système d'assainissement ou de collecte de déchets ménagers. Aujourd'hui, la fertilité des sols les plus proches de la ville serait compromise par la faible efficacité des systèmes de drainage qui entraînerait la saturation du sol en eau par la remontée du niveau de la nappe phréatique. L'eau de surface, qui ne peut infiltrer le sol du fait de sa saturation, s'évapore mais le sel qu'elle contient reste sur la parcelle provoquant une salinisation progressive des parcelles.

Capital physique

Chaque parcelle dispose d'un abri en bois et branchages semi-ouvert avec un foyer, sans électricité, où les animaux passent la journée et où l'exploitant prend son déjeuner. Aucun matériel ne reste la nuit pour prévenir les vols. Les outils agricoles sont essentiellement manuels : serpes pour la récolte du bersem ou trèfle d'Alexandrie (*Trifolium alexandrinum*), pelles pour la construction des diguettes, etc. La plupart des exploitants ne possède ni tracteur, ni motoculteur pour le travail du sol et ils louent les services d'un entrepreneur pour réaliser les travaux de labour et parfois de récolte.

Aujourd'hui, les producteurs ont recours à des motopompes diesels mobiles — qu'ils possèdent ou qu'ils louent à leurs voisins — pour irriguer leurs parcelles en relevant l'eau du canal d'irrigation ou pour prélever directement l'eau dans la nappe phréatique (puits) quand les canaux s'assèchent ou se tarissent.

Les exploitants ont une charrette (à âne ou à cheval) qu'ils utilisent quotidiennement pour faire l'aller-retour entre le champ et la maison d'habitation et transporter le matériel, la fumure, les fourrages en vert, les récoltes, etc. Les animaux d'élevage font aussi le trajet, le fourrage est ainsi distribué directement sur la parcelle. Les distances entre les parcelles et les maisons d'habitation sont souvent courtes (< 3 km).

La maison d'habitation est le plus souvent située dans un des quartiers populaires d'urbanisation informelle (voir précédemment), qui, en 2006, hébergeaient près de 65 % de la population du Caire (Séjourné, 2009). Elle est généralement connectée aux réseaux publics d'alimentation en eau et en électricité. Les animaux dorment au rez-de-chaussée ou dans une arrière-cour aménagée en étable. La famille se répartit dans les étages ; généralement un ménage par étage. Enfin, le toit est parfois aménagé pour accueillir quelques petits ruminants et la basse-cour (poules, canards, pigeons).

L'équipement domestique est utilisé pour la transformation des produits agricoles et en assurer une plus longue conservation, notamment pour la consommation familiale. Ainsi, la commercialisation des produits transformés, à une échelle réduite, constitue une option d'amélioration des revenus de ces ménages qui ne nécessite qu'un faible capital physique.

Cheptel

Les bufflesses sont principalement élevées pour la production laitière, leur lait étant plus riche en matière grasse que les vaches (8 à 9 % de matières grasses). Les veaux sont parfois engraisés sur l'exploitation, mais sont le plus souvent vendus après sevrage à des marchands ou des engraisseurs spécialisés. Les plus petites exploitations n'ont qu'une ou deux bufflesses, mais dans de nombreux cas cinq à six bufflesses sont présentes qui produisent chacune en moyenne près de 8 l/j. Les animaux de réforme sont valorisés en boucherie (environ 600 kg en poids vif). Les vaches baladi sont surtout élevées pour la production de veau et les activités d'engraissement. La viande de baladi est très appréciée par le consommateur et la croissance des veaux est plus rapide que celle des jeunes buffles (450 kg en 3 ans pour les buffles contre 500 à 550 kg pour les baladi). On compte souvent moins de vaches (ou de veaux) baladi que de buffles, et rarement plus de trois ou quatre animaux à l'engraissement.

Quelques petits ruminants (quatre ou cinq chèvres ou moutons) et une petite basse-cour élevés sur le toit de la maison permettent d'assurer les besoins en viande de la famille. Il n'est pas rare que les exploitations achètent quelques chèvres ou moutons supplémentaires à emboucher 2 à

3 mois avant les fêtes religieuses, tant pour la consommation familiale que pour la création d'un complément monétaire, permettant de faire un retour sur investissement appréciable au vu de la flambée des prix du marché à cette période. Enfin, les animaux de traction et de transport ont un rôle central dans l'activité agricole. La famille possède souvent un ou deux ânes, parfois un cheval.

Sur cette base commune, on peut distinguer des exploitants qui se spécialisent dans l'engraissement (en conservant une petite production laitière pour l'autoconsommation), d'autres qui se spécialisent dans la production laitière, avec des productions agricoles uniquement destinées à l'alimentation animale. Le cheptel de l'exploitation reflète l'histoire familiale, mais s'adapte aussi aux conjonctures économiques.

Capital humain

La famille de l'exploitation est constituée le plus souvent par un couple avec trois ou quatre enfants, même si l'on rencontre encore des familles avec plus de cinq enfants. Les hommes sont principalement chargés des travaux aux champs. Ils possèdent des savoirs agronomiques transmis oralement de père en fils. Les rendements obtenus laissent supposer un très bon niveau technique, qui a pu se développer au fil des générations, mais certaines connaissances de base, en particulier sur les aspects sanitaires, font parfois défaut. Souvent les hommes sont double-actifs avec des emplois à mi-temps, non qualifiés (gardiens...) et faiblement rémunérés. Parmi les chefs d'exploitation, le niveau de scolarisation est très faible et beaucoup sont analphabètes. Les jeunes hommes aident leurs parents dans les tâches agricoles et travaillent souvent à l'extérieur comme ouvriers du bâtiment ou journaliers agricoles. La plupart d'entre eux a été scolarisée, mais le niveau atteint reste souvent modeste (primaire et parfois secondaire). L'objectif de ces jeunes hommes est d'accumuler rapidement un pécule afin d'accéder au mariage. Les jeunes femmes ont, quant à elles, rarement accès à l'éducation et sont actives, comme leur mère, dans la sphère domestique. La formation des jeunes femmes, par les femmes de la famille élargie (mère, grand-mères, tantes), concerne la transmission de compétences pour la gestion de la maison, l'éducation des enfants, l'alimentation de la famille, dont la transformation de la production agricole, animale et végétale, ainsi que la conduite des animaux, afin d'être préparées à jouer leur rôle d'épouse lorsqu'elles rejoindront la famille de leur époux. Précisons que la répartition des tâches n'est pas totalement figée et il arrive de voir des femmes travailler aussi au champ et des hommes en charge de la traite.

La taille des familles et leur composition constituent un élément déterminant des activités menées. Ainsi, les familles avec plusieurs garçons ne dépensent pas en main-d'œuvre agricole extérieure et ont la possibilité de générer des compléments de revenu *via* des emplois extra-agricoles. À l'inverse, une famille avec beaucoup de filles aura plus de charges et moins de

possibilités de revenus extérieurs puisque l'interdit social empêche nombre de jeunes femmes de participer aux travaux agricoles ou de décrocher des emplois. Par ailleurs, il faut constituer les dots pour leur mariage. On peut cependant identifier une tendance à davantage scolariser les filles et à les orienter vers des professions de service ou du tertiaire dès que les moyens le permettent. Enfin, un nombre plus élevé d'enfants assure aux parents une forme de sécurité pour leur retraite.

Ces familles ont, dans la majorité des cas, un accès limité aux services de santé du fait de leurs faibles revenus, bien que représentant une population à risque, puisqu'elles vivent en contact permanent et étroit avec des animaux aux statuts sanitaires méconnus. En revanche, leur sécurité alimentaire est assurée par leur production agricole, à la différence de nombreuses familles urbaines sans accès à la terre.

Capital social

Les organisations professionnelles agricoles ont eu par le passé un rôle très important ; elles sont aujourd'hui peu fonctionnelles (Farahat, 2004). Affiliées à l'État, elles ont été l'objet de récupération politique et sont dépourvues de moyens financiers. Leur image est très dégradée auprès des paysans. Si, par le passé, l'État soutenait économiquement ces organisations et l'élevage, en subventionnant l'aliment pour bétail, en offrant des assurances ou des médicaments vétérinaires, il n'en est rien aujourd'hui. Seul subsiste le soutien aux intrants chimiques, mais de nombreuses fraudes en détournent une partie vers le marché noir.

Le réseau familial constitue le principal filet de sécurité (en cas de maladie, d'accidents, de décès, de problèmes divers) ; il offre des possibilités d'emprunts, un recours à la main-d'œuvre supplémentaire et la mise en commun de moyens logistiques. Les échanges au sein de ce réseau sont fondés sur un principe de réciprocité. L'inclusion dans le réseau familial présente à la fois des avantages et des contraintes. L'intérêt de la famille élargie prime parfois sur les intérêts des membres qui la composent. On peut par exemple citer le cas de certains producteurs laitiers contraints de vendre leur lait à un membre de la famille, un cousin, qui fait office de collecteur, à un prix peu attractif (par exemple 5 LE/l), au lieu de le vendre directement à des consommateurs et d'en tirer un meilleur prix (6,5 LE/l). Cette alternative réduit le revenu du ménage, mais permet de maintenir un emploi au sein de la famille élargie. En outre, les mariages, plus particulièrement dans les familles rurales, ont parfois encore lieu au sein de la famille élargie pour limiter la dispersion du capital, conduisant à des problèmes de consanguinité (Shawky *et al.*, 2011), phénomène qui s'observe dans les populations d'agriculteurs périurbains. Les familles élargies développent des stratégies agricoles communes et semblent tirer avantageusement partie de leur importance démographique et de la mise en commun d'une partie de leurs capitaux. On a pu observer dans certaines familles élargies une

intégration de la chaîne de production des intrants. Ainsi, la famille, outre qu'elle produit son propre fourrage, produit une partie de son concentré. Citons le cas d'une famille qui possède une boulangerie où les résidus des cuissons et les invendus sont réutilisés dans l'alimentation du troupeau. Dans le même temps, cette famille élargie avait intégré une entreprise travaillant le bois (menuiserie, charpenterie...). Là encore, les résidus de bois étaient utilisés en litière pour les animaux, assurant dans cette exploitation hors-sol l'hygiène essentielle à la production animale en environnement confiné.

À l'inverse, les familles isolées sont beaucoup plus vulnérables. Certaines se tournent alors vers le réseau de la communauté religieuse qui joue aussi un rôle important. Dans les mosquées, parmi les fidèles qui y prient et à l'échelle des quartiers, il existe des réseaux de solidarité qui assurent des services médicaux, des cours de religion, un soutien financier... dont peuvent bénéficier les familles les plus démunies.

Capital financier

Le capital financier de ces familles est limité, sauf dans le cas de propriétaires terriens qui ont vendu une partie de leur foncier. Les sommes retirées de la vente offrent des possibilités d'investissement dans l'activité agricole (pompe, achat d'un *milk shop*, fonds pour financer l'engraissement d'animaux) ou dans des activités non agricoles. Mais dans la majorité des cas, le capital financier est seulement constitué par la commercialisation des surplus agricoles et par les revenus des activités extra-agricoles des membres actifs de la famille.

Le mariage et l'installation des enfants sont des moteurs d'épargne, mais peuvent aussi engendrer des endettements sur plusieurs années, voire des décennies. Les emprunts sont le plus souvent réalisés au sein de la famille élargie, très rarement dans le système bancaire classique et parfois dans les banques et systèmes de financement islamiques.

Nous avons illustré le portefeuille de capitaux dont disposent ces familles, en utilisant des diagrammes en radar (figure 2.1) et un système de notation entre 0 et 10 selon l'importance du capital pour mener les activités agricoles, non agricoles et selon la maîtrise que les familles ont de ce capital.

ACTIVITÉS ET STRATÉGIES DES MÉNAGES

Répartition des tâches

Comme évoqué précédemment, la répartition des tâches agricoles et ménagères au sein des familles est organisée en fonction du genre et de l'âge.

La participation des enfants aux tâches agricoles dépend des revenus et des liens sociaux des familles. La majorité des garçons est scolarisée avec une aide ponctuelle aux parents. Cette main-d'œuvre est essentielle pour les familles les plus pauvres, dans l'impossibilité de rémunérer de la

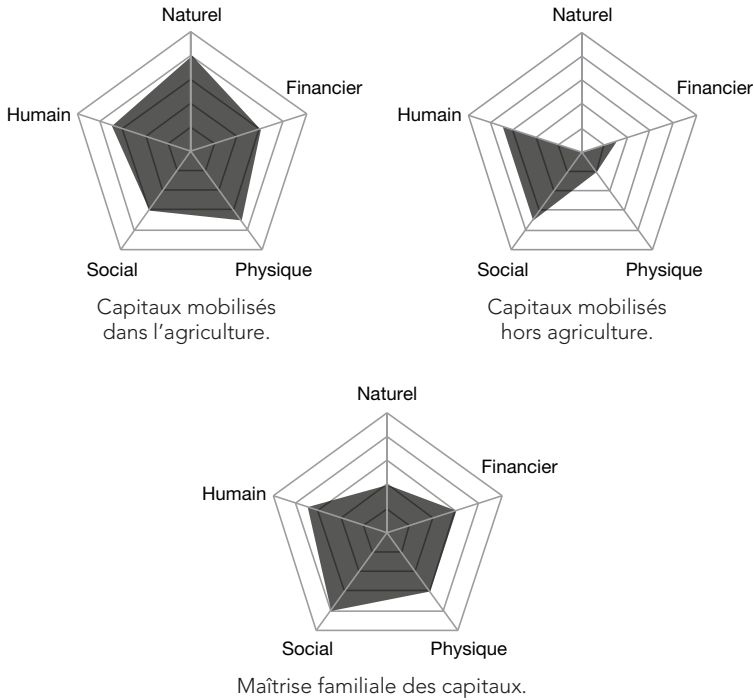


Figure 2.1. Répartition des capitaux au sein des familles d'éleveurs du Caire.

main-d'œuvre extérieure, notamment au moment des pics d'activité que sont les semis, la récolte, mais aussi l'irrigation. Une famille incluse dans un réseau familial et social important pourra solliciter de l'aide en cas de pointe d'activité et limiter le recours à la main-d'œuvre infantile, à l'inverse des familles les plus isolées.

Des activités agricoles diversifiées et intensives

L'assolement se compose de céréales (blé et maïs dans la majorité des cas), d'une grande variété de légumes et de fourrages verts (berseem / *Trifolium alexandrinum* l'hiver et darawa / *Zea mays* l'été) pour le troupeau. On compte en général deux cycles de culture pour les céréales et les fourrages, tandis que le maraîchage est pratiqué tout au long de l'année.

La production laitière des bufflesses excède rarement 12-13 litres par jour au pic de lactation. Celle-ci est souvent prolongée jusqu'à 10 mois avec un veau par vache, tous les 15 à 18 mois. Selon les disponibilités financières, le veau est vendu rapidement après sevrage ou engraisé sur une période de 3 à 4 ans du fait de la croissance lente du buffle (certaines familles privilégient l'engraissement de veaux baladi). L'animal est alors vendu de préférence pour la fête de l'Aïd où le prix de la viande augmente. Les familles élargies peuvent

aussi être mises à contribution afin d'acheter l'aliment nécessaire à l'engraissement des veaux. L'animal sera alors consommé au sein de la famille élargie.

Des revenus agricoles conséquents

La production agricole joue un rôle majeur dans la sécurité alimentaire de ces ménages. Pour évaluer les revenus agricoles, nous avons intégré la production autoconsommée en la valorisant aux prix du marché. À partir des résultats des enquêtes, le revenu agricole moyen, y compris la production autoconsommée, des agro-éleveurs, est de 819 LE/mois ($\approx 89,40\text{€}$) par membre de la famille (en incluant les femmes et les enfants), avec il est vrai une forte variabilité ($\sigma = \pm 1332 \text{ LE}$ ou $145,40\text{€}$). Ce niveau de revenu est intéressant si on le compare au salaire moyen pour un emploi non qualifié (environ 700 LE/mois ou $76,40\text{€}$). Il existe une relation linéaire positive entre les revenus agricoles par mois et par personne et la surface agricole utile (figure 2.2), qu'elle soit en bien propre ou en location (les coûts de location étant inclus dans les charges pour l'estimation du revenu), d'où l'importance donnée au capital naturel dans le premier diagramme de la figure 2.1.

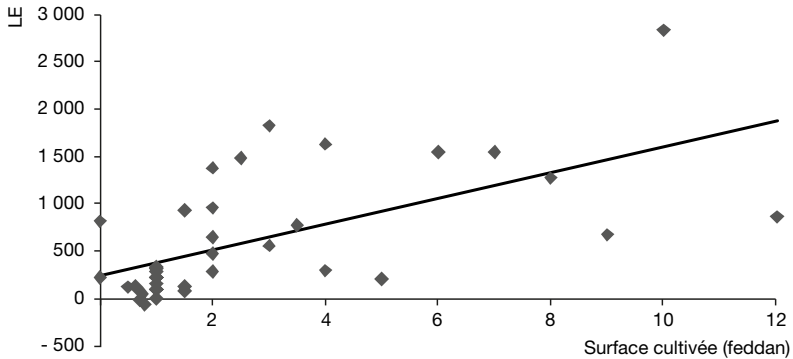


Figure 2.2. Revenu agricole et surface agricole utile.

Une exploitation a été retirée de la représentation graphique en raison de ses caractéristiques exceptionnelles.

La pluriactivité est très répandue pour les hommes, avec deux cas de figure :

- des emplois permanents, avec des salaires allant d'environ 2000 LE/mois ($\approx 218,30\text{€}$) pour un plein-temps dans une compagnie privée à 700 LE ($\approx 76,40\text{€}$) pour des emplois sans qualification (gardien, fonctionnaire de base, ouvrier dans des entreprises diverses...) souvent occupés par le chef d'exploitation et qui se transmettent de père en fils ;
- des emplois journaliers (environ 30-70 LE/j soit 3,3-7,6€) dans le bâtiment ou les travaux agricoles, souvent occupés par les jeunes hommes ; cette source de revenus est irrégulière et faiblement rémunérée (600 à 1200 LE/mois soit 65,5-131€).

ADAPTATION DES EXPLOITATIONS À LA PRESSION D'URBANISATION

L'activité agricole de la zone du Caire est menacée par la conversion, pourtant interdite par la loi, des terres agricoles en terrains bâtis. La crise du logement est telle qu'elle oblige les ménages des classes les plus populaires à se tourner vers des promoteurs immobiliers « informels » qui construisent sans permis sur les terres agricoles (Fahmi et Sutton, 2008). Le phénomène se serait accru, d'après les agriculteurs rencontrés, depuis le début de la Révolution, en janvier 2011, notamment suite à l'absence de contrôle. Pour les jeunes ménages, ces habitations représentent une opportunité pour quitter les maisons familiales souvent bondées.

Les exploitations familiales d'agro-éleveurs sont impactées de deux façons. Dans le cas où la famille possède des terres, l'explosion du prix du foncier, alors que la fertilité des sols diminue, incite le chef de famille à délaisser son activité agricole et soit vendre tout ou partie de sa terre, soit construire un immeuble (s'il dispose de capitaux) en prévision de l'installation de ses enfants, ou éventuellement pour la location. Dans le cas où l'exploitant est locataire des terres, si le propriétaire vend, la famille perd son outil de travail sans augmenter son capital financier et sans dédommagement. Le passage de la durée des contrats de décennale à annuelle a considérablement accru la vulnérabilité des locataires.

Une fois privé de parcelles cultivables, l'exploitant peut :

- soit quitter complètement l'activité agricole pour rechercher un emploi salarié ou ouvrir un petit commerce rendu possible par la vente de la parcelle (mais cette option est exclue pour les locataires) ;
- soit maintenir une production animale hors-sol. Privé de terre, l'élevage se pratique dans une étable au rez-de-chaussée d'un immeuble (souvent le domicile familial). La finalité est d'abord commerciale de par la nécessité de payer les charges en aliment du bétail et de faire subsister la famille. Les nouvelles contraintes sont propres au milieu urbain et à l'élevage hors-sol, c'est-à-dire l'achat et l'approvisionnement en fourrages, les problèmes sanitaires liés à la claustration permanente, etc. L'évacuation du fumier hors de la ville représente, à l'heure actuelle, une contrainte pour ces éleveurs. En effet, les producteurs ne retirent que très rarement un bénéfice de leur production de fumier. Des marchands viennent collecter, sans rémunération, les fumures animales avant d'aller les vendre à l'extérieur de la ville. Les familles disposant d'un capital financier moindre, ont souvent des difficultés à assumer cette reconversion en hors-sol ;
- soit réinvestir dans une autre parcelle à plus grande distance du Caire ; ceci n'est que rarement envisageable du fait de l'extrême pression foncière dans le delta et des rares terres agricoles mises en vente. En outre, les familles sont enracinées dans leurs lieux de vie et, pour elles, il est difficilement envisageable de quitter le domicile familial et, par là même,

les réseaux sociaux et familiaux, gages de sécurité. Ceci explique en partie les réticences de ces familles à investir les fronts pionniers agricoles que représentent les nouvelles terres aménagées sur le désert.

DURABILITÉ

Ces systèmes agricoles présentent de nombreux avantages en termes de développement durable, car ils assurent sécurité alimentaire et emploi aux familles en milieux urbains ou périurbains. L'exploitation assure, au minimum, l'emploi de deux actifs (le chef d'exploitation et sa femme) en raison des pratiques et techniques utilisées requérant une main-d'œuvre importante, ce qui constitue un atout dans le contexte égyptien de forte prévalence du chômage. Cependant, cette activité agricole n'assure que rarement un emploi à plein-temps aux jeunes hommes, qui n'ont d'autre choix que de chercher du travail à l'extérieur et ainsi compléter les revenus familiaux.

Ces exploitations sont faiblement polluantes et leur impact sur la ressource en eau reste limité, bien que les impacts environnementaux puissent être réduits par des adaptations techniques. On peut questionner notamment la balance azotée avec l'utilisation de plus en plus importante d'intrants chimiques, en particulier l'urée, qui viennent compléter la fumure animale et la culture du trèfle d'Alexandrie (légumineuse). Enfin, le taux de matière organique dans ces sols cultivés de manière très intensive depuis plusieurs siècles, mais sans bénéficier depuis un demi-siècle des crues du Nil, pourrait aussi être menacé, même s'il est maintenu entre autres par la fumure animale. Ces terres agricoles, incluses dans la maille urbaine ou périurbaine, permettent à la ville du Caire de conserver quelques espaces de verdure et de nature ; ils constituent le poumon vert de la mégapole.

PERSPECTIVE DANS LE CADRE TERRITORIAL ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

D'après les entretiens avec les acteurs locaux et les éleveurs, il semblerait que le nombre de ces exploitations se soit réduit au cours des dernières décennies, en raison notamment de la pression urbaine et de l'émiettement des capitaux entre membres d'une même famille. La transmission intergénérationnelle entraîne une fragmentation des patrimoines et capitaux agricoles, ce qui constitue un obstacle à la pérennité des exploitations. En outre, bien que le prestige social de l'activité agricole soit important, le métier est aujourd'hui peu attractif pour les jeunes générations et rares sont ceux qui se tournent vers ces métiers.

Pourtant, ces systèmes agricoles familiaux représentent de nombreux atouts pour la ville du Caire : sécurité alimentaire des producteurs et de la ville, création d'emplois, espaces verts, savoir-faire, etc. Jusqu'à présent, les politiques nationales semblent considérer comme inéluctable la disparition

des terres agricoles autour du Caire et dans le delta. L'option privilégiée par l'État est la conversion du désert en terres arables grâce à l'irrigation. Si des politiques publiques tentent d'attirer des populations pour y développer une activité d'agriculture familiale, la majorité de ces nouvelles terres sont exploitées par des entreprises agricoles à large échelle avec une forte composante de production à l'export. Si ces exploitations contribuent à alimenter le marché national, l'objectif d'autosuffisance alimentaire est encore éloigné.

Le Caire et ses habitants, l'État et les collectivités locales ont-ils un intérêt à maintenir cette activité agricole dans la mégapole et sa périphérie ? Si la réponse est affirmative, alors leur maintien passe peut-être par leur prise en compte dans les réseaux locaux qui structurent la société égyptienne (autorités publiques locales, représentants des autorités religieuses, des familles les plus influentes, agriculteurs...). L'intervention de ces acteurs permettrait de limiter et d'orienter l'expansion des constructions informelles sur les terres agricoles mieux que des arrêtés nationaux, éloignés des réalités de ces quartiers. La promotion par l'État d'organisations de producteurs semble également une voie importante afin qu'elles soient à même de faire entendre leurs voix dans les projets futurs de développement de la ville. Enfin, la valorisation des connaissances et du travail des femmes (Gowayed, 2011), à travers la transformation de la production, représente un des défis majeurs pour pérenniser l'activité agricole au Caire.

L'INTÉGRATION AUX MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR LES EXPLOITATIONS FAMILIALES COTONNIÈRES AU MALI

Mamy Soumaré, Jean-François Bélières,
Michel Passouant, Moumouni Sidibé

Le coton a souvent été qualifié « d'or blanc » et de moteur du développement des zones rurales ouest-africaines (Bichat, 2006) devenant emblématique de la réussite des programmes publics d'appui à l'agriculture familiale et au développement rural (Hugon, 2005a ; Hussein *et al.*, 2005 ; Tschirley *et al.*, 2009). Au Mali, les politiques menées ont fortement impacté les exploitations agricoles et le coton a pris une place importante parmi les moyens d'existence des familles. Ce produit étant presque totalement exporté sous forme de fibre, les exploitations se sont ainsi retrouvées fortement intégrées au marché international et quand les prix ont chuté, au milieu des années 2000, elles ont dû faire face à la « crise cotonnière », puisant leurs capacités de résistance notamment dans le caractère familial de leur activité agricole.

Ce chapitre décrit l'agriculture familiale de la zone cotonnière du Mali et ses mutations. Les données utilisées sont issues : du dispositif de suivi et d'évaluation de la Compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT) qui produit les statistiques de la filière et des données sur les exploitations agricoles ; du recensement de l'agriculture en 2004 (CPS, 2008) et d'enquêtes réalisées par l'Institut d'économie rurale, dont notamment les travaux de Samaké *et al.* (2008) et Bélières *et al.* (2012).

COTON ET DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LE SUD DU MALI

POLITIQUES PUBLIQUES ET DYNAMIQUE SECTORIELLE

Dans le sud du Mali, les politiques de développement rural ont été centrées sur la production cotonnière avec une intégration verticale de la

filière autour d'une société d'économie mixte (la CMDT) qui garantissait prix et débouchés aux producteurs. Le système coton, c'est aussi un crédit agricole de masse, l'alphabétisation et le renforcement des capacités des producteurs, la création de routes et de pistes, la réalisation d'infrastructures communautaires et l'organisation du monde rural avec la création d'associations puis de coopératives. La CMDT investissait, en mobilisant une partie conséquente de l'aide publique au développement, dans les infrastructures (usines de transformation, routes et pistes, etc.) et dans l'organisation socio-économique de la filière avec la volonté d'entraîner tous les exploitants agricoles des zones concernées (Fok, 1994 ; Fok et Raymond, 1995 ; Fok et Tazi, 2003 ; Hugon, 2005b).

Un encadrement rapproché des producteurs, des programmes de vulgarisation adaptés aux différents types d'exploitations agricoles¹ et l'extension de la zone d'intervention de la CMDT (Bidou *et al.*, 2013) ont permis une croissance rapide de la production par augmentation du nombre des exploitations agricoles et de la superficie moyenne cultivée par exploitation (Djouara *et al.*, 2006). Cette augmentation est aussi la résultante d'une croissance démographique élevée avec des exploitations agricoles qui se sont multipliées et des actifs agricoles toujours plus nombreux.

Les années de forte croissance de la production (1984-2004) laissaient entrevoir la réussite d'un modèle de développement qui, très inclusif, devait contribuer à réduire la pauvreté et entraîner les économies locales dans un cycle vertueux de croissance économique et sociale. Mais c'était sans compter sur les revirements des marchés internationaux et la crise survenue au milieu des années 2000 qui a durement frappé ce sous-secteur (Benoit-Cattin *et al.*, 2005 ; Nubukpo et Keita, 2005). Les études ont montré que, malgré la forte croissance de la production, la pauvreté et la malnutrition restaient très importantes, avec dans la région de Sikasso, emblématique de la production cotonnière, une plus grande pauvreté que dans les autres zones rurales du Mali (DNSI, 2003 ; Mesplé-Somps *et al.*, 2008 ; Dury et Bocoum, 2012). Les analyses ont relevé l'insuffisance d'un système centré sur un objectif d'augmentation de la production cotonnière, au détriment d'une amélioration des productivités de la terre et du travail dans les exploitations agricoles (Droy *et al.*, 2012). Mais aussi les erreurs et dérives dans la gestion de la filière qui sont venues « compromettre » une organisation pourtant jugée efficace quelques années auparavant (Hugon, 2005b), avec des interférences politiques complexes qui relèvent de « l'improvisation économique » (Nubukpo, 2011).

Au cœur de cette croissance agricole, les exploitations agricoles familiales ont fait la preuve de leurs capacités à répondre aux incitations économiques

1. La CMDT a élaboré, et utilisé dans ses programmes de vulgarisation, une typologie des exploitations agricoles familiales fondée sur les équipements et le cheptel, deux variables fortement corrélées avec les autres caractéristiques structurelles (taille démographique, superficies cultivées, etc.). Les conseils techniques étaient adaptés à chacun des quatre types identifiés.

(Deveze et Halley des Fontaines, 2006 ; Dufumier et Bainville, 2006). Avec la crise, l'État a pris des mesures de soutien, malgré ses faibles moyens budgétaires, et une étude de la FAO portant sur la période 2005-2010 conclut que « le système en place soutient fortement la production par des incitations très claires et élevées aux producteurs » (Balié, 2012). Mais, en final, ce sont les exploitations familiales qui ont dû faire face à la baisse du prix du coton graine, montrant leur capacité de résilience (Droy et Bidou, 2010) en grande partie liée à leur caractère familial.

LA ZONE COTONNIÈRE

La zone cotonnière couvre un vaste territoire au sud du Mali qui comprend la région administrative de Sikasso et une part importante des régions de Ségou, Koulikoro et Kayes sur environ 150 000 km². Cette zone est sous encadrement agricole de la CMDT et de l'Office de la haute vallée du Niger (OHVN) depuis les années 1970.

La diversité agro-écologique de la zone est liée à une pluviométrie annuelle moyenne qui s'échelonne entre 700 et 1 400 mm. Le principal système de production est pluvial avec céréales, coton et élevage ; mais il existe une grande diversité avec des productions agricoles complémentaires nombreuses qui vont des tubercules aux arbres fruitiers et aussi des activités



Figure 3.1. Carte de localisation de la zone cotonnière au Mali.

non agricoles (Dufumier, 2005 ; Soumaré, 2006). Dans ce chapitre, en fonction des données disponibles, nous traiterons de l'ensemble de la zone cotonnière ou d'une zone plus restreinte et plus homogène qui correspond au cercle de Koutiala dans ce que l'on appelle le vieux bassin cotonnier, berceau du développement de cette culture pluviale au Mali (figure 3.1).

La zone a connu, selon les termes de Dufumier et Bainville, « une véritable révolution agricole avec le passage de l'agriculture sur abattis-brûlis à la culture continue », en lien avec la vulgarisation de la traction animale, la production et l'utilisation de la fumure organique, mais aussi avec le recours aux engrais chimiques (Dufumier et Bainville, 2006).

La production de coton graine a régulièrement augmenté de 1960 à 2004, si l'on excepte la forte baisse de l'année 2000, liée à un mouvement syndical paysan (« la grève des semis ») pour protester contre la baisse du prix du coton décidée unilatéralement par le CMDT la campagne précédente (en lien avec la baisse du prix sur le marché international).

Les rendements moyens en coton ont progressé jusqu'à la fin des années 1980, jusqu'à dépasser 1,2 t/ha. La productivité a baissé par la suite en même temps que la forte croissance de la production et stagne en dessous de 1 t/ha (figure 3.2). La crise, qui a débuté au milieu des années 2000, a été forte et brutale avec une production qui a chuté passant de plus de 600 000 tonnes en 2003-2004 à environ 200 000 tonnes en 2008-2009. Durant cette période de faibles superficies cultivées, les rendements n'ont pas augmenté. Le nombre d'exploitations produisant du coton a suivi ces évolutions passant d'environ 100 000 en 1990-1991 jusqu'à près de 200 000 en 2004-2005. La chute de la production, qui a été divisée par 3 entre 2003 et 2008, traduit le fait que de nombreuses exploitations ont arrêté de produire du cotonnier (le nombre d'exploitations a été divisé par 2,3) et que celles qui ont poursuivi la culture ont réduit les superficies.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES FAMILIALES DU MALI ET DE LA ZONE COTONNIÈRE

Jusqu'à la loi d'orientation agricole (République du Mali, 2006), le modèle de production agricole promu à travers les politiques de développement était rarement explicité, les textes faisant le plus souvent référence aux « producteurs ». Cette loi fait référence à deux types d'exploitations : l'exploitation agricole familiale (EAF) et l'entreprise agricole. Cette reconnaissance de l'agriculture familiale ne s'est pas encore traduite par des mesures spécifiques, à l'exception de leur enregistrement dans la perspective d'un ciblage des appuis et aides publiques (Bélières, 2014).

Au Mali, comme dans la zone cotonnière, l'agriculture est presque exclusivement familiale (voir notamment Gastellu, 1980 ; Benoit-Cattin et Faye, 1982 ; Lamarche, 1994 ; Bélières *et al.*, 2013 ; Sourisseau, 2014) avec un recours presque exclusif au travail familial et un lien organique entre activités économiques et structure familiale. Les données du recensement

agricole de 2004 (CPS, 2008) confirment cette prédominance de l'agriculture familiale avec seulement 7,7% des exploitations qui auraient au moins un salarié permanent et 1% des exploitations qui auraient 10 salariés et plus (Bélières *et al.*, 2012). La figure 3.4 compare les caractéristiques moyennes des exploitations de la zone cotonnière et des autres zones du Mali par rapport à la moyenne nationale. Les différences sont prononcées. Ainsi, l'exploitation de la zone cotonnière a de plus grandes superficies en valeur absolue, mais aussi en valeur relative (superficie cultivée par personne). Les écarts les plus importants concernent les cultures industrielles et les tubercules qui sont très faibles dans les autres zones et qui caractérisent la zone cotonnière.

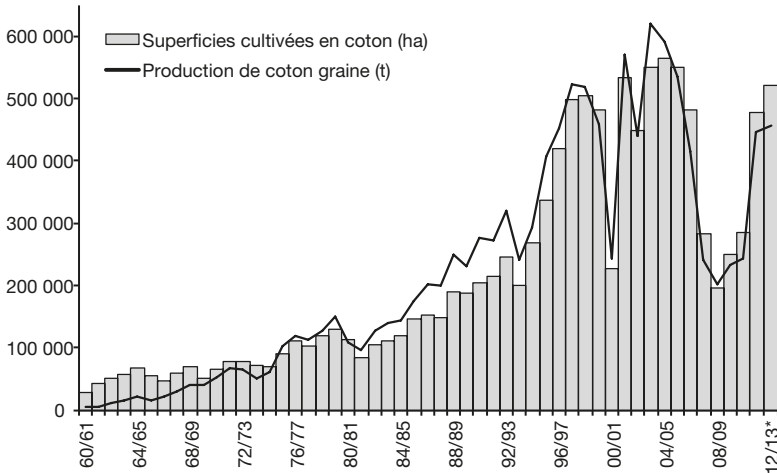


Figure 3.2. Superficies cultivées en cotonnier et production de coton graine.

Source : Données CMDT. En abscisse, les campagnes agricoles ; * estimations.

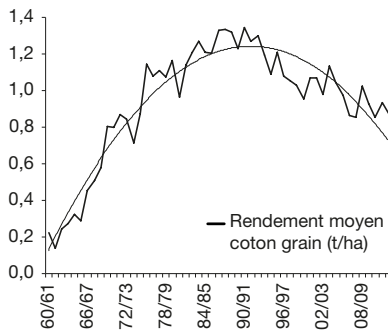


Figure 3.3. Rendement de coton graine.

Source : Données CMDT et traitement des auteurs.

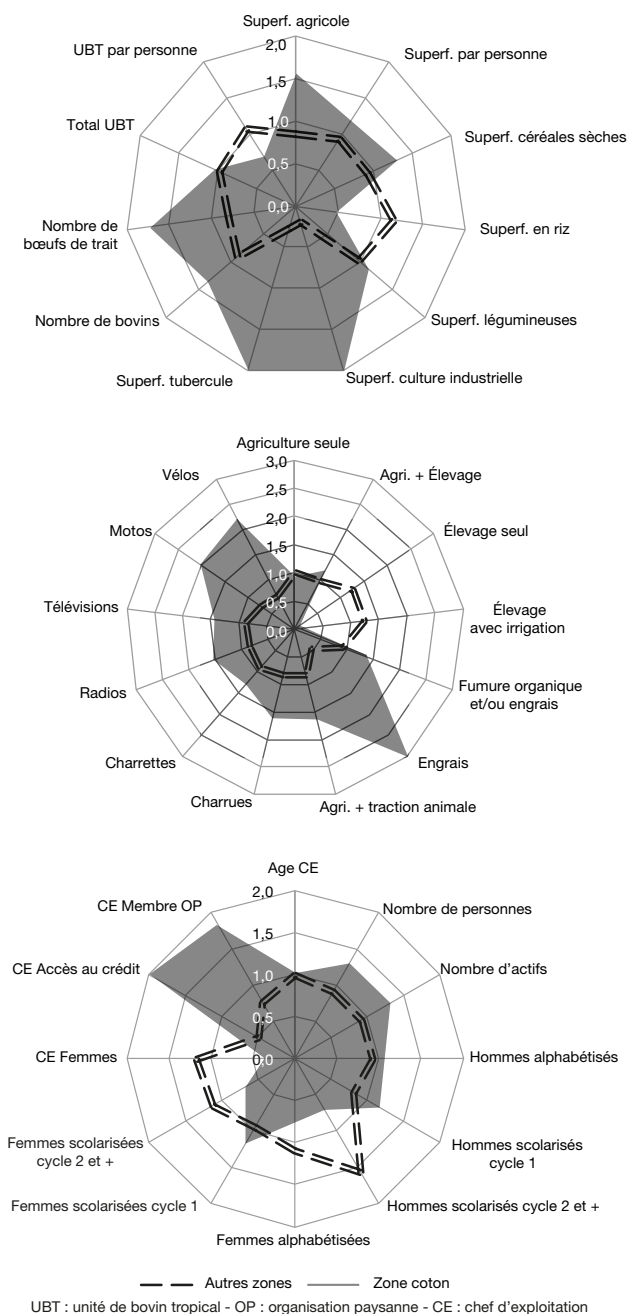


Figure 3.4. Caractéristiques moyennes des exploitations de la zone cotonnière et du reste du Mali en 2004.

Sources : Données du RGA 2004 et traitement des auteurs.

L'exploitation de la zone cotonnière se distingue également par le cheptel possédé, l'équipement et les pratiques agricoles, mais aussi le nombre de personnes, de ménages et d'actifs. Les hommes sont mieux formés (alphabétisation et cycle fondamental), mais pas pour les formations secondaires et plus. Enfin, l'accès au crédit et l'appartenance à une organisation paysanne sont particulièrement développés dans la zone cotonnière. Ces caractéristiques indiquent des capacités productives supérieures par rapport au reste du Mali avec des capitaux plus importants. Ces différences sont à mettre, au moins en partie, au crédit des politiques menées pour le développement de la production cotonnière, notamment en ce qui concerne le capital physique (équipement) et le capital social (organisations paysannes et technicité de production agricole).

LES EXPLOITATIONS FAMILIALES DE LA ZONE COTON EN UTILISANT LE CADRE SRL

LES CAPITAUX DISPONIBLES

Selon le cadre SRL (Scoones, 1998), les capitaux doivent être analysés en relation avec l'environnement des exploitations et en particulier avec le contexte institutionnel (institutions, organisations coutumières et « modernes ») qui régit l'accès aux ressources. Les capacités productives peuvent être renforcées ou au contraire limitées selon l'organisation des marchés et filières, les règles d'accès au foncier et aux ressources naturelles, l'organisation sociale, etc.

Capital naturel

Le système foncier repose sur une gestion coutumière avec des terres cultivées fortement appropriées par les exploitations et des terres sylvo-pastorales en gestion collective.

Dans les terroirs saturés, toutes les terres cultivables sont réparties entre les familles. Les jachères existent encore, mais sont de très petite taille et de courte durée (en moyenne 6,72 % des superficies et seulement 30 % des exploitations en ont). Les terres cultivées sont héritées (les femmes ne sont pas concernées²). Il n'y a pas de marché foncier, les terres ne se vendent pas, mais se prêtent ou s'empruntent sans qu'il y ait de réelle contrepartie (monétaire ou en nature) le plus souvent sur la base de relations familiales, mais aussi au-delà sur la base du maintien de bonnes relations sociales au sein de la communauté. Cependant, avec la pression foncière, les solidarités se réduisent, le village n'accueille plus de migrants, les prêts gratuits perdurent, mais la durée d'attribution est réduite pour éviter que le bénéficiaire puisse s'installer, la marchandisation apparaît (location, métayage).

2. Les femmes ont accès à la terre par l'intermédiaire de leur mari sur leurs terres cultivables ou sur la jachère d'un autre propriétaire sous forme de prêt.

Les terres non cultivées constituent les parcours pour les animaux et des zones de prélèvement ; toutes les exploitations y ont accès. Avec l'extension des superficies cultivées et l'augmentation du nombre d'animaux, les communs sont souvent surexploités. L'espace est saturé avec peu de possibilités d'extension de la superficie cultivée et des communs dont la capacité de charge est faible par rapport au cheptel du village et aux transhumants de passage. La superficie cultivée en pluvial peut apparaître élevée avec 10,64 ha en moyenne par exploitation (coefficient de variation CV = 52 %), mais elle doit être rapportée à la taille de la famille et au nombre d'actifs familiaux (1,68 ha/actif, CV = 46 %). Par ailleurs, toutes les terres ne se valent pas ; la qualité et la fertilité des sols sont des éléments importants de la capacité productive.

Des arbres sont conservés dans les champs au moment de la défriche (karités, nérés, baobabs, etc.), tous utiles pour les besoins de la famille (alimentation, fabrication de biens, pharmacopée, etc.), mais leur nombre diminue avec la culture permanente (Cissé *et al.*, 2007).

C'est le chef d'exploitation qui gère le foncier et la production de la plus grande partie de la superficie constituée de champs communs cultivés pour la consommation de toute la famille. Quelques champs sont attribués à des femmes ou chefs de ménages dépendants à titre individuel ; les produits sont gérés par le bénéficiaire. La pression foncière et le développement du coton ont été des facteurs de réduction de ces superficies gérées par des membres dépendants, avec des chefs d'exploitation qui ont eu tendance à regrouper le maximum de terre sous leur autorité.

Capital physique

Les actions de développement ont porté sur la traction animale et l'équipement ; 77 % des exploitations ont au moins un attelage bovin pour le travail du sol et 72 % ont un attelage pour le transport (âne + charrette asine). Les matériels de culture en traction animale sont nombreux (charrue, multi-culteur, semoir), mais beaucoup datent des années 1970 et 1980, avec une valeur³ réduite associée à une forte variabilité entre chaque exploitation (CV = 113 %).

L'élevage est généralisé, avec au moins un animal par exploitation. La structure du troupeau est marquée par la présence des bœufs de trait : neuf bovins en moyenne avec près de trois bœufs de trait par exploitation (mais des variations importantes : CV de 113 % pour les bœufs de trait et 331 % pour le nombre total de bovins). Les autres animaux sont les petits ruminants, la volaille et les ânes. La possession d'animaux est guidée d'abord par le besoin en force de traction. Parmi les bovins, la part des vaches est relativement faible, ce qui traduit un potentiel d'exploitation (croît naturel

3. La valeur du capital a été estimée en donnant une valeur résiduelle proche de la valeur d'usage.

du troupeau et production de lait) limité. Les animaux pourraient aussi être classés dans le capital financier du cadre SRL, car ils constituent souvent l'épargne de l'exploitation. Le capital qu'ils représentent a été estimé en 2007 à près de 1,2 million de francs CFA par exploitation agricole⁴, soit nettement supérieur au capital en équipements agricoles, et même au capital en biens durables du ménage (hors maison d'habitation).

Dans ce capital physique, il faudrait inclure les plantations et améliorations foncières qui constituent souvent un investissement important réalisé pour la plus grande part avec du travail familial. Les vergers sont peu nombreux et représentent 0,12 ha en moyenne par EAF (avec seulement 18 % des EAF qui ont un verger) et les plantations forestières sont extrêmement rares (3 exploitations sur 153 qui ont une petite plantation d'eucalyptus). Il n'y a quasiment pas de culture irriguée. Par contre, les aménagements de type conservation des eaux et du sol (aménagements antiérosifs, digue, haie, etc.) ne sont pas rares et viennent renforcer le capital naturel.

Capital humain

Le nombre moyen de personnes par exploitation est de 15 (CV = 49 %), avec 7 personnes qui ont entre 15 et 64 ans, c'est-à-dire en âge d'être actifs. En réalité, le nombre de personnes qui participent réellement aux activités productives agricoles est plus élevé, car les jeunes adolescents et les personnes âgées contribuent à de nombreuses tâches. En contrepartie du travail, les membres de la famille sont assurés de la prise en charge des besoins de consommation et de disposer de droits et avantages à plus long terme vis-à-vis de la propriété familiale lors des successions.

Le niveau d'éducation des chefs d'exploitations est faible : 87 % des chefs d'exploitation n'ont pas été scolarisés, mais 37 % se disent alphabétisés. Les efforts de scolarisation en zone rurale sont relativement récents et seuls les plus jeunes en bénéficient. Les formations professionnelles sont rares. Pour les activités artisanales traditionnelles, la société est fondée sur une spécialisation des tâches avec l'appartenance à une caste et un apprentissage familial. Pour les activités non agricoles plus « modernes » (mécanicien, vulcanisateur, commerce, tailleur, tresseuse, restauration, etc.), elles sont souvent liées à une expérience ou un apprentissage hors du village (migration plus ou moins longue en ville).

Les chefs d'exploitation sont presque exclusivement des hommes. Les rares femmes chefs d'exploitation sont en général des veuves. Le recours à la main-d'œuvre extérieure est généralisé, sous forme d'entraide (59 % des EAF) ou de salariat (74 % des EAF, essentiellement de manière temporaire pour faire face aux pointes de travail comme la récolte et le désherbage). Seulement 5 % des exploitations emploient des salariés à l'année, essentiellement des bouviers pour garder le troupeau.

4. 1 euro = 655,96 francs CFA.

Capital social

Le capital social est un élément essentiel de la production agricole avec l'adhésion à une organisation de producteurs pour accéder aux crédits de campagne, aux intrants, au conseil agricole et pour commercialiser le coton. En 2007, seules 4 % des EAF déclaraient ne pas appartenir à une organisation professionnelle.

Au-delà des organisations « modernes » de producteurs mises en place sous l'impulsion des sociétés de développement perdure l'organisation traditionnelle du village avec des groupements (les « tons ») selon les classes d'âges et le genre (ton des jeunes, ton des femmes) et des activités spécifiques qui leur sont dévolues (Bélières *et al.*, 2008). Les exploitations familiales dépendent d'un réseau social composé de parents plus ou moins éloignés géographiquement, ou par les liens de mariage, à travers lequel un soutien mutuel est assuré.

Il en est de même pour l'accès au foncier avec des règles lignagères qui font que les familles autochtones (qui descendent des premières familles qui ont défriché pour s'installer) ont le plus souvent accès aux meilleures terres, les derniers arrivants ayant eux accès à des terres moins fertiles.

Capital financier

L'accès au crédit agricole est généralisé, le crédit de campagne pour l'approvisionnement en intrants faisant partie du système coton. C'est d'ailleurs une des raisons qui poussent certaines exploitations à faire du coton. La CMDT assure l'approvisionnement en intrants, à crédit, des producteurs en profitant de son organisation pour identifier la demande puis distribuer les intrants en même temps que l'enlèvement du coton. Ce dispositif a permis la généralisation de l'utilisation des intrants à des prix le plus souvent compétitifs (commandes importantes sur le marché international et coût de distribution relativement faibles).

SYSTÈME D'ACTIVITÉS ET PERFORMANCES

Les productions végétales constituent l'ossature principale des systèmes d'activités, avec le coton pour les revenus monétaires et les autres cultures pour l'autoconsommation et une commercialisation des surplus (figure 3.5).

Les céréales occupent 70 % de la superficie et 62 % du produit brut, traduisant un objectif de sécurité céréalière, plus d'ailleurs que de sécurité alimentaire. En 2007, malgré la baisse des prix, le coton occupe toujours 20 % des superficies. Les légumineuses (essentiellement l'arachide) sont cultivées sur 7 % des superficies et le reste de la surface est occupé par des cultures diverses : sésame, soja, légumes, etc. Coton et maïs occupent une place plus importante dans le produit brut, avec près de 42 % de la valeur totale des productions végétales. Les exploitations vendent la totalité du coton et les autres produits sont faiblement commercialisés : 14 % des EAF

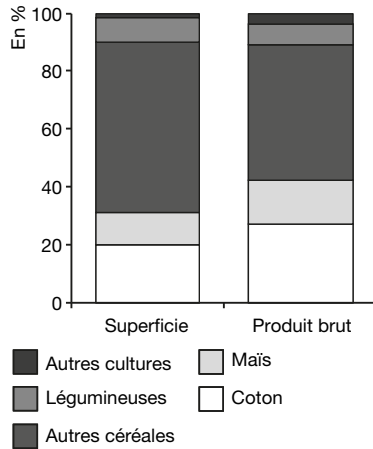


Figure 3.5. Superficies cultivées et produit brut des cultures par exploitation en 2007.

ne vendent aucun produit agricole, seulement 3 % des EAF commercialisent plus de 75 % de leur produit brut agricole et, en moyenne, les EAF commercialisent seulement 46 % du produit brut agricole, le reste est autoconsommé ou fait partie des dons ou échanges non marchands.

Les activités non agricoles sont nombreuses, mais impactent faiblement les revenus. Les opportunités de travail salarié sont rares avec seulement 4 % des exploitations ayant au moins un membre qui perçoit un salaire. Les activités non agricoles les plus répandues sont le commerce, l'artisanat et autres services pratiqués de manière régulière ou irrégulière dans le village ou hors du village, mais en dehors d'une migration saisonnière. Les revenus issus de ces activités d'auto-emploi (figure 3.6) sont très variables et, surtout, dans l'ensemble, très faibles, même si elles concernent un nombre important d'exploitations (44 %) avec en moyenne près de trois personnes impliquées.

La migration de longue durée est rare ; par contre, les migrations saisonnières sont courantes avec des jeunes qui partent en ville en saison sèche pour gagner quelques revenus (figure 3.6).

La structure du revenu moyen (en moyenne 1 million de francs CFA par exploitation qui intègre la valorisation de la production autoconsommée) reflète le système d'activités ; elle est présentée dans la figure 3.6.

Les revenus sont à plus de 70 % issus des productions végétales, pourtant les rendements et la productivité du travail sont faibles d'où l'importance du capital naturel (superficies disponibles), du capital physique (équipements) et du capital humain (main-d'œuvre familiale) pour le mettre en valeur. La faible part des revenus d'élevage confirme l'importance du cheptel pour la traction et comme épargne, mais peu comme source de revenus. Les revenus agricoles au sens large représentent en moyenne 87 % du revenu des exploitations, ce qui les rend très dépendantes des activités agricoles.

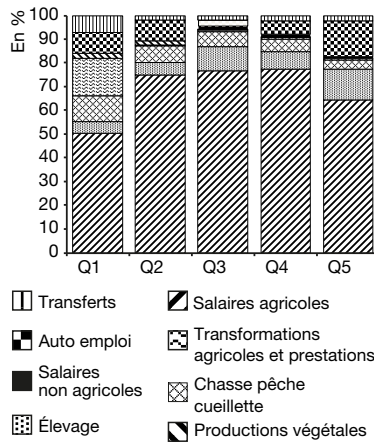


Figure 3.6. Structure du revenu moyen des exploitations par quintile (en revenu par équivalent adulte) en 2007.

Le nombre d'équivalent adulte (EqA) est fondé sur les besoins nutritionnels des individus et donne des poids différents aux personnes selon leur âge.

Les exploitations les plus pauvres (quintile 1) et les plus aisées (quintile 5) sont un peu plus diversifiées. Pour les plus pauvres (en moyenne 250 000 F CFA/an par exploitation), la diversification est liée à l'exploitation de ressources naturelles en accès libre sur les communs et la transformation des produits de cueillette ; une diversification qui rapporte peu. À l'autre extrémité, le quintile 5 (en moyenne 1,6 million F CFA/an par exploitation) est aussi plus diversifié, mais avec des revenus issus de l'auto-emploi (activités de commerce, artisanale et de service) plus rémunérateur et qui mobilisent des capitaux plus importants.

Les performances du système sont globalement faibles, avec des revenus moyens par personne très nettement inférieurs à la ligne de pauvreté du Mali. Seules 9 % des exploitations avaient un revenu par personne supérieur au seuil global de pauvreté (157 920 F CFA par personne ; ODHD, 2007). Ces exploitations cumulent 23 % du revenu total avec en moyenne 241 000 F CFA par personne.

LES CAPITAUX MOBILISÉS SELON LE TYPE D'ACTIVITÉ

Les capitaux mobilisés pour les activités agricoles et non agricoles en rapport avec la performance mesurée par le revenu sont représentés en figure 3.7 avec une échelle de 1 à 5 et des notes attribuées selon la perception des auteurs et leur connaissance de ce type d'agriculture.

Les capitaux sont essentiellement mobilisés pour la production agricole au sens large. Le capital naturel est le plus important avec la superficie disponible par personne (relation linéaire positive significative entre superficie disponible et revenu moyen par personne : +0,3) et la qualité des sols, qui déterminent

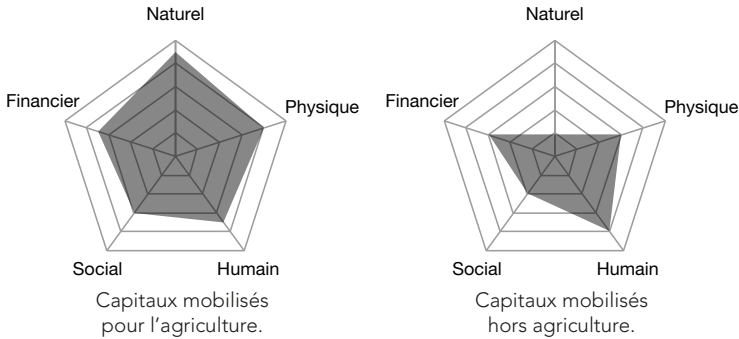


Figure 3.7. Mobilisation des capitaux pour les activités agricoles et non agricoles.

grandement la productivité, mais aussi avec l'accès aux ressources naturelles communes pour les exploitations les plus vulnérables qui complètent ainsi les revenus des cultures. Cette importance du capital naturel est valable pour l'ensemble du sud du Mali où l'augmentation de la production agricole s'est faite essentiellement par extension des superficies cultivées, les rendements progressant très peu sauf pour le riz avec l'aménagement de périmètres irrigués et le maïs avec l'intensification de la production.

Le capital physique, avec notamment l'équipement agricole qui permet la mise en valeur des terres, est lui aussi important (coefficient de corrélation positif entre le nombre d'attelage et le revenu par personne), mais avec un cheptel plus productif, ce capital pourrait occuper une place plus importante (pas de corrélation entre animaux et revenu moyen par personne). La main-d'œuvre familiale et le capital financier avec l'accès au crédit et aux intrants sont eux aussi largement mis à contribution (il existe une corrélation positive entre le revenu par personne et les charges moyennes par hectare constituées essentiellement par les intrants). Enfin, le capital social est important, mais largement partagé, avec l'adhésion à une organisation paysanne presque systématique et avec l'accès au financement et intrants qui en découlent.

Les activités non agricoles sont nettement moins importantes et donc les capitaux moins mobilisés. C'est le capital humain, avec la formation et le savoir-faire des individus, qui est le plus mobilisé avec, dans une moindre mesure, les capitaux physiques (biens durables pour mener certaines activités artisanales ou de transport) et financiers (financement du fonds de roulement pour les activités artisanales ou de commerce).

Les exploitations ont développé des stratégies essentiellement agricoles dans un environnement institutionnel modelé pour accroître la production de la culture de rente. Les investissements sont restés centrés sur les capitaux de la production agricole. Les chefs d'exploitation ont intensifié la culture du maïs pour libérer des terres céréalières pour la culture du coton tout en assurant la sécurité alimentaire de la famille, socle de la solidarité entre les membres. La culture du coton n'a pas été intensifiée, sa faible productivité

étant en partie compensée par l'augmentation des superficies. Les revenus monétaires sont restés relativement faibles et n'ont pas permis le développement d'autres activités. Les économies locales sont ainsi restées spécialisées avec peu de produits agricoles marchands en dehors du coton et des activités non agricoles réduites n'offrant que très peu d'opportunités de revenu.

ÉVOLUTION DES EXPLOITATIONS ET DE LEUR CARACTÈRE FAMILIAL

Les exploitations agricoles familiales ont subi la crise cotonnière avec une baisse brutale du prix du coton graine passant de 210 F CFA/kg en 2004-2005 à 160 F CFA/kg en 2006, dans un environnement dégradé avec la hausse du prix des intrants, la désorganisation du système de crédit liée à l'importance des impayés et à leur impact à travers la caution solidaire, etc. Les exploitations ont dû faire face et ont été contraintes de s'adapter en modifiant leurs stratégies aussi bien en ce qui concerne les activités agricoles et non agricoles que la consommation familiale. C'est bien souvent le caractère familial qui leur confère une réelle capacité de résistance face à un choc de cette ampleur.

CENTRALISATION DE LA GESTION DES MOYENS DE PRODUCTION ET DES REVENUS

Les moyens de production agricoles et non agricoles sont sous la responsabilité du chef de l'exploitation, également chef de famille, qui organise les activités en fonction des opportunités qu'offre l'environnement. Son objectif est d'abord d'assurer la sécurité alimentaire de la famille et notamment la sécurité céréalière à partir de la production sur les champs communs. Les stratégies de mobilisation des capitaux ne visent donc pas systématiquement la recherche des meilleurs revenus monétaires ; il faut d'abord, remplir les greniers. Ainsi, même durant les périodes de prix du coton élevé, les logiques de production sont restées en partie non marchandes avec comme objectif premier de produire pour satisfaire les besoins alimentaires de la famille ; les productions vivrières sont prépondérantes dans l'assolement.

Avec la chute des prix du coton et les difficultés d'accéder aux intrants, de nombreuses exploitations ont réduit, voire supprimé la production de coton, augmenté la superficie en légumineuses (notamment arachide), diminué les superficies en maïs plus exigeant en intrants et augmenté les superficies en mil ou sorgho qui le sont moins. Dans d'autres cas, au contraire, quelques exploitations parmi les mieux dotées ont augmenté la superficie en maïs avec des perspectives de revenu monétaire.

La gestion des moyens de production est fortement centralisée, et ceci d'autant plus que l'exploitation est petite et que les terroirs sont saturés (faible disponibilité en terre pour les champs individuels). Les chefs d'exploitation gèrent la quasi-totalité du foncier cultivé, les champs individuels

sont peu nombreux. La crise du coton et la baisse des superficies en coton dans les exploitations se sont quelquefois traduites par une décentralisation de la gestion avec une augmentation des champs individuels ; le chef d'exploitation permettant à ses dépendants (épouses, chefs de ménage) de cultiver plus. Ceci a souvent entraîné une diversification des productions et notamment l'augmentation des superficies en légumineuses ou autres cultures comme le sésame. Mais dans bien des cas la crise a renforcé le caractère centralisé, le chef d'exploitation mobilisant le plus de capitaux possibles pour compenser la perte de revenus monétaires.

La gestion des revenus est également fortement centralisée au niveau du chef d'exploitation qui gère à la fois les produits des activités communes (champs ou troupeau de l'exploitation), ceux de ses activités à titre individuel, mais aussi dans la plupart des cas une partie des revenus des activités individuelles des membres de l'exploitation, en particulier si ces activités empiètent sur le travail à faire sur les champs collectifs. Ainsi, si l'exploitation est de grande taille démographique, le chef gère des revenus relativement importants en valeur absolue, même si ramené par personne ils restent modestes. Le chef d'exploitation est censé gérer au mieux, en bon père de famille, pour assurer le bien-être de tous les membres de la famille. Les autres adultes sont cependant très dépendants de ses décisions. Quand la situation est favorable avec des activités agricoles suffisamment productives pour dégager à la fois les besoins alimentaires et des revenus pour faire face aux autres dépenses de consommation, la cohésion du couple exploitation/famille est plus facile à maintenir. Mais quand la situation se dégrade, avec moins de ressources, comme avec la baisse du prix du coton, la cohésion est plus difficile à maintenir et les chefs de ménages dépendants peuvent être tentés de prendre leur autonomie. La crise du coton devrait être un élément accélérateur de l'éclatement des grandes familles.

RÉORIENTATION DU SYSTÈME D'ACTIVITÉS ET RETOUR À UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE

Les conditions climatiques limitent la production à une seule culture pluviale dans l'année, ainsi l'assolement décidé pour la saison des pluies va en général répondre à l'objectif d'autosuffisance céréalière. Mais les stratégies sont aussi fonctions des ressources et capacités productives dont dispose l'exploitation (les cinq capitaux du cadre SRL) avec des adaptations quand celles-ci sont insuffisantes. Par ailleurs, avec la monétarisation de l'économie et le développement des échanges marchands, certaines exploitations adoptent des stratégies plus complexes avec des activités génératrices de revenus réutilisés pour satisfaire les besoins de consommation alimentaire. Ceci est particulièrement vrai pour les exploitations structurellement déficitaires en céréales qui cherchent des revenus monétaires dans des activités agricoles au sens large (petit élevage, exploitation et commercialisation de ressources naturelles comme le bois, les produits de cueillette, etc.) ou hors agriculture.

En cas de difficulté, le chef d'exploitation peut provoquer une réorientation du système d'activités en mobilisant certains capitaux pour de nouvelles activités ou en modifiant l'équilibre entre capitaux. Le cas le plus fréquent est le départ en migration, pendant la saison sèche qui réduit le nombre de bouches à nourrir sur le grenier collectif. Les départs, notamment pour des migrations longues, peuvent se faire en mobilisant de l'épargne de la famille ou en décapitalisant des facteurs de production agricole, avec un objectif de diversification des revenus de l'exploitation en misant sur les transferts monétaires du migrant.

Avec la crise du coton, il y a, par force, un retour à des systèmes d'activités plus autonomes économiquement avec le renforcement des productions destinées à l'autoconsommation et une réduction, de fait, de la dépendance aux marchés amont et aval. Toutefois, les adaptations observées montrent aussi la recherche d'alternatives marchandes pour remplacer le coton (arachide, sésame, etc.). Les évolutions ne sont donc pas univoques.

FONGIBILITÉ DES CAPITAUX DE L'EXPLOITATION ET DE LA FAMILLE ET DÉCAPITALISATION

La fongibilité des capitaux entre production agricole et famille est un élément important de la résilience de ces unités. Le chef d'exploitation va décapitaliser pour faire face aux besoins de consommation de la famille. Avec la baisse des revenus du coton, nombreux sont les chefs d'exploitations qui ont revendu des biens durables acquis pendant les bonnes années agricoles, en particulier des motos. Mais d'autres ont dû vendre des capitaux utilisés pour la production agricole (animaux, équipements) pour subvenir aux besoins de la famille. Cette décapitalisation peut avoir des conséquences majeures sur l'organisation du travail et sur les capacités productives de l'exploitation. La vente des bœufs de labour, par exemple, va ainsi amputer l'exploitation de sa force de traction, mais aussi d'une source de fumure organique, réduisant à la fois sa capacité de production et ses performances. Il sera difficile à cette exploitation de sortir de la trappe à pauvreté sans un environnement institutionnel favorisant l'investissement. La reproduction de l'exploitation peut s'en trouver compromise.

CONSOMMATION

L'élément le plus important est certainement le lien entre production et consommation. Le chef de famille peut mobiliser le travail des actifs familiaux tout en restreignant la consommation de l'ensemble de la famille et en particulier en limitant les dépenses sociales avec par exemple un report des mariages à une période plus favorable, la restriction des dépenses pour les cérémonies, mais aussi les dépenses d'éducation et de santé. Mais cette gestion centralisée par le chef d'exploitation est aussi un élément de fragilité avec, au sein des exploitations composées de plusieurs ménages, des chefs de ménage qui vivent mal ces restrictions et leur dépendance vis-à-vis de

l'aîné. La crise du coton a accentué les tensions au sein des familles vis-à-vis des dépenses de consommation, élément qui favorise le départ de membres et la segmentation des familles.

REPRODUCTION DE L'EXPLOITATION

Cette capacité de résilience a des limites, notamment sur le long terme. La reproduction des exploitations n'est pas assurée car il y a de moins en moins de terres à défricher pour faire face à la croissance démographique et compenser la faible productivité des activités agricoles. Pour faire face à la réduction des capitaux disponibles, les grandes familles éclatent, les chefs de ménage dépendants prenant leur indépendance pour contrôler la gestion des activités et les revenus. L'éclatement des familles, le plus souvent suite au décès du chef d'exploitation, provoque un émiettement des capitaux disponibles et compromet la durabilité des exploitations.

Sans une augmentation significative de la productivité agricole, la plupart des exploitations familiales actuelles ne pourront pas installer les enfants avec le même niveau de capital naturel. L'avenir d'une partie des jeunes doit se concevoir ailleurs (migration) ou dans des activités productives différentes (autres secteurs). Ceci impacte le mode de fonctionnement de la famille/exploitation avec des chefs d'exploitation qui savent que tous les enfants ne pourront pas rester sur l'exploitation ou en fonder une nouvelle sur les terres du village et qu'ils doivent les préparer à trouver eux-mêmes d'autres opportunités, d'où un intérêt et des attentes de plus en plus fortes vis-à-vis de l'école et de l'éducation.

CONCLUSION

Ainsi, l'intégration au marché des exploitations familiales par l'intermédiaire du coton a augmenté le risque économique. La spécialisation cotonnière de la zone avec l'absence d'autre filière agricole importante et bien structurée ont constitué un facteur défavorable car les exploitations n'ont pas pu réorganiser rapidement la production agricole (modification de l'assolement, intensification d'autres cultures ou des activités d'élevage, etc.). Elles ont subi et pour résister au choc, elles ont fait jouer le caractère familial de l'exploitation : réduction et/ou report de certaines dépenses de consommation, décapitalisation agricole ou de biens durables non agricoles, etc.

Les exploitations agricoles de la zone évoluent lentement et resteront familiales, même si certains changements peuvent marquer l'organisation familiale. Ainsi, l'émiettement des capacités productives va fragiliser de nombreuses exploitations qui devront rechercher d'autres stratégies afin de compléter les revenus des activités agricoles pour vivre ou constitueront une main-d'œuvre bon marché que les exploitations les plus dotées et les plus performantes pourraient embaucher et devenir des exploitations patronales (entreprises familiales). Les politiques agricoles mises en œuvre aujourd'hui

semblent vouloir développer ce type d'agriculture à travers la modernisation d'une partie des exploitations et les faire passer dans le secteur formel.

Le caractère familial des exploitations pourrait également être impacté par l'évolution de la société, avec par exemple l'islamisation croissante qui pourrait modifier les règles traditionnelles ou l'individualisation qui va fragiliser les solidarités existantes. Le développement de l'économie marchande devrait également impacter les solidarités familiales et certains capitaux, comme par exemple le foncier qui pourraient de plus en plus faire l'objet de transactions monétaires.

LA FRAGILITÉ DE LA SÉDENTARISATION D'UNE POPULATION PASTORALE PEULE AU BÉNIN

Isabelle Droy, Jean-Étienne Bidou

La commune de Djougou, dans la partie centrale du Bénin, à proximité de la frontière du Togo, est une région carrefour qui compte de vieux terroirs et des forêts sèches défrichées activement depuis un demi-siècle par des agriculteurs autochtones et migrants. Elle a aussi accueilli des éleveurs peuls, qui se sont installés à des périodes diverses et qui constituent une entité que l'on peut distinguer sous le terme d'« agro-pasteurs peuls ». Même si ce type n'est pas le plus important dans la commune, son évolution illustre les problèmes liés à la sédentarisation des éleveurs peuls dans le centre et le nord du Bénin et, au-delà, dans la sous-région. En s'intéressant à leur situation¹, on pose également la question de la transformation de la place de l'élevage dans les systèmes agricoles familiaux en dehors des communautés peules.

DJOUGOU : VIEUX TERROIRS ET FRONTS PIONNIERS

UN MILIEU AGRO-ÉCOLOGIQUE ATTRACTIF

Djougou est une commune rurale du département de la Donga qui jouit de conditions climatiques favorables à une production agricole diversifiée. Le climat tropical, plutôt arrosé (1 200 mm), autorise une saison agricole assez longue, sans connaître une forte variabilité interannuelle comme dans

1. Cette recherche a été réalisée dans le cadre du programme ECLiS (élevage, climat et société) financé par l'Agence nationale de la recherche (Vulnérabilité, milieu, climat et sociétés, VMCS 2008) de 2009 à 2012. L'objectif du programme était d'étudier la « contribution de l'élevage à la réduction de la vulnérabilité des ruraux et à leur adaptabilité aux changements climatiques et sociétaux en Afrique subsaharienne ».

les régions plus septentrionales. Les cultures vivrières s'enchaînent tout au long de l'année, la période de soudure alimentaire est courte et gêne peu les ménages ruraux.

Comme dans tout le nord du Bénin, le peuplement s'organise autour de vieilles chefferies ou de petits royaumes (figure 4.1). Autour de Djougou, qui était le siège d'un grand marché sur la route de la kola, les vieux terroirs sont occupés depuis au moins le XVII^e siècle ; la localisation des villages y est stabilisée depuis longtemps ; le paysage est celui d'une savane arborée à karité et néré où la densité de population atteint actuellement 40 habitants/km². Par contre, l'est et le sud de la commune sont encore occupés par des forêts sèches, en cours de défrichement depuis plusieurs décennies (Bidou *et al.*, 2013). Les tenures foncières sont mal stabilisées autour des villages récents dont la population s'accroît rapidement, mais où les densités de population demeurent encore relativement faibles (10 à 15 habitants/km²). Sur ces fronts pionniers, l'accessibilité des villages est très inégale avec des conséquences sur les activités pratiquées et sur les conditions de vie. Les villages essaient *via* des hameaux de culture qui deviennent permanents. Les campements peuls, à l'extérieur des villages, sont souvent localisés dans la zone de contact entre la forêt et les nouveaux terroirs cultivés. Ils ont parfois été installés depuis plus de 50 ans, mais ne sont pas toujours recensés par l'administration².

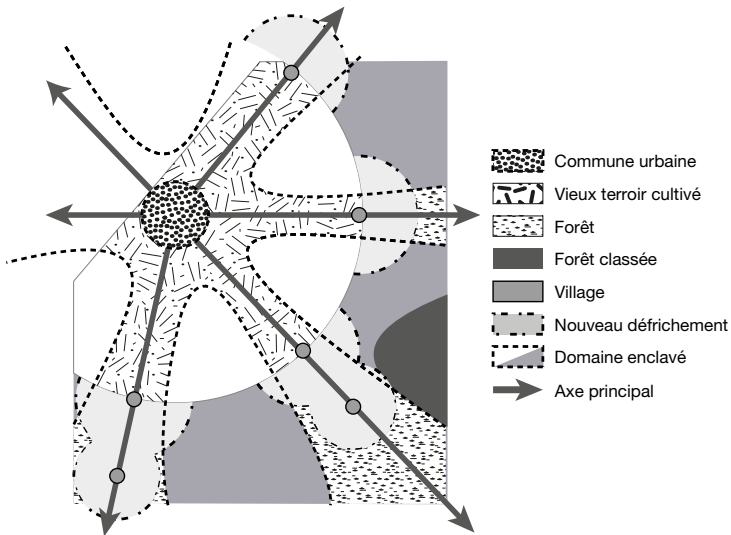


Figure 4.1. Représentation de l'occupation du sol sur la commune de Djougou au Bénin.

Source : J.E. Bidou et I. Droy, ANR ECLIS 2010.

2. C'est pour cette raison que l'estimation de la population peule installée sur la commune est probablement sous-estimée dans les chiffres officiels.

Le rythme d'accroissement de la population, de 3,8 % par an, plus rapide que la moyenne nationale (3,25 % par an) correspond, certes, à une natalité forte, mais aussi à l'installation des migrants, venus des communes voisines ou du département de l'Atakora, comme les Bétamaribé. Les populations sont très mobiles avec des départs et des arrivées, notamment sur les fronts pionniers actifs (Doevenspeck, 2004).

UNE MOSAÏQUE DE GROUPES AUX MOYENS D'EXISTENCE VARIÉS

La population rurale de Djougou est constituée de groupes avec des moyens d'existence différenciés, axés soit sur l'agriculture (céréales et tubercules), soit sur l'élevage. Les Yowa ou les Lokpa sont les groupes de cultivateurs les plus anciennement installés sur la zone ; les Bétamaribé, agriculteurs eux aussi, sont arrivés au cours du dernier demi-siècle ; les éleveurs, le plus souvent des Peuls, sont venus par vagues successives.

Dans la commune, les Peuls formeraient 7 % de la population d'après le recensement de 2002³, ce qui est bien moins qu'au nord et au nord-est du pays, dans le département du Borgou (frontalier avec le Nigeria), où la part des Peuls dans la population communale peut dépasser la moitié⁴. Dans cette région, siége de l'ancien royaume Bariba qui était florissant au XIX^e siècle, les Peuls étaient accueillis et leur activité d'élevage appréciée, mais leur statut restait subalterne sur le plan politique, car soumis à l'autorité et à l'impôt des nobles wasangari. Les Peuls dits « de Djougou », considérés comme autochtones, ont sans doute accompagné l'extension de cet ancien empire Bariba et sont installés à Djougou depuis au moins un siècle. Ainsi, dans les vieux terroirs, la sédentarisation des familles peules peut dater de plusieurs générations, avec un abandon progressif des activités d'élevage. Cette migration ancienne s'est amplifiée depuis quelques décennies et surtout pendant la sécheresse des années 1970-1980, durant laquelle des Peuls du Borgou venant avec leur bétail se sont installés dans la commune, sur les fronts de défrichement. Enfin, depuis une dizaine d'années, des éleveurs peuls, dit Mbororo, ayant quitté le Nigeria avec des troupeaux importants, traversent la région dans leurs mouvements de grande transhumance et certains d'entre eux installent leur point d'attache dans la commune, car la situation y est plus sûre qu'au Nigeria (Ciavolella, 2013). Cette situation illustre la diversité des groupes et de l'« identité peule », notion qui a fait l'objet de nombreux travaux, montrant la construction de l'ethnicité (Guichard, 1990). Plusieurs auteurs ont exploré la notion de *pulaaku* (Boesen, 1999), définie soit comme communauté, soit comme code

3. République du Bénin, 2002. Troisième recensement général de la population et de l'habitation. Institut national de la statistique et des études économiques. Un recensement a été réalisé en 2013, mais ses résultats détaillés n'étaient pas encore disponibles au moment de notre étude.

4. Bien que l'on ne fasse guère la distinction, pourtant fondamentale du point de vue social, entre les Peuls *stricto sensu* et les Gando, descendants de leurs esclaves.

moral et social, s'imposant avec des variantes dans les communautés peules (Dupire, 1996 ; Breedveld et De Bruijn, 1996). Si, dans les années 1980, le « réveil » de l'identité peule au Bénin s'est basé sur ce concept de *pulaaku*, il demeure que des groupes distincts coexistent avec des intérêts qui ne sont pas toujours convergents.

Pour ceux que l'on appelle les « Peuls de la vache », la pratique de l'élevage impose des contraintes dans la localisation de l'habitat, qu'il soit permanent ou un point d'attache. Les groupes familiaux ayant des troupeaux assez importants (pour une région somme toute assez malsaine pour la santé animale) habitent dans les campements à l'intérieur de la forêt afin d'éviter les zones cultivées et les risques de conflits en cas de dégradation des cultures. La majorité des agro-éleveurs est ainsi localisée sur les fronts pionniers (villages de Daringa et Moné, par exemple), car les parcours sous forêt restent nécessaires à l'élevage bovin. Mais on trouve aussi des familles à la périphérie de Djougou, la ville constituant un débouché pour les produits de l'élevage.

Selon la période de sédentarisation, les rapports des Peuls à l'élevage bovin ont pu se distendre. Beaucoup d'entre eux ont perdu ou dispersé leurs troupeaux et vivent comme leurs voisins agriculteurs, mais d'autres, tout en cultivant quelques champs, ont conservé du cheptel et pratiquent une transhumance locale. Dans le même temps, d'autres formes d'élevage ont émergé dans la commune, certaines familles d'agriculteurs yowa et lokpa ont aussi du bétail, ce qui illustre les transformations des systèmes d'activités et l'intérêt des agriculteurs pour ce type d'investissement. À proximité de Djougou, on trouve aussi des petits troupeaux périurbains sédentaires souvent propriété de commerçants (Alkoiret *et al.* 2011).

CHOIX DE LA FORME FAMILIALE ÉTUDIÉE

La forme familiale étudiée est celle des Peuls qui pratiquent encore l'élevage et plus particulièrement les familles peules ayant au moins un bovin et/ou plus de 20 petits ruminants (chèvres et/ou moutons). On les désignera sous le terme d'« agro-pasteurs peuls », car tous les groupes familiaux de cette catégorie ont une activité agricole relativement importante, ce qui constitue une transformation significative du point de vue de l'organisation familiale, sociale et culturelle. Cela permet de les distinguer des pasteurs transhumants peuls qui traversent chaque année la commune de Djougou sans y avoir leur point d'attache⁵ et qui ne sont pas pris en compte dans l'analyse qui suit.

5. Dans le cadre du projet ECiS, l'échantillonnage de l'enquête socio-économique a été réalisé selon un choix raisonné avec une forte surreprésentation du groupe peul, qui constitue la moitié de l'échantillon. Malgré cela, seulement un quart de l'échantillon (25 %) appartient au groupe sélectionné « agro-pasteurs peuls », en raison de la faiblesse ou de l'absence de l'élevage dans une partie des familles, ce qui est d'ailleurs souvent vécu par eux comme une perte d'identité (Ciavolella, 2013).

LE CARACTÈRE FAMILIAL DES MOYENS D'EXISTENCE DES AGROPASSEURS

LA COMPLEXITÉ DE L'ORGANISATION FAMILIALE

La principale caractéristique des structures familiales des sociétés rurales d'Afrique de l'Ouest est leur complexité, que les catégories statistiques peinent à prendre en compte : unité de production, unité de résidence, unité de consommation ou « cuisines⁶ » ne se superposent que partiellement (Gastellu, 1980). L'unité de production elle-même est complexe, avec plusieurs centres de décision et des choix économiques spécifiques. Mais ces centres sont interdépendants, pour la main-d'œuvre, la gestion des champs familiaux et le troupeau. En effet, chez les agro-pasteurs peuls, les animaux ont des statuts de propriété assez différents, pouvant appartenir au collectif du groupe familial mais aussi individuellement à des femmes ou à des jeunes de ce groupe. Les femmes, avec leurs filles, exercent de façon autonome plusieurs activités simultanément ou échelonnées dans l'année : agriculture, transformation de produits agricoles (qu'elles achètent éventuellement à leur mari) ou encore salariat.

Le niveau du groupe familial (confondu avec l'unité de production, il est souvent appelé exploitation agricole ou exploitation agricole familiale par les agronomes) est composé d'un ou de plusieurs ménages, dont la définition elle-même est sujette à discussion (De Vreyer *et al.*, 2008). Ces ménages sont monogames ou polygames et les femmes, tout comme les jeunes hommes célibataires vivant dans le groupe familial, ont une autonomie et des responsabilités plus ou moins importantes selon les sociétés. Le défi est donc de saisir l'interdépendance entre les différentes unités.

Dans les enquêtes socio-économiques, la tentation est grande d'éviter d'entrer dans la complexité de l'organisation des groupes familiaux : de ce fait, une partie des activités, notamment celles menées par les femmes, reste souvent imprécise et mal évaluée, car de toute façon mal connue des hommes chefs de ménage, souvent seuls à être interrogés. Pour éviter cet écueil, nous avons utilisé trois questionnaires différents pour un échantillon emboîté groupe familial-ménages-femmes⁷. La méthode suivie consiste à sélectionner des groupes familiaux et ensuite à y enquêter systématiquement les ménages qui la composent, ainsi que toutes les femmes (mariées, veuves ou séparées) qui en font partie⁸.

6. La « cuisine » correspond au groupe de consommation : un ou plusieurs repas quotidiens sont préparés pour l'ensemble du groupe (un ou plusieurs ménages) à partir des greniers collectifs.

7. Dans l'enquête, les activités autonomes des hommes célibataires dépendant du groupe familial sont prises en compte au niveau du ménage.

8. Quand il n'y a qu'un ménage dans la famille (famille simple), les questionnaires groupe familial et ménage sont fusionnés. Il y a aussi des cas très rares (moins de 1 %), où la femme est déclarée en tant que chef de ménage.

L'analyse des moyens d'existence des agro-pasteurs prend ainsi en compte les résultats des différents niveaux (femmes, ménages, groupes familiaux), ce qui permet une évaluation complète du système d'activités et de la richesse de la famille dans ses différentes composantes.

LES LIENS ENTRE LE GROUPE FAMILIAL ET L'UNITÉ DE PRODUCTION

À Djougou, l'agriculture représente un volet fondamental de l'activité familiale en termes de temps de travail, de revenu ou de couverture des besoins alimentaires des agro-pasteurs peuls, même chez les plus grands éleveurs qui possèdent une centaine de têtes de bovins.

À partir des enquêtes ECLiS de 2010, il est possible de calculer le revenu monétaire du groupe familial, qui inclut les revenus gérés par le chef de famille, mais aussi ceux des ménages dépendants et des femmes.

Chez les agro-pasteurs peuls, la vente des produits agricoles et des plantations représente 44 % du revenu monétaire du groupe familial et ceux issus de la diversification des activités 31 %, alors qu'elles sont menées le plus souvent par les cadets familiaux et les femmes⁹. Il s'agit d'artisanat, de petit commerce et de salariat agricole, qui concerne près du tiers des familles. En saison des pluies, il est assez courant qu'un des membres du ménage se fasse embaucher dans d'autres exploitations pour des travaux agricoles. Les autres activités sont très variées et sont liées aux opportunités qui se multiplient avec la proximité de la route et plus encore de la ville de Djougou qui compte une centaine de milliers d'habitants. C'est d'ailleurs dans la périphérie de Djougou que les revenus générés par cette diversification sont les plus élevés. Quant à la vente de produits de l'élevage, elle représente en moyenne 26 % des revenus monétaires (figure 4.2). Un tiers est constitué par la vente de lait et de fromage, apanage des femmes (Kuhn, 1997).

Ces revenus monétaires ne constituent cependant qu'une partie de la valeur de la production totale, car la consommation familiale absorbe une part significative des aliments produits. À partir de données détaillées sur les quantités récoltées et sur la part vendue ou donnée, il est possible de déduire la part de la production familiale autoconsommée et de la valoriser au prix du marché local. En 2010, la part de l'agriculture dans les revenus totaux des agro-pasteurs peuls atteint 72 % en moyenne, celle de la diversification 15 % et celle de l'élevage 13 %.

La structure du revenu monétaire des agro-pasteurs peuls diffère sensiblement de celle des autres groupes identifiés dans l'enquête, comme les Peuls ayant perdu leur bétail et les agriculteurs d'autres ethnies.

9. Chez les agro-pasteurs peuls, la production des femmes sur leurs champs représente un dixième de la production totale d'igname, d'arachide et de mil, denrées souvent commercialisées. En plus de leur travail sur les champs familiaux et des activités domestiques, elles mènent en moyenne cinq activités et un quart d'entre elles en font plus de six.

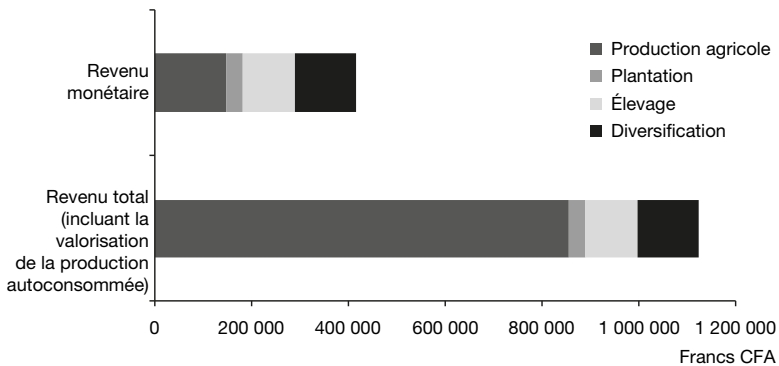


Figure 4.2. Structure du revenu monétaire et total des agro-pasteurs peuls en 2010.

La comparaison entre l'origine des revenus monétaires des agro-pasteurs peuls à ceux qui ont perdu leur bétail montre bien que l'abandon de l'élevage par les Peuls, en plus de ses aspects affectifs, correspond à une descente dans la pauvreté : à la disparition des revenus de l'élevage s'ajoute le déclin des activités de diversification, alors que la vente des produits agricoles n'augmente pas de façon significative (figure 4.3).

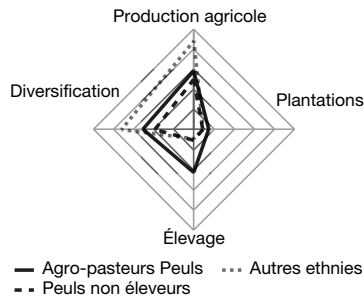


Figure 4.3. Répartition des revenus monétaires selon les groupes en 2010. Agro-pasteurs peuls $n = 57$, Peuls non éleveurs $n = 84$, agriculteurs des autres ethnies $n = 148$.

Le caractère familial de l'agriculture se retrouve à travers la mobilisation de la main-d'œuvre familiale pour les activités agricoles et l'élevage. La taille de la famille, par le nombre de bras disponibles, détermine en grande partie la capacité à produire pour les cultures annuelles (tubercules et céréales), notamment dans les champs familiaux sur lesquels les membres de la famille doivent consacrer un temps de travail déterminé et dont la production, destinée en partie à l'alimentation de la famille, est gérée par le chef de famille. Quand il reste du temps disponible entre les différentes obligations agricoles (mais aussi domestiques pour les femmes), les membres de la famille peuvent éventuellement se consacrer à leurs autres activités (champs

personnels, activités artisanales, etc.)¹⁰. Le recours au salariat agricole est ponctuel (parfois pour le buttage de l'igname) et, dans le groupe étudié, très minoritaire. La transhumance pratiquée par 51 % des agro-pasteurs peuls est conduite par un berger membre de l'unité de production ; seules deux familles emploient un berger contractuel.

Le caractère familial du contrôle du patrimoine est relativement clair en ce qui concerne le cheptel, qui est possédé par différents membres de la famille et géré selon des règles assez complexes chez les Peuls. Bierschenk et Foster (2004) décrivent ainsi la circulation des animaux au sein de la famille : dons du père à la naissance d'un enfant (garçon ou fille) pour démarrer la constitution du troupeau ou dons lors de différentes cérémonies. Si la propriété des animaux est bien identifiée individuellement et généralement familiale (avec des règles précises concernant la possibilité de vendre), les troupeaux des éleveurs peuls comptent aussi quelques animaux appartenant à des agriculteurs sédentaires. Cette pratique du « confiage », qui reposait sur la confiance et la complémentarité entre agriculteurs et éleveurs, tend à se réduire et seulement 14 % des agro-pasteurs peuls ont des animaux confiés dans leur troupeau, pour la plupart des bovins. Le devenir du troupeau suit le cycle de vie familial. À leur mariage, les fils ont le droit de partir du cercle familial avec leurs propres bêtes ; ils restent généralement tiraillés entre le désir de s'installer à leur propre compte avec leur troupeau et celui de conserver les avantages qu'ils ont à maintenir un troupeau commun avec leur père pour la gestion de la transhumance par exemple.

Pour le patrimoine foncier, la situation est plus complexe et dépasse largement le cadre du groupe familial. À Djougou, de façon très classique, le mode de régulation d'accès à la terre est marqué par l'organisation patrilinéaire de la société. Le fondateur du village ayant passé alliance avec le génie des lieux, la terre est transmise aux générations suivantes par les hommes et contrôlée plus ou moins fermement par les chefs de terres et autres « rois » locaux, descendants du fondateur ou des clans guerriers qui les ont supplantés (Doevenspeck, 2004). Elle a pu ensuite être divisée entre plusieurs lignages et transmise aux chefs de famille du village qui ont ainsi sur les terres des droits plus ou moins forts. Les nouveaux arrivants ont des droits fonciers en principe plus précaires¹¹. La situation où se superposent les droits du chef des terres, du chef de lignage et du chef de famille est plutôt celle des terroirs anciens, plus policés que celle des fronts pionniers.

Dans ce contexte, le cas des Peuls est particulier. Ils ont, à des périodes diverses, immigré et les chefs locaux leur ont octroyé des terrains pour s'établir. Cet équilibre, qui était garanti par la chefferie traditionnelle, a été modifié

10. Ceci est un aspect assez général dans les familles complexes en Afrique. Les obligations des membres de la famille se modifient au cours du cycle de vie de la famille et de l'exploitation).

11. Ceci est une situation tout à fait commune en Afrique et qui est étudiée depuis longtemps. Pour une synthèse récente, voir Chauveau et al. (2006).

dans les années 1970, sous le régime de Kérékou, où les pouvoirs des chefferies ont été affaiblis. Mais la libéralisation des années 1990 et 2000 a vu la réhabilitation de la chefferie et de ses revendications foncières, souvent au détriment des Peuls, du fait des changements des rapports d'alliance et du contexte économique (Chauveau *et al.*, 2006). Désormais, les Peuls se retrouvent sans grande protection dans un contexte social incertain. C'est pourquoi les agro-pasteurs peuls cherchent à sécuriser leurs droits avec des plantations d'anacardier le plus souvent. Ce geste, qui est un acte d'appropriation, ne serait pas envisageable dans d'autres régions, mais reste possible à Djougou du fait de l'abondance relative des terres dans certaines parties de la commune, mais aussi de l'ancienneté de l'installation de lignages peuls.

LES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES DES AGRO-PASTEURS PEULS

Dans notre utilisation de la démarche des « moyens d'existence durables » (*sustainable livelihoods*), nous sommes revenus à la définition de Chambers et Conway (1991) : les actifs (capitaux) peuvent être tangibles (ressources et stocks) ou intangibles (droits et accès).

IMPORTANCE DU CAPITAL HUMAIN ET NATUREL

Une forte identité mais un faible niveau de développement humain

Le capital humain s'estime d'abord par la taille et la composition des groupes familiaux ; pour les agro-pasteurs peuls, la taille moyenne est de 8,5 personnes, avec 19 % de familles complexes comportant plus de deux ou trois ménages. La taille des familles, leur complexité, mais aussi la taille des troupeaux augmentent avec l'âge, reflétant une capitalisation au cours du cycle de vie. Le taux de dépendance, qui mesure le rapport nombre d'inactifs/nombre d'actifs, est en moyenne de 1,1.

La taille du groupe familial renforce sa capacité de résistance aux chocs, qu'ils soient externes ou internes, comme la maladie d'un ou plusieurs actifs. La diversification des activités, pratiquée sur place ou en migration temporaire, est à mettre en relation avec un nombre d'actifs importants.

Le capital humain est aussi défini par le niveau de formation, ainsi que par l'état de santé des personnes. Le savoir-faire est difficile à mesurer dans une enquête, mais le niveau de scolarisation peut l'être. Il est faible chez les agro-pasteurs peuls en raison de leur résistance ancienne à la scolarisation et du fait qu'ils vivent le plus souvent à l'écart des villages : ainsi, seuls 4 % des femmes et 15 % des hommes de plus de 15 ans déclarent savoir lire.

Un autre aspect du capital humain est la santé. Les résultats des enquêtes démographiques et sanitaires montrent la prévalence de la malnutrition chronique infantile à un niveau très élevé : dans le département (incluant donc les

viles), plus du tiers des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance (Insee, 2007 ; PAM, 2009) malgré une assez bonne disponibilité alimentaire. Une enquête réalisée dans le cadre d'ECliS en 2011 sur un petit échantillon de femmes a permis d'identifier que, chez les agro-pasteurs peuls, malgré une alimentation qualitativement plus riche en produits laitiers, 52 % des enfants de moins de 5 ans¹² souffraient de malnutrition chronique (retard de croissance). Comme souvent dans l'étude de la malnutrition chronique infantile, l'analyse des causes révèle la conjonction de plusieurs facteurs : pratiques nutritionnelles inadéquates, mauvais accès à l'eau potable, éloignement ou accès difficile aux centres de santé (Droy *et al.*, 2014).

L'amélioration de cette situation préoccupante en termes de développement humain reste difficile dans la mesure où les campements, même anciennement installés, sont peu pris en compte par l'administration, y compris par les autorités décentralisées.

Les ressources naturelles : des accès complexes

L'utilisation de la notion de capital naturel (notamment la terre et l'eau) soulève beaucoup de difficultés. En effet, il ne peut se mesurer uniquement à l'échelle du groupe familial (qui est l'échelle d'étude ici), car le capital naturel est collectif et partagé (avec parfois des conflits) avec d'autres groupes, qui ont des droits de nature différente ; malgré les tendances à l'appropriation privée de certaines ressources, le groupe familial n'a donc qu'un contrôle réduit sur l'évolution du capital naturel.

Les terres font l'objet d'une agriculture sur brûlis. Lors du défrichement, des arbres sont conservés, ce qui permet la formation de parcs agroforestiers dans lesquels de nombreuses espèces sont utilisables, comme le karité et le néré, dont les femmes utilisent et transforment les fruits. Cependant, l'accès à ces produits s'est restreint avec la pression foncière et les fruits sont de plus en plus réservés aux seuls possesseurs des tenures foncières, illustrant une réduction des droits d'accès et une appropriation plus individualisée des ressources.

Les terrains de parcours du bétail sont de plusieurs sortes : les jachères et les friches, qui sont importantes dans une agriculture sur brûlis, les forêts sèches dont la surface est encore étendue dans la commune, mais aussi la vaine pâture sur les terrains de culture après la récolte, surtout de céréales. L'accès à ces ressources s'est modifié avec la dissémination des défrichements agricoles. Les conflits d'usage se multiplient avec les dégâts réels ou supposés aux cultures par les animaux. Les agriculteurs, qui deviennent eux-mêmes agro-éleveurs en investissant dans l'achat de bétail, ramassent les résidus de récoltes pour leur propre troupeau ou font passer celui-ci avant d'ouvrir les champs aux troupeaux des agro-pasteurs peuls ou des transhumants. Cette conflictualité s'exprime de plus en plus par le refus

12. Enquête auprès d'un échantillon de 59 femmes ayant des enfants de moins de 5 ans, tiré à partir de la typologie des familles ; 103 enfants ont été mesurés et pesés selon les normes de l'OMS.

de concession de terres pour des nouveaux arrivants (Ciavolella, 2013). La forêt, devenue une zone refuge pour l'élevage, est elle-même en voie de régression ; son utilisation comme espace de pâturage pour les animaux provoque des conflits avec les autorités chargées de la gestion des espaces forestiers (en particulier sur les forêts classées), mais il semble plus simple pour les agro-éleveurs de « négocier » avec les services concernés.

Malgré une pluviométrie de 1 200 mm/an, l'accès à l'eau peut devenir problématique durant la saison sèche qui voit l'arrêt des écoulements et l'assèchement des marigots. De surcroît, l'accès à l'eau est rendu de plus en plus ardu en raison de l'extension par les cultivateurs des cultures de contre-saison dans les bas-fonds. Le barrage de Daringa à Djougou illustre bien ces tensions sur les ressources. Alors qu'il avait été pensé et construit au bénéfice des éleveurs dans le cadre d'un projet d'appui à l'élevage, des cultures maraîchères ont été installées à l'aval, puis les agriculteurs ont fermé les couloirs d'accès des troupeaux à la retenue d'eau (Gangneron, 2011).

La restriction des accès aux ressources naturelles se manifeste par des entraves de plus en plus grandes à la mobilité des troupeaux, base de l'élevage pastoral. Les stratégies de gestion mises en place par les éleveurs pour optimiser l'alimentation des troupeaux dans les pâturages se trouvent compromises, et ceci d'autant plus qu'il existe aussi des problèmes d'insécurité sur des territoires éloignés de leur village où ils prévoient d'aller en transhumance (Mali, Nigeria). La sédentarisation progressive des éleveurs s'est donc traduite par une réduction de l'ampleur de la transhumance et de sa durée, mais la mobilité reste nécessaire dans la conduite de l'élevage qui ne peut se concevoir strictement en stabulation.

Un capital physique peu technicisé

En l'absence de mécanisation de l'agriculture, les équipements sont réduits à quelques moyens de transport (moto, vélo). Le capital physique est essentiellement constitué par les troupeaux et les plantations.

Le dénombrement du cheptel est notoirement difficile dans ces sociétés, mais on peut estimer le troupeau moyen des agro-pasteurs peuls à une trentaine de bovins, une vingtaine d'ovins et une douzaine de chèvres, avec cependant une distribution très inégale. Ainsi, 70 % des groupes familiaux ont moins de 20 têtes de bovins ; ils pratiquent une petite transhumance quand ils parviennent à l'organiser. Seulement 10 % des familles ont plus de 50 têtes, ce qui correspond le plus souvent à des agro-éleveurs fixés récemment dans la commune et qui continuent à pratiquer une transhumance sur de grandes distances (Ciavolella, 2013).

Selon l'étude du programme ECliS sur la dynamique du cheptel (Corniaux *et al.*, 2012), les recensements indiquent une augmentation de l'effectif de bovins depuis une trentaine d'années. Cette augmentation globale du cheptel contraste fortement avec son faible taux de reproduction. Les vaches ne mettraient bas pas plus de deux ou trois veaux tout au long de leur vie, dont un tiers meurt dans la première année.

La situation sanitaire des troupeaux est fragile en raison des conditions climatiques. Les services vétérinaires de l'État, qui organisaient le suivi sanitaire des troupeaux et les campagnes de vaccination jusque dans les années 1990, ont subi, comme dans les pays voisins, la dérégulation liée à la mise en place des plans d'ajustement structurel, sans qu'un relais fiable soit assuré par une autre structure (privée, coopérative, etc.).

Ainsi, l'insuffisance du suivi sanitaire, la saisonnalité des systèmes d'élevage, l'absence de complémentation alimentaire et surtout les conditions d'accès aux ressources fourragères se révèlent très contraignantes. Le bétail est vulnérable aux épizooties et après une crise grave (c'est-à-dire avec plus de 50 % de pertes), il faut plusieurs décennies pour reconstituer les troupeaux de bovins (Corniaux *et al.*, 2012). Ceci explique que beaucoup de Peuls installés depuis longtemps à Djougou voient progressivement diminuer leur troupeau, jusqu'à ne plus avoir d'animaux ou au moins plus de bovins. Si le cheptel communal augmente donc, c'est par l'immigration d'éleveurs des communes et régions voisines avec leurs troupeaux.

Par contre, de façon plus surprenante, on constate que les plantations, notamment d'anacardiens, tiennent une place importante dans le capital physique des agro-pasteurs et deux tiers des groupes familiaux en possède, se rapprochant ainsi du modèle des agriculteurs.

L'importance des réseaux sociaux

Le capital social est également une notion problématique. Dans un sens étroit, conformément à ce que décrit Bourdieu (1980), il correspond aux réseaux de solidarité que les individus, les ménages et les familles peuvent mobiliser. Une aide en nature ou en information peut être liée aux activités productives (contact en zone d'émigration pour l'exode ou accords pour l'accueil des troupeaux en période de transhumance), relations dans les instances communales ou à un niveau plus élevé. Le réseau de relations peut intervenir face aux chocs ou aux crises affectant la santé (comme l'accueil en ville pour les soins d'un parent, l'aide financière ou en nature en cas de problème de santé), la situation alimentaire de la famille (dons ou prêts pendant la soudure).

Ces réseaux sociaux, essentiellement d'ordre familial ou de voisinage, constituent un tissu d'obligations réciproques. La gestion des troupeaux crée aussi des relations entre des propriétaires qui confient leurs animaux aux chefs de famille peuls. Par contre, les contrats de fumure qui lient éleveurs peuls et agriculteurs n'ont jamais été très nombreux dans la commune et se cantonnent aux vieux terroirs. Enfin, les liens fonciers créent également les conditions d'une citoyenneté locale et sont enchâssés dans des relations d'échange, mais parfois de dépendance : le « tuteur » accueille un « hôte étranger » qui acquiert ainsi un statut durable dans la communauté villageoise (Chauveau *et al.*, 2006).

Les communautés peules sont elles-mêmes peu homogènes et, bien que partageant des codes culturels communs (dont la langue, avec des variantes), elles ne s'appuient pas sur les mêmes réseaux sociaux. Il peut y avoir d'ailleurs plus de solidarité entre les Peuls de Djougou et les villageois qui leur ont octroyé un espace pour s'installer qu'avec les Peuls arrivés récemment en provenance du Nigeria.

Le capital financier

En l'absence d'institutions financières, le capital financier est réduit. L'épargne est formée par les petits ruminants (épargne sur pied), dont on vend une tête en cas de besoin, voire parfois un bovin si nécessaire. Les transferts ou remises de fonds de l'étranger (migration) sont limités, ponctuels et difficilement évaluables.

LES REPRÉSENTATIONS DU PENTAGONE DES CAPITAUX

La représentation des actifs sur le pentagone des capitaux permet une visualisation d'un état et des comparaisons entre systèmes, mais, en l'absence de possibilité de mesure, cet exercice comporte une part importante de subjectivité.

Les activités d'agriculture-élevage

Les activités d'agriculture-élevage (décrites ci-dessus) dépendent fortement du capital naturel et du capital humain. En l'absence de mécanisation, le capital physique est essentiellement composé du cheptel et des plantations. Celles-ci sont importantes dans la stratégie de sécurisation des terres, mais comptent assez peu dans la formation du revenu. Le capital financier est peu visible directement, puisque c'est le cheptel qui constitue l'épargne. Le capital social est important pour l'accès à la terre et à l'eau, y compris pour les groupes marginalisés ou pour les réseaux de contacts mobilisés lors de la transhumance (figure 4.4).

Les activités de diversification

Les activités de diversification comprennent la transformation de produits agricoles ou de cueillette, les activités artisanales ou salariées, le petit commerce, qui sont le plus souvent des activités individuelles menées par les hommes (chefs de famille, de ménage ou célibataires) et les femmes du groupe familial.

Les capitaux ont une importance relative selon le type d'activités (figure 4.5). Le capital commun à toutes les activités est le capital humain. Le capital social est souvent mobilisé pour les activités commerciales ou pour celles en dehors de la commune, comme les migrations temporaires où un contact sur le lieu de migration est utile.

Le niveau de maîtrise des capitaux

La maîtrise des capitaux à l'échelle des familles (figure 4.6) est très faible pour le capital naturel. Le capital financier, quand il existe, est contrôlé par les familles, car il n'existe pas de capitaux extérieurs à l'exploitation ; il en est de même pour le capital physique, mais celui-ci dépend aussi d'autres niveaux décisionnels (par exemple, droit de planter).

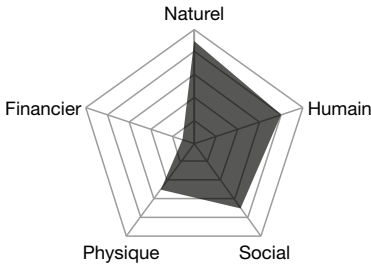


Figure 4.4. Capitaux pour les activités d'agriculture-élevage.

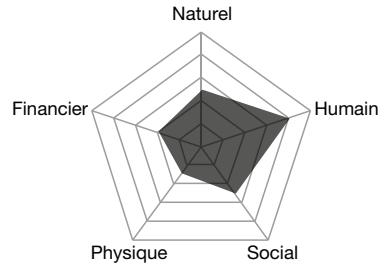


Figure 4.5. Capitaux pour les activités de diversification (hors agriculture-élevage).

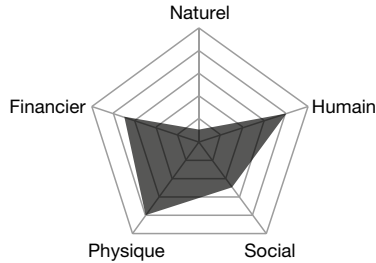


Figure 4.6. Niveau de maîtrise par capital.

La maîtrise du capital social est mitigée : si les familles peuvent avoir des relations d'entraide entre un même groupe culturel, les relations sont souvent asymétriques avec les détenteurs des pouvoirs locaux ou avec les institutions locales.

QUEL DEVENIR POUR LES AGRO-PASTEURS PEULS À DJOUGOU ?

L'évolution récente a montré la réduction des droits d'accès dont disposent les agro-pasteurs de Djougou, en particulier pour la pratique de l'élevage. Cette réduction est liée à l'évolution démographique de la

commune qui a vu sa population tripler en trente ans, créant une tension certaine sur les ressources.

Mais cette réduction est aussi le résultat de processus qui marginalisent les agro-pasteurs peuls dans les institutions qui régulent l'accès aux ressources qu'elles soient coutumières ou issues de la décentralisation. Les Peuls sont dans une position politique défavorable en terme de représentation, contrairement aux agriculteurs yowa et lokpa. On peut l'illustrer à partir de trois exemples particulièrement significatifs à différentes échelles, qui mettent en évidence les enjeux que sont les accès aux ressources naturelles, une meilleure commercialisation et une mobilité moins aléatoire.

À l'échelle locale, le cas du barrage de Daringa est une illustration du « détournement » au profit des agriculteurs d'un aménagement hydraulique pastoral destiné à l'abreuvement des animaux (Gangneron, 2011).

À l'échelle de la commune, on peut mentionner les difficultés de la mise en place d'un marché autogéré du bétail dans la commune de Djougou, qui permettrait aux éleveurs locaux d'avoir un meilleur contrôle de la commercialisation et une répartition plus équitable des bénéfices. Ils se heurtent aux *dilaali*, les courtiers en bétail, gestionnaires du grand marché de Kolokondé, établis depuis 1930, alliés aux autorités communales qui perçoivent les taxes ; ce marché est surtout fréquenté par les grands éleveurs qui pratiquent pour la plupart une transhumance internationale.

Une autre illustration est le non-respect des droits d'accès des pasteurs aux ressources, même quand ceux-ci sont définis à une échelle nationale et internationale : ainsi, un axe de transhumance internationale vient du Burkina Faso et passe à l'ouest de Djougou, qui a été désignée comme zone d'accueil pour les pasteurs transhumants par des instances comme la Cedeao, en accord avec les autorités béninoises. Or, non seulement les équipements prévus (aménagement de la piste, points d'eau, zones aménagées pour des haltes) ne sont pas réalisés, mais en plus les agriculteurs grignotent l'espace prévu et les conflits se multiplient.

Ainsi, d'une manière générale, la marginalisation politique et sociale des Peuls du nord du Bénin s'est accrue ces dernières années avec une bipolarisation souvent conflictuelle des rapports entre éleveurs et agriculteurs (Bierschenk et Foster, 2004 ; Ciaovelella, 2013). La prise de conscience que les Peuls du Bénin constituent un groupe dominé a conduit à une tentative d'organisation fondée à la fois sur l'ethnicité et le genre de vie. Un des héritages de ce mouvement est l'Anoper (Association nationale des organisations professionnelles des éleveurs de ruminants du Bénin), qui a pour but de promouvoir le développement des éleveurs, mais se trouve être aussi un moyen d'expression des Peuls.

On se trouve donc dans des jeux d'acteurs où le cadre analytique des moyens d'existence durable est utile mais incomplet. Car considérer les institutions comme des formes sociales stables serait trompeur ; il s'agit plutôt de groupes qui s'agrègent ou s'opposent en fonction des enjeux.

D'ailleurs, les agro-pasteurs étudiés ici ne forment pas une entité homogène : leurs intérêts varient en fonction de leur sécurité foncière, de l'importance de leur troupeau, de leur réseau d'alliance avec les non-Peuls. Chaque tension montre finalement les difficultés de ce groupe dominé à s'organiser et, par extension, son manque de cohésion.

Ces difficultés interagissent avec la dynamique interne des groupes familiaux. L'analyse démographique révèle des tendances à l'éclatement des familles et au délitement des modes de vie. Il y a peu de jeunes adultes dans les campements, beaucoup de jeunes hommes étant partis en migration de longue durée le plus souvent au Nigeria, où il y a plus de possibilités de gagner de l'argent et de ramener des biens valorisés socialement aux yeux des jeunes comme une moto. Les entretiens montrent que beaucoup d'entre eux se désintéressent de l'activité d'élevage à cause de la rudesse des conditions de la transhumance. Ce changement de perspectives, qui a pour conséquence un déficit de bergers, compromet, au moins autant que les maladies, la pérennité du troupeau familial.

L'exemple de l'évolution des agro-pasteurs peuls de cette région du Bénin illustre un processus en cours dans différents pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier dans les zones non exclusivement pastorales. Les droits d'accès aux ressources, sur lesquels repose la mobilité pastorale, sont d'autant plus souvent remis en cause que la décentralisation politique et administrative amorcée dans les années 1990 a accompagné, avec le renforcement des instances villageoises, le retour des acteurs traditionnels en même temps que l'émergence d'une nouvelle classe politique. Dans ce contexte, les éleveurs, mal représentés dans les instances villageoises, dotés de droits fonciers plus précaires et, de surcroît, héritant au nord du Bénin d'une histoire de groupe dominé, ont été marginalisés dans le nouveau jeu politique (Bierschenk, 1995).

L'analyse par le cadre des moyens d'existence permet de décomposer les actifs et les droits d'accès ; elle nécessite toutefois de mobiliser en complément les analyses sociopolitiques afin de décrypter les dynamiques en cours.

L'ANCRAGE LOCAL
ET LA MIGRATION
COMME LES DEUX FACES
D'UNE MÊME PIÈCE

■ INTRODUCTION

Élodie Valette

La famille agricole ou paysanne a longtemps été analysée localement comme membre d'une communauté située, ce type d'analyse minorant les migrations de travail opérées de longue date pour équilibrer et compléter l'activité agricole, ainsi que leur place décisive dans les systèmes d'activité des ménages ruraux. Les travaux de Hubscher (1985), Duroux (1985), Corbin (1971) notamment ont mis en évidence à l'échelle des régions françaises ces « cycles pluriactifs » qui « éloignent durablement de la terre tel ou tel membre du groupe familial » (Mayaud, 1999). Depuis une vingtaine d'années, du fait des crises agraires d'une part, de la mondialisation des échanges et des moyens de transport et de communication d'autre part, l'échelle de ces migrations s'est étendue, suscitant une amplification des recherches scientifiques sur la question. Depuis le début des années 1990, nombreux sont les travaux qui s'intéressent au développement des migrations régionales ou internationales de travail et à la multiterritorialisation des systèmes d'activités ruraux, et qui démontrent, loin d'une déconnexion entre les espaces et les temporalités de la migration, leur forte articulation et la contribution essentielle de ceux que Kyle (2000) nomme « paysans transnationaux » au maintien et au développement des agricultures familiales locales. Razy et Baby-Collin (2011) soulignent l'apport du terme de « transnational » qui, « échappant à une vision de la migration conçue en termes dichotomiques sur le plan spatial et temporel (...), privilégie le point de vue des acteurs migrants, non plus ici *ou* là-bas, mais ici *et* là-bas, entre deux mondes, voire plus, articulés par différents réseaux. » Ainsi Cortès (1998) souligne-t-elle comment « le migrant, loin de vouloir quitter sa terre, élargit son espace de vie en basant sa logique de subsistance sur la complémentarité des lieux et la diversification des activités. » L'investissement n'est plus seulement non agricole, ce qu'il a pu être historiquement et de manière locale, mais est désormais un facteur d'externalisation d'une partie des capitaux humains, contribuant à la création de réseaux et de capitaux sociaux extraterritoriaux. En retour, ces derniers alimentent des flux de savoir-faire, de capitaux physiques et financiers qui contribuent à transformer les systèmes productifs familiaux.

Les trois chapitres regroupés dans cette partie montrent diversement cette place des migrations dans les systèmes d'activités des familles rurales.

Le premier évoque le devenir des petites exploitations familiales mini-fundières du sud andin de l'Équateur confrontée à la fin du xx^e siècle à une crise économique inédite, en particulier en milieu rural, et en conséquence à un processus massif d'émigration vers les États-Unis. Comment se transforment-elles, s'adaptent-elles, selon que les émigrations, réussies, ont un impact positif en termes d'amélioration des conditions de vie et d'accumulation de capital, ou que leur échec dégrade ces conditions et précarise encore davantage les familles restées au pays ? L'auteur décrit ainsi de façon très détaillée les modifications d'occupation de l'espace et de la démographie opérées du fait du mouvement migratoire. Notamment, la raréfaction de la main-d'œuvre et l'augmentation du prix de celle-ci produisent, par effet de substitution, une « importation » de main-d'œuvre en provenance des vallées proches et du Pérou voisin, « illustrant de manière éloquente ce processus de hiérarchisation dynamique des espaces économiques à l'échelle du monde ».

À Palo Grande, au Nicaragua, dans un contexte assez proche de celui de l'Équateur, pour inscrire la famille agricole « dans un champ social et spatial large et aux contours mouvants », la situation des familles transnationales est analysée à partir d'une adaptation du cadre SRL : le système familial multilocalisé a l'ambition de caractériser les logiques sociospatiales et temporelles des configurations familiales ; il déploie ainsi les stratégies migratoires à la fois dans l'espace et dans le temps, à travers l'analyse des cycles de vie des familles sur plusieurs générations.

Au Mozambique, dans l'une des zones rurales appartenant à « l'Afrique des réserves de travail », les migrations de travail s'inscrivent dans des temporalités et des espaces différents : elles font partie des systèmes d'activités depuis plus d'un siècle, depuis l'administration coloniale jusqu'à la nouvelle donne de la fin de la guerre civile au Mozambique (1992) et celle de l'apartheid en Afrique du Sud (1994). L'auteur s'appuie sur des entretiens biographiques pour retracer les trajectoires des familles et la place de la migration dans les cycles de vie et les systèmes d'activités, montrant la forte interdépendance des activités et les évolutions du système au fil des ans. Dans ce cas précis, la part de l'activité agricole dans le système d'activités est faible, et ce de longue date, mais son rôle n'en est pas moins essentiel dans la sécurité alimentaire des familles. Outre l'apport manifeste de ces trois études de cas à l'étude de la multilocalisation des systèmes d'activités, elles soulignent aussi et surtout l'intérêt des approches diachroniques sur le temps long, dimension absente du cadre SRL, et nous invitent à combiner approche spatiale et temporelle en nous penchant sur les « reconfigurations spatiales de la dispersion inscrites dans le temps des cycles de vie » (Cortès, 2011). La dimension plurigénérationnelle notamment des dispositifs migratoires mis en place est une dimension essentielle pour saisir les transformations des configurations des systèmes d'activités agricoles transnationaux.

L'AGRICULTURE FAMILIALE DIVERSIFIÉE MULTILocalISÉE AU NICARAGUA

Sandrine Fréguin-Gresh, Anaïs Trousselle,
Geneviève Cortes

Le Nicaragua a connu de profonds bouleversements au cours des trois dernières décennies : insurrections, conflits armés, succession de gouvernements aux stratégies contradictoires, libéralisation et intégration économique, catastrophes naturelles, etc. sont autant d'événements qui ont reconfiguré les agricultures familiales. Dans leurs processus de transformations, les agricultures familiales ont renforcé deux éléments structurels de leurs fonctionnements : la pluriactivité et la mobilité. Aussi, les manières « classiques » d'étudier les agricultures familiales nicaraguayennes se révèlent désormais insuffisantes et il est indispensable de se doter de nouveaux modèles pour les analyser, pour rénover les approches dominantes qui, pendant longtemps, sont restées centrées sur l'ancrage des sociétés agraires dans un territoire unique et sur le caractère exclusif de l'agriculture dans les logiques productives (Sourisseau *et al.*, 2012).

L'objectif de ce chapitre est de proposer une opérationnalisation d'un modèle original, le système familial multilocalisé (Cortez *et al.*, 2014), à partir d'une étude de cas illustrative de certaines agricultures familiales au Nicaragua. Le modèle repose sur le cadre *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL) et se propose de répondre aux questions suivantes : quelle est la nature des liens assurant le fonctionnement de la famille engagée, entre autres, dans l'agriculture ? Qui, en particulier, est impliqué dans les activités sur l'exploitation ? Pourquoi ? Quelles autres activités sont développées ? Dans quels lieux ? Comment s'opère la prise de décision ? Comment sont alloués les capitaux pour que fonctionne le système familial ? Comment se combinent-ils et circulent-ils ?

Nous présentons tout d'abord l'étude de cas, l'agriculture familiale de Palo Grande au Nicaragua et le contexte sociohistorique ayant influencé ses dynamiques agraires. Nous présentons ensuite la démarche, puis

exposons les résultats de son application et concluons enfin sur quelques réflexions et perspectives.

DYNAMIQUES AGRAIRES ET AGRICULTURES FAMILIALES À PALO GRANDE

LA RÉGION DE L'ÉTUDE

La vallée du fleuve Noir se situe entre les plaines du Pacifique et les flancs de montagnes traversant du nord au sud le Nicaragua. Dans sa partie aval se trouve Somotillo, une commune frontalière avec le Honduras. À son extrémité ouest, la communauté de Palo Grande y est renommée pour ses activités agricoles diversifiées : production de maïs, sésame, pastèque, élevage bovin.

Palo Grande est caractérisée par la forte variabilité de sa pluviométrie (entre 1 000 et 3 100 mm de pluie par an, saison sèche marquée de décembre à avril), d'autant que la zone est souvent affectée par des phénomènes climatiques particuliers (ouragans, El Niño).

À Palo Grande, l'espace s'organise autour de quatre zones agro-écologiques : (1) les plaines alluviales de l'ancien lit asséché depuis le passage de l'ouragan Mitch, en 1998, dotées de sols d'excellente qualité agronomique, cultivées toute l'année et pâturées après récoltes ; (2) le lit actuel et ses bourrelets de berge (sols superficiels et fragiles mais fertiles) cultivables en décrue en saison sèche ; (3) la zone d'interfluve de faible altitude (jusqu'à 20-50 m), où les conditions pédologiques sont peu favorables, dont les légères dépressions peuvent être cultivées en saison pluvieuse ; (4) la zone d'embouchure de l'estuaire, inondée en saison des pluies et exploitée comme parcours communs pendant la saison sèche. Les producteurs, selon les types d'agriculture qu'ils pratiquent, ont accès à une ou plusieurs de ces zones.

LE CONTEXTE AGRAIRE

L'histoire du Nicaragua a marqué l'évolution des recompositions des formes de production à Palo Grande, comme dans le reste du pays (Maldidier et Marchetti, 1996). À la fin du XIX^e siècle, la région a été progressivement peuplée par des familles pauvres du Honduras. À l'époque, l'exploitation du milieu se faisait par la défriche brûlis pour la culture de vivres (maïs, haricot et sorgho) pour l'autoconsommation (Levard *et al.*, 2000 ; Bernard et Bigourdan, 2001). Les terres ne sont pas appropriées et l'attribution de parcelles se gère communautairement. Dans les années 1910-1920, la population et l'économie croissent grâce au commerce transfrontalier ; des vagues migratoires honduriennes affluent, la monnaie fait son apparition, les terres sont appropriées et l'élevage bovin est introduit (Bernard et Bigourdan, 2001). Une partie des immigrants s'accapare de grandes superficies. Une différenciation s'opère entre deux formes de production :

des formes familiales centrées sur la production vivrière qui se maintiennent et des formes capitalistes ou patronales (latifundia aux mains de propriétaires urbains absentéistes, travail sous la forme de colonat) où se combinent élevage bovin et vivres. La stratégie d'accumulation (capital physique et naturel) s'opère depuis les vivres, vers l'élevage, puis vers les acquisitions foncières. Dans les années 1950, comme le montre la figure 5.1, le changement de stratégie politique, inspirée d'un modèle favorisant l'agro-industrie, facilite l'émergence d'une agriculture pour l'exportation (Le Coq *et al.*, 2013). Ceci se traduit par l'introduction de cultures de rente (sésame et coton) et l'accroissement de la superficie cultivée, ce qui consolide la différenciation existante : les latifundia (par ex. l'hacienda Los Lacayos¹ compte plus de 20 000 ha et 7 000 bovins) qui capitalisent rapidement grâce à l'introduction des cultures de rente et les formes familiales qui se marginalisent. Au début des années 1970, 57 % des exploitations familiales occupent moins de 2 % de la superficie cultivée, alors que 0,7 % de latifundia en occupe 44 % (Levard *et al.*, 2000).

La fin des années 1970 et le début des années 1980 marquent une rupture (figure 5.1). Le triomphe de la révolution sandiniste (juillet 1979), après des années d'insurrection, constitue un virage inédit dans le référentiel des politiques. Le gouvernement affiche alors une volonté de créer une nouvelle structure économique et sociale et impose une stratégie centrée sur la « question agraire ». Est créé un ministère du Développement agricole et de la Réforme agraire qui administre le secteur agricole bouleversé par la mise en place de programmes sectoriels et une réforme fondée sur la création de fermes d'État, de coopératives de production (Coopératives agricoles sandinistes, CAS) et de coopératives de crédit et services (CCS) (Merlet, 2002). À Palo Grande, la réforme agraire se traduit par le démantèlement des latifundia et la redistribution de terres à des familles des zones les plus en altitude de la municipalité et à d'anciens ouvriers agricoles des latifundia. Ces bénéficiaires sont organisés en coopératives. Plus d'une quarantaine d'entre elles sont créées sur près de 50 % de la superficie de Palo Grande, fondées sur une forme collective de production (CAS). L'appartenance à des CAS permet d'accéder à des avantages (assistance technique, crédit, projets de coopération), d'introduire des cultures de rente et d'acquérir du bétail. En résulte une autre différenciation : alors qu'émerge cette forme collective, subsistent des formes familiales qui ne réussissent pas à rentrer dans une dynamique d'accumulation économique du fait de superficies réduites, sans accès possible aux meilleures terres. Dès le milieu des années 1980, la situation se dégrade avec l'installation d'une guerre civile menée par les « Contras » qui bénéficient du soutien des États-Unis (1984-1988) et d'un blocus engendrant des tensions et des difficultés importantes.

1. Cette hacienda appartenait aux Montealegre Lacayo, une famille de l'oligarchie de propriétaires terriens influents en politique au Nicaragua, mais aussi au Guatemala et au Costa Rica.

Palo Grande est, de plus, affectée par les conflits : pertes d'hommes et de femmes, déplacements de villages et des populations, vols de bétails et destruction de récoltes.

Au début des années 1990, un processus de réconciliation nationale et le retour des libéraux au pouvoir provoquent des changements. L'État se retire progressivement et l'économie est libéralisée, notamment dans le secteur agricole. Ainsi, les fermes d'État sont privatisées en faveur des anciens combattants des deux bords, d'anciens propriétaires de latifundia et d'acheteurs privés ; les coopératives sont abandonnées à leur sort, alors qu'une contre-réforme se profile (Merlet, 2002). À Palo Grande, ceci se traduit par un climat d'instabilité et d'insécurité. Les coopératives s'effondrent et le foncier, officiellement en tenure collective, se parcellise. Certains préfèrent vendre leur lopin et se retrouvent sans terre. Ne subsistent que des formes familiales de production qui se différencient par la combinaison de leurs systèmes de production. Alors que les moins bien lotis sont cultivateurs de vivres, les anciens bénéficiaires combinent vivres, élevage bovin et cultures

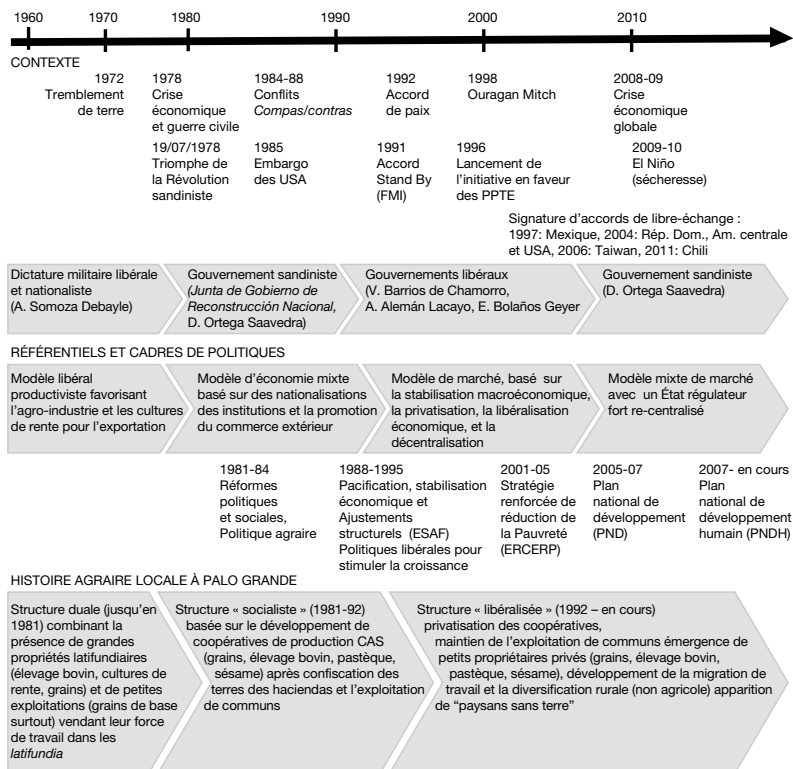


Figure 5.1. Politiques rurales nationales et dynamiques agraires de la région d'étude.

de rente. Toutefois, l'agriculture familiale ne suffit plus. Des catastrophes naturelles affectent la région : l'ouragan Mitch en 1998 détourne le fleuve Noir de son lit, réduisant l'espace cultivable ; l'ouragan Félix en 2007 dévaste les cultures ; des sécheresses et des inondations ont lieu à la fin des années 2000. Les départs s'accroissent vers le Honduras, le Salvador, le Guatemala, le Costa Rica, les États-Unis et l'Espagne. Aujourd'hui, plus de 70 % des familles ont au moins un membre en mobilité (Trousselle, 2012). Les migrations permettent aux familles de se maintenir à Palo Grande en se diversifiant dans la pluriactivité et la multilocalisation.

Dans la suite du chapitre, nous avons choisi d'étudier la forme familiale de production agricole la plus fréquemment rencontrée à Palo Grande, correspondant aux exploitations des familles d'anciens bénéficiaires de la réforme agraire, aujourd'hui pluriactives et multilocalisées, toujours centrées sur l'agriculture.

LA PRISE EN COMPTE DE LA MOBILITÉ À PARTIR DU CADRE SRL

Selon Sourisseau *et al.* (2012) : « Le cadre SRL semble adapté à la caractérisation des formes familiales de production agricole, car il se fonde sur la prise en compte des systèmes d'activités agricoles et non agricoles [ce qui constitue aujourd'hui la grande majorité des situations rencontrées au Nicaragua]. Il permet aussi la prise en compte des dimensions marchandes et non marchandes [...] et se fonde sur la mise en œuvre de plusieurs types de capitaux dont l'importance dépend des relations sociales, institutions et organisations au sein desquelles les familles structurent leurs stratégies. » Le système familial multilocalisé (SFM) est un modèle issu de ce cadre qui permet de le confronter au terrain.

Pour ce faire, nous nous appuyons sur des travaux récents (Trousselle, 2012 ; 2013 ; Fréguin-Gresh *et al.*, 2012). Les données ont été collectées avec différents outils² et systématiquement confrontées à la littérature conceptuelle et contextuelle. Les données récoltées sont qualitatives, parfois chiffrées, mais ne sont pas statistiquement représentatives. Elles sont toutefois illustratives de la réalité telle que se la représentent les personnes enquêtées. En effet, nous avons privilégié une approche en termes de représentations sociales, c'est-à-dire les « systèmes d'interprétation régissant [leur] relation au monde et aux autres [...] qui les] guident dans la façon de nommer et définir ensemble les différents aspects de notre réalité de tous les jours, dans la façon de les interpréter, statuer sur eux et, le cas échéant, prendre une position à leur égard et les défendre » (Jodelet, 1989), pour éviter le biais de nos propres représentations et obtenir des informations robustes.

2. Vingt entretiens ouverts, 31 entretiens semi-directifs et 75 enquêtes rapides, récits de vie de tous les membres de 10 sous-groupes familiaux, focus groups de 20 personnes choisis aléatoirement dans la communauté.

Nous avons mobilisé le cadre SRL pour mettre en évidence la diversité de capitaux nécessaires au fonctionnement du SFM. Les indicateurs permettant de les caractériser peuvent se répartir en cinq catégories définies par Sourisseau *et al.* (2012) : « Le capital physique comprend les infrastructures et équipements utilisés pour la production de biens ou de services. Le capital financier comprend les actifs monétaires ou physiques mais facilement convertibles, ainsi que l'accès au crédit. [...] le capital naturel [renvoie aux] stocks (eau, arbres, qualités des sols, foncier, etc.). Le capital humain renvoie aux caractéristiques de la main-d'œuvre familiale (âge, capacités productives, santé, éducation), auxquelles nous choisissons d'inclure les salariés permanents. Le capital social est ici « [...] l'ensemble des ressources [...] liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance [...] »

Toutefois, des questions se posent au moment d'opérationnaliser les concepts et de les traduire en données à recueillir et variables à construire. (1) En choisissant de travailler au niveau du SFM se pose la question de l'identification de l'échelle pertinente pour identifier et qualifier la dotation en capitaux. L'individu ? Le sous-groupe familial ? Le groupe élargi ? (2) Comment assurer le passage entre ces échelles ? (3) Comment différencier la dotation en capitaux proprement dite de l'accès permis par l'appartenance à la famille ? (4) Comment scorer les indicateurs permettant de caractériser un type de capital donné et comment les combiner pour attribuer un score à un type de capital ? (5) Comment caractériser les capitaux pour le SFM, alors que certains de ces capitaux sont spécifiques à certaines activités de certains membres ou de certains sous-collectifs ?

Pour répondre à ces questions, nous avons développé une démarche constructiviste, qui se résume en trois étapes comme le montre la figure 5.2.

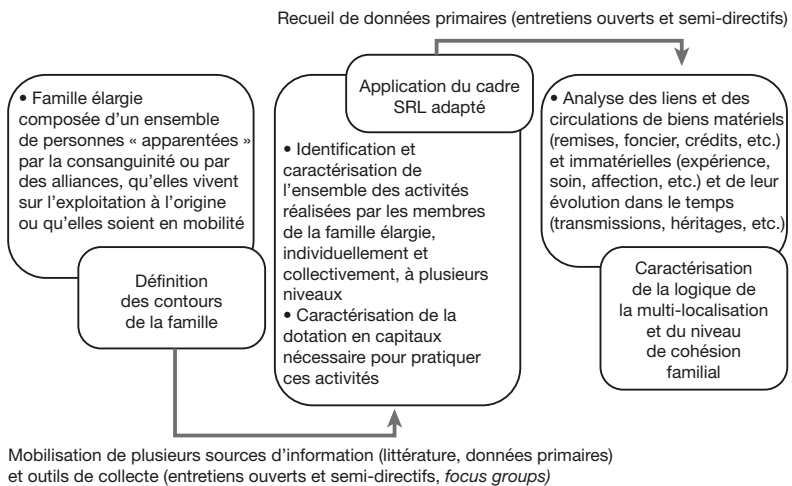


Figure 5.2. La démarche méthodologique.

COMPRENDRE LES LOGIQUES DE DÉCISION ET LES CONTOURS DE LA FAMILLE AGRICOLE

Parler de la famille agricole et de son fonctionnement autour d'un SFM appelle des précisions sur la manière dont on appréhende les contours familiaux. En effet, le concept de famille est complexe, multifacette, *de facto* contextualisé et renvoie à une unité en constante évolution (Lenoir, 2003). D'abord, il s'agit de caractériser la sphère familiale et son fonctionnement (composition et rôles des individus), sa logique sociale (liens et circulations), économique (activités des membres) et spatiale (lieux de réalisation des activités et direction des flux). Il s'agit aussi de comprendre les niveaux de décisions conduisant à la mise en œuvre du SFM. Il faut donc caractériser chaque activité à l'origine et en mobilité (pour des raisons méthodologiques évidentes dues à l'absence des membres qui les mettent en œuvre, les activités en mobilité doivent être traitées à part). Cette caractérisation permet de comprendre la combinaison des activités qui peut être représentée en termes de contribution au revenu total, de temps de travail, d'investissements, ce qui permet d'appréhender différents angles d'analyse. Nous avons choisi d'analyser les décisions par les choix individuels et collectifs « d'être et d'agir » (Sen, 1999) qui s'opèrent en termes de mobilisation des capitaux.

IDENTIFIER LES CAPITAUX, LEURS LIENS ET LEUR MOBILISATION

La deuxième étape consiste à identifier et combiner les capitaux nécessaires au SFM. Pour ce faire, il faut identifier des indicateurs qui renvoient à chaque type de capitaux. Nous avons choisi de collecter les informations activité par activité, par individu ou par collectif qui les met en œuvre. Le recours aux représentations sociales nous a permis d'estimer des scores pour certains indicateurs chiffrés (sur une échelle de 1 à 10) et des coefficients de pondération pour chaque indicateur (pour refléter son importance dans la réalisation d'une activité donnée). Nous avons respecté le fait que toutes les activités n'impliquent pas les mêmes individus ou collectifs.

APPRÉHENDER LA DYNAMIQUE DU SYSTÈME FAMILIAL MULTILocalISÉ

Dans une ultime étape, il faut comprendre la reproduction sociale de la famille pour appréhender les dynamiques de son évolution, en particulier en termes de transmissions de patrimoine et donc, de capitaux. Ce travail est, de loin, le plus compliqué. Pour maintenir dans la durée le SFM, la famille doit s'adapter aux contraintes et opportunités sociales qui se présentent, tout en prenant en compte les libertés individuelles (nouvelles activités multilocalisées) qui elles-mêmes modifient la dotation en capitaux. Les liens qui garantissent la cohésion sociale évoluent aussi, ce qui se traduit par le fait qu'un sous-groupe ne « pèse » pas le même poids dans sa contribution au groupe élargi qui, de plus, est plus que la somme des individus et sous-groupes qui

la composent. Ces dynamiques se traduisent en stratégies de reproduction sociale qui dépendent du cycle de vie, d'autant que la recomposition familiale est en perpétuelle évolution (certains meurent, naissent, se marient, se déplacent). Pour résoudre ce défi méthodologique, nous avons sélectionné un cœur d'indicateurs (ayant les coefficients de pondération les plus élevés pour chaque capital) pour lesquels nous avons adopté une approche diachronique des événements clés de l'évolution de la famille (changements du contexte, décès, mariages, naissances, départs en migration, changements de modalités de travail ou d'activité, etc.) et des modalités de transmission de patrimoine dans sa configuration actuelle.

CARACTÉRISATION DE LA FAMILLE AGRICOLE MULTILocalISÉE DE PALO GRANDE

LA STRUCTURE FAMILIALE ET SON ORGANISATION

Au Nicaragua, la structure familiale résulte d'une combinaison de l'héritage colonial espagnol et de traditions indigènes (Fernandez Poncela, 1999) : la famille s'organise autour de la figure du patriarce qui exerce autorité et domination sur le reste des membres, prenant les décisions et attribuant les rôles à chacun, et celle de son épouse, son bras droit, qui joue un rôle unificateur, car c'est vers elle que convergent les liens sociaux. La figure 5.3 montre une illustration d'une structure familiale à Palo Grande, avec au centre le couple « patriarce et son épouse » correspondant à la première génération (G1) autour de laquelle gravitent les liens unissant la famille. La famille renvoie alors à un ensemble large de personnes (ou groupe élargi) impliquant trois générations (G1, G2 et G3), parfois quatre (G4) selon l'âge des fondateurs du groupe et la précocité de la reproduction des descendants. Les liens qui font que la famille fait « système » sont multiples et renvoient à des dimensions matérielles (argent — prêts ou remises —, foncier, travail) et immatérielles (décisions, responsabilités, patrimoine, expériences, solidarités, affection, etc.). Nos antécédents de recherche montrent qu'il est possible de subdiviser le groupe élargi en sous-groupes familiaux. En effet, plusieurs sous-unités peuvent vivre sous un même toit et constituer un foyer (incluant plusieurs générations). Le SFM se définit aussi par sa dispersion spatiale : sur des distances variables, plus ou moins longtemps, les membres mobilisent individuellement ou collectivement plusieurs lieux où ils développent différentes activités (figure 5.4). L'hypothèse est que la cohésion familiale est assurée par les liens et circulations qui articulent la famille au sein d'un espace socio-spatial qu'il faut définir. La sphère familiale, composée de plusieurs groupes (qui correspondraient à des unités nucléaires) à géométrie variable dont les membres sont dispersés, est donc l'unité d'observation qui fait sens pour notre étude. Nous en délimitons les contours sur quatre générations, car c'est à cette échelle que fonctionne l'exploitation agricole.

Au sein de la famille, les rôles sont identifiés selon l'âge, le genre, le statut marital et, dans certains cas, le rang de naissance de chaque membre. Seuls certains participent à l'activité agricole : les hommes adultes mariés (G1, G2) prennent les décisions³ (G1 pour l'élevage, G2 pour les cultures) et gèrent avec le travail familial (rémunéré ou non) la production et la vente ; les épouses (G1, G2) aident aux travaux des champs, à la traite, à la fabrication du fromage, en plus des tâches domestiques et d'une activité indépendante (vente de détail, fabrication et vente de pain) dont elles sont responsables ; les jeunes fils (les aînés de la G3 et G4 ayant fini le secondaire) aident aux champs et gardent les troupeaux : ils sont responsables de la traite et de la vente du lait ; les jeunes filles et les petits (G3, G4) aident aux tâches ménagères et aux champs lors des pics de travail.

Les activités s'organisent dans des collectifs aux contours complexes : en effet, pour l'élevage bovin, les troupeaux sont regroupés pour leur conduite au niveau de la sphère familiale, alors que l'accumulation en têtes ou la vente des animaux et du lait s'opère au niveau d'un groupe ou de certains individus (impliquant le plus souvent le patriarche) ; pour les cultures, les activités sont exclusivement réalisées par sous-groupe voire individuellement par certains membres (les pères de famille), mais il arrive qu'il y ait des circulations de foncier au sein de la sphère ; enfin, les activités non agricoles (activités indépendantes et en mobilité) ne concernent que certains individus, de manière individuelle, mais leurs conséquences (en termes de circulations de remises et de transferts de décisions, de responsabilités, d'expériences, etc.) sont à raisonner au niveau de la sphère familiale. C'est donc à ces différentes échelles, interdépendantes, évolutives, qu'il faut travailler et raisonner les capitaux. Ceci permet d'identifier les différents niveaux de fonctionnement de la famille qui reflètent l'existence de « capacités » collectives (Ibrahim, 2006). À Palo Grande, un individu ou un sous-groupe peut accéder à des capitaux qu'il ne détient pas au sein du groupe élargi : capitaux physiques (foncier), naturels (autres zones agro-écologiques), sociaux (entraide et échanges de travail), humains (connaissances techniques et expériences) ou financiers (prêts à des taux préférentiels) permettent alors de maximiser le bien-être personnel et celui du collectif.

À Palo Grande, l'agriculture familiale peut ainsi être envisagée comme une « forme d'organisation de la production agricole regroupant des exploitations caractérisées par des liens organiques entre la famille et l'unité de production et par la mobilisation du travail familial excluant le salariat permanent. Ces liens se matérialisent par l'inclusion du capital productif dans le patrimoine familial et par la combinaison de logiques domestiques

3. Nos entretiens nous montrent toutefois que si c'est effectivement le chef de famille qui a le dernier mot en public, son épouse est celle qui assure la reproduction et redistribue au sein de la famille, qui garantit la cohésion sociale et qui est, enfin, toujours consultée comme principale conseillère du chef dans l'intimité du couple.

et d'exploitation, marchandes et non marchandes, dans les processus d'allocation du travail familial et de sa rémunération, ainsi que dans les choix de répartition des produits entre consommations finales, consommations intermédiaires, investissements et accumulation » (Bélières *et al.*, 2013). L'existence de liens étroits entre la sphère sociale et la sphère productive régit les logiques familiales. Notons toutefois que les familles sont insérées dans une communauté où il existe des circulations (dont de travail avec compensations) qui permettent une redistribution dans un contexte de pauvreté, avec présence de populations « sans terre ».

LA DOTATION EN CAPITAUX

La forme d'agriculture familiale étudiée met en œuvre un système de production agricole fondé sur : (1) des systèmes vivriers essentiellement destinés à l'autoconsommation familiale (maïs) et d'autres systèmes de culture pour la vente (sésame, pastèque) ; les cultures sont pluviales, toutes pratiquées sur les plaines alluviales et le lit majeur ; (2) des systèmes d'élevage bovin extensifs en terre et peu performants d'un point de vue technique, dont les produits (caillé, lait) sont vendus localement et autoconsommés. S'ajoutent à cela d'autres activités hors exploitation : salariat agricole, auto-emploi (vente de détail), salariat (activités diverses en mobilité qui dépendent du type et de la forme de mobilité). La figure 5.5 représente la combinaison d'activités multilocalisées d'une famille illustrative de la réalité agraire de Palo Grande.

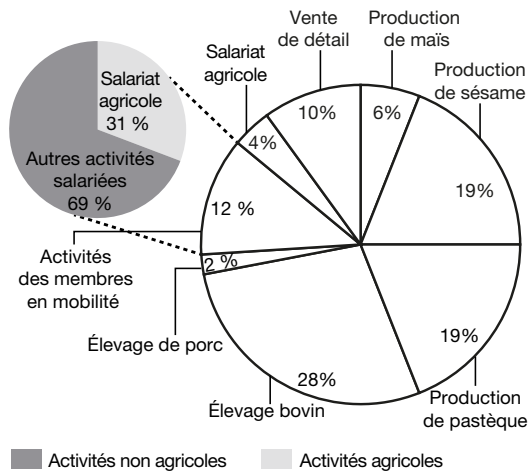


Figure 5.5. Les activités multilocalisées de la sphère familiale, combinées en pourcentage de contribution au revenu total.

La distribution des activités en termes de génération de revenu et d'occupation en temps de travail a été estimée par les enquêtés lors d'un focus group. Ces résultats ont été confrontés à ceux obtenus dans les entretiens semi-directifs au niveau d'une sphère familiale donnée.

Pour mettre en œuvre le SFM, les capitaux suivants sont nécessaires.

Le capital humain

Le capital humain renvoie à la main-d'œuvre familiale à la base du système de pluriactivités multilocalisées. Nous l'avons décliné en quatre indicateurs principaux :

- la composition du sous-groupe familial (2 à 4 générations, composé de 1 à 6 hommes adultes, 1 à 6 femmes adultes, 1 à 3 adolescents de 16 à 19 ans, 1 à 10 enfants de moins de 15 ans et 1 à 3 enfants de moins de 3 ans). Notons que le ratio d'activité à Palo Grande est élevé, 1,64, en raison de la présence de nombreux enfants, et handicape le capital humain familial ;
- le niveau de formation (école, connaissances techniques) : dans notre échantillon, le niveau d'éducation scolaire est faible pour la G2 (peu éduqué — école primaire — ou pas alphabétisé), s'améliore pour la G3 (les adolescents sont enrôlés jusqu'en secondaire ; toutefois, les adultes de la G2, grâce à leur participation à des coopératives, ont bénéficié de formations techniques, indispensables à la réalisation de certaines activités pour lesquelles un niveau de technicité est requis, comme pour les cultures de rente) ;
- l'expérience acquise pour une activité donnée, qu'elle reflète un apprentissage (au cours d'une expérience migratoire ou par la transmission de connaissances au sein de la famille) ;
- leurs aptitudes particulières qui jouent un rôle dans la mise en œuvre de l'activité (capacités de gestion, d'épargne) qui peut résulter de leurs traits de caractère comme des expériences passées. Notons que tous les membres mentionnés lors des entretiens sont inclus dans le capital humain de la famille, y compris les absents (en mobilité).

Le capital social

Le capital social se réfère aux relations sociales entre les individus et les sous-groupes et à celles entretenues à des niveaux suprafamiliaux (réseaux, organisations professionnelles, etc.). Nous avons retenu les indicateurs suivants pour le caractériser :

- l'existence d'échanges de travail avec compensation financière au sein et en dehors du clan ;
- sans compensation financière ;
- la force des liens familiaux entre individus au sein d'un groupe familial donné et au sein du clan ou du moins entre les sous-groupes. Il s'agit d'évaluer des situations de rupture ou de proximité relationnelle au sein de la famille ;
- la participation à une coopérative de certains membres de la famille.

Le capital naturel

Le capital naturel renvoie aux terres de l'exploitation, selon leurs conditions agro-écologiques (cf. section « La région de l'étude ») :

- la superficie en plaines alluviales en propriété (0 à 14 ha/sous-groupe);
- la superficie au niveau du lit majeur et des bourrelets de berge en propriété (0 à 10 ha/sous-groupe);
- la superficie dans la zone d'interfluve en propriété (0 à 14 ha/sous-groupe);
- le droit d'accès aux parcours communs de l'embouchure;
- la distance entre les pâturages de la zone d'interfluve et un point d'eau pour l'abreuvement du troupeau (0 à 3 km).

Le capital physique

Le capital physique renvoie aux indicateurs suivants :

- la superficie cultivée totale, sur les trois cycles de culture (moins de 3 ha/sous-groupe);
- la taille du troupeau en nombre de vaches (0 à 20), de taureaux (0 à 2), de bœufs (0 à 2), de génisses et de veaux (0 à 20);
- la détention d'une source d'eau individuelle;
- la détention d'infrastructure ou de matériels spécifiques (0 à 2 corrals, 0 à 1 pulvérisateur, 0 à 1 charrette, 0 à 1 araire pour le labour).

Le capital financier

Le capital financier, qui se compose des actifs monétaires ou capitalisés par la famille, a été appréhendé de la manière suivante :

- la capacité d'autofinancement, estimée par un indice⁴ qui rend compte de la capacité à assumer les coûts d'une activité grâce aux revenus générés par le SFM (1 à 15);
- l'accès à des crédits ou prêts dans le groupe élargi;
- le niveau de diversification, estimé par l'index de Herfindahl Hirshmann⁵ (0,5 à 0,9).

LA MOBILISATION DES CAPITAUX

La figure 5.6 montre que les combinaisons de capitaux des groupes d'une sphère familiale mettant en œuvre un SFM « type » varient fortement, tout comme les activités développées au sein de ces unités. La distance d'une combinaison de capitaux d'un groupe donné à la sphère illustre la force des liens qui unissent le groupe au reste de la famille et sa contribution dans la pondération des capitaux⁶ au niveau de la sphère familiale. Les drapeaux renvoient à la mobilité et aux lieux de résidence des individus. Les groupes ont généralement une activité en mobilité, ce qui confirme nos antécédents montrant son importance et le fait qu'elle n'entraîne pas de rupture

4. Nous avons calculé la capacité d'investissement en divisant le revenu global par les coûts de l'activité (somme des consommations intermédiaires et des salaires).

5. avec : i les différentes sources de revenu ; n le nombre de sources de revenu ; P la part de chaque source de revenu dans le revenu total.

6. La couleur de certains capitaux précise en quoi le sous-groupe contribue à la dotation en capitaux du groupe élargi.

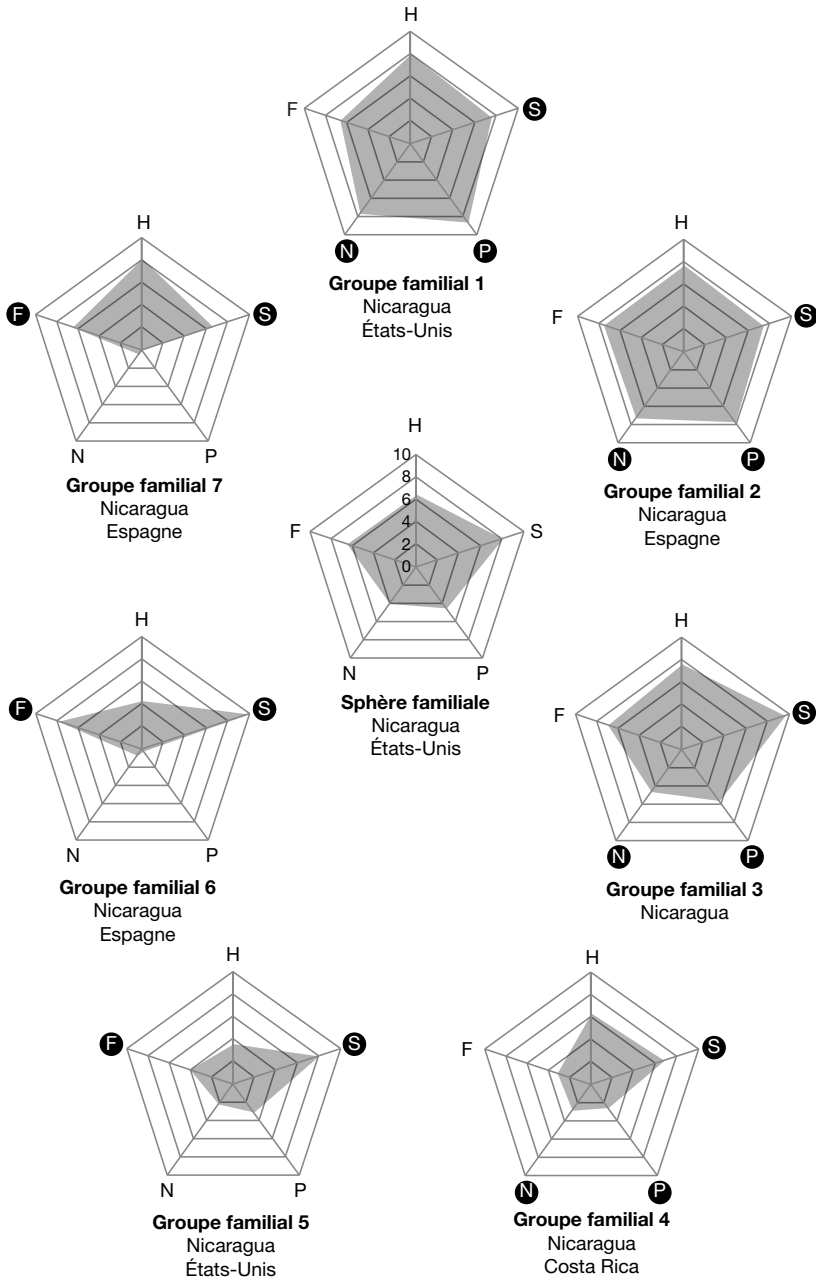
au sein de la famille : ce n'est pas parce que les membres d'un groupe sont plus dispersés spatialement que ceux d'un autre que sa contribution socio-économique à la famille (capitaux humains, sociaux, financiers) est moindre. Au contraire.

Comme déjà rappelé, la combinaison au niveau du groupe élargi (au centre de la figure 5.6) est plus que la somme pondérée des capitaux de chaque sous-groupe : elle reflète la mise à disposition pour le collectif, incluant les circulations au sein de la sphère familiale et les capacités des individus organisés en collectif à tirer parti d'un capital physique limité (scoré à 4,5 pour le groupe élargi, à cause de la moindre disponibilité en terres disponibles, même lorsqu'elles sont mises en commun au niveau des pâturages de la zone d'interfluve et de la taille limitée des troupeaux aux faibles performances), de ressources naturelles fragiles et sous fortes contraintes agroclimatiques (capital naturel relativement faible, scoré à 4,1) et à valoriser un capital humain élevé (scoré à 6,4, toutefois limité par le faible niveau d'éducation et le ratio de dépendance élevé) et un capital social important (scoré à 8) qui est le reflet de la forte cohésion au sein de la famille. Le capital financier (scoré à 6,5) quant à lui renvoie aussi à la cohésion familiale (prêts), à l'histoire agraire (coopératives) et à une capacité d'autofinancement permise par la mise en œuvre de certaines activités rentables (élevage bovin, cultures de rentes, salariat en migration). Notons que si le capital financier ne repose pas sur les circulations associées à la migration, ces dernières assurent une stabilité (difficilement chiffrable) qui permet de cultiver toute l'année, donc de diversifier les activités de l'exploitation agricole et ainsi réduire sa vulnérabilité.

RÉFLEXIONS ET PERSPECTIVES

La démarche et les analyses présentées dans ce chapitre reposent sur une mise à l'épreuve par le terrain du cadre SLR opérationnalisé par un modèle en termes de SFM. Selon nous, cette approche nous permet d'appréhender de manière systémique la complexité du fonctionnement de la famille agricole au Nicaragua qui, au-delà de l'exploitation familiale, le pilier du SFM, se déploie dans l'espace et diversifie ses activités hors exploitation et hors agriculture.

Les analyses offrent un constat : la nécessité de désancrer la famille agricole de son territoire et d'incorporer d'autres activités au système de production agricole pour l'inscrire dans un champ social et spatial large et aux contours mouvants. Toutefois, ils montrent aussi qu'il est difficile de discuter les transformations du caractère familial de la forme d'agriculture retenue. En effet, si nos résultats confirment le caractère familial du système d'activités (dont agricoles) multilocalisé, la prise en compte des dynamiques est complexe et la démarche ne l'a que partiellement appréhendé. En effet, l'analyse ne permet pas de discuter le caractère contraignant



H = Humain S = Social P = Physique N = Naturel F = Financier

Figure 5.6. Combinaison de capitaux à plusieurs niveaux (sous-groupes et groupe élargi).

de l'agriculture familiale pour les générations 3 et 4 (autonomie financière, prise de décision, responsabilités confiées, etc.), ainsi que de capter les changements possibles dans les relations intergénérationnelles que génère la multilocalisation (transmission de patrimoine, héritage, etc.). Élargir l'analyse à la pluriactivité et à la multilocalisation nous invite à reconsidérer le fonctionnement de l'unité d'observation sociale et économique, dans le temps et l'espace, ce qui renvoie à de vrais défis méthodologiques.

Nos résultats ne nous permettent pas d'estimer les performances économiques du SFM étudié. Toutefois, notre démarche nous a permis d'estimer grossièrement les revenus que peut générer un sous-groupe familial au sein du SFM étudié. Avec moins de 800 USD annuels par personne et près de 70 % de ce revenu provenant de l'exploitation agricole (Trousselle, 2013), le système permet à peine de dépasser le seuil de pauvreté relative de 2 USD par personne et par jour. Toutefois, les familles de Palo Grande recherchent des solutions pour améliorer leurs conditions de vie, qui continuent de se dégrader. La création d'emplois en milieu rural est insuffisante (Grigsby Vado et Perez, 2007) et les migrations sont risquées et incertaines, d'autant que la crise favorise le chômage et la précarisation des conditions de travail. La multilocalisation n'est pas non plus sans risque pour la cohésion sociale. Toutefois, les perspectives dans l'agriculture, même dures, sont les options les plus sûres à l'épreuve des expériences passées. Aujourd'hui, les familles souhaiteraient s'unir autour de projets fédérateurs. Il est question de lancer un élevage de crevettes dans l'estuaire. Pour le développer, la seule voie d'avenir pour les familles de Palo Grande est la « coopérative familiale » : « Pourquoi travailler avec d'autres quand on connaît déjà ses parents, ses frères, ses sœurs, ses fils et ses neveux ? » nous dit un producteur. La tendance est à la consolidation des liens et au développement de formes de production collectives, toujours centrées sur la famille, qui reste la meilleure garantie pour faire un peu à partir de pas grand-chose.

LE MOMENT IONY ET LA PAYSANNERIE INDIENNE DE L'ÉQUATEUR¹

Michel Vaillant

Exploitation minifundiaire des Andes australes de l'Équateur... À l'énoncé de cette forme familiale de production agricole n'a-t-on pas tôt fait d'imaginer des paysans indiens, vêtus du poncho traditionnel, arc-boutés sur un araire ouvrant des billons serrés à flanc de montagne pour en extirper des tubercules aux formes, aux couleurs et aux saveurs diverses et variées ? À moins que ne surgisse d'abord l'image de ces femmes qui, portant mante épaisse à fond uni (*walkarina*) sur leurs épaules et jupe finement taillée (*pollera*) jusqu'aux chevilles, mènent, sur des sentiers étroits et escarpés, un petit troupeau ovin jusqu'aux froides pelouses d'altitude régulièrement plongées dans les brumes ?

On aurait peine à imaginer que la petite agriculture familiale, telle qu'elle est pratiquée de nos jours dans cette région du monde, repose pourtant sur des « moyens d'existence » (*livelihoods*) qui mettent en jeu des lieux, des métiers, des ressources, des valeurs, des institutions, etc., débordant très largement la seule sphère agricole et l'espace physique qui serait circonscrit à la seule communauté d'origine. Car cette forme familiale de production agricole tient aussi de la figure du paysan (sans signe d'indianité apparent) maniant la trueller sur un édifice en construction, dans un quartier florissant de la ville états-unienne de New York ; et peut parfois renvoyer à la scène dramatique d'un garde-côte centraméricain remontant à la gaffe, sur le ponton du patrouilleur, le corps inerte d'un paysan parti chercher un emploi aux États-Unis d'Amérique...

1. La présente recherche a bénéficié de l'appui financier et institutionnel de l'Institut français d'études andines (Ifea, Umifre 17 MAE-CNRS USR 3337 Amérique latine), ainsi que de l'encadrement académique et scientifique de l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech, UFR 1102 Agriculture comparée et développement agricole).

AGRICULTURE FAMILIALE, *LIVELIHOODS* ET MIGRATION INTERNATIONALE

DES CAMPAGNES ANDINES AUX MÉTROPOLIS DES ÉTATS-UNIS

À la fin du xx^e siècle, les événements se nouent et se renforcent mutuellement (phénomène El Niño, propagation de la crise « asiatique » au sein du système financier équatorien libéralisé, faillite du système bancaire national), plongeant l'Équateur dans la plus grave crise de son histoire républicaine : poussée du chômage, appauvrissement de la population (en particulier rurale), creusement des inégalités de revenu, perte de souveraineté monétaire (dollarisation de l'économie), forte instabilité politique et, corollaire, un mouvement migratoire sans précédent vers l'étranger. Que devient alors la petite exploitation familiale minifundiaire du sud andin de l'Équateur dans ce moment de crise — moment que nous dénommerons *iony*, du sigle du groupe de mots « I ♥ New York » inscrit sur les autocollants des pare-chocs de voiture (Kyle, 2000), renvoyant de la sorte à l'un des lieux privilégiés de destination des émigrés équatoriens : les États-Unis d'Amérique ? Comment se transforme-t-elle selon que le processus migratoire vire à l'échec (expulsion du pays de destination, noyade en haute mer...), tourne à la réussite (amélioration des conditions matérielles d'existence, accumulation de capital...) ou que cette opportunité ne peut tout simplement être saisie ? Les changements qui s'opèrent au sein des *livelihoods* sont-ils de taille à modifier en profondeur le sens et les finalités de l'activité agricole, les rapports entretenus avec le milieu et le développement de la région d'origine ? Gray (2008) aborde ces questions dans l'extrême sud andin de l'Équateur, en partant d'un cadre SRL « classique » (Scoones, 1998 ; Ellis, 2000). Cette manière d'observer la réalité le conduit à défendre la thèse selon laquelle, malgré d'intenses mouvements migratoires et des flux importants d'argent en provenance de l'étranger, l'agriculture familiale de cette région ne souffrirait pas de changements drastiques. Le concept de système d'activité — qui partage certains points communs avec le cadre SRL revisité (*cf.* introduction de l'ouvrage) — est ici mobilisé pour traiter les mêmes questions, mais dans le cas de la haute vallée du Cañar : un « pays » (Lizet et de Ravignan, 1987) éminemment agricole, abritant une population majoritairement indienne et pauvre (~ 95 % en milieu rural) parmi les plus affectées par l'émigration (Herrera *et al.*, 2012). Sans négliger les conditions socio-économiques et bioclimatiques propres à chaque région, nous partons de l'hypothèse (qui prend le contre-pied de la thèse de Gray) qu'au sein d'une paysannerie rapidement allégée d'une part substantielle de ses effectifs, il n'est pas déraisonnable de penser que la petite exploitation minifundiaire connaisse de profonds changements, car historiquement fondée sur un usage intensif de main-d'œuvre

(Golte, 1987). Mieux, ces changements, de par la pluralité et la diversité des liens qui s'enchevêtrent de manière inextricable et à différentes échelles, s'accompagneraient d'une recomposition rapide et conséquente des espaces agraire, social et économique de la haute vallée du Cañar.

DES PENTES INÉGALEMENT AMÉNAGÉES PAR LES AGRICULTURES FAMILIALES

Située juste sous l'équateur, la haute vallée du Cañar présente un profil de pentes et de replats chahutés par la tectonique. Influencée par l'altitude (2 350-4 450 m), la diversité des conditions géomorphologiques et édaphiques est à l'origine de l'étagement de trois écosystèmes distincts, diversement mis en valeur :

- des terrasses superposées en escalier (formant le bas-pays, écosystème intensément cultivé), majoritairement recouvertes d'une végétation herbacée comprenant une grande variété de plantes, au premier rang desquelles figurent des graminées irriguées (destinée à l'alimentation de bovins laitiers) et des céréales cultivées en « pur » (blé, orge) ou associées (maïs) au haricot et à des cucurbitacées dans des champs emblavés et parfois contigus à des parcelles de tubercules et de légumineuses (pois) ;
- une corniche disséquée, à rupture de pente différentielle, constituant une unité de paysage dominée par de larges mosaïques de prairies et de petits champs de tubercules avec, par endroits, une lande récente suggérant l'enfrichement. Cette corniche s'intercale entre le bas-pays et ;
- des plateaux d'altitude sculptés par les glaces et recouverts d'une végétation à graminées, basse, dense et typique des Andes septentrionales : les *páramos*. Ils sont percés d'un chapelet de lagunes alimentant un réseau hydrographique organisé autour du Cañar, torrent qui entaille profondément, et avec une très grande netteté, la cordillère occidentale pour aller se jeter dans l'océan Pacifique.

APPROCHE CONCEPTUELLE ET POINTS DE MÉTHODE

LE CONCEPT DE SYSTÈME D'ACTIVITÉ, UNE CERTAINE PROXIMITÉ AVEC LE CADRE SRL

Le souci de privilégier la mise en évidence et la caractérisation des multiples relations qui lient l'événement migratoire et les transformations récentes de l'exploitation minifundiaire invite à mobiliser le concept de système d'activité, entendu comme un « ensemble dynamique et structuré d'activités en interaction mises en œuvre par une entité sociale donnée en mobilisant des ressources disponibles dans un environnement écologique et social donné » (Gasselin *et al.*, 2012). Ce concept s'applique ici à un ensemble de familles nucléaires qui disposent d'une même gamme de capitaux et pratiquent une combinaison similaire d'activités. Il permet

d'appréhender l'organisation au sein de la famille comme une combinaison spécifique d'au moins deux activités, dont l'une d'entre elles correspond à une production, animale ou végétale, considérée dans son acte de production initial. Ceci étant, l'intérêt porte moins sur les activités constitutives du système que sur les interactions qui s'établissent entre elles, la manière dont elles sont conduites et les conditions socio-économiques dans lesquelles elles sont mises en œuvre. Le concept partagé avec le cadre SRL revisité le soin apporté à : (i) inventorier les capitaux/ressources et saisir leurs modalités d'accès et (ii) décrire les diverses activités économiques (« extérieures » à l'exploitation agricole, créatrices de biens et de services susceptibles d'être échangés sur un marché ou non) pratiquées par les familles, afin de saisir leurs logiques de reproduction et d'accumulation. Il s'en distingue par le souci : (i) d'analyser l'activité par l'examen des pratiques (*ibid.*), (ii) de s'enfoncer dans l'histoire pour en repérer les discontinuités majeures et (iii) de garder à l'esprit la dynamique d'emboîtement des échelles spatiales, dans la mesure où « ce qui se passe à un niveau donné dépend en effet du fonctionnement de niveaux plus englobants, et retentit de la même façon sur les niveaux d'ordre inférieur » (Milleville, 2007).

L'OBSERVATION ET LE DIALOGUE COMME FONDEMENTS DE LA MÉTHODE

Accordant la primauté au terrain, la méthode employée compte une série d'étapes où les observations *in situ* du chercheur, la conduite et l'interprétation de dialogues noués avec les familles paysannes nourrissent une succession de modélisations. La première tient du zonage du paysage, un exercice de modélisation par l'observation destiné à caractériser les divers modes d'exploitation et de mise en valeur des écosystèmes étagés constitutifs de la haute vallée du Cañar. L'observation porte aussi sur la description des dimensions matérielles et organisationnelles de l'espace (aménagement physique, distribution et type d'habitat, rapports sociaux et institutionnels...). En convoquant la mémoire des anciens, le dialogue avec des scientifiques contemporains (historiens, archéologues, anthropologues) et la consultation de la littérature, la seconde modélisation séquence l'histoire pour rendre intelligible l'enchaînement des faits majeurs à l'origine de l'exploitation minifundiaire indienne du haut-Cañar d'aujourd'hui. La troisième consiste en la modélisation du fonctionnement technico-économique du système d'activité mis en œuvre par les familles à la tête de cette forme contemporaine de production agricole, en fonction du rapport qu'elles entretiennent avec le fait migratoire :

- les jeunes ménages qui sont restés au pays, faute d'avoir pu réunir les conditions du départ ou d'avoir réussi dans leur tentative, bien plus rarement par choix (existence d'alternatives locales) ;
- les familles transnationales (Cortes, 2011) au commencement, dont le chef a récemment émigré (< 2 ans) ;

- les familles dites monoparentales, au sein desquelles l'émigration a viré à l'échec (veuvage, divorce, incarcération à l'étranger...) sans accumulation préalable de capital ou d'agrandissement de l'exploitation agricole, la femme se retrouvant dès lors seule au pays à devoir subvenir aux besoins de sa famille ;
- les familles transnationales dites « *iony* stabilisées » au sein desquelles le mari émigré, absent depuis plusieurs années (> 5 ans), procède à des transferts réguliers d'argent.

Directement reliées aux processus techniques, les performances économiques des systèmes d'activité mis en œuvre par ces quatre catégories de familles ont été évaluées. Pour ce faire, nous avons conduit, entre janvier et octobre 2008, 44 entretiens compréhensifs conçus autour d'axes thématiques préalablement établis qui incluaient tout particulièrement le rapport au fait migratoire, la nature des activités pratiquées et le temps de travail qui leur est consacré, ainsi que les dotations différenciées en capitaux (Ellis, 2000). Celles-ci, pondérées à dire d'expert, ont fait l'objet d'une modélisation utile pour représenter, puis comparer, le poids de chacun des cinq types de capitaux (naturel, humain, social, physique et financier) mobilisés par les familles dans la conduite de leur exploitation agricole minifundiaire d'une part et dans les activités « extérieures » d'autre part.

GENÈSE ET TRANSFORMATIONS RÉCENTES DE L'EXPLOITATION MINIFUNDIAIRE INDIENNE

L'EXPLOITATION MINIFUNDIAIRE INDIENNE, LEGS DE LA COLONISATION ESPAGNOLE

À l'époque précolombienne, la puissante ethnie cañari installée dans la haute vallée édifia des constructions sociales complexes et des institutions efficaces afin de valoriser la grande diversité des conditions bioclimatiques résultant de l'étagement altitudinal (Oberem, 1981). La fine organisation du chevauchement de cycles agricoles pratiqués sur des étages distincts permit la diversification des productions végétales, l'échelonnement des périodes de travail tout au long de l'année (usage optimal de la force de travail disponible) et la minimisation du risque de récoltes nulles ou faibles (Golte, 1987). C'est ainsi que les terrasses « naturelles » du bas-pays devinrent très tôt terroir du maïs (cultivé au sein de complexes systèmes de culture associant légumineuses et cucurbitacées), tandis que la corniche et les hauts reliefs tabulaires servirent de réserves de chasse, de pêche, de bois de chauffage et de construction, d'herbes médicinales, etc. Les Espagnols (après une courte présence inca) déstructurèrent l'organisation précolombienne pour mettre en œuvre un type d'agriculture se rapprochant de celui à jachère et à culture attelée légère de l'Europe méditerranéenne de l'époque : peu exigeant en travail, ce type d'agriculture spécialisée associait des élevages

(bovins et équins) pastoraux en corniche et sur les *páramos* à la culture pluviale du blé au bas-pays. Les Indiens, estourbis de corvées et d'impôts, cantonnés sur un espace tout juste suffisant pour — en principe — satisfaire leurs besoins essentiels, s'efforcèrent de maintenir une agriculture vivrière diversifiée associant des espèces animales et végétales d'origine locale à des espèces importées par les Espagnols. Ce système agraire, dual, résolument ouvert, s'est maintenu sans modification substantielle jusqu'au milieu du xx^e siècle, les élites créoles se substituant à l'administration coloniale après l'Indépendance (1822). De cette histoire coloniale et républicaine naît une forme familiale emblématique de production agricole : l'exploitation familiale indienne minifundiaire.

Jusque-là, la haute vallée du Cañar, riche de ses potentialités agro-écologiques et de sa position relativement privilégiée dans l'espace national, constitua une petite région très convoitée et un important carrefour d'échanges (facilités par le remarquable axe de circulation que constitue le torrent Cañar). Mais avec les politiques mises en œuvre à partir des années 1960 (celles d'industrialisation par substitution d'importations puis néolibérales), elle perdit beaucoup d'un coup, notamment sa fonction de grenier à blé (avec la concurrence nord-américaine) et sa place, dans l'espace national, en tant que point de passage entre le littoral et Cuenca (avec la fin du rail et l'essor de tracés routiers concurrents). Ces politiques, contraires aux intérêts d'une paysannerie pourtant délivrée du carcan de l'*hacienda* (Barsky, 1984), mirent à nu la faible productivité du travail agricole dans une montagne du « tiers-monde » mise en concurrence avec d'autres régions de la planète autrement plus productives. Ces politiques ne mirent pas non plus fin au minifundisme, du fait de réformes agraires timides (Cueva, 2003) et d'un accroissement démographique soutenu. Quelques familles mieux dotées en capitaux (social notamment) parvinrent bien à tirer parti de ces réformes : elles accrurent la taille de leur exploitation, formant ensemble un front fourrager avançant sur la corniche dans le but de produire du lait, une orientation agricole prise plus tôt par les grands domaines fonciers en cours de démantèlement. Mais pour les familles indiennes minifundistes, il s'agit d'ajuster leurs pratiques agricoles aux exigences du marché. Pour réduire le temps passé sur l'exploitation — dont le revenu souffrait d'une baisse tendancielle des prix agricoles réels (García Pascual, 2006) et de la permanence d'un outillage manuel — et l'affecter à des activités « extérieures » rémunérant davantage le travail, ils simplifièrent leur système de polyculture-élevage diversifié : réorganisation des successions culturelles par un processus de sélection des espèces (abandon de celles trop exigeantes en travail, à croissance lente ou sans débouché commercial au profit d'espèces valorisant davantage les espaces libérés), affranchissement des obligations collectives (fin de l'assolement réglé, attribution d'usufruits individuels permanents), adoption de nouvelles pratiques agricoles faisant moins de cas des processus biologiques (raccourcissement de la durée de la friche

herbeuse, emploi croissant d'intrants de synthèse, substitution du capital au travail). C'était le temps des migrations circulatoires (Cortes, 2008) organisées entre la haute vallée du Cañar et les bassins d'emploi de l'Équateur (vastes bananeraies et complexes sucriers du littoral pacifique, chantiers de construction des villes en pleine expansion).

Puis survint le moment *iony*. Sans ressource minière à exploiter ni d'industrie autre que l'industrie laitière, éloignée des grands centres de consommation nationaux et internationaux, la haute vallée du Cañar franchit un nouveau palier dans son intégration à la mondialisation (Dollfus, 2007) : elle poursuit sa spécialisation dans les productions pour lesquelles elle disposait d'avantages comparatifs, à savoir la production laitière (destinée au marché intérieur, protégé de la concurrence étrangère par des barrières douanières), d'une part, et la main-d'œuvre abondante et à bas coût qu'elle exportait dorénavant à l'étranger, d'autre part. Des centaines de paysans partirent chercher un emploi, pour bon nombre d'entre eux aux États-Unis, empruntant pour ce faire le réseau migratoire édifié trente ans plus tôt par la bourgeoisie chapelière de Cuenca (berceau de l'émigration équatorienne) sur les ruines du circuit commercial du chapeau de paille *toquilla*, le si mal nommé chapeau panamá (Palomeque, 1990 ; Kyle, 2000).

DU JEUNE MÉNAGE AU PAYS À LA FAMILLE TRANSNATIONALE

Lorsqu'advient le moment *iony*, les jeunes ménages, qui sont (le plus souvent) contraints de rester au pays, mettent en œuvre, au sein de leur exploitation minifundiaire, des systèmes de polyculture-élevage diversifiés, organisés de manière à ce qu'ils procurent la majorité des denrées nécessaires à la satisfaction de leurs besoins essentiels : sur la corniche, deux cycles de tubercules andins précèdent un pâtis exploité par un petit troupeau bovin/ovine à finalités mixtes ; aux abords des habitations, une basse-cour (quelques cobayes et poules pondeuses, un porc d'engraissement) et sur les terrasses du bas-pays, une *chacra andina* qui fournit céréales (maïs, orge, blé), légumineuses (pois, haricot associé au maïs, fève) et cucurbitacées (courge de Siam, courge musquée, concombre grimant).

Cette unité de production agricole tire son existence du complexe tramage de rapports sociaux légués par l'Histoire. Ne disposant pas de terre en propre, l'accès à cette dernière dépend de la situation des exploitations mères auxquelles ces unités restent étroitement liées et, bien souvent, de leur appartenance à la communauté pour exploiter un lopin en usufruit sur les communaux. Ils travaillent en métayage les champs de leurs parents et beaux-parents, d'affins et/ou de voisins, et dépendent de ces derniers pour l'affouragement de leur petit troupeau mixte. Ils sont presque systématiquement chargés de la conduite du troupeau de leurs aînés et participent très régulièrement aux tâches jalonnant le calendrier agricole de la ou des exploitations mères. Ils le font en échange de l'accès au capital naturel (ressources

fourragères, terre, eau...) et d'une rémunération en nature (une portion de la récolte — *ración* — estimée par les propriétaires selon la quantité de travail apportée). Ceci étant, la précarité foncière est de mise car les soles de leur exploitation minifundiaire ne sont figées ni dans le temps, ni contenues dans l'espace : elles peuvent ne pas être les mêmes d'une année à l'autre, en fonction des choix de cultures et des rotations pratiquées par les propriétaires fonciers. Les jeunes ménages au pays se trouvent dès lors contraints d'activer leur capital social (liens de parenté et d'affinité, adhésion à la communauté) de façon à reconstituer, même temporairement, une unité de production de taille suffisante pour assurer leur sécurité alimentaire. Cette sécurité, qui ne se raisonne pas à la seule échelle de l'exploitation agricole, implique de pouvoir compter sur le soutien de ses proches en cas de coup dur et, plus généralement, de disposer d'un collectif suffisamment large et immédiatement disponible pour ajuster, le cas échéant, leur calendrier de travail. Si subsistent encore de nos jours des modalités d'organisation de la production héritées du passé (usufruit d'un lopin individuel sur les communaux, entraide, *al partir* entre générations, mise en commun des moyens de production), c'est d'abord parce qu'en dépit des contraintes qu'elles génèrent, elles constituent des formes de protection collectives — efficaces au regard des conditions socio-économiques dans lesquelles ces familles minifundistes opèrent — qui permettent de « tenir ensemble ».

Ceci étant, la satisfaction de leurs besoins résulte de la combinaison de la polyculture-élevage avec des activités exercées à temps partiel procédant bien souvent, ici aussi, de capitaux dont disposent leurs ascendants (savoirs et savoir-faire, réseau social, équipements que l'on emprunte, etc.) ou de l'épargne des migrants : couture, première transformation de produits agricoles (jus d'agave, sauce de graine de courge), négoce de détail pratiqué certaines fins de semaine, emploi d'apprenti-maçon sur les chantiers de la haute vallée pour la construction des habitations des migrants, participation rémunérée aux travaux collectifs pour le compte de familles membres de la communauté, bref toutes activités rendant manifeste la recherche d'optimisation de l'emploi de la main-d'œuvre sur l'année (figure 6.1).

Au bout du compte, les jeunes ménages au pays consacrent moins d'un tiers de leur temps à l'agriculture, dont la part dans le revenu familial total se révèle inférieure à 40 % (tableau 6.1). Les résultats sont tout autres pour les familles transnationales au commencement : à peine plus de 30 % du temps de travail est affecté à l'agriculture, le revenu correspondant contribuant pour moins de 10 % à la formation du revenu total. Si les premiers parviennent tout juste à satisfaire leurs besoins fondamentaux et consomment la totalité de leurs revenus (pas d'épargne, ni d'accumulation), les seconds — en dépit du remboursement de l'emprunt lié au passage et du niveau de vie moyen plus élevé — dégagent un revenu presque cinq fois supérieur. C'est dire si l'émigration peut apparaître, aux yeux de nombreux minifundistes, comme une voie rapide de sortie de la pauvreté. Néanmoins,

LE MOMENT IONY ET LA PAYSANNERIE INDIENNE DE L'ÉQUATEUR

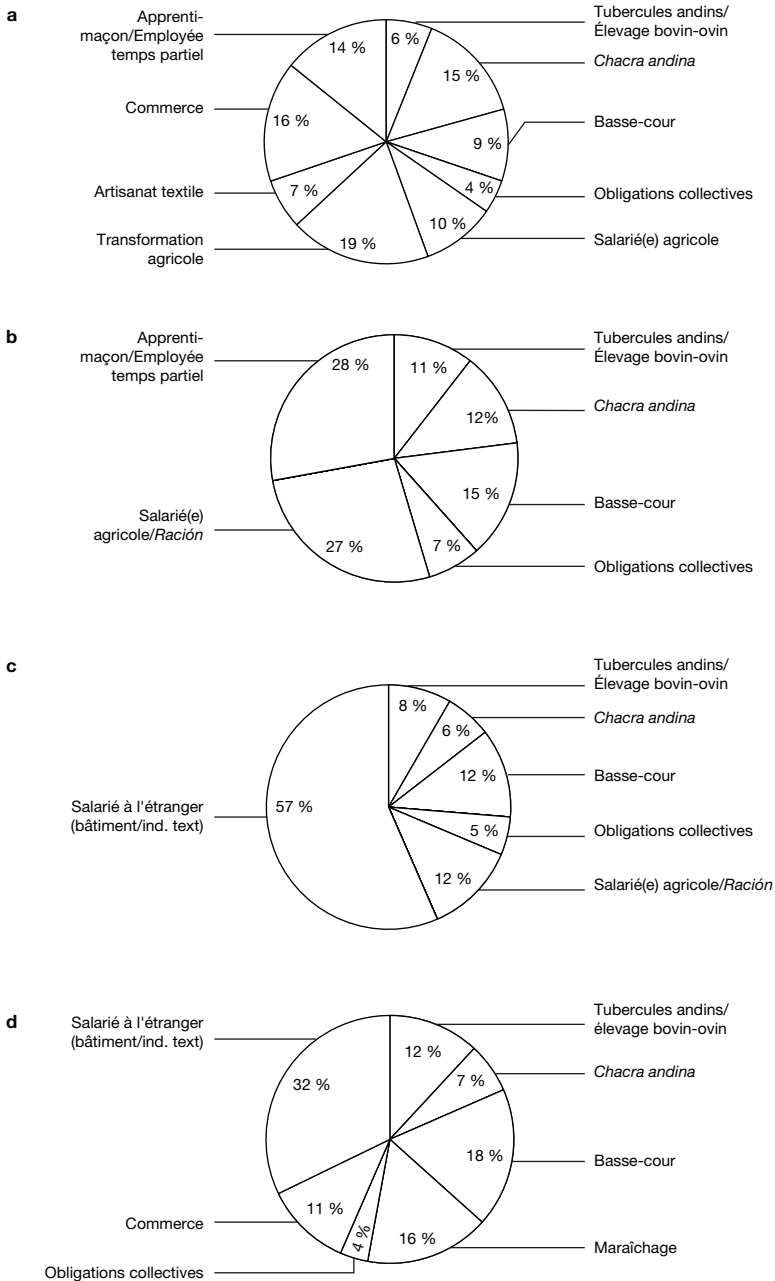


Figure 6.1. Diversité des activités pratiquées et part de la main-d'œuvre affectée à chacune d'entre elles (%), selon les familles.

a. Jeunes ménages au pays ; b. Familles monoparentales ; c. Familles transnationales au commencement ; d. Familles transnationales (iony stabilisées).

force est de constater que l'émigration dissout d'un coup le schéma des jeunes ménages au pays. La structure familiale « vole en éclats » : bipolarisation spatiale, déphasage accru des pôles de décision, de gestion et d'accumulation, réintégration de la jeune épouse au foyer parental dans certains cas, franche division du travail, dispersion des lieux et écarts de revenu entre les sexes. Faute de main-d'œuvre très probablement (division par deux du volume de travail disponible au sein de la famille), les familles transnationales au commencement opèrent une reconversion rapide, mais partielle, de leur unité de production agricole vers l'élevage bovin laitier (réduction des deux tiers de la *chacra andina* par rapport à celle exploitée par les jeunes ménages). Les transferts d'argent servent en priorité à satisfaire les besoins de première nécessité au premier rang desquels figure l'alimentation. Celle-ci provient pour une part de la haute vallée (aliments typifiés comme le cobaye, l'orge, le maïs ou la pomme de terre), pour une autre part, croissante semble-t-il, de régions autres (blé et légumineuses alimentaires issues de régions voisines plus « compétitives », biens industriels importés...).

Tableau 6.1. Affectation du temps de travail et contribution des différentes activités à la formation du revenu total, selon les catégories de familles.

	Jeunes ménages au pays	Familles transnat. (au début)	Familles mono-parent.	Familles transnat. (ion y stab.)
Surface agricole utile (ha)	2,0	2,1	2,1	5,0
Emigration	Non	Oui	Échec	Oui
Revenu annuel total (USD 2007)	3 268,5	19 424,7	2 691,4	23 403,5
• Agriculture	1 243,2	1 123,1	858,8	1 791,9
• Activités « extérieures » indépendantes	405,3	0,0	0,0	111,5
• Activités salariales	1 270,0	20 960,0	1 482,7	21 500,0
• Redistributions sociales	350,0	-2 658,3	350,0	0,0
Revenu jour./actif fam. (USD 2007)	2,4	10,9	2,5	12,3
Seuil de survie (USD 2007/jour)	2,6	6,5	2,6	6,5
Affectation de la main-d'œuvre				
• Temps consacré à l'agriculture (%)	34,7	31,3	45,4	56,5
• Temps consacré aux autres activités (%)	65,3	68,7	54,6	43,5
Part de l'agriculture dans le revenu (%)	38,0	5,8	31,9	7,7

Cette forme familiale de production agricole, qui naît du départ de l'un de ses membres (occupé dans des activités salariées peu qualifiées), modifie la structure de ses capitaux, en les transférant de la sphère agricole à la sphère non agricole : capital naturel analogue, capital financier en phase d'accumulation à l'étranger (emprunt pour financer le passage, épargne). Quant au capital social, s'il est difficile d'estimer l'évolution de son volume (densité et diversité des réseaux et des organisations d'appartenance), il est plus aisé de relever la transformation de sa nature. Car nombre de ces familles transnationales au commencement se délient progressivement du collectif (« mise en dormance » du métayage agricole, recours limité à l'entraide), se retirant peu à peu de la communauté pour « placer » leur capital social dans le réseau migratoire (diaspora mobilisée pour trouver un emploi, se loger, passer les dimanches au parc ; secteur financier formel *via* les agences de transfert d'argent liant ici et là-bas). Pour autant, la crise états-unienne des *subprimes* leur rappela avec force l'importance du collectif, de la famille élargie. Ainsi a-t-on vu, à cette occasion, les épouses restées au pays accroître leur charge de travail, qu'elles avaient précédemment réduite en raison des envois d'argent. Avec la baisse de ces derniers, le temps était en effet à la réactivation de capitaux et d'activités jusque-là « mis en dormance ». Quand elles ne tentaient pas d'émigrer à leur tour, des femmes remirent l'ouvrage sur le métier, au sens littéral du terme : la machine à coudre fut en effet ressortie du local où elle avait été remise avec la réception des premiers mandats. Pour d'autres, ce fut le commerce de détail — celui des fins de semaine — qui fut relancé. Mais il fallut surtout s'affairer à « réactiver » son réseau dans le but de reprendre des terrains en métayage (avec parents et voisins), de travailler pour la *ración* et d'autoproduire de nouveau les aliments qu'elles se procuraient jusque-là sur le marché grâce aux envois d'argent. En fait, toute activité susceptible d'atténuer l'effondrement des mandats était réamorcée, selon les capitaux (notamment social et humain) dont disposaient les familles.

Avec le temps, une émigration « réussie » (emploi régulier de l'époux à l'étranger et transferts d'argent systématiques depuis au moins cinq ans) permet aux familles transnationales « *iony* stabilisées » d'accumuler du capital (figure 6.2) : naturel (achat de terrains à fortes potentialités productives), physique (équipements et outillages agricoles) et financier (épargne à investir au pays). La conjonction de ces capitaux dessine les contours d'une forme de production agricole qui glisse du caractère familial au caractère patronal : des journaliers sont embauchés pour mener à bien de nouveaux ateliers de production d'aliments à forte valeur ajoutée (fruits et légumes). On peut en revanche se demander ce qu'il en est du capital humain quand le migrant tend à se spécialiser dans des emplois salariés autrement mieux rémunérés à l'étranger mais peu qualifiés, et que son épouse au pays délaisse nombre d'activités (« extérieures ») autrefois pratiquées au long de l'année ? N'assisterait-on pas à une forme de prolétarianisation quand la perte de savoirs et de savoir-faire

altère le capital humain des parents, en dépit du fait que celui-ci peut être relevé par l'investissement dans l'éducation des enfants (voie assurément escarpée et tortueuse, mais considérée par beaucoup de parents comme une alternative à l'émigration et à un avenir agricole jugé bien sombre²) ? Quant au capital social de ces familles, il tend à se réinvestir localement : proximité avec les initiatives de développement rendue possible par les capacités financières permettant de répondre aux exigences de ces dernières, adhésion au groupement de producteurs agro-écologiques pour écouler leur production sur le marché de Cuenca, prestige social, prise de responsabilité (en accord avec l'époux) au sein des instances communautaires, etc.

Il en est tout autre lorsque l'émigration tourne à l'échec, laissant derrière elle des familles monoparentales. Pour celles-ci, l'agriculture, qui occupe les deux-tiers de leur main-d'œuvre et contribue, pour plus de 70 %, à la formation de leur revenu total, occupe une place centrale dans leurs *livelihoods*. Malgré des performances économiques plus ou moins comparables à celles des jeunes ménages au pays (tableau 6.1), les combinaisons d'activités pratiquées par les familles monoparentales sont fragilisées par la difficulté qu'elles ont à rester dans le jeu des échanges : quand le principal capital (la main-d'œuvre) vient à manquer, il devient en effet extrêmement difficile d'accéder, par l'échange, aux ressources détenues par d'autres familles. La moindre productivité journalière du travail agricole expliquerait également pourquoi ces familles monoparentales passent moins de temps à produire des biens alimentaires pour leur propre usage et ne pratiquent pas, ou très peu, d'activités indépendantes (artisanat, commerce). Elles se consacrent à la vente de leur force de travail, en recherchant la rémunération la plus élevée possible, dans le but de dégager les revenus nécessaires pour se procurer les denrées qu'elles ne produisent plus elles-mêmes. Ceci étant, ces activités salariées sont exercées localement (vachère, cuisinière, employée domestique), le plus souvent à temps partiel, de façon irrégulière pour certaines d'entre elles, hachant de la sorte les journées et laissant, en conséquence, des plages de travail inoccupées. Il en résulte une structure d'emploi « extérieur » manifestement très précaire, à l'origine de contraintes de travail parfois fort complexes. L'allocation publique de solidarité (13 % du revenu total) devient alors une nécessité absolue tout comme, pour certaines d'entre elles, l'occupation par voie de fait de terrains prétendument abandonnés qu'elles exploitent pour nourrir leur petit troupeau.

En résumé, si les formes d'agriculture pratiquées par les différentes familles minifundistes combinent des ateliers similaires de production agricole (*chacra andina*, basse-cour, système « tubercules andins/élevage bovin et

2. La question délicate de la transmission de l'exploitation (report dû à l'allongement de l'espérance de vie des parents), la faible rémunération du travail agricole et le prestige social de ceux qui ont réussi en émigrant contribuent très probablement à détourner nombre de jeunes de l'agriculture.

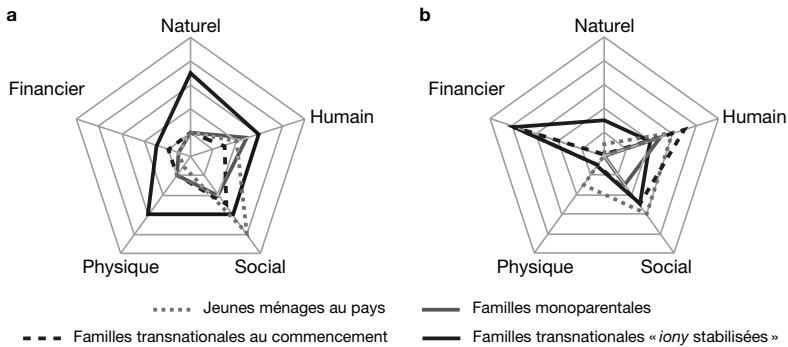


Figure 6.2. Mobilisation des capitaux selon le secteur économique et les catégories de familles.

a. Capitaux mobilisés dans l'agriculture ; b. Capitaux mobilisés hors agriculture.

ovin»), elles se distinguent par leur intensité en capitaux physique et financier, par l'épaisseur et la nature du capital social mobilisé ainsi que par le capital humain disponible (figure 6.2). Le processus de différenciation se donne à voir avec d'autant plus de netteté encore dans la nature des activités « extérieures », dans les capitaux (mobilisés hors agriculture) nécessaires à leur exercice et dans les performances économiques des différents systèmes d'activité mis en œuvre. L'accumulation des différents types de capitaux observée chez les familles transnationales « iony stabilisées » irait ainsi dans le sens (politique) d'un encouragement à l'émigration. Pour autant, n'y aurait-il pas un risque, en négligeant les « externalités négatives » de cette dernière (précarité des conditions de vie du clandestin à l'étranger, modification — parfois violente — des rapports familiaux et intergénérationnels, transformation des codes sociaux et symboliques, etc.), de sous-estimer les coûts qu'elle engendre et de surestimer les éventuels bénéfices résultant de la décision de partir ? De plus, si l'émigration profite directement à certaines familles transnationales, est-elle pour autant conforme à l'intérêt de la paysannerie indienne ? Il n'est en effet pas certain que l'amputation de ses forces vives serve, à terme, l'amélioration de ses conditions de vie matérielle d'existence ainsi que le développement d'une haute vallée du Cañar où sont à l'œuvre aujourd'hui des transformations pour le moins significatives.

L'ÉMIGRATION FACTEUR DE TRANSFORMATION DES ESPACES AGRAIRES

Les interactions, multiples et diverses qui lient la société de la haute vallée du Cañar à sa diaspora (transferts d'argent, échanges téléphoniques, prises de décision, passages...) modifient substantiellement la démographie et l'occupation de l'espace (déprise rurale, urbanisation et concentration de l'habitat le long des principales voies de desserte) tout en interrogeant les

rapports des familles transnationales à l'agriculture. La résidence en ville (choix partagé par un nombre grandissant de familles transnationales), au plus près des services publics et des commerces, a peu de choses à voir avec celle en campagne, loin des voies de communication mais au plus près des champs et des élevages. Car habiter en campagne permet une observation fine du développement des cultures, du comportement des animaux, des phénomènes climatiques, en résumé des interrelations dynamiques entre les différents êtres vivants. Cette observation, que l'on partage au sein de la famille et de la communauté, contribue à l'expérimentation *in situ*, à l'accumulation de savoirs et à l'adaptation de savoir-faire, à l'élaboration graduelle de réponses appropriées aux évolutions des rapports entre l'homme et son milieu. Les résidents en ville, pour leur part, ne manquent jamais, avant de gagner leur exploitation, de se renseigner auprès des producteurs du coin sur le climat, l'état des plantes, la disponibilité en eau agricole, la présence d'éventuels bio-agresseurs, les tâches à entreprendre en priorité, etc. Cette distance mise avec le champ ou le troupeau n'est probablement pas sans conséquence sur les représentations que les jeunes se font de l'activité agricole, à l'instar des migrants de retour après une expérience à l'étranger ou des femmes de migrants plus occupées à d'autres activités que l'agriculture. Beau sujet de raillerie d'ailleurs que ces paysannes qui, au dire des anciens, n'en auraient plus que le nom... Il semble donc que la haute vallée du Cañar se restructure rapidement autour de la ville, avec pour effet de bouleverser en profondeur les rapports qu'entretiennent les différentes catégories de la société agraire à l'espace.

L'espace agraire, lui, se différencie selon les potentialités productives de ses différentes sections. L'essor de l'élevage bovin laitier, le développement des techniques agricoles (stimulé par la hausse du pouvoir d'achat des familles transnationales) comme le tracteur, la spécialisation progressive de la région selon ses avantages comparatifs, la substitution du capital au travail marquent le paysage agraire d'une empreinte paradoxale : alors que les sections de moindre aptitude agricole sont progressivement abandonnées (enfrichement et retour partiel du milieu à la nature), d'autres sections pourtant plus éloignées des habitations sont mises en culture (avancée du front fourrager dans l'écosystème paraméen), ce qui n'est d'ailleurs pas sans menacer un écosystème réputé aussi fragile qu'il est riche en biodiversité. Ce paradoxe témoigne d'hétérogénéités provenant de variations agro-écologiques mais aussi d'inégalités socio-économiques entre unités de production. Il est probable que l'émigration clandestine contribue d'ailleurs à accentuer ces inégalités. Tel est le cas de l'inégalité d'accès à la terre, ce capital qui demeure à la fois la base économique de bien des familles (terre comme moyen de production), un poids symbolique de la propriété privée après des siècles de domination de l'oligarchie foncière (terre comme valeur patrimoniale), une sécurité en cas de perte d'emploi extérieur ou de retour forcé au pays (terre comme « valeur refuge »), un

objet de spéculation et d'investissement (terre comme garantie pour payer le passage par exemple), bref un « espace aux vocations multiples » (Mendras, 1992). L'engouement pour le foncier manifesté par les familles transnationales fait en effet flamber le prix de la terre (17 fois plus élevé, à prix constants, qu'il y a quarante ans ; 4 fois plus élevé que sur le piémont andin), ne laissant bien souvent d'autre option que d'émigrer à ceux qui souhaiteraient en acquérir. L'accès au foncier passe dès lors par un séjour plus ou moins long à l'étranger, soulevant ce faisant la question de savoir si les inégalités déjà sévères d'accès au foncier (indice de Gini2000 $\geq 0,64$) ne se creuseraient pas davantage encore avec l'émigration.

Relevons enfin qu'avec celle-ci, la main-d'œuvre locale se raréfie et son prix augmente. Pour y faire face, les exploitations patronales (dont celles conduites par les familles transnationales « *iony* stabilisées ») embauchent des saisonnières agricoles provenant des moyennes vallées voisines. Les derniers grands domaines (héritages rémanents des *haciendas*) emploient des salariés permanents formés au métier d'administrateur dans les grandes exploitations laitières des alentours de Quito et de Cuenca. Dans le secteur du bâtiment, les entrepreneurs recrutent des ouvriers péruviens — plus « compétitifs » depuis l'adoption par l'Équateur du dollar américain en 2000 et la libre circulation des personnes au sein de la communauté andine des Nations — acceptant de moindres niveaux de rémunération salariale pour travailler sur les chantiers en plein essor des bourgs de la haute vallée. Pour qui veut comprendre les effets de la mondialisation sur le « local », celle-ci a assurément tout du cas emblématique : en « exportant » une frange croissante de sa population économiquement active tout en « important » (en substitution) celle d'un pays voisin, elle illustre en effet de manière éloquente ce processus de hiérarchisation dynamique des espaces économiques à l'échelle du monde.

POUR DES *LIVELIHOODS* EN PRISE AVEC L'HISTOIRE ET LA MONDIALISATION

Entre celles qui ne peuvent envisager un départ, celles qui ont échoué avec lui, celles qui l'initient à peine ou l'ont entrepris (avec réussite), il y a plusieurs années déjà, le rapport que les familles minifundistes entretiennent au fait migratoire nous dit beaucoup de la façon dont elles modifient leurs *livelihoods* et, partant, leur exploitation agricole, pour tirer parti ou bien faire face à un événement exceptionnel tel que le moment *iony*. Si les familles transnationales « *iony* stabilisées » agrandissent, équipent et spécialisent progressivement leurs exploitations aujourd'hui de type patronal (grâce notamment aux revenus issus de l'émigration), les familles moins bien dotées en capitaux (jeunes ménages au pays et familles monoparentales) s'efforcent de pratiquer une agriculture de polyculture-élevage diversifié qui traduit la priorité accordée à la sécurité alimentaire. C'est sur ce point

précis que nous rejoignons la thèse de Gray, pour s'en éloigner aussitôt après avoir resitué cette forme de production agricole dans son histoire. Car si celle-ci peut apparaître comme une constante anthropologique — non sans avoir toutefois connu un certain nombre de changements dans la façon de produire les animaux et les végétaux qui seront pour une large part auto-consommés (Vaillant, 2013) — elle est partie intégrante de *livelihoods* qui, eux, ont subi de profondes transformations depuis le temps des réformes agraires voici soixante ans.

L'abaissement successif des barrières (économiques, juridiques) et la baisse consécutive des prix réels de nombre de produits (agricoles et artisanaux en particulier) ont eu pour effet d'appauvrir une part croissante des familles indiennes de la haute vallée. Moins bien équipées, moins performantes, moins bien dotées par la nature et par l'histoire (minifundium comme construction sociale), celles-ci se sont dès lors trouvées sans autre alternative que les emplois précaires distribués de plus en plus loin de leur pays, la dimension internationale de la migration contemporaine illustrant ce faisant une nouvelle phase de leur intégration dans la mondialisation. Le fait d'« encastrier » (pour reprendre un mot de Polanyi, 1983) les *livelihoods* dans le temps long de l'histoire et d'engager le débat sur la mondialisation, ce que peinerait à faire le cadre SRL (Scoones, 2009), pourrait expliquer la divergence d'interprétation que nous avons avec Gray sur les transformations de l'agriculture familiale du sud andin de l'Équateur : une divergence pointant l'enjeu (et l'urgence) de la reconnaissance de la diversité des manières d'appréhender les *livelihoods* et de l'exploitation familiale en leur sein (cf. conclusion de l'ouvrage).

L'AGRICULTURE DANS LE SUD DU MOZAMBIQUE, UNE ACTIVITÉ FONDÉE SUR LES MIGRATIONS DE TRAVAIL

Sara Mercandalli

Ce chapitre illustre une forme d'agriculture familiale propre à de nombreuses zones rurales d'Afrique australe, anciennement appelées «l'Afrique des réserves de travail»¹, dont la problématique se caractérise à la fois par des conditions agro-écologiques contraignantes et une histoire fortement marquée par les migrations de travail, liées aux politiques coloniales d'exploitation des ressources minières des XIX^e et XX^e siècles (Wolpe, 1972). La région se caractérise par des taux élevés de mobilités sud-sud (Black *et al.*, 2006) et les études passées et récentes au Zimbabwe (Maphosa, 2010), au Lesotho (Murray, 1981) ou au Mozambique (Van den Berg, 1987 ; Covane, 2001 ; Mercandalli, 2013) attestent de l'importance des activités de migration dans les stratégies des familles rurales et de leur poids en Afrique australe où elles peuvent représenter 80 à 90 % des revenus des ménages (Baber, 1996 ; Black *et al.*, 2004).

Cette étude de cas détaille une forme d'agriculture familiale de la région sud du Mozambique, pour laquelle les revenus de l'unité familiale proviennent majoritairement d'activités extra-agricoles avec un rôle essentiel des migrations dans l'évolution de ces formes de production. Il s'agit ainsi de faire ressortir les liens particuliers entre la migration et les différents capitaux et modes familiaux d'organisation et la place sous-jacente minoritaire et statique de l'agriculture dans ces systèmes.

En un siècle, les familles rurales du sud du Mozambique ont dû adapter leurs stratégies à un système d'exportation massive de main-d'œuvre entre l'administration coloniale portugaise et le régime sud-africain pour

1. Région caractérisée par la combinaison d'importantes ressources minérales, une agriculture de colons blancs sans équivalent en Afrique subsaharienne et une pénurie chronique de travail (Amin, 1976).

l'exploitation du secteur minier (1895-1975), puis au contexte de l'indépendance mozambicaine en 1975, avec une guerre civile (1977-1992) qui a déplacé une part importante de la population. Enfin, le contexte politique s'est trouvé renouvelé par la fin de la guerre (1992) d'une part et par la fin de l'apartheid en Afrique du Sud (1994) d'autre part.

Ces derniers événements ont été accompagnés par des migrations économiques peu étudiées, en particulier depuis la fin de l'apartheid en République sud-africaine (RSA). Pour nombre d'individus, des trajectoires plus complexes, issues de la combinaison de contraintes institutionnelles et des aspirations des migrants, façonnent les stratégies des familles. La recherche repose sur des enquêtes biographiques recueillant les trajectoires migratoires, professionnelles et familiales (Antoine *et al.*, 2009) des membres des familles ainsi que l'évolution de leurs systèmes d'activités. Un échantillon stratifié par quotas, comptant 97 familles, a permis une analyse diachronique couvrant une période de 80 ans de 1930 à 2010, tout en captant la diversité des stratégies des familles.

LA DIVERSITÉ DES FORMES ACTUELLES D'AGRICULTURE À LEONZOANE MARQUÉE PAR LA FIGURE DU PAYSAN MINEUR

La localité de Leonzoane, située dans la province d'Inhambane et le district de Massinga, appartient à la vaste plaine côtière sud-est du Mozambique. Cette région semi-aride présente de fortes variations climatiques liées au système de mousson et des conditions agro-écologiques moins favorables que les autres régions du pays. Leonzoane comporte une gamme de sols à cheval entre deux zones. D'une part la zone réduite de la façade côtière, avec des sols sablonneux et argilo-sablonneux, plus fertile et d'autre part la zone plus vaste de l'intérieur (Urongas) avec des sols rouges, caractérisée par une fertilité modérée à faible (Almeida, 1959). Dans ce contexte contraignant, la base de l'agriculture, typique de l'agriculture et de l'élevage extensifs du sud du pays, est constituée d'un système pluvial de cultures vivrières, que l'on retrouve dans toute la province selon un zonage est-ouest : maïs, haricot noir, arachide, manioc, noix de coco et cajou.

Avant la période coloniale, la société paysanne de Leonzoane reposait sur une organisation hiérarchisée, patrilinéaire, polygame (Feliciano, 1998) et structurée en *regedorias*² dirigées par un chef de terre (*regulo et cabo*). Cette organisation socioculturelle reposait sur différents niveaux de décision et correspondait à des formes de lignage précapitalistes et de tenure coutumière qui, nous le verrons, perdurent encore aujourd'hui dans de nombreux aspects de la vie socio-économique de la famille et du groupe familial.

2. Portion de territoire gérée par une famille et dont elle porte le nom, à l'origine du peuplement de la zone.

En ce temps, l'activité principale des familles était l'agriculture, caractérisée par l'élevage extensif et par les cultures dominantes du millet et du sorgho, les mieux adaptées au climat. Le maïs, en partie introduit par les ethnies zulu lors des guerres tribales (1820), était marginal. En plus de leurs activités de chasse et de migration ponctuelles vers les plantations ou les mines en Afrique du Sud, les hommes avaient un rôle important dans l'agriculture. Ils étaient présents durant les périodes de pic de travail, et la défriche de nouvelles terres ainsi que la préparation du sol étaient de leur responsabilité. D'autres tâches leur étaient aussi attribuées comme la récolte du sorgho et l'élevage (Harries, 1976).

L'avènement du régime colonial portugais (1895) pour l'exploitation de la main-d'œuvre et des richesses agricoles a ensuite fortement façonné les formes d'organisation et les systèmes d'activités des familles de Leonzoane à travers deux mesures : le travail forcé (*indigenato*) à partir de 1899 et le système bilatéral d'exportation de main-d'œuvre minière entre le sud du Mozambique et le régime sud-africain (convention de 1913).

Le régime du travail forcé s'appliquait à tous les natifs, sauf s'ils exerçaient une fonction reconnue par l'administration portugaise (Newitt, 1995). Il en existait deux formes, le *Xibalo* (dockers, éboueurs, ouvriers ferroviaires ou agricoles, etc.) et la culture forcée, notamment du coton (décret de 1940) (O'Laughlin, 2001). Celle-ci a été appliquée à Leonzoane entre 1950 et 1962 par une compagnie concessionnaire et consistait à cultiver un hectare par famille. Quelle que soit sa forme, le travail forcé concurrençait fortement la main-d'œuvre familiale disponible pour les cultures vivrières, sans aucune contrepartie.

Malgré ces mesures, les concessions de coton comme les colons fermiers portugais étaient désavantagés dans la concurrence pour la main-d'œuvre face aux capitaux du secteur minier sud-africain. Avec la convention de 1913, la province d'Inhambane était le principal pourvoyeur de travailleurs migrants, avec presque un tiers de la population active masculine recrutée par l'agence WNELA³ dans les années 1940 et 1950 (First *et al.*, 1998). Le travail salarié dans les mines ou la migration vers la ville étaient les seules alternatives pour échapper au *Xibalo*. Selon les enquêtes biographiques menées à Leonzoane, 80 % des hommes étaient employés dans le secteur minier pour leur premier emploi. Ainsi, à cette période, les migrations de travail sont devenues un élément central des systèmes d'activités et de la reproduction socio-économique des familles. Cela s'est traduit par l'assignation de 50 % ou plus du temps de travail des hommes au cours de leur vie active hors de l'exploitation.

Ces migrations de travail, liées à des contrats miniers d'un à deux ans avec un retour de quelques mois entre deux contrats, ont créé une très forte division du travail homme-femme. L'absence de la main-d'œuvre masculine

3. Witwatersrand Native Labour Association, qui centralisait le recrutement des compagnies minières.

a eu de fortes conséquences sur l'agriculture paysanne. Les cultures traditionnelles, adaptées au climat (millet et sorgho) ont été remplacées par le maïs, moins intensif en travail. Vers 1930, le maïs, introduit par les migrants, était la culture dominante. Il avait l'avantage de rendements plus élevés par heure de travail, avec peu de pics de main-d'œuvre, et la récolte pouvait être plus étalée. Cependant, la pluviométrie n'était suffisante qu'une année sur cinq pour une bonne récolte de maïs (de Carvalho, 1969). L'adoption du maïs ne compensait pas le retrait de la main-d'œuvre masculine. L'agriculture étant devenue un travail de femmes, celles-ci étaient autorisées à utiliser le bétail, et la charrue a pu entrer dans l'agriculture paysanne pour accroître la productivité. Ces évolutions ont impliqué un fort niveau de dépendance de l'agriculture paysanne aux salaires. Seules les années avec des pluies suffisantes et régulières, les rendements étaient assez élevés pour nourrir la famille. Les autres années, des denrées supplémentaires et des semences devaient être achetées. Le cycle de production agricole est ainsi devenu dépendant d'apports monétaires extérieurs, nécessaires à la location de charrue, de main-d'œuvre ou l'achat de semences.

Dans ce contexte, selon les enquêtes, 70 % des familles combinaient un système d'agriculture vivrière et une activité extra-agricole de migration. La forme dominante d'agriculture familiale de la période coloniale était ainsi incarnée par la figure du « paysan-mineur ».

La viabilité de cette forme de production était fondée sur des règles liées à l'utilisation des bénéfices de la migration, contrôlée par le chef de famille et le lignage. En effet, l'essentiel des revenus miniers était transféré au mineur à son retour à Leonzoane par un système de paiement différé obligatoire (convention de 1928). Seule source de revenu monétaire, la migration servait alors au paiement de la dot (*lobolo*) et à des présents aux autorités traditionnelles, comme condition d'accès à la terre et aux ressources du lignage, puis à la reproduction du système vivrier. Ces pratiques formaient des règles intégrées au fonctionnement du groupe familial, permettant la reproduction à l'identique du système d'activités. La combinaison du niveau réduit des salaires miniers, de leur contrôle *via* le système de paiement différé et des règles de redistribution des ressources au niveau familial et communautaire ne permettaient quasiment pas d'accumulation. L'empreinte des 80 ans du système d'exportation de main-d'œuvre et les liens organiques historiquement structurés entre la production agricole familiale et l'emploi extra-agricole, en particulier les migrations de travail, ont façonné l'accumulation et la différenciation rurale (Hermele, 1988; Wuyts, 2001) et sont encore présents aujourd'hui dans les stratégies des familles.

La période socialiste et de guerre civile (1978-1992) qui a suivi brutalement l'indépendance de 1975, avec la fin du *Xibalo*⁴ et la rupture des accords

4. Le travail forcé a été officiellement aboli en 1961 quand le Portugal a rejoint l'OIT, mais en pratique le travail forcé a continué au Mozambique jusqu'à l'indépendance en 1975 (Norman, 2004).

coloniaux, a été marquée par l'effondrement de l'économie rurale et une réduction de 72 % des contrats miniers vers l'Afrique du Sud en 1976 (First, 1983), et des mobilités en général⁵. La guerre de déstabilisation socio-économique de la Renamo a déplacé environ 30 % de la population (réfugiés) et détruit ou contraint toutes activités agricoles. La production agricole s'est effondrée et le surplus commercialisé a chuté de 75 % ; environ la moitié de la population est devenue dépendante de l'aide alimentaire (Abrahamson et Nilsson, 1995). À Leonzoane, les familles ont perdu leur élevage et étaient au mieux contraintes de cultiver de microparcelles (maïs seul parfois avec haricot ou arachide) dans les zones sécurisées (caserne de Massinga et Barrane) ou de faire des allers-retours dans la journée pour ceux n'ayant pas abandonné leur terre. Cela s'est accompagné de l'abandon de nombreuses pratiques culturelles et de gestion de la fertilité par cette génération. On a alors assisté au déploiement de stratégies de diversification des familles au cours des 14 années de guerre. Les mieux lotis restaient salariés dans le secteur minier (avec des revenus désormais avantageux) ou entraient dans la nouvelle administration ; les autres survivaient au gré d'activités informelles de l'économie de troc dominante (vente de charbon, d'aliments...).

Dans ce contexte, les individus restés à Leonzoane et les migrants ont gardé des liens interpersonnels qui les rattachaient à d'autres membres de la famille ou des connaissances. Le fait d'être de la même famille ou ethnique, ou simplement d'avoir des compromis moraux avec des connaissances communes, impliquait une incitation tacite de solidarité. Cette solidarité, matérielle ou sociale (alimentation, hébergement, transport, informations, contacts, prêt d'argent) dépendait de la propre situation matérielle et financière de chacun et de la proximité et de la force des liens interpersonnels, ainsi que des possibilités de réciprocité directe ou indirecte espérées. Ainsi, en fonction des dotations initiales en capital naturel de chaque famille, de son positionnement au sein des relations lignagères et de sa trajectoire migratoire pendant la guerre — réfugiés locaux près de Leonzoane ou migrations longues en ville sans retour au village — les possibilités et arbitrages des familles de Leonzoane différaient quant à l'accès à la migration et son rôle dans leur mode d'organisation. Cela s'est accompagné d'une part d'un élargissement des familles *via* des mariages hors communauté et hors lignage, et d'autre part d'un bouleversement des règles familiales antérieures qui régissaient la migration. L'émergence des réseaux sociaux au sein et en dehors du lignage, pour la gestion des ressources matérielles et sociales et du patrimoine familial, est apparue comme un élément nouveau fondamental (Mercandalli, 2013 ; Gallego et Mendolaz, 2011).

La fin de la guerre au Mozambique (1992) et de l'apartheid en Afrique du Sud (1994), ainsi que le processus d'ouverture et de libéralisation

5. Les infrastructures nationales telles les ponts et chemins de fer connectés aux pays voisins ont été détruits.

économique avec l'adhésion au FMI (1984)⁶ ouvrent une nouvelle période pour le pays, marquée par plusieurs dynamiques influant sur les stratégies des familles. D'une part, on observe le début d'une forte crise de l'emploi liée à la restructuration des secteurs primaires en RSA et accompagnée d'une dégradation des conditions de travail acquises les quinze dernières années (Burger et Woolard, 2005). D'autre part, l'ouverture du secteur agricole mozambicain à la concurrence internationale s'accompagne de la poursuite des différenciations régionales au sein du pays. Cela se traduit par un environnement institutionnel peu favorable et un appui déficient dans le sud (infrastructure, accès au crédit et aux marchés...) faisant de l'agriculture une activité toujours plus risquée. Enfin, la liberté de mouvements retrouvée sur le territoire national et le relâchement des lois de contrôle des migrations par le régime d'apartheid donnent lieu à une résurgence de migrations économiques et une hausse des migrations illégales vers la RSA (Wa-Kabwe Segatti, 2008).

Ce nouveau contexte a des conséquences sur l'évolution des formes sociales d'organisation de l'agriculture. Les enquêtes réalisées mettent à jour la diversité des modes d'organisation et systèmes d'activités des familles, en partie liées aux activités de migration.

La forme de production familiale analysée ici se caractérise par une diversification extra-agricole locale et un système d'agriculture vivrière relativement stable. Cette forme repose sur le capital social et familial, ainsi que des transferts monétaires et de connaissances à partir des activités de migration. La logique donne la priorité au travail indépendant local, tout en assurant le système vivrier pour la sécurité alimentaire. Ce dernier est constitué des cultures de base (maïs, haricot, arachide) associées ou non à de l'arboriculture fruitière (agrume, coco) et des ateliers de petit élevage (volaille, caprin). Le niveau de production n'évolue pas ou peu et cherche à assurer la consommation de la famille et une vente marginale en cas de surplus. En parallèle, une activité de migration et la diversification extra-agricole locale des activités permettent le fonctionnement du système agricole (location de main-d'œuvre et traction, petit matériel) et un processus d'accumulation. En effet, dans le contexte d'économie de marché, l'allocation de la main-d'œuvre familiale à des activités de production pour l'accumulation est désormais possible, en partie grâce à une demande locale de biens et services, notamment des familles de migrants les plus solvables. L'intérêt de cette forme de production familiale, caractérisée par une certaine inertie du système de production agricole et une évolution de combinaisons d'activités extra-agricoles, renvoie à plusieurs enjeux. D'une part son poids non négligeable au sein de la dernière génération (21 % de l'échantillon) ; d'autre

6. L'embargo économique mené par le ReNaMo (Resistência Nacional Moçambicana ou Résistance nationale mozambicaine) mène le gouvernement socialiste lors du 4^e congrès Frelimo (1983) à des accords de non-agression avec la RSA (Accord de Nkomati, 1984) et à des réformes des secteurs d'État.

part, dans une zone où le mécanisme principal tend vers une dépendance de l'économie locale aux revenus de la migration, elle illustre des stratégies dans lesquelles la migration et les liens rural-urbain qu'elle sous-tend sont une ressource permettant une accumulation.

On observe aussi d'autres formes de production à Leonzoane. L'activité agricole est à nouveau praticable et l'essentiel des réfugiés sont revenus occuper leurs terres abandonnées. Cela se traduit par le retour à des formes d'agriculture familiale locales, mais faiblement insérées au marché au regard de l'environnement de la production et des contraintes climatiques (30% de l'échantillon). Par ailleurs, pour une part, on observe des stratégies fondées sur des « systèmes transnationaux » multirésidentiels (11%), qui sortent pour partie de l'agriculture familiale, mais en restant reliées à leur zone rurale d'origine et dépendant pour la plupart d'une micro-activité familiale indépendante en RSA. Pour d'autres, les trajectoires montrent la complexification des combinaisons d'activités au sein des systèmes familiaux, liée aux conditions d'emploi précaires. Ces familles alternent agriculture de subsistance et salariat instable (dans la construction ou les mines) et sont prises dans des trappes à pauvreté : l'activité de migration ne permet pas l'épargne et fragilise le système agricole (21%); enfin, on constate aussi la reproduction de formes renouvelées de la figure coloniale du paysan-mineur (17%). Les différents types de migrations post-apartheid sont ainsi une source importante de différenciation des formes d'organisation familiales de Leonzoane.

LA PRISE EN COMPTE DE LA MIGRATION DANS LE CADRE SRL

L'analyse des systèmes d'activités sur le temps long, pour comprendre les transformations des formes de production familiales, pose des contraintes pour la définition des unités sociales d'observation. Les activités de migration font ici partie d'une stratégie de systèmes d'activités multilocalisés, et l'unité d'analyse est le système d'activités conçu comme l'ensemble des actifs, capacités et activités des familles, tant au niveau local qu'en dehors de la communauté. Pour mettre en œuvre cette unité d'observation, nous avons adopté une conception de la notion de ménage défini comme « l'unité qui regroupe un ensemble de personnes engagées les unes envers les autres, par choix ou habitude, à agir comme une unité » (Preston, 1994). Cette définition recouvre ainsi les relations économiques entre les membres de l'unité et les relations de parenté et résidentielles. Sa mise en œuvre dans une perspective dynamique pose une difficulté méthodologique de collecte des données. En effet, il est complexe de reconstituer les unités familiales et les systèmes d'activités multilocalisés pour les périodes passées. Concernant les périodes antérieures à 2008, pour caractériser les trajectoires de mobilité et les systèmes d'activités formant le système d'activité familial, notre unité

sociale d'observation est le ménage au sens restreint, c'est-à-dire le chef de famille et son ou ses conjoint(s) et enfants pour qui nous avons pu retracer les trajectoires migratoires et professionnelles, tout en ayant des informations qualitatives pour le reste de la famille. Ce niveau d'information, bien qu'incomplet, a permis de dégager des différences significatives dans la structuration des modes d'organisation familiaux. Pour la période 2009-2010, les données recueillies concernent l'unité familiale d'observation au sens large. Les analyses qui suivent portent sur la période 1994 à 2010.

Par ailleurs, le cadre SRL est adapté à la caractérisation des formes familiales contemporaines, « car il se fonde sur la mise en œuvre de plusieurs types de capitaux dont l'importance dépend des relations sociales, institutions et organisations au sein desquelles les familles structurent leurs stratégies » (Sourisseau *et al.*, 2012). Dans cette perspective, la migration peut être vue comme « une transaction intertemporelle complexe entre le migrant et sa famille qui correspond à un ensemble de conventions, règles, normes, systèmes de valeurs » (Guilmoto et Sandron, 1999) servant la famille. Cela permet d'observer les formes de circulation mises en œuvre — c'est-à-dire les flux et règles qui se créent ou se rompent entre les individus et les actifs et ressources agricoles et non agricoles de la famille, au lieu d'origine et ailleurs (Cortes et Faret, 2009), éclairant les liens particuliers entre la migration et les différents capitaux et modes familiaux d'organisation. Caractéristique importante de la forme familiale analysée, l'implication dans différents types de réseaux sociaux liés à la mobilité rend compte de capacités d'adaptation face à des modifications rapides de l'environnement post-apartheid (condition d'emploi, recomposition de la parenté).

DU SYSTÈME AGRICULTURE-SALARIAT VERS UNE DIVERSIFICATION LOCALE HORS AGRICULTURE

Cette partie analyse l'évolution de la forme familiale de production choisie au regard de la combinaison des capitaux et rythmée par les deux premières phases de cycle de vie.

La forme de production familiale et les systèmes d'activités ont été identifiés à partir de différentes variables discriminantes, indicateurs du niveau des différents capitaux au cours de la période. Par ailleurs, trois phases dans le cycle de vie ont été établies à partir de la variable « durée de vie active » des individus de l'échantillon :

- première phase de vie active (1^{re}–10^e année) : elle permet d'observer les stratégies et situations initiales d'insertion dans la vie professionnelle, ainsi que les actifs associés pour chaque personne (réseaux familiaux, information...);
- deuxième phase de vie active (11^e–30^e année) : la durée moyenne de vie active du groupe le plus âgé est de 50 années de travail. Ainsi, nous

avons décidé de définir cette phase intermédiaire comme allant jusqu'à la 30^e année de vie active. Elle correspond aux années où les stratégies et investissements réalisés pendant la phase antérieure peuvent porter leurs fruits et où l'âge n'est pas une contrainte pour la recherche d'emploi ;

- troisième phase de vie active (31^e–dernière année de vie active) : phase où le potentiel de travail commence à décliner et qui répond à des réorganisations des systèmes d'activités.

La dynamique est ainsi captée à l'aune d'un cycle de vie d'un ménage.

UN SYSTÈME DUAL BASÉ SUR L'AGRICULTURE VIVRIÈRE ET LE SALARIAT EXTRA-AGRICOLE

La forme de production étudiée a émergé après 1994 et se retrouve essentiellement chez des familles du groupe des 20-40 ans et chez les 40-50 ans, situées dans la première ou seconde phase de leur cycle de vie. Ces familles ont débuté leur vie active peu avant ou aux alentours de la fin de la guerre et de l'apartheid, à partir d'une forme de production duale, similaire à la figure coloniale du paysan-mineur, fondée sur une activité de migration et une activité agricole de subsistance à Leonzoane.

La taille des unités familiales analysées ici est variable. Ces familles sont plus ou moins étendues selon leur statut monogame ou polygame, le fait qu'il s'agisse de réfugiés de guerre du district voisin de Funhalouro ou de familles originaires de Leonzoane, et que leurs parents, qui ont vécu la guerre, soient encore vivants ou non. Cela peut aller d'une famille de type nucléaire avec deux à trois adultes et quatre enfants à une famille plus large incluant les parents et le sous-groupe d'un ou plusieurs frères ou proches, résidant localement ou en dehors de Leonzoane, comptant alors jusqu'à huit adultes et dix enfants. La majorité des individus de ces familles ont vécu leur enfance et jeunesse en ville avec leurs parents pendant la période de guerre et ont pu bénéficier d'un niveau d'études primaires voire secondaires.

L'accès au foncier, base de la sécurité alimentaire familiale

Malgré les bouleversements introduits par la période de guerre, à Leonzoane l'accès au capital physique et naturel au sein de la famille (terre et ressources collectives), *via* le mariage et la dot versée au père, perdure pour certaines familles, mais il se modifie pour d'autres. Selon la règle, tant que le père est vivant, il a un droit de regard absolu sur la nature et l'organisation des activités agricoles faites sur les terres qu'il a cédées à son fils après le mariage. Cela implique également l'impossibilité de céder ou vendre les terres.

Pendant et après la guerre, les situations se multiplient où le père est décédé ou n'est pas revenu, sans avoir émis de décision sur la transmission de ses terres. La règle est alors que la propriété revient au fils aîné qui en prend le contrôle, et les terres sont utilisées par les frères présents. Or, cette situation peut être défavorable pour les cadets : en cas de tension liée à la

pression foncière (manque d'espace pour les familles polygames et/ou terres de mauvaise qualité), ils voient leur autonomie de décision limitée et doivent se plier aux décisions de l'aîné. Cela incite certains à occuper ou acheter des terres, suite au processus de réforme agraire initié en 1997 et à l'émergence d'un marché foncier informel au début des années 2000. Dans d'autres cas, les frères peuvent s'entendre pour se partager la propriété de façon concertée et trouver des arrangements entre résidents et migrants. Cependant, il peut y avoir des contraintes d'accès ou d'utilisation du foncier liées à l'absence d'un ou plusieurs membres du groupe familial en migration, ce qui peut bloquer les stratégies agricoles et d'investissement. Les modalités d'accès au foncier des familles de la forme étudiée s'inscrivent dans ce processus d'affaiblissement des règles de transmission par le lignage, et présentent diverses modalités d'accès à la terre.

L'essentiel des familles de cette forme familiale se situe dans la zone de la façade côtière, relativement plus favorable, mais dont le foncier est aussi davantage fractionné du fait de sa situation plus proche du chef-lieu de district, Massinga.

Les dotations initiales en terres des familles varient de 2 à 12 ha. Les mieux dotées ont hérité après leur mariage, voire ont occupé des terres adjacentes disponibles. Les autres sont des familles de réfugiés installées à Leonzoane pendant la guerre, qui se différencient par un accès limité à la terre, par occupation sur des terres disponibles ou prêtées, ou par achat.

Pour tous, les superficies cultivées sont en moyenne de 2 ha par sous-groupe familial et sont dédiées à un système pluvial de subsistance pour la sécurité alimentaire. Selon les cas, ce système est fondé sur des systèmes de cultures menés sur deux parcelles (association maïs-arachide/maïs-haricot sur l'une, et maïs ou haricot seul sur l'autre) ou sur des systèmes avec des associations de cultures plus diversifiés qui incluent du manioc, parfois du sorgho⁷.

Cela varie en fonction de la taille de l'unité familiale, mais aussi de l'âge et de la trajectoire des individus. En effet, pendant la guerre, ces familles (ou leurs parents) étaient soit des réfugiés venus de Funhalouro à Leonzoane ayant quitté leur terre, soit des réfugiés à Massinga, parfois dans une autre ville. Les pratiques culturelles ont été réduites ou non transmises (par ex. la double culture annuelle du maïs et les rotations nécessaires à la culture sur brûlis pour le repos des sols). Pour ces familles, la première et unique culture se fait en novembre-décembre au cœur de la saison des pluies. Le travail est organisé par *chicuelas* (10 m x 50 m) qui permet de déterminer les objectifs de production et les besoins de main-d'œuvre. Pour compléter ces cultures, certains ont aussi hérité d'un verger de noix de coco et/ou d'agrumes, également utilisé pour la consommation familiale et la fabrication de boisson

7. Seul 5 % de familles de l'enquête le cultivent, souvent intercalé avec le maïs et en proportion minoritaire pour limiter le travail et le pillage des oiseaux.

fermentée utilisée pendant les travaux de labour-semis. De plus, les femmes gèrent parfois un petit système d'élevage pour la consommation de la famille (poules et caprins).

Participation active à des réseaux locaux

En année de pluie normale, le système de production assure donc l'alimentation de la famille avec un petit stock pour l'année suivante. Il n'y a pas d'objectif de vente. Pour réaliser cela, ces familles recourent avant tout à la main-d'œuvre familiale pour les opérations culturales, en premier lieu des femmes et des enfants, mais aussi l'homme lorsqu'il est présent.

Grâce à un réseau social local actif, dès que nécessaire, cette main-d'œuvre familiale est appuyée par de la main-d'œuvre extérieure *via* la location de bœufs et de charrue, et de un à deux travailleurs temporaires. L'acquisition de bœufs est rare chez ces familles et elles ont au mieux une parfois deux bêtes (*via* les parents) qu'elles gèrent collectivement. Le point crucial du système de production et de la sécurité alimentaire des familles réside dans la contrainte du niveau de pluviométrie aux moments du semis et de la floraison du maïs. L'irrégularité des pluies exerce une très forte contrainte en matière d'organisation, car il faut alors semer très rapidement, ce qui provoque un pic de travail local. La forte proportion de migrants à Leonzoane et la traction encore limitée créent une forte pression sur la main-d'œuvre locale à ce moment crucial. Pour optimiser les opérations de labour-semis, ces familles ont donc recours à des pratiques d'entraide, telles que l'échange de main-d'œuvre au sein de la famille étendue (*nzima*) ou le recours à de la main-d'œuvre extérieure contre une partie de la récolte ou contre rémunération, entre voisins ou connaissances (*mafupe*). Ces réseaux d'entraide garantissent la main-d'œuvre nécessaire et minimisent les dépenses monétaires liées à l'activité agricole.

Le fonctionnement de ce réseau social et la participation à des mécanismes de coopération à Leonzoane sont en partie facilités grâce aux ressources des migrations de travail du mari. Ainsi, pour ces familles, les liens tissés par la migration et les revenus stables à travers les transferts augmentent leur engagement autour d'arrangements de coopération au sein de la localité d'origine et participent à la reproduction du système de production. Par exemple, il est courant de rémunérer la main-d'œuvre agricole ou de confier la surveillance de ses terres à la famille plus ou moins proche, ou à des voisins grâce aux revenus de la migration ou des biens difficiles à trouver localement. «Aujourd'hui, il y a une forme d'échange de services entre les personnes de la communauté et ceux qui travaillent dehors : on l'appelle le *kuvunana*... Quand une personne revient, elle peut proposer des produits ou de l'argent en échange de différents services... Elle demande de l'aide pour différentes activités : surveiller et entretenir sa maison, cultiver ses parcelles, de la construction... » (entretien de l'auteur, Leonzoane, 2009).

Un processus d'épargne fondé sur l'accès aux activités de migration et sur la circulation

Les restructurations du marché du travail sud-africain concernent les migrants économiques des zones rurales mozambicaines dans la mesure où ils répondent aux mêmes segments au sein du marché du travail que la majorité des travailleurs sud-africains sans emplois ou engagés dans le secteur informel. Le contexte de crise économique et de l'emploi, tant en Afrique du Sud qu'au Mozambique, a ainsi accru la sélectivité des migrations de travail. Ces familles ont acquis un réseau social extérieur pendant la guerre qui donne accès à un emploi stable au mari ou lui permet d'enchaîner plusieurs activités de migrations dès le début de sa vie active. Ces réseaux extérieurs sont très importants dans les décisions de départ des migrants. Ils sont également stratégiques sur le lieu d'arrivée pour loger chez des parents ou des proches en période d'inactivité et ainsi éviter le coût d'un retour à Leonzoane. Les trois quarts des migrants de cette forme familiale ont reçu un appui d'un membre de leur famille ou d'un proche pour le choix du lieu de destination et de leur employeur quand ils ont quitté Leonzoane pour la première fois.

On peut parler de « ressource circulatoire » associée à la mobilité pour gérer l'instabilité des conditions sociales et d'emploi (réduction des coûts d'hébergement, lien social, accès à l'emploi salarié, incertitude des revenus, de retour...) et ensuite pour permettre un processus d'épargne puis d'accumulation à Leonzoane. On est en présence d'un ensemble de dispositifs qui facilitent aussi bien le succès des migrations que le maintien des liens avec la zone d'origine. Cette ressource circulatoire va de pair avec la forme multilocalisée du système familial entre deux ou plusieurs lieux de l'espace national ou international. Par exemple, on observe des systèmes de complémentarité de résidence principale entre frères. « Je confie mes bœufs à mon frère qui est ici à Leonzoane, comme ça, je peux continuer à travailler en Afrique du Sud » (entretien de l'auteur, Leonzoane, 2010). En échange, les bovins sont prêtés pour les travaux agricoles.

Ainsi, en parallèle du système de production agricole géré principalement par les femmes, l'époux est engagé dans une activité de migration nationale ou internationale. Ces activités sont plus ou moins régulières, selon un statut salarié ou indépendant, et dans différents secteurs des services ou de la construction (petit commerce d'alimentation ou de produits de première nécessité, ouvriers des métiers du bâtiment...).

Leurs trajectoires de mobilité sont autant nationales qu'internationales, vers une ou plusieurs villes. Le facteur commun est la fréquence de leurs migrations : trois ou quatre au cours de la période étudiée avec des retours intermédiaires à Leonzoane. C'est dans cette forme familiale que l'on observe le plus d'interactions entre les bénéficiaires des activités de migration et les ressources au sein du système d'activités. En plus de transferts

matériels importants (tôle, ciment, parpaings, produits manufacturés et alimentaires...), les transferts monétaires vers Leonzoane, bien que relativement réduits (environ 10 % du revenu), sont réguliers et constituent un apport essentiel au fonctionnement et à la reproduction du système agricole local (complément de main-d'œuvre). De plus, en année de sécheresse, et de récolte nulle ou insuffisante, les revenus extérieurs permettent l'achat de céréales pour la soudure et de semences pour réinitier le cycle. Au cours des premières années, ces transferts permettent l'installation de la famille et couvrent ses besoins élémentaires. Puis, la stabilité des revenus permet d'entrer dans un processus d'épargne. Pour une partie, cela se fait *via* le système bancaire : les revenus de la migration permettent l'accès à un compte et plus rarement au crédit, facilitant les transferts⁸.

Dans cette phase, la migration est la source quasi exclusive de revenus. Néanmoins, en période d'inactivité du mari, les femmes s'engagent dans de petites activités leur apportant les revenus nécessaires (salariée agricole, petite vente de fruits ou boisson...).

DIVERSIFICATION EXTRA-AGRICOLE LOCALE ET MAINTIEN D'UNE AGRICULTURE POUR LA SUBSISTANCE

Dans la deuxième phase du cycle de vie, selon le niveau d'épargne atteint et les connaissances acquises à travers les expériences professionnelles de migration, le mari décide de revenir résider principalement à Leonzoane. Cette transition entre la première et la seconde phase du cycle de vie n'est pas toujours tranchée. On observe aussi des trajectoires alternant périodes de migration et de retour au village du mari, avec un début de diversification, et ce jusqu'à parvenir à consolider les activités locales avant de rester au village.

La permanence des liens avec Leonzoane durant la première période et la décision de retour, au-delà de facteurs culturels et de proximité sociale, est liée à l'importance de la terre et de l'agriculture vivrière, unique réelle sécurité pour les familles rurales dans un environnement marqué par l'instabilité des sources de revenu et l'absence de système de retraite. Le maintien de l'agriculture vivrière, combinée à des activités extra-agricoles *via* les bénéfices de la migration, va permettre de minimiser les risques d'instabilité des revenus tout en assurant la sécurité alimentaire.

Transferts de compétences et investissements extra-agricoles

Dans cette seconde étape, la migration joue encore un rôle décisif par le transfert du capital épargné et parfois le transfert de compétences (maçonnerie, charpenterie, couture, gestion de fonds de commerce...) pour développer une ou plusieurs activités localement. Le capital financier a été

8. Au regard de la faiblesse du système bancaire rural, y compris des institutions de microcrédit à Leonzoane et dans le sud du pays, peu de familles ont un compte bancaire.

constitué au cours de la phase antérieure, à travers l'épargne des revenus ou un accès au crédit soit par le système bancaire, soit par la participation à des fonds rotatifs (*xitique*).

L'épargne accumulée est ainsi investie dans l'acquisition de capital physique non agricole (matériel ou stock de marchandise pour initier un fonds de commerce, machine à coudre, investissement en terre urbaine à Massinga pour location à des particuliers...) pour initier une diversification. Cela peut aller de un à cinq emplois salariés ou indépendants, selon la nature et la complémentarité des activités, plus ou moins régulières ou saisonnières (fabrication locale de parpaings, menuisier, contremaître, photographe, épicerie...).

Priorité aux activités extra-agricoles

Du fait de la présence plus pérenne de l'homme, la division du travail au sein de l'unité familiale est alors beaucoup moins marquée entre hommes et femmes. Celles-ci contribuent aussi aux revenus et à la diversification en participant aux activités non agricoles (aide à la vente du petit commerce...). Cela reflète les changements de rapports de pouvoir et de domination chez les 20-40 ans. En effet, du fait de leur scolarisation et de trajectoires souvent urbaines, ces femmes sont insérées sur le marché du travail *via* des activités salariées ou indépendantes (agricole ou non agricole).

Durant cette période, le capital naturel n'est pas beaucoup plus exploité et le système de production est toujours maintenu au niveau nécessaire à la sécurité alimentaire de la famille. Les superficies cultivées peuvent augmenter jusqu'à 3,5 ha — selon la croissance de l'unité familiale — et 80 % d'entre eux consolident leur système de production avec un verger. Toutefois, la priorité est donnée à la mobilisation du capital humain pour stabiliser des activités extra-agricoles au détriment d'activités agricoles comme l'élevage qui supposerait de mobiliser du capital naturel et social (accès aux parcours), humain (main-d'œuvre) et financier (achat d'aliments) (figure 7.2). De ce fait, les revenus non agricoles permettent de couvrir les coûts de la location de bovins et des salariés agricoles temporaires si nécessaire.

Dans quelques cas, vers la fin de la deuxième phase de vie active, une fois la scolarisation des enfants achevée, les différentes activités permettent d'investir dans une diversification agricole locale, dans du petit bétail (caprins, porcs) ou l'extension du verger pour de la transformation et de la vente (fabrication de boissons...). Ces activités, sous la responsabilité des femmes, complètent directement la sécurité alimentaire (production) et diversifient les sources de revenus monétaires.

Les conditions de vie de ces familles restent modestes (maison en zinc-bois et citerne à eau pour certaines ou en projet), mais leurs revenus se situent au-dessus du salaire minimum national (1 700 MT/mois), avec 3 000 à 6 000 MT/mois ou 6 000 à 15 000 MT/mois selon le type et le nombre d'activités locales et s'il y a ou non un revenu de migration.

En résumé, la trajectoire de ces systèmes d'activités se déroule en deux temps, qui coïncident plus ou moins avec la première et seconde phase de leur cycle de vie. Après des activités successives dans différents emplois hors de Leonzoane, l'homme revient et, grâce à l'acquisition de compétences et d'un petit capital, il développe avec sa famille restée au village une ou plusieurs activités indépendantes extra-agricoles, en maintenant et consolidant le système de production agricole pour l'alimentation de la famille. Dans tous les cas, la production agricole reste marginale par rapport aux autres activités en termes d'allocation de main-d'œuvre et de revenus, mais elle est une composante cruciale de la sécurité alimentaire de la famille.

Cette forme de production se définit ainsi par des combinaisons relativement peu intensives en travail pour l'agriculture et en capital physique et naturel, et dont l'accumulation repose sur le capital social et humain hors agricole (figure 7.1) faisant appel à des coordinations non marchandes en lien avec la migration.

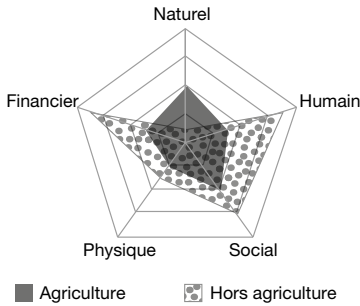


Figure 7.1. Capitaux mobilisés (2010) dans l'agriculture et hors agriculture.

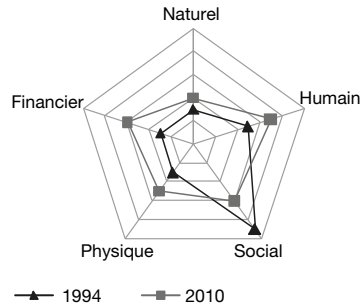


Figure 7.2. Évolution de la forme de production familiale.

Depuis le milieu des années 1990, le fonctionnement social de Leonzoane se base sur des modes de relations et d'échanges plus larges résultant d'un relatif affranchissement des règles lignagères. La forme de production familiale étudiée repose sur une pluralité d'arrangements, intra et interfamiliaux, pour gérer l'ensemble des ressources familiales et notamment l'usage des ressources tirées de la migration. Cette multiplicité des arrangements, tant pour l'accès à la migration que pour son usage dans la gestion des ressources, autour du foncier, du système de production et de la sécurité alimentaire, ou de la sphère extra-agricole (investissement), varie selon la phase du cycle de vie et les liens intergénérationnels des individus. Ces observations attestent d'un processus de redéfinition des règles de la migration avec une gamme de situations et une hybridation entre règles anciennes et nouvelles. On observe ainsi la coexistence de règles concernant les ressources du lignage et de règles en formation, concernant plutôt les ressources liées aux ajustements des systèmes d'activités, et dont l'orientation à venir sera un facteur important de la transformation de l'économie locale.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

Cette étude de cas décrit une forme d'agriculture familiale émergente du contexte post-guerre et post-apartheid de la région sud du Mozambique, et étroitement liée à l'histoire de cette zone qui a radicalement influencé ses systèmes agraires. La spécificité de cette forme familiale est la place minoritaire qu'occupe l'agriculture dans le système d'activités par rapport aux activités extra-agricoles, en termes d'allocation du facteur travail et de revenus générés, tout en étant le support indispensable et crucial pour la famille, en termes de sécurité alimentaire et pour la reproduction du système. Cette spécificité en apparence « paradoxale » vient enrichir la diversité de situations que recouvre la définition de l'agriculture familiale.

L'analyse menée ici à partir du cadre SRL révisé a apporté un éclairage supplémentaire spécifique sur l'importance de prendre en compte les interactions entre les migrations de travail et l'évolution des capitaux de la famille. Cela renvoie au besoin de porter plus d'attention aux pratiques et aux types de migrations, à la fois sur les zones rurales et urbaines, en termes de développement et de systèmes d'activités durables (de Haan, 2002).

En effet, au-delà de la région sud du Mozambique, la migration interne ou internationale est une stratégie d'une importance décisive pour des milliers de familles rurales en Afrique australe, mais cette réalité est rarement reconnue par les politiques de réduction de la pauvreté et des inégalités (Black *et al.*, 2006). Dans ce sens, le caractère répandu des formes d'agriculture familiales en partie fondées sur la pluriactivité et multilocalisées, en Afrique australe et dans différentes régions du monde (cf. Fréguin-Gresh *et al.* dans cet ouvrage), souligne l'importance sous-estimée des liens rural-urbain comme un champ à explorer pour les politiques publiques (Tacoli, 2002 ; Ellis et Harris, 2004). La forme de production familiale présentée ici pourrait constituer un groupe d'intérêt pour la formulation de mesures ciblées favorisant les effets d'entraînements sur l'économie locale, participant au développement du marché du travail local non agricole, en complémentarité avec les autres formes d'agriculture familiale de Leonzoane. La durabilité de cette forme semble dépendre à la fois de l'intégration progressive de leurs activités au secteur formel (structuration des secteurs clés et amélioration des conditions d'entrée) et de la stabilité d'une demande locale liée aux formes familiales davantage fondées sur l'agriculture locale.

AUX LIMITES DE
L'AGRICULTURE FAMILIALE,
DES FORMES PATRONALES
DE PRODUCTION ?

■ INTRODUCTION

Jean-Michel Sourisseau

Les typologies d'exploitations agricoles visent à clarifier et expliciter une réalité complexe, à donner corps et parfois une existence politique à des catégories « invisibles »¹, ou encore à révéler et peser des processus de transformation, d'un état vers un autre, d'une forme de production vers une autre. L'agriculture familiale, dont la définition ne va pas sans ambiguïté ni présupposé idéologique et technique, est ainsi souvent caractérisée par rapport à ce qu'elle n'est pas, et en référence à des typologies dont les critères témoignent justement des ambiguïtés et présupposés. Ainsi, la catégorie agriculture familiale peut être délimitée : par sa superficie, la taille de son cheptel ou son niveau de capitalisation dans des typologies se référant à la structure d'exploitation ; par son chiffre d'affaires, sa productivité ou son revenu dans des typologies se référant à la performance technico-économique ; par son statut dans des typologies se référant au droit ; par son degré de spécialisation ou de dépendance à l'amont et à l'aval des filières dans des typologies se référant à l'insertion marchande et aux objectifs de production ; par son ancrage territorial ou ses liaisons intersectorielles dans des typologies se référant au local ; par la mobilisation d'une main-d'œuvre familiale dans des typologies se référant au travail, etc.

Les autres parties du livre nous montrent qu'une fois isolée l'agriculture familiale parmi d'autres formes de production se pose toujours la question de sa diversité, qui peut faire appel à d'autres typologies et à d'autres critères plus fins de différenciation. Mais les frontières séparant les idéaux types sont aussi très intéressantes à observer, pour interroger la pertinence des typologies, mais aussi pour capter et comprendre les transformations des formes familiales de production. Le choix de caractériser l'agriculture familiale par le non-recours à du salariat permanent, ce dernier étant le marqueur d'une première dissociation entre les sphères domestique et de production (Bélières *et al.*, 2013), est fortement questionné par les trois études de cas

1. La réciproque est vraie et les typologies ont bien entendu parfois vocation à exclure ou à invisibiliser.

qui suivent. De même, les choix de développement fondés sur l'amélioration de la productivité du travail par l'intensification de la production et la « professionnalisation » des structures de production — toujours dominants dans les préconisations des institutions internationales et des pays du Sud — engagé, finalement, à substituer aux familles des entreprises pilotées par les marchés. Ces visions et la trajectoire de transformation sous-jacente à ces choix sont aussi questionnées dans leurs limites sociales et environnementales par les situations présentées. Où se situe la limite entre exploitations familiales et exploitations patronales ? Quels sont les modes de passage de l'un à l'autre et la transformation est-elle unidirectionnelle ? En quoi la mobilisation du cadre SRL permet-elle de préciser les stratégies, alors même qu'elle est critiquée par sa difficulté à appréhender les dynamiques ?

Le cas de la frontière agricole indonésienne, historiquement dominée par l'agrobusiness du palmier à huile, témoigne d'une cohabitation complexe entre industrie, agriculture familiale vivrière dès lors résiduelle et exploitation familiale de palmier. L'examen de cette dernière forme de production, qui a récemment émergé, montre qu'elle n'est bien souvent qu'une étape vers la constitution d'une exploitation patronale conservant des traits familiaux mais reposant sur du salariat permanent, voire sur la délégation partielle ou totale des opérations de production. C'est le capital financier, familialement acquis grâce au salariat, qui est déclencheur du processus, en permettant l'achat de terre et de matériel. Les formes du capital social, mais aussi plus généralement des représentations qu'ont les acteurs de l'exercice de l'agriculture, sont influencées par les figures locales du capitalisme agraire. Plus encore, les relations entretenues par ce capitalisme avec ses ouvriers et avec les exploitations indépendantes, familiales et patronales, invitent à repenser nos catégories d'analyse. Elles questionnent la capacité du cadre SRL à lire les interactions entre acteurs de la production, de l'amont et de l'aval des filières, qui sont engagés dans des relations de complémentarité et de compétition dont l'intrication explique les transformations agricoles et rurales.

Dans la vallée du Taquari, au sud du Brésil, la force de l'action collective du mouvement coopératif et de ses liens avec l'industrie alimentaire de l'État du Rio Grande do Sul a permis l'émergence et la consolidation d'une agriculture patronale extrêmement intégrée au marché, mais conservant de solides bases familiales. Cette trajectoire de modernisation s'est appuyée sur les capacités d'adaptation des structures familiales, mais est largement expliquée par les capacités d'organisation de ces mêmes structures. La construction progressive d'un capital social, concrétisée par des universités, des représentations politiques et une densité institutionnelle dans laquelle continuent de s'inscrire les exploitations, draine des politiques publiques favorables et encadre la modernisation. Mais aujourd'hui, les limites environnementales et la dépendance (financière et technique) des exploitations envers l'agro-industrie questionnent la pérennité de cet

assemblage. Un retour à plus d'autonomie et à une plus grande influence des logiques familiales, *via* l'agro-écologie ou des formes moins polluantes de diversification économique, n'est cependant pas observé, ce qui interroge sur la « dépendance au sentier » d'une modernisation institutionnellement ancrée à l'industrie.

Dans le cas de la pampa argentine, les auteurs questionnent la catégorie d'agriculture patronale et parlent d'entreprises familiales agricoles territorialisées. Ils observent le maintien d'une forme encore familiale de production qui, tout en adoptant les pratiques et techniques de l'agro-business, se démarque des pools industriels sans terre — nœuds de contrat connectés à la finance internationale — par un ancrage territorial déterminant dans leur construction stratégique. Leur filiation au *chacareros*, figure de la modernisation agricole pampéenne revendiquant la propriété foncière, les rapproche en partie des catégories actuellement promues d'agricultures familiales, notamment à travers la nature de leur capital social, leur mode de prise de décision et les stratégies mises en œuvre. Par contre, elles ont un comportement similaire au modèle de la firme en ce qui concerne leur insertion dans un modèle productif caractérisé par leurs pratiques agricoles concernant les grandes cultures, leurs orientations productives générales pour une grande part d'entre elles et une organisation du travail tertiariée, même partiellement.

En empruntant aux deux idéaux types focalisant les débats de politique agricole, ces entreprises familiales territorialisées, malgré les perspectives analytiques et de développement qu'elles portent, sont peu visibles et pèsent peu dans le paysage institutionnel argentin.

Au final, tant pour comprendre les transformations agricoles que pour penser les modèles sociotechniques susceptibles de répondre aux défis du futur, ces trois études de cas nous invitent à porter une plus grande attention aux formes patronales de production et même à repenser cette catégorie. Définies par leur recours à de la main-d'œuvre salariée et par une disjonction partielle entre l'exploitation agricole et la famille, elles se distinguent cependant des firmes par la maîtrise familiale des capitaux et leur connexion avec l'agro-industrie. Aussi diverses que les formes familiales typiques, elles portent aussi une part de l'avenir de l'agriculture familiale.

ENTRE FIRMES ET EXPLOITATIONS PATRONALES, DE PETITES PLANTATIONS FAMILIALES ÉPHÉMÈRES EN INDONÉSIE

Stéphanie Barral

Les petites plantations familiales de palmier à huile n'ont émergé en Indonésie qu'à partir des années 1970, environ soixante ans après l'introduction de cette culture dans le pays par des compagnies de plantation occidentales. C'est pourquoi comprendre cette forme d'agriculture nécessite un retour sur l'histoire des grandes plantations indonésiennes, auxquelles ce chapitre montre que les petites plantations indépendantes peuvent être intimement liées.

Le modèle de la grande plantation coloniale est importé en Asie au XIX^e siècle. Dans les Indes néerlandaises qui préfigurent l'Indonésie contemporaine, la loi agraire de 1870, qui autorise les investissements privés dans l'agriculture, est le moteur de l'expansion de grandes plantations dans la *cuulturegebeid*, bande côtière colonisée par des planteurs européens et américains au nord de l'île de Sumatra. Ce n'est qu'en 1911 que le palmier à huile est introduit dans la colonie (Pelzer, 1978) et, jusque dans les années 1970, la production d'huile de palme reste confinée à cette *cuulturegebeid*.

Le développement des grandes plantations est intimement lié à l'organisation de mouvements de travailleurs : le recours aux migrations, organisées ou non, est un invariant de ce modèle de production implanté dans des régions peu peuplées où l'accès à la main-d'œuvre est un facteur limitant. Outre les aspects démographiques, cette pratique est fondée sur la considération qu'il est plus facile d'organiser le gouvernement des hommes en les transplantant dans un environnement inconnu (Bremen, 1990).

Pendant le premier siècle de développement des grandes plantations dans le nord de Sumatra, le déplacement de centaines de milliers de Javanais a été organisé par les compagnies de plantation pour pourvoir leurs besoins en

travail. Le contrôle du travail et de la vie privée était resserré et ne laissait que peu de place aux libertés individuelles. Jusqu'en 1979, toute initiative entrepreneuriale était refusée aux familles ouvrières pour qui il était donc interdit d'investir dans une petite activité productive ou commerciale afin de compléter leur salaire. Cette année-là, une réforme du régime des retraites a entraîné un changement majeur par rapport à cela, duquel découle la forme d'agriculture familiale présentée ici : alors qu'auparavant les ouvriers en âge de la retraite étaient pris en charge par les compagnies (logement et allocation financière mensuelle), le nouveau système, fondé sur le recours à un fonds de pension, est venu bouleverser ces pratiques. Dès lors, les ouvriers à la retraite, pour se voir verser l'ensemble des cotisations accumulées pendant leur vie active, doivent quitter la maison de plantation qu'ils habitent. Ceci implique l'achat d'une parcelle de terre et la construction d'un logement, pour lesquels l'allocation retraite est insuffisante. Les carrières des ouvriers de plantation sont donc maintenant marquées par la nécessité d'épargner et d'investir en prévision de leurs vieux jours, et ce d'autant plus qu'ils doivent aussi prendre des mesures pour se constituer un revenu régulier après leur période de vie active. Ce qui apparaît ici comme un démantèlement du système des retraites marque les trajectoires des familles ouvrières d'une vie au jour le jour au développement d'une vision stratégique anticipatrice du futur (Barral, 2012).

Pour y parvenir, les aspirations des ouvriers s'orientent vers l'accès à la propriété foncière. À la manière des analyses de Robert Castel en France avant l'émergence du régime de protection sociale à visée universelle (Castel, 1995), la propriété privée est la stratégie principale de constitution d'une sécurité individuelle.

En Indonésie, la décennie des années 1970 n'est pas seulement celle de la réforme du régime des retraites. Elle est aussi marquée par la volonté politique du gouvernement en place (celui du général Suharto, 1966-1998) de renforcer économiquement le pays par le développement des exportations. En matière d'agriculture, la production d'huile de palme est privilégiée ; pendant la première décennie, ce sont des grandes plantations étatiques qui sont mises en place. Ensuite, au vu de leurs maigres performances, ce sont les compagnies privées qui les remplacent pour le développement de grandes plantations, à partir des années 1980.

La recherche de doctorat sur laquelle est fondé ce chapitre montre comment les ouvriers de ces grandes plantations, mises en place à partir des années 1980 dans des régions forestières, accèdent à la propriété foncière après quelques années de travail. Les terres ainsi mises en valeur sont principalement dédiées à la production d'huile de palme (mais aussi dans certains cas à la culture de l'hévéa) et les ouvriers agricoles deviennent *via* le salariat de petits planteurs indépendants. Cumuler salaire et revenu de la terre leur permet d'augmenter progressivement le nombre d'hectares à leur actif. Rapidement, ils contractualisent des ouvriers agricoles pour

effectuer l'ensemble des opérations techniques. Le caractère familial de ces exploitations n'est donc que ponctuel : si l'agriculture de firme permet le développement d'un front de petites plantations familiales, celles-ci revêtent après quelques années une forme patronale dont les mécanismes d'évolution sont analysés ici.

Il n'existe pas d'étude quantitative renseignant sur le poids démographique de ces petits planteurs, et la spécificité de ces exploitations, dont l'existence est limitée à quelques années, complique l'estimation de leur nombre ou des surfaces qu'elles représentent. Il est cependant possible d'effectuer un calcul approximatif du nombre d'ouvriers agricoles permanents employés dans les grandes plantations de palmier à huile en Indonésie.

Depuis les années 1980 et jusqu'à aujourd'hui encore, les surfaces de grandes plantations privées de palmier à huile ne cessent de croître, avec le soutien du gouvernement indonésien qui favorise l'accès aux terres vierges pour les compagnies. L'île de Sumatra est la principale cible dans les années 1980, associée à celle de Kalimantan à partir des années 1990 et de l'ensemble des îles couvertes de forêts à partir des années 2000 (la Papouasie, ou Irian Jaya, en étant la représentante principale). Les statistiques indonésiennes de 2012 dénombrent plus de cinq millions d'hectares de palmier à huile cultivés dans des grandes plantations (BPS, 2012). En considérant qu'une grande plantation embauche environ un ouvrier-récolteur pour dix hectares de plantations¹, il est possible d'estimer le nombre d'ouvriers agricoles permanents dans les plantations récentes de palmier en Indonésie à un demi-million de personnes.

Ce chapitre montre en deux temps comme ces ouvriers deviennent d'abord des ouvriers pluriactifs, propriétaires fonciers et planteurs indépendants, puis, dans un deuxième temps, comment les exploitations familiales se muent en exploitations patronales.

LES OUVRIERS-EXPLOITANTS DES PLANTATIONS DE PALMIER À HUILE

Les agricultures présentées ici, qu'il s'agisse des grandes plantations privées ou des formes familiales et patronales des petites plantations, sont des agricultures de front pionnier. Elles sont mises en place dans des régions où habitent des chasseurs-cueilleurs ou des populations pratiquant une agriculture itinérante sur brûlis, donc sur un précédent forestier, sur une jachère et, dans une moindre mesure, sur des terres de tourbière. Ainsi, le processus analysé s'entend au regard des principales caractéristiques des fronts pionniers : abondance des terres disponibles pour la mise en valeur agricole,

1. Ce calcul reste approximatif : il ne prend pas en compte le fait que sur l'ensemble des terres converties une partie est dédiée aux infrastructures : logements, bureaux mais aussi usines de transformation, qui elles aussi sont le lieu de travail d'ouvriers permanents.

fort degré d'attractivité de la région, flux de migration positif associé et faible mise en application des législations foncières en lien avec la présence limitée des autorités publiques localement qui permet l'accès au foncier par négociations directes avec les populations locales. La présence de firmes agricoles est le second facteur explicatif de ces agricultures.

DES SYSTÈMES DE PLURIACTIVITÉ FONDÉS SUR LA CELLULE FAMILIALE

L'unité familiale des petits planteurs indépendants est modelée par les politiques sociales et paternalistes² des firmes et apparaît fortement stéréotypée : elle comprend le père, ouvrier permanent d'une plantation, récolteur de régimes ou ouvrier d'usine, sa femme et un à trois enfants. Ils sont propriétaires d'une ou plusieurs parcelles d'une superficie inférieure ou égale à quatre hectares sur laquelle ils exploitent uniquement du palmier à huile.

La marque apposée par les compagnies sur l'organisation de la cellule familiale ouvrière est ancienne. Depuis les années 1930, les dirigeants organisent non plus la migration de jeunes travailleurs célibataires, mais celle de jeunes couples avec ou sans enfants, pour favoriser l'équilibre social dans les plantations (Stoler, 1985). Les hommes bénéficient du statut d'ouvrier permanent et perçoivent des aides en nature destinées à l'ensemble de leur famille. Cependant, les compagnies se font le relais de la politique de limitation des naissances définie et mise en place par le gouvernement dès 1968 (Blayo, 1984), en limitant les protections sociales paternalistes dont bénéficient les familles ouvrières aux trois premiers enfants. Les logements prévus pour les familles comprennent deux chambres ; la gratuité de l'éducation ou encore des soins médicaux est réservée aux trois premiers enfants ; les rations de riz qui composent le salaire sont proportionnelles à la taille de la famille dans la limite de cinq personnes. Associé à cela, les compagnies financent et hébergent des polycliniques qui facilitent l'accès à la contraception.

Les unités de production correspondent à cette échelle familiale, pour laquelle la pluriactivité est plus ou moins développée. Le niveau minimal en est le couplage simple entre salariat agricole et création et exploitation d'une plantation de palmier. Les familles ouvrières peuvent aussi s'investir dans d'autres activités économiques. Les petits commerces tenus au sein des habitations de plantation en sont la forme la plus répandue : épicerie principalement, mais aussi salon de coiffure ou de couture, stand de réparation et de nettoyage de motos, fabrication artisanale de balais à partir des feuilles de palmier ou encore location de consoles vidéo. Les femmes

2. Le terme « paternaliste » est employé ici selon une définition non normative qui caractérise la présence de protections privées, fournies par les firmes, et qui s'expriment directement dans la vie privée des ouvriers : paiement d'une partie du salaire en nature (riz), fourniture d'un logement, de soins médicaux, d'allocations pour l'éducation des enfants, de lieux de culte et de terrains de sport.

peuvent aussi travailler en tant qu'ouvrières intérimaires (payées à la journée et non au mois contrairement à leurs époux) pour compléter le revenu et faciliter l'épargne qui mène à la propriété foncière. Si la gestion de la plantation individuelle est le fait du chef de famille, l'ensemble des membres de la famille en âge de le faire est impliqué dans le fonctionnement des activités non agricoles. Par exemple, il arrive souvent de voir des enfants tenir l'épicerie familiale à la sortie du collège.

ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET EXPLOITATION DU PALMIER À HUILE

Les familles ouvrières connaissent des trajectoires d'ascension sociale forte par l'accession à la propriété foncière. Migrants ayant quitté leur village d'origine pour le travail salarié en plantation, leur objectif premier, en arrivant dans les plantations, est d'épargner pour rentrer au village après quelques années de travail, afin d'investir le fruit de leur épargne dans une activité agricole ou commerciale. Au fur et à mesure que se développe ce processus d'accès à la propriété foncière et que circule l'information à ce sujet, les nouveaux migrants arrivent avec le projet d'installation à plus long terme que les primo arrivants.

Les grandes plantations dans lesquelles les migrants sont recrutés sont situées dans des zones de forêt où vivent déjà des populations pratiquant une agriculture itinérante. Ces dernières sont généralement faiblement intégrées à l'économie de marché et à la société de consommation du pays. Les réactions de ces populations face à l'arrivée d'une plantation sont diverses : bien que les plus documentées et médiatisées soient centrées sur les conflits et négociations opposants habitants des forêts (*via* des ONG notamment) et dirigeants de plantation (voir Potter, 2008), il arrive aussi que les populations participent à l'entreprise capitaliste *via* le travail salarié permanent ou temporaire, ou encore qu'elles fuient les régions d'installation pour d'autres zones plus reculées (sources : entretiens de l'auteur). Dans ces deux cas, des échanges fonciers se mettent en place entre les populations locales et les migrants, en périphérie des plantations capitalistes.

Lors de l'enquête sur laquelle est fondée cette analyse, il est apparu que le marché foncier qui se crée alors ne présente pas la même fluidité dans toutes les régions étudiées. Dans le cas le plus prononcé, les populations locales n'avaient initialement pas conscience de la valeur marchande potentielle de leurs terres et les migrants, d'origine javanaise, étaient effrayés par les esprits des forêts. Les premiers échanges, timides, ont eu lieu sur le mode du troc ; quelques hectares contre une radio, puis contre une télé, puis contre une moto. Puis, plus tard, contre un mois de salaire. Ainsi émerge et se développe un marché foncier sur un pas de temps de deux à trois ans après l'arrivée des migrants venus travailler dans les plantations. Dans d'autres cas, les échanges ne sont pas aussi simples ; ils mettaient en évidence des situations où certains représentants de la coutume locale s'opposaient à

la cession des terres aux étrangers ou encore ne l'acceptaient que dans le cas de mariages. Ceci n'était jamais respecté *stricto sensu* et, dans toutes les situations étudiées, le processus d'accession foncière sur lequel repose cette agriculture familiale de plantation était à l'œuvre. Certains membres des communautés forestières investissent eux aussi dans des plantations de palmier à huile *via* de l'épargne salariale, mais ils sont bien moins nombreux que les migrants. Ceci tient à deux raisons : les populations locales ne sont pas nombreuses et ne sont pas socialisées au travail salarié, donc moins enclines à s'engager dans le capitalisme de plantation.

Si les échanges de terre apparaissent facilement négociables pour le lecteur européen, ceci tient au fait que les législations foncières présentent un faible degré d'application en Indonésie. La tentative éphémère de création d'un Bureau de l'utilisation du sol (BPN, Badan Pertanahan Nasional) en 1947 en vue de réguler le développement régional et les échanges fonciers sur les îles extérieures a été un échec (Durand, 1994). D'autres lois sont votées plus tard, notamment le Peraturan Dasar Pokok-Pokok Agraria de 1960 qui vise à répartir les terres entre patrimoine privé et propriété de l'État et les lois de 1996 qui définissent précisément les droits fonciers (Levang et Buyse, 2007), mais la Banque mondiale affirme l'inefficacité du gouvernement indonésien à les appliquer : dans la fin des années 1990, seuls 17 millions de titres de propriété avaient été déclarés, sur un total de 55 millions de parcelles dans le pays (Heryany et Grant, 2004). Un autre rapport de 2011 confirme cette inefficacité, précisant que le secteur foncier est l'un des plus mal géré en Indonésie, et ce notamment du fait de l'incapacité des gouvernements locaux à appliquer les mesures qui découlent de leurs fonctions (World Bank, 2011a). Les enquêtes menées dans trois plantations montrent effectivement que les échanges fonciers entre populations locales et migrants ne sont pas médiatisés par des instances régulatrices publiques ; seul le conseil de la coutume locale apparaît parfois comme un tiers intervenant dans la régulation du foncier.

La propriété foncière n'est cependant qu'une première étape dans le développement de petites plantations individuelles. L'épargne salariale des familles ouvrières est d'abord utilisée pour acheter des terres et ensuite mobilisée pour défricher les parcelles acquises, et planter des palmiers (la forme des systèmes d'épargne est analysée dans la section suivante). La ressource que sont les semences de palmier à huile est, avec le foncier, un élément central de ces systèmes. Alors que les grandes plantations ont accès à des semences issues de variétés clonales sélectionnées, les possibilités et choix des ouvriers sont autres : leur connaissance du lien entre type de semence et performances agronomiques est souvent partielle ou, quand elle ne l'est pas, leur capacité financière à acquérir des semences sélectionnées peut être un facteur limitant. En général, les ouvriers permanents sont recrutés après l'installation des plantations (qui est réalisée à l'aide d'ouvriers temporaires, souvent des locaux qui sont habitués au travail en

forêt) et n'assistent donc pas aux premières opérations de semis. En ce sens, ils n'ont généralement pas conscience que les semences ont une origine particulière. Cependant, ces aspects d'accès à la semence sont peu connus et nécessitent des recherches complémentaires.

Les opérations techniques de la culture du palmier à huile peuvent être limitées à un minimum : désherbage, récolte et livraison des régimes. Certains petits planteurs pratiquent des épandages d'engrais chimiques, bien que les premières années de production soient généralement dédiées à l'épargne en prévision d'une accumulation foncière plus importante. La connaissance des besoins de la plante étant limitée chez les ouvriers, les utilisations d'engrais sont irrégulières dans le temps, ce qui nuit à la production. Il n'existe pas de formes de mécanisation de la culture hormis l'épandage par hélicoptère qui est exclusivement le fait des grandes plantations.

Les régimes de palmier doivent être pressés rapidement après récolte (jusqu'à 48 h). Les ouvriers-planteurs livrent leur production à l'usine de la compagnie qui les emploie quand celle-ci est preneuse de régimes de moindre qualité ou à des « usines sans terre » qui appartiennent à des investisseurs spécialisés dans la première pression des régimes.

La gestion technique de la plantation relève de l'autorité du chef de famille. Sa connaissance de la culture du palmier et des réseaux de commercialisation découle de son statut de salarié permanent dans une grande plantation.

La trajectoire d'ascension sociale analysée ici concerne les ouvriers permanents, qui sont soit récolteurs soit ouvriers d'usine. L'enquête de terrain montre une grande homogénéité dans leurs parcours et une évolution des profils en fonction du temps (plus un ouvrier est recruté longtemps après la mise en place de la plantation, plus il doit épargner longtemps pour acheter de la terre). La grande ressemblance des trajectoires des premiers ouvriers s'explique par la grande homogénéité des profils des recrutés pendant les premières années de production (jeunes hommes, mariés, avec éventuellement des enfants en bas âge et dans une situation économique précaire) et par la disponibilité foncière. Ainsi, la première génération d'ouvrier accède très rapidement à la propriété foncière, alors que les ouvriers recrutés plus tard doivent épargner plus longtemps pour devenir exploitants.

STRATÉGIES D'ÉPARGNE COLLECTIVE AU SEIN DES COMMUNAUTÉS OUVRIÈRES

La pluriactivité et la disponibilité foncière ne sont pas les seuls éléments sur lesquels repose l'émergence de cette agriculture familiale. L'appartenance à une communauté ouvrière est aussi centrale dans les dynamiques observées, car elle structure l'insertion dans des réseaux d'épargne collective qui facilitent l'investissement foncier.

Le stade familial des plantations indépendantes observées ici correspond aux premières années d'épargne et d'accumulation des familles ouvrières.

Pendant cette période, l'épargne est réalisée de manière collective, alors que nous verrons dans la partie suivante comment ces pratiques collectives évoluent en pratiques individuelles dans les plantations patronales. Les stratégies économiques des ouvriers reposent ainsi sur la constitution d'organisations informelles, fondées sur un principe de réciprocité et donc non capitalistes, dont la prise en compte dans l'analyse s'avère indispensable pour comprendre l'existence d'une agriculture familiale.

L'épargne collective est principalement organisée selon des « groupements rotatifs d'épargne et de crédit » (Rocheteau et Chen, 2001), plus connus sous l'appellation générique de « tontine ». Les deux formes les plus répandues sont les groupes de *arisan* et *tarian* dont les mécanismes sont très similaires. Les activités de *tarian* et de *arisan* sont menées par les femmes et rythmées par la distribution du salaire deux fois par mois. Les femmes des ouvriers se regroupent après la paie, par groupes d'une trentaine. Elles mettent en commun une cotisation financière du montant qu'elles souhaitent. Cette cotisation peut atteindre 20 % du salaire de leurs maris et s'élève généralement à 10 % du salaire. La présidente du *tarian*, du groupe d'épargne, note le montant de la cotisation de chacune. Tour à tour, chaque femme remporte l'ensemble des cotisations. Le cahier permet de savoir de combien chacune a participé, assurant ainsi la réciprocité exacte des échanges : si A a participé à l'enveloppe de B d'une cotisation de 200 000 IDR (roupies indonésiennes), B versera de même 200 000 IDR lorsque viendra le tour de A. Le roulement de ces groupes est de deux à trois ans, en fonction du nombre de personnes participant, et chaque famille reçoit l'équivalent de trois à cinq mois de salaire. Dans les premières années de développement de l'agriculture familiale en périphérie des grandes plantations, cette somme est largement suffisante pour acheter une parcelle de deux hectares, la défricher et la planter.

L'exploitation de petites plantations indépendantes apparaît donc intimement liée au statut d'ouvrier agricole du père de famille, mais aussi au rôle de la mère dans l'épargne et parfois dans la mise en œuvre d'une pluriactivité plus étendue. Le capital naturel (disponibilité du foncier), financier (épargne sur salaire) et social (insertion dans la firme et dans les systèmes d'épargne collective de la communauté ouvrière) est structurant dans les trajectoires de ces familles. Le capitalisme de plantation stimule l'émergence d'institutions non capitalistes qui conjointement sous-tendent les trajectoires des familles ouvrières. Leur analyse apparaît donc indispensable pour comprendre comment se combinent les systèmes d'activités mais aussi comment ces combinaisons évoluent. En effet, la capitalisation croissante des familles est associée à une minimisation du recours au capital social et une individualisation des pratiques d'épargne. Le passage d'une agriculture familiale à une agriculture patronale marque alors l'émergence de nouvelles stratégies des familles, illustrant comment la manière de mobiliser les capitaux articule la forme de l'exploitation agricole.

TRANSFORMATION RAPIDE DU CARACTÈRE FAMILIAL EN CARACTÈRE PATRONAL

Après quelques années de capitalisation, les ouvriers substituent une gestion par le salariat à la gestion familiale qui prévalait initialement lors de la plantation. Le nombre d'années pendant lequel la gestion familiale prime est spécifique de chaque région et grande plantation, et dépend de la dynamique de front pionnier : les montants de l'épargne salariale (qui dépendent des montants des salaires), la colonisation progressive des terres forestières et l'intensité des flux de migration qui alimentent les dynamiques pionnières déterminent les prix du foncier et du travail agricole. Dans les plantations étudiées, les ouvriers effectuent le travail pendant les trois années de non-production. Après une ou deux années de production, certains commencent à avoir recours à de la main-d'œuvre salariée ; d'autres privilégient l'épargne pour augmenter leur capital foncier. Au-delà de quatre hectares exploités, des travailleurs temporaires sont systématiquement embauchés.

L'analyse de cette évolution est ici présentée en trois points. Une première partie traite les aspects techniques et économiques sous-tendant ce phénomène. Une deuxième partie opère un lien entre les considérations économiques et le fonctionnement du marché du travail dans les fronts pionniers. Enfin, la troisième partie s'attache à caractériser les changements en termes de structuration du lien social au sein de la communauté ouvrière qui découlent de cette évolution.

LES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES AUTORISENT RAPIDEMENT UN RECOURS AU SALARIAT

Rist *et al.* (2010) montrent comment les performances économiques de la culture du palmier supplantent celles des autres alternatives qui s'offrent à un propriétaire foncier. Retenons la comparaison entre le palmier et l'hévéa qui correspond à la situation des ouvriers de plantation. La productivité de la terre est presque le double pour le palmier (2 850 contre 1 550 \$/ha par an), de même que pour la productivité du travail (48 contre 30 \$/jour de travail).

Si ces chiffres éclairent l'engouement des ouvriers pour la culture du palmier, ils nécessitent d'être complétés par d'autres données pour comprendre l'évolution observée. Contrairement à la culture de l'hévéa qui implique une présence quotidienne dans les parcelles pour les saignées, le travail dans les plantations de palmier peut être concentré sur quelques jours par mois. En effet, le palmier à huile est une culture très peu intensive en travail et l'itinéraire technique peut être réduit à un minimum : récolte et désherbage, ce qui implique environ cinq jours de travail par mois et par hectare.

De plus, la forte productivité de la terre autorise le recours à de la main-d'œuvre salariée : l'enquête montre que la rémunération salariale d'une journée de travail équivaut, dans une estimation haute, à environ 10 % de la

productivité du travail. Ceci signifie que, dans les petites plantations indépendantes patronales, sur 48 \$ créés par journée de travail, moins de 5 \$ sont alloués à la rémunération des ouvriers.

Ceci explique d'un point de vue économique l'évolution des exploitations familiales vers des formes patronales. En effet, les exploitations familiales sont très rentables et permettent rapidement de nouveaux investissements productifs. Les ouvriers, qui travaillent eux-mêmes 48 h par semaine dans une grande plantation, cherchent rapidement à se soulager de la charge de travail de leur propre plantation. Les bénéfices qu'ils dégagent de leurs plantations sont ensuite investis dans l'agrandissement de leur exploitation³, dans la mise en œuvre d'autres activités économiques (achat-vente de régimes de palmier, ouverture d'un commerce, etc.) ou encore dans le capital humain de la famille (études universitaires pour les enfants).

La possibilité de se dégager de la charge de travail dans leur plantation et donc de transformation de l'exploitation familiale en exploitation patronale renvoie à une structuration particulière du marché du travail, propre aux fronts pionniers, ainsi qu'à des changements dans l'expression du lien social au sein des communautés ouvrières.

ABONDANCE DE TRAVAILLEURS DISPONIBLES DANS UN CONTEXTE DE FRONT PIONNIER

Dans un contexte de colonisation foncière, les mouvements de migration, spontanés ou organisés, alimentent le marché du travail localement et donnent la possibilité aux ouvriers de grande plantation de contractualiser à leur tour des ouvriers pour effectuer le travail dans leur propre plantation. Il ne s'agit pas clairement d'un recours à des travailleurs permanents, parce que la charge de travail n'est souvent pas suffisante pour cela, mais plutôt des travailleurs temporaires payés à la journée. Le caractère patronal de ces exploitations ne réside donc pas dans le recours à des ouvriers permanents, mais à l'embauche régulière de travailleurs temporaires pour réaliser l'intégralité du travail au champ. On est ainsi dans un cas d'exploitation patronale sans recours à du salariat permanent, mais il y a recours structurel à une main-d'œuvre externe à la famille.

L'absence de formalisation juridique des relations de travail dans les petites entreprises ou exploitations en Indonésie a des conséquences directes sur le montant des salaires des ouvriers temporaires. Dans les fronts pionniers en voie de colonisation agricole, les besoins en main-d'œuvre augmentent régulièrement et les vagues de migrations ne sont pas toujours suffisantes pour les combler. Le déséquilibre entre l'offre et la demande en travail entraîne la valorisation des salaires comparativement au minimum provincial. De plus, dans un contexte où les compagnies créent des emplois régulièrement, les

3. Au cours de l'enquête menée auprès d'ouvriers de plantation, un des ouvriers rencontré exploitait une cinquantaine d'hectares.

petits exploitants doivent se montrer compétitifs alors qu'ils ne fournissent aucune protection en sus du salaire. Les coûts de production supplémentaires liés au salariat sont donc déterminés par le marché du travail et donc, indirectement, la possibilité d'une exploitation familiale d'évoluer vers une forme patronale aussi. Dans les exploitations familiales, le travail repose sur un capital humain particulier. Le père de famille travaille dans une grande plantation, en tire un salaire, l'investit dans une parcelle sur laquelle il effectue ensuite les opérations techniques et la récolte en constitue l'élément central. La femme de l'ouvrier joue elle aussi un rôle déterminant dans l'exploitation puisque c'est elle qui rassemble l'épargne nécessaire pour investir. Dans les exploitations patronales, le capital humain est resserré sur la figure du père de famille. Il est en charge de mobiliser des ouvriers (et cette capacité dépend de son capital social), alors que la place de l'épargne décroît, ainsi que le rôle de la femme dans la gestion de l'exploitation.

Si le marché du travail est un facteur explicatif de la formation des salaires et du développement du salariat dans les petites exploitations, les relations de travail ne sont cependant pas entièrement marchandisées. Les embauches se font *via* des réseaux de connaissance et de solidarité, notamment au sein de la communauté ouvrière. Ceci entraîne des changements importants dans sa structuration.

RECOMPOSITION DU LIEN SOCIAL VERS UN INDIVIDUALISME CROISSANT

Dans les grandes plantations, les ouvriers ne sont pas tous recrutés en même temps et les familles connaissent des trajectoires d'accumulation qui diffèrent les unes aux autres. Dans les plantations se côtoient des ouvriers possédant une dizaine d'hectares et une voiture personnelle, et d'autres n'ayant encore d'autre source de revenu que leur salaire de récolteur. L'homogénéité sociale caractérisant la phase initiale de constitution de la communauté ouvrière, lors des premiers temps de mise en place d'une plantation, fait progressivement place à une différenciation économique des revenus des familles et donc à une hétérogénéité économique. Cette grande disparité de patrimoine a des conséquences sur la structuration du tissu social. Des recompositions de l'ordre social se font à partir de cela.

Après quelques années d'épargne réalisée sous forme collective et suite à l'augmentation de leur revenu résultant de leurs premiers investissements, les pratiques d'épargne des ouvriers changent. L'épargne collective est relayée voire supplantée par des pratiques plus individuelles : les familles ouvrières épargnent *via* le système bancaire ou *via* la coopérative d'épargne et de crédit des compagnies quand elles en possèdent une. Des groupes d'épargne collective subsistent, mais ils sont alors redéfinis autour de groupes de familles ouvrières au patrimoine équivalent.

L'entraide devient limitée et les services sont progressivement marchandisés. L'hétérogénéité économique entraîne une hétérogénéité sociale qui

se structure autour de nouvelles relations sociales. Alors, les familles au patrimoine foncier plus important recrutent les ouvriers dont le niveau d'accumulation est plus limité, pour qu'ils viennent effectuer le travail dans leur plantation pendant les heures libres. Pour les nouveaux migrants travaillant pour une compagnie, l'intérêt que présente cette double activité est le suivant : ils bénéficient d'un statut d'ouvrier et ils augmentent leurs revenus par une seconde activité rémunératrice. Ainsi ils peuvent épargner et acquérir du foncier plus rapidement.

CONCLUSION

Le cas des ouvriers de plantation présenté ici permet d'opérer un lien entre agriculture de firme, agriculture familiale et agriculture patronale dans une dimension de complémentarité. De l'agriculture de firme émerge une agriculture familiale qui rapidement adopte un fonctionnement patronal. Ce fonctionnement patronal participe ensuite lui aussi à l'émergence de l'agriculture familiale. La figure 8.1 schématise l'organisation spatiale de ce modèle de développement de l'agriculture.

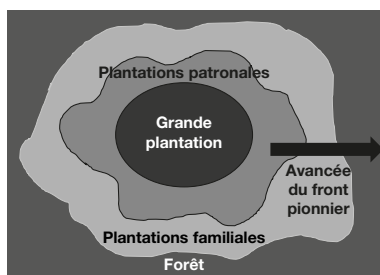


Figure 8.1. Schéma de front pionnier.

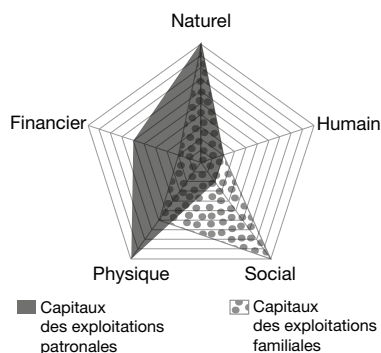


Figure 8.2. Capitaux des exploitations familiales et patronales.

Les capitaux sur lesquels reposent ces systèmes sont majoritairement des capitaux naturels (accessibilité du foncier) et social (recours au groupe social pour épargner puis pour réaliser le travail). La question de leur durabilité se pose essentiellement selon deux points. D'une part, l'équilibre de ce système repose sur la disposition d'une rente-forêt. La consommation de la ressource va nécessairement entraîner des changements majeurs dans l'expression de la sécurité économique des familles et, par voie de conséquence, dans celle du rapport de force engagé avec les dirigeants des compagnies de plantation. L'équilibre du système repose aussi sur l'existence d'une « armée de réserve », c'est-à-dire d'une main-d'œuvre pauvre disposée à migrer pour participer à l'économie de la grande et/ou petite plantation. D'autre part,

l'analyse montre que les fronts pionniers sur lesquels sont mises en place des grandes plantations sont essentiellement mis en valeur par la culture du palmier à huile. La durabilité économique et environnementale, et par voie de conséquence sociale, relevant de la monoculture est donc une question dont la pertinence n'est plus à argumenter.

Le cadre méthodologique des *Sustainable Rural Livelihood* permet ici une analyse des trajectoires des familles ouvrières dans les grandes plantations de palmier à huile en Indonésie selon un ensemble de dimensions (sociale, économique, politique, technique) qui en illustre la complexité et l'évolution dans le temps. Si le lien entre économie domestique et unité de production est bien présent dans le cadre, le lien entre économie domestique et autres formes de production mérite d'être appuyé : le cas traité ici montre bien comment les salaires et les revenus de la terre des ouvriers dépendent des compagnies de plantation (montant des salaires, achat de la production des petits planteurs) qui sont un relais des prix de l'huile de palme sur les marchés internationaux. En d'autres termes, parce que la mobilisation de ce cadre impose une réflexion à la fois sur les institutions, les systèmes d'activités, les stratégies et les capitaux qui les sous-tendent, il permet de développer des réflexions qui conjuguent le micro-niveau des stratégies, le méso-niveau des institutions locales telles qu'ici le marché de la terre et le marché du travail, et enfin le macro-niveau des régulations étatiques (voire supra-étatiques). La question du capital « temps » semble cependant moins établie que celle des autres capitaux. L'exemple du front pionnier est parlant pour cela, en ce sens que la date d'arrivée des familles est déterminante puisqu'elles intègrent alors un environnement défini par un prix du foncier, un niveau de terres à coloniser etc. et que cela change progressivement. Si deux migrants arrivant à quelques années d'écart vont connaître les mêmes trajectoires, celles-ci n'auront certainement pas le même rythme d'exécution, sans que le cadre SLR ne propose les outils pour le mettre explicitement en avant.

La représentation graphique de l'évolution des différents capitaux (figure 8.2) montre un déplacement vers une plus grande diversité et une répartition plus large. Ceci ne doit cependant pas masquer les questionnements sur la durabilité des systèmes d'exploitation : si chaque exploitation renforce progressivement son assise financière, l'ensemble du bassin de production est marqué par la monoculture de palmier, ce qui lui confère une vulnérabilité d'un point de vue biologique et économique.

L'AGRICULTURE FAMILIALE AU BRÉSIL, MODERNISÉE ET INTÉGRÉE

Osmar Tomaz de Souza, Philippe Bonnal,
Leonardo Beroldt, Renata Menasche

La vallée du Taquari est une région localisée dans le centre-est de l'État de Rio Grande do Sul. Elle se caractérise, entre autres choses, par l'importance sociale, économique et territoriale de son agriculture familiale. Celle-ci, aux caractéristiques très particulières, puise son origine dans les migrations allemande et italienne de la fin du XIX^e siècle. La référence à la migration fondatrice de cette forme d'agriculture est omniprésente, à tel point que celle-ci est communément désignée, dans l'État du Rio Grande do Sul, par l'expression « agriculture coloniale » afin de rappeler qu'elle résulte des pratiques agricoles et des organisations socio-économiques de production mises en place par les colons européens dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Mais, alors qu'elle était très diversifiée à son origine, l'agriculture coloniale de la vallée du Taquari est devenue une agriculture spécialisée, intensive, fortement structurée par un mouvement coopératif puissant et profondément intégrée aux industries alimentaires régionales. Le processus de modernisation et d'intégration agro-industrielle de la forme originelle de cette agriculture a largement été induit par les politiques agricoles, d'abord dans les années 1970 et 1980 qui ont promu la spécialisation de la production agricole, la mécanisation, la transformation des itinéraires techniques et l'intégration agro-industrielle des producteurs, puis celle des années 1990, avec le Pronaf (programme national de renforcement de l'agriculture familiale) dont les crédits ont permis d'actualiser les équipements, de renforcer la spécialisation et d'accroître la productivité du sol et des équipements. Mais si les politiques publiques ont fourni les moyens financiers de la mutation de cette forme d'agriculture, les véritables opérateurs de sa transformation sont les coopératives et les industries alimentaires régionales.

Les exploitations de la vallée du Taquari se différencient en fonction du degré de conservation de certaines caractéristiques de l'agriculture coloniale

originelle et des modalités d'intégration avec l'agro-industrie. Là encore, cette différenciation résulte largement de l'action des coopératives et des agro-industries dans leurs stratégies de modernisation des exploitations et de contractualisation sélective de la production. En effet, dans l'optique de renforcer la capacité concurrentielle de la production régionale, la stratégie des coopératives et des agro-industries a été fondée essentiellement sur le renforcement de la professionnalisation des producteurs et la spécialisation croissante de la production, ce que les agriculteurs ont réalisé de façon plus ou moins approfondie.

Sur le plan économique, l'impact des choix stratégiques des coopératives est largement positif puisque l'économie de la vallée a été fortement dynamisée. De fait, la vallée est devenue la première région de l'État en matière de production de viande de porc et la seconde en ce qui concerne la viande de poulet. Par contre, sur le plan environnemental, le bilan est moins favorable en raison de la multiplication des problèmes de pollution des sols et des eaux par les effluents d'élevage.

L'objet de ce chapitre est de souligner les implications de la modernisation et de l'intégration des exploitations familiales de la région sur la structure et le fonctionnement des unités familiales des éleveurs de porcs ou de volailles. Il s'agit plus particulièrement de s'intéresser aux processus de sélection et d'exclusion des agriculteurs liés aux stratégies des coopératives et des agro-industries, les implications des nouvelles normes techniques imposées par le processus d'intégration, l'autonomie (ou le manque d'autonomie) des agriculteurs dans leurs relations avec les coopératives et agro-industries, les impacts de la nouvelle répartition du travail dans l'organisation familiale.

Les réflexions présentées ici s'appuient sur un travail bibliographique et le recours aux bases de données officielles, mais aussi sur les résultats de trois projets de recherche réalisés dans la région au cours de la dernière décennie¹.

VALLÉE DU TAQUARI : CONTEXTE HISTORIQUE, SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Rio Grande do Sul est l'État le plus méridional du Brésil, au sein duquel sont généralement distinguées la moitié sud et la moitié nord. Dans la moitié sud, au relief relativement plat, les grandes exploitations patronales

1. Ces projets de recherche sont : (i) le projet « Recherche et actions de divulgation sur la multifonctionnalité de l'agriculture familiale et le développement territorial au Brésil », coordonné par Renato Maluf et Maria José Carneiro du CPDA/UFRRJ ; (ii) le projet « De la multifonctionnalité de l'agriculture à la table : habitudes alimentaires et production d'autoconsommation, identité et stratégies de reproduction sociale des familles agricoles », coordonné par Renata Menasche (Ufpel, PGDR/UFRRJ) ; et (iii) le projet ANR « La production de politiques de développement agricole durable dans leurs contextes : construction de compromis institutionnels et ajustements temporels entre le global et le local » (Propocid), coordonné par Philippe Bonnal (ART-Dev, Cirad) et Renato Maluf (CPDA/UFRRJ).

d'élevage extensif ou de riz irrigué occupent la plus grande partie du foncier. Dans la moitié nord, au relief montagneux, c'est l'agriculture familiale qui domine avec des systèmes de culture diversifiés : maïs, soja, lait, porcs, volailles, etc. La vallée du Taquari se localise dans la moitié nord; elle est aussi une division administrative formant un des 28 conseils régionaux de développement (*Corede*) qui partitionnent l'État. Ces conseils ont été constitués dans les années 1990 à des fins d'aménagement du territoire et d'élaboration du budget de l'État. Le Conseil de développement régional de la vallée du Taquari (Codevat) se compose de 36 municipes², représentant un espace de 4821 km². La population totale de la région, majoritairement d'origine allemande et italienne, était de 329 258 habitants en 2010³. La population agricole, de 85 740 habitants, représente 26,2 % de la population totale. Mais, dans 21 des 36 municipes, elle représente plus de 50 % de la population totale. L'espérance de vie est de 74 ans. Le bon indice de développement humain (0,801) témoigne du relatif bien-être de la population de la région, notamment grâce au bon niveau de l'éducation (indice 0,877) (Beroldt, 2010). Selon les données de la Fondation d'économie et de statistiques du Rio Grande do Sul (FEE), le taux d'analphabétisme de la population de 15 ans était, en 2010, de 4,06 %, alors que la moyenne de l'État, au cours de la même année, était de 4,53 %. En 2009, l'indice de développement socio-économique (Idese) régional était de 0,744, classant la région à la 15^e place parmi les 28 régions. Dans cet indice, ce sont les composantes éducation (0,879) et santé (0,872) qui sont les meilleures, et c'est la composante « assainissement et logement » qui est la plus faible (0,438) (FEE, 2009).

Selon la fiche socio-économique de la région rédigée par l'Université communautaire de la vallée du Taquari (Univates), la vallée comporte 25 698 exploitations agricoles, d'une surface moyenne de 13,53 ha. L'élevage génère 14,37 % de la valeur ajoutée brute (VAB) régionale, contre 10,52 % pour l'ensemble de l'État. Le produit intérieur brut (PIB) régional a été, en 2010, de 7,8 milliards de réals, soit 2,79 % du PIB de l'État. Au cours de la même année, le PIB par habitant a atteint 23 915 réals (26 142 pour l'ensemble de l'État). Les exportations totales de la région ont été de 412,1 millions de dollars, soit 2,68 % du total des exportations du Rio Grande Do Sul (Univates, 2011).

L'Université communautaire de la Vallée du Taquari souligne l'importance de l'agriculture dans la chaîne de valeur de l'économie régionale : « En fournissant des matières premières à l'industrie de transformation,

2. Le municipe est l'échelle de gouvernance locale du système fédéral brésilien composé de trois niveaux : nation, État, municipe. Il s'apparente à la commune française par son caractère local, mais s'en différencie de par le système électoral et le niveau de responsabilité. En effet, le municipe, à l'instar des deux autres niveaux, est doté de responsabilités propres en matière de pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif.

3. IBGE, Institut brésilien de géographie et de statistique, 2011. Censo Demográfico 2010. www.ibge.gov.br

les activités agricoles participent au développement de différents secteurs économiques de la région, au-delà de la valeur générée par les producteurs agricoles et leurs familles, liés au commerce de détail, transports, énergie électrique et communications » (Univates, 2011).

Les principales productions agricoles de la région sont : volailles et œufs, porcs, lait, maïs, soja, tabac et l'herbe à maté. Mais c'est la production de porcs qui caractérise l'agriculture régionale. Il y a quelques décennies, la vallée du Taquari était connue comme étant la « capitale de l'or blanc » (i.e. du saindoux). De fait, la production de saindoux a été à l'origine de l'activité actuelle d'élevage de porcs orientée désormais vers la production de viande.

À l'origine, la région était occupée par des Indiens Guarani et des *caboclo*⁴. Au XVIII^e siècle, la couronne portugaise a décidé de peupler la région par des Portugais puis, ultérieurement, par des colons venant des Açores afin de bloquer l'avancée des Espagnols venant du sud. À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, la colonisation s'est renforcée avec l'arrivée d'immigrés, d'abord d'origine allemande puis d'origine italienne, motivés par les perspectives d'acquisition foncière ouvertes par la « loi de la terre » de 1850 qui a tenté de structurer un marché foncier. Au cours de cette période, la colonisation a été confiée à des sociétés privées qui vendaient et finançaient l'achat des lots de terre aux immigrés. Ce processus a poussé les Indiens et les *caboclos* à rechercher des terres disponibles dans d'autres régions. Les Allemands se sont installés principalement dans les fonds de la vallée des fleuves Jacuí et Taquari, tandis que les Italiens, arrivés plus tardivement, ont dû se contenter des zones de piémont et des zones montagneuses du nord de la région (Beroldt, 2010).

Cette colonisation, fondée sur l'immigration européenne récente, a marqué profondément l'agriculture régionale. La majorité des immigrés, qu'ils soient agriculteurs ou non, possédaient des compétences artisanales et ont développé, dès le début, une production familiale commerciale, destinée à assurer la couverture de leurs besoins financiers liés à leur installation, et notamment leurs dettes foncières. Par ailleurs, la forte tradition coopérative des immigrés, notamment des Allemands — organisés en communautés de manière à assurer leurs besoins en matière d'éducation, de culture ou de loisir — a aussi constitué un facteur important dans la conformation du réseau actuel de coopératives agricoles dont le rôle dans l'économie régionale est prépondérant.

Le tissu institutionnel de la vallée du Taquari est très dense. Il est composé d'abord par les coopératives de production qui assument également des activités d'encadrement technique des agriculteurs, de fourniture d'intrants et de matériel agricole, de transformation agro-industrielle et de commercialisation. Les deux principales coopératives de production de la région sont la Cosuel

4. Selon Renk (2009), dans l'État du Rio Grande do Sul, le terme *caboclo* est relativement vague. Il désignerait toute personne d'origine diverse (esclave fugitif, métis, etc.) se différenciant des migrants d'origine allemande, italienne ou polonaise.

(Coopérative de producteurs de porcs d'Encantado Ltda) qui compte 2845 coopérateurs et la Coopérative Languiru Ltda, qui compte 4205 coopérateurs (données 2008) (Souza *et al.*, 2009). Toutes deux possèdent une forte insertion régionale. Elles ont été des acteurs essentiels de la transformation de l'agriculture familiale et continuent d'imprimer la dynamique économique de la région. Mises à part ces deux coopératives, les sociétés et coopératives agissantes de la région sont nombreuses : BR Foods, Doux Frangosul, Coopérative Aube, Nicolini, Lativida, Laticínios Bom Gosto et Rasip. Une puissante coopérative de crédit — la Sicredi — offre aux coopérateurs de nombreux produits financiers et diverses formules d'assurance agricole, en lien étroit avec les coopératives de production. La région dispose également d'une agence de bassin : le comité de gestion du bassin des rios Taquari-Antas (CBH des rios Taquari-Antas) chargée de la gestion des ressources hydrographiques du bassin-versant et de l'application de la législation environnementale et notamment de l'habilitation des projets agricoles et d'élevage. Malgré le fait qu'il existe localement une antenne de l'Université de l'État (l'Université de l'État du Rio Grande do Sul, UERGS), la région dispose également d'une université communautaire, de statut privé, qui fonctionne comme une unité de formation des responsables professionnels, politiques et administratifs de la région. Elle correspond enfin, comme signalé antérieurement, à une unité de planification régionale qui travaille en étroite relation avec les coopératives, les agro-industries et l'université communautaire.

L'AGRICULTURE FAMILIALE DE LA VALLÉE DU TAQUARI : CAPITAUX ET RELATIONS SOCIO-ÉCONOMIQUES

CARACTÉRISATION DES CATÉGORIES DE CAPITAL DES EXPLOITATIONS FAMILIALES

L'agriculture familiale qui prédomine dans la vallée du Taquari est hétérogène. La production d'exportation (volailles et porcs) coexiste avec une production diversifiée proche du système colonial originel. Par ailleurs, l'agriculture peut être intégrée ou non. Une distinction est également faite entre l'agriculture du bas Taquari (sur les reliefs doucement vallonnés de la bordure du fleuve Taquari) et l'agriculture du haut Taquari (au relief plus marqué).

De façon simplifiée, il est possible de distinguer trois types d'exploitations familiales dans la vallée du Taquari :

- une agriculture présentant certaines caractéristiques héritées de l'ancien système colonial (traction animale, travail manuel) générant de modestes revenus monétaires (liés généralement à la production laitière) et une production significative d'autoconsommation. Ce système concerne généralement une population âgée, exploitant un foncier limité souvent non mécanisable ;

- une agriculture associant une production intensive et intégrée (porc ou volailles) et des cultures et des pratiques relevant de l'ancien système colonial ;
- une agriculture familiale consolidée, de plus grande taille économique, spécialisée dans la production végétale (maïs, soja), localisée à proximité du fleuve Taquari, ou dans la production laitière ou de porcs et de volailles dans les pentes de la vallée.

Au-delà de ces caractéristiques générales, il est possible de préciser certains éléments relatifs aux « capitaux » des exploitations.

Capital naturel

La surface moyenne des exploitations agricoles de la vallée du Taquari est relativement réduite (13,53 ha) et le mode de faire-valoir direct domine. En effet, 79 % des producteurs sont propriétaires de la totalité du foncier qu'ils exploitent, 9 % sont propriétaires d'une partie du foncier exploité, 8 % sont locataires et 2 % sont métayers. Le reste des exploitants (2 %) se répartit entre salariés et occupants de terres. Parmi les propriétaires possédant la totalité du foncier exploité, les activités productives les plus communes sont la production de lait de vache (présente dans 54 % des exploitations), le maïs (40,5 %), le tabac (24,5 %), la production porcine (24 %), la production de bois (22,7 %) et la production de volailles (20,1 %). Dans les autres catégories, les productions se répartissent comme suit : lait de vache (35,1 % des exploitations), maïs (27,3 %), tabac (20,8 %), porcs (19,5 %), production de bois (18,8 %) et volailles (14,3 %) (Univates, 2005).

Les exploitations situées dans les collines comportent un système de culture et d'élevage semblable à ceux préexistants à la modernisation agricole des années 1970 (Beroldt *et al.*, 2007). Dans le fond de vallée, la fertilité du sol et les possibilités de mécanisation ont facilité l'augmentation de la production de maïs (destinée plus spécialement à l'ensilage) et par voie de conséquence l'augmentation de l'activité d'élevage bovin et porcin.

Bien que des terres fertiles existent aussi bien dans les collines que dans le fond de la vallée, les sols de la vallée sont plus profonds et présentent une meilleure fertilité naturelle que ceux des pentes. Mais les « terres noires » des fonds de la vallée, si elles possèdent une grande capacité de rétention en eau, ne peuvent pratiquement pas être utilisées durant l'hiver. Les « terres rouges », situées également dans la vallée, sont, elles, plus aptes à la mécanisation. Dans la zone de colline, la profondeur des sols ne dépasse guère 30 cm. Ils sont généralement pierreux et très sensibles à l'érosion.

Les terres des marges de Rio Taquari (zone de la vallée) sont inondées tous les deux à quatre ans, tandis que les terres de piémont ne sont submergées que lors des grandes inondations, ce qui arrive tous les vingt ou trente ans (Beroldt *et al.*, 2007). Si la fréquence réduite des grandes inondations ne permet pas un amendement organique efficace du sol, les canaux

secondaires, aménagés le long du fleuve, améliorent un peu la situation en permettant une certaine répartition des éléments organiques et minéraux charriés par le ruissellement.

Le climat favorable aux activités agricoles et la haute fertilité des sols permettent la réalisation de trois cycles de culture par an : au printemps, en été et en hiver.

Capital physique

L'insertion des exploitations dans les relations contractuelles avec l'agro-industrie et la définition de normes de production par les pouvoirs publics et les coopératives se sont traduites par la mise en place d'une infrastructure spécialisée et l'acquisition de matériel au sein des exploitations. Cela concerne les bâtiments d'élevage pour les productions de porcs et de volailles et les équipements en matière de transfert et réfrigération du lait pour les éleveurs de bovin-lait. Par ailleurs, l'équipement des foyers ruraux en éléments de confort a largement rattrapé celui des foyers urbains. Ainsi, l'énergie électrique est présente dans tous les foyers, la télévision dans 98 % d'entre eux, le téléphone dans 90 %.

Pourtant, moins du tiers des exploitations possède un tracteur. Même dans les exploitations spécialisées, la part du travail manuel reste importante, notamment pour la manipulation des déjections animales.

Capital humain

Dans la première moitié du xx^e siècle, les familles d'agriculteurs étaient nombreuses, comptant communément jusqu'à 10 ou 12 enfants (Beroldt *et al.*, 2007). Néanmoins, cette situation a changé au cours du xx^e siècle. Dans les années 1950, le nombre moyen d'enfants par famille avait déjà diminué à 6,2 ; il était autour de 2 dans les années 2000, selon les données du recensement démographique de l'IBGE. En milieu rural, la réduction de la taille des familles est donc généralisée (Beroldt *et al.*, 2007 ; Zanetti et Menasche, 2007 ; Menasche et Schmitz, 2007).

Concernant l'âge des exploitants (propriétaires de l'ensemble du foncier exploité), 54,8 % des propriétaires ont 51 ans et plus ; seulement 13,5 % ont moins de 40 ans. Parmi les autres (non propriétaires), les chefs d'exploitation sont en général plus jeunes : 33,8 % de ceux-ci ont moins de 40 ans et 30,4 % ont plus de 51 ans.

Plus de 80 % des exploitants sont des hommes ; 64,8 % des enfants résidant sont des garçons et 35,2 % des filles.

En matière d'éducation, 83 % des exploitants propriétaires (de l'ensemble du foncier exploité) ont initié mais n'ont pas terminé le cycle fondamental de 9 ans⁵, alors que 8,3 % l'ont achevé. Parmi les non-propriétaires, ces

5. Le cycle fondamental correspond à l'école primaire et au collège, en France. Il se termine par un niveau équivalent à la fin de la troisième, en France.

données sont respectivement de 76 % et de 13,6 %. L'analphabétisme est limité : 2,2 % des exploitants propriétaires sont dans cette situation et 5,8 % des non-propriétaires.

Capital social

Le capital social des agriculteurs, notamment ceux des systèmes intégrés, est particulièrement significatif compte tenu de la place du système coopératif dans la région et du contact étroit établi entre le producteur et sa coopérative. En effet, 48,1 % des producteurs propriétaires adhèrent à une coopérative et 49,9 % bénéficient d'un contrat agro-industriel. Ces pourcentages tombent respectivement à 23,4 % et 42,9 % pour les non-propriétaires.

La syndicalisation des agriculteurs est encore plus importante, puisque 64,7 % des propriétaires sont affiliés à un syndicat, contre 37 % des non-propriétaires.

Mais pour certains agriculteurs familiaux, le capital social est encore plus important compte tenu de leur insertion dans les organes de représentation des nombreuses institutions qui structurent l'agriculture de la région, que ce soit dans le domaine universitaire, de la planification régionale, du crédit, des coopératives, des syndicats, de l'agence de bassin ou encore du pouvoir municipal.

Capital financier

Le crédit agricole est un mécanisme financier très répandu dans la vallée. Qu'il provienne du système coopératif (Sicredi) ou du système public (Pronaf), le crédit agricole concerne l'ensemble des producteurs spécialisés de la vallée. Il est inhérent au processus de modernisation.

Par ailleurs, les retraités constituent 37 % des propriétaires et 14,1 % des non-propriétaires. À noter que l'attribution automatique de la retraite lorsque le producteur atteint l'âge d'attribution — 60 ans pour les hommes ou 55 ans pour les femmes — n'implique pas, comme c'est le cas en France, l'abandon de l'activité agricole. De ce fait, la retraite s'additionne aux revenus du ménage sans changement notable du niveau d'activité.

L'EXPLOITATION AGRICOLE, LES SYSTÈMES DE PRODUCTION ET LES RELATIONS AU MARCHÉ

Au-delà des transformations induites par le processus de modernisation de l'agriculture brésilienne de la seconde moitié du xx^e siècle, l'agriculture régionale a su préserver sa forme familiale de production.

Le coopérativisme a joué un rôle historique significatif dans le processus de mise en cohérence des exploitations agricoles avec les changements de l'économie nationale et leurs propres stratégies commerciales. Ce sont elles qui ont défini les normes, les règles et les modèles de production à mettre en œuvre par leurs adhérents.

Elles ont été les intermédiaires entre les politiques agricoles nationales de modernisation des années 1970-1980 et les agricultures familiales régionales. Le cas de l'élevage de porcs est particulièrement illustratif de ce rôle d'intermédiation. La production de porcs était pratiquée essentiellement pour le marché du saindoux qui a longtemps été la production commercialement la plus importante de la région. Dans les années 1950, l'avancée de l'huile de soja, qui a remplacé progressivement la graisse d'origine animale, et la chute consécutive du prix du saindoux ont induit un changement de l'orientation productive de la région : la production de viande de porc s'est progressivement substituée à celle de saindoux.

Les coopératives ont été responsables de la diffusion de nouvelles techniques culturales et d'élevage ainsi que de la mise en place de nouvelles races dans une logique de spécialisation de la production et d'augmentation de la productivité. Dans les années 1970 et 1980, les coopératives qui avaient jusqu'alors des activités diversifiées se sont spécialisées, notamment en porcin et bovin-lait. Cette stratégie a d'une part permis de répondre aux exigences d'un marché de plus en plus concurrentiel et, d'autre part, a stimulé la spécialisation de l'élevage. Cette mutation a eu plusieurs conséquences, les plus importantes étant : l'exigence croissante en matière de professionnalisation des agriculteurs, la mise en place d'un processus de sélection des producteurs par l'agro-industrie dans le cadre de contrat de production et l'émergence d'un problème environnemental provoqué par l'excédent des effluents d'élevage.

Avec la modification de la structure de production de la vallée, les relations de travail entre les agriculteurs, l'industrie et leurs liens au marché ont également évolué (Souza *et al.*, 2009). L'association maïs-soja n'étant plus adaptée, elle a été substituée progressivement par la culture pure et mécanisée du maïs et du soja en rotation. L'extension de la mécanisation dans le fond de la vallée a été rapide et a eu un impact significatif sur le prix de la terre, alors que les terres non mécanisables des pentes ont été dévalorisées. Ainsi, le prix d'un hectare de terre de fond de vallée a pu valoir jusqu'à dix fois celui de la zone de pente (Beroldt *et al.*, 2007).

LA TRANSFORMATION DU SYSTÈME D'EXPLOITATION FAMILIAL

Au cours du temps, le système colonial s'est profondément transformé, que ce soit en réponse à la transformation globale de la société ou en raison du processus d'intégration agro-industrielle dont il a fait l'objet.

La réduction de l'assise foncière

La grande taille des familles, jusque dans la première moitié du xx^e siècle, a conduit au fractionnement des exploitations par le jeu de l'héritage. La taille moyenne des exploitations de la vallée du Taquari a ainsi diminué de 25 à une dizaine d'hectares du début du siècle jusqu'aux années 1970.

Le contrôle des relations de travail et des connaissances techniques par l'agro-industrie

Les relations de production et de travail qui s'établissent dans la vallée à partir de la spécialisation et de l'intégration agro-industrielle sont très différentes de celles qui prévalaient historiquement. L'intégration agro-industrielle a exigé notamment que le producteur, et indirectement l'ensemble des actifs familiaux, travaillent en étroite collaboration avec l'industrie. La production diversifiée qui visait en premier lieu à assurer les besoins de consommation de la famille et à dégager un surplus monétaire a dès lors été substituée par une production spécialisée destinée prioritairement au marché. Aussi bien l'autonomie que l'indépendance de l'agriculteur s'en sont trouvées affectées puisque la majeure partie des décisions concernant la production est désormais exogène à l'exploitation. L'agriculteur se limite à les exécuter, en application du contrat. Le producteur bénéficie désormais d'une garantie sur la vente de sa production et l'obtention d'un revenu monétaire, mais au prix d'une perte d'autonomie, d'une simplification de son système de production et de l'abandon d'une bonne partie de son savoir-faire ancestral. Hartwig et Vendramini (2008) soulignent que « outre la perte d'autonomie, la monoculture, qui répond aux besoins du capital, pousse l'agriculteur à s'endetter et soumet tous les membres de la famille à un travail intense et à des journées de travail allongées au cours de certaines périodes ». Dans ces conditions, la tradition d'apprentissage transmise de père en fils perd de l'importance, étant substituée en partie par le conseil technique de l'agro-industrie qui coordonne et régit le travail de l'activité.

De fait, l'intégration a modifié l'intensité du travail des actifs familiaux. Les anciens systèmes d'élevage de la vallée du Taquari mobilisaient des races locales qui exigeaient peu de travail. Les animaux étaient élevés en plein air, du sevrage jusqu'à l'âge de six mois. Durant cette période, la majeure partie de l'alimentation des animaux était prélevée directement là où ils séjournaient. Ce n'étaient qu'au cours de la phase d'engraissement que les animaux étaient confinés dans la porcherie et que l'alimentation était distribuée (Terhorst et Schmitz, 2007).

La simplification des régimes alimentaires des animaux et des membres de la famille

Wagner *et al.* (2007) relèvent les changements que l'intégration de l'élevage de porcs et de volailles et la modernisation ont induit sur le fonctionnement de l'unité de production et de consommation familiale. Ils indiquent que ces changements ont été déterminants dans l'abandon des habitudes alimentaires et de la diversité des activités de production. Dans l'activité d'élevage, au-delà de l'interdiction d'élever d'autres volailles et de recourir aux races locales, l'alimentation des animaux est désormais contrôlée.

L'utilisation des aliments produits sur l'exploitation est désormais interdite, seuls doivent être utilisés des concentrés industriels⁶.

L'adoption de variétés hybrides à forts rendements a contribué aussi à réduire la diversité des productions de l'exploitation. Wagner *et al.* (*ibid*) soulignent que les agriculteurs de la vallée mentionnent le « manque de temps » comme un facteur central de la diminution de la diversité et l'abandon de certaines pratiques et habitudes. Ce manque de temps serait une conséquence de la réduction de la quantité de main-d'œuvre familiale liée à la diminution de la taille des familles, évoquée antérieurement, et à l'exode rural.

Le renforcement des mobilités touche de façon inégale les familles

La vallée du Taquari fait l'objet d'une augmentation de la mobilité des membres des familles rurales depuis les années 1980. Cette mobilité prend plusieurs formes : migrations longues et définitives dans des régions distantes, migrations de la campagne vers la ville, mobilités quotidiennes.

La migration définitive est le plus souvent liée au processus d'héritage. Le fractionnement de la propriété familiale ou la préférence donnée à l'aîné de la fratrie ont induit les autres héritiers à rechercher de nouvelles terres, sur la frontière agricole, principalement dans les États de Santa Catarina, Paraná et Mato Grosso do Sud, où le faible prix du foncier leur a parfois permis d'accumuler d'importantes propriétés.

Les populations rurales situées sur les flancs de la vallée ont été davantage concernées par l'exode rural que celles du fond de vallée, compte tenu de la mise en concurrence des agriculteurs par l'agro-industrie. Les revenus de l'exploitation étaient devenus insuffisants pour entretenir une famille nombreuse et acquérir les intrants nécessaires. Par ailleurs, de plus en plus de personnes estimaient que le travail au champ était exténuant au regard du travail en milieu urbain alors en pleine expansion et qui attirait de plus en plus les jeunes ruraux. Il n'était pas rare que beaucoup de fils et de filles d'agriculteurs (parfois même des familles entières) choisissent de partir en ville (Beroldt *et al.*, 2007). Ce processus a eu des implications aussi bien sur la disponibilité de main-d'œuvre agricole que sur la transmission des exploitations agricoles.

L'exode rural et la mobilité des membres de la famille n'ont pas conduit à la désertification de la région, notamment en raison de l'importance de la mobilité des actifs ruraux liée à la pluriactivité. En effet, de nombreux actifs

6. Mais face à cette interdiction, Menache et Schmitz (2007) ont observé la pratique courante parmi les exploitants sous contrat avec l'agro-industrie d'élever des volailles et des porcs destinés à l'autoconsommation à l'insu de l'industrie, dans des bâtiments cachés ou localisés chez un voisin. Ces éleveurs se refusent à consommer les animaux engraisés selon les directives de l'industrie et préfèrent recourir aux techniques et aliments du bétail traditionnels pour produire les animaux destinés à l'autoconsommation.

ruraux continuent de vivre et de travailler en milieu rural et cela d'autant plus facilement que la campagne est irriguée d'un vaste réseau de petites villes, facilitant l'accès aux services publics, et que le réseau routier est de bonne qualité.

La pluriactivité a été rendue possible par la disponibilité du travail au sein même des industries agroalimentaires et dans les unités manufacturières de fabrication de chaussures dans la région. Ellen Woortmann (2007) souligne que « les colons consacraient une partie de la force de travail familiale, en général des garçons, durant le week-end à des activités non agricoles telles que des prestations de garçon de restaurant ou de serveur dans les clubs de loisir. D'autres activités liées à des entreprises proches de fabrication de chaussure ou de bonneterie étaient réalisées à la maison, par les membres de la famille et étaient payées à la pièce. » Selon l'auteure, la pluriactivité était bien acceptée dans les colonies, parce qu'elle pouvait être combinée au travail des femmes à la ferme et permettait d'augmenter le revenu familial.

Gaviria et Pezzi (2007) précisent que le départ des jeunes de la vallée du Taquari répondait souvent à une recherche d'autonomie vis-à-vis de l'unité de production familiale grâce à l'obtention de revenu individuel. Le travail en milieu urbain présentait plus de possibilité de mobilité sociale. L'obtention d'un revenu individuel constitue le facteur de transition « entre la dépendance et l'indépendance financière des enfants vis-à-vis des parents » (*Ibid.*). Le travail cesse d'être perçu comme une activité au caractère strictement familial pour devenir une question individuelle. À travers lui, les jeunes acquièrent de l'autonomie dans la prise de décisions sur la trajectoire de leurs vies personnelles et professionnelles » (*Ibid.*). Ces auteurs observent également que de nombreux jeunes adultes qui possèdent un emploi en milieu urbain continuaient d'habiter dans le domicile familial à la campagne du fait que leur salaire ne permettait pas de payer leur loyer et leur alimentation. Par ailleurs, le fait que de nombreux emplois urbains exigent des diplômes académiques ou professionnels exclut de fait les jeunes ruraux qui en sont dépourvus et les cantonne aux salaires les plus bas.

La migration des jeunes ne se réalise pas sans conflits, puisque les garçons sont théoriquement censés poursuivre les activités de leurs parents. Par contre, les filles semblent plus déterminées dans leurs projets de départ. Beaucoup d'entre elles éprouvent une réelle insatisfaction quant à leur rôle, à leur position sociale et à la subordination de leur fonction dans les activités productives de l'unité familiale. Leur départ pour la ville, l'accès à l'éducation et l'insertion dans le marché de travail urbain leur ouvre la possibilité de l'ascension sociale que le milieu rural leur interdit. Aussi la migration des filles de la vallée du Taquari est-elle bien plus importante que celle des garçons.

Une certaine volonté de préserver le patrimoine familial

Mais, même en désirant quitter le milieu de leur enfance, les jeunes maintiennent une identification culturelle avec la campagne et l'agriculture. C'est

le mode de vie à la campagne qui est le principal élément de liaison. La qualité de vie et d'alimentation, la tranquillité et l'autonomie (être « propriétaire ») sont mises en avant comme étant les facteurs centraux qui justifient la préservation du patrimoine familial et qui sont évoqués pour justifier leur refus de vendre l'exploitation familiale. Ce désir de maintenir l'intégrité de l'exploitation en tant que patrimoine familial est exprimé par des jeunes des deux sexes. Ainsi, même s'ils jugent le travail en milieu rural pénible et mal rémunéré, les jeunes sont unanimes pour ne pas souhaiter la vente de l'exploitation agricole familiale et reconnaître l'existence d'une identité rurale (Menasche et Schmitz, 2007).

Une évolution de la structure du revenu familial et du système d'activité

La retraite agricole assure désormais un revenu monétaire minimum à la famille, en permettant de réduire le niveau d'exigence de maintien de l'activité productive au sein de l'exploitation familiale. En d'autres termes, la diminution de la production peut être partiellement compensée par le revenu de la retraite. Souvent, on observe que la production agricole perd de son importance au sein de l'exploitation familiale, puisque le revenu monétaire global se compose du revenu du travail non agricole et/ou des retraites. Cela entraîne, par exemple, l'abandon de diverses productions traditionnelles et une réduction de la diversité du système de production.

Lorsque les éléments cités précédemment se combinent, la main-d'œuvre disponible se consacre en priorité aux productions commerciales les plus rentables, ce qui est le cas de l'élevage et des cultures mécanisées. Bien que les systèmes d'élevage intégrés de porcs ou de volailles aient de fortes exigences en main-d'œuvre et qu'ils absorbent la main-d'œuvre de systèmes de production en crise, ils ne sont pas suffisants pour garantir la permanence des jeunes en milieu rural. Par ailleurs, les structures de production (porcheries) ont augmenté de taille et la production se concentre de plus en plus pour faciliter la collecte et le transport des animaux vers les abattoirs industriels. Cela a généré, dans la vallée, un processus d'exclusion d'agriculteurs du système d'intégration.

Une relation avec l'environnement mal maîtrisée

La déprise agricole différenciée et l'intensification des systèmes de production ont des effets environnementaux contradictoires.

D'un côté, la diminution de la disponibilité de main-d'œuvre dans les exploitations a eu *in fine* un impact favorable dans le domaine environnemental. De fait, la pénurie de bras a fait que de nombreuses familles ont arrêté de cultiver les zones considérées comme les plus difficiles, notamment celles situées sur les versants les plus abrupts de la vallée. On observe ainsi une recrudescence de la forêt naturelle, notamment dans les secteurs situés en haut des pentes. Mais, dans certains cas, la reconstitution de la couverture

forestière se fait avec des espèces exotiques, telles que l'eucalyptus, ce qui limite l'intérêt écologique.

D'un autre côté, la multiplication des élevages intensifs dans les petites propriétés, la réduction des forêts galeries protégeant les cours d'eau ont généré des problèmes de pollution du sol et des eaux. On estime que les ressources hydriques d'au moins la moitié des municipes de la région sont polluées malgré la régulation imposée par l'agence de bassin (la CBH des rios Taquari-Antas) dans l'usage du sol et l'existence d'une législation environnementale contraignante obligeant les agriculteurs à habilitier, selon des critères environnementaux, leurs projets de développement agricole. Pour beaucoup d'observateurs, cette pollution constitue l'un des principaux défis de la région en matière de développement, car elle menace à la fois les activités économiques (agricoles et industrielles, notamment) et le bien-être de l'ensemble de la population rurale et urbaine.

CONCLUSION

La transformation des exploitations agricoles, sous l'effet de l'action des coopératives et des agro-industries, a eu des répercussions sur le lien entre les membres de la famille, provoquant dans les cas extrêmes une émigration d'une partie des actifs familiaux. Mais cette situation est loin d'être la plus fréquente. Dans de nombreux cas, le lien familial reste établi, même si les activités des actifs familiaux se sont diversifiées par le jeu de la pluriactivité.

La transformation de l'agriculture familiale traditionnelle de la vallée — l'agriculture coloniale — qui s'est réalisée par la spécialisation et l'intégration industrielle, orchestrée par les coopératives agricoles, s'exprime par une modification assez profonde de l'architecture des capitaux des exploitations familiales. Le capital naturel s'est parfois accru du fait de la moindre pression anthropique et la reforestation, mais il s'est souvent dégradé sous l'effet des pollutions d'élevage. Le capital physique, pour les exploitations qui n'ont pas disparu du fait du processus migratoire, s'est accru de par les investissements dans des bâtiments d'élevage spécialisé et la mécanisation. Le capital humain a perdu en ce qui concerne la taille des familles et la composition familiale (départs des filles plus nombreux que ceux des garçons) et de la disponibilité d'actifs familiaux, mais il a certainement gagné sur le plan de l'éducation, de la santé et, de façon générale, sur le niveau de bien-être des membres de la famille. Le capital social enfin s'est accru de par la multiplication des connexions institutionnelles du producteur et des membres de la famille, mais au prix d'une certaine perte d'autonomie dans la prise de décision.

La mise en évidence des problèmes récents des agriculteurs — spécialisation excessive des systèmes de production, concentration immodérée de la production, exclusion de producteurs, perte d'autonomie du chef d'exploitation, aggravation des problèmes environnementaux — pourrait militer

pour une plus grande prise en compte des idées concernant la conversion productive (agroécologique, écologique, etc.) et du développement durable dans les politiques publiques de la région. Mais cela ne s'est pas produit. Au contraire, la région se montre relativement imperméable à de telles idées. Malgré le fait que des acteurs régionaux importants (comités, associations, coopératives, syndicats, etc.) expriment leurs critiques, il n'y a pas de véritables changements permettant d'améliorer les politiques régionales de développement agricole. On n'observe pas l'émergence de politiques de conversion productive visant à appuyer des productions moins polluantes et la diversification des activités. Bien qu'il existe un mouvement de construction de la problématique environnementale régionale et de débats autour des défis de l'élevage régional, cela n'a pas encore donné lieu à des actions pratiques ou des instruments concrets de politique publique.

Les questions relatives à l'offre de main-d'œuvre, aux conditions de travail et de succession dans l'agriculture familiale, restent en suspens. Des politiques nationales comme le Pronaf ont cherché à renforcer des lignes spécifiques pour les jeunes agriculteurs, les femmes agricultrices et ouvrir d'autres lignes susceptibles de stimuler la diversification et l'élargissement des possibilités de travail dans l'exploitation familiale (sylviculture, activités agro-industrielles, tourisme rural, artisanat). Mais force est de constater que la pénétration régionale de ces mesures est encore tout à fait balbutiante.

La persistance et la rigidité relative du modèle agro-industriel propre à la région laisse peu de chance à des changements dans le profil de la production régionale. À l'instar des problèmes environnementaux, les problèmes de succession dans l'agriculture familiale régionale constituent un sujet récurrent dans le discours des acteurs institutionnels. Mais il n'y a pas de volonté réelle de construire des politiques capables d'infléchir le cours actuel des choses.

ENTREPRISES FAMILIALES AGRICOLES, TERRITOIRES ET POLITIQUES EN ARGENTINE

Sophie Chaxel, Roberto Cittadini, Pierre Gasselin,
Christophe Albaladejo

Depuis le renforcement des politiques néolibérales et l'introduction des semences transgéniques dans les années 1990, le secteur productif argentin est en proie à une apparente bipolarisation. D'un côté se développe un modèle d'agriculture de firme. Une forme archétypique de ce type d'agriculture en Argentine est celle de l'« entrepreneur sans terre » (Hernandez, 2007) louant des milliers d'hectares dans le pays (et parfois même dans les pays limitrophes) suivant des logiques capitalistes de production de *commodities*, fortement financiarisées et faiblement territorialisées. Ces entrepreneurs, à tort confondus avec les *pools* de semis, forment des sociétés rapprochant des investisseurs de capitaux, parfois non agricoles voire non ruraux, des ingénieurs agronomes et des entrepreneurs de travaux agricoles. Tout comme les *pools*, leur ancrage territorial résiduel repose sur des stratégies de dispersion du risque climatique par une distribution des espaces de cultures ou encore sur les connaissances agronomiques et les réseaux sociaux des prestataires de services. En plus d'avoir adopté les technologies de pointe, ces entrepreneurs jouent un rôle proactif dans leur diffusion et leur promotion, ce qui les conduit à s'autodésigner avec emphase « pasteurs de la connaissance » (*ibid.*). Ils tissent ainsi des liens avec les grandes firmes qui fournissent intrants et matériels agricoles (Monsanto entre autres) et avec la recherche (Goulet et Grosso, 2013). Ces effigies de l'agrobusiness sont bien représentées par une association créée en 1989 : l'Aapresid (Association argentine de producteurs de semis direct) qui impulse le nouveau modèle technologique et en défend ses valeurs. La région pampéenne, à propos de laquelle nous centrons notre étude, est la région la plus emblématique de ce modèle émergent d'agriculture.

D'un autre côté se construit et s'institutionnalise une catégorie socio-politique désignée par le vocable d'« agriculture familiale ». Elle renvoie à des formes de production ancrées localement dans le territoire et mettant en

avant un mode de vie et de production inscrit dans le paradigme du développement durable (Gisclard et Allaire, 2012). Cette nouvelle catégorie émane d'un espace de débat et de concertation dénommé Forum national de l'agriculture familiale (Fonaf) regroupant plus de 900 organisations rurales du pays. Pour donner les moyens à l'État de mener à terme une politique différenciée, un inventaire des exploitations familiales a été mis en place visant à référencer à partir d'une définition très englobante tous les « agriculteurs familiaux » du pays (inventaire dénommé « Registre national de l'agriculture familiale », Renaf). Comme l'hétérogénéité des situations rend difficile le recours aux statistiques, le Fonaf s'appuie sur la connaissance du terrain de ses organisations membres pour y inscrire les producteurs. Dans la pratique, les critères retenus sont l'orientation de la production (marché local), le lieu et mode de vie ou encore le niveau de capitalisation. Ces critères tendent à exclure les producteurs de céréales et oléagineux, productions dominantes dans la région pampéenne.

Cette lecture duale de la réalité agraire argentine ne permet pas de représenter la diversité et la complexité du secteur productif pampéen. Albaladejo (2008) a ainsi mis en évidence une lacune dans la caractérisation sociopolitique des acteurs de l'agriculture pampéenne. Il s'agit de l'agriculteur familial autonome et capitalisé qui a été la base sociale de la modernisation des années 1960-1980 et qui reste numériquement important dans l'organisation productive et les territoires ruraux pampéens. L'expression « producteur silencieux » (*Ibid.*) souligne l'absence de représentation sociale et de discours de ces agriculteurs, mais aussi un certain oubli dans les travaux académiques et dans les dispositifs d'accompagnement. Dans l'hypothèse d'Albaladejo, ces exploitations ne sont pas des reliques de la modernisation agricole, mais prennent de nouvelles formes et logiques à l'aune des évolutions de contexte.

Reprenant cette direction de recherche, nous souhaitons, par ce travail¹, caractériser ces producteurs. De par leur présence et leurs activités dans les territoires et les espaces professionnels locaux, nous les qualifierons d'« entreprises familiales agricoles territorialisées » (Efat). L'analyse de leur trajectoire historique nous permettra de comprendre comment ces producteurs se sont transformés au fil des époques pour perdurer dans le secteur productif. Nous mettrons notamment l'accent sur les ruptures et continuités de leur caractère familial. Par ailleurs, la mise en relief de leur rôle et de leur poids relatif dans les territoires ruraux pampéens nous conduira à questionner leur caractère « silencieux ».

MATÉRIEL ET MÉTHODE

Ce travail combine trois séquences méthodologiques, correspondant à trois approches et diverses sources de données complémentaires.

1. Ce travail a bénéficié d'une aide de l'Agence nationale de la recherche et de l'Agence inter-instituts de recherche pour le développement (AIRD) dans le cadre du programme Systerra, portant la référence ANR-09-STRA-04.

Une analyse historique a été réalisée à partir des travaux académiques portant sur les modèles de développement économique et les transformations de l'organisation sociale de la production dans l'agriculture pampéenne. Elle a permis de caractériser et d'interpréter les origines de cette forme d'agriculture et de périodiser ses transformations successives.

Cette analyse « macro » de l'histoire sociale a été ensuite confrontée à une lecture compréhensive des trajectoires de familles de producteurs, reconstruites à partir de récits de vie et de données d'observations (Bertaux, 1997 ; Grossetti et Bidart, 2006). Pour ce faire, nous avons principalement mobilisé les données et résultats d'une étude conduite dans le territoire de Balcarce au sud-est de la province de Buenos Aires (Chaxel *et al.*, 2011). Afin d'étayer notre argumentation, confirmer les interprétations et gagner en généralisation, nous avons complété l'analyse par des études de cas réalisées dans d'autres territoires de la région pampéenne .

Enfin, nous avons réalisé une modélisation de ces entreprises familiales agricoles territorialisées pampéennes à partir de leurs caractéristiques structurelles, c'est-à-dire en fonction de leurs dotations relatives en capitaux. Il s'agissait ainsi de permettre une comparaison avec d'autres formes d'agricultures familiales de différentes régions du monde (cf. les autres chapitres de cet ouvrage). En mobilisant la méthodologie proposée par les coordonnateurs de l'ouvrage (voir chapitre introductif), nous avons distingué cinq familles de capitaux (FAO, 2012) :

- le capital naturel : superficie totale cultivée, assolement, mode de tenure foncière (location, propriété) ;
- le capital physique : équipement agricole, têtes de bétail, système d'irrigation ;
- le capital financier : accès au crédit, montant des crédits, valeur du bétail, revenu d'activités extra-agricoles ;
- le capital humain : nature de la main-d'œuvre (familiale, salariée), taille de la famille, genre et sexe des membres de la famille, niveau d'éducation ;
- le capital social : travailleurs familiaux, salariés permanents, affiliation à des organisations de producteurs, activités externes à l'exploitation.

Chaque dotation en capital a été pondérée à dire d'experts (à savoir, nous-mêmes auteurs de cette étude) sur une échelle allant de 1 à 10, 10 correspondant à la dotation maximale disponible pour une exploitation de caractère « familial » (c'est-à-dire lorsque la famille maintient un rôle central dans les prises de décisions et le travail). Il existe dans la région pampéenne des entreprises agricoles avec des dotations en capitaux supérieures à cette échelle, mais elles renvoient à des formes d'agriculture purement entrepreneuriales. Par ailleurs, afin de mettre en lumière les transformations de l'agriculture pampéenne, nous avons réalisé une modélisation pour chaque période sociohistorique identifiée dans la première séquence méthodologique.

DES CHACAREROS DU XX^e SIÈCLE AUX ENTREPRISES FAMILIALES AGRICOLES TERRITORIALISÉES DU XXI^e SIÈCLE

Le développement de l'agriculture pampéenne et l'émergence de la figure du chacarero

Le développement agricole de la Pampa argentine débute dès la fin du XIX^e siècle quand les grandes plaines de la région deviennent une terre d'accueil pour des milliers de migrants européens. Ils ont été les acteurs d'une première « agriculturisation » (Coccaro et Maldonado, 2009). De cette période émerge une figure qui restera emblématique de la production agricole pampéenne de la première moitié du XX^e siècle : le *chacarero*. Ce terme désigne le producteur souvent immigré vivant et travaillant avec sa famille sur un lot de terre (dénommé *chacra*) loué aux grands domaines pampéens. Ces *chacareros* obtiennent par ailleurs une reconnaissance sociale et politique en fondant en 1912 la Fédération agraire argentine (FAA), organisation qui leur permet de défendre leurs droits face à l'oligarchie foncière. Ils constituent la base sociale de l'expansion des grandes cultures et le support de la modernisation du secteur agricole qui débutera dès la fin des années 1950. C'est à cette époque que se construit l'image, encore en vigueur aujourd'hui, du *chacarero* laborieux, animé par le désir de progrès ainsi que par l'espoir d'accéder à la propriété de la terre.

La figure du *chacarero* est aussi devenue une catégorie analytique et nous l'utilisons dans ce travail pour désigner une forme d'organisation sociale et technique. Plusieurs critères permettent de la caractériser (Balsa, 2007) : la nature de la main-d'œuvre, essentiellement familiale ; la capacité d'accumulation (fermes allant jusqu'à 200 ha de terre), ce qui est considérable en comparaison d'autres régions céréalières à cette époque, mais rendue possible grâce à une mécanisation précoce (Barsky et Gelman, 2001) et au faire valoir indirect.

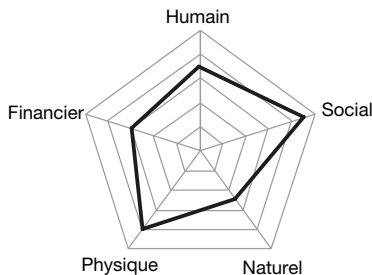


Figure 10.1. Modélisation du *chacarero* selon sa dotation relative en capitaux.

Capital humain : des familles nombreuses prédominantes avec un fort engagement des membres de la famille dans la production agricole ; ils ont une bonne maîtrise du travail agricole et des ambitions de progrès.

Néanmoins, l'accès à l'éducation est souvent limité à l'école primaire. On note un recours possible à des salariés ou à des prestataires de services pour certaines opérations agricoles (récolte notamment).

Capital social : il y a une forte disponibilité de la main-d'œuvre familiale, une forte intégration dans le territoire, une affiliation et une participation dans les entités corporatistes et syndicales (FAA) et dans les coopératives agricoles des villes.

Capital naturel : la superficie de terre travaillée est considérable en relation à la technologie disponible à cette époque (environ 200 ha). Néanmoins, le mode de tenure foncière en location freine les possibilités de capitalisation et conditionne les stratégies productives, car les *chacareros* sont soumis aux conditions et exigences imposées par les propriétaires fonciers.

Capital physique : les stratégies de capitalisation privilégient la qualité et la quantité d'équipements agricoles, ce qui permet aux familles de maximiser la quantité de terres en location.

Capital financier : on note une disponibilité de crédits limitée. Les *chacareros* n'ont pas accès aux crédits bancaires et doivent recourir aux commerçants ou aux propriétaires de la terre, ce qui génère une situation d'endettement permanent.

Politique d'accès à la terre et modernisation agricole (1940-1980)

Suite à la crise de 1929, le secteur agricole argentin est fortement affecté par la conjoncture économique qui s'accroît pendant la seconde guerre mondiale. À partir de 1937, les surfaces cultivées diminuent au profit de l'élevage. Dès le milieu des années 1930, des mesures politiques sont prises pour redynamiser le secteur agricole, notamment en facilitant l'accès à la propriété foncière. Ces politiques ont été renforcées pendant le gouvernement péroniste. Dès la fin des années 1950, l'heure est au gain de productivité. L'Inta² est créé en 1957 afin de prendre en charge la diffusion des progrès technologiques visant à augmenter les rendements. Cette politique conduit à une forte augmentation de la production de céréales et d'oléagineux de 1953 à 1984.

Sur le plan de la structure agraire, les politiques d'accès au foncier et de modernisation agricole induisent l'émergence d'une frange de producteurs combinant pour la première fois la propriété de la terre et sa mise en production. Il peut s'agir aussi bien de *chacareros* ayant eu accès à la propriété que de propriétaires qui — sous la pression des lois foncières — font le choix de cultiver eux-mêmes leurs terres avec leurs propres équipements ou en faisant appel à des prestataires de services. Cette nouvelle catégorie renforce significativement le mythe du producteur familial rural. Le modèle productif

2. L'Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria (Inta) est une institution étatique ayant une double fonction de recherche agronomique et de vulgarisation.

dominant est alors celui d'une exploitation mixte qui combine agriculture et élevage. Certains producteurs qui n'arrivent pas à accéder à la propriété ou qui le font à une petite échelle acquièrent un parc de machines qui leur permet de se spécialiser dans la prestation de services pour les propriétaires qui délèguent le travail agricole à des tiers.

Bien que ces *chacareros*, qui accèdent à la propriété ou capitalisent par l'acquisition de matériel agricole, continuent à s'identifier comme tel, ils sont décrits dans le monde académique comme des *farmers* (Archetti et Stölen, 1975), par analogie avec les *farmers* américains (Gaignard, 1979). La catégorie de *farmer* différencie ces producteurs des modèles de la paysannerie : les *farmers* pampéens accumulent du capital (terre et/ou équipement), investissent dans la technologie (ils sont en lien avec l'Inta ou avec des entreprises privées), réalisent des investissements productifs et également non « directement » productifs (dans l'éducation de leurs enfants notamment), augmentent leur échelle de production. Ils sont en ce sens les piliers de la Révolution verte en Argentine et de la « seconde agriculturisation » qui s'amorcera dès la fin des années 1960 (Balsa, 2007 ; Murmis, 1988). Ce processus de passage du *chacarero* au *farmer* (en tant que catégories analytiques) est qualifié de « voie *farmer* » (Balsa, 2007). Jusqu'aux années 1990, les *farmers* pampéens seront perçus comme les « héros » de la modernisation agricole et du monde rural pampéen. Ils quittent les campagnes pour s'installer en ville et forment une nouvelle bourgeoisie rurale.

Pour cette période, la figure 10.2 présente trois types qui dérivent de la figure du *chacarero*, chacun de ces types pouvant renvoyer à des producteurs se prévalant d'une identité de *chacarero* (en tant qu'héritiers du modèle antérieur).

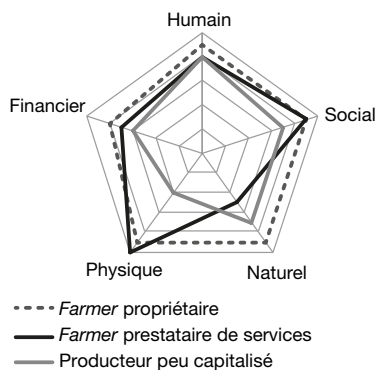


Figure 10.2. Modélisation des *farmers* pampéens en fonction de leurs dotations relatives en capitaux.

Le type « *farmer* propriétaire » dispose d'une dotation élevée et équilibrée dans les cinq familles de capitaux considérés.

Le type « *farmer* prestataire de services » se situe aux niveaux maxima de capital social et de capital physique. Néanmoins, il dispose d'un niveau de capital naturel inférieur étant donné qu'il travaille essentiellement sur des terres louées ou en métayage. Son niveau de capital humain est également inférieur, car la majorité des enfants priorise le travail agricole et ne va pas à l'université.

Perdurent des « producteurs peu capitalisés » avec un niveau de dotation inférieur aux deux autres types dans l'ensemble des capitaux considérés et notamment dans le capital physique étant donné qu'ils ne disposent pas d'équipements en propriété et doivent recourir aux services des prestataires de services agricoles ou des *farmers* propriétaires. Cette frange de producteurs sera la plus affectée par les changements techniques de la période suivante.

Émergence de l'agriculture de firme et effacement du *farmer* pampéen (années 1990)

L'introduction des semences génétiquement modifiées en 1996 conduit au développement rapide d'un nouveau paquet technique fondé sur le semis direct, les semences OGM et le recours massif aux herbicides. Ce processus s'accompagne d'une restructuration plus profonde du secteur agricole pampéen avec l'émergence d'une agriculture de firme et la disparition d'un nombre important de « producteurs peu capitalisés » de la période précédente³. Il tend à rendre invisible sur la scène nationale le « héros » du modèle de modernisation de l'époque précédente (le *farmer* pampéen), pourtant toujours actif et présent dans les territoires ruraux (Albaladejo, 2008).

L'analyse de trajectoires de familles de producteurs d'un territoire particulier (Balcarce, sud-est de la province de Buenos Aires) révèle comment des *farmers* pampéens — descendants ou héritiers des *chacareros* — se sont maintenus dans les espaces productifs dominés par le modèle de l'agribusiness. Nous avons ainsi identifié quatre types d'acteurs découlant directement de familles de *chacareros* et toujours présents dans le secteur productif pampéen (Chaxel *et al.*, 2011) :

– des rentiers agricoles qui ont fait le choix de ne pas vendre leurs terres mais d'en louer l'intégralité pour bénéficier d'une rente. Ils conservent parfois une maison à la campagne mais ne sont plus actifs, ni dans la gestion de l'exploitation, ni dans l'activité productive proprement dite. Ces derniers se consacrent à d'autres activités, pas nécessairement en lien avec le secteur agricole (commerce, artisanat, enseignement, recherche, etc.). Certains rentiers conservent néanmoins quelques hectares de terre en faire-valoir direct pour développer des productions alternatives (fromage, porc, œuf, maraîchage) destinées aussi bien à l'autoconsommation qu'à la vente sur

3. Entre 1992 et 2002, 88 000 exploitations agricoles ont disparu en Argentine (soit 25 % des exploitations au niveau national), le phénomène étant encore plus accentué dans la région pampéenne (33 %) (Obschatko *et al.*, 2006). 50 % des exploitations qui ont disparu sont celles de moins de 200 ha correspondant en région pampéenne aux *chacareros*.

le marché local. D'autres se réorientent vers des marchés de niche (élevage d'animaux de chasse, par exemple) ou mettent à profit leur capital pour diversifier leurs activités (en développant le tourisme rural, par exemple). Nous les qualifierons de « producteurs reconvertis » ;

– des entreprises familiales dont l'activité principale demeure la production agricole, mais qui ont diversifié leurs activités selon les opportunités régionales : élevage, production horticole, activités de prestation de services pour des travaux agricoles, conseil, etc. ;

– des entreprises familiales qui se sont spécialisées dans la prestation de services agricoles : les personnes s'identifient comme des prestataires de services (*contratistas*), mais peuvent parallèlement développer d'autres activités secondaires (agricoles ou non).

Ce sont ces deux dernières catégories que nous qualifions d'entreprises familiales agricoles territorialisées (Efat) et sur lesquelles nous centrons notre analyse. L'activité privilégiée (production agricole ou prestation de services agricoles) influe sur la nature des capitaux en jeu et sur les connaissances valorisées.

Ainsi, les prestataires de services privilégient le parc d'équipement au détriment du foncier et valorisent davantage les connaissances tacites (acquises dans l'expérience et/ou transmises de génération en génération) et formelles (formations proposées par les entreprises de machinisme agricole) pour actualiser leurs parcs d'équipement et se maintenir informés des nouvelles techniques (semis assisté par GPS, semis direct, etc.).

Au contraire, les entreprises qui ont conservé un volant d'activités agricoles disposent d'un capital foncier plus important (entre 200 et 1 000 ha en propriété) et associent agriculture et élevage. Les membres de ces entreprises familiales combinent des connaissances tacites (sur le travail agricole, les activités agricoles et l'élevage) et de nouvelles connaissances relevant davantage du monde de l'entreprise (connaissances sur les marchés agricoles, sur la gestion d'entreprise) ou du monde de l'agri-business (nouvelles techniques de cultures, nouvelles variétés). Ces entreprises disposent souvent de l'apport des enfants devenus professionnels (ingénieur agronome, vétérinaire, licencié en commerce et gestion d'entreprises), ce qui leur permet d'accroître leur polyvalence cognitive et de faire évoluer leurs activités.

Une étude réalisée dans le même territoire de Balcarce (Albaladejo et Arnauld de Sartre, 2012) permet de corroborer le processus de dissociation entre propriété de la terre et production agricole proprement dite : seulement 40 % des terres de ce territoire sont en faire-valoir direct ; 73 % des terres en location sont louées par des producteurs locaux (autrement dit des Efat). Quant aux *pools* de semis, ils louent seulement 27 % des terres agricoles disponibles à la location. Ces résultats confirment l'importance quantitative des Efat dans l'organisation productive et, de manière plus générale, dans un territoire pampéen tel que Balcarce.

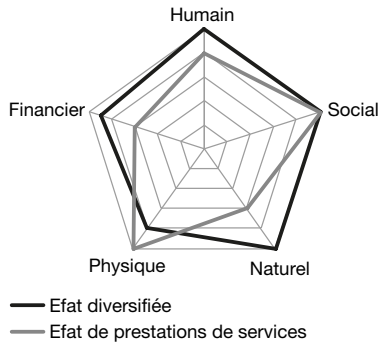


Figure 10.3. Modélisation des entreprises familiales agricoles territorialisées pampéennes en fonction de leurs dotations relatives en capitaux.

De par leur fort ancrage territorial, les deux types d'Efat comptent avec un niveau maximal de capital social (connaissance des terres et des propriétaires loueurs, des autres acteurs de l'amont, des prestataires de services ou des producteurs locaux suivant le type, etc.).

À la différence des Efat spécialisées dans la prestation de services, les entreprises familiales agricoles diversifiées comptent souvent avec des enfants ayant eu accès à des études supérieures, raison pour laquelle elles disposent d'un niveau de capital humain supérieur.

Les Efat diversifiées tendent à disposer du niveau maximum de capital naturel (terre en propriété et en location) ainsi que d'un important capital financier du fait de leur assise patrimoniale. Elles ont un bon niveau de capital physique dans le sens où elles disposent d'un parc d'équipements, mais moindre que celui des entreprises familiales spécialisées en prestation de services qui sont largement dotées en matériels modernes, puissants et coûteux.

Les Efat spécialisées dans la prestation de services disposent du niveau maximum de capital physique (investissements dans le parc d'équipements) mais leur fort endettement fait baisser leur dotation en capital financier : elles sont, dans de nombreux cas, dépendantes de *pools* de semis ou des entreprises de l'agribusiness. Leur capital naturel est relativement faible puisqu'elles ne possèdent que peu de terres en propriété.

La figure 10.4 propose une synthèse de cette lecture historique et de notre problématique. Elle met en évidence que les Efat pampéennes se distinguent de l'agriculture de firme, mais se retrouvent également hors du champ de l'agriculture familiale. En effet, la majorité des cas renvoyant à l'agriculture familiale sont des travailleurs ruraux ou des personnes issues de la ville qui se sont installées à la campagne pour développer une production orientée vers le marché local ou vers des marchés de niches. Seuls de rares cas d'anciens *chacareros* ayant développé une production alternative sur quelques hectares maintenus en faire-valoir direct se retrouvent dans ces

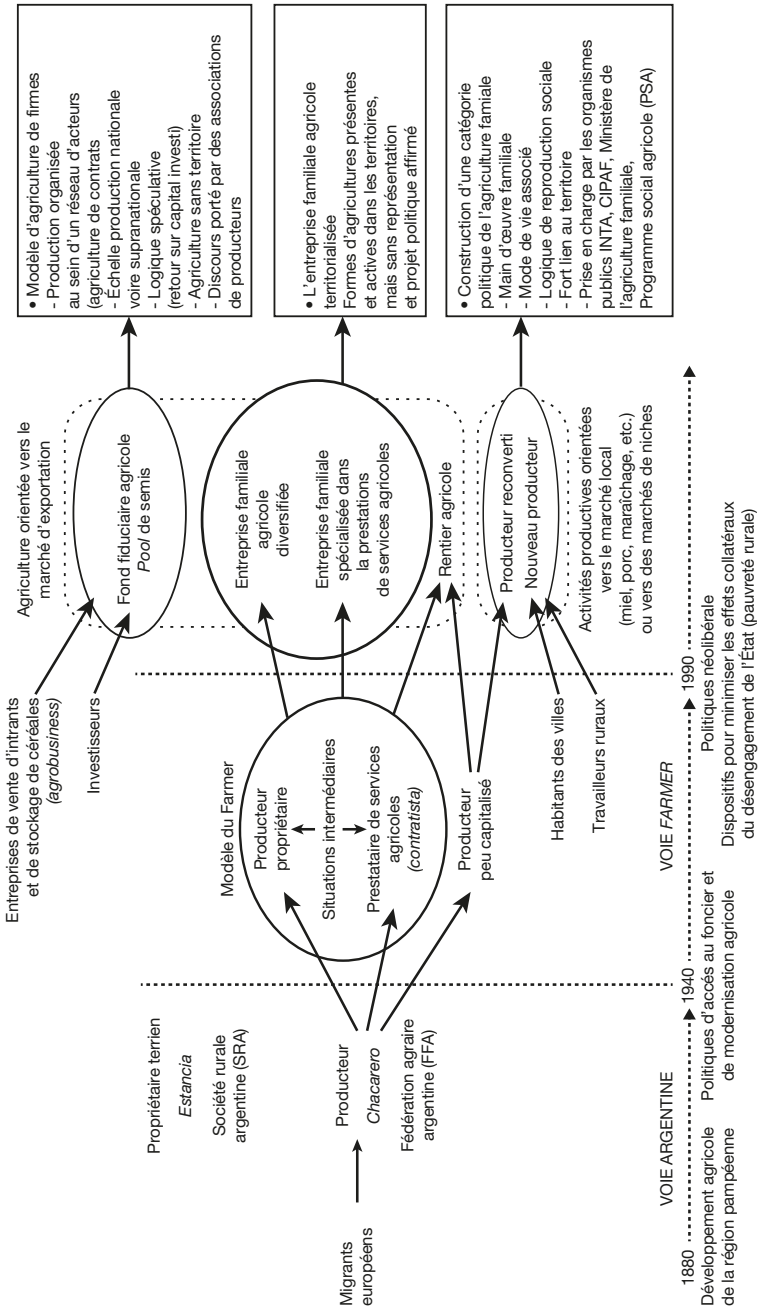


Figure 10.4. Processus de différenciation sociale de l'agriculture familiale pampéenne et positionnement de l'entreprise familiale agricole territorialisée.

réseaux. Ces familles ont en commun de recourir quasi exclusivement à la main-d'œuvre familiale et de combiner lieu de résidence et de travail. Les Efat pampéennes se retrouvent donc dans une zone d'ombre au niveau académique et politique. Dans la troisième partie de ce chapitre, nous approfondissons ce paradoxe.

LES ENTREPRISES FAMILIALES AGRICOLES TERRITORIALISÉES

Nous défendons la thèse que les Efat pampéennes empruntent à différents modèles d'agriculture bien identifiés en Argentine (agriculture familiale et agriculture de firme)⁴. Pour mieux les caractériser et les différencier, nous proposons de montrer leurs similitudes et divergences avec ces deux modèles.

En quoi les Efat pampéennes se distinguent-elles des autres agricultures ?

Les entreprises familiales agricoles se caractérisent d'abord par leur ancrage territorial : les membres de la famille investis dans l'entreprise vivent dans les bourgades autour desquelles ils exercent leurs activités aussi bien productives que de prestation de service. Leur fort pouvoir d'achat et leurs apports tributaires en font des acteurs importants de l'économie locale. Ces « notables » peuvent avoir des responsabilités et s'investir dans la vie politique locale ou associative, sans pour autant porter un discours démarqué de ceux de l'« agrobusiness » et du mouvement de l'« agriculture familiale ». Ces entreprises contribuent à la vie économique et sociale des territoires, car elles génèrent de l'emploi et constituent un pivot de l'organisation productive locale. Ces acteurs construisent localement des références dans leurs réseaux (entreprises fournisseurs d'intrants ou de machines, formations ou groupes de producteurs) et adaptent ces techniques aux spécificités de leur région. Loin d'être « invisibles » au niveau local, ils sont donc connus et reconnus par les habitants des bourgades où ils habitent.

La deuxième particularité de ces entreprises est que la gestion relève encore de logiques familiales, bien qu'elles aient opté pour des statuts juridiques d'entreprises. Le projet de l'entreprise se confond avec le projet de vie de la famille et avec le souci de professionnalisation et d'insertion professionnelle des enfants. L'analyse des trajectoires de ces familles révèle ainsi de fortes logiques de patrimonialisation et de transmission. Le nombre et le genre des enfants ainsi que leur niveau de scolarisation sont des critères pris en compte dans le choix des activités développées et dans les investissements réalisés. Les prises de décisions sont réalisées au sein

4. Nous ne mobilisons pas la catégorie d'« agriculture patronale » suggérée dans l'introduction de cet ouvrage dans la mesure où ce terme renvoie en Argentine à des formes traditionnelles, notamment paternalistes, de relations avec les employés (indépendamment de leur nombre), tandis que les Efat représentent une modernisation non pas seulement de l'outil de production mais aussi des modes de vie et des rapports sociaux et de travail.

de la famille et les anciens — même s'ils ne sont plus actifs dans le travail agricole — restent partie prenante des décisions de l'entreprise, tel que l'exprime ce jeune agronome devenu membre de l'entreprise créée par son père et son oncle : « Dans notre entreprise, les jeunes proposent mais les vieux disposent. » Les jeunes peuvent néanmoins induire des transformations notamment à travers les nouvelles techniques proposées par l'agro-business ou en impulsant un mode de production agroécologique⁵.

Une autre caractéristique des Efat est que le patrimoine familial est partiellement dissocié du capital de l'entreprise familiale. Bien que le capital de départ de l'entreprise provienne en premier lieu du patrimoine familial (terres, machines, bétail), tous les membres de la famille ne travaillent pas dans l'entreprise. De ce fait, le capital généré par les activités de l'entreprise appartient aux membres de la famille investis dans l'entreprise (en général les hommes) et non à la famille. C'est une des raisons pour lesquelles nous qualifions ces formes d'agriculture d'« entreprises familiales ». Cette particularité pose des difficultés pour garantir la pérennité de l'entreprise : en effet, si un des membres de la famille investi dans l'entreprise décède ou quitte l'entreprise, il lui revient, à lui ou à ses enfants en cas de décès, le droit de recouvrer non seulement la part de patrimoine qui lui correspond, mais également la part de capital créée au cours de la période où il a travaillé dans l'entreprise. De ce fait, les cas de séparation ou de décès peuvent mettre en péril l'équilibre économique de l'entreprise familiale. La pérennité de ces entreprises réside alors dans la composition de la famille (nombre et sexe des enfants) et la force des alliances et arrangements familiaux. Par ailleurs, ces entreprises héritent souvent d'un mode de gestion patriarcale où les femmes sont exclues de certaines décisions stratégiques : même si elles le souhaitent, il est malvenu, selon les critères de la société locale, qu'elles tentent de récupérer leur part du patrimoine si leurs frères décident de continuer à travailler ensemble. Ces questions de statut et de pérennité de l'entreprise sont des thèmes centraux discutés au sein des familles. De ce fait, même si le statut d'entreprise les rapproche de l'agriculture de firme, les logiques sous-jacentes de gestion et de transmission de l'entreprise relèvent quant à elles de logiques familiales.

Une autre caractéristique qui différencie fortement ces entreprises des acteurs de l'agriculture de firme est que le capital de l'entreprise provient majoritairement du patrimoine familial et du produit des activités de l'entreprise. *A contrario*, le capital fixe des *pools* de semis ou des firmes est très réduit et ces entreprises administrent des investissements et des prestations de services. Le capital de l'Efata (et notamment le foncier ou le bétail)

5. L'agroécologie commence à être introduite dans certaines universités d'agronomie argentines. Les jeunes agronomes réceptifs à ce nouveau paradigme sont à même d'expérimenter certaines pratiques et méthodes dans l'entreprise agricole familiale dont ils font partis. Ils sont en ce sens des vecteurs fondamentaux d'un éventuel changement de paradigme productif dans cette région.

constitue une source de sécurité pour la famille. Beaucoup déclarent par exemple conserver de la terre en propriété non seulement pour bénéficier d'une rente ou produire mais également pour avoir une sécurité en cas de « coup dur » (maladie d'un membre de la famille, par exemple). Cette caractéristique est souvent évoquée par les acteurs de l'Etat pour se différencier des *pools* de semis. Ils évoquent alors une « concurrence déloyale », car en cas de mauvaise récolte ou de blocages sur les marchés agricoles (comme c'est le cas depuis 2011 sur le marché du blé, par exemple), ces entreprises n'ont pas de porte de sortie (elles ne peuvent pas se délocaliser) et doivent avoir la capacité de surmonter cette crise. Elles mettent ainsi en place des stratégies qui les différencient des *pools* telle que la diversification des activités pour minimiser les risques climatiques ou économiques.

La dernière particularité de ces entreprises est, malgré leur orientation dominante dans les activités de production agricole ou de services, qu'elles combinent systématiquement plusieurs activités. Cette pluriactivité peut se déployer aussi bien à l'échelle de l'entreprise que de la famille. L'entreprise peut diversifier ses activités (agriculture, élevage, vente de taureaux sélectionnés, horticulture, etc.) ou de services (prestation de services pour les travaux agricoles, activités de conseil, intermédiaires pour la vente ou la location de terres). L'appartenance à plusieurs réseaux et les connaissances qu'ils ont acquises dans différents champs d'activités sont des ressources essentielles pour mener à bien leur projet de diversification. La pluriactivité s'observe également au niveau de la famille. En général, tous les membres de la famille ne se consacrent pas à l'entreprise. Les femmes en particulier exercent souvent une autre activité salariée (enseignement, vente à domicile, fonction publique, travaux de couture) et leur rôle — bien que peu mis en avant dans le discours des membres de l'entreprise — est essentiel pour le maintien de l'économie familiale et de l'économie de l'entreprise dans les moments difficiles.

Ces entreprises ont des ressources (réseaux locaux d'interconnaissance, confiance, connaissance du territoire), des logiques de fonctionnement (patrimonialisation, transmission), des stratégies (diversification, sécurisation des ressources) et des modes de prises de décisions (respect des anciens et prises de décision en lien avec le projet de la famille) qui les rapprochent de l'agriculture familiale. Par ailleurs, ce qui les distingue fortement des agricultures de firme, c'est un fort attachement à leur territoire : ces entreprises adoptent des stratégies et activent leurs ressources avec l'objectif de se maintenir dans leur territoire. L'analyse de leurs trajectoires professionnelles révèle de fortes capacités d'adaptation et une flexibilité pour ajuster leurs activités en fonction des opportunités et des contraintes perçues dans leur environnement (Chaxel *et al.*, 2013 ; Gasselin *et al.*, 2013).

Néanmoins, d'autres critères les excluent de la catégorie politique émergente de l'agriculture familiale et amènent à s'interroger sur la pérennité de ces formes d'agriculture et, au-delà, sur la durabilité des espaces ruraux pampéens.

En quoi les Efat pampéennes se rapprochent-elles des autres agricultures

La reconstruction de la trajectoire des Efat pampéennes montre que le recours à la prestation de service (ou à des salariés aussi bien temporaires que permanents) a été et reste aujourd'hui une des modalités du développement agricole de la région pampéenne (Muzlera, 2009). Ce processus de tertiarisation s'est cependant amplifié avec l'arrivée dans le secteur productif des acteurs du monde de l'agrobusiness (multinationales des intrants agrochimiques et des semences en premier lieu) et de la finance (fonds fiduciaires, fonds souverains). Ils impulsent de nouvelles formes d'organisation de la production et du travail agricole : on passe ainsi d'un « modèle intégral » où le producteur a la maîtrise de la majorité des moyens de production et réalise (ou du moins contrôle) les travaux agricoles à un « modèle en réseau » où une ségrégation s'opère entre l'entreprise agricole elle-même, les investisseurs, les entrepreneurs de travaux agricoles et les propriétaires fonciers (Bisang, 2009). Bien que les Efat ne recourent pas à des investisseurs de capitaux non agricoles et non ruraux (comme le font les firmes), elles ont intégré cette nouvelle forme d'organisation du travail. L'allocation de la main-d'œuvre diffère suivant les cas de figures : dans le cas des Efat qui ont maintenu un volant d'activités agricoles, les enfants peuvent réaliser le travail agricole ou le déléguer à des salariés ou à des prestataires de service agricoles (selon le parc d'équipement disponible). Lorsque la famille dispose de matériel agricole, il est fréquent qu'elle propose une prestation de service à d'autres producteurs. Par ailleurs, les enfants devenus professionnels (ingénieurs agronomes, vétérinaires) peuvent diversifier leurs activités en offrant leur service de conseil ou de gestion à d'autres producteurs ou à des firmes. Les Efat agricoles intègrent par ailleurs le système de faire-valoir indirect en louant des terres dans une logique d'économie d'échelle. Dans le cas des Efat spécialisées dans la prestation de services agricoles, les membres de la famille gèrent les activités de l'entreprise et réalisent le travail agricole pour le compte de producteurs ou de firmes. Ils peuvent par ailleurs faire appel à des salariés en complément de la main-d'œuvre familiale.

Enfin, les Efat sont inscrites dans des systèmes techniques de production très intensifs et dépendants de la chimie : elles ont adopté le paquet technologique (OGM, semis direct, recours massif aux herbicides) et ne semblent pas se différencier de l'agriculture de firme au niveau de leurs pratiques. Le mode de location du foncier (contrat pour une seule saison agricole sans garantie de renouvellement) les amène à avoir, pour ces terres en location, les mêmes logiques de rentabilité que les firmes (optimiser la rentabilité avec le minimum d'investissement possible), en partant du principe que les améliorations réalisées dans une parcelle louée restent dans la parcelle. Par ailleurs, cela les conduit, pour rester compétitives, à être toujours en veille sur les innovations technologiques en participant à des réseaux d'échanges et des formations. Elles sont de ce fait tout aussi dépendantes des intrants et

des grands groupes de l'agrofourmiture, et contribuent au même titre que les firmes à l'appauvrissement et à la contamination des ressources naturelles dans les territoires ruraux. C'est essentiellement pour cette raison que ces Efat tendent à se voir exclues de la catégorie de l'agriculture familiale promue par le Fonaf qui défend des modèles de production alternatifs soucieux de l'équité sociale et de la préservation des ressources naturelles.

CONCLUSION

Les entreprises familiales agricoles territorialisées (Efat) de la région pampéenne trouvent racine dans une histoire, celle des *chacareros* qui ont réussi à capitaliser en terre ou en équipements agricoles (et à se transformer en *farmers*). Elles conservent, ou héritent, de cette trajectoire un certain nombre de particularités qui les rapprochent des schémas de l'agriculture familiale et les éloignent du modèle de l'agriculture de firme. Néanmoins, elles ont intégré le discours du nouveau schéma productif intensif et financiarisé, et certaines de ses pratiques, notamment dans certains cas une organisation du travail, des connaissances et des formes de gestion. De ce fait, elles ne sont pas toutes étrangères au modèle de l'agriculture de firme.

C'est avant tout leur fort ancrage territorial qui les distingue des firmes proprement dites. De ce fait, les Efat constituent des acteurs stratégiques pour le maintien et le développement des territoires ruraux, des acteurs reconnus et visibles dans la vie économique et politique locale. Les firmes sont au contraire les grandes « invisibles » des territoires ruraux pampéens. Seul l'observateur attentif saura distinguer leur présence en repérant un logo sur une camionnette circulant dans la bourgade. Le principal paradoxe est que ces Efat ne bénéficient plus aujourd'hui d'une représentation nationale et d'un projet politique différencié de celui de l'agriculture de firme. Elles n'ont pas d'organisation propre et tendent de ce fait à être assimilées aussi bien par la recherche, la classe politique que l'opinion publique à la figure des entrepreneurs qu'incarne l'Aapresid.

Ce constat soulève de nouveaux questionnements pour la recherche, notamment la nécessité d'interpréter ce « silence » dans la sphère politique nationale. Est-ce que le discours de modernisation impulsé par les acteurs dominants de l'agribusiness a empêché l'expression d'un discours plus nuancé qui aurait pu représenter ces entreprises familiales ? Ou est-ce que ce « silence » relève d'une stratégie des mêmes entreprises familiales ?

Les Efat sont très actives dans l'économie et la vie politique locale et peuvent participer à des mouvements de protestation quand elles ne trouvent pas de solution localement. Nombreuses sont celles qui sont dans une organisation de producteurs plus formelle (FAA, Crea⁶ ou autres) ou qui

6. Groupes d'agriculteurs d'assistance et d'expérimentation technique, créés en 1957 et regroupés au sein de l'Association Argentine des Consortia Régionaux d'Expérimentation Agricole (AACREA).

se plaignent du manque de représentativité des organisations existantes. Cependant, aucune de ces organisations ne produit un discours qui les représente selon les caractéristiques que nous venons de présenter. Comment cette élite locale peut-elle ainsi s'impliquer dans un projet politique national qui la représente ? Pourquoi une catégorie si importante en nombre d'unités, en termes d'influence dans le territoire et de participation à la production n'a-t-elle pas de discours et de représentation propre ? Ces constats et interrogations conduisent à questionner le positionnement de la recherche en relation aux catégories et aux modèles généraux pour décrire la complexité des mondes agricoles. Ils invitent à penser le passé et le futur de l'agriculture pampéenne de manière différente d'une perspective duale afin de pouvoir reconnaître et faire reconnaître la diversité des acteurs qui coexistent dans les territoires ruraux.

DIVERSIFICATION
DES ACTIVITÉS
ENTRE LES STRATÉGIES
DE SURVIE
ET D'ACCUMULATION

■ INTRODUCTION

Pierre Gasselin

Depuis Tchayanov, la permanence des formes familiales d'agriculture a souvent été expliquée par les stratégies de diversification des activités, qu'elles soient salariées ou indépendantes, dans le secteur agricole ou non, rurales ou urbaines. La pluriactivité, permanente ou temporaire, s'observe dans toutes les agricultures familiales du monde, qu'il s'agisse d'accéder à un revenu de survie, de se doter d'une capacité d'investissement (agricole ou non), de pallier des états de trésorerie ou encore de disperser les risques. Les trois études présentées dans cette partie sont illustratives d'une diversité de stratégies dans lesquelles la pluriactivité s'affirme dans des bassins de production spécialisés (arachide au Sénégal, riz à Madagascar, cacao au Cameroun), fortement marqués par l'histoire coloniale puis soumis au désengagement de l'État dans le cadre des politiques libérales des années 1990.

Au Sénégal, Ibrahim Hathie et Cheikh Oumar Ba retracent l'évolution des formes et des stratégies d'agricultures du centre-nord du Bassin arachidier en les resituant dans l'histoire longue. Les sécheresses répétées des années 1970, suivies par le démantèlement des soutiens publics, fragilisent des exploitations familiales qui ne parviennent plus à couvrir les besoins alimentaires de la famille, situation qui se traduit par des migrations, l'augmentation de la pluriactivité et *in fine* par une perte d'influence des « chefs de famille » élargie. Une des originalités de l'étude est d'appliquer l'analyse des capitaux aux activités agricoles puis aux activités non agricoles. En attestant du recul relatif de l'agriculture dans les exploitations familiales, les auteurs montrent que la pluriactivité a contribué à élargir le territoire et le champ des opportunités économiques.

Dans la zone du lac Alaotra, le grenier à riz de Madagascar, Nicole Andrianirina analyse la place de la diversification des revenus dans des exploitations familiales modestes régulièrement excédentaires en production de riz. Cette capacité de commercialisation du riz se fait au détriment de l'autoconsommation en période de soudure, le riz étant alors substitué par d'autres produits. Dans un apparent paradoxe, les revenus extra-agricoles sont plus élevés dans cette catégorie d'exploitation que chez celles moins articulées aux marchés du riz. Le salariat se substitue graduellement à la

main-d'œuvre familiale et les agriculteurs les mieux dotés en terres sont ceux qui préfèrent un avenir hors de l'exploitation pour leurs enfants. Pour l'auteure, « l'efficacité de la diversification extra-agricole reste hautement liée à la prospérité régionale ».

Au Cameroun, Philippe Pédelahore étudie les stratégies et trajectoires d'accumulation en capital de trois générations de 82 planteurs de cacao (1910-2010) dans deux zones contrastées du bassin cacaoyer : l'une de colonisation récente, l'autre plus ancienne. Il met en évidence des trajectoires contrastées et périodisées où les formes familiales restent dominantes dans la zone cacaoyère ancienne tandis que les formes patronales et capitalistiques se développent dans la zone de front pionnier. L'émergence des formes patronales et capitalistiques dépend de revenus non agricoles, notamment permis par l'investissement dans la formation des enfants dont certains deviennent « hauts cadres » ou « hommes d'affaires », et qui réinvestissent dans le secteur cacaoyer une partie de leurs capitaux financiers suite à la crise économique des années 1987-1994. Mais ce « retour à la terre » n'est pas qu'un jeu d'opportunité d'investissement financier : il répond à des enjeux identitaires, patrimoniaux et de réalisation personnelle. Il n'est possible que par l'activation de réseaux socioprofessionnels ou ethniques qui permettent l'accès au foncier.

Ainsi, les trois études témoignent de situations contrastées entre des stratégies de diversification d'activités pouvant conduire à des niveaux variables d'accumulation ou au contraire permettre la survie du groupe familial. Certains processus vertueux d'accumulation économique, même modestes comme à Madagascar, conduisent à des choix de sortie de l'agriculture pour la génération suivante. Au Sénégal, la crise est invoquée pour expliquer les cessations d'activités agricoles et des migrations vers la ville. Au Cameroun, c'est la crise qui induit un réinvestissement de capitaux financiers urbains dans l'agriculture et la pluriactivité qui permet l'émergence de formes d'agriculture entrepreneuriales. Mais dans tous les cas le projet migratoire est familial.

Outre ses fonctions économiques, la pluriactivité suscite des reconfigurations des systèmes techniques en raison des contraintes d'organisation du travail et des processus d'innovation permis par les interactions entre secteurs d'activités (artisanat du fer et mécanisation agricole au Sénégal, par exemple). La pluriactivité, souvent associée à des mobilités géographiques, est aussi à l'origine de mutations sociales dans l'organisation et les relations familiales : gain d'autonomie individuelle des migrants, émancipation des femmes à Madagascar et au Sénégal, pertes d'autorité des « chefs familiaux » au Sénégal, etc.

Dans les trois cas étudiés, la pluriactivité est une réponse des agricultures familiales à la carence de politiques publiques, notamment pour réguler des variations de prix des produits et des intrants, financer des infrastructures en milieu rural, soutenir les organisations de producteurs, organiser un accompagnement technique, favoriser l'investissement, etc.

L'AGRICULTURE FAMILIALE À L'ÉPREUVE DE LA SÉCHERESSE ET DE LA LIBÉRALISATION AU SÉNÉGAL

Ibrahima Hathie, Cheikh Oumar Ba

L'agriculture a constitué pendant longtemps le socle de l'économie sénégalaise par sa contribution à la sécurité alimentaire des populations urbaines et rurales et la provision de ressources en devises, grâce notamment au dynamisme des exportations de produits arachidières. Ces dernières décennies, la contribution de l'agriculture à la formation du produit intérieur brut a progressivement diminué. Malgré tout, le secteur agricole continue de jouer un rôle primordial dans l'offre d'emplois à la population. Près de 70 % de la population active sénégalaise travaille dans l'agriculture malgré sa faible rémunération (FAOSTAT, 2013). En plus, l'agriculture a d'importants effets d'entraînement sur les autres secteurs, notamment sur les activités de transformation agro-industrielle, le transport et le commerce.

L'agriculture sénégalaise est dominée par des exploitations de type familial qui occupent environ 95 % des terres agricoles du pays. Ce type d'exploitation, de taille modeste, est marqué par une grande diversité, selon les conditions agro-écologiques et socio-économiques. À ses côtés se développe peu à peu une forme d'agriculture entrepreneuriale que l'on retrouve particulièrement dans la zone périurbaine des Niayes de Dakar, à travers des productions horticoles et d'élevage intensif. Elle est aussi présente dans le delta du fleuve Sénégal, en zone irriguée. Pour l'instant, ces entreprises agricoles emploient 1 % de la population active et contrôlent seulement 5 % des terres agricoles (DAPS, 2009).

Du fait de la prédominance des exploitations familiales dans l'agriculture sénégalaise, l'essentiel des activités de production agricole est assuré par la main-d'œuvre familiale. En fonction des zones agro-écologiques, on peut noter un recours important aux groupes d'entraide. L'utilisation d'un

personnel temporaire salarié est assez limitée (environ 6 %), tandis que le personnel permanent salarié ne représente que 2,4 % de la main-d'œuvre globale (DAPS, 2009).

Cette étude vise à décrire l'agriculture familiale dans le contexte du centre-nord du Bassin arachidier (CNBA), en utilisant le cadre *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL), et à analyser les évolutions passées et à venir du caractère familial des unités. Elle s'appuie principalement sur des données de l'étude Ruralstruc¹, conduite entre 2007 et 2009, comprenant des analyses de cas sectorielles et régionales, appuyées par des enquêtes auprès de 1 000 ménages ruraux situés dans quatre zones agro-écologiques du Sénégal (Ba *et al.*, 2009). Dans le CNBA, l'échantillon comprenait 253 ménages tirés au hasard à partir de villages préalablement choisis sur la base d'un zonage effectué par l'équipe de recherche.

Après avoir abordé l'historique du CNBA, à travers les mutations qui s'opèrent et bouleversent les modalités de fonctionnement de l'agriculture familiale, nous utiliserons le cadre d'analyse SRL pour caractériser l'agriculture familiale du CNBA, puis nous mettrons l'accent sur la nature et la forme des liens entre famille et unité de production.

TRANSFORMATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES À L'ŒUVRE DANS LE CNBA²

Pour des raisons historiques, économiques et démographiques, le Bassin arachidier a occupé une place prépondérante dans l'économie sénégalaise. Il couvre le tiers du pays et abrite environ la moitié de la population. Par sa production d'arachide et de mil, cette zone a longtemps été le principal pourvoyeur de céréales locales pour le reste du pays et la source de matières premières de l'huilerie. La péjoration du climat, les changements structurels de l'économie sénégalaise, la mondialisation et la crise arachidière ont induit de fortes mutations dans les exploitations agricoles de cette région.

Le Bassin arachidier peut être subdivisé en deux sous-zones distinctes : le centre-nord (CNBA) et le centre-sud (CSBA). Le CNBA, qui fait l'objet de la présente étude, correspond aux régions administratives de Diourbel, Louga et Thiès, et constitue un condensé des changements de l'économie rurale en général et des exploitations agricoles en particulier. Il s'étend

1. L'étude Ruralstruc, conduite dans sept pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Amérique latine, initiée par la Banque mondiale, visait à saisir les impacts de la libéralisation dans l'agriculture en mettant en exergue les transformations structurelles et les différenciations en train de s'opérer. Au Sénégal, quatre petites régions ont été sélectionnées pour cette étude : une région supposée gagnante (delta), une région perdante (haute et moyenne Casamance) et deux régions dans une situation intermédiaire (centre-nord et sud-est du bassin arachidier).

2. Cette section est essentiellement basée sur une étude menée par l'Union des groupements paysans de Mékhé (UGPM) dans le cadre de l'élaboration de son document d'orientation stratégique.

sur 14 783 km², soit 7,4 % du territoire national, et est limité au nord par la zone sylvo-pastorale, au sud et à l'est par le centre-sud du Bassin arachidier (Dione *et al.*, 2008).

La fondation du royaume du Cayor au milieu du XVI^e siècle marque l'apogée du système féodal dans la zone et contribue à amplifier les effets de la traite esclavagiste. La conquête coloniale met fin au règne des féodaux en 1886 et marque le début de la traite de l'arachide³. Afin d'atteindre ses objectifs de développement de la culture arachidière, le pouvoir colonial noue une alliance avec le pouvoir féodal. C'est ainsi que les *jaraaf* et *spahis*⁴ imposent aux paysans la production de l'arachide. Par la suite, le pouvoir religieux se rallie à cette politique arachidière par la multiplication de foyers d'apprentissage religieux (*daras*) dont la main-d'œuvre est mobilisée pour la production.

La création de la ligne du chemin de fer Dakar-Saint-Louis offre de nouvelles perspectives économiques et des débouchés au Bassin arachidier. La ville de Mékhé acquiert peu à peu le statut de comptoir commercial et voit l'installation de libano-syriens, véritables traitants⁵, qui joueront un rôle clé dans la collecte de la production d'arachide. Dès 1930, ils instaurent un système de crédits d'équipements et de consommation, remboursables sur les récoltes à venir. Ce système établit des rapports de dépendance entre le paysan et le « traitant », crée de nouvelles habitudes de consommation dans le paysannat (vêtements, bijoux, etc.) et expose la paysannerie au crédit usuraire, avec parfois la mise en gage de son équipement agricole et de ses bijoux.

Peu à peu, le Bassin arachidier affiche sa spécificité et la monétarisation de l'économie paysanne s'accélère. La traite de l'arachide est source de vitalité économique et sociale par les divers emplois créés (commis, manutentionnaires, porteurs...) dans les nouveaux comptoirs commerciaux comme Mékhé. Des améliorations sont également introduites dans le système de production avec l'apparition des premiers semoirs mécaniques en prélude à l'adoption de la culture attelée. À côté de ces « progrès », il faut néanmoins signaler la persistance des travaux forcés pour tout ce qui concerne la réalisation des grands travaux comme les routes. Les paysans ont également payé un lourd tribut au cours des deux grandes guerres mondiales (ponctions humaines et matérielles, famines, etc.).

3. Les maisons de commerce françaises s'appuient sur les traitants libano-syriens pour acheter l'arachide des paysans et en retour leur vendre des produits importés. Elles exportent ces produits arachidières vers la métropole. Le système bénéficie d'une politique favorable et d'infrastructures de support (port de Dakar, construction de chemins de fer et de pistes de production).

4. Les *spahis* étaient des unités de la cavalerie de l'armée coloniale d'Afrique alors que les *jaraaf* étaient des chefs coutumiers, conseillers du roi.

5. Les Libanais assuraient la fonction de collecte de l'arachide auprès des producteurs durant la période de collecte appelée la traite ; d'où leur appellation de « traitants » chargés d'acheter et de transporter l'arachide hors du bassin.

La période des indépendances (années 1960) inaugure une nouvelle ère pendant laquelle les nouveaux dirigeants tiennent à promouvoir les masses paysannes comme socle du développement économique et social du pays. Le nouvel État mise toujours sur l'arachide mais met fin à l'économie de traite, jugée défavorable aux paysans⁶. Désormais, le paysan est au centre du dispositif. Des moyens humains, techniques, législatifs et financiers sont déployés pour son encadrement. Le « programme agricole » et les institutions de mise en œuvre telles que l'Office de commercialisation agricole (OCA), la Banque sénégalaise de développement (BSD) et les centres régionaux d'assistance au développement (CRAD) encadrent les paysans organisés en coopératives. À la fin des années 1960, les réalisations n'étaient pas à la hauteur des résultats escomptés. Des ponctions substantielles sont opérées dans la filière arachidière au profit des autres secteurs et cette péréquation défavorable à l'économie rurale aboutit à la fin de la décennie au « malaise paysan⁷ ».

La vulgarisation de la production de l'arachide pendant la période coloniale et le réinvestissement du nouvel État indépendant dans la promotion de cette production ont certes généré des modifications notables dans les systèmes de production, mais la forme d'agriculture familiale n'a pas été bouleversée. La maîtrise du foncier et des équipements par le chef de famille ainsi que la mobilisation de toute la main-d'œuvre familiale pour la production de céréales demeurent une constante. La monétarisation a néanmoins induit des réaménagements dans l'espace et dans le temps pour tenir compte des besoins individuels des membres des exploitations agricoles familiales. Ainsi, les dépendants peuvent désormais disposer de champs où ils peuvent s'adonner à une production individuelle (en général d'arachide) à des moments précis (après-midi, jours spéciaux, etc.), décidés par le patriarche. L'arrivée de main-d'œuvre saisonnière est aussi notée surtout au moment de la récolte de l'arachide.

La sécheresse des années 1970 et la libéralisation consécutive aux politiques d'ajustement structurel des années 1980 vont profondément transformer l'économie rurale dans le centre-nord du Bassin arachidier et bouleverser les modalités de fonctionnement de l'agriculture familiale. Le choc de la grande sécheresse de 1972 à 1974 et ses conséquences (déficit vivrier, disparition du cheptel, déplacements de populations) ont laissé de profonds stigmates au sein des populations du CNBA. Le déficit céréalier accélère les changements de consommation alimentaire et introduit de nouvelles habitudes, en provenance des villes, et plus particulièrement de Dakar. Le riz acheté prend une place de plus en plus importante dans les habitudes alimentaires, tandis que la

6. Voir Faye *et al.* (2007) pour une vue assez large sur l'évolution des politiques agricoles au Sénégal, de 1950 à 2006.

7. Dans les années 1966-1968, un fort mouvement de mécontentement des paysans s'est développé, appuyé par les marabouts. Pour contrer ce mouvement, l'État a initié la radio rurale « Disso » tout en procédant à une répression en douce des leaders.

consommation de pain à base de blé se répand, au détriment de celle du mil. La mobilité permet de pallier ces déficits structurels. L'exode rural s'amplifie et concerne particulièrement les jeunes, garçons et filles.

La politique d'ajustement structurel engagée par le gouvernement au début des années 1980 exigeait la fin du « programme agricole » avec le démantèlement du système de crédits aux intrants, la fin des subventions et la dissolution des principales structures d'encadrement. De façon brutale, les paysans sont « responsabilisés » et doivent assurer seuls (ou par le biais de la banque) la couverture de leurs besoins en semences et en engrais. Ces différents chocs vont accélérer les transformations économiques et sociales déjà à l'œuvre au sein de l'économie rurale. Progressivement se construisent les fondements d'une nouvelle économie moins dépendante de l'agriculture et au sein de laquelle les familles développent des stratégies nouvelles non agricoles.

L'artisanat et le commerce constituent les deux principales activités alternatives à l'agriculture. Deux filières artisanales prennent de l'importance : l'artisanat du fer supplée les carences de la Sismar⁸ dans la fabrication du matériel agricole et des charrettes, et plus emblématique est l'essor de l'artisanat du cuir dont la ville de Mékhé a tiré bénéfice jusqu'à développer un label de qualité reconnu aujourd'hui à l'échelle nationale (label Ngaay). La vannerie est l'autre facette de l'artisanat dont les femmes rurales du CNBA ont su tirer profit. Les femmes sont aussi très actives dans le petit commerce des produits de consommation courante et répondent aux besoins primaires des familles dans les villages.

L'agriculture familiale est fortement marquée par ces mutations. Avec le recul relatif de l'agriculture et l'amplification de l'exode rural, l'autorité des chefs de famille s'affaiblit. Le statut social des femmes au sein des familles s'améliore sensiblement du fait des activités économiques nouvelles qu'elles mènent et des contributions subséquentes au revenu familial. L'absence des jeunes pendant les travaux d'hivernage est de plus en plus tolérée. Les familles organisent la mobilité de leurs membres en envoyant certains d'entre eux en ville pour acquérir une qualification ouvrant la voie à de nouveaux métiers. Certains jeunes s'installent dans les zones de pêche de Mbour et de Saint-Louis. C'est durant cette période que démarrent les migrations en direction des pays africains (Gabon, Côte d'Ivoire, Burkina, Congo, Zaïre).

L'AGRICULTURE FAMILIALE À TRAVERS LA MOBILISATION DES CAPITAUX

LES CAPITAUX MOBILISÉS POUR L'AGRICULTURE

Le capital naturel foncier joue un rôle de premier plan dans la production agricole malgré son état de dégradation et sa saturation. En moyenne, les exploitations agricoles disposent de 12,45 ha avec une forte variabilité (de

8. Société industrielle sahélienne de mécanique, de matériel agricole et de représentation.

1 à 49 ha). La surface cultivée par exploitation est d'environ 5,21 ha, soit 0,82 ha par actif et 0,42 ha par personne⁹ (Ba *et al.*, 2009). Deux situations caractérisent le CNBA : une zone à dominante production de manioc et une zone à dominante production céréalière. Dans les deux zones, on produit également du niébé et de l'arachide sur de petites surfaces. La pression foncière est plus forte dans la zone manioc en raison d'une densité humaine plus importante (concentration de villages) et d'une demande en production de manioc plus vigoureuse. La solidarité autour du foncier, qui permettait à ceux qui n'en possédaient pas assez d'en emprunter gratuitement à leurs voisins, commence à s'effriter, les parcelles étant généralement mises en location ou en métayage. La zone céréales dispose de quelques parcours à bétail et est utilisée, durant la saison sèche, par les transhumants en provenance du nord (figure 11.1).

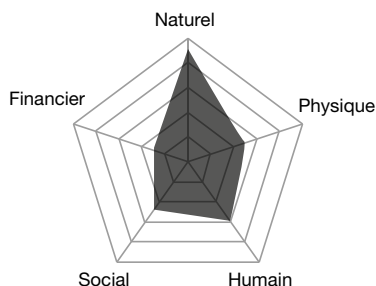


Figure 11.1. Capitaux mobilisés pour l'agriculture.

La déforestation touche l'ensemble des zones avec la disparition de certaines espèces fauniques et végétales. Dans la zone manioc, on note l'introduction de l'arboriculture fruitière (manguiers, anacardiens), alors que les producteurs de la zone céréales ont plutôt opté pour un reboisement d'espèces forestières. La nappe phréatique a baissé fortement et la plupart des villages nécessitent des forages pour la satisfaction des besoins en eau potable. Jusqu'ici, cette eau reste très faiblement valorisée par l'irrigation.

En principe, le capital physique aurait dû occuper une place importante dans le système de production agricole du CNBA, mais le recul de la production arachidière et le regain d'intérêt pour le manioc rendent les équipements agricoles moins stratégiques. Plusieurs études menées dans la zone (Dione *et al.*, 2008) indiquent que le matériel disponible (semoir, houe sine, houe occidentale, charrette) est ancien et date du « programme agricole » des années 1960 et 1970. Sa maintenance a été assurée par l'artisanat local. Presque toutes les exploitations ont au moins un cheval ou un âne. La traction bovine n'est pas pratiquée. Une étude de l'Union des groupements paysans de Mékhé (UGPM, 2007a) montre que 2 % des

9. Résultats de l'enquête Ruralstruc concernant 253 ménages du CNBA.

exploitations sont soit sans équipement ou sans terre et 20 % des exploitations sont sous-équipées. Leurs membres vendent en général leur force de travail aux autres exploitations.

Les activités d'élevage ont connu un certain recul sous l'effet combiné des contre-performances de l'agriculture et de la pression foncière. Environ 14 % des 253 exploitations agricoles enquêtées (Ba *et al.*, 2009) possèdent un troupeau d'au moins cinq vaches. Si l'on considère les troupeaux de dix vaches et plus, ce chiffre baisse à 8 %. L'élevage des petits ruminants (moutons et chèvres) occupe une place importante avec en moyenne onze têtes par exploitation et seulement sept exploitations sur 253 n'en ont pas... Ces animaux constituent une source importante de ressources monétaires¹⁰ pour le ménage ; ils sont vendus pour faire face à des dépenses scolaires, religieuses, familiales ou pour l'achat des produits vivriers de base (mil, riz).

La mobilisation du capital humain revêt un caractère particulier dans la mise en œuvre d'un système de production agricole à essence familiale. Dans le système du CNBA, le capital humain occupe une place importante dans le processus de production agricole. Malgré les éclatements, les héritages et la recomposition des familles, la taille des exploitations agricoles familiales est toujours importante, avec en moyenne 15 personnes par exploitation (minimum 3 et maximum 50). Le nombre d'actifs moyen est de huit avec une forte variabilité (1 à 30)¹¹. Enfin, 44 % des exploitations agricoles familiales comptent au moins un migrant de longue durée parmi leurs membres.

En ce qui concerne le niveau d'éducation, 86 % des chefs d'exploitation n'ont pas été à l'école, alors que 12 % ont fréquenté ou conclu le primaire et seulement 2 % ont au moins fréquenté le secondaire. Mais si l'on s'intéresse au niveau moyen d'éducation de l'exploitation agricole familiale, la situation est nettement meilleure, car seuls 14 % n'ont pas été à l'école alors que 65 % ont le niveau du primaire et 21 % le niveau du secondaire. Les progrès réalisés dans la scolarisation des enfants ces dernières décennies contribuent à améliorer de façon sensible le niveau d'éducation moyen des ménages. Il n'est cependant pas prouvé que cette scolarisation ait eu un impact sur la productivité agricole, compte tenu du peu d'importance donnée aux jeunes dans la sphère de décisions de l'exploitation agricole et leur faible accès aux ressources, notamment foncières, même si cette situation commence à changer.

L'analyse du capital social fait ressortir de nombreuses adhésions à diverses organisations. Mais parmi les organisations associatives et religieuses qui

10. Selon les populations locales, les petits ruminants jouent la fonction de « compte courant », alors que les vaches servent de compte d'épargne et leur fongibilité est plus faible.

11. La population sénégalaise s'accroît à un taux de 2,7 % par an. Elle reste caractérisée par sa jeunesse, car plus de 60 % de celle-ci ont moins de 25 ans. La structure démographique connaît une mutation progressive avec une hausse significative de la population active et une diminution importante du coefficient de dépendance qui est passé de 90 % en 2002 à 86 % en 2011. La population rurale continue d'augmenter et se stabilisera à partir des années 2030 ; la cohorte annuelle des jeunes ruraux passera de 153 000 personnes aujourd'hui à 165 000 en 2025 (Ba *et al.*, 2009).

prolifèrent, deux retiennent l'attention : l'Union des groupements paysans de Mékhé et ses associations de base dans les villages qui remplissent d'importantes fonctions d'animation, de conseil agricole (y compris introduction de nouvelles technologies), d'accès au crédit (mutuelle d'épargne et de crédit), d'accès à l'énergie solaire au profit de leurs sociétaires ; et l'organisation de tontines par les femmes (forme d'épargne) permettant de préfinancer des activités de petit commerce, des équipements domestiques et aussi de faire face à des dépenses exceptionnelles (cérémonies). Mais, par rapport au passé, les solidarités se sont effritées et le capital social traditionnel a perdu sa place d'antan au profit de cercles plus restreints.

Le capital financier est le maillon faible des ressources pour la production agricole. L'absence d'un système de financement formel accessible aux paysans (depuis le démantèlement du programme agricole), la faiblesse des ressources du système financier décentralisé et le coût élevé du crédit font du financement de l'agriculture une des contraintes fortes pour le développement de l'agriculture familiale. Des financements sont mobilisés de plusieurs façons, selon les circonstances et le type de production. Les producteurs de manioc peuvent parfois recevoir des avances de commerçants désireux d'assurer leur approvisionnement dans des conditions favorables. Les exploitations familiales disposant de migrants peuvent s'autofinancer grâce aux envois de fonds de leurs membres placés surtout en Europe. Les exploitations qui ont un capital foncier important sans l'équipement ou la force de travail nécessaires ont recours au métayage. Enfin, les animaux « épargnés » peuvent aussi être mobilisés pour l'achat d'intrants destinés à la production agricole. En plus du manioc, la production d'arachide requiert des fonds importants pour l'achat de semences et d'engrais. Le recours aux engrais minéraux est d'ailleurs très limité. Les champs de mil sont parfois fumés durant le séjour des transhumants.

LES CAPITAUX MOBILISÉS HORS DE L'AGRICULTURE

En 2007, l'UGPM (2007a) avait conduit un suivi des comptes de dix exploitations agricoles familiales. Les résultats indiquent que les activités agricoles ne couvrent plus les besoins alimentaires des familles¹² et celles-ci doivent désormais compter sur des activités non agricoles et des ressources en provenance des non-résidents. La nouvelle économie rurale du CNBA est fortement alimentée par des activités telles que le transport, le petit commerce, l'artisanat et les ressources des émigrés.

La contribution du capital naturel est presque insignifiante. Les capitaux physiques et humains constituent les principales ressources mobilisées hors agriculture. Du point de vue du capital physique, les charrettes jouent un

12. 30 % des produits consommés sont produits localement et 70 % sont importés ; l'autoconsommation varie entre 20 à 35 % en période de récolte et 10 % en période hivernale (UGPM, 2007).

rôle de premier plan, en assurant le transport intervillageois et la jonction avec la ville. De même, beaucoup de villageois partis vers les grandes villes comme Dakar ont pu exercer une activité lucrative grâce à leurs charrettes à cheval. Certains ont pu accumuler jusqu'à de quoi acheter un taxi. Les infrastructures routières de désenclavement ont contribué au développement du secteur du transport (figure 11.2).

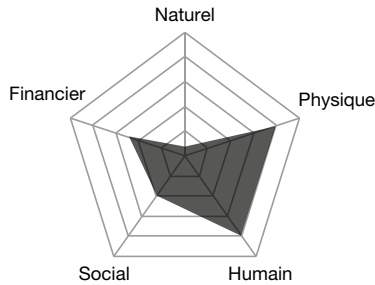


Figure 11.2. Capitaux mobilisés hors agriculture.

Le capital humain est déterminant pour les revenus non agricoles. Les initiatives prises par la plupart des exploitations familiales d'envoyer leurs enfants apprendre des métiers tels que la menuiserie (bois et métallique), la maçonnerie, la cordonnerie et la conduite de véhicule de transport (chauffeur) ont été déterminantes dans leurs capacités d'adaptation à la nouvelle situation. De même, les femmes ont acquis un savoir-faire reconnu dans la vannerie, la couture et la broderie ; la vannerie pouvant procurer des revenus conséquents. Certains migrants ont pu réussir grâce à l'investissement fait dans le renforcement de leurs capacités et l'amélioration du capital humain de l'exploitation (chauffeur, tailleurs, menuisiers métalliques, écoles).

Le capital social n'est pas aussi important qu'attendu en référence aux solidarités villageoises traditionnelles. Il est cependant mobilisé pour le financement de certaines activités sur crédit pour suppléer l'absence d'un financement formel adapté. C'est ainsi que la plupart des activités de vannerie des femmes sont financées de façon informelle par les époux, les parents proches, les émigrés ou par l'intermédiaire des tontines. Le capital social est primordial pour la réussite de l'émigration. En ville, les réseaux de ressortissants assurent la fonction d'accueil et d'orientation du nouveau migrant.

LIENS ENTRE FAMILLE ET UNITÉ DE PRODUCTION

Dans le Bassin arachidier, la complexité des liens entre famille et unité de production s'apprécie à l'aune de l'imbrication entre production et consommation. Le groupe familial fonctionnait suivant un système de droits et

obligations des membres par rapport à l'allocation des ressources foncières et humaines et la prise en charge des besoins alimentaires. En général, c'était une famille élargie composée de plusieurs générations, le chef de famille vivant dans la même concession avec ses enfants mariés et quelquefois ses frères mariés. Les décisions de production étaient prises par le chef de famille qui était responsable de la gestion du capital foncier familial, procédait aux allocations de parcelles collectives et individuelles et gérait le matériel agricole. Tous les membres de la famille participaient aux travaux agricoles dans les parcelles collectives de céréales (mil surtout), sous la responsabilité du chef de famille. Les dépendants disposaient de parcelles individuelles, le plus souvent cultivées en arachide, principale source de leurs revenus (Benoit-Cattin et Faye, 1982). Le chef de famille tirait aussi ses revenus de la production d'arachide, étant entendu que l'essentiel de la production de céréales servait à la subsistance de la grande famille. Autant le chef de famille régentait le processus de production, autant il était entièrement responsable de la couverture des besoins alimentaires de la famille. Il assumait cette responsabilité grâce à la production agricole.

La crise de l'agriculture et les transformations socio-économiques subséquentes ont induit de profonds changements dans la nature et la force des liens entre famille et unité de production. Les chefs de famille ne peuvent plus assumer toutes leurs obligations, en particulier de couverture alimentaire des besoins, sur la base des seules productions agricoles. Cette défaillance est source d'effritement de l'autorité des chefs de famille et l'éclatement des centres de décisions (Sakho-Jimbira et Benoit-Cattin, 2008). Quelles sont les implications de cette nouvelle situation sur les relations de travail au sein de la famille ?

Dans le passé, l'aîné de la famille suppléait entièrement aux charges du père dès son décès, en gérant le patrimoine foncier et matériel et en continuant à subvenir aux besoins alimentaires de la grande famille. En retour, les autres dépendants (mariés ou pas) offraient leur force de travail pour les travaux dans les champs collectifs et ceux du chef de famille. Aujourd'hui, on note un éclatement des grandes cellules familiales et plusieurs situations intermédiaires sont rencontrées :

- l'éclatement de la grande famille et le morcellement du disponible foncier, chaque cellule secondaire cherchant à s'autonomiser. En plus des difficultés agricoles, cette situation a été favorisée dans les années 1970 par le processus de lotissement des villages ;
- les différents ménages (du même patriarche) restent dans la même concession, mais disposent de parcelles séparées et préparent leurs repas séparément ;
- dans certains cas, le disponible foncier de la grande famille est toujours géré par l'aîné, mais chaque ménage fonctionne de façon autonome (ils peuvent parfois manger ensemble, mais le plus souvent chacun prépare son repas séparément).

La mobilisation des actifs familiaux est rendue difficile par la perte d'influence du chef de famille due principalement à la baisse de productivité de l'agriculture, la multiplicité des activités non agricoles, notamment pour les femmes, et le rôle accru de l'émigration. Femmes et jeunes ont acquis plus d'autonomie et les décisions familiales importantes sont prises de façon un peu plus collégiale avec une réelle influence des jeunes émigrés et des femmes. L'autorité du chef de famille demeure intacte en général dans les cas où ses revenus agricoles et non agricoles sont substantiels et lui permettent d'assumer pleinement ses responsabilités antérieures. Le recours au travail salarié a presque disparu avec la baisse de production de l'arachide dont la récolte coïncidait avec une arrivée massive de travailleurs saisonniers en provenance du sud du pays.

Lorsqu'on s'intéresse à la fongibilité du patrimoine familial et du capital d'exploitation, ce qui frappe de prime abord, c'est la faiblesse du capital d'exploitation. En dehors d'une enclave où l'élevage joue un rôle important, l'essentiel du cheptel bovin a disparu lors de la sécheresse des années 1970 et n'a pu être reconstitué. Seules quelques familles plus aisées disposent de troupeaux bovins. Le niveau d'équipement agricole est relativement faible, mais ne constitue pas une contrainte compte tenu du recul de l'agriculture. Le foncier dans la zone manioc peut faire l'objet de location et peut apporter des rentes pour les familles qui disposent d'un patrimoine important. Mais là aussi, on note une dégradation des sols due à la monoculture du manioc et à l'absence d'utilisation de fertilisants. Les hommes gagnent plus dans la filière du manioc du fait de leur maîtrise du patrimoine foncier et de l'asymétrie dans la transmission de ce patrimoine puisque les femmes sont exclues de l'héritage.

L'ancienneté de la crise de l'agriculture dans le CNBA et ses conséquences sur l'allongement de la période de soudure¹³ ont façonné une nouvelle économie rurale dans laquelle certaines activités non agricoles ont pris de l'ampleur (artisanat, petit commerce et transport) avec un rôle accru des femmes.

L'évolution la plus importante dans la zone est certainement liée à la migration. Selon les résultats des enquêtes Ruralstruc (Ba *et al.*, 2009), 52 % des migrants du CNBA exercent leurs activités dans le transport, 35 % dans le commerce et 7 % dans l'artisanat. Cette migration a revêtu plusieurs formes :

– le déplacement des jeunes vers les côtes (Mbour, Joal, Kayar, Saint-Louis). Dans ces zones, ils s'adonnent aux activités liées à la pêche. Dans les *Niayes*,

13. Faible taux de couverture des besoins alimentaires par le biais de la production agricole. Dans la majorité des cas, les productions de céréales parviennent à peine à couvrir trois mois des besoins des familles. Diverses stratégies sont mises en œuvre pour faire face : dans certains villages, des champs collectifs de céréales existent à l'échelle villageoise et les produits sont réservés aux repas communs préparés durant la période de soudure ; dans d'autres villages, l'organisation est au niveau du lignage (champs et repas collectifs).

ils peuvent être des ouvriers agricoles. Au début, ces jeunes revenaient pendant l'hivernage pour participer aux travaux agricoles. Aujourd'hui, ils reviennent de moins en moins. Certains préfèrent s'installer en ville comme marchands ambulants ;

- une autre vague de migrations concerne des jeunes qui partent en ville avec le dessein d'apprendre un métier. Ils travaillent ainsi comme apprentis chez un artisan et peuvent obtenir des revenus journaliers de 2 000 à 3 000 F CFA dont une partie est envoyée au village. L'absence de ces jeunes réduit aussi le nombre de bouches à nourrir ;

- les filles migrent différemment. Elles partent vers les centres urbains (Dakar, Thiès, Tivaouane, Mékhé) pour travailler comme employées de maisons ou « bonnes ». Certaines évoluent dans la restauration ou sont lingères. En général, les salaires mensuels varient entre 7 500 et 25 000 F CFA. Les filles de la zone céréales migrent plus que celles de la zone manioc qui bénéficient de plus d'opportunités notamment avec la vannerie ;

- la stratégie d'émigration considérée comme la plus réussie est celle où la famille est parvenue à placer un membre de la famille dans un pays européen (Italie, Espagne, France). « Cette stratégie de placement d'un membre de la famille est souvent gérée de façon collective par l'ensemble des membres du ménage. Le chef de ménage identifie parmi ses enfants celui qui dispose de plus de chance de réussite (capacité de débrouillardise, initiative personnelle...) et mise sur lui, en mobilisant les économies du ménage à la suite d'une bonne campagne agricole, la vente de son cheptel ou le recours à la parentèle pour "acheter le visa" et financer le voyage » (Ba *et al.*, 2009).

Malgré leur éloignement, les migrants continuent de participer à la vie familiale, surtout lorsqu'ils ont laissé sur place épouses et enfants. En plus de leur contribution régulière à la couverture des besoins alimentaires, certains améliorent le patrimoine bâti et investissent dans la production de manioc. Il est probable que ceux qui restent en ville finissent par s'éloigner des préoccupations de la famille élargie au village, surtout s'ils fondent une famille sur place.

CONCLUSION

Le recul relatif de l'agriculture dans les exploitations agricoles familiales du CNBA s'est accompagné d'une évolution notable du caractère familial de l'exploitation avec le développement concomitant de stratégies individuelles et collectives. La nouvelle économie rurale adossée sur une prolifération d'activités non agricoles offre plus d'espaces d'expression aux femmes et aux jeunes et consacre une « démocratisation » du pouvoir au sein de la famille. Dans la plupart des familles, la contribution économique des femmes et des jeunes migrants redistribue les modalités de prise de décision familiale. Le chef de famille est toujours le « chef d'orchestre », mais ses

décisions sont davantage concertées. La gestion du foncier est néanmoins toujours assurée par le chef de l'exploitation familiale, ce qui explique sans doute l'éclatement de certaines familles au décès du patriarche.

La mobilité des membres de l'exploitation, particulièrement pendant la saison sèche, est une donnée fondamentale qui continuera à structurer les activités de l'exploitation agricole familiale. On note encore le retour de certains jeunes pendant l'hivernage pour s'occuper des travaux champêtres, tandis que ceux qui ont pu trouver une position stable en ville ou dans les régions côtières compensent leur non-retour par des envois d'argent pour contribuer à l'alimentation des membres restés au village. Récemment, sous l'effet de la crise économique en Europe et des conditions de plus en plus difficiles en ville, certains jeunes préfèrent revenir au terroir pour s'investir dans des activités de production maraîchère combinées à de l'embouche bovine.

Les politiques publiques ont largement contribué à façonner les contours du CNBA. L'installation du chemin de fer et des comptoirs commerciaux pendant la période coloniale ainsi que le prolongement de la politique arachidière par les pouvoirs post-indépendance avaient mis le CNBA au centre du développement national. La crise écologique et les politiques d'ajustement structurel ont sonné le glas de ce modèle fondé sur l'arachide. Pour s'en sortir, les populations rurales de cette zone ont opté pour des stratégies de diversification (amélioration ou survie) dont l'essence est la pluriactivité dans un territoire beaucoup plus large dont les contours dépendent des opportunités accessibles.

En lieu et place d'une politique de développement agricole visant le renforcement des capacités productives des exploitations familiales, les modalités d'intervention publique ont basculé vers la dotation d'équipements collectifs (forages, infrastructures scolaires et sanitaires, moulins à mil pour alléger le travail des femmes, etc.). La construction de routes et pistes accroît les possibilités de connexion avec la ville et les marchés. Un programme de décentralisation est mis en œuvre, mais avec une faible implication des organisations de producteurs. Ces dernières ont connu d'ailleurs un développement notable en réponse à la crise du monde rural pour suppléer les retraits des principales structures d'encadrement. Malgré des succès relatifs, les interventions des organisations de producteurs ne peuvent prétendre répondre entièrement aux besoins complexes de conseil et d'accompagnement des exploitations agricoles familiales.

Les mutations en cours dans l'environnement et au sein des exploitations agricoles familiales augurent de lendemains incertains. Une croissance démographique soutenue et l'émiettement du foncier consécutif aux héritages et aux lotissements administratifs des villages vont continuer à marquer l'évolution de l'agriculture du CNBA avec une influence certaine sur sa forme familiale et ses activités essentielles. La forte tendance pour l'autonomie est néanmoins tempérée par des initiatives de gestion commune de la soudure qui expliquent le maintien de champs collectifs au-delà de la

sphère familiale (village, lignage). De façon progressive, la diversification en cours va conduire certaines exploitations familiales à perdre leur activité agricole. En même temps, d'autres exploitations agricoles familiales, dotées de capitaux physiques conséquents, continueront d'exploiter les opportunités de la région par une intégration de l'arboriculture et/ou du maraîchage à l'embouche. Les retours récents de jeunes (jadis occupés dans l'informel à Dakar ou dans des villes secondaires) et leur réintégration sous la bannière de l'exploitation agricole familiale mais avec des activités plus productives (maraîchage, embouche) indiquent que le caractère familial survivra encore longtemps en dépit de ses transformations inéluctables.

STRATÉGIES D'ACCUMULATION À LONG TERME ET EXPLOITATIONS FAMILIALES AGRICOLES AU CAMEROUN

Philippe Pédelahore

La question de l'évolution de l'importance relative des différentes formes de production agricole (familiale, patronale, capitaliste...) et de leurs avantages et inconvénients respectifs, bien que fort ancienne (Weber, 1991), se pose à nouveau aujourd'hui avec acuité. Le renforcement des liens entre l'exploitation agricole et des marchés de plus en plus mondialisés, standardisés et concurrentiels, et le nouvel intérêt que portent les fonds d'investissement transnationaux à l'achat de terres arables, interrogent sur l'avenir de l'agriculture familiale (Areion group, 2012), sur les processus de transformation et leurs déterminants.

Les systèmes agroforestiers à base de cacao du Centre Cameroun offrent à cet égard une situation intéressante à étudier. Jusqu'en 1977, la filière cacaoyère représentait 30 % du PIB primaire (Losch *et al.*, 1992). Lors du dernier recensement agricole en 1984, elle concernait 262 000 exploitations et 349 000 ha de plantation (DNRA, 1987). Pour la seule province du Centre, cette spéculation occupait 154 000 ha et 123 000 exploitants, soit 76 % des agriculteurs de la province. En une vingtaine d'années, la production nationale est passée de 110 000 tonnes dans les années 1990 à plus de 200 000 tonnes entre 2010 et 2012 (CTA, 2012). Si au départ le développement de cette filière a reposé sur de grandes exploitations coloniales de type patronal ou capitaliste (Assoumou, 1977), depuis 1930 et jusqu'à récemment il a été quasi exclusivement porté par la formidable dynamique des petits planteurs camerounais et donc sur des formes de production agricole familiale (Weber, 1977). La filière est toujours en expansion, mais les évolutions dans les formes de production agricole interrogent sur la permanence du caractère familial de cette agriculture de plantation.

Ainsi, les questions que ce chapitre vise à instruire sont les suivantes : cette filière agricole représente-t-elle un archétype du dynamisme et de la permanence historique des formes familiales de la production agricole ? Dans le cas contraire, quelles sont les nouvelles formes de production que l'on observe, quels sont les processus de transformation des agricultures familiales et quels en sont les déterminants ?

Les matériaux de ce chapitre sont issus d'un travail de thèse réalisé entre 2010 et 2012 (Pédelahore, 2012).

L'UTILISATION SUR LE TEMPS LONG DU CADRE *LIVELIHOODS*

L'absence de recensement agricole depuis 1984 et notre choix de travailler sur le temps long imposent, pour étudier l'évolution de la structure des exploitations agricoles familiales, de collecter des données primaires auprès des exploitants eux-mêmes. Deux sites représentatifs du principal bassin cacaoyer au centre-sud du Cameroun ont été retenus. Il s'agit des zones d'Obala et de Talba qui permettent de rendre compte de la diversité des densités de population et des dynamiques agricoles. Dans l'ancienne zone cacaoyère d'Obala, la densité est élevée avec 111 habitants/km². Elle est bien plus faible sur le front pionnier de Talba qui présentait, lorsqu'il a été ouvert à la colonisation agricole à la fin des années 1970, une densité de seulement 3 habitants/km². Les deux zones sont localisées au nord de Yaoundé : Obala à 40 km est reliée à la capitale par une bonne route goudronnée ; Talba à 120 km est reliée, sur une partie du trajet, par une piste dont l'état peut fortement se dégrader en saison de pluies et lors de l'absence prolongée de travaux d'entretien.

Pour étudier les processus d'évolution de la structure des exploitations agricoles, nous avons mobilisé le cadre d'analyse *Sustainable Rural Livelihoods* ou SRL (Chambers et Conway, 1991). Ce cadre permet de décrire comment un individu, ou une famille, mobilise ses ressources matérielles (capital naturel, physique ou financier) et immatérielles (capital humain ou social) à travers la réalisation de différentes activités agricoles et non agricoles, en relation avec le contexte macro-économique et institutionnel (Bebbington, 1999) pour parvenir à satisfaire ses différents besoins et à conduire — si possible — des processus d'accumulation dans les cinq formes de capital.

Les processus d'accumulation impliquant usuellement plusieurs générations, nous avons conduit notre recherche sur un siècle (1910 à 2010). Cela constitue une ouverture méthodologique. En effet, le cadre d'analyse SRL a généralement été utilisé pour décrire les stratégies individuelles ou familiales à un temps *t* (Brock et Coulibaly, 1999) pour comparer les stratégies de familles contemporaines situées dans des environnements ou des pays différents (Sourisseau *et al.*, 2012) ou pour analyser les stratégies développées

par les familles rurales en réponse à une perturbation du contexte naturel ou socio-économique et évaluer leurs capacités de résilience (Soini, 2005). Peu de travaux ont mobilisé ce cadre pour des analyses diachroniques portant sur le temps long. Ce chapitre permet donc d'explorer et de discuter la pertinence de cet outil conceptuel pour des analyses portant sur la longue période.

Le cadre d'analyse SRL cherche à aborder les stratégies des exploitants dans leur complexité. Il s'intéresse aux différents capitaux mobilisés et à la diversité des activités développées par les membres des unités familiales (Paul *et al.*, 1994). Les analyses diachroniques, en particulier sur temps long, ajoutent un niveau de complexité en s'intéressant à l'évolution des configurations stratégiques au cours du temps. Ainsi, pour éviter l'écueil d'une collecte de données pléthoriques, difficiles à analyser, nous avons centré nos travaux sur les processus d'accumulation en capital physique appréhendé à travers la « surface cacaoyère possédée » et sur les chefs d'exploitation qui en sont les détenteurs. Ce capital présente l'intérêt de pouvoir être chiffré de façon relativement aisée et assez précise. Il permet également de définir plus facilement une chronologie des rythmes et des niveaux d'accumulation et d'identifier des dates de basculement. Les autres capitaux mobilisés ou accumulés ne sont pas évacués des enquêtes et de l'analyse SRL, mais les informations collectées concernent leur rôle par rapport à l'indicateur principal que sont les processus d'accumulation en surface cacaoyère.

Dans les deux zones retenues, une typologie des exploitants agricoles a été élaborée à dire d'experts (Landais, 1998) avec comme critère principal les surfaces cacaoyères possédées par le planteur (tableau 12.1). Quatre types de planteurs ont ainsi été définis par les personnes ressources interrogées : les petits planteurs avec 2 ha comme maximum de surface en cacaoyer, les moyens planteurs avec de 2 à 6 ha, les grands planteurs entre 6 et 30 ha et les très grands planteurs qui possèdent plus de 30 ha de plantation cacaoyère. Les onze experts (cinq pour Obala, six pour Talba) ont également estimé l'importance de chacun de ces types en nombre de planteurs et de surfaces cacaoyères. Un échantillon de 82 exploitants (36 pour Obala et 46 pour Talba) a été constitué par « tirage au hasard » des exploitants à l'intérieur de ces quatre types. Ne disposant pas de liste exhaustive des planteurs, nous nous sommes appuyés sur différents intermédiaires locaux (responsables de centre de santé, de coopérative, coutumiers...) et sur nos propres tournées de terrain pour identifier les planteurs à enquêter.

Des entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès de ces 82 exploitants pour préciser leur propre parcours de vie (Bertaux, 2005), celui de leur père et celui de leur grand-père. Ces entretiens ont permis d'identifier les principales dates et étapes de ce parcours, les systèmes d'activités (agricoles et non agricoles) développés et leur lieu d'exercice, ainsi que les stratégies et trajectoires d'accumulation dans les différents types de capitaux. Les entretiens ont également porté sur les raisons de leurs choix et des décisions stratégiques prises.

Pour le capital physique, l'évolution des « surfaces cacaoyères possédées » a été précisée, de même que leur origine (héritage, achat...), la main-d'œuvre utilisée pour la plantation et l'entretien des cacaoyères (familiale ou salariée) et l'origine des capitaux financiers lorsqu'ils existaient (activité agricole ou non agricole). En plus de la caractérisation des trajectoires d'accumulation en capital physique « surfaces cacaoyères », l'analyse des discours des exploitants a permis de disposer d'informations plus qualitatives sur l'utilisation et l'accumulation des autres formes de capitaux. L'analyse du contenu a été réalisée selon la méthode d'objectivation proposée par Bardin (1993) et a conduit à catégoriser (Charaudeau et Maingueneau, 2002) les éléments du discours se rapportant aux différentes formes de capitaux mobilisés ou accumulés et à leur importance respective. Les règles de la triangulation, de la récurrence et de la saturation proposées par Olivier de Sardan (1995), Kaufmann (1996) et Bertaux (2005) ont permis de garantir la validité des profils de dotation en capitaux et les catégories de trajectoires d'accumulation. Ces règles conduisent respectivement à recouper les informations recueillies auprès de différentes personnes ressources, à donner du poids aux informations confirmées par plusieurs personnes ressources et à poursuivre le travail d'enquête jusqu'à ce que les dernières données recueillies n'apprennent plus rien ou presque. Les profils de capitaux pour chaque grand type d'exploitant et chaque période historique ont été ainsi caractérisés. Ces profils sont représentés par un diagramme (figure 12.1), utile pour traduire de façon synthétique les informations apportées par les exploitants quant à l'importance relative de chacun des cinq types de capitaux (naturel, humain, social et institutionnel, physique et financier) dans leurs stratégies d'accumulation.

Les formes de production utilisées dans nos analyses sont celles proposées par Bergeret et Dufumier (2002). Dans la forme familiale, la main-d'œuvre familiale utilisée sur l'exploitation est supérieure (en nombre d'heures travaillées/an) à la main-d'œuvre salariée, que celle-ci soit permanente ou temporaire, et le propriétaire de la plantation réside sur son exploitation. La forme patronale se caractérise par une main-d'œuvre salariée supérieure à la main-d'œuvre familiale et par le fait que le propriétaire de la plantation réside sur son exploitation. La forme capitaliste est celle où la main-d'œuvre salariée est supérieure à la main-d'œuvre familiale et où le propriétaire de la plantation ne réside pas sur son exploitation, ce qui le conduit à en confier la gestion à un chef d'exploitation salarié.

RÉSULTATS

DES FORMES DE PRODUCTION CONTRASTÉES

Il existe un fort contraste entre les deux zones étudiées. Le tableau 12.1 présente les résultats de la typologie des exploitants réalisée « à dire d'experts ». Elle est fondée sur les surfaces cacaoyères que possèdent les exploitants ou

« planteurs ». Ce tableau montre que dans la zone d'Obala les petits et moyens planteurs (< 6 ha) représentent 97 % du total des planteurs et détiennent 86 % des surfaces plantées en cacao. Dans la zone de Talba, 75 % des surfaces cacaoyères sont concentrées entre les mains des grands et des très grands planteurs (> 6 ha) qui ne représentent que 30 % du nombre total des planteurs.

Tableau 12.1. Importance des différents types de planteurs identifiés au démarrage de l'étude.

		Surface cacaoyère possédée par type de planteur			
		Petit	Moyen	Grand	Très grand
		0 > x < 2 ha	2 > x < 6 ha	6 > x < 30 ha	> à 30 ha
Obala	Nombre de planteurs (%)	59	38	2,9	0,1
	Surfaces cacaoyères (%)	24	62	12	2
Talba	Nombre de planteurs (%)	25	45	25	5
	Surfaces cacaoyères (%)	3	22	51	24

Le tableau 12.2 est fondé sur les enquêtes réalisées auprès des 82 exploitants de notre échantillon. Il montre l'importance relative des différentes formes de production (familiale, patronale, capitaliste). Ces données indiquent l'importance des formes patronales et capitalistes de la production agricole dans la zone de front pionnier de Talba. Ces dernières qui ne représentent que 36 % du nombre total des planteurs contrôlent 70 % du capital cacaoyer planté, alors qu'elles n'en contrôlent que 29 % dans la zone historique d'Obala.

Tableau 12.2. Importance relative des différentes formes de production agricole pour les zones d'Obala et de Talba en % de la surface cacaoyère totale de la zone.

		Formes de production agricole		
		Familiale	Patronale	Capitaliste
Obala	Nombre de planteurs (%)	82	17	1
	Surfaces cacaoyères (%)	71	25	4
Talba	Nombre de planteurs (%)	64	28	8
	Surfaces cacaoyères (%)	30	42	28

La comparaison des données des tableaux 12.1 et 12.2 montre qu'il existe un lien entre la surface cacaoyère possédée et la forme de production agricole. À partir d'une surface en cacao de 5 à 6 ha, la plupart des exploitants

utilisent de la main-d'œuvre majoritairement salariée et relèvent donc des formes patronales et capitalistes. Les petites et moyennes exploitations qui détiennent moins de 6 ha relèvent majoritairement des formes familiales de production.

DES TRAJECTOIRES D'ACCUMULATION DÉPENDANTE DES REVENUS NON AGRICOLES

L'analyse et la synthèse des données collectées auprès de l'échantillon des 82 planteurs ont permis d'identifier deux grandes catégories de trajectoires d'accumulation qui expliquent la construction historique des différentes formes de production dans ces deux zones. Ces deux trajectoires sont synthétisées dans la figure 12.1. La première trajectoire (première flèche en haut du schéma) concerne les petits et moyens planteurs, c'est-à-dire les exploitations de type familial. Ce type de trajectoire concerne la très grande majorité des planteurs de la zone d'Obala. La seconde trajectoire (flèche qui bifurque à partir des années 1960) concerne les grands et très grands planteurs, c'est-à-dire les exploitations de type patronal ou capitaliste. Ce second type de trajectoire se rencontre surtout dans la zone de Talba. Les stratégies et trajectoires d'accumulation des capitaux se développent dans deux secteurs d'activités : les activités agricoles, essentiellement cacaoyères, et les activités non agricoles, généralement exercées en milieu urbain. On distingue quatre périodes de 1910 à 2010.

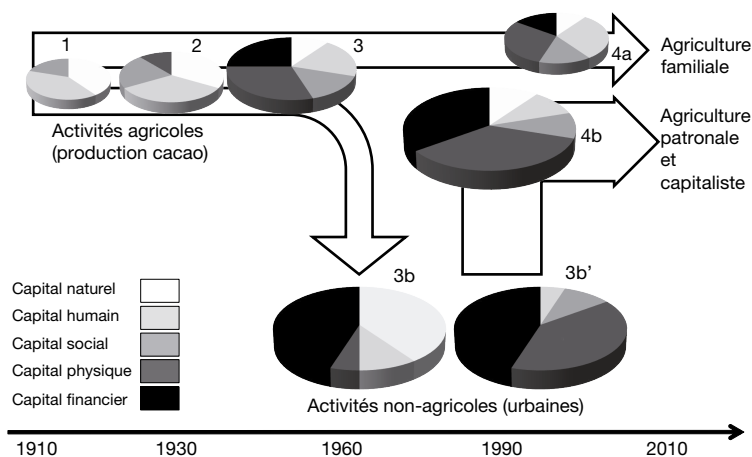


Figure 12.1. Processus de construction historique des différentes formes de production agricole.

La première période (avant 1930) précède le développement généralisé du système colonial dans le Grand Sud Cameroun. À cette époque, les clans regroupaient plusieurs familles nucléaires avec des liens de parentés. Ces clans vivaient essentiellement des activités de chasse, de pêche et de cueillette, et

d'une agriculture de subsistance itinérante. Ils mobilisaient les ressources cynégétiques, halieutiques et des produits forestiers non ligneux. L'accès à ces capitaux naturels était déterminé par l'importance numérique et la puissance guerrière du clan et le statut (homme, femme, jeune, dépendant) de l'individu dans le clan, c'est-à-dire par le capital social dont il disposait. Les possibilités de valoriser ces capitaux naturels étaient fonction des compétences et des habiletés dont disposait chaque individu et donc de son capital humain. Elles étaient également dépendantes du statut de l'individu dans son clan. Les chefs de clan pouvaient ainsi mobiliser la force de travail de l'ensemble du clan à leur profit. Les stratégies étaient plus orientées vers la reproduction du clan et vers l'accumulation de capitaux sociaux que vers l'accumulation de biens matériels ou économiques. Les stratégies s'appuyaient donc essentiellement sur la mobilisation du capital naturel, du capital humain et du capital social au sein du clan (profil de capitaux 1, figure 12.1).

La seconde période (1930-1960) correspond à l'introduction du cacao par le colonisateur (profil de capitaux 2 et 3, figure 12.1). L'introduction de cette culture pérenne va sédentariser les clans autrefois itinérants et conduire à une appropriation progressive de la terre et des revenus monétaires procurés par le cacao au niveau des différentes unités familiales qui composaient le clan. L'accumulation sera ainsi progressivement gérée au niveau des exploitations agricoles familiales et non plus au niveau de la communauté. Durant la période coloniale, le capital physique va prendre une place de plus en plus importante dans les stratégies des familles rurales. Utilisé au départ comme simple source de revenus monétaires permettant de faire face aux dépenses obligatoires (impôt *per capita*), ce capital plantation cacao va s'affirmer progressivement comme l'un des principaux vecteurs de la différenciation socio-économique entre les exploitations agricoles familiales au fur et à mesure que le système marchand impose de nouvelles « règles du jeu ».

Tout au long des années 1930 et jusqu'au début des années 1960, il y a une forte dynamique de plantation avec une augmentation importante du capital planté dans la zone cacaoyère historique d'Obala. Les surfaces cacaoyères accumulées par les exploitations familiales de la zone d'Obala sont de 2,5 ha/famille en moyenne, mais peuvent atteindre 10 ha. Les écarts entre familles sont fonction de l'importance des ressources foncières héritées de la génération précédente et de la force de travail familiale que le chef de famille peut mobiliser dans sa cacaoyère. Le cacao devient la principale source de revenus monétaires qui iront croissant jusqu'aux années 1960. Les discours des planteurs indiquent que ceux qui ont réussi leur trajectoire d'accumulation en capital planté cacaoyer entre 1930 et 1960 seront en mesure d'aborder la troisième période en « bonne position ». La zone de Talba n'est que très peu concernée par cette phase de développement du capital physique dans la période coloniale, avec une colonisation agricole qui ne démarrera vraiment que dans les années 1970 et avec les investissements de personnes originaires, pour la plupart, des zones cacaoyères plus anciennes comme Obala.

La troisième période (1960 à 1990) débute avec l'indépendance du Cameroun. Elle est caractérisée par une forte urbanisation et le développement des secteurs secondaire et tertiaire qui vont offrir aux planteurs et à leur descendance des opportunités d'activités généralement bien mieux rémunérées que l'activité agricole. Une part des revenus du cacao (capital financier) va être investie dans la formation des enfants (capital humain) et dans la création d'entreprises (capital physique) ou de sociétés commerciales en milieu urbain (capital financier et physique). L'expansion cacaoyère est ainsi privée d'une part considérable de la force de travail et du capital financier qui sont investis dans des secteurs non agricoles.

Cependant, l'analyse des trajectoires d'accumulation montre que tous les planteurs et leurs enfants n'ont pas pu bénéficier de la même manière de cet « ascenseur social et économique » procuré par la formation et les emplois urbains. Il se produit à partir des années 1960 une bifurcation entre ceux qui sont restés pour l'essentiel sur des stratégies d'accumulation fondées sur l'activité agricole ou qui n'ont bénéficié que de revenus non agricoles très modestes (profil 4a, figure 12.1) et ceux qui ont pu avoir des activités plus rémunératrices, le plus souvent en milieu urbain (profils 3b et 3b', figure 12.1).

Les premiers (profil 4a) ont poursuivi les trajectoires d'accumulation cacaoyères « modestes » initiées par la génération précédente, fondées sur la mobilisation et l'accumulation des mêmes types de capitaux que dans les années 1960. Ces trajectoires sont celles suivies par le groupe des petits et moyens planteurs actuels (2010) et donc des exploitations agricoles de type familial.

Les seconds vont profiter pendant les « trente glorieuses » camerounaises (1960-1990) de la bonne rentabilité des investissements qu'ils ont réalisés dans la formation de leurs enfants et/ou dans la création d'entreprises urbaines. Les « hauts cadres » (profil 3b) ont cherché à accumuler et à valoriser au mieux leur capital humain (diplômes et compétences). Les « hommes d'affaires » (profil 3b') ont cherché à accumuler et à valoriser au mieux leurs capitaux physiques (entreprises, immobilier, parcs d'autobus et de camions pour le transport...) et financiers (dans l'import-export et le commerce). Ils vont durant cette période être en mesure d'accumuler des capitaux financiers importants.

La quatrième période va des années 1980 à nos jours (2010). Elle se superpose donc en partie à la période précédente. Elle marque un retour vers les activités agricoles d'une partie des capitaux financiers accumulés par les « hauts cadres » et les « hommes d'affaires ». Ce réinvestissement du secteur agricole s'intensifiera à partir des années 1990, suite à la crise économique que traverse le Cameroun entre 1987 et 1994. Ces agriculteurs d'un nouveau genre sont à 93 % des fils ou des petits-fils de planteurs du bassin cacaoyer dans le département de La Lékoué où est située la zone d'Obala. Le retour dans la sphère agricole, et en particulier cacaoyère, est motivé par

des raisons de réalisation personnelle (« Moi, j'aime la culture du cacao ! »), identitaire (« Chez nous, si tu n'as pas de cacao, tu n'es pas un homme ») et patrimoniale (« Il faut laisser quelque chose aux enfants »), mais également par des objectifs de profit financier et de diversification de leur portefeuille d'activités économiques. Ils vont réaliser leurs investissements agricoles dans des zones de front pionnier comme Talba où l'importante disponibilité en terres bon marché (80 euros l'hectare) et l'utilisation de nombreux salariés agricoles originaires de la province du Nord-Ouest Cameroun et travaillant pour un salaire mensuel de l'ordre de 40 euros vont permettre des dynamiques de plantation cacaoyère. Ce sont ces trajectoires d'accumulation, avec le retour dans la sphère agricole des descendants de planteur qui ont accumulé dans des activités non agricoles, qui expliquent en grande partie la montée en puissance des formes patronales et capitalistes dans la zone de Talba.

L'importance des capitaux financiers d'origine non agricole a ainsi permis de créer rapidement de grandes surfaces cacaoyères. Les enquêtes réalisées montrent que l'accès à des revenus non agricoles moyens ou élevés multiplie par 3 et jusqu'à par 20 les capacités d'accumulation en surfaces cacaoyères (tableau 12.3).

Tableau 12.3. Surfaces moyennes possédées en cacao pour les différentes situations de pluriactivité.

	Planteurs stricts, sans activité non agricole	Pluriactifs à revenus non agricoles		
		Faible	Moyens	Élevés
Surfaces moyennes possédées en cacao (en ha)	4,5 ^a	4,7 ^a	14,5 ^b	88,2 ^c

^{a, b, c} Groupes statistiquement distincts pour le test de Fischer pour un intervalle de confiance de 95%.

Le diagramme représentant leur profil de dotation en capitaux est noté 4b sur la figure 12.1. Le discours d'un grand planteur résume bien cet effet décisif des revenus non agricoles : « Pour planter le cacao, tu as deux voies. Soit tu cherches à te battre dans les affaires qui ne sont pas dans l'agriculture et tu épargnes. C'est comme ça que tu avances vite. Ou tu passes par la voie de la souffrance directe et tu pars travailler tous les matins au champ avec ta machette. Mais c'est pénible et les gens qui ont commencé en même temps que moi, ils n'ont pas quatre hectares, alors que moi j'ai beaucoup. Que les gens disent la vérité aux jeunes : il faut de l'argent pour réussir dans l'agriculture ! »

Alors que la forte augmentation de la pression foncière et l'attachement à la terre léguée par les ancêtres conduisent dans la zone d'Obala à une patrimonialisation du foncier familial (pas ou peu de ventes de terres), on assiste

durant cette période (1980-2010) dans la zone de Talba à une marchandisation progressive de la terre et de la force de travail qui va rendre possible l'évolution des formes familiales de la production agricole vers des formes patronales et capitalistes. Il est intéressant de décrire plus précisément l'évolution des types de capitaux mobilisés pour accéder à la terre et à la force de travail dans la zone de Talba, car ces deux facteurs de production constituent les fondements récents de l'accumulation cacaoyère.

Avant 1980, dans la zone de Talba, l'acquisition de terres n'était pas liée à un échange marchand. L'acquéreur faisait au propriétaire coutumier des dons, généralement en nature, qui symbolisaient le respect du nouveau venu pour le pouvoir coutumier, et marquait sa reconnaissance pour l'accueil qui lui était réservé et pour l'autorisation qui lui était faite de planter du cacao. Même dans le cas où une certaine somme d'argent était versée, celle-ci entrait dans la même logique d'échanges non marchands. Ainsi, le montant versé en espèces n'était pas proportionnel à la surface. Ces pratiques de dons, qui se rencontrent encore aujourd'hui dans quelques parties « reculées » et peu peuplées de la zone de Talba, ont été progressivement complétées par le versement d'un montant en espèces qui est venu s'ajouter, puis progressivement se substituer, aux « cadeaux » initialement offerts. La somme versée en espèces est maintenant proportionnelle aux surfaces acquises. Bien que la partie financière du paiement prenne une importance de plus en plus centrale dans l'échange, des cadeaux accompagnent toujours le versement et témoignent du caractère social de ces transactions foncières : « J'ai acquis plus de 50 ha. La règle, c'est que l'hectare est à 50 000 FCFA, plus les petits cadeaux, qui sont toujours obligatoires (le vin, la nourriture...), car c'est un symbole d'intégration. »

Un autre aspect témoigne de la permanence et de l'importance du capital social dans l'accès à la ressource foncière. Dans un marché libre et transparent, toute l'information disponible devrait être accessible à l'ensemble des acteurs. Le marché foncier de Talba est loin d'être parfait. Si l'information sur les zones d'expansion et le prix de la forêt circule dans différentes sphères socio-économiques incluant les autochtones et des allochtones, la rencontre des deux partenaires de la transaction se fait rarement par annonce publique ou par simple rendez-vous. Cette rencontre suit en fait les réseaux sociaux préexistants à la réalisation de la transaction. Les planteurs interviewés expliquent ainsi qu'ils sont venus à Talba avec un frère, un cousin, un ami, un collègue de bureau qui connaissait quelqu'un qui avait de la terre à vendre. C'est cet intermédiaire qui va présenter l'acheteur potentiel au vendeur. C'est lui qui va attester de la bonne moralité de l'acheteur et de la légitimité du propriétaire coutumier. La confiance, dans ces transactions rarement encadrées par des relevés et des bornages cadastraux ou des actes notariés, est primordiale. La recherche d'une terre est donc d'abord la mobilisation d'un capital social capable de sécuriser la transaction et de garantir, autant que faire se peut, la durabilité de la possession. L'aspect

ethnique de ces réseaux sociaux est particulièrement déterminant. Ce n'est pas un hasard si 97 % des allochtones qui ont acquis de la terre dans la zone de Talba appartiennent à l'ethnie Eton, qui est aussi l'ethnie de la zone d'Obala. Cette ethnie est en mesure d'invoquer, voire de reconstruire, des liens généalogiques avec l'ethnie autochtone de la zone de Talba, l'ethnie Sanaga, et de légitimer ainsi son installation et son maintien dans cette zone de front pionnier où les convoitises et les conflits fonciers sont quotidiens et parfois violents.

Les mêmes commentaires peuvent être faits pour décrire la marchandisation progressive de l'accès à la force de travail. Si celle-ci reste à 71 % familiale dans la zone historique d'Obala, elle est à 71 % salariée dans la zone de Talba. Là encore, si le capital financier (développement du salariat agricole) devient de plus en plus déterminant dans cette zone de front pionnier pour capter la force de travail, l'activation des réseaux sociaux ou ethniques intervient de façon importante pour trouver, faire venir et conserver des ouvriers sur la plantation.

Ainsi, dans le profil de ces nouveaux opérateurs économiques, le capital financier et physique domine (profil 4b, figure 12.1). Cependant, ce profil s'appuie également sur la mobilisation et l'accumulation de capital naturel et social. Le capital naturel renvoie à l'utilisation de terres forestières avec une bonne fertilité « naturelle ». De même, les capitaux sociaux sont mentionnés, car pour accéder à des salariés agricoles et à la terre, ces planteurs mobilisent, en plus de leurs ressources financières, leurs réseaux socioprofessionnels et ethniques pour capter et conserver sur la durée ces deux facteurs de production.

DISCUSSION

ÉVOLUTION DE L'IMPORTANCE RELATIVE ET DU RÔLE DES DIFFÉRENTS CAPITAUX

Au-delà de l'évolution des profils de capitaux du cadre d'analyse SRL, il est utile de mettre en évidence les interactions qui existent entre les divers types de capitaux et de montrer comment celles-ci évoluent dans le temps.

Valenduc et Warrant (2001), se basant sur le triangle de Wuppertal, proposent de classer ces interactions en trois types : synergie, complémentarité, substitution (figure 12.2).

L'évolution des stratégies des planteurs au cours de la période 1910-2010 peut être caractérisée par la substitution du capital naturel et du capital social et institutionnel par du capital physique et du capital financier qui traduit le développement des échanges marchands et la monétarisation de l'économie.

Durant la période 1930-1960, dans la zone d'Obala, c'est essentiellement du capital physique, de type capital fixe, c'est-à-dire les plantations cacaoyères, qui vont progressivement se substituer au capital naturel et au

capital social. Cette substitution va permettre de financer les investissements réalisés durant la période 1960-1990 dans le capital humain : formation des futurs « hauts cadres » et des futurs « hommes d'affaires ».

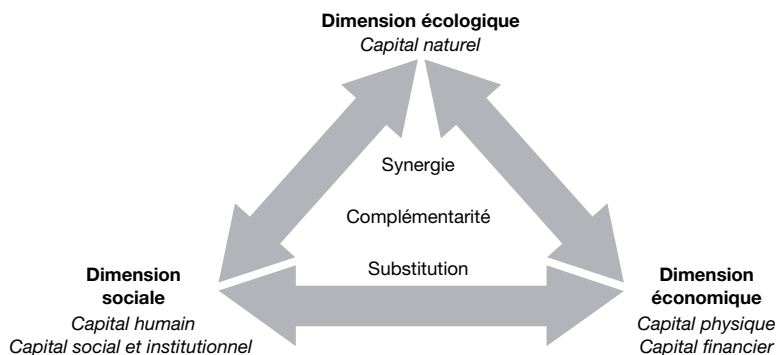


Figure 12.2. Le triangle de Wuppertal.

Durant la période 1980-2010, et surtout dans la zone de Talba, c'est le capital financier qui va se substituer au capital social. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné pour l'établissement du marché du foncier et pour celui de la main-d'œuvre agricole, il n'y a pas eu substitution totale du capital social et institutionnel par du capital financier. Le capital social et le capital institutionnel ne jouent pas le même rôle que le capital financier pour l'accès à ces deux facteurs de production essentiels. Le capital social et le capital institutionnel sont donc actuellement complémentaires du capital financier. Par ailleurs, dans le cas de litiges fonciers, c'est en s'appuyant sur la mobilisation des synergies entre les différents types de capitaux (humain, financier, social) dont il dispose que le planteur va chercher à pérenniser son appropriation du foncier et des plantations cacaoyères.

DES TRANSFORMATIONS IMPACTANT LES SOCIÉTÉS ET LES TERRITOIRES AGRAIRES

À l'intérieur de la famille, la substitution progressive du capital social par du capital financier pour l'accès à la force de travail a entraîné une autonomie croissante pour les femmes et les jeunes de cette région. Cette autonomisation prolonge le processus d'éclatement des clans originaux ou « Nda Bot » provoqué par le pouvoir colonial (Leplaideur, 1985 ; Weber, 1977). En un peu plus d'un siècle (1884-2010), les unités sociales de base des populations du Centre Cameroun ont évolué des grands Nda-Bot qui réunissaient, pour des raisons de défense militaire et d'accès aux ressources naturelles, plusieurs dizaines d'individus, vers la famille nucléaire au temps du cacao, puis vers la situation actuelle où chaque individu (homme, femme, jeune) s'insère de façon de plus en plus autonome dans les échanges marchands et le salariat.

Ces transformations vont également conduire à un accroissement et à une accélération des processus de différenciation socio-économique entre familles de planteurs. Ces résultats confirment ceux indiqués par Folefack (2010) pour l'ensemble de la zone cacaoyère du Cameroun. Par ailleurs, l'accroissement de la pression sur les ressources foncières et la marchandisation de la terre vont entraîner une exclusion partielle ou une prolétarianisation des exploitants ou des fils d'exploitants les plus modestes, comme cela a été montré pour d'autres zones du pays (Mope Simo, 2011).

Ces transformations vont également conduire à la construction de deux territoires agraires différents où les fonctions remplies par les systèmes agroforestiers à base de cacao ne sont pas les mêmes.

Dans la zone d'Obala, les systèmes familiaux agroforestiers remplissent essentiellement une fonction identitaire et patrimoniale, et constituent un lieu de solidarité et d'intégration socio-économique, où se « réfugient » en particulier les personnes les plus âgées ou les plus démunies. Établis sur de petites surfaces et générant des revenus cacaoyers et agricoles modestes, leur équilibre financier et leur durabilité s'appuient également aujourd'hui sur le développement d'activités et de revenus non agricoles (Pédelahore *et al.*, 2011).

Dans la zone de Talba, les systèmes agroforestiers apparaissent de plus en plus comme des lieux d'investissement des capitaux financiers et de profit, et de distribution de revenus monétaires par le biais du salariat agricole.

DES TRANSFORMATIONS CONFIRMÉES PAR LES DONNÉES MACRO-ÉCONOMIQUES ET DÉMOGRAPHIQUES

Il est intéressant de croiser les informations fournies par les exploitants interrogés avec des données bibliographiques ou statistiques concernant le niveau régional ou national. Les déclarations des exploitants sur l'attrait des revenus urbains et sur l'investissement dans la formation des enfants (capital humain) durant les années 1960-1970 sont confirmées par l'étude réalisée par la Sedes qui montre que les revenus moyens des familles urbaines de Yaoundé sont quatre fois supérieurs à ceux des exploitants du Centre Cameroun (Sedes, 1966a, b) et par les études portant sur l'exode rural et la formation de ces mêmes populations (Champaud, 1973 ; Franqueville, 1971). De même, le faible investissement dans le capital cacaoyer indiqué par les exploitants durant la période 1960-1990 et le retour d'une partie de la force de travail et des capitaux financiers vers la production cacaoyère à partir de 1980, et de façon de plus en plus conséquente entre 1990 et 2010, sont confirmés par la courbe de la progression de la production cacaoyère camerounaise. Celle-ci marque en effet un net ralentissement entre 1960 et 1995 et connaît une nette progression entre 1995 et 2010 (Assoumou, 1977 ; Champaud, 1966 ; Kamdem, 2010 ; Varlet et Berry, 1997).

PERTINENCE DU CADRE SRL POUR L'ANALYSE DES TRANSFORMATIONS SUR LE TEMPS LONG

L'une des principales critiques faite au cadre d'analyse SRL par les utilisateurs de ce modèle et certains économistes (Bebbington, 1999 ; Gaillard et Sourisseau, 2009 ; Scoones, 2009) est relative à la difficulté de chiffrer plusieurs des capitaux utilisés dans ce cadre d'analyse. C'est le cas du capital naturel, du capital humain et du capital social. Bien que nous ayons rencontré ces mêmes difficultés et que nous n'ayons pu produire qu'un schéma (figure 12.1) rendant compte d'informations à la fois quantitatives et qualitatives, il nous semble que l'amélioration des performances de ce cadre d'analyse se situe en grande partie sur d'autres plans. Plus que le chiffrage exact de l'ensemble des différents capitaux, nous illustrons l'intérêt de quatre orientations méthodologiques pour réaliser des analyses sur le temps long.

Premièrement, et avant de renseigner le cadre SRL, il est important de réaliser une phase exploratoire s'appuyant sur des personnes ressources pour :

- préciser le ou les principaux capitaux qui font sens pour analyser les transformations de la société agraire étudiée ;
- identifier un capital, si possible facilement chiffrable, qui permettra d'organiser et de mieux structurer les différentes données collectées sur les autres capitaux du modèle SRL ;
- réaliser une typologie quantifiée des exploitants permettant ensuite de monter en généralité et de porter des jugements sur les impacts des transformations étudiées au niveau des familles sur les autres échelles d'analyse (petite région, nation...).

Deuxièmement, il est intéressant de compléter le cadre SRL par l'utilisation du triangle de Wupertal qui permet de décrire les interactions qui existent entre les divers types de capitaux et de montrer comment celles-ci évoluent dans le temps. Dans la perspective d'analyses sur le temps long, c'est en effet plus les dynamiques d'évolution du profil des capitaux et des interactions entre capitaux qui sont intéressantes que le poids relatif exact de chaque capital à un temps t .

Troisièmement, il apparaît plus pertinent de chercher à constituer un faisceau d'arguments et de convergences traversant les différentes échelles de l'analyse des sociétés agraires (région, nation...) pour étayer les évolutions des profils de capitaux qui sont présentés.

Enfin, la caractérisation et l'explicitation de l'évolution des profils et des stratégies d'accumulation en capital au niveau des familles agricoles sur le temps long prennent tout leur sens si l'on mobilise ces informations pour préciser les impacts de ces évolutions sur les sociétés et les espaces agraires dans leur ensemble et dans une perspective historique.

CONCLUSION

Les résultats obtenus montrent que si dans la zone cacaoyère historique d'Obala les formes familiales restent dominantes et témoignent de leurs capacités de résilience, la marchandisation de la terre et de la force de travail conduisent dans la zone de front pionnier de Talba à la montée en puissance des formes patronales et capitalistes de la production cacaoyère.

Ces évolutions invitent à porter une plus grande attention à l'évolution de l'importance respective de ces différentes formes de production et à leurs interactions pour l'accès à la force de travail ou à la terre.

Ces évolutions montrent également que l'on assiste peut-être à une bipolarisation des formes de productions agricoles qui aboutirait à la constitution durable de territoires où les exploitations familiales restent dominantes et d'autres où dominant les formes patronales et capitalistes de la production agricole.

Nos résultats montrent enfin que le cadre SRL est opérationnel pour analyser et décrire l'évolution des stratégies d'accumulation des exploitants agricoles et caractériser les transformations des formes de production agricole sur la longue période.

L'INCERTAINE INTÉGRATION MARCHANDE DES EXPLOITATIONS FAMILIALES À MADAGASCAR

Nicole Andrianirina

Le monde est à la recherche d'options de développement qui pourraient débloquer la concentration de la pauvreté rurale, avec des performances de production agricole permettant de nourrir la population et de favoriser une bonne dynamique économique tout en minimisant les coûts environnementaux. Une capitalisation de ces options a notamment été synthétisée par la Banque mondiale sur la base de résultats empiriques et d'études de cas sur plusieurs pays (World Bank, 2007). Bien que les réussites subsahariennes demeurent rares, certaines observations à des échelles « locales » permettent de déceler et d'étudier des évolutions positives. C'est le cas, à Madagascar, de la zone du lac Alaotra située dans le centre-est de l'île.

Fournisseur de près de 20% du riz vendu à Madagascar, l'Alaotra détient une place stratégique sur l'échiquier économique¹ et sociopolitique du pays. Il concentre une majorité d'exploitations agricoles vendeurs nets qui entretiennent le statut de « grenier à riz » de la zone et contribuent à la sécurité alimentaire nationale. Aujourd'hui, cette zone représente l'image d'une agriculture modernisée et d'un milieu rural plutôt prospère comparativement à d'autres régions (Andrianirina, 2013).

Cependant, les rendements stagnent ou diminuent en raison de la dégradation progressive des infrastructures (Devèze, 2008 ; Droy, 1998). La pression démographique à l'échelle de la région augmente en raison de la croissance naturelle, de l'installation de salariés agricoles et de l'afflux de saisonniers en provenance d'autres régions. À l'heure où la pertinence d'une agriculture

1. En effet, hormis quelques zones situées à l'extrême sud de ce pays peuplé de 22 millions d'habitants, le principal aliment de base est le riz, consommé à hauteur de 138 kg/habitant par an en milieu rural et 118 kg/habitant par an en milieu urbain (UPDR/FAO, 2000). La population rurale représente plus de 70% de la population nationale (Instat, 2010).

au service du développement est à nouveau affirmée et où on s'interroge sur le rôle potentiel des agricultures familiales, une compréhension fine des modes de fonctionnement des exploitations agricoles familiales et de leur évolution est indispensable afin de déterminer les priorités d'action. Afin de comprendre quelles seraient les conditions économiques et institutionnelles qui permettraient d'assurer la pérennité de la fonction de grenier à riz de Madagascar de cette zone, et de capitaliser sur ses atouts, il est stratégique de se questionner sur ce que sont les exploitations familiales de la zone, d'identifier celles qui sont excédentaires, de préciser de quels moyens elles disposent et enfin de préciser les stratégies qu'elles mettent en œuvre et de s'interroger sur leurs perspectives de durabilité.

LAC ALAOTRA : UN GRENIER À RIZ MALGACHE UNE INTÉGRATION MARCHANDE PRÉCOCE

Zone d'élevage extensif du temps des royaumes, la vocation rizicole de l'Alaotra est une création de la période coloniale (1896-1960) avec la réalisation d'infrastructures ferroviaires et d'aménagements hydro-agricoles d'envergure, la création de concessions coloniales et la mise en place d'un système d'imposition qui a induit une monétarisation des échanges. Ce contexte a favorisé le développement précoce de logiques commerciales chez les paysans de cette zone comparativement à d'autres régions de Madagascar (Desjeux, 1979). Vers les années 1950, l'Alaotra exportait annuellement près de 45 000 tonnes de riz et, vers la fin de la période coloniale, la plupart des terrains en bas-fonds étaient mis en valeur (Penot et Rakotoarimanana, 2010).

Au cours de l'histoire, la production rizicole a été le fait de types très différents d'exploitations, des concessions coloniales aux exploitations familiales actuelles, suivant les options des politiques d'aménagement et des politiques commerciales.

DE L'INDÉPENDANCE AUX PRÉMICES DE LA LIBÉRALISATION

L'Indépendance (1960) marque la refonte de la structure agraire et la réaffectation des domaines coloniaux dans la zone. Des exploitations agricoles d'une moyenne de 4 ha sont créées, mais le statut des terrains n'autorisait aucune transaction foncière hormis l'héritage. Sur les décennies suivantes, faute de politiques et de modes de gouvernance adaptés, la production et le marché se sont progressivement désorganisés et, à partir des années 1980, les importations de riz pour l'approvisionnement national se firent régulières (Droy, 1998 ; Azam et Bonjean, 1995). Avec la libéralisation du marché, engagée dans les années 1990 pour la filière rizicole, les petits exploitants font face à de nouvelles conditions : fluctuations de prix, démultiplication des acteurs privés (rizeries, transporteurs, collecteurs et autres intermédiaires,

fournisseurs d'intrants). Néanmoins, l'État intervient de manière ponctuelle notamment pour endiguer la flambée des prix du riz à la consommation et maintenir la paix sociale : exemptions exceptionnelles de taxes à l'importation, création de « filets de sécurité », etc. Les importations de riz se sont stabilisées autour de 10 % de la consommation nationale.

LES EXPLOITATIONS AGRICOLES DU LAC ALAOTRA AUJOURD'HUI

Les orientations productives des exploitations sont de plus en plus en relation avec la demande et, de manière simultanée, la saturation foncière et la pression sur les principales ressources s'accroissent. Les systèmes techniques de production évoluent avec le développement du repiquage en ligne et des pratiques améliorées, l'extension des cultures pluviales, les investissements en équipements ou encore l'usage de la traction animale (Penot, 2009).

Après plus d'un siècle d'interventions publiques pour organiser la production rizicole, les exploitations du lac Alaotra sont décrites aujourd'hui comme dotées « d'une capacité à s'adapter aux situations et aux divers aléas » grâce à « un capital technique et un savoir-faire » (Penot et Rakotoarimanana, 2010). À l'échelle nationale, une très grande majorité d'exploitants agricoles cultive le riz, mais peu de ménages sont autosuffisants (11 %) et moins du cinquième des ménages agricoles sont des vendeurs nets (Minten et Dorosh, 2006), dont une part importante est localisée dans la zone du lac Alaotra. Les exploitations agricoles de cette zone produisent 12 % du paddy du pays². Selon le plus récent recensement général agricole³ (MAEP, 2005), il n'y a pratiquement pas d'« exploitation moderne » ou de « grande exploitation » dans cette zone. Cependant, la variabilité de la taille est plus grande qu'ailleurs : 22 % des exploitations disposent de moins de 0,25 ha, contre 15 % à l'échelle nationale, et 25 % ont plus de 1,5 ha, contre 17 % à l'échelle nationale. La main-d'œuvre mobilisée est essentiellement familiale, avec des recours temporaires au salariat lors des pics de travaux agricoles. Ainsi, en faisant référence à la littérature traitant de l'économie agricole (Tchayanov, 1966 ; Ellis, 1993 ; Lamarche, 1991) et aux travaux de recherche pour caractériser les exploitations africaines (Benoit-Cattin et Faye, 1982 ; Chia *et al.*, 2006 ; Gafsi, 2007), la production régionale demeure ainsi essentiellement

2. Compte tenu de la subdivision administrative du pays en 22 régions, chaque région recense environ 4 à 5 % de la population nationale et à peu près la même proportion d'exploitations agricoles. Les exploitations de la région Alaotra Mangoro produisent ainsi trois fois plus de riz que la moyenne.

3. La définition des « grandes exploitations » et des « exploitations modernes » repose sur la taille de l'exploitation ou la taille du cheptel, l'existence ou le nombre de salariés, les équipements disponibles et leurs caractéristiques. Pour les exploitations agricoles, par exemple, le seuil de 10 ha de terrains mis en valeur, de cinq salariés permanents ou de l'existence de « gros matériels, équipements ou installations particulières de pointe » constituent les critères d'affectation dans ce type d'exploitation. À l'échelle du pays, il n'a ainsi été retrouvé que près de 350 exploitations répondant à ces critères.

le fait d'exploitations agricoles familiales (EAF), qui ont su s'adapter à l'évolution des politiques et qui contribuent de manière effective à la sécurité alimentaire à l'échelle nationale.

À la lecture des différentes définitions proposées, la conception française de l'agriculture familiale rejoint sur de nombreux points la définition de *peasant*, donnée par Ellis (1993) selon laquelle « les paysans sont des ménages qui tirent leur moyens d'existence (livelihood) principalement de l'agriculture, qui utilisent principalement la main-d'œuvre familiale dans la production agricole et qui sont caractérisés par une intégration partielle dans les marchés des intrants ou des produits agricoles, des marchés qui sont souvent imparfaits ou incomplets. » Dans le cadre de notre analyse, nous utilisons les données du réseau des observatoires ruraux, qui est un dispositif original conçu pour apprécier les impacts des politiques sur les ménages ruraux à Madagascar. Ce dispositif, bien que non statistiquement représentatif, permet de dresser une illustration réaliste de l'évolution des campagnes malgaches (Droy *et al.*, 2000) et à partir de la constitution de données en panel, de suivre des trajectoires de ménages (Andrianirina, 2011). Conformément aux définitions et références ci-dessus, un échantillon de ménages agricoles a été constitué ; il comprend 223 ménages, suivis annuellement de 2003 à 2008.

Parmi les grandes options de sortie de la pauvreté rurale, analysées notamment par la Banque mondiale, l'insertion au marché constitue une option majeure (World Bank, 2007). Bien que l'efficacité de cette option doive être largement contextualisée, le cas de zones comme le lac Alaotra où le riz est à la fois un produit d'autoconsommation et d'échange, et où les EAF présentent des dotations et des profils diversifiés, l'exploration des interactions entre intégration marchande et développement des EAF aboutit à des observations et des résultats utiles pour les politiques de développement.

MISE EN ŒUVRE DU CADRE SRL

En Alaotra, les prix du riz fluctuent de manière saisonnière et des structures peuvent permettre au producteur d'optimiser ses gains dans la commercialisation, comme les greniers communautaires villageois ou les organismes de crédit. Ainsi, la capacité du producteur à vendre à un prix optimal, sans devoir racheter pour sa consommation à un prix plus élevé, est un élément caractéristique de la qualité de son intégration au marché pour la sécurité qu'elle procure.

L'analyse repose dans un premier temps sur l'identification des EAF *vendeurs nets stables de riz*, qu'on assume être les mieux intégrées aux marchés agricoles, au moyen d'une typologie dynamique. La participation au marché pouvant varier selon les conditions climatiques ou les chocs, la mobilisation de données longitudinales⁴ permet de concevoir une typologie

4. Ou données diachroniques : les sujets observés sont « mesurés » plusieurs fois au cours du temps.

dynamique plus robuste, renseignant sur la stabilité de la participation au marché. Dans un second temps, une analyse fine du fonctionnement, des résultats et des évolutions de ce type d'exploitation est menée en utilisant le cadre des moyens d'existence durables (SRL) (Bebbington, 1999 ; Chambers, 1986 ; Ellis, 1999 ; Scoones, 2009). L'approche holistique de ce cadre est particulièrement adaptée pour situer une exploitation dans son environnement de production : contexte, institutions en présence, chocs (Sourisseau *et al.*, 2012) et permet d'identifier les critères de performance de ces ménages, à l'origine de l'appellation de « grenier à riz », ainsi que d'évaluer leur durabilité.

UNE DISTINCTION PAR LE NIVEAU D'INTÉGRATION AU MARCHÉ

Les différents groupes d'exploitations sont, dans un premier temps, constitués en considérant le volume et la valeur du bilan de la vente de riz (vendeurs nets, acheteurs nets, etc.). Or, une EAF peut changer de groupe d'une année à l'autre sous l'effet d'aléas climatiques et de chocs divers. Est-ce que le groupe de *vendeurs nets* est constitué des mêmes exploitations tout au long de la période ? Si certaines exploitations changent de groupe, combien sont stables dans leur situation de *vendeurs nets* ?

La typologie d'intégration au marché est ainsi affinée progressivement en tenant compte des évolutions de chaque EAF, par le biais d'une typologie dynamique. Elle est construite sur la base d'une analyse des séquences. Sur la période étudiée, la succession des groupes auxquels appartient une exploitation constitue une « séquence » observée. Dans notre cas comprenant 223 EAF sur six années, le nombre de combinaisons est très élevé, jusqu'à 179 séquences distinctes, parmi lesquelles certaines ne diffèrent que pour une année, alors que d'autres diffèrent pour toutes les années. Pour simplifier et rendre possible les analyses, nous avons regroupé entre elles les séquences proches. Aux moyens d'algorithmes de comparaisons entre chaque séquence, des valeurs de « coûts » sont affectées à chaque observation (EAF), correspondant à l'ampleur de l'écart entre sa succession d'états (groupes) et celle d'une autre observation⁵. Ces coûts permettent par la suite de grouper les séquences (EAF) en classes par la méthode de classification ascendante hiérarchique, pour obtenir de nouveaux groupes présentant des successions d'états proches. Avec cette méthode, les typologies sont plus robustes car moins sensibles aux évolutions conjoncturelles. Une typologie construite sur les données annuelles risquerait, par exemple, de classer parmi les vendeurs nets stables une EAF qui réalise des ventes à perte une année

5. Méthode développée initialement pour l'analyse des séquences d'ADN (Needleman et Wunsch, 1970), elle a largement été reprise par les démographes et d'autres disciplines des sciences sociales plus récemment, notamment pour le suivi de trajectoires d'individus ou de ménages (Abbott et Tsay, 2000).

pour faire face à des nécessités urgentes de liquidités, et sans possibilité d'achats ultérieurs. On obtient ainsi cinq types d'EAF (tableau 13.1).

Tableau 13.1. Répartition des EAF selon les types d'intégration au marché du riz.

Type	Descriptif	EAF
1	Instables	16 %
2	Acheteurs nets stables	35 %
3	Vendeur net ou acheteur gagnant principalement	13 %
4	Vendeur net ou vendeur perdant principalement	10 %
5	Vendeurs nets stables	25 %
	Total	100 %

Il existe des groupes plutôt stables de *vendeurs nets* d'un côté (type 5, 25 % des EAF) et d'*acheteurs nets* à l'autre extrême (type 2, 35 % des EAF)⁶. L'importance des groupes instables indique que certaines EAF ont pu profiter d'opportunités exceptionnelles (campagne agricole favorable de 2003, prix favorable) pour se constituer temporairement « *vendeur net* ».

UNE DIFFÉRENCIATION PAR LES DOTATIONS EN CAPITAL

Les dotations en capital constituent le cœur du cadre des SRL : il s'agit des capacités dont dispose le ménage pour mettre en œuvre ses stratégies de développement. La suite des analyses consiste à déterminer les différences de dotations entre les différents groupes.

Les cinq types de capitaux ont été renseignés à partir des variables disponibles et certaines variables font défaut pour renseigner de manière très complète les multiples facettes de chaque capital, tels les réseaux d'influence concernant le capital social, les valeurs financières des matériels disponibles ou de la terre pour les capitaux tangibles, les compétences particulières pour le capital humain. Néanmoins, le SRL ne se fixe pas comme objectif d'évaluer les « capitaux » au sens économique du terme (DFID, 1999), mais de disposer d'un ensemble de variables permettant de caractériser les dotations, parfois de manière indirecte. Ainsi, nous avons mobilisé le recours au crédit comme proxy du capital financier et les transferts reçus comme proxy de la capacité du ménage à mettre en place des réseaux sociaux d'entraide. À partir de l'ensemble des variables retenues, une analyse des correspondances multiples est menée pour chacune des cinq formes de capital afin d'obtenir un score de dotation par forme de

6. À partir de données nationales, Minten et Dorosh (2006) rapportent 19 % de vendeurs nets et 46 % d'acheteurs nets en 2001.

capital pour chaque EAF. Pour chaque type d'EAF, des tests de différences permettent de comparer les niveaux de dotations initiales. Ces résultats sont représentés visuellement sur des pentagones (figure 13.1).

Parallèlement, pour affiner les déterminants de l'appartenance au type *vendeurs nets stables*, une régression logistique (modèle probit) a été menée⁷ d'une part sur les dotations initiales des ménages comme point de départ des stratégies élaborées et d'autre part sur les dotations moyennes sur la période pour déceler les éléments influant sur la probabilité d'appartenir au type.

ANALYSE DES STRATÉGIES DES MOYENS D'EXISTENCE VIA LE PORTEFEUILLE DE REVENUS

Le portefeuille des revenus reflète le système d'activités des exploitations et est proposé pour illustrer les stratégies mises en œuvre à partir des dotations. Pour les besoins de l'analyse, les revenus des EAF ont été classés en six catégories :

- les revenus agricoles incluant l'autoconsommation ;
- les revenus du salariat agricole ;
- les revenus du salariat non agricole ;
- les revenus des activités d'exploitation des ressources naturelles incluant la chasse, la pêche et la cueillette ;
- les revenus des activités indépendantes (commerce et services, rentes foncières) ;
- les transferts.

Les revenus annuels sont calculés par personne en termes constants se référant à l'année 2008⁸. La composition et les niveaux de revenus de chaque type d'EAF sont analysés, notamment en termes d'importances respectives des activités agricoles et non agricoles, comme indicateur des stratégies des EAF.

UNE ÉVALUATION DE LA DURABILITÉ DES EAF

Conformément au cadre SRL, les « résultats » des EAF peuvent être évalués à partir de leurs niveaux de revenus, de leur sécurité alimentaire, de leurs capacités d'accumulation ou d'autres indicateurs de bien-être. Pour notre analyse, outre les niveaux de revenus obtenus précédemment, des indicateurs de sécurité alimentaire ont été utilisés. Par ailleurs, l'évolution des différentes formes de capital sur la période est analysée aux fins de déceler les formes d'accumulation ou de décapitalisation. L'évolution de cet ensemble d'indicateurs renseigne sur la durabilité de l'EAF et sur l'évolution de son caractère familial.

7. Où la variable expliquée est l'appartenance au groupe des vendeurs nets qui ne peut prendre que deux modalités, 0 ou 1.

8. Le déflateur du PIB national a été utilisé pour calculer les montants constants.

CES EXPLOITATIONS QUI CONSTITUENT LE GRENIER À RIZ DU « LAC »

Sur l'ensemble de la période et en moyenne, tous les types d'EAF vendent des quantités relativement importantes sur le marché (plus de 200 kg de paddy par an et par exploitation). Cependant, et en particulier pour les exploitations des types 2 et 3, il y a des années sans vente et même sans production de riz. Les vendeurs nets sont ceux qui écoulent le plus de production — et de la manière la plus régulière — sur le marché, à hauteur de 2 t/an en moyenne, sur une base de production moyenne supérieure à 4 t/an. Les autres types totalisent en moyenne 1,6 tonne de production de paddy par an, à la fois destinée à la consommation familiale, aux ventes et au règlement des différents frais en nature.

Ainsi, quels sont les critères pour demeurer « *vendeur net* » d'une manière stable ?

LA DISTRIBUTION DE LA TERRE AU CENTRE DES ENJEUX AGRICOLES ET DE DÉVELOPPEMENT

La figure 13.1 présente une synthèse des différenciations du type « *vendeur net stable* » par rapport aux autres types d'EAF en termes de dotations, en reprenant la représentation en pentagone caractéristique du cadre SRL. Un score élevé correspond à une dotation initiale significativement plus élevée pour une forme de capital donnée.

La représentation de la figure 13.1, ainsi que les résultats de la régression, démontrent en premier lieu l'importance permanente et significative de la dotation foncière dans la probabilité d'être — ou de devenir — un « *vendeur net stable* » (capital naturel⁹). La composition du ménage y joue aussi un rôle majeur, puisque les ménages à ratio de dépendance faible sont plus fréquemment affectés à ce type. Les chefs de ménage ont également été scolarisés plus longtemps que d'autres du même village (capital humain). Les dotations en équipements domestiques jouent peu, mais la taille du cheptel bovin joue positivement sur l'ensemble de la période (capital physique). Il en est de même pour le recours au crédit, analysé individuellement (capital financier). Bien que ces éléments ne puissent que suggérer partiellement des relations de causalité, ils dessinent un mode de fonctionnement caractéristique de ces ménages. Sur la plupart des dotations, les ménages *vendeurs nets stables* se caractérisent par des dotations supérieures. La dotation foncière semble être le facteur structurel de différenciation le plus stable, permettant le maintien des ménages dans le type « *vendeurs nets stables* ». Un constat partagé avec Zezza *et al.* (2011) qui a effectué une comparaison entre plusieurs pays en

9. Les terres agricoles constituent une part importante du capital naturel dans la classification proposée par le DFID (1999). Néanmoins, compte tenu de l'existence d'infrastructures d'irrigation et des différences d'accès entre celles-ci, une autre variable traitant des superficies irriguées a été créée et utilisée dans les analyses.

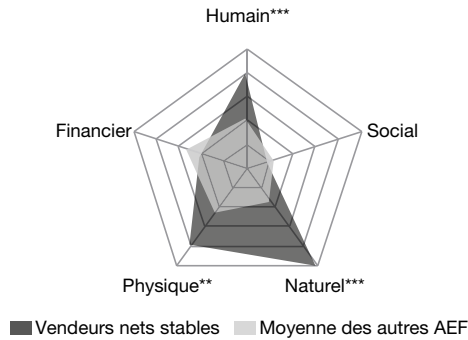


Figure 13.1. Différenciation en termes de dotations initiales du type «vendeur net stable». Différences significatives des scores au seuil de 1% (***) et 5% (**).

développement. De plus, les différences de dotations foncières sont assez élevées dans la zone : plus de 35 % des EAF possèdent moins de 50 ares, tandis que seuls les 16 % les mieux dotées possèdent plus de 2 hectares. La distribution de la terre, notamment dans les zones dotées d'aménagements pour l'irrigation, est ainsi au centre des enjeux agricoles et de développement dans ce type de cas.

UN COUPLAGE EFFICACE DE L'AGRICULTURE AVEC LES ACTIVITÉS SECONDAIRES

La composition et les revenus moyens de chaque type d'EAF sont présentés sur la figure 13.2.

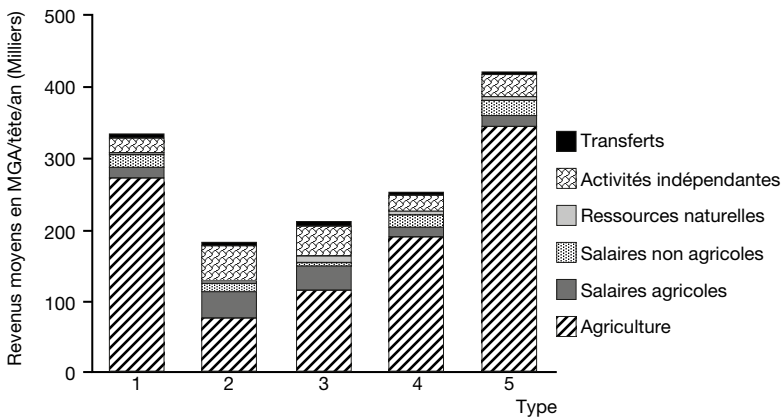


Figure 13.2. Composition des revenus des EAF suivant leur type d'appartenance.

Les EAF du type 5 (*vendeurs nets stables*) se distinguent nettement par des revenus totaux plus élevés dont une majeure partie est issue de l'agriculture. Les salaires non agricoles et les revenus d'activités indépendantes

sont également notables. Les revenus provenant des salaires non agricoles ont même augmenté en fin de période (2008). Si la pluriactivité et l'évolution à la hausse des revenus extra-agricoles sont une tendance générale sur la zone, les membres des EAF de vendeurs nets restent « principalement agriculteurs »¹⁰, alors que les membres des EAF des autres types ont tendance à évoluer vers d'autres activités principales (voir tableau 13.2). Néanmoins, les revenus des activités secondaires augmentent plus vite chez les vendeurs nets stables : les EAF vendeurs nets stables réalisent des formes de pluriactivité relativement plus efficaces tout en maintenant l'agriculture à titre principal. Le métier de commerçant en produits agricoles figure en tête des activités secondaires de ces EAF. Les jeunes membres de l'EAF font aussi des prestations sur d'autres parcelles avec les matériels de l'exploitation (attelage ou matériels motorisés).

Tableau 13.2. Affectation des actifs dans l'exploitation agricole et évolution des revenus des activités secondaires.

Variables	Vendeurs nets			Autres EAF		
	Avant 2005	Après crise	Évolution	Avant 2005	Après crise	Évolution
Nombre de membres « agriculteurs » à titre principal, rapporté à la taille du ménage	0,53	0,53	0%	0,47	0,42	-9%
Revenus des activités secondaires (MGA/an par EAF)*	15 421	34 945	127%	12 449	26 517	113%

*1 euro ≈ 2300 MGA en 2008.

Il est à noter une modification de l'affectation des actifs dans les travaux agricoles : à cette hausse des revenus d'activités secondaires (en complément du fait d'être « agriculteur » à titre principal) correspond une substitution de la main-d'œuvre agricole familiale par le recours à plus de salariés agricoles (figure 13.3) et à la mécanisation (figure 13.4) : les superficies travaillées par motoculteur ou tracteur ont augmenté de 197 % pour ces EAF entre 2005 (début de la motorisation) et 2008 (figure 13.3). Ceci sans que les superficies rizicoles aient significativement évolué (tableau 13.4).

La crise du riz de 2004-2005 a augmenté les dépenses en main-d'œuvre rizicole de 57 % des EAF, bien que les salaires agricoles moyens n'aient pas augmenté avec la même ampleur. C'est la demande en main-d'œuvre qui a

10. L'activité principale déclarée correspond à l'activité qui prend le plus de temps à chaque membre du ménage au cours de la campagne. Elle peut être directement rémunérée (ex. salarié) ou non (agriculteur).

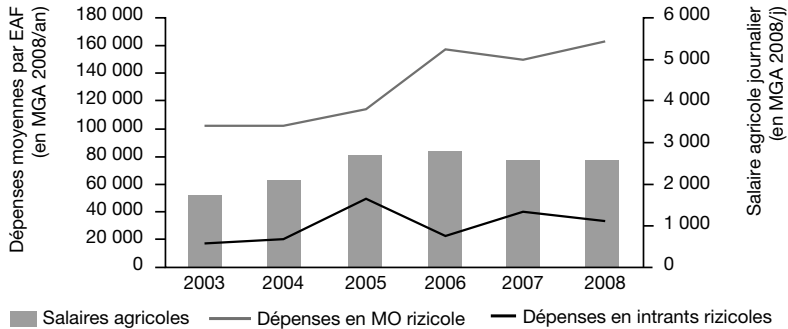


Figure 13.3. Évolution du recours des EAF à la main-d'œuvre extérieure salariée.

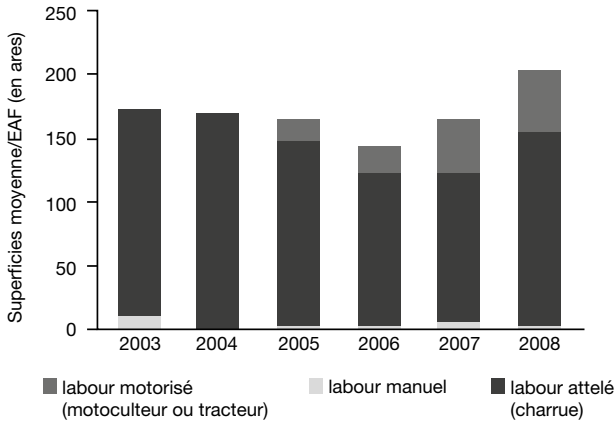


Figure 13.4. Évolution de la mécanisation du labour sur les parcelles rizicoles.

considérablement augmenté (figure 13.3). Malgré le développement de la mécanisation, la main-d'œuvre demeure essentielle pour certains travaux (par exemple pour le repiquage ou la moisson). Ce qui fait toujours de l'Alaotra un pôle d'attraction pour des emplois agricoles et de services (petites réparations de matériels agricoles, commerce et services, curage de canaux, etc.).

QUELLE « DURABILITÉ » POUR LES VENDEURS NETS STABLES ?

Si les performances des vendeurs nets en termes de production rizicole et de revenus (figure 13.2) sont élevées, celles en termes de sécurité alimentaire peuvent être questionnées. En effet, dans ce type de système, le principal produit de rente est aussi un produit vivrier de base et ces deux fonctions peuvent entrer en concurrence (de Janvry *et al.*, 1991).

UNE INTÉGRATION MARCHANDE AU DÉTRIMENT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

Les EAF du type 5 (*vendeurs nets stables*) se caractérisent par une consommation de riz très variable au cours de l'année : elles enregistrent la consommation la plus faible en période de soudure et un doublement en période « hors soudure ». Le statut de vendeur net stable s'entretient ainsi à force d'ajustements de la consommation avec une substitution par d'autres céréales (maïs) ou d'autres produits. Cependant, leur période de soudure est relativement plus courte que celle des autres EAF (2 mois/an).

Tableau 13.3. Indicateurs de sécurité alimentaire selon le type d'appartenance.

Type d'EAF	Consommation de riz en soudure (g/pers. par j)	Consommation de riz en hors soudure (g/pers. par j)	Durée de la soudure (mois)	Auto-consommation de manioc (kg/EAF par an)	Auto-consommation de maïs (kg/EAF par an)
1	233	461	2	48	19
2	301	239	9	28	16
3	282	309	6	42	14
4	277	410	3	31	25
5	192	446	2	37	26

Ainsi, une intégration stable au marché, dans le cas où l'aliment de base est aussi produit de rente, nécessite forcément des stratégies de rationnement de la consommation au sein de l'EAF, avec des substitutions alimentaires plus ou moins importantes. L'autoconsommation permet néanmoins une meilleure satisfaction des besoins au cours de l'année.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR CES EXPLOITATIONS FAMILIALES ?

Entre les périodes avant et après crise, la plupart des EAF ont connu une amélioration de leurs capacités d'épargne et se sont mieux équipées (bicyclette, téléphone). Les EAF *vendeurs nets stables* figurent parmi celle qui investissent le plus en capital productif, notamment en bovidés. Elles font également l'acquisition de divers autres équipements de communication et de confort (téléviseur, radio). Par ailleurs, contrairement aux tendances promues de diversification agricole à l'échelle de la zone, celle-ci a tendance à décroître à l'échelle des EAF. Cette tendance est le reflet de formes de spécialisation. Enfin, au sujet du capital humain, la taille du ménage moyen se réduit, en raison d'émigrations de leurs membres pour l'exercice d'activités plus rémunératrices ou pour mener leur scolarité. Cette émigration se retrouve moins fréquemment chez les autres types (tableau 13.4).

La crise de 2004-2005 est ainsi une période charnière à l'issue de laquelle une nette amélioration des conditions de vie des vendeurs nets de riz s'est opérée. Ces EAF comptent-elles faire perpétuer l'agriculture par les générations futures ? Leurs réponses sont partagées. Le quart des EAF souhaitent que leurs enfants vivent plus tard hors de l'exploitation. Cependant, plus de 60 % défendent l'idée d'une continuité de l'exploitation à travers leurs enfants. Paradoxalement, les EAF disposant de plus de terres sont celles qui préfèrent un avenir hors de l'exploitation pour leurs enfants.

Tableau 13.4. Évolution des dotations en capital des EAF vendeurs nets stables.

Période	2003-2004	2005-2008	Différence
Capital humain			
Taille du ménage (nombre de personnes)	5,9	5,4	**
Nombre d'enfants scolarisés	5,1	4,8	*
Capital social			
Transferts cédés (MGA)	35 417	21 700	
Transferts reçus (MGA)	23 729	12 176	
Capital financier			
Ménages épargnants	62%	83%	***
Ménages recourant au crédit	67%	59%	*
Capital matériel			
Cheptel bovin (nombre de têtes)	3,2	5,2	***
Cheptel porcin (nombre de têtes)	0,0	0,1	*
EAF possédant une radio	7%	17%	***
EAF possédant un téléviseur	6%	14%	**
EAF possédant un téléphone	0%	9%	***
EAF possédant une bicyclette	28%	65%	***
Capital naturel			
Superficies rizicoles (ares)	167	166	
Superficies rizicoles irriguées (ares)	134	154	
Nombre de cultures	6,6	3,6	***
EAF pratiquant l'exploitation de ressources naturelles	7%	5%	

Différences significatives des moyennes à 1% (***), 5% (**) et 10% (*).

CONCLUSION

Les stratégies des exploitations agricoles du lac Alaotra ont été façonnées par un siècle de politiques agricoles et de développement parfois versatiles. Précocement intégrées au marché dès l'époque des premières perceptions fiscales sur le bétail et la terre, et renforcées par des aménagements hydro-agricoles conséquents et rarement retrouvés dans d'autres parties de l'île, les transformations de ces EAF se font au gré des chocs socio-économiques, climatiques et des nouvelles règles d'ouverture des marchés.

Les EAF *vendeurs nets stables* sont dans un processus évolutif où la productivité agricole augmente et le salariat (à la journée ou à la tâche) se substitue graduellement à la main-d'œuvre familiale, qui est réaffectée à des activités « secondaires » rémunératrices ou à des formes d'investissement dans le capital humain *via* la formation et l'éducation. Il y a ainsi une évolution du caractère familial de l'exploitation, en réponse à un environnement propice et un choc économique « favorable ». Néanmoins, on pourrait plus parler de « stratégies — plutôt évoluées — d'adaptation » que de « transformations structurelles » à ce stade. Les effets des investissements en capital humain, notamment, ne pourront être captés que sur les décennies suivantes. L'efficacité de la diversification extra-agricole reste hautement liée à la prospérité régionale.

À plus long terme, la question de la durabilité de la contribution de ces EAF à la sécurité alimentaire nationale reste en suspens et conditionnée principalement par les possibilités d'extension du capital naturel valorisable ou tout au moins par l'innovation agricole qui peut faire évoluer les performances des systèmes. La distribution de la terre et son aménagement demeurent une question fondamentale, autant pour ces EAF dont le risque à terme est la saturation foncière compte tenu des faibles possibilités d'extension et des rendements peu évolutifs que pour les autres EAF faiblement dotées. Parallèlement aux efforts de conciliation des droits légaux et coutumiers et de reconnaissance et de promotion de la mise en valeur des terres dans la gouvernance foncière (ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, 2005), l'absence de politiques de promotion de l'aménagement agricole bénéficiant aux paysans constitue encore une lacune majeure.

Par ailleurs, dans un contexte où l'aménagement de périmètres hydro-agricoles de grande taille n'est envisageable qu'avec des financements publics (État et partenaires financiers), la reproductibilité de ce modèle est de fait limitée et incite à nuancer les options de développement selon le profil de l'exploitation agricole. D'après Hazell *et al.* (2007), pour une zone où la distribution de la terre est bimodale, le maintien d'un groupe de petites exploitations ou de ménages de salariés destiné à assurer les travaux agricoles a une valeur sociale. En effet, la réserve de main-d'œuvre est toujours vouée à la hausse avec un potentiel de 300 000 nouveaux jeunes ruraux entrant dans le marché du travail annuellement dans le pays

(Bernard *et al.*, 2007). L'amélioration et la stabilisation des moyens de subsistance des ruraux pauvres et des « sans terre » sont ainsi primordiales pour maintenir le potentiel agricole de la zone. L'importance croissante des revenus d'activités secondaires traduit une tendance, déjà bien engagée, de diversification des activités rurales. De nombreuses études auxquelles se rallient notre cas d'étude témoignent de l'existence d'un dynamisme agricole générateur de croissance économique et facteur de réduction de la pauvreté (Byerlee *et al.*, 2009 ; Christiaensen et Demery, 2007 ; Diao *et al.*, 2007).

D'un point de vue méthodologique, la qualité des analyses des transformations agraires *via* le cadre SRL gagne à mobiliser ce type d'information sur le temps long. En outre, une articulation plus active entre l'analyse microéconomique à l'échelle des exploitations et l'analyse à l'échelle des institutions et du territoire est souhaitable pour mettre en œuvre d'une manière régulière et plus fiable ce cadre SRL pour orienter les politiques.

L'ORGANISATION
FAMILIALE ENTRE ATOUT
COLLECTIF ET LIMITATION
DES STRATÉGIES
INDIVIDUELLES

■ INTRODUCTION

Jean-François Bélières

C'est bien à travers l'organisation familiale des responsabilités et des tâches que s'expriment les liens organiques entre la famille et l'unité de production, principale caractéristique des exploitations agricoles familiales. C'est cette organisation qui fonde l'exploitation familiale par rapport aux autres formes d'organisation de la production et qui lui confère, pour l'essentiel, son originalité en termes de fonctionnement et de comportement par rapport aux marchés et aux autres institutions. Le cœur de cette organisation familiale concerne l'allocation du travail pour la mise en œuvre des activités de production agricole ou non agricole et des activités domestiques, mais elle va bien au-delà et englobe l'ensemble des stratégies de consommation, d'investissement, d'accumulation et de reproduction. L'organisation familiale est l'alchimie qui donne corps au collectif de l'exploitation, qui régit les droits, les devoirs et les comportements individuels au bénéfice du collectif¹. Une partie plus ou moins importante de cette organisation est alors sous contrôle de la communauté et/ou de la société à travers par exemple l'existence de certaines règles collectives sur le travail, les successions ou la gestion des ressources naturelles. Mais cette organisation n'est pas figée dans le temps, elle évolue au rythme des cycles vie de ses membres, de leur statut au sein de groupe, mais aussi plus largement sous l'effet des changements dans les sociétés, considérées globalement².

Cette organisation, parce qu'en liaison avec les communautés rurales et leurs histoires, est une des sources majeures de la diversité et de la complexité des agricultures familiales. Il s'agit bien là d'une caractéristique et même d'un invariant pour toutes les sociétés. Et paradoxalement, c'est peut être une des raisons pour lesquelles il fait désormais assez peu l'objet de travaux de recherche et d'analyses spécifiques. Il faut désormais se référer aux travaux :

-
1. Mais pas toujours, car dans certains cas les relations intrafamiliales et la gestion des activités et des revenus peuvent se traduire par une subordination du collectif au service et pour le bien-être exclusif de l'un des membres, le chef d'exploitation/chef de famille.
 2. Voir notamment la partie 2 qui traite des phénomènes migratoires.

- de géographes socio-économistes, notamment de l'Orstom dans la deuxième moitié du xx^e siècle, ayant le souci d'éclairer et d'analyser le fonctionnement des sociétés rurales et de leurs différentes unités socioéconomiques (Pélissier, 1966; Meillassoux, 1975; Marchal, 1987; Lericollais, 1975; Minvielle, 1985; Gastellu, 1980; etc.);
- de sociologues qui étudient spécifiquement les rapports domestiques et de production intraménages, notamment par rapport au travail des femmes (Barthez, 1982; Guétat-Bernard, 2011);
- d'organisations internationales sur les questions de genre en milieu rural stimulé par le troisième objectif du millénaire (OMD3) sur l'égalité des sexes (World Bank, 2009, 2011b; FAO, 2011).

Or, des questionnements récents liés notamment à la place des jeunes et à la transmission intergénérationnelle des exploitations agricoles ou au type de modèle agricole face à l'extension des accaparements fonciers remettent la forme familiale et ses complexités sur le devant de la scène.

Ainsi, décrire, comprendre et analyser la diversité des agricultures familiales de par le monde suggère une description compréhensive de l'organisation familiale de chacune de ces agricultures. En effet, c'est cette mise au service du collectif familial des stratégies individuelles qui confère à ces agricultures une grande partie de leurs capacités d'adaptation et de résilience. Parce qu'il est générique aux exploitations agricoles familiales, ce thème aurait certainement pu être plus développé dans l'ensemble des études de cas. Il est toutefois central dans les deux chapitres de cette partie, où est analysée la contribution des individus au fonctionnement collectif. L'organisation familiale repose sur des relations d'interdépendances et des règles communes qui limitent les stratégies individuelles au profit du collectif de l'exploitation.

Dans le premier chapitre de cette partie, Sébastien Bainville discute de l'évolution des grandes familles de la zone cotonnière du Burkina Faso et de la mesure du capital social. Dans cette zone, « la situation des exploitations familiales est très contrastée et la taille des familles conditionne assez largement les systèmes de production et les revenus ». Jusque dans les années 1980, l'exploitation familiale type reposait sur la « grande famille ». Les jeunes ne quittaient pas la cellule familiale même une fois mariés et la famille pouvait regrouper de 40 à 60 personnes avec un rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de dépendants qui demeurait relativement constant. « Un surplus conséquent pouvait donc être constitué au sein de cette grande famille malgré la faible productivité des systèmes de production ». Ceci suppose une organisation efficace mêlant libertés individuelles et respect des contraintes collectives avec comme exemple la « subtile combinaison d'obligations sur les parcelles collectives et d'autonomie sur les parcelles individuelles ». Sébastien Bainville s'interroge sur ce qui assure la durabilité de l'organisation familiale de la production et ce qui au contraire vient la perturber. Le développement

du coton, culture commerciale, a bouleversé les systèmes de production, affecté les relations familiales et est présenté comme l'un des facteurs principaux de l'éclatement des familles.

Dans le deuxième chapitre, les auteurs présentent une forme d'agriculture très particulière qui est celle des pasteurs transhumants sahéliens et plus précisément des Peuls transhumants du Niger. Il décrit un système d'élevage fondé sur la mobilité à travers une famille (le groupe familial Oudah d'Ardo Bandé) qui vit sur des territoires à cheval sur trois pays (Niger, Nigeria et Tchad) et qui navigue entre zone sahélienne et zone soudanienne au gré des pâturages, mais surtout selon la force des alliances avec les autorités coutumières et administratives, le plus souvent sédentaires. Et si le système d'élevage est original, c'est bien d'abord « un mode vie [...] qui, malgré les multiples contraintes rencontrées, fait encore aujourd'hui preuve d'une grande vitalité ». Et où l'on comprend que la base du système repose largement sur une organisation familiale très particulière : les tâches et les rôles de chacun dans la famille sont bien définis en fonction du sexe et de l'âge, avec un apprentissage des responsabilités, un ascenseur « social » interne à la famille et au groupe qui fonctionne avec l'âge et la reconnaissance au sein des différents groupes suprafamiliaux dans lesquels s'exercent les activités d'élevage (groupe de mobilité, rassemblement, regroupement de fractions). L'organisation familiale assure la formation de chacun de ses membres pour occuper un rôle et assumer des responsabilités à chaque étape de leur vie. L'organisation n'est pas figée et sait s'adapter, la gestion d'un troupeau par une des femmes du chef de famille dans des zones différentes en est un exemple. Mais on comprend bien que l'ensemble du système (à la fois système de vie et système de production) repose sur la contribution de chaque individu au fonctionnement collectif.

Les hiérarchies liées à l'âge, l'organisation familiale au-delà du seul terroir agricole pour des éleveurs mobiles sur de grands espaces imposent des contraintes aux individus. Ces contraintes, en combinaison avec les changements des systèmes de production agricole et notamment des innovations techniques, économiques ou institutionnelles, et les changements de société sont parfois assez fortes pour encourager des scissions, des flux migratoires ou des ruptures qui affectent l'organisation familiale. Mais le groupe familial représente toujours un lieu de repli, une forme d'assurance et un refuge contre les aléas économiques que l'on retrouve au-delà des deux cas de cette partie.

La prise en compte d'un capital social au même titre que le capital financier ou physique au sein du cadre SRL apparaît comme un atout pour apprécier les capacités productives d'une unité famille/exploitation dans un contexte donné. Cependant, on peut s'interroger sur la mesure de ce capital comme le font les auteurs de ces deux chapitres : le premier très clairement remettant en question le recours par exemple à l'appartenance à une organisation de producteurs ; le second de manière implicite en

rappelant l'importance des relations sociales pour pouvoir effectuer la transhumance sans donner de critère pour les apprécier. Ainsi, la mesure du capital social apparaît complexe dans son ensemble et plus particulièrement pour appréhender et mesurer la « qualité » de l'organisation familiale au sein de ce capital.

DE LA GRANDE À LA PETITE FAMILLE AU BURKINA FASO : GÉNÉRATIONS ET STATUTS BOUSCULÉS

Sébastien Bainville

Entre l'époque précoloniale et la « crise cotonnière » des années 2000, l'agriculture familiale de la zone cotonnière du Burkina Faso a connu de profondes transformations. L'intensification des systèmes de culture a été particulièrement rapide, les familles paysannes passant en quelques années de l'abattis-brûlis à la culture continue ; l'insertion au marché n'a cessé de s'accroître et les systèmes de production ont été successivement spécialisés et diversifiés. Le tout a permis une augmentation tant des rendements que de la productivité du travail (Bainville, 2012), ainsi qu'une amélioration sensible des revenus agricoles (Mathieu, 1998). Mais cette intensification s'est aussi accompagnée d'une différenciation sociale marquée et, aujourd'hui, si certaines familles disposent de plusieurs paires de bœufs, charrues et sarclo-bineurs, d'autres travaillent encore avec un outillage manuel.

Ce chapitre a deux objectifs. Il s'agit en premier lieu de proposer une interprétation de cette différenciation sociale en faisant l'hypothèse qu'elle résulte en grande partie des scissions familiales qui ont touché nombre de grandes familles paysannes traditionnelles au cours des dernières décennies. Mais analyser cette évolution conduit rapidement à s'interroger sur les interactions entre de multiples variables : les organisations de producteurs et l'accès au crédit, le niveau d'équipement, les systèmes de culture et d'élevage et leur répartition sur les terroirs villageois. Le cadre théorique fourni par les approches *Sustainable Rural Livelihoods* apparaît adapté pour déchiffrer une réalité aussi complexe : elle est centrée sur le ménage rural, et les concepts de capital humain, social, financier, physique et naturel recouvrent les différentes dimensions des transformations abordées ici tout en les liant aux questions d'intensification agricole ou de diversification des

revenus. Tester cette théorie, dans le cas de la zone cotonnière du Burkina Faso, constitue le second objectif de ce chapitre. Ses concepts seront donc mobilisés pour présenter les faits historiques ayant marqué l'histoire récente de cette région et ensuite leurs intérêts et limites seront présentés.

LA GRANDE FAMILLE, PAUVRE EN CAPITAL PHYSIQUE MAIS RICHE DE SON CAPITAL HUMAIN

Au Burkina Faso, avant la généralisation de la culture du cotonnier dès les années 1960, l'outillage agricole était manuel et les systèmes de production fondés sur les systèmes de culture sur abattis-brûlis étaient peu productifs.

L'organisation familiale permettait néanmoins de dégager des surplus appréciables. L'exploitation familiale type reposait sur la « grande famille ». Les jeunes ne quittaient pas la cellule familiale même une fois mariés. Les différentes générations vivaient ensemble et la famille pouvait regrouper de 40 à 60 personnes. Ainsi, chez les Bwa, la famille qui regroupait les membres du segment de lignage exerçant en commun une activité économique pouvait compter plus de 100 personnes (Tersiguel, 1995).

Contrairement à une famille nucléaire dont les capacités productives varient fortement au cours du cycle de vie familial (Tchayanov, 1990), dans ces grandes familles le rapport entre le nombre d'actifs et le nombre de dépendants demeurait relativement constant. Mais surtout, pour une large part, les travaux agricoles étaient réalisés en commun, de sorte que les jeunes encore peu chargés de famille dégageaient un surplus alimentaire là où leurs aînés ne pouvaient que difficilement nourrir leurs dépendants. Comme cela a pu être mesuré dans d'autres sociétés (Sahlins, 1976), un surplus pouvait donc être constitué au sein de cette grande famille peu équipée, mais riche de son capital humain, malgré la faible productivité des systèmes de production.

Gérer un tel nombre de personnes supposait néanmoins une organisation efficace mêlant libertés individuelles et respect des contraintes collectives. Celle-ci reposait sur le principe de séniorité, la gérontocratie impliquait des rapports de soumission et de subordination aux anciens (Tersiguel, 1995). La résidence était patrilocale (Tersiguel, 1995), l'ensemble des membres de la famille habitant une même concession, séparée de ses voisines par une palissade de tiges de mil ou un mur de glaise. Pourtant, cette communauté de résidence n'était qu'apparente, chaque individu adulte ayant en effet sa propre case. Au fur et à mesure de l'élargissement de la famille, les enfants construisaient leurs cases autour de celle de leur père. La concession se trouvait ainsi divisée en quartiers bien distincts, parfois séparés eux-mêmes par un mur, comme cela pouvait encore s'observer récemment chez les Bisa. Situés en périphérie de concession, les jeunes jouissaient d'une certaine indépendance, mais ne pouvaient entrer ou sortir sans passer par la cour des anciens qui occupait le centre de la concession (Dafinger et Reikat, 1999).

Le chef de maison attribuait les tâches de production et de répartition des biens, notamment du grain à des personnes dont la fonction était reconnue de tous. Ainsi, chez les Bwa, l'organisation des travaux champêtres était confiée au chef des cultivateurs qui dirigeait et contrôlait toutes les activités collectives des travailleurs hommes de la maison, et épisodiquement femmes lors des semis et des récoltes. C'est aussi lui qui s'occupait des quelques bovins éventuels. Ces fonctions étaient généralement remplies par le fils aîné, voué à devenir chef de maison lui-même. Gérant le travail de tous, le chef de concession était aussi responsable de l'alimentation de chacun. La répartition des grains était confiée à un chef des greniers qui décidait des dates d'ouverture et des rations quotidiennes de chacun. C'était en général un homme âgé dégagé des activités de production qui veillait au stockage des grains et procédait éventuellement à la commercialisation des surplus (Tersiguel, 1995). De nombreuses études ont mis en évidence des organisations familiales similaires pour les populations Mossi (Marchal, 1987).

Cette organisation où les pouvoirs étaient concentrés dans les mains des anciens était probablement contraignante pour les jeunes qui devaient obéissance à leurs pères, oncles ou frères aînés. Les vellétés d'indépendance étaient sans doute bien réelles. Aussi, au sein de chaque maison, la production agricole reposait sur deux types de champs : les champs collectifs et les champs individuels. Les premiers étaient gérés par le père, l'oncle ou le frère aîné. On y cultivait avant tout le mil et le sorgho, car de ces parcelles dépendait l'essentiel de l'alimentation familiale. Les seconds champs étaient attribués aux jeunes non mariés et aux femmes par le chef de maison. Sur « leurs » parcelles, les jeunes et les femmes jouissaient d'une entière autonomie. La production qu'ils en tiraient, bien insuffisante pour leur permettre de quitter la maison (Tersiguel, 1995), était vendue et leur assurait une certaine autonomie monétaire.

Ces deux types de parcelles n'occupaient pas les mêmes terroirs. Les sols dont disposait une famille étaient généralement des sols ferrugineux tropicaux caractérisés par leur cuirasse ferrugineuse. La profondeur de cette croûte est variable, mais elle affleure généralement sur les parties les plus hautes des interfluves où se sont formés des lithosols de très faible épaisseur. En contrebas, issu du démantèlement de la cuirasse et de l'écoulement des eaux de pluie, un glacis d'érosion s'est constitué. On trouve généralement des sols de texture de plus en plus fine allant de gravillonnaire sur les hauts glacis à limono-argileux sur les bas glacis et franchement argileux dans les bas fonds et plaines alluviales. La profondeur, la capacité de rétention en eau et la fertilité minérale s'améliorent le long de cette toposéquence, mais les caractéristiques physiques sont de moins en moins favorables, les horizons de surface étant de plus en plus compacts (Stoop, 1987). Sur les hauts glacis, la texture sableuse facilitait les désherbages manuels et, à une époque où la pluviométrie était plus clémente, la moindre capacité de rétention en eau s'avérait peu gênante. Dans les bas fonds, la préparation du sol ne pouvait

démarrer qu'après plusieurs semaines de pluies et elle supposait de lourds aménagements (confection de casiers, de buttes...) pour limiter les effets des éventuelles crues tardives.

Les parcelles collectives occupaient les hauts glacis, alors que les petites parcelles individuelles étaient bien souvent situées dans les bas fonds (Lavigne Delville, 1998). De cette façon, le travail consacré à leur culture n'empiétait pas trop sur les tâches à effectuer sur les grandes parcelles familiales.

LA RÉVOLUTION COTONNIÈRE, DU CAPITAL SOCIAL AU CAPITAL FINANCIER ET PHYSIQUE

Bien qu'introduite précocement par la puissance coloniale la culture du cotonnier *Gossypium hirsutum* ne prit véritablement de l'importance qu'au moment de l'accession de la Haute-Volta à la souveraineté nationale en 1960.

Cette culture de rente fût le point de départ d'une profonde transformation des systèmes de production. En 1979, le secteur fut confié à la Société voltaïque des fibres textiles (Sofitex) et bénéficia d'une politique agricole incitative : une caisse de stabilisation permit de réduire les variations de prix, les agriculteurs eurent accès à des semences sélectionnées et des engrais de synthèse à prix subventionnés, ainsi qu'à des crédits destinés à l'acquisition d'animaux de trait et d'équipements attelés. Parallèlement à ces interventions de l'État, les changements techniques ont largement reposé sur la mobilisation du capital social des familles paysannes.

Tout d'abord parce leur dotation initiale en capital financier et physique étant bien faible, c'est le capital social qui constitua la garantie des prêts. On créa les groupements villageois, organisations de producteurs qui prenaient en charge la collecte primaire et la pesée du coton de leurs membres. En échange, les groupements villageois recevaient une ristourne proportionnelle aux volumes traités de la part de la Sofitex. Cette somme servait ensuite de caution solidaire pour l'octroi de crédits individuels (Schwartz, 1993). C'est grâce à ces crédits que les familles allaient acquérir des paires de bœufs, des charrettes, des charrues et des sarclo-bineurs. Labour, semis en lignes et sarclo-binages devinrent les moyens privilégiés de lutte contre les adventices. Mais pour faciliter leur usage, les parcelles se devaient d'être essouchées et il convenait d'éliminer les friches des rotations.

La révolution cotonnière des années 1970 et 1980 a ainsi fondamentalement reposé sur l'association agriculture-élevage et donc sur les relations qu'ont su tisser les agriculteurs sédentaires avec les éleveurs Peuls transhumants. Ne plus recourir aux friches supposait de disposer de nouveaux moyens pour reproduire la fertilité organique des parcelles. Le passage à la traction attelée n'était envisageable qu'à la condition de disposer d'un

nombre de bovins suffisant pour que les apports de fumier se substituent aux friches. De ce point de vue, les seuls engrais minéraux étaient insuffisants, non seulement parce que leur efficacité est bien moindre en l'absence de complexe argilo-humique, mais aussi parce que la capacité de rétention en eau des sols est insuffisante pour favoriser une bonne levée et une bonne résistance des cultures aux herbes parasites comme le striga (*Striga* sp.). Les contacts entre éleveurs et agriculteurs étaient déjà anciens, mais jusque-là les échanges de petits ruminants contre des céréales et les contrats de fumures s'opéraient durant quelques semaines au cours de la saison sèche. À partir des années 1970, les familles peules ont été autorisées à s'installer durablement sur les finages des agriculteurs. Elles ont pu bénéficier du système foncier traditionnel particulièrement accueillant. Le droit d'attribution relevait des chefs des lignages fondateurs qui, arrivés les premiers sur les lieux, disposaient de la propriété éminente de l'ensemble du finage. Ce droit d'attribution était aussi un devoir : ces chefs de terre se devaient d'attribuer une parcelle à quiconque en exprimait le besoin, y compris aux étrangers. C'est dans ce cadre que les Peuls ont pu obtenir des parcelles à la périphérie des villages.

Pour les éleveurs, demeurer toute l'année dans cette région cotonnière méridionale plus arrosée assurait un bon affouragement des troupeaux. De plus, il leur était possible d'envisager la culture du maïs dont les bons rendements, inenvisageables dans le nord sahélien, leur assureraient une plus grande autosuffisance alimentaire. Les agriculteurs quant à eux ne disposaient que de quelques têtes de bétail et les ont volontiers confiées aux Peuls. Non seulement ces cultivateurs ne disposaient pas encore d'un grand savoir-faire en matière d'élevage, mais leurs troupeaux n'étaient pas suffisamment nombreux pour y affecter un ou plusieurs actifs familiaux. Les éleveurs conduisaient ainsi de grands troupeaux constitués de leurs propres animaux, ainsi que de ceux qui leur étaient confiés. En outre, les quelques têtes de bovins dont disposaient les agriculteurs étaient bien insuffisantes pour épandre les quantités de déjections que les nouveaux systèmes de culture supposaient. En parquant les bovins la nuit sur les parcelles en vaine pâture en saison sèche et dans des parcs attenants aux parcelles en hivernage, les agriculteurs bénéficiaient de quantités appréciables de fumure accumulées tout au long de l'année. Avec les charrettes, le transport des déjections des parcs d'hivernage vers les parcelles devenait possible.

L'accueil des familles peules s'est donc effectué dans le cadre des règles coutumières d'hospitalité, mais cela servait aussi les intérêts des agriculteurs de l'époque. Ils leur offraient un accès à une partie de leurs terres, mais bénéficiaient de leur savoir-faire en matière d'élevage. D'une certaine manière, ces nouveaux contrats de fumure relèvent du capital social de ces différentes familles, les agriculteurs échangeant une partie de leur capital foncier contre une partie du capital humain des éleveurs.

UNE DÉGRADATION DU CAPITAL NATUREL TRÈS RELATIVE

Ces changements techniques ont coïncidé avec ce qui pourrait apparaître comme une dégradation du capital naturel. Au Burkina Faso, comme dans toute la bande soudano-sahélienne, un assèchement climatique marqué s'est manifesté dans la seconde moitié du xx^e siècle. Pourtant, les agriculteurs ont profondément réorganisé leurs terroirs et n'ont été que peu affectés par cette péjoration climatique. Avec des moyens de transports plus performants et une force de traction plus puissante, ils ont pu mettre en culture les bas glacis. Or, ces terres lourdes qui n'avaient joué qu'un rôle marginal jusque-là sont peu à peu devenues les terroirs les plus intéressants car dotés d'une meilleure capacité de rétention d'eau que les hauts glacis sableux. La baisse des précipitations a même eu de bons côtés car elle a permis aux éleveurs peuls de s'installer durablement dans les villages. Les conditions climatiques des régions sahéliennes où ils séjournèrent habituellement en saison des pluies sont devenues plus difficiles et dans le même temps l'assèchement climatique a contribué au recul de la trypanosomiase qui affectait les troupeaux bovins lors de leurs séjours en zone cotonnière.

Contrairement à une idée encore répandue, la traction attelée a certes accru les surfaces annuellement mises en culture par actif, mais elle n'a pas pour autant donné lieu à une déforestation massive, bien au contraire (Bainville, 2012). Disposant d'engrais minéraux et organiques en quantités appréciables et de moyens de lutte contre les herbes adventices plus efficaces, il devint possible de cultiver les parcelles tous les ans, sans période de friche aucune. Les systèmes de cultures continues se sont rapidement généralisés. Or, avec les systèmes de cultures sur abattis-brûlis, la rotation d'une année de cultures avec 15 années de friches impliquait de disposer chaque année de 16 hectares : 1 cultivé et 15 en friche. Mais avec les systèmes de culture continue, pour cultiver un hectare, un agriculteur n'avait plus besoin que d'un hectare ! La forte intensification sur les parcelles de bas glacis s'est ainsi accompagnée d'une extensification dans l'usage des hauts glacis. Ces derniers ne faisant plus l'objet de défriches régulières, la brousse s'est reconstituée. Ces espaces ont dès lors pu être voués au pâturage collectif et c'est là qu'on installa les Peuls.

DE LA GRANDE À LA PETITE FAMILLE

Au cours des dernières décennies, on a pu observer une augmentation anormalement élevée de création de nouveaux ménages agricoles résultant des scissions familiales, appelées « éclatement des familles » (Drabo, 2000). Pourtant, les causes de ce phénomène ont peu été analysées, ces transformations étant simplement attribuées aux tendances individualistes actuelles qui accéléreraient la séparation des familles (Haan et Zoomers,

2005) ou à la pression démographique et au difficile accès à la terre qui en résulteraient (Drabo, 2000).

Des divisions familiales s'étaient pourtant déjà produites bien avant ces supposés effets de la modernité ou de la démographie. Ainsi, dès la période coloniale, des divisions familiales ont pu être observées à la suite de l'instauration de l'impôt de capitation (Marchal, 1987). Dans les familles se posa en effet la question de savoir qui devait acquitter cette nouvelle taxe : la famille ou chacun de ses membres. En d'autres termes, devait-on prélever ce tribut sur les parcelles individuelles ou sur les champs collectifs ? Les conflits générationnels qui en ont résulté sont à l'origine des premières divisions au sein des familles. Les précurseurs de cette volonté d'autonomie auraient été les jeunes hommes partis en expatriation, d'abord comme militaires puis comme salariés vers le Ghana et la Côte d'Ivoire (Tersiguel, 1995). Cependant, les scissions familiales se sont multipliées avec l'expansion de la culture du cotonnier. Celle-ci, introduite à la période coloniale, ne s'est généralisée dans les campagnes qu'à partir du milieu des années 1970. Dès le début des années 1990, un tiers seulement des familles regroupaient plus de 15 personnes et pouvaient encore être considérées comme « grandes » (Schwartz, 1991).

Cette organisation du travail familial, fondée sur une combinaison subtile d'obligations sur les parcelles collectives et d'autonomie sur les parcelles individuelles, était fragile. Comme dans les pays voisins (Dey, 1981), tout changement dans les systèmes de production, comme l'introduction d'une nouvelle culture commerciale, pouvait donc affecter les relations familiales.

Les conflits ont d'abord résulté de difficultés nouvelles dans la répartition du travail familial. Avec un cycle plus long que les cultures céréalières traditionnelles, la mise en place du cotonnier dans les champs collectifs a fortement réduit le temps dévolu aux jeunes pour leurs parcelles individuelles (Fok, 2006). Les nouveaux calendriers de travail rendaient difficiles les cultures de bas fond. La confection des buttes d'ignames et de patates douces, le repiquage du taro et le désherbage du riz étaient des opérations coûteuses en travail et qui coïncidaient avec la culture du cotonnier. Les récoltes d'igname et de taro en particulier empiétaient sur la récolte du coton, elle-même très coûteuse en travail, car une fois arrivé à maturité le coton doit être récolté au plus vite pour éviter toute perte de poids par dessèchement. Toute la famille était donc mobilisée en novembre et décembre, période jusque-là dévolue aux cultures individuelles. Dès l'introduction du cotonnier, on enregistra un recul des cultures de bas fond comme l'igname, le manioc ou la patate douce (Manessy, 1960, cité par Tersiguel, 1997). Une certaine concurrence pour l'espace s'est aussi manifestée dans l'allocation des terres familiales. Avec l'extension des surfaces cultivées en cotonnier, le début de saison sèche est devenu critique, car la vaine pâture ne pouvait commencer qu'après cette récolte tardive. La moindre mise en culture des bas fonds et plaines alluviales s'imposait donc pour disposer de nouvelles ressources fourragères à cette période.

Comme cela a pu être analysé dans d'autres contextes (Amanor, 2010), la plus grande monétarisation de l'économie familiale a aussi joué un rôle majeur. Avec le cotonnier, les revenus monétaires se sont en effet trouvés concentrés dans les mains des aînés, les cadets perdant ainsi doublement leur ancienne autonomie monétaire : non seulement l'argent qu'ils tiraient de leurs parcelles se réduisait fortement, mais leurs dépenses reposaient maintenant sur le bon vouloir des aînés. La répartition des rations céréalières, qui ne posait pas de problème jusque-là, s'était muée en division des sommes d'argent issues de la vente du coton, ce qui s'avéra bien plus délicat. Les conflits entre les jeunes et leurs aînés se sont ainsi multipliés au sein des familles.

Enfin, au Burkina Faso comme dans les pays voisins (Chauveau et Richards, 2008), ces tensions intergénérationnelles ont été exploitées par le discours politique de l'époque. Les allégations du pouvoir sankariste contre les leaders traditionnels et la mise en place des comités de défense de la révolution (CDR) ont certainement donné une légitimité nouvelle aux jeunes (Dacher, 2005).

Nombre de jeunes se sont donc émancipés à cette époque. Jusqu'au début des années 2000, la migration dans les plantations de Côte d'Ivoire a pu constituer une alternative intéressante. Mais contrairement aux migrations internationales qui diversifient les revenus des familles d'origine grâce aux transferts internationaux, la motivation de ces jeunes migrants était de retrouver autonomie monétaire et indépendance économique. D'ailleurs, les aînés ont veillé à ce que les revenus issus de la migration soient consacrés par les jeunes eux-mêmes à leurs propres dépenses ostentatoires et n'affectent pas la consommation familiale et la hiérarchie des pouvoirs qui l'accompagnait (Capron et Kohler, 1975). Loin de résoudre les conflits intergénérationnels, cette émigration a précipité les scissions en permettant aux jeunes de s'installer dans des conditions relativement confortables. Mais cette opportunité s'est malheureusement terminée au début des années 2000 avec les persécutions dont les étrangers ont été victimes en Côte d'Ivoire avant que le pays ne sombre dans la guerre civile. Depuis, les conditions d'installation des jeunes ménages sont particulièrement précaires, car au moment de leur séparation du foyer familial ils obtiennent des terres médiocres sur les hauts glacis, et les animaux et l'outillage restent aux mains des doyens.

UNE DIVERSIFICATION SOURCE D'EXCLUSION

Depuis la dévaluation du franc CFA en 1994 et la baisse des cours internationaux du coton, la culture du cotonnier a perdu de son intérêt. Dans les grandes familles bien équipées, les surfaces dévolues à cette culture se réduisent. Ce faisant, du temps de travail est libéré en début de saison sèche et il est à nouveau possible de consacrer les bas fond et plaines alluviales au maraîchage de contre-saison dont les prix sont particulièrement intéressants.

Beaucoup d'agriculteurs se sont aussi dotés de troupeaux bovins qui dépassent fréquemment les 20 têtes. La valeur ajoutée annuelle obtenue avec trois vaches mères (environ 150 000 F CFA) est équivalente à celle obtenue avec un hectare soumis à une rotation de cotonnier et de maïs. La force de traction n'est donc plus le seul motif de l'élevage de bovins. Le troupeau familial est aussi suffisant pour fertiliser les parcelles. Le confiage aux éleveurs peuls est moins fréquent, car les animaux sont alors gardés par un actif familial ou un vacher salarié.

Peu à peu, les troupeaux des éleveurs peuls sont devenus des concurrents pour les ressources fourragères. Certes, la moindre présence du cotonnier dans les assolements permet de disposer de davantage de résidus de cultures. Les tiges de cotonnier n'ont aucune valeur fourragère et sont brûlées, alors que les tiges de mil ou de sorgho sont particulièrement appréciées. Mais avec la pratique du maraîchage, la présence du bétail est devenue problématique dans les bas fonds et plaines alluviales. Il faut donc constituer des réserves fourragères suffisantes pour la mauvaise saison. Les précieux résidus ne sont plus laissés à la disposition de tous les animaux du village, mais font de plus en plus l'objet d'un ramassage et d'un stockage individuel. Les tiges de mil et de sorgho et la distribution de tourteaux de coton constituent alors l'essentiel de la ration journalière en saison sèche. Cette fin de la vaine pâture permet à son tour d'implanter des vergers. Les plantations arboricoles (anacardières et manguiers principalement) s'étendent depuis quelques années dans la zone cotonnière. Dans le cœur historique de la culture du cotonnier, le sud-ouest, ces cultures pérennes sont en passe de supplanter les cultures annuelles. En revanche, pour protéger des troupeaux ces cultures présentes toute l'année, les parcelles sont peu à peu encloses de haies vives d'agaves, de neems ou de *Jatropha curcas*. On comprend que les conflits se multiplient entre éleveurs et agro-éleveurs (Hagberg, 2001). Nombre d'éleveurs peuls sont contraints de repartir en transhumance en saison sèche et il est à craindre que ces déplacements saisonniers imposés ne soient le prélude à une exclusion durable des familles peules des finages.

Les jeunes ménages d'agriculteurs ont aussi été victimes de cette diversification des systèmes de production au sein des grandes familles. La diversification et la remise en question de la vaine pâture qui l'a suivie ont fortement réduit leurs capacités à se constituer un troupeau. Par ailleurs, à la suite de ce moindre intérêt pour la culture du cotonnier, l'accès au crédit est devenu bien plus difficile. Les volumes de coton récoltés étant insuffisants pour couvrir les crédits engagés, il en résulta de sérieuses situations d'impayés dans nombre de groupements villageois (Schwartz, 1997). Par le jeu de la caution solidaire, cet endettement des groupements villageois vis-à-vis de leur créancier se doublait d'endettement entre paysans et les plus gros producteurs se trouvaient ainsi pénalisés. À partir de 1996, la filière cotonnière fut privatisée dans le cadre du plan d'ajustement structurel agricole (Pasa) et de nouvelles organisations ont été constituées : les groupements

de producteurs de coton. Le fonctionnement était similaire à celui des groupements villageois, mais le public était bien plus homogène, les membres devant cultiver au moins 6 hectares de cotonnier, condition que bien des jeunes ne peuvent remplir.

CONCLUSION

L'histoire récente de la zone cotonnière du Burkina Faso montre toute la complexité d'une révolution agricole. Le changement technique n'est pas socialement neutre et les bénéfices tirés de l'intensification ne sont pas forcément partagés par tous, y compris au sein des familles paysannes. Le cadre SRL est utile pour analyser un tel processus, car, élaborée dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, il invite l'observateur à la vigilance en tenant compte de toutes les dimensions du phénomène étudié. Cependant, pour comprendre les scissions familiales ou les actuelles tensions entre agriculteurs et éleveurs, un complément utile est apporté par l'approche systématique des agronomes français.

En tentant de synthétiser les apports de l'économie des ménages et des études de genre, les précurseurs du cadre SRL avaient anticipé ce type de conflit. Pour le premier courant, le ménage se caractérise par le partage et, implicitement, la communauté d'intérêts : *« co-resident groups of persons, who share most aspects of consumption, drawing on and allocating a common pool of resources (including labour) to ensure their material reproduction »* (Schmink, 1984). Le second insiste en revanche sur les divergences qui peuvent exister entre les membres d'un même ménage et tout particulièrement entre hommes et femmes. Aussi, la définition donnée par Chambers et Conway (1991) dans leur texte fondateur tente-t-elle de concilier ces deux points de vue : *« it is important to recognize an individual or intrahousehold level, in which the wellbeing and access of some household members, and especially women and children may be inferior to that to others, especially men; and also the broader levels of the extended family, the social group and the community. These levels are widely significant, but for the sake of brevity and clarity, we will here use the household as the unit of analysis. »* Pourtant, rien n'est mentionné sur les raisons pour lesquelles les dissensions pourraient l'emporter sur la communauté d'intérêt.

La présente étude de cas est riche d'enseignements sur cette question. Elle nous invite à ne pas oublier l'une des caractéristiques majeures de l'agriculture familiale, à savoir la non-dissociation entre la famille et l'entreprise. Les rapports sociaux sont ici par nature ambivalents. Dans ces familles, les relations familiales sont aussi des relations de travail et, symétriquement, dans ce type d'entreprises, les relations de travail sont aussi des relations familiales. Comprendre une exploitation familiale suppose donc d'analyser les interactions entre les techniques de production et l'organisation familiale de la production. Au Burkina Faso, les systèmes de culture et d'élevage sont

subtilement répartis dans l'espace. Une famille travaille une grande diversité de terroirs, se distinguant tant par leurs caractéristiques pédologiques (sols légers des hauts de pente, sols lourds des bas de pentes et plaines alluviales) que par les droits d'usage dont ils sont l'objet (pâturages collectifs, parcelles familiales ou individuelles, vaine pâture). Cette diversité impose de « désagréger » le concept de capital foncier. De même, ces systèmes de culture et d'élevage sont finement combinés dans le temps, combinaison dont l'analyse des itinéraires techniques, des calendriers de travail et de la répartition des tâches rend mieux compte que le seul concept de capital humain, trop englobant.

Affiner ainsi l'analyse aux pratiques paysannes s'avère indispensable pour éviter toute interprétation erronée. En se limitant à l'évolution de la dotation des familles en capital, l'observateur pourrait être tenté d'interpréter les scissions familiales comme le simple résultat d'une substitution du capital humain par du capital physique, évolution classique pour une entreprise capitaliste, mais beaucoup plus rare dans une exploitation familiale. En zone cotonnière du Burkina Faso, les séparations ont avant tout résulté des bouleversements que la culture du cotonnier a entraîné dans les calendriers de travail, l'organisation des terroirs, l'espace et le temps dévolus à chacun. Il en est de même pour les relations entre les agriculteurs et les éleveurs. Le concept de capital social est trop générique pour analyser les relations entre ces deux populations, mélange d'accueil coutumier, de complémentarité technique et d'intérêts économiques. Certes, les agriculteurs se sont peu à peu dotés de troupeaux et leurs connaissances en matière d'élevage se sont améliorées, mais les conflits actuels résultent bien davantage du moindre intérêt pour la production de coton et du bouleversement des calendriers fourragers qui en découle.

L'intensification agricole peut donc être synonyme d'exclusion sociale. Une approche globale du développement agricole est plus que jamais nécessaire et c'est peut-être à partir de l'association de cadres théoriques complémentaires tels que ceux du cadre SRL et de l'analyse systémique qu'il faudra la construire...

UNE FAMILLE ET SON SYSTÈME D'EXPLOITATION PASTORAL SANS FRONTIÈRES, ENTRE NIGER, TCHAD ET NIGERIA

Bernard Bonnet, Ousman Malam Ousseini,
Issoufou El Hadj Attoumane

La forme de production traitée ici est pratiquée en zone sahélienne et soudanienne. Elle est centrée sur un mode vie consacré à l'élevage mobile, système d'activités qui, malgré les multiples contraintes rencontrées, fait encore aujourd'hui preuve d'une grande vitalité¹. Les nombreuses formes de mobilité développées par les sociétés pastorales sahéliennes leur ont permis de s'adapter aux opportunités et contraintes d'accès aux ressources naturelles. C'est un système particulier que nous proposons d'intégrer à cette analyse des agricultures familiales au XXI^e siècle, avec des exploitations familiales pastorales pratiquant la mobilité dans un vaste territoire à l'est du Niger et au nord du Nigeria. Cette région est caractérisée par une forte pression agricole dans les cantons « saturés » du sud et par la remontée dans les zones pastorales plus au nord d'une agriculture encore plus aléatoire. Malgré cette extension de l'agriculture au détriment des espaces de pâturages, la région continue d'accueillir des flux saisonniers très importants de pasteurs transhumants attirés par ses pâturages de saison des pluies.

Le groupe de pasteurs décrit ici pratique un système de mobilité intégrant deux régions du Niger et deux États du Nigeria. Il valorise successivement les ressources en pâturages sahélo-sahariens au nord, puis les zones agropastorales et agricoles plus au sud. L'organisation familiale de ce mode de vie est particulière par son insertion territoriale centrée sur une très grande amplitude de déplacement articulée à un ancrage foncier très limité. De ce

1. Au Niger, le dernier recensement estime qu'au moins 34 % du cheptel est mobile (nomade et transhumant).

fait, l'organisation familiale joue sur plusieurs niveaux d'organisation et de gestion fortement imbriqués : le ménage, le troupeau, l'unité de mobilité permettant au groupe de se déplacer pour bénéficier de ressources, dont l'accès est relativement sécurisé par les alliances et les négociations.

Ce texte s'appuie sur des données de suivi de la mobilité d'unités pastorales et sur l'animation de la sécurisation du foncier pastoral avec les différents acteurs de la transhumance entre 2005 et 2011 (projet de sécurisation des systèmes pastoraux de la région de Zinder, Djerma *et al.*, 2009), ainsi que sur les résultats d'études sociopastorales réalisées en 1982 (Paris *et al.*, 1982).

DIVERSITÉ DES FORMES D'ÉLEVAGE ET D'AGRICULTURE DANS LA RÉGION DE ZINDER (NIGER)

La répartition spatiale des communautés dans la région de Zinder a évolué au fil de l'histoire, en particulier à la faveur des rapports de force pour le contrôle des ressources pastorales (Djerma *et al.*, 2009). Chaque groupe développe une forme d'élevage pastoral spécifique à son mode de vie.

Les groupes peuls (avec plusieurs sous-groupes) et particulièrement les agropasteurs sont aujourd'hui présents sur les 55 communes de la région. Les groupes les plus mobiles sont les Woodaabé et les Oudah. Les Woodaabé sont plus présents dans le département de Tanout et le centre-ouest du département de Gouré. Les Oudah au nord du département de Gouré et au sud-ouest du département de Tanout sont arrivés de Madaoua, Guidan Roundjji et Dakoro, fuyant l'avancée du front agricole et les problèmes de cohabitation avec les agriculteurs haoussas.

Les groupes touaregs, dont certains sont très anciens, ont renforcé leur occupation dans les quatre départements à la suite des grandes sécheresses de 1974 et de 1984. Au sud, les groupes touaregs sont plutôt agropasteurs, mais ils se concentrent majoritairement dans les départements de Tanout et Gouré. Ils vivent de manière prépondérante de l'élevage pastoral. Dans les communes du nord, Tanout, Tenhya, Alakoss, jusqu'au sud-ouest de Tesker, le groupe touareg exerce une maîtrise foncière dominante mais non exclusive.

Les groupes toubou (Téda, Dazza, Azza) sont majoritairement implantés dans la commune rurale de Tesker. La plupart d'entre eux sont arrivés du Tchad vers 1850. Ils occupent deux types de milieux :

- le nord (massif de Termit) est le plus vaste, mais le moins riche en ressources : les éleveurs (Toubou Téda) de dromadaires le parcourent à la recherche du pâturage rare mais d'excellente qualité dont le *zri*, *Cornulaca monacantha* favorisant la production de lait et l'embonpoint des dromadaires ;
- le sud et la portion centrale sont les domaines de prédilection des Toubous Dazza et Azza, éleveurs de dromadaires, caprins, ovins et très souvent de bovins. C'est dans cette bande où se regroupent les effectifs humains et animaux les plus importants du fait de l'abondance de la végétation naturelle :

l'hivernage en juillet-août permet la reprise annuelle d'un pâturage de graminées dense, pâturé tout au long de l'année. La zone est parsemée d'épineux, complément fourrager indispensable.

Les Toubous s'y trouvent, par endroits, en concurrence avec divers groupes peuls et très souvent arabes. La compétition des troupeaux pour des ressources limitées prend parfois des dimensions conflictuelles, d'autant que ces groupes sont parfois armés, conséquence des rébellions qu'a connues le Niger. La stratégie d'occupation de l'espace des Toubous se fonde sur le marquage foncier par la construction de puits traditionnels.

Les groupes arabes sont aussi présents dans la région. Ils occupent la portion se situant entre les Toubou Têda au nord, Dazza et Azza au centre et au sud. Ces sites étaient anciennement occupés par des Peuls (Blakawa, Kassatia, Falassa...). Ces derniers se sont repliés un peu plus au sud suite aux sécheresses de 1974 et 1984.

Les Arabes Ouled Slimane, Hassaouna et Miyassa seraient arrivés du Tchad dans les décennies 1960-1970. Ils pratiquent principalement l'élevage camelin mobile. Cet élevage est de plus en plus associé à des bovins et petits ruminants non concernés par la transhumance de grande amplitude.

Quant aux Arabes Mohamid, ils sont aussi venus du Tchad et pratiquent l'élevage exclusif et mobile des dromadaires. Ils quittent leur terroir de la commune de Goudoumaria (région de Diffa) juste avant la libération des champs et transhument ouest-sud-ouest pour traverser plusieurs communes de Tesker, Kellé, Gouré... avant d'entrer au nord du Nigeria.

Outre ces quatre premiers grands groupes sociaux, à dominante pastorale, d'autres groupes ont aussi développé des activités d'élevage parmi les groupes d'agriculteurs éleveurs (Haoussa, Kanouri). On assiste à un fort développement de l'élevage chez les agriculteurs, ce phénomène étant observé depuis la grande sécheresse de 1984 (Beidou *et al.*, 1990 ; Habou *et al.*, 1990).

Chaque groupe opère des choix techniques et économiques qui lui sont propres dans la sélection et la priorisation des espèces élevées, avec en commun l'association de petits et gros ruminants et de bêtes de transport (tableau 15.1).

Tableau 15.1. Espèces élevées par groupe de pasteurs.

Groupes sociaux	Espèces élevées par ordre de priorité
Peul	Bovins, ovins, caprins, asins, équins, camelins
Touareg	Camelins, ovins, caprins, asins
Toubou	Camelins, caprins, ovins, asins
Arabe	Camelins, bovins, ovins, caprins, équins
Kanouri	Ovins, caprins, bovins, équins, camelins
Haoussa	Bovins, ovins, caprins

LE GROUPE FAMILIAL OUDAH D'ARDO BANDÉ

Le groupe familial d'Ardo Bandé, leader peul Oudah, est régulièrement impliqué dans les travaux de sécurisation des espaces pastoraux de 2006 à 2011. Ardo Bandé est un chef de famille avec le rang de Ardo, ce qui lui donne un rôle essentiel dans la gestion de la mobilité du groupe Oudah, en particulier lors des grands mouvements de transhumance à travers les régions agricoles avec une forte densité de population où les risques de conflits sont importants.

L'élevage pastoral familial constitue une forme très particulière d'exploitation agricole familiale uniquement fondée sur l'élevage transhumant. En milieu pastoral, l'unité de production est complexe et se réduit très rarement au ménage qui caractérise le capital humain de l'exploitation. Le capital physique se limite au seul cheptel sur lequel repose tout le système, mais ce cheptel, outre qu'il associe plusieurs espèces, relève de statuts et de propriétaires multiples. Le capital naturel est aussi fondamental, mais il s'appuie sur les vastes espaces de ressources communes rendus accessibles grâce à la mobilité (ici plus de 300 km d'amplitude annuelle). Cette mobilité est gérée collectivement grâce au développement d'un capital social apte à négocier des droits fragiles et sans cesse renouvelés d'accès aux ressources pastorales qui relèvent d'autres maîtrises foncières prioritaires. Les unités de production, de résidence, de consommation, d'accumulation ne coïncident pas toujours. De nombreux travaux (Maliki, 1982; Marty *et al.*, 2009; Gastellu, 1980) montrent que les contours du système d'exploitation sont fluides avec les prêts, les dons, les héritages et les échanges indispensables à la survie.

Le système d'élevage pastoral développé par Ardo Bandé correspond à l'ensemble « pasteur-troupeau-terrain de parcours » conceptualisé par Landais et Faye (1986), qui rejoint les trois pôles « territoire-éleveur-troupeau » défini par Lhoste (1984). Il s'agit d'un système piloté par les pasteurs pour élever leur bétail en exploitant essentiellement des ressources naturelles (pâturages et points d'eau). C'est une forme d'élevage extensif en raison de l'étendue des surfaces exploitées et du faible niveau d'intrants. Il doit sa viabilité à la mobilité, soutenue par une organisation sociale bien spécifique pour sécuriser familles et troupeaux dans les mouvements.

L'organisation sociale des éleveurs nomades du Niger fait apparaître jusqu'à cinq niveaux de responsabilités et de gestion imbriqués. Dans le cas des Wodaabe analysés par Bodé (2008), la compréhension de « l'exploitation familiale pastorale » doit intégrer plusieurs niveaux :

- le ménage ; l'unité familiale nucléaire ou unité sociale *wuro* ;
- le troupeau ; l'unité de gestion groupée du troupeau *dudal*, qui réunit plusieurs *wuro* de proches parents dans la conduite d'un même troupeau.

À ces deux échelons de base constitutifs de l'exploitation familiale sont associés très étroitement des niveaux de décision essentiels à la mobilité du ménage et du troupeau familial :

- groupe de mobilité ; l'unité de transhumance *tijol* qui rassemble *wuro* et *dudal* lors des grands mouvements de transhumance ;
- rassemblement dans les zones d'insécurité ; l'unité de voisinage fondée sur l'affinité *gondal* qui rassemble plusieurs groupes différents dans les situations de forte insécurité pouvant engendrer des attaques ou vols de bétail ;
- regroupement des fractions ; le rassemblement annuel *worso ngaynako*, regroupement large des différentes fractions du lignage, au cours duquel se déroulent différentes cérémonies dont les mariages.

LE CAPITAL HUMAIN, UNE UNITÉ FAMILIALE ÉCLATÉE POUR PRÉVENIR LES RISQUES

Conformément aux observations de Bodé *et al.* (2012) et Marty *et al.* (2009), les relations de parenté sont décisives et fonctionnent à des niveaux ou échelles différents : le ménage nucléaire polygame ou non (mari, femme(s), enfants), le lignage, le clan. La famille en question est une famille patriarcale conduite par le patriarche Ardo Bandé Oroji. Il a épousé deux femmes issues de son lignage Oudah et a eu sept enfants de ses deux épouses. Ardo Bandé gère directement un troupeau de bovins de race Oudah assez conséquent. Il a opté cette année pour la division du troupeau et de la famille comme stratégie d'adaptation à l'insécurité au nord du Nigeria.

Sa première épouse est avec lui, avec le grand troupeau, à la frontière tchadienne, tandis que sa plus jeune épouse est restée au Niger avec une partie du troupeau dans le groupe de ses cousins Oudah, bénéficiant ainsi d'un réseau de relations de parenté bien établi. Ce groupe résidant au Niger occupe aujourd'hui la partie intermédiaire entre les zones agropastorale et pastorale, où il y a de grandes mares et les marchés hebdomadaires importants.

LE CAPITAL PHYSIQUE D'ARDO BANDÉ : LE TROUPEAU ET SA GESTION

Principal instrument de production de ce système d'activité, le troupeau constitue l'essentiel du capital physique, auquel s'ajoute depuis peu le téléphone mobile.

Pour Ardo Bandé, le troupeau optimal se composerait d'environ trente-cinq têtes dont dix vaches adultes à la traite, cinq vaches adultes gestantes, huit génisses, deux taureaux et dix jeunes bovins pour la relève.

Le troupeau principal est composé de zébus de race Oudah, réputée prolifique et très prisée sur le marché compte tenu de sa conformation et de sa capacité d'adaptation. La race Oudah est très recherchée, très mobile et consomme généralement du fourrage vert (herbacé ou aérien) tout le long du parcours de mobilité.

Le troupeau est mixte, composé de bovins et d'ovins et, dans une moindre mesure, de caprins et des animaux de transport. Le capital bétail de la famille est représenté par les bovins auxquels les pasteurs attribuent le prestige et

La notion de troupeau, la corde ou l'unité de gestion optimale

La corde (*éloua* ou *garké*) est la dimension optimale recherchée pour la gestion du troupeau familial (*ducal*). Cet optimum serait d'environ 30 bovins chez les Oudah, le troupeau étant toujours associé à des ovins et quelques caprins.

Une unité familiale (*wuro*) peut gérer deux ou plusieurs *garké*. Quand le capital bétail devient important, il doit en effet être scindé en plusieurs troupeaux de manière à pouvoir gérer les déplacements, la conduite au pâturage, l'abreuvement. C'est généralement à l'occasion de l'installation d'un enfant adulte marié que s'opère cette division du troupeau.

l'estime. Pour assurer une meilleure gestion du troupeau et de ces produits, les vaches laitières sont séparées des veaux qui restent attachés à la corde à veaux au moment où les mères sont conduites au pâturage. Ils sont ensuite conduits à proximité du campement sous la surveillance des enfants.

Les ovins constituent la caisse de trésorerie des hommes qui les vendent afin d'approvisionner la famille en céréales, en étoffes, habillement et qui s'en servent comme cadeaux ou *cola* aux autorités administratives et coutumières afin d'accéder aux ressources. Les caprins et la vente des produits laitiers (lait, beurre, fromage...) sont sous le contrôle des femmes. Elles utilisent ces ressources pour acheter les condiments et les produits de beauté.

Les montures et les animaux porteurs peuvent être nombreux dans le troupeau. Ce sont généralement des ânes (mais aussi des bœufs porteurs) et de belles montures : chevaux et de plus en plus souvent des dromadaires. Toute la famille, ses ustensiles, son habitat et les jeunes animaux doivent être transportés au rythme soutenu du troupeau.

Sous la conduite des femmes, l'âne est utilisé pour la corvée de l'eau en saison sèche et pour le transport des tentes et des effets personnels de la famille. Ce sont aussi sur les ânes que voyagent les jeunes enfants et les agneaux trop jeunes pour marcher sous le soleil.

Il n'y a jamais correspondance exacte entre le troupeau exploité et le troupeau effectivement possédé. Maliki (1982) identifie ainsi pas moins de huit catégories de bovins dans le troupeau peul wodaabe : bêtes appartenant au berger lui-même, bêtes allouées à l'épouse lors des cérémonies de mariage, bêtes pré-héritées par les enfants, vaches confiées temporairement (fournissant des veaux et du lait sur une période assez longue), vaches en lactation prêtées pour une courte période, bêtes gardées pour le compte de propriétaires d'autres communautés sédentaires, bêtes appartenant à des parents ou amis gardées temporairement, bête reçue en dot pour le mariage d'une fille.

Le troupeau bovin constitue un patrimoine familial. Celui d'Ardo Bandé regroupe ses animaux, les animaux de la dot de ses deux femmes, les

animaux de ses enfants adultes et mineurs. Aussi, quand il s'agit de vendre un bovin, il faut une large concertation de l'ensemble des membres de la famille pour s'accorder sur la bête à vendre et les modalités de sa vente.

Dans le groupe Oudah, l'initiation à la conduite du troupeau se fait au sein du ménage, mais aussi au travers des instances de rassemblement du lignage au cours desquels concourent les meilleurs bergers et où sont jugés ceux qui ont fauté au cours de l'année. Cette transmission du savoir technique de l'élevage Oudah débute dès le plus jeune âge et ouvre à une progression sociale en fonction des capacités reconnues par le groupe :

- le gardiennage des veaux et des agneaux non sevrés est confié aux enfants (5 à 6 ans) qui restent sur le lieu de campement pour garder les animaux. Les enfants conduisent également les animaux de transport ;
- la conduite des animaux adultes au pâturage. On expérimente le métier de berger à partir de 7 ou 8 ans. On peut généralement le devenir à partir de 10 ans. Il est chargé de conduire les animaux au pâturage sous le contrôle d'un *garso* et assure également l'abreuvement ;
- le repérage des espaces de pâturages et d'abreuvement pour le groupe de mobilité. Les meilleurs bergers sont reconnus, rarement avant l'âge de 25 ans, comme *garso*, c'est-à-dire éclaireurs pour le groupe de transhumance avec la lourde responsabilité du repérage et de la prospection des espaces. Sur toute l'étendue du parcours de transhumance, il collecte et vérifie les observations essentielles à la préparation des déplacements qu'il ramène et discute avec les chefs de ménages au retour dans le campement ;
- la coordination du mouvement de transhumance et la défense des intérêts dans les zones hostiles reviennent au *ardo*. Dans le cas d'Ardo Bandé, il coordonne près de 300 unités familiales. Il est le responsable du groupe et assure le rôle de centre de décision et de médiateur. Il négocie en permanence les accords sociaux et les droits d'accès temporaires des troupeaux du groupe de mobilité (parfois de plusieurs groupes de mobilité rassemblés en unité de voisinage) avec les autorités coutumières, communales et administratives afin de sécuriser l'accès aux ressources tout le long du parcours de transhumance. C'est à ces occasions que les petits ruminants servent de présents remis aux chefs de villages et responsables de puits. Ces échanges scellent ainsi les accords sociaux avec les groupes qui exercent une maîtrise foncière prioritaire. Ceci permet de sécuriser l'accès aux points d'eau et aux pâturages tout au long de l'itinéraire de transhumance. Ces accords sociaux sont également très utiles pour pouvoir laisser, en toute confiance, les animaux ou les membres de la famille qui n'arrivent pas à suivre le rythme de transhumance.

Alors que l'élevage transhumant et nomade est considéré comme extensif, il est plus productif que les systèmes sédentaires ou semi-sédentaires. La mobilité permet d'accéder tout au long de l'année aux meilleures ressources fourragères pour des races d'herbivores qui sont adaptées à la marche. De fait, les taux de mortalité des jeunes y sont plus faibles, les taux

de fécondité plus élevés, les durées de lactation plus longues. La productivité des systèmes d'élevage mobile au Niger est supérieure de 20% à celle des troupeaux sédentaires (Colin de Verdière, 1995).

Le capital naturel et sa valorisation

Le groupe de pasteurs Oudah d'Ardo Bandé ne dispose pas d'un véritable terroir d'attache qui lui permette de revendiquer un ancrage foncier sécurisé au Niger. Cependant, le groupe séjourne régulièrement dans l'aire de pâturage de Bassori, que l'on peut considérer comme leur ancrage en saison des pluies. Il utilise l'ensemble des points d'eau qu'il trouve sur son parcours : mares, puits et puisards. Quand les pâturages de saison des pluies sont consommés et/ou que les mares s'épuisent, le plus souvent courant novembre, le groupe prépare et entreprend le grand mouvement de transhumance qui le conduira jusqu'à l'ouest de Zinder, puis, de là, vers le sud ou le nord en fonction des ressources de l'année.

Ardo Bandé s'appuie également sur un représentant du groupe fixé à Zinder. Non seulement il peut ainsi recueillir par téléphone les informations nécessaires à son itinéraire habituel, mais aussi acheter et stocker les aliments du bétail en cas de sécheresse. Ce contact se déplace ainsi régulièrement à la Direction régionale de l'élevage de Zinder pour s'informer.

Un itinéraire construit pour accéder aux ressources, aux services et aux marchés

Le groupe quitte l'aire de Bassori après un séjour de 3 mois durant la saison des pluies (juillet à septembre). La traversée de la zone agricole se fait d'est en ouest le long de la route nationale 1. Cet axe permet l'abreuvement sur de grandes mares et aux carrières remplies d'eau. Les étapes de repos coïncident avec les marchés hebdomadaires qui facilitent les échanges commerciaux.

Zinder constitue une étape importante pour traiter des questions administratives ou régler des problèmes de santé. L'organisation est très structurée pour prévenir et gérer les situations conflictuelles au niveau des villages du fait des dégâts possibles aux récoltes qui ne sont pas toujours stockées et du fait des interventions des forces de sécurité, autorités cantonales et communales, qui sont plus répressives que facilitatrices des mouvements de transhumance. Les concertations entre acteurs font évoluer cette approche négative de la mobilité pastorale.

Un point d'étape très important est ensuite systématiquement organisé par la communauté des transhumants dans l'aire de Takiéta en novembre-décembre. Elle bénéficie d'un système de gestion concertée reconnu ; les *garso* et les *ardo* se réunissent pour organiser la suite de l'itinéraire.

Le grand groupe Oudah d'Ardo Bandé se répartit alors de manière raisonnée en trois sous-groupes qui empruntent trois itinéraires alternatifs : – un premier groupe de familles poursuit sa descente par le couloir de transhumance international, vers le sud, jusque dans les États nord du Nigeria,

puis oriente progressivement son circuit d'ouest en est. Les animaux se nourrissent principalement des résidus de cultures sur les champs qui ont été libérés. Ils rejoignent ensuite par étapes le site d'entrée au Niger, au sud de l'aire de Bassori en début de saison des pluies ;

– le deuxième groupe poursuit quant à lui son trajet de transhumance vers l'ouest de Takiéta, toujours en suivant l'axe de la route nationale 1, jusqu'à Aguié, dans la région de Maradi. Parvenu à cette localité, la trajectoire s'infléchit vers le sud pour entrer dans l'État voisin du Nord Nigeria. Le parcours de ce groupe bifurque alors à l'est pour rejoindre le groupe précédent en début de saison des pluies dans la zone de Bassori, au sud du Niger ;

– le troisième groupe effectue à partir de Takiéta un itinéraire sahélien en demeurant sur le territoire nigérien. Quittant l'aire de Takiéta, il se dirige vers le nord, bénéficiant alors des résidus agricoles (sorgho, niébé) dans la haute vallée de la Tarka plus humide et plus tardive que le reste de la zone agricole. Les mares sont encore pourvues en eau. Les éclaireurs orientent ensuite progressivement le parcours vers le nord-est, dans une zone bien pourvue en puisards. Le passage dans cette zone bénéficie d'un réseau de relations bien établi avec les sédentaires. Ces relations sont renforcées par l'existence de liens de parentés avec d'autres transhumants ayant un ancrage fort dans la zone (tel Ardo A. Jaja), mais aussi avec des agropasteurs (El hadj Atikou) ou des Haoussas sédentaires (Malam Zéneidou). Ils bénéficient durant tout leur trajet de retour vers l'est de ces liens sociaux forts qui facilitent leur passage dans ces espaces agricoles denses.

Cette stratégie de répartition sur trois circuits vise à limiter les risques, en valorisant au mieux les opportunités de tel ou tel circuit, tout en entretenant sans cesse les trois réseaux sociaux correspondants. Le débit des puits de cette zone ne supporte pas des besoins de troupeaux très importants : la stratégie de division permet d'atténuer cette pression. L'ensemble du groupe de familles ainsi réparties apparaît alors avec un cheptel de taille équivalente avec celui des autres transhumants. Ceci permet ainsi d'amoindrir la concurrence qui existe parfois entre les groupes d'éleveurs pour l'accès à la ressource. La négociation à l'entrée des terroirs villageois est aussi facilitée lorsqu'il s'agit de troupeaux de taille modeste. Le choix de la répartition des familles et de leur troupeau dans un des trois itinéraires se fait de manière volontaire et négociée.

Les ressources pastorales ainsi utilisées par le groupe se révèlent de fait d'une grande diversité : mares semi-permanentes (près de 45 mares sont utilisées), puits cimentés, puits traditionnels et puisards, fourrages herbacés verts, pâturages arborés, aires de pâturages et espaces ouverts, forêts classées et aires délimitées, zones agricoles du Nigeria, résidus des cultures irriguées de saison sèche froide comme les tomates et les poivrons, aires de cure salée...

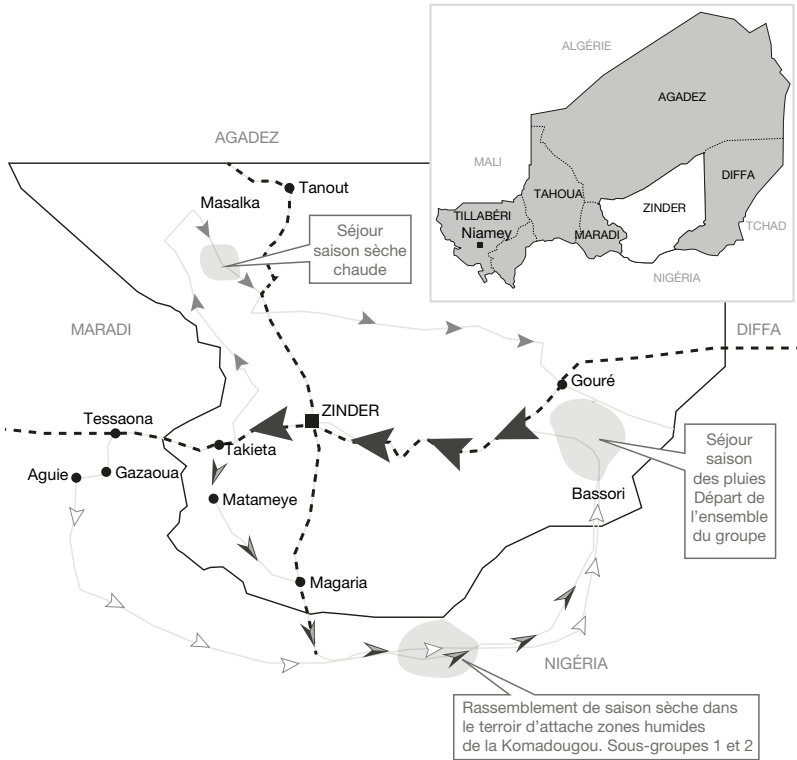


Figure 15.1. Itinéraires du groupe d'Ardo Bandé en 2005 et 2006 (adaptée de Djerma *et al.*, 2009).

Une organisation sociale et politique pour gérer la mobilité

L'organisation sociale de la transhumance est le résultat de pratiques très anciennes, sans cesse adaptées aux nouvelles contraintes. Elle très structurée et savamment entretenue pour collecter les informations sur tous les risques possibles à intégrer dans les prises de décisions tactiques et l'adaptation au fur et à mesure des étapes. L'organisation de la transhumance repose sur la constitution de groupes de familles sous l'autorité d'un leader reconnu. Ces groupes sont relativement conséquents, rassemblant des familles qui peuvent provenir de plusieurs tribus, réunies par les liens lignagers en premier lieu,

autour d'un même leader reconnu pour sa capacité à négocier avec les communautés rencontrées et sortir le groupe des embûches nombreuses que réserve l'itinéraire. Les grands groupes se dissocient ensuite en petits groupes de quelques familles ou segment de lignages dans des espaces plus favorables ou quand la période des risques de dégâts aux cultures s'achève, pour parcourir sur les terroirs villageois des itinéraires qui les ramèneront progressivement tout au long de la saison sèche vers leurs lieux de saison des pluies (de l'ouest vers l'est).

En fin de saison des pluies, les groupes de pasteurs se rassemblent pour préparer l'organisation commune et massive de cette transhumance qui leur permettra de traverser les espaces agricoles et rejoindre des terroirs agricoles déjà récoltés, et bénéficier des résidus agricoles et du pâturage aérien, terroirs au sein desquels ils ont aussi des liens sociaux historiques.

Les décisions prises s'appuient sur la reconnaissance faite par les *garso*, lesquels vont s'informer en permanence, entrer en relation avec les responsables des communautés villageoises, prendre les décisions de départ et d'arrêt du mouvement le long de l'itinéraire, et par le rôle des *ardo* qui gèrent les mouvements au quotidien.

Les pasteurs transhumants engagent alors leur grand mouvement de mi-novembre à mi-décembre, période où la plupart des champs sont au stade de récolte ou déjà récoltés, où les résidus de culture sont déjà en partie stockés par les agriculteurs et où les mares permettent d'abreuver les troupeaux (accès difficile aux puits).

L'importance du nombre d'animaux pour les déplacements en zones à risque (Bodé et al., 2012)

Les groupes sont toujours organisés en nombre de cordes (10 cordes en moyenne) unis pour la plupart des cas par des liens de mariage autour d'un éclaireur communément appelé *garso* ou *katchalla*, porte-parole du groupe. Le nombre de cordes est fonction du nombre d'animaux du groupe et détermine par conséquent la pression sur les ressources lors du mouvement organisé. Le groupe ayant un petit nombre de cordes devient vulnérable dans les zones d'insécurité. C'est pourquoi, dans certaines conditions, obligation est faite de renforcer certains groupes en terme d'effectif de têtes de bétail avant d'amorcer les mouvements. Les groupes bien qu'apparemment dispersés pendant la saison des pluies en zone pastorale se donnent chaque année un lieu précis de rassemblement pour déclencher la mobilité en zone agricole jusqu'au lieu de séjour de saison sèche.

Certains groupes comme les Wodaabe Yamanko'en rencontrés en petit nombre au sud d'Agouzou disent ne descendre en zone agricole qu'après la libération totale des champs, vu leur vulnérabilité face aux sédentaires.

Il faut régulièrement éviter, ou traverser rapidement, des cantons et communes où la transhumance est difficilement acceptée, voire rejetée par des autorités traditionnelles et administratives reconnues comme « hostiles » pour s'appuyer sur les alliances locales entretenues de longue date créant des espaces de « repos » après des étapes franchies à grande vitesse². La fixation des « dates officielles de libération des champs » par les autorités, généralement fin décembre ou fin janvier suivant les années (Djerma *et al.*, 2009), peut souvent se traduire par un renforcement de situations conflictuelles avec non-respect des droits des pasteurs transhumants et allant jusqu'à des exactions portant atteinte aux personnes.

LES TRANSFORMATIONS

Au même titre que bon nombre des groupes de pasteurs de la région de Zinder, le groupe Oudah doit faire face à de nouveaux facteurs externes qui obligent à adapter les stratégies qui guident leur système d'activité. Aux premiers rangs de ces facteurs figure la pression agricole qui s'intensifie autant en zone pastorale qu'en zone agricole et envahit les espaces jusqu'à utilisés comme pâturages ou pour l'accès à l'eau de surface. Le changement climatique se manifeste aussi par une succession plus rapprochée d'événements extrêmes, sécheresses ou périodes de forte inondation. Le capital social des pasteurs est relativement bien organisé pour s'adapter à ces changements de climat, mais c'est moins le cas pour les changements d'ordre politique. La famille et le groupe d'Ardo Bandé sont ainsi largement impactés depuis fin 2012 par l'insécurité politique et militaire qui règne dans sa zone d'ancrage de saison sèche au nord du Nigeria.

L'INSÉCURITÉ COMPROMET LE SYSTÈME DE TRANSHUMANCE

La mobilité organisée par Ardo Bandé est une stratégie construite pour s'adapter à la forte inégalité de répartition des ressources pastorales et en eau. Pour valoriser ces ressources naturelles, Ardo Bandé se déplace avec famille et troupeau en s'organisant méticuleusement. Rarement, jusqu'il y a peu, il lui était arrivé de modifier fondamentalement son itinéraire habituel. C'est le cas depuis 2013 où il a dû conduire son groupe de mobilité autour du lac Tchad. En effet, la violence liée au groupe Boko Haram a provoqué la mort de trois leaders d'éleveurs dans son groupe en 2012 au Nigeria. C'est pourquoi le mouvement ne s'est pas réalisé à l'échelle du grand groupe cette année (50 cordes seulement au lieu de 90 à 100 cordes d'ordinaire) et les itinéraires de transhumance sont ainsi modifiés dans une stratégie d'évitement de ces risques.

2. L'insécurité est telle que parfois les femmes n'ont pas le temps de piler le mil pendant trois jours successifs, les arrêts étant extrêmement courts, juste le temps aux hommes et animaux de prendre un peu de repos à la faveur de la nuit.

D'autres logiques d'adaptation et de transformation du système familial sont à l'œuvre. Sans remettre en question le modèle familial construit dans ces cinq niveaux d'organisation et de responsabilités, ces évolutions dénotent d'une volonté des pasteurs de s'approprier des espaces économiques et politiques relativement nouveaux pour les sociétés pastorales.

PRISE DE CONSCIENCE, AFFIRMATION DES DROITS ET DU POUVOIR ÉCONOMIQUE

Des formes relativement nouvelles d'action publique ont mobilisé plusieurs groupes de pasteurs peuls pour faire entendre leurs droits dans la région de Zinder. Cette prise de position a consisté à suspendre toute transaction commerciale sur le marché d'une commune jugée hostile aux pasteurs. Différents groupes des sociétés peules mettent en œuvre solidairement des formes d'affirmation et de revendication du respect de leurs droits par la rupture des rapports économiques et sociaux qui les lient à d'autres groupes non peuls, jusqu'à rétablir leurs droits. Ce fait social nommé *daangol pulaaku* prend de l'importance. C'est la forme la plus visible, parce qu'elle a des conséquences financières importantes et qu'elle implique des interventions d'acteurs institutionnels et étatiques (autorités, forces de sécurité, associations, ONG...) pour son règlement. De fait, en trois mois et demi de boycott, la commune de Gamou a enregistré une baisse drastique de ses recettes, soit environ huit millions de francs CFA de taxes diverses sur le bétail et les produits d'élevage non recouverts (Djerma *et al.*, 2009).

DÉVELOPPEMENT D'ESPACES DE COMMUNICATION ET DE PLAIDOYERS

C'est là une seconde forme de transformation sociale et politique à laquelle participe le groupe Oudah d'Ardo Bandé. Les grands rassemblements des sociétés pastorales de la région de Zinder prennent une dimension nouvelle sous l'impulsion des leaders. Leur objectif est de plus en plus de communiquer sur la condition pastorale et les problèmes économiques et sociopolitiques du développement pastoral, en invitant les autorités et la société civile. Cette stratégie d'ouverture procède d'une volonté d'une meilleure reconnaissance politique des sociétés pastorales et d'une prise de conscience par les autorités des entraves fortes rencontrées dans différents domaines comme le foncier et le droit. Depuis 2000, plusieurs grands rassemblements organisés par les leaders avec l'appui de leurs associations font date dans la région de Zinder.

Dans le souci d'intégrer les changements sociaux et politiques, les questions d'actualité sont présentées et débattues : textes du Code rural, gestion des points d'eau avec la décentralisation, la mobilité et le développement pastoral dans le contexte de la décentralisation, prévention et gestion des conflits, projet de loi pastorale, stratégies pour la santé animale, défense des droits des éleveurs. À travers de tels rassemblements, la cohésion et les liens

sociaux se créent et se renforcent entre groupes et, d'une manière générale, entre tous les acteurs pour la promotion des intérêts des sociétés pastorales à travers l'exercice de la citoyenneté.

ACCÈS À L'ÉCOLE DES ENFANTS ET INTÉGRATION SOCIALE

Plusieurs groupes de pasteurs souhaitent renforcer leur accès à l'éducation et aux services publics. Certains groupes wodaabe sécurisent un ancrage territorial en fonçant un puits par exemple. Quand ils y parviennent, comme à Ganatcha au pied du massif des Koutous, ils s'engagent dans la reconnaissance du village par les autorités de manière à ce qu'un instituteur y soit affecté. Cette tendance à la « villagisation » n'est pas sans poser de problèmes, puisqu'elle vient en contradiction avec la mobilité des familles et induit une dissociation entre mobilité des troupeaux et sédentarisation d'une partie de la famille. Dans le cas du groupe d'Ardo Bandé, la faiblesse de l'ancrage foncier au Nigeria ne permet pas d'acquérir une reconnaissance foncière suffisante. Ailleurs, on observe que l'agropastoralisme contraint adopté par certains pasteurs suite à des pertes de bétail importantes est bien loin de permettre un nouvel équilibre. Ce système agropastoral s'accompagne en effet d'une marginalisation sociale progressive, faute de pouvoir, d'une part, participer à l'organisation de la transhumance et compte tenu, d'autre part, d'une absence de sécurité foncière sur les terres cultivées sur lesquelles ils ont pu provisoirement s'installer pour compenser la perte du troupeau (Bodé, 2010).

ÉVOLUTION DU STATUT DES FEMMES

Des femmes sont devenues des leaders pour certains grands groupes lignagers de pasteurs transhumants. On peut citer Aï Makama, femme Oudah, qui conduit environ 70 familles sur de grands itinéraires au Niger, au Nigeria et au Cameroun. Elle a participé à tout le processus de concertation et en particulier aux ateliers départementaux et régionaux, notamment sur les pratiques et droits des acteurs (Arzika *et al.*, 2007).

CONCLUSION

Aujourd'hui plus qu'hier, face aux enjeux fonciers, ce système d'« exploitation familiale pastorale mobile » ne peut se maintenir que par une puissante construction sociale et politique et par des liens sociaux et des alliances sans cesse renouvelés avec les autres groupes. Elle est donc le champ de mise en œuvre de stratégies différenciées dont l'objectif reste pour toutes les populations pastorales, à travers leur dynamisme et leur organisation sociale, de garantir un avenir aux systèmes pastoraux sur lesquels elles ont fondé leurs sociétés. La caractérisation du système de mobilité entreprise tente de rendre compte de ces stratégies et dynamismes des sociétés pastorales face aux défis contemporains auxquels elles doivent faire face, défis sociaux, économiques et politiques sur fond de changement climatique.

Il n'y a pas de système pastoral familial qui ne s'inscrive dans des rapports entre groupes sociaux de pasteurs et avec les sociétés rurales sédentaires. Il y a au moins deux raisons déterminantes qui induisent des relations et des négociations entre groupes sociaux à grande échelle. C'est d'abord le nécessaire accès à l'eau et aux pâturages en zone pastorale, au moment où l'hivernage offre un excellent potentiel alimentaire pour les herbivores. C'est ensuite l'accès à l'eau, aux produits, sous-produits agricoles et au pâturage aérien des terroirs agricoles pour l'alimentation animale (production) en saison sèche et les nécessaires échanges économiques à la fois pour la vente des animaux sur les marchés, la vente du lait, des produits artisanaux... et l'achat des biens nécessaires aux familles (céréales pour l'alimentation, habillement, biens de consommation...). Par ailleurs, les systèmes pastoraux sont totalement intégrés à l'économie marchande. Les animaux ont une valeur qui se réalise sur les marchés et les marchés sont implantés en des lieux géographiques qui constituent les nœuds vitaux des réseaux de mobilité. Au vu de leur productivité et de la qualité des animaux ainsi élevés, l'activité des marchés à bétail est largement dictée par la présence des transhumants.

Face à l'amplification des changements observés, notamment la pression agricole sur les terres pastorales, ce type d'exploitation familiale est-il définitivement condamné à la sédentarisation ? Pendant plusieurs décennies, c'est bien cette option qui a été soutenue par les politiques voyant à travers la fixation des nomades une possible intensification de l'élevage. Depuis une vingtaine d'années, de nombreux travaux ont montré que le pastoralisme mobile fait preuve d'une exceptionnelle vitalité sociale et économique malgré la montée des contraintes. Le groupe d'Ardo Bandé a réussi l'intégration économique et sociale d'un élevage pastoral familial dénué de capital foncier, mais largement contrebalancé par un exceptionnel capital social. Cette insertion sociale et économique, loin d'être définitivement acquise, est une préoccupation permanente de ses leaders, pour qui les scénarios de paix et de prospérité s'inscrivent nécessairement dans la combinaison d'une mobilité assurée et d'un accès à des services sociaux de qualité.

Les revenus dégagés, au-delà d'entretenir les liens et de sécuriser la transhumance, permettent aussi de reconstituer le capital productif par l'achat de génisses sur certains marchés. Les troupeaux augmentent en effectif, mais il faut partager les animaux entre les enfants. De ce fait, le cheptel global est en augmentation, mais la taille moyenne des troupeaux familiaux diminue.

Atmosphère de paix, intenses échanges entre agriculteurs et éleveurs, économie dynamique tant au plan local que national, sécurisation du foncier pastoral constituent autant de facteurs à préserver pour garantir un développement pastoral adapté aux attentes de ces communautés. Largement conscient du handicap généré par la faible intégration de l'éducation et de

l'activité pastorale, le groupe aspire pleinement à un accès à des services sociaux éducatifs de qualité. Tels sont les champs sur lesquels les leaders oudenah sont mobilisés aujourd'hui pour développer de nouvelles formes d'actions sociales et politiques.

AU-DELÀ DE
L'AGRICULTURE FAMILIALE,
DES ENJEUX POLITIQUES
ET TERRITORIAUX
DÉTERMINANTS

■ INTRODUCTION

Philippe Bonnal

L'agriculture a de tout temps occupé une place centrale dans la conformation et la préoccupation des États. Les raisons tiennent bien sûr à sa fonction naturelle et indispensable en matière de fourniture d'aliments, à son rôle prépondérant dans l'aménagement du territoire, à son importance dans la mobilisation et la répartition des ressources naturelles (terre et eau), ainsi qu'à son poids dans la génération de valeur et la création d'emplois directs et indirects. De ce fait, l'agriculture constitue encore, pour nombre de pays, un secteur d'activité hautement stratégique, objet d'attentions politiques.

Mais la façon dont l'État intervient dans le domaine agricole et assume une fonction de régulation est très variable d'un pays à un autre. Il peut appuyer la transformation de l'agriculture nationale, considérée dans sa globalité, et favoriser son insertion dans les échanges marchands, comme l'ont fait la plupart des pays industrialisés. Il peut aussi privilégier une forme d'agriculture par rapport à une autre, comme l'ont longtemps pratiqué des pays sud-américains au détriment de leurs agricultures familiales. Il peut également intervenir de façon discriminante et ponctuelle en concentrant ses actions sur des espaces géographiques, sociaux ou thématiques spécifiques, en répondant à des motivations de différentes natures.

Les formes de l'intervention publique en soutien de l'agriculture familiale varient ainsi très fortement d'un pays à l'autre en raison des stratégies d'intervention, comme nous venons de l'évoquer. Elles varient également en fonction des caractéristiques macro-économiques et du niveau d'indépendance économique vis-à-vis de l'extérieur, facteurs qui conditionnent la capacité d'intervention de l'État. Elle varie enfin en fonction des enjeux spécifiques des agricultures familiales nationales.

Ces enjeux sont divers et peuvent combiner des défis de différentes natures : politique (poids politique des acteurs de l'agriculture familiale), sociale (pauvreté rurale, inégalité), culturelle (valeurs symboliques), économique (part dans le PIB et structure de la balance commerciale, dynamiques intersectorielles, importance des transferts familiaux, etc.), aménagement du territoire (amélioration de l'accès aux ressources, notamment foncière et hydrique), etc.

Les études de cas réunies dans cet ouvrage font toutes mention d'interventions publiques spécifiques. Les trois chapitres regroupés dans cette partie partagent une même particularité qui tient au poids surdéterminant du contexte politique et institutionnel global.

En Inde, alors que le milieu rural concentre l'essentiel de la population nationale et que la taille des exploitations, déjà très petite, ne cesse de diminuer, l'État est confronté à des enjeux sociopolitiques considérables, exacerbés par la taille immense de la population agricole, essentiellement familiale, la croissance démographique importante (plus 19 millions par an) et une structure sociale (castes) toujours contraignante. Ces enjeux, sans cesse renouvelés, réclament des réponses concrètes et adaptées pour éviter à tout prix la rupture des fragiles équilibres sociaux et économiques dont les effets seraient incalculables. Dès lors, il s'agit, pour l'État et ses partenaires socio-économiques, de mener de front diverses activités visant tout à la fois à : limiter l'exode rural, faciliter l'accès des agriculteurs aux ressources, notamment hydriques, maintenir l'emploi rural, assurer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté rurale, mais aussi à contrebalancer le poids des structures et des normes sociales pour accroître les chances de la population la plus défavorisée. Il s'agit là de défis gigantesques compte tenu de l'importance numérique de la population concernée.

Dans la région nord du Tibet, les soutiens publics sont de toute évidence, du moins en partie, guidés par des motivations politiques liées à la consolidation de la légitimité de l'autorité chinoise dans une région marquée par des revendications territoriales ethniques et politiques, des préoccupations sociales et politiques en matière d'appui aux groupes ethniques minoritaires, des stratégies économiques confortant les échanges commerciaux de la Route de la soie et enfin des considérations environnementales concernant l'érosion des sols des zones pastorales.

La Nouvelle-Calédonie tente de régler petit à petit son lourd héritage colonial et d'apartheid. Les accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) ont jeté les bases d'une réconciliation entre les populations d'origine calédonienne et européenne autour du projet collectif de « destin commun » ; bases qui doivent être sans cesse confirmées et consolidées. L'agriculture familiale y a une forte valeur symbolique et politique. Du côté de la communauté kanak, l'agriculture familiale est le principal marqueur culturel. Structurée par les pratiques liées à la « coutume », au don et contre-don, aux liens de solidarité, à la hiérarchie, aux rites, elle revendique sa singularité et sa légitimité face à une agriculture familiale essentiellement d'origine européenne, structurée par d'autres symboles, ceux des défricheurs et de la mise en valeur du territoire, entre autres. Si on prend en compte que le territoire calédonien jouit de revenus miniers très significatifs et de transferts publics — justifiés par le rattrapage des déséquilibres coloniaux — qui remplissent d'envie bien d'autres territoires régionaux et que, par ailleurs, la population kanak est relativement réduite, on peut s'étonner que le niveau de vie des

agriculteurs kanak soit si modeste. En effet, la population kanak aurait toute légitimité politique à revendiquer des aides publiques plus substantielles. Les éléments d'explication sont sans doute à rechercher dans la force des symboles identitaires dans l'argumentaire des leaders et des positionnements politiques des élus kanak.

Le rapprochement de ces trois études de cas contrastées invite à prendre en compte la diversité des problématiques nationales dans la définition des actions publiques en matière d'agriculture familiale au-delà de l'appui restreint à la fonction de production. Il illustre le fait que les soutiens publics à l'agriculture familiale s'inscrivent dans une construction complexe et stratégique répondant à des objectifs dans lesquels les dimensions territoriales — au sens d'espace contrôlé politiquement — sont structurantes. Cette dimension territoriale se traduit toutefois par des modalités d'appuis diversifiées qui intègrent des aspects symboliques et matériels, mais également sociaux, économiques, environnementaux et politiques. Il met aussi en évidence que les modalités d'application des politiques publiques conditionnent, par effet retour, les caractéristiques et l'évolution des agricultures familiales.

ÉMIETTEMENT DES EXPLOITATIONS FAMILIALES IRRIGUÉES DU SUD DE L'INDE

Frédéric Landy

Peasant... Les économistes indiens utilisent ce terme pour qualifier l'exploitant qui possède assez de moyens de production (terre, cheptel) pour s'employer, lui et sa famille, mais pas assez pour employer les autres. En pratique, cette situation n'existe pourtant quasiment jamais : soit l'exploitant, plutôt pauvre, s'engage au moins occasionnellement, lui ou un membre de sa famille, comme ouvrier agricole ou travailleur émigré ; soit, malgré sa pauvreté, il doit engager de la main-d'œuvre pour les opérations gourmandes en travail (repiquage du riz, moisson...), ne serait-ce que quelques jours par an. Il est vrai qu'il peut s'agir alors d'entraide non rémunérée entre voisins ou parents plutôt que d'emploi véritable, et jamais d'emploi permanent : on est donc bien dans le cadre d'une agriculture « familiale ». Aussi le recensement indien, qui distingue *agricultural labourers* et *cultivators*, ne définit-il ces termes que relativement : est « ouvrier agricole » celui qui passe plus de la moitié de l'année à travailler comme salarié, ce qui ne l'empêche pas de posséder éventuellement un lopin, tandis que de leur côté les *cultivators* peuvent fort bien être salariés agricoles, mais pour moins de 180 jours dans l'année¹. Assurément, « on observe une fluidité considérable entre la petite production et le travail salarié » (Harriss-White, 2012).

Ce chapitre analyse de façon bibliographique les trajectoires des exploitations familiales irriguées, encore largement à dominante céréalière, du sud de l'Inde. Des études dans trois États de la péninsule permettent en effet une vision historique de l'évolution de l'agriculture familiale en milieu irrigué².

1. Pour une carte de la répartition des *cultivators* en Inde du Sud, cf. l'atlas en ligne d'Oliveau (éd), 2003 : www.atlasindia.parisgeo.cnrs.fr/files/cawf_si.htm. En 2004-2005, 36 % des agriculteurs étaient ouvriers agricoles, tandis que 64 % étaient propriétaires exploitants (*self-employed*) (NCEUS, 2007).

2. Travaux complétés par les études statistiques à plus vaste échelle de la National Sample Survey Organisation (NSSO), que reprend largement NCEUS (2007).

Elles couvrent toute la région entre le golfe du Bengale et le Karnataka méridional : ce texte demeure donc assez qualitatif et général, mais prétend apporter une belle profondeur dans le temps (un demi-siècle) et dans l'espace. Nos villages sont-ils représentatifs pour autant ? Ceux étudiés dans le centre du Tamil Nadu, près de Pondichéry, par Harriss *et al.* (2012b), Viramma et Racine (1994) et Marius-Gnanou (2008) sont voisins, dans une région d'assez forte industrialisation rurale, sur ou à proximité d'une route nationale ; ceux de Harriss-White et Janakarajan (2004) sont proches de la métropole Chennai (ex-Madras, 9 millions d'habitants en 2011). Un village au sud du Tamil Nadu (Harriss *et al.*, 2012a) se trouve dans une situation quasi périurbaine comparable, même si la région est un peu moins développée et que la ville de Tirunelveli, à 16 km, ne compte que 450 000 habitants. Au Karnataka méridional, les deux villages voisins étudiés par Epstein (1973), Epstein *et al.* (1998) et Landy (1994) se trouvent dans une région demeurée très agricole grâce à l'arrivée d'un canal d'irrigation en 1940, un peu dynamisée aujourd'hui par la route Mysore-Bangalore et la proximité de la ville sucrière de Mandya (140 000 habitants). Les deux villages du delta de la Krishna en Andhra Pradesh étudiés par Farrington *et al.* (2006) leur ressemblent assez, même s'ils sont en situation bien moins continentale. Au final, on peut dire que l'échantillon surestime sans doute la diversification économique des campagnes indiennes et la polarisation urbaine. La situation relativement prospère de notre échantillon est de toute façon due avant tout au choix d'étude de régions irriguées³.

Après une présentation des exploitations familiales, caractérisée par leur petite superficie, insérées dans une société de castes avant tout paysannes, nous verrons combien cette agriculture demeure encore « de main-d'œuvre », fondée sur des systèmes de culture et d'élevage intensifs et intégrés, avec un salariat agricole journalier important tant pour le fonctionnement de l'exploitation (dépenses) que pour les revenus familiaux. Pourtant, l'heure est désormais à la diversification, agricole et surtout non agricole, sur place et hors du village, dans le cadre de mobilités très différentes selon que l'exploitation est pauvre ou non. Dans tous les cas, les moyens de subsistance (*livelihoods*) apparaissent complexifiés, entraînant des recompositions dans les unités de décision et le périmètre des systèmes d'activités.

UNE AGRICULTURE DE L'ÉMIETTEMENT

MANQUE DE TERRE MAIS BESOIN DE MAIN-D'ŒUVRE

Souligner l'importance des densités de population en Inde (382 hab/km² au dernier recensement de 2011) est certes un cliché. On a une population presque égale à la Chine, sur un territoire trois fois plus petit que celle-ci.

3. Officiellement, 62 % de la SAU indienne est désormais irriguée (2009-2010), mais seulement 37 % a plus d'une culture par an.

Ces densités sont moins dues à l'urbanisation (officiellement seulement 31 % de la population est urbaine) qu'au fort peuplement des campagnes (Landy, 2011) : on est dans un « monde plein », où la surface cultivée diminue légèrement désormais en raison de l'urbanisation et de la « modernisation » du pays. Nous voilà donc loin de la situation de l'Afrique subsaharienne où c'est encore souvent le nombre d'actifs familiaux et non la terre possédée qui fonde la richesse, loin même de l'Asie du Sud-Est où les fronts pionniers ont subsisté jusqu'à aujourd'hui.

En 2004-2005, 73 % des ruraux étaient agriculteurs (NCEUS, 2007). Non seulement l'exode rural est encore limité (la population rurale continue d'augmenter en valeur absolue), mais l'exode agricole n'apparaît guère plus avancé — au contraire de la Chine par exemple. Selon le recensement agricole, le nombre des exploitations atteignait 138 millions en 2010-2011 (selon d'autres sources, il aurait tendance à baisser légèrement depuis le XXI^e siècle). Le tableau 16.1 illustre cette pression sur la terre agricole — encore n'inclut-il pas les quelque 10-15 % d'agriculteurs sans aucun lopin, purs salariés agricoles. Il témoigne de l'accroissement du nombre des micro-exploitations, alors que toutes les catégories de plus d'un hectare voient leur part baisser, en nombre comme en surface : signe d'une prolétarianisation par simple accroissement démographique et amenuisement des exploitations, et non par un processus de concentration foncière. Nous verrons que notre échantillon est représentatif de cette tendance générale.

Tableau 16.1. L'amenuisement des exploitations indiennes.

Taille	1970-1971 Nombre d'agri- culteurs	Part de la superficie	1995-1996 Nombre d'agri- culteurs	Part de la superficie	2010-2011 Nombre d'agri- culteurs	Part de la superficie
< 1 ha	51,0%	9,0%	61,6%	17,2%	67,0%	22,2%
1-2 ha	18,9	11,9	18,7	18,8	17,9%	22,1
2-4 ha	15,0	18,5	12,3	23,8	10,1 %	23,6
4-10 ha	11,2	29,7	6,1	25,3	4,3%	21,2
> 10 ha	3,9	30,9	1,2	14,8	0,7%	10,9
Total	100 (70,5 M)	100	100 (115,6 M)		100 (137,8 M)	
Taille moyenne des exploitations		2,28 ha		1,41 ha		1,16 ha

Source : *Agricultural statistics at a glance 2012*.

De quel type d'exploitation parlerons-nous ? Ni des trop pauvres, ni des trop riches : du cinquième des agriculteurs indiens, cultivant entre 1 et 2 ha — ces seuils ne voulant pas dire grand-chose vu que, selon qu'il est irrigué ou pas, le revenu d'un hectare peut varier grandement. Selon

Landy (1994), au Karnataka méridional, un hectare irrigué en canne à sucre demande presque cinq fois plus de travail qu'un hectare en céréales pluviales (300 jours) et rapporte 24 fois plus. Le seuil de reproduction de l'exploitation se situe alors à 0,5 ha irrigué, pour un ménage moyen de cinq personnes. En deçà, il convient d'avoir des revenus hors exploitation.

Malgré sa faible superficie, le capital foncier est important en valeur, étant donné le prix de la terre — l'achat d'un hectare de terre irriguée au Karnataka ne peut être amorti en moins de dix ans (Landy, 1994). La terre comptait pour 40 % de tous les biens (*assets*) au Tamil Nadu septentrional (Harriss-White et Janakarajan, 2004) et 56 % des biens productifs. Le marché foncier est très réduit voire bloqué. Sans en avoir hérité, il est très difficile d'obtenir de la terre et la croissance démographique, même relativement lente, oblige au partage des superficies. En Inde en général comme dans la région étudiée, ces exploitations sont avant tout en faire-valoir direct, parce que peu de terres sont disponibles à prendre en location, mais aussi parce que parfois, comme au Karnataka, la loi (peu respectée) interdit le faire-valoir indirect afin de supprimer définitivement les systèmes agraires « semi-féodaux » que l'Inde de Nehru a voulu mettre à bas.

Même si les processus de location ne peuvent que croître en raison de l'essor de la mobilité des villageois souligné plus bas, on a globalement des structures très simples, avec des exploitations composées de parcelles rarement très éloignées, toutes cadastrées depuis au moins un siècle dans un système juridique de droit romain. Les institutions coutumières collectives, de toute façon moins prégnantes qu'au nord de l'Inde dans les affaires sociales (mariages, etc.), interviennent à propos des communaux (étang, friches...), mais fort peu dans la gestion de l'agriculture proprement dite. Dans la région, les institutions de coopération agricole sont quasi inexistantes (les « coopératives » de crédit, qui font aussi parfois de la vulgarisation agricole, émanent en fait de l'État). Ce monde de propriétaires-exploitants est aussi un monde d'hommes, en ce qui concerne les pouvoirs de décision : le *pater familias* gère la marche de l'exploitation, les femmes n'étant avant tout que des exécutantes, même si les exceptions existent. Un cas de figure plus complexe est celui des familles indivises (*joint families*, reconnues juridiquement en Inde), qui associent sous le même toit trois générations ou parfois plusieurs frères ayant préféré ne pas dissocier leurs terres à la mort du père pour conserver des économies d'échelles.

L'émiettement de la propriété foncière n'empêche pas une certaine concentration : dans le village tamoul étudié par Harriss *et al.* (2012a), les ménages possédant plus de 2 ha comptent pour 3 % de la population, mais possèdent 29 % des terres. Mais cela reste des exploitations familiales : les valets de ferme ont disparu dès 1916. En revanche, l'emploi de journaliers est très répandu, même chez les petits exploitants, en raison des pointes de travail occasionnées par la moisson ou le repiquage. Notable est aussi

le grand nombre d'agriculteurs qui, pour s'assurer une main-d'œuvre au moment de la coupe de la canne à sucre, immobilisent un gros capital en « avances » versées à des ouvriers qui s'engagent en contrepartie à travailler chez le « maître » quand il en aura besoin. Un hectare suffit à procurer de gros besoins. Ces ouvriers sont soit des villageois locaux (souvent immigrés depuis parfois assez peu d'années), soit des paysans originaires de régions non irriguées qui viennent passer plusieurs semaines dans les zones de canne (Marius-Gnanou, 2008).

DES SYSTÈMES DE CULTURES DE MOINS EN MOINS INTENSIFS

Vu le climat régional, les pluies sauf exception ne permettent pas la riziculture⁴ : la présence d'irrigation se trouve être un facteur déterminant, qu'elle provienne de canaux collectifs branchés sur des barrages ou de forages privés⁵. Dans les deltas (Kaveri, Krishna...), les canaux laissent de plus en plus la place aux forages à pompe électrique étant donné l'indépendance qu'ils permettent envers des tours d'eau gérés de façon bureaucratique et une alimentation souvent erratique. En amont (Karnataka), les canaux sont relativement bien alimentés et de telles substitutions sont moins marquées, d'autant que les nappes souterraines se trouvent mal alimentées dans le sous-sol cristallin du plateau. De plus, l'électricité pour les pompes n'est parfois disponible que la nuit. Ce chapitre concerne une zone caractérisée par de l'irrigation suffisante pour faire deux cultures de riz par an, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait jamais de crise de l'eau (Aubriot, 2006).

Rares sont les communes à ne pas avoir gardé quelques champs en culture pluviale, mais ils se trouvent de plus en plus négligés et négligeables. Ces espaces rejoignent alors la situation des communaux, qui servent de lieu de pacage pour les troupeaux ou de réserve de bois de chauffage. Les efforts des agriculteurs portent sur la sole irriguée. Dans les deltas, trois cultures de riz pouvaient parfois être pratiquées dans l'année grâce aux variétés à maturation rapide diffusées par la révolution verte à partir des années 1960. Désormais, deux, voire une seule culture deviennent la règle en raison pour l'essentiel des problèmes de main-d'œuvre, des coûts de production (engrais) et d'opportunité (autres revenus possibles grâce à l'urbanisation et à « l'émergence » de l'Inde). Une culture de canne à sucre, qu'on laisse repousser couramment deux ou trois ans pour économiser le travail de plantation) demeure populaire et avait connu un bel essor dans les années 1970-1980 (Harriss-White et Janakarajan, 2004 ; Landy, 1994). Mais pour le reste, au moins sur la côte, des plantations (bananiers, filaos (*casuarina*)...) tendent à remplacer certaines cultures annuelles, témoignages de

4. La riziculture pluviale sans inondation est quasiment inconnue dans la région.

5. L'irrigation par étangs collinaires villageois (*tanks*) est plus un appoint ponctuel d'eau que le moyen de pratiquer une culture de contre-saison, vu en général les faibles apports hydrauliques.

ces processus d'extensification des systèmes. Ceci se fait au détriment des plus petites exploitations, qui se reproduisaient en partie grâce au salariat agricole comme complément de revenu.

De plus, la croissance de la productivité de la terre semble fort ralentie aujourd'hui (Harriss-White et Janakarajan, 2004). Dès 1990, on était arrivé dans le Karnataka méridional à 125 tonnes de canne par hectare et à plus de 6 tonnes de paddy par hectare (Landy, 1994). La hausse des coûts de production (intrants, main-d'œuvre) n'a pas permis d'augmenter les marges nettes.

UNE SOCIÉTÉ DE CASTES

Si définir une agriculture « familiale » par l'absence de salariat permanent ne correspond pas à un seuil précis de surface cultivée, c'est notamment parce que les critères économiques sont loin d'être seuls à déterminer qui emploie et qui travaille la terre : le statut social, voire religieux, joue également. Il s'agit de sociétés de castes, clivées donc non seulement par des « rangs » socio-économiques, mais aussi par des « statuts » socioreligieux. Encore les villages d'Inde du Sud ont-ils une hiérarchie relativement simplifiée, étant donné que les plus hautes castes (brahmanes) ont quitté la campagne au tournant du XIX-XX^e siècle. Dès lors, la majorité de la population rurale se trouve composée de castes *shudra*, paysannes, de statut relativement bas qui leur permet bien souvent de postuler au rang de *backward castes* pour jouir des bienfaits de la discrimination positive officielle (emplois réservés dans le secteur public, siège aux élections, prêts bonifiés, etc.). Il s'agit au Karnataka méridional des Vokkaliga, des Vanniyar ou Gounder au Tamil Nadu, des Kammas en Andhra Pradesh... Ce sont eux qui représentent le gros des exploitations « familiales ».

La situation des Intouchables (qu'on appelle désormais *dalits*, « opprimés ») est plus délicate. Ils sont les premiers bénéficiaires de la discrimination positive sous le nom de *scheduled castes*, mais beaucoup ne sont qu'ouvriers agricoles. Dans certaines zones du Tamil Nadu, la ségrégation demeure particulièrement violente (pas d'utilisation du puits municipal, de participation aux rituels villageois...). Au Karnataka méridional, ces interdits sont moins répandus. De plus, du fait de leurs tâches traditionnelles (garde champêtre, vidangeurs, etc.), ils y possèdent des terres qui peuvent leur donner une situation avantageuse face aux immigrants qui, attirés par l'irrigation, ne vivent que de leurs bras. Enfin, comme dans le village près de Pondichéry étudié par Harriss *et al.* (2012a), l'émigration précoce vers les plantations des Ghats, source de revenu, et l'action politique (conversions au christianisme, action du parti DMK dans les années 1950-1960) ont permis que les ménages intouchables aient aussi leur part dans l'agriculture « familiale ».

Ces questions de statut expliquent notamment pourquoi un petit cultivateur de haute caste, comme un Reddiyar, peut employer beaucoup de main-d'œuvre, car il rechigne à travailler dans les champs (et à y faire travailler sa femme).

UNE AGRICULTURE ENCORE FORTEMENT CONSOMMATRICE D'ÉNERGIE HUMAINE ET ANIMALE

L'INTÉGRATION CULTURES-ÉLEVAGE

Décrit idéalement, il s'agit, ou s'agissait, de l'intégration étroite d'un système de production végétale et d'un système de production animale, incluant tous les actifs familiaux, y compris les enfants longtemps fort peu scolarisés. Aux rotations culturales présentées plus haut se combine un système d'élevage. L'essor de la viande blanche en Inde demeure limité pour des raisons culturelles (l'alimentation carnée est une nourriture « chaude » selon la médecine ayurvédique) et économique (son prix d'achat). Dans aucun des villages étudiés ne sont cités ces élevages avicoles qui commencent pourtant à fleurir, mais souvent à un stade encore assez artisanal, à proximité des villes indiennes.

Pas de porcs, là encore pour des raisons culturelles. Quant au reste, dans le village irrigué du Karnataka (Landy, 1994), on comptait, pour se limiter au cheptel adulte, un bœuf et une vache de race locale pour quatre habitants et une bufflesse pour sept. S'y ajoutait un mouton pour cinq habitants, une chèvre pour quatre, de la volaille... Le petit bétail est maximal dans les exploitations moyennes, étant donné que les plus pauvres n'ont pas les moyens d'y investir, tandis que les plus riches préfèrent des activités plus lucratives et manquent de main-d'œuvre familiale (enfants scolarisés, statut des femmes ne devant pas travailler aux champs...). On a là un paysage animal dense et divers, certes moins intégré aux cultures qu'en Asie du Sud-Est, mais bien davantage que dans l'Afrique sudsaharienne.

Dans la région, les bufflesses ne sont pas attelées et les bovins sont les seuls animaux capables de tirer charrette ou araire. Cependant, le cheptel est en diminution : le village du Karnataka eut son premier tracteur en 1989, mais en possédait neuf en 2008 pour 2 100 habitants. La production de lait demeure la fonction principale du gros bétail en Inde, grâce au réseau coopératif organisé par la « révolution blanche » indienne (*Operation Flood*) : depuis les années 1970, il permet de distribuer un revenu non négligeable aux petits agriculteurs, un litre de lait valant souvent le salaire d'une demi-journée de travail agricole. La fumure animale a cependant pâti de l'essor des engrais chimiques, avec une politique de subvention maintenue aujourd'hui pour les engrais azotés.

Le système d'exploitation est complété par le recours au crédit. La révolution verte a pu décoller grâce à l'obligation pour les banques d'installer des succursales en milieu rural et d'accorder une part de leurs prêts à l'agriculture. L'État a également créé des « coopératives » de crédit, qui contribuèrent à affaiblir le rôle des prêteurs du secteur informel. Las, la libéralisation économique depuis les années 1990 a permis au secteur bancaire de se

retirer des campagnes indiennes, laissant la part belle aux usuriers, ce qui explique largement la vague de suicides dans les zones rurales dépourvues d'irrigation. On n'en est pas là dans notre région d'étude, mais la situation demeure très fragile, d'où les demandes d'annulation des emprunts (*loan weavers*) faites aux hommes politiques à chaque sécheresse.

L'IMPORTANCE DU REVENU SALARIÉ

Dans le village du Tamil Nadu septentrional (Harriss *et al.*, 2012b), on comptait 49 % de « sans terres » en 2008 contre 29 % en 1981 — un tiers seulement sont des *dalits*. L'absence de polarisation par l'accumulation de terre (les surfaces cultivées diminuent pour tous les quantiles de propriété foncière) n'empêche pas la prolétarianisation des plus petites exploitations.

Cruciale est donc la question des salaires agricoles, étant donné que la majorité des exploitants « familiaux » travaillent occasionnellement comme journaliers. Les gages ont augmenté en valeur réelle : au Karnataka irrigué, le salaire de base masculin permettait d'acheter moins de 3 kg de riz décortiqué en 1955, 4 kg en 1990, presque 5 en 2008. Cette hausse est moins due à la croissance des salaires nominaux qu'au fait que le prix du riz a baissé en valeur réelle. Pourtant, depuis 2006, la situation a changé : une importante possibilité d'emploi existe en Inde avec le National Rural Employment Guarantee Scheme (NREGS) qui oblige l'État à donner du travail à toute personne qui le demanderait, jusqu'à concurrence de 100 jours par an et par ménage rural : des chantiers publics sont installés à cette occasion, pour réparer des routes, creuser des canaux, mais aussi travailler sur les exploitations des ménages pauvres et des basses castes. L'organisation de ce programme laisse lieu à beaucoup de défaillances et de corruption, mais ses effets sont réels en termes de hausse des salaires. Toutefois, le NREGS ne peut qu'accentuer la tendance à la mécanisation et à l'extensification, et donc à la baisse des journées de travail disponibles pour les ouvriers agricoles : ceux-ci gagnent plus par jour, mais moins par an.

Ajoutons à cela les effets du repas gratuit à l'école et du Public Distribution System, qui délivre à prix réduit des céréales, du sucre, de l'huile et du pétrole lampant pour les ménages pauvres (Landy, 2006), et l'on aura autant de facteurs permettant — péniblement — la reproduction sociale des ménages d'ouvriers agricoles et, partant, des petites exploitations familiales. Pour aller vite, on peut dire que le NREGS, la mobilité des travailleurs, la diversification économique des campagnes ont poussé à la hausse les salaires agricoles en raréfiant la disponibilité de main-d'œuvre, suffisamment pour accélérer la mécanisation et le déclin de la riziculture, mais point assez pour créer un exode agricole et la disparition des petites exploitations.

Au final, la répartition des différents capitaux composant le *livelihood* apparaît caractérisée par le poids du capital humain qui constitue

le fondement du système avec beaucoup d'actifs agricoles et de plus en plus de non agricoles. Les autres types de capitaux sont caractérisés de la façon suivante :

- capital naturel : peu de terres cultivées par tête ;
- capital physique : bétail avant tout, mais aussi matériel d'irrigation ;
- capital financier : endettement, pas toujours productif ;
- capital social : organisations de lignage, de caste ou factions politiques.

DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET DES LOGIQUES DE PLUS EN PLUS COMPLEXES

UNE FORTE COMPOSANTE D'AUTOSUBSISTANCE

Dans la région comme ailleurs en Inde, la fongibilité du patrimoine familial et du capital d'exploitation est symbolisée par le fait que bâtiments d'habitation et d'exploitation ne font souvent qu'un. Dans les maisons petites, mais aussi dans les belles demeures anciennes de l'élite rurale, le bétail dort à côté des hommes. L'unité du patrimoine atteint cependant ses limites avec le devenir de la dot de l'épouse — selon qu'elle sert à elle-même, à la famille ou au mari — et de l'épargne féminine — bijoux en or. Les études citées n'évoquent pas la question de la répartition de ce genre de capital entre les individus de la famille.

Les restes de la vieille agriculture d'autosubsistance sont nombreux. L'autoproduction des semences domine, prélevées sur la récolte précédente, sauf dans le cas où de nouvelles variétés viennent d'être diffusées dans la région, qu'il faut donc acheter. De même, lorsqu'il s'agit de cultures céréalières, l'agriculteur distingue les variétés pour la vente de celles qu'il va cultiver pour l'autoconsommation familiale : celles-ci pourront avoir un rendement inférieur, mais un goût plus apprécié. Plus généralement, en ce qui concerne les relations au marché, les stratégies sont le plus souvent composites : l'alimentation familiale doit être assurée pour partie par la production de l'exploitation au nom de la sécurité (et des préférences alimentaires), mais il est rare que l'agriculteur privilégie entièrement l'autoconsommation aux dépens du profit.

Les logiques paysannes sont en fait d'une grande diversité et, observées dans le détail, ne peuvent s'inscrire dans un déterminisme réducteur de classe ou de caste, même s'il est évident que les plus gros agriculteurs, surtout quand ils sont de la caste dominante, peuvent maximiser leur revenu net bien plus facilement que les petits, souvent davantage à la recherche de sécurité. Les capitaux ne sont pas tout (Gasselin, 2012) : pour comprendre stratégies et logiques des agriculteurs, il faut aussi faire intervenir les personnalités individuelles, les peurs, les passions, les goûts de chacun, sans parler des relations de couple et des rapports intrafamiliaux (Landy, 1998).

LA TARDIVE DIVERSIFICATION DES SYSTÈMES D'ACTIVITÉS

Or, l'éventail des choix (sous forte contrainte) en matière de stratégies d'exploitation s'est grandement élargi. La parfaite superposition entre système de production agricole et unité familiale n'existe plus que pour nos exploitations intermédiaires. Pour les plus riches (« voie haute »), l'éducation des fils a poussé à une valorisation urbaine ou du moins non agricole des diplômés, d'où des systèmes d'activités « désagricolisés » et « polysitués », même si l'actif diplômé peut garder l'essentiel de ses revenus après son mariage. Pour les plus pauvres (« voie basse »), on est passé à des systèmes d'activités intégrant le travail non agricole pour compenser l'amenuisement des terres disponibles et la raréfaction de l'emploi agricole. Cette *distress diversification*, « par défaut », est aussi la réponse à une grande vulnérabilité par rapport à des aléas de toute nature, à l'échelle de la famille (maladie, décès, mariage d'une fille...) ou aux échelles régionale ou nationale (mauvaises pluies, baisse des subventions agricoles...). Au Tamil Nadu septentrional, la moitié des exploitations qui jouissent de terre agricole ont au moins un adulte employé hors de l'agriculture (Harriss-White et Janakarajan, 2004), mais cela avant tout dans la construction, les briqueteries, les migrations peu qualifiées : témoignage de la faiblesse de l'offre d'emploi tout comme du faible niveau de qualification des ruraux. Les plus misérables ont moins d'emploi non agricole, car ils sont souvent analphabètes, de très basse caste et manquent donc de capital social ou de contacts en ville.

Le système d'activités familial a donc un périmètre de plus en plus lâche ou du moins de plus en plus complexe. Il était convenu jadis que le fils parti à la ville revint au village quand le père se faisait trop vieux pour labourer, même s'il était marié, à moins vraiment qu'il ait trouvé un emploi urbain particulièrement avantageux. Désormais, ce n'est plus le cas, et le père âgé préfère souvent laisser l'exploitation à des parents lointains plutôt que de perdre l'investissement dans l'éducation du ou des fils. Cela ne veut pas dire que rien du revenu urbain n'est jamais plus transféré au village, mais les liens sont de plus en plus distendus. Les études citées ne l'évoquent pas, mais on peut supposer bien des tensions et des conflits entre générations, étant donné que traditionnellement la sphère de décision est bien l'unité familiale et avant tout le chef d'exploitation : même les décisions de migrer individuellement sont (étaient ?) des décisions collectives (Racine, 1994 ; Farrington *et al.*, 2006).

DES VILLAGES « POST-AGRAIRES » ?

La diversification économique des campagnes, quoique mesurée, est patente dans les régions irriguées, étant donné les capitaux disponibles : la théorie d'Epstein (1973) selon laquelle l'absence d'irrigation était un facteur d'évolution, économique autant que politique, ne semble pas valide (Landy, 1998). Dans un village du centre tamoul (Harriss *et al.*, 2012b), les deux tiers des actifs sont encore dans l'agriculture, mais maintenant la moitié des *dalits* en sont sortis (émigration, briqueteries). Ces migrations

« circulaires » sont souvent de court terme, ce qui fait qu'on préfère souvent parler de « mobilité » plus que de migration (Dupont et Landy, 2010). Elles entraînent une pénurie de main-d'œuvre et accélèrent du coup la mécanisation... laquelle en retour pousse à l'émigration. Qu'est-ce qui est cause, qu'est-ce qui est conséquence dans ce cercle — vertueux plutôt que vicieux ? Selon Harriss, la mobilité est plutôt le facteur de départ : il s'agit d'un effort politique des *dalits* pour échapper à la tutelle des propriétaires.

Indubitablement, les stratégies familiales dépendent de la région (présence ou non d'irrigation, recharge des nappes en particulier, proximité de la ville et de la grande route, etc.), mais aussi du sexe, de la classe, et de la caste encore davantage peut-être. Dans un village du Tamil Nadu central (Harriss *et al.*, 2012b), les *dalits* émigraient vers les plantations des Ghats ou la ville dans les années 1970, tandis que les Vanniyar, mieux dotés en terre, profitaient de la révolution verte au village. Mais désormais la situation est inverse : les Vanniyar émigrent, attirés par les potentialités urbaines, et non plus les Intouchables. « Ce sont les ménages avec le plus de terre et de main-d'œuvre salariée qui diversifient non seulement dans des productions agricoles à la fois élastiques au revenu et économes en eau, mais aussi dans l'économie non agricole. Une telle accumulation de capitaux (*assets*), dans l'économie villageoise comme, directement ou indirectement, en dehors de sa sphère, rend les ménages doublement diversifiés. Avec la combinaison d'un emploi salarié dans le secteur public ou l'économie urbaine, les voilà triplement diversifiés. Une telle diversification est étroitement associée à la différenciation agraire. À l'échelle micro-économique, cela permet à la classe accumulant le capital de gérer un portefeuille formidablement varié en utilisant la forme de la famille indivise. En retour, cette classe jouit d'une plasticité économique à l'épreuve du risque » (Harriss-White et Janakarajan, 2004). Il me semble qu'on se rapproche de l'évolution notée à propos de la France aux XVII^e-XVIII^e siècles, où « pour une large part, la hiérarchie des exploitations... est le fruit de [l']intervention urbaine plus que du développement spontané et 'endogène de la société rurale » (Aymard, 1983).

Au final, les activités non agricoles et l'essor des mobilités sont « associées »⁶ à :

- une relative pénurie de main-d'œuvre (qui renforce alors l'extensification des cultures et la motorisation) ;
- une féminisation du travail agricole. Les femmes sont plus souvent analphabètes, ont une mobilité davantage contrôlée dans ces sociétés patriarcales ; elles émigrent donc moins, sauf pour se marier, et tendent à combler certains vides occasionnés par l'émigration masculine, avec des salaires nettement plus faibles que ceux des hommes, malgré la loi imposant un illusoire salaire minimum (NCEUS, 2007) ;

6. On emploie ici à dessein un terme vague, étant donné qu'il est difficile de faire la part de ce qui est cause et conséquence, tout fonctionnant en boucles de rétroaction (figure 16.1).

- le remplacement du travail familial par du travail salarié, même parfois chez les petits exploitants ;
- la diminution de la main-d'œuvre agricole (familiale ou salariée) par hectare cultivé.

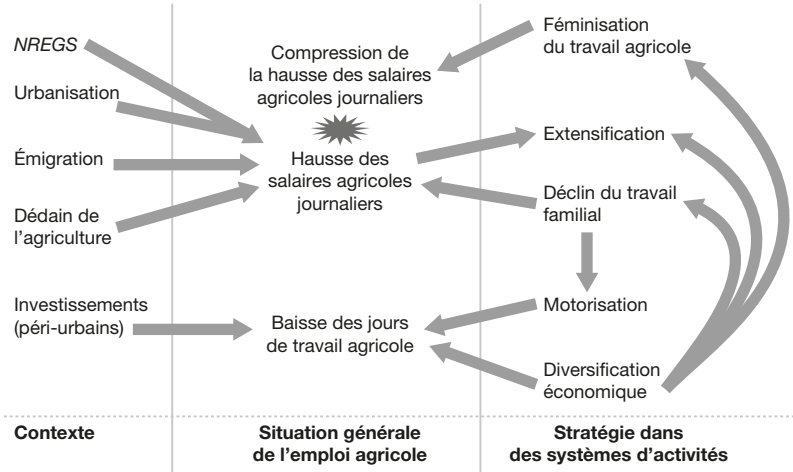


Figure 16.1. Diversification économique et emploi agricole : interrelations entre quelques éléments clés du cadre SRL.

NB. Le nombre de flèches a été réduit au minimum pour des raisons de lisibilité. NREGS, National rural employment generation scheme.

Hennu, honnu, mannu, « les femmes, l'or et la terre », sont les trois passions qui détruisent l'homme, dit un vieux dicton kannada (Landy, 1994). Il semble avoir perdu de sa popularité quant au dernier terme. Faut-il pour autant parler d'un *post-agrarian village* (Harriss *et al.*, 2012a) ? L'agriculture familiale reste dominante économiquement et socialement dans les campagnes indiennes. Il reste que c'est un fait : l'agriculture a perdu de son lustre (Gupta, 2007). Elle était un mode de vie, elle tend à ne devenir plus qu'un métier. Elle était recherchée, elle devient presque méprisée dans « l'Inde émergente ».

POUVOIRS AGRAIRES, POLITIQUES PUBLIQUES ET TERRITOIRES

UNE DÉMOCRATIE AGRAIRE TRÈS HIÉRARCHISÉE

L'asservissement pour dettes a disparu dans sa forme héréditaire et presque autant dans sa forme moins violente de travailleur asservi — *bonded labour* (Marius-Gnanou, 2008). Dès les années 1980, Viramma, une vieille intouchable, s'insurgeait contre ces jeunes qui ne respectaient plus personne et notamment plus le « Grand Reddi » de haute caste (Viramma et Racine,

1994). Forte est la tentation d'associer ces dynamiques sociales aux changements physiques dans les infrastructures et les paysages : presque tout le monde a l'électricité ; l'eau potable est disponible sinon à la maison du moins à des pompes proches ; les antennes satellite fleurissent, au moins chez les ménages ayant une télévision...

Les hiérarchies agraires demeurent cependant importantes, avec au Tamil Nadu des castes *dalit* souvent pauvres comme les Paraiyar (dont le nom a donné nos « parias »). La segmentation spatiale des résidences de castes demeure. De fait, la prolétarianisation des petits agriculteurs n'est pas due qu'à la croissance démographique. L'accumulation est permise par d'autres moyens que la propriété de la terre. La vieille relation associant intensivité de l'agriculture et petite taille de l'exploitation a disparu avec la révolution verte et la « modernisation » de l'agriculture. Les plus riches parviennent à vendre plus cher leur production, grâce au clientélisme, à de meilleures informations, à leurs pratiques des marchés publics régionaux où ils ont leurs entrées. La microfinance, si développée dans le sud de l'Inde, n'a pu contrebalancer ces travers en raison de ses insuffisances désormais dénoncées (Guérin *et al.*, 2009). Ces élites sont encore les « maîtres de la campagne », pour reprendre l'expression de Lénine qui est le titre d'un livre de B. Harriss-White (1996) sur le commerce agricole : la nouveauté est que le facteur de puissance réside de moins en moins dans l'agriculture, encore moins dans la propriété foncière, mais dans des activités non agricoles, voire urbaines, et dans la politique.

Ce n'est pas pour autant la fin de « l'économie morale » villageoise, d'autant que celle-ci n'a sans doute jamais existé dans les termes rêvés par l'ethnographie des premiers temps ou par le Mahatma Gandhi. Paternalisme et clientélisme tendent à casser les faibles solidarités de classe, engendrant des factions verticales qui permettent aux plus pauvres de jouir d'une protection, d'un entregent, d'un « capital social vertical » (*linking social capital*)⁷ qui compense imparfaitement l'absence d'une sécurité sociale institutionnalisée. Fort peu égalitaire est en soi cette « gouvernance verticale » (Landy, 2014), mais elle est bien adaptée à la société indienne et au système politique indien. Ces factions correspondent parfois à une caste ou une sous-caste — rassemblant alors puissants et misérables sous une même barrière ethnique ; elles correspondent toujours à un parti politique, celui-ci dispensant prébendes et libéralités, lors d'élection gagnée, en échange d'une « banque de voix ». Leur rôle reste visible dans le contexte de la décentralisation mise en œuvre au bénéfice des municipalités à partir de 1993 en Inde. Les institutions coutumières (castes) et officielles (décentralisation, discrimination positive) s'emboîtent plus que ne se contredisent. L'agriculture familiale en Inde représente la majorité des électeurs. Sa survie, cause et conséquence du fonctionnement démocratique du pays, est une affaire politique au moins autant qu'économique.

7. On reprend ici la terminologie du World Development Report 2000-2001 de la Banque mondiale.

LE RÔLE AMBIGU DE L'ÉTAT

Les politiques publiques sont déterminantes pour expliquer la survie de cette agriculture familiale, et ce aux deux niveaux de l'État (fédéral et fédéré). Depuis quelques années cependant, elles peuvent lui témoigner une certaine hostilité, au moins par des mesures qui la touchent indirectement.

Le riche héritage du *welfare state* mis en place à l'Indépendance est celui des réformes agraires, qui a créé un monde de petits propriétaires-exploitants en supprimant les absentéistes. Les redistributions ont bénéficié surtout aux castes paysannes, celles-là mêmes qui, avant de bénéficier des politiques de discrimination positive, vont pouvoir se saisir des opportunités de la révolution verte. Cette dernière est fondée sur un protectionnisme et des subventions publiques, à la même époque que la PAC et sur un modèle assez proche, qui vont protéger l'agriculture familiale des importations au nom de l'autosuffisance alimentaire du pays. Les agriculteurs sont exemptés d'impôt sur le revenu. Cependant, depuis l'acquisition de l'autosuffisance céréalière en 1977, l'agriculture indienne est globalement taxée car les prix d'intervention et d'achat par l'État sont en général inférieurs aux cours mondiaux. De plus, la libéralisation engendre une fluctuation des prix dommageable.

La nouvelle politique indienne votée en 2012, supprimant quasiment toutes les restrictions à l'entrée des multinationales dans le commerce de détail, va assurément dynamiser les processus jusque-là très limités d'intégration des exploitations dans la filière agroalimentaire : les libéraux espèrent un processus de croissance agricole générale (Joshi *et al.*, 2007), les autres craignent une différenciation accélérée au sein de l'agriculture familiale entre les plus grosses exploitations, sous contrat avec l'agrobusiness, et les petites qui seront marginalisées.

Des soutiens majeurs continuent à se faire de deux façons : achats de grains et de sucre par l'État, et subventions aux intrants (engrais, électricité, eau). Mais ces aides bénéficient avant tout aux plus gros des agriculteurs familiaux : les achats publics ne concernent que ceux disposant de surplus ; et il faut avoir une pompe pour tirer un profit des subventions à l'électricité... Pourtant, l'État demeure essentiel pour procurer une bouée de sauvetage (*safety net*), aussi dégonflée soit-elle, aux petits agriculteurs. Autant de soutiens à la consommation des ménages, qui ont un impact indirect sur l'agriculture familiale du fait de l'interpénétration entre la sphère du ménage et la sphère de production.

Cependant, conséquence des politiques publiques et des stratégies familiales, sévit une sévère crise écologique. Si ont cours des processus d'extensification, c'est notamment parce que les rendements répondent moins aux engrais chimiques ou aux pesticides. Dans les zones à forages privés, la baisse des nappes peut être catastrophique, obligeant à se demander pourquoi ce qui devrait être un bien commun (les eaux souterraines) est traité en libre accès, à cause des subventions à l'électricité et faute d'institutions

coutumières ou modernes capables de gérer la ressource hydraulique. En Andhra Pradesh particulièrement, le rabattement des nappes a tari les puits des plus pauvres, réservant l'accès à l'eau à ceux qui ont les moyens de faire descendre une pompe submersible à 80, 100 ou 200 m — et du coup de revendre ensuite l'eau à ceux qui en sont dépourvus, pour devenir de puissants *waterlords*. Crise écologique veut souvent dire crise sociale...

CONCLUSION

L'agriculture familiale se maintient en Inde, mais peine à assurer la rétention de la population dans les campagnes, ce qui laisse présager que le taux d'urbanisation officiel ne correspond guère à la réalité, bien des migrants n'étant pas recensés ou habitant en zone rurale périurbaine (Denis et Marius-Gnanou, 2011). En Inde du Sud, les processus en cours sont dominés par une diversification (lente et limitée) des types et des lieux d'activités, qui font sortir l'agriculture familiale de l'équation « ménage = système de production agricole = unité d'enquête ». On reste cependant dans une agriculture familiale « paysanne », selon la typologie mondiale de Hervieu et Purseigle (2012), mais les plus petites exploitations tendent à rejoindre la catégorie d'« agriculture de subsistance », tandis que les plus grandes se rapprochent d'une agriculture familiale « spécialisée et standardisée ». Les causes en sont l'urbanisation de l'Inde, la facilitation des mobilités due à la meilleure circulation et aux « modernisations » culturelles, mais aussi de profondes transformations sociopolitiques, avec l'arrivée au pouvoir des basses castes et d'ambitieux programmes d'aide sociale. À la fois cause et conséquence de ces changements : la motorisation des façons agricoles. Désormais, la main-d'œuvre se féminise dans l'agriculture, ce qui n'est pas pour améliorer la situation des femmes.

Le processus d'amenuisement des exploitations au fil des partages successoraux est général. Les plus petites n'échappent pas à la prolétarianisation. La reproduction de l'agriculture familiale est cependant globalement permise, grâce au multi-usage des lieux et des activités, grâce à des structures sociales fondées sur l'exploitation de la main-d'œuvre, mais dans un cadre paternaliste, et grâce à l'action de l'État. Dans quelle mesure est-elle vraiment « durable » ?

SUR LE TOIT DU MONDE, LES PASTEURS DU PLATEAU TIBÉTAIN FACE AU CHANGEMENT

Ruijun Long, Xiao Jing Qi, Luming Ding, Tingting Yang,
Thierry Bonaudo, Bernard Hubert, Jean-François Tourrand

Localisés dans la partie nord-est du plateau tibétain le long de la Route de la soie, les monts du Qilian ont une histoire récente mouvementée en lien, d'une part, au contexte politique changeant issu de la Révolution chinoise de 1949 et, d'autre part, à la priorité donnée par les pouvoirs publics à l'ensemble de ses terres de parcours dont font partie les monts du Qilian. En effet, selon la qualification et la source, les parcours représentent de 40 à 65 % de la surface du pays, soit de 4 à 6,5 millions de km², en grande partie dans le nord et l'ouest (Hu et Zhang, 2001 ; Ren *et al.*, 2008). La priorité vient que les parcours sont pour la Chine à la fois le grand château d'eau et un sous-sol riche en divers minerais (uranium, lithium, etc.) et hydrocarbures, deux caractéristiques essentielles au développement industriel, agricole et économique du pays. Les parcours sont aussi un vaste espace pastoral mis en valeur principalement par des ethnies minoritaires, en particulier Tibétains, Yugus et Mongols aux côtés de pasteurs et agro-pasteurs Hans, dans le cas des monts du Qilian (Long *et al.*, 2008).

Jusqu'au milieu du xx^e siècle, les terres de parcours étaient la propriété des monastères et des tribus pastorales, le parcours étant la ressource conditionnant l'existence ainsi que le mode de vie de pasteurs transhumants, nomades pour certains (Long *et al.*, 2008). Se référant à cette époque, les écrits récents notent le caractère communautaire de la vie pastorale, en particulier la gestion des troupeaux et des parcours à l'échelle de grandes familles, ainsi que les relations complexes entre les différents groupes sociaux fondés sur des rapports humains inscrits dans le temps. Ils mentionnent aussi une certaine harmonie entre la société pastorale pluriethnique et son environnement (Wang *et al.*, 2010), même si l'harmonie serait plutôt à trouver

dans la faible pression animale sur la ressource pastorale, c'est-à-dire le nombre plus restreint de troupeaux et leur taille réduite, tout au moins en comparaison avec aujourd'hui.

Dès le début de la décennie 1980, une fois la période postrévolutionnaire engagée, plusieurs mesures de politiques publiques ont visé à la fois à améliorer les conditions de vie des pasteurs et à prendre en compte la dimension environnementale de leurs socio-écosystèmes, notamment la dégradation des parcours, considérée comme une cause majeure de l'érosion des sols et des pertes importantes en matière aggravant les crues et inondations aux conséquences catastrophiques en aval et sur l'ensemble de l'économie chinoise. Dans les monts du Qilian, on assiste depuis une trentaine d'années à une amélioration sensible du socio-écosystème, c'est-à-dire à la fois de meilleures conditions d'existence pour les pasteurs, leurs familles et communautés, mais aussi une plus grande attention aux pratiques de gestion des parcours.

Se situant après une trentaine d'années d'action publique, l'objectif de ce chapitre est de rendre compte de la situation actuelle des familles d'agropasteurs dans les monts du Qilian quant à la gestion des socio-écosystèmes face au changement global entendu dans ses diverses composantes : climatique, sociale, économique et politique.

D'un point de vue méthodologique et en s'appuyant sur une approche SRL (Morses *et al.*, 2007 ; Small, 2007), trois types de données ont été utilisés :

- la base de données de l'ICTPEM¹, en particulier les données collectées par une enquête à base de questionnaires conduite dans huit villages des cantons contrastés de Tianzhu et Sunan, auprès de quatre exploitations agricoles par village représentatives de la diversité locale, soit un total de 32 exploitations agricoles ;
- l'information recueillie au cours d'entrevues auprès de 28 acteurs locaux de l'élevage quant à leurs perceptions et représentations de la situation passée, actuelle et future de l'élevage dans la région, les principaux facteurs de changement, leurs attentes et leurs craintes, les thèmes de débats et conflits à l'échelle locale, ainsi que leurs positions vis-à-vis des questions environnementales. Parmi ces acteurs figuraient des éleveurs, commerçants en bétail, techniciens et conseillers, représentants socioprofessionnels et d'associations, agents territoriaux, gestionnaires et/ou propriétaires de petites agro-industries intervenant à l'échelle locale. Les entrevues ont été menées à partir de guide d'entretiens, de manière individuelle pour la moitié d'entre elles, en groupe pour un tiers, ainsi que trois ateliers avec des agents territoriaux ;

1. International Center for Tibetan Plateau Ecosystem Management, Lanzhou University, Gansu Province, China, dont la base de données est constituée de rapports d'enquêtes et d'entrevues, mémoires et thèses, ainsi que quelques publications.

– les données recueillies lors d'une vingtaine d'entretiens approfondis auprès de familles d'éleveurs sur leurs origines et trajectoires, leurs activités, en particulier agricoles, mais aussi en dehors de l'agriculture, leurs techniques et pratiques en lien avec la production animale, leurs revenus, leurs réseaux sociaux et professionnels, leurs projets d'avenir, notamment le devenir de leurs enfants et celui de leurs activités d'élevage.

LE CONTEXTE DES MONTS DU QILIAN

D'un point de vue géographique, les monts du Qilian constituent la bordure nord-est du plateau tibétain. Cependant, d'un point de vue économique, ils sont en grande partie tournés vers l'ancienne Route de la Soie, axe économique de la province de Gansu qui ceinture le plateau tibétain à l'est et au nord. Or, aujourd'hui comme autrefois pour les caravanes, la Route de la soie est la principale voie de transport routier et ferroviaire, des hommes et biens, reliant l'Extrême-Orient aux terres pastorales de l'Asie centrale.

Le double rattachement administratif des monts du Qilian, d'une part, à la province de Qinghai située entièrement sur le plateau tibétain et, d'autre part, à la province de Gansu localisée à cheval entre le plateau tibétain et la Chine centrale en fait un excellent terrain d'observation des dynamiques rurales dans la Chine pastorale. En effet, plusieurs ethnies minoritaires vivant de l'élevage coexistent aux côtés des Hans, en particulier des Tibétains, Yugus et Mongols. Si de nombreux agropasteurs hans se rencontrent principalement dans les périmètres irrigués le long de la Route de la soie, plusieurs sont aussi des pasteurs semblables aux pasteurs des ethnies minoritaires qui se rencontrent dans toute la région, avec une prédominance dans les zones d'altitude en bordure de la Route de la soie. De plus, l'ancrage ancien à la Chine de la Route de la soie, traversée par la Grande Muraille, et de ses régions environnantes, en particulier les monts du Qilian, permet de se situer en marge de la question sociopolitique posée par le Tibet, question plus épineuse dans les régions autonomes du Tibet et dans une moindre mesure de la province de Qinghai.

Les monts du Qilian sont un massif montagneux dont l'altitude varie de 2 500 à 5 000 m, c'est-à-dire légèrement plus bas par rapport à une grande part du plateau tibétain qui oscille autour de 4 000-4 500 m, surtout dans sa partie occidentale. L'altitude moyenne de la Route de la soie se situe autour de 1 500-2 000 m, avec des franchissements à plus de 3 000 m, notamment lorsqu'elle traverse la partie nord des monts du Qilian. L'altitude élevée des monts du Qilian ainsi que leur éloignement de l'océan, de surcroît en arrière de la chaîne himalayenne, induisent un climat de type continental, avec des saisons bien marquées. Les hivers sont froids et secs, avec une température moyenne négative de novembre à mars, des minima nocturnes pouvant aller jusqu'à -30°C , pour une pluviométrie cumulée inférieure à 20 mm. Les étés sont frais et plus humides, avec des maxima diurnes autour de $15-20^{\circ}\text{C}$,

pour une pluviométrie totale de l'ordre de 150-250 mm, jusqu'à 500-600 mm en fonction de la zone (Tabouret, 2009). Selon Long (2003), en raison de la basse température, la production de biomasse fourragère des alpages est de courte période. Elle débute fin mai-début juin et diminue fortement à partir de fin octobre-début novembre. Un maximum moyen de 3 000-3 500 kg de matière sèche par hectare (MS/ha) est atteint en août-septembre. En dehors de la vallée de la Route de la soie, le climat froid d'altitude limite fortement la production vivrière et explique le choix de l'élevage comme principal moyen de subsistance. Ce même climat froid induit une différenciation saisonnière dans la disponibilité de la ressource pastorale, conduisant à des pratiques de transhumance menant les troupeaux accompagnés d'une partie des familles sur les alpages de la fin du printemps au début de l'automne.

LA GESTION DU FONCIER AU CŒUR DE L'ACTION PUBLIQUE

Suite à la Révolution de 1949, au début des années 1950, la collectivisation des moyens de production a changé le statut du foncier et donc de la ressource pastorale. En effet, même si le passage du foncier d'un statut tribal et/ou monastique à un statut communautaire ne représentait pas un grand changement en termes de gestion collective, les rênes du pouvoir avaient eux changé de mains dans les nouvelles communautés, d'autant plus que la collectivisation concernait également les troupeaux. Très tôt, dès 1953, la dégradation des parcours communautaires fait l'objet de mesures politiques visant à la limiter. Une décennie plus tard, en 1963, un vaste programme national de gestion durable des parcours² voit le jour, faisant écho à un programme similaire (National Program for Agricultural Development) mis en place en 1958 pour les terres agricoles à l'échelle du pays. Cette politique reconnaît que les parcours doivent être protégés, en particulier leur fonction majeure dans le cycle de l'eau, considérant que la charge animale aurait déjà doublé dans certaines zones, notamment celles situées à proximité des centres urbains, ce qui était à l'origine d'une forte érosion du sol et d'un net recul du couvert végétal (Longworth et Williamson, 1993 ; Huang, 1996).

Deux décennies plus tard, la gestion des parcours étant toujours loin d'être satisfaisante, en particulier l'existence d'une forte dégradation des zones surexploitées, une politique de décollectivisation a été progressivement mise en place avec l'attribution de droits d'usage aux ménages, l'ensemble des terres restant toujours la propriété et sous le contrôle des communautés, en lien avec le pouvoir administratif local (Wang *et al.*, 2010). Le HCRS (Household Contract Responsibility System) est, dès le début des années 1980, le mécanisme central de la nouvelle politique

2. Regulations on Policies for the Minority Ethnic Groups and People's Communes in Pastoral Areas.

chinoise pour les parcours, sorte de pivot autour duquel vont s'articuler diverses mesures de soutien et d'incitation. Le HCRS est un contrat négocié entre le ménage, d'une part, et la communauté et l'administration locale, d'autre part, sur la gestion du parcours dont le droit d'usage a été attribué à ce ménage, en particulier sur le nombre maximal de têtes de bétail que le parcours peut supporter. Le HCRS a été un grand tournant dans la société pastorale dans la mesure où, tout en maintenant la propriété collective des terres, il impose la famille, en tant que ménage, comme l'entité gestionnaire et donc responsable du troupeau et du parcours (Wang *et al.*, 2010).

Les autres politiques mises en œuvre ultérieurement vont aller dans le sens d'un renforcement du HCRS en instaurant des mécanismes propres à tel ou tel secteur. C'est le cas notamment de la loi sur les herbages (*Grassland Law*) de 1985 qui protège les parcours en punissant ceux qui les mettent en culture ou en détruisent les arbres. Puis vient la loi protégeant les couverts forestiers (Natural Forest Protection Program) suite aux dégâts des crues du Fleuve Jaune et du Yangtzé au milieu des années 1990 (Liu *et al.*, 2001 ; World Bank, 2001). C'est également le cas du programme de développement du Grand Ouest (Great West Development Program) qui, à partir du milieu de la décennie 1990, instaure au cœur de la politique chinoise les notions de développement rural et de réduction de la pauvreté *via* l'incitation aux initiatives locales dans le domaine économique et pour la protection des écosystèmes.

Toutefois, Wang *et al.* (2010) remarquent que le HCRS n'a pas été très efficace dès son application, notamment en raison de son caractère descendant copié sur celui des productions végétales mis en place dans l'ensemble de la Chine agricole. Ces mêmes auteurs considèrent que son efficacité ne s'est révélée qu'au début des années 2000, quand un autre mode de gouvernance, également fondé sur un contrat négocié entre le ménage, la communauté et l'administration locale, a pu se mettre en place. Cet autre mode de gouvernance impliquait une plus grande négociation avec, notamment, une plus grande prise en compte des réalités du contexte local et des attentes des ménages. Ainsi ont été élaborés et appliqués des programmes d'aides, comme celui pour la construction de maisons, mais aussi d'étables et de bergeries améliorant considérablement le confort des animaux pendant les nuits d'hiver et de printemps, réduisant d'autant le travail de la main-d'œuvre familiale comme nous le verrons plus en avant.

Parallèlement aux mesures politiques visant la gestion du foncier pastoral, le pouvoir central tend, au moins depuis la fin de la Révolution culturelle (1966/1976), à améliorer les conditions de vie dans les villages et communautés rurales avec une attention particulière à la maintenance des infrastructures routières, l'électrification des campagnes et les services sociaux tels que l'éducation primaire, la santé, le courrier, etc.

LA RESSOURCE PASTORALE AU CŒUR DE LA VIE DES PASTEURS

LA FAMILLE

Le ménage type dans le milieu rural des monts du Qilian est composé du couple et de deux enfants. Faire partie d'une minorité évite d'être limité à un seul enfant. Cependant, de nombreux ménages considèrent que les revenus tirés de l'élevage ne leur permettent pas d'élever un ou deux enfants de plus. Les données collectées confirment que le coût d'un jeune à l'université représente un tiers du revenu moyen du ménage, soit 17 000¥ [yuans] (2 000€) sur environ 50 000¥ (6 000€). De plus, les deux enfants sont souvent rapprochés, souvent entre deux et trois ans. Il est donc fréquent de rencontrer un couple avec ses deux enfants à l'université, passant plus de la moitié de ses revenus dans l'éducation. De plus, il y a encore 20-30 ans, les jeunes se mariaient précocement, beaucoup entre 18 et 22 ans en milieu rural. Ils se marient un peu plus âgés aujourd'hui, en particulier ceux qui vont à l'université. Le couple de parents n'a donc pas eu beaucoup de temps pour capitaliser, essentiellement dans le cheptel, en vue du financement des études de ses enfants. En contrepartie, le couple se retrouve assez rapidement dégagé de la charge des enfants qui trouvent un emploi, pour la plupart en milieu urbain, notamment pour ceux qui sont allés à l'université. Parfois un, plus rarement les deux grands-parents sont intégrés dans le ménage. Le contraste est frappant entre le ménage, unité gestionnaire d'aujourd'hui, et la famille élargie, voire la tribu, telle qu'elle était il y a un demi-siècle, composée de plusieurs ménages à différents degrés de parenté et dans laquelle les liens sociaux étaient forcément autres. On retrouve des témoins de cette époque, notamment au départ à l'alpage comme nous le verrons plus avant. On en retrouve aussi dans la vie de tous les jours, quasiment tous les chefs de ménages mentionnant pouvoir compter sur leurs voisins en cas de besoin pour les activités champêtres. En revanche, les clôtures limitent bien les parcelles attribuées à chaque ménage, tant autour des villages qu'à l'alpage dans l'étude de cas du County de Sunan. À Tianzhu, les parcours d'hiver sont clôturés, mais cela est moins le cas à l'alpage avec encore quelques parcours collectifs à l'échelle des villages.

Pendant la fin de l'automne, l'hiver et une bonne partie du printemps, le ménage habite dans sa maison, dans ou à proximité de son village, avec accès à l'électricité, assez souvent à l'eau. Notons qu'à la tête du village, on trouve deux leaders, celui ou celle choisi(e) par les ménages et parmi eux, et celui ou celle désigné(e) par l'administration locale, qui n'est en général pas issu(e) d'un ménage du village. Les villages sont rattachés à une ville, en réalité un bourg, où les ménages disposent de la plupart des services tel qu'un centre de santé, une école primaire, une poste et quelques autres services administratifs. Comme le village, la ville est dirigée par deux entités, une choisie et une désignée, dont l'objectif premier est de se coordonner.

Pendant l'hiver les troupeaux pâturent sur les parcours situés à proximité des villages et reçoivent un complément d'alimentation fait de fourrage ou foin, produit sur les parcelles attribuées et cultivées à cet effet. Des grains et du fourrage sont également achetés, localement ou à la ville proche. Vers la fin du printemps, les troupeaux partent à l'alpage, accompagnés par les familles qui vont, pendant les mois de transhumance, vivre sous la tente aménagée en petite maison avec de l'énergie fournie par des panneaux solaires et une antenne parabolique pour la radio et la télévision. Le mobilier est sommaire : un lit, une table, une ou deux petites armoires pour le rangement, quelques sièges, ainsi que l'indispensable poêle dans lequel sont brûlées les bouses de yacks séchées (de 5 à 15 kg/jour selon la température). Comme déjà mentionné, tous les ménages partent à l'alpage à la même date, un peu comme si la vie rurale se déplaçait du village vers l'alpage de la fin mai-début juin à la fin septembre. Si tous reconnaissent le côté festif et culturel de la transhumance, nombreux sont ceux, notamment parmi les jeunes, qui en soulèvent les contraintes en termes de confort et d'isolement temporaire. Aussi, ce point constitue avec le travail d'astreinte inhérent à l'élevage, deux des principaux arguments avancés par les jeunes pour ne pas faire carrière dans l'élevage, tout au moins tel qu'il est pratiqué aujourd'hui, et tenter leur chance en ville, même si les perspectives de revenu sont inférieures pour ceux n'ayant pas atteint un niveau supérieur de qualification.

LA RESSOURCE PASTORALE

Au cours des trois dernières décennies, il y a donc eu apparition de clôtures dans les alpages des monts du Qilian. Cette clôture délimite le droit d'usage de la terre pour la famille attributaire et non le droit de propriété qui reste du domaine de la communauté. La notion de droit d'usage serait encore en cours d'évolution. En effet, il signifie que la famille fait paître ses troupeaux sur les terres qui lui sont attribuées, mais elle peut également les louer et en tirer un revenu, ou bien en louer. Le droit d'usage est transmissible des parents aux enfants sous certaines conditions, mais il paraît plus intéressant pour les familles que le jeune couple s'installant demande à la communauté un droit d'usage sur des terres qui lui seront alors attribuées. En outre, les clôtures, et donc les limites des droits sur la ressource pastorale, ont été décidées sans vraiment tenir compte de la topographie, de l'accès à l'eau et aux voies de circulation, ce qui pose dans certains cas de sérieux problèmes de gestion. De plus, ces limites ont été décidées il y a près de trente ans, à une époque où les ménages étaient autres en terme de nombre de membres, ce qui pose aujourd'hui des difficultés au moment de la transmission aux nouveaux ménages. Aussi, on peut logiquement penser qu'il s'agit d'un système en cours d'évolution, fait un peu dans l'urgence pour répondre à une demande réelle ou imposée, mais qui se remanie avec le temps.

L'attribution de droits d'usage vaut pour les parcours, en particulier ceux d'hiver, mais aussi pour les parcelles fourragères d'où viendra le supplément

d'alimentation distribué aux troupeaux en hiver et au printemps, notamment aux femelles yacks, brebis et chèvres en période de mises bas et leurs jeunes. Dans ce cas, il semble que le droit d'usage ait plus tenu compte de droits « traditionnels » dans la mesure où les parcours d'hiver d'un ménage sont généralement situés autour de sa ferme, non loin de ses parcelles fourragères, à moins que ce ne soit la ferme qui ait été construite à proximité des parcours et parcelles attribués. Dans ce secteur aussi, la situation semble varier d'un village à l'autre, avec de surcroît des pratiques propres à chaque cas, Sunan et Tianzhu, dans un ensemble qui se veut relativement égalitaire entre les différents ménages et qui serait tout sauf figé.

Il est intéressant de noter que la construction ou la reconstruction des clôtures est l'occasion d'entraide entre les ménages, d'autant plus que les ménages d'une même famille disposent le plus souvent de droits d'usage côte à côte sur les mêmes alpages. De plus, des formes collectives de gestion de la ressource pastorale existent toujours au sein de la famille élargie, entre parents et enfants, entre frères et entre cousins, et entre voisins comme cela a été déjà dit. Cela se traduit par du confiage ou du gardiennage, tant à l'alpage qu'au village, lorsqu'un membre de la famille ou un ménage doit s'absenter pour un temps déterminé ou non, ou bien en cas de double activité, comme nous le verrons plus avant. Cela passe aussi par la session de parcelles fourragères pour l'hiver en cas de nécessité ou la location à un prix moindre.

Les surfaces varient en fonction de plusieurs facteurs parmi lesquels la localité, l'époque d'attribution et la taille du ménage. Pour les pâturages, les surfaces sont de l'ordre de 150-250 ha (1 200-2 000 mu)³ par ménage sur le canton de Tianzhu et de 200-400 ha (3 000-6 000 mu) à Huang Cheng dans le canton de Sunan. Cela va donc du simple au double, tant pour une même zone qu'entre les deux cantons. À cela s'ajoute une différence de pluviométrie, avec environ 600-800 mm à Huang Cheng, seulement de l'ordre de 500 mm à Tianzhu. En outre, la productivité du parcours est fonction de l'exposition, de l'altitude, de la situation par rapport à la pente et bien sûr des pratiques mises en œuvre, en particulier le respect des périodes de repos. Aussi, il semble clair que lors de la négociation du contrat HCRS entre le ménage d'une part, la communauté et l'administration locale d'autre part, l'évaluation de la charge animale potentielle que le ménage s'engage à respecter est forcément grossière. Les surfaces cultivées en fourrages et attribuées à chaque ménage sont de l'ordre d'un à deux hectares. Elles sont localisées en fond de vallée, parfois avec un apport d'irrigation, à proximité des villages où les hommes et troupeaux passent l'hiver et le début du printemps, c'est-à-dire les périodes les plus froides. La location de parcelles fourragères est fréquente. Elle permet aux grands troupeaux de se procurer l'alimentation qui leur manque,

3. Le « mu » est l'unité de surface chinoise : 1 ha = 15 mu et 1 mu = 0,066 ha.

mais aussi aux propriétaires de petits troupeaux d'avoir un complément de revenu. La production de fourrages pour la vente en dehors de la zone et en dehors de la province est également fréquente.

LE BÉTAIL ET LA CONDUITE DES TROUPEAUX

Le cheptel type par famille est un troupeau de 30-40 yacks et un autre troupeau d'une centaine de brebis avec quelques caprins. Avoir plus de têtes, c'est-à-dire une centaine de yacks et/ou 200-300 ovins implique une main-d'œuvre supérieure à celle du couple du ménage. Les enfants aident, en particulier pendant les vacances scolaires, qui coïncident avec la période de transhumance, mais le gros de l'activité, en priorité les tâches d'astreinte, est à la charge du seul couple. La traite des yacks occupe une bonne partie de la matinée, d'autant plus que les vaches au pâturage pendant la nuit doivent être réunies tôt le matin. Les chèvres sont également traitées dans quelques exploitations. Une autre astreinte concerne les soins aux animaux, tant les nouveau-nés que les jeunes et les adultes qui sont inspectés tous les jours. La fin de l'après-midi est dédiée au troupeau de petits ruminants qui sont réunis dans un enclos pour passer la nuit et ainsi soustrait aux prédateurs tels que les loups et les renards. Le troupeau est inspecté à la sortie et à l'entrée dans l'enclos, ainsi que parfois au pâturage, afin de déceler les animaux qui nécessitent un soin particulier. Le temps disponible sera consacré aux autres activités directement liées à l'élevage, comme la constitution des stocks fourragers pour la période hivernale, la vente ou l'achat de bétail ou d'autres intrants, ou bien concernant plus généralement la ferme tel que la maintenance des équipements, l'entretien des bâtiments, les courses pour la famille, etc.

À la fin du printemps démarre la transhumance vers les parcours d'été, les plus élevés, vers 3 500-4 000 m, juste en dessous de la partie rocheuse. Ils sont situés parfois à quelques dizaines de kilomètres du village. La période de départ, c'est-à-dire en début ou à la fin juin, voire à la fin mai, se décide en collectif, au niveau du village, en fonction des conditions climatiques, de la repousse de l'herbe et de la disponibilité en fourrages. Toutes les familles partent à la même période, à pied pour les troupeaux et les bergers, en véhicule pour ceux qui auront la charge de monter les tentes et les campements. Les animaux de bât sont peu utilisés, même s'il y a toujours quelques ânes qui transhument avec les troupeaux. La moto et souvent le pick-up sont devenus les outils de première nécessité. Certaines familles ont construit de petites baraques dans les estives qu'elles n'ont plus qu'à réactiver en début de transhumance. Une subvention publique pour l'acquisition de tentes permet de couvrir près de la moitié du montant total (autour de 400-450 €) de la tente équipée pour l'été.

Vers la mi-août et les premiers froids, la famille et le troupeau de petits ruminants migrent vers les parcours d'automne, à une altitude inférieure et plus proches du village. Le troupeau de yacks, moins sensibles au froid, reste sur les parcours d'été. Les vaches sont tarées. Il n'y a donc plus de traite,

mais le troupeau est inspecté une fois par jour ou tous les deux jours par l'homme ou la femme qui utilise la moto pour aller d'un parcours à l'autre. La transhumance des parcours d'été à ceux d'automne se fait également de manière collective à l'échelle de la communauté ou du village.

Dès la première gelée, la famille et les petits ruminants reviennent au village où le troupeau sera alors conduit sur les parcours d'hiver. Le campement est donc plié et sera remonté la prochaine année. Il est fréquent que les yacks restent encore quelques jours, voire quelques semaines sur les parcours d'été pour valoriser l'herbe encore disponible, avant de rejoindre les parcours d'automne où ils remplacent les petits ruminants déjà partis sur les parcours d'hiver. Ce n'est qu'en hiver, quand l'herbe se fait rare, que le troupeau de yacks rejoint la ferme et le village.

Tous les pasteurs considèrent que l'hiver est la période la plus difficile, même s'ils la passent dans leurs fermes et dans les villages. De novembre à mai, les petits ruminants sont conduits pendant la journée sur les parcours d'hiver à proximité des villages. Ils sont rejoints par les yacks lorsque ceux-ci quittent les parcours d'automne au milieu ou en fin d'hiver. Quand le pâturage devient insuffisant, les petits ruminants, ainsi que les yacks quand ils arrivent, reçoivent un complément alimentaire fait de fourrage d'avoine coupé sur les parcelles fourragères. À la fin de l'hiver et au début du printemps, le fourrage d'appoint est disponible pour tous les animaux, notamment les plus fragiles. Certains pasteurs achètent également des aliments concentrés à base de céréales et de tourteaux.

L'hiver est la période des vêlages et des agnelages, c'est-à-dire l'époque où les femelles requièrent le plus d'attention. Si les mises bas se font quasiment toujours sans assistance, une présence permanente est néanmoins indispensable en raison du froid intense, surtout la nuit, et de la nécessité de réchauffer les nouveau-nés en les enveloppant dans une couverture, en les frottant, en allumant des feux et même en les rentrant dans les maisons quand ils sont trop faibles. Cette contrainte majeure de l'élevage dans les monts du Qilian a été en partie levée par la construction récente et subventionnée de serres pour la production maraîchère, bâtiments qui ont été rapidement utilisés en hiver comme bergeries et étables. D'après les éleveurs, l'utilisation des serres comme bergeries et étables s'est traduite par une nette augmentation de la productivité du troupeau de l'ordre de 10% sans tenir compte du confort de la main-d'œuvre qui reste le gros avantage de cette innovation.

L'ÉCONOMIE FAMILIALE

L'économie familiale repose sur l'élevage, surtout la vente d'animaux, mais aussi d'autres produits comme la laine, le cuir et les bouses de yack comme combustible de chauffage, ainsi que la location de parcours d'été et d'automne (10¥/mu, soit 20€/ha), d'hiver (25¥/mu, soit 45€/ha) et de parcelles fourragères, en particulier pour les exploitants âgés au titre de complément de retraite.

Les agneaux sont vendus à l'âge de six mois, c'est-à-dire en juin-juillet autour de 15-17 kg poids vif, pour un montant de l'ordre de 450-600¥, soit environ 55-75€, selon le format et l'état d'engraissement. Quelques variations existent en fonction de la race et de pratiques de conduite de la reproduction et de l'alimentation. Les mâles yacks sont vendus à l'âge de 4-5 ans entre 200 et 250 kg poids vif pour 4 000-6 000¥, soit environ 450-700€, également selon le format et l'état d'engraissement. Les femelles de réforme sont vendues entre 12 et 18 ans pour un prix de 2 000-3 000¥, soit environ 250-350€.

Un troupeau ovin d'une centaine de têtes permet de commercialiser de 75 à 80 agneaux par an. Sur une production moyenne d'un agneau par an et par brebis, et une vingtaine d'agnelles gardées pour renouvellement. Un troupeau d'une cinquantaine de yacks, soit 12-15 femelles en production, autant de génisses, ce qui permet la commercialisation de 4 à 6 yacks par an. Une femelle yack donne un veau tous les 20-24 mois selon les conditions d'élevage. Des intervalles moindres sont notés. La première mise bas intervient vers 5-6 ans.

Le revenu d'une exploitation avec un cheptel de 80 ovins et de 40 yacks produit en viande un revenu de l'ordre de 40 000-45 000¥, soit 5 000€. La vente de la laine permet d'accroître le revenu de 5 à 10 %, jusqu'à 15 % dans le cas d'ovins de race Mérinos, et 20-25 % dans le cas de yacks de race blanche, dont la laine et la queue sont fortement valorisées. Une brebis Mérinos donne entre 3 et 4 kg de laine par an pour un prix de l'ordre de 25-35¥/kg, soit 3-4€/kg. Le cuir revient à l'abatteur pour un montant de 80-100¥ par peau, soit 10-12€.

Les différentes subventions par tête de bétail et allocations perçues par la famille, en particulier avec le HCRS, augmentent le revenu d'environ 10 %, sans prendre en compte les autres subventions comme celles pour l'acquisition d'une tente pour la transhumance, la reconstruction de la ferme ou l'achat d'un appartement en ville.

Parallèlement, quelques ménages de pasteurs exercent une autre activité ; c'est le cas de l'accueil de touristes dans une tente et avec un repas traditionnels ou de la récolte du champignon *yarsagumbu* (*Ophiocordyceps sinensis*). D'autres activités exigent une absence plus longue de la ferme, notamment dans le commerce et les services, ce qui augmente la charge de la main-d'œuvre familiale restante. Il est alors fait appel à un autre ménage proche de la famille, celui des parents ou d'un frère dans une forme d'association entre les deux entités.

L'achat de fourrages, et pour certains d'aliments concentrés, ainsi que la location de parcelles fourragères constituent la principale dépense des élevages. La construction d'étables et de bergeries représentent un investissement majeur, mais il semble être largement compensé par la baisse de mortalité et l'augmentation de la productivité pondérale, d'autant plus qu'il est fortement subventionné.

LE FUTUR ENVISAGÉ PAR LES ACTEURS DES MONTS DU QILIAN

Pris dans le tourbillon du changement depuis leur enfance, les pasteurs des monts du Qilian et les acteurs locaux en charge du secteur de l'élevage portent des regards originaux et parfois surprenants sur leur avenir. Le premier regard partagé par un grand nombre de pasteurs concerne l'amélioration des conditions de vie dans les prochaines années, considérant que ces mêmes conditions s'améliorent depuis plus de vingt ans. Le second porte sur des différentes facettes du changement. Le changement climatique ne les préoccupe pas vraiment. Autant ils notent un changement dans le climat, en particulier dans l'ensoleillement, plus fort à leurs yeux, autant ils sont plus partagés sur une variation significative de la pluviométrie, tout au moins en dehors des normales habituelles. Il y aura peut-être des ajustements à faire quant à la gestion des troupeaux, notamment en termes de chargement, mais cela devrait se faire sans problème majeur. Le changement technique est une réalité, en particulier les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication) : tous les ménages ont au moins un téléphone portable, une télévision, un ou deux moyens de locomotion ; le numérique se développe. Les campements des estives en sont une parfaite illustration avec l'énergie solaire. Un autre changement noté par tous les éleveurs est la bonne tenue des prix de la viande et du marché pour des animaux tant maigres que gras, ce qui, outre produire un revenu supérieur, crée une concurrence entre les maquignons les poussant à proposer des prix plus élevés et à aller jusque dans les villages.

Le grand changement a trait aux jeunes et à leur éducation. Tout pasteur, homme et femme, espère que ses enfants iront à l'université, s'intégreront dans la société urbaine pour y vivre et créer leurs propres familles. Peu voient leur progéniture dans le milieu rural, tout au moins comme éleveur, allant jusqu'à considérer comme un échec une telle éventualité. Aussi, comme déjà mentionné, tous disent faire un effort significatif pour que leurs enfants étudient à l'université, quitte à y consacrer environ un tiers de leurs revenus par enfant, sachant que l'éducation primaire a toujours été gratuite et que l'éducation secondaire l'est depuis le milieu des années 2000. Quant au futur de leur propre ménage, les plus âgés le voient dans les villages et les bourgs de la région, vivant de leurs retraites, dans leurs propres maisons et appartements qu'ils ont déjà acquis ou auront acheté en épargnant petit à petit tout au long de leurs vies de pasteur.

On peut néanmoins penser que si ce scénario est dominant, des alternatives au système actuel devraient également apparaître, ne serait-ce qu'en raison de la moindre pression sur le foncier et donc sur la ressource pastorale du fait de la sortie des plus âgés du système pastoral. Ces alternatives pouvant *a priori* bénéficier d'un accès plus important à la ressource pastorale sont l'opportunité d'élaborer de nouvelles formes de gestion des parcours,

nécessairement plus respectueuses d'un point de vue écologique et plus intensives dans l'utilisation de la main-d'œuvre. Dans l'attente de cette moindre pression sur le foncier pastoral, quelques éleveurs, généralement parmi les plus jeunes, envisagent de nouvelles formes d'élevage, notamment le découplage entre d'une part la production de broutards, bovins et ovins, à partir de la ressource pastorale, un peu à la manière de ce qui se fait actuellement et, d'autre part, des ateliers d'engraissement de ces mêmes broutards à partir de fourrages produits en irrigués et d'aliments concentrés. A été mise récemment en œuvre une mesure de politique publique visant à favoriser ces nouveaux systèmes en incitant les pasteurs à se regrouper par communauté et par village pour constituer des ateliers d'engraissement de taille significative, de plusieurs centaines de bovins à quelques milliers d'ovins. Les premiers résultats laissent penser un développement de ces formes duales d'élevage avec une phase pastorale aux mains des parents et une phase intensive aux mains des jeunes ménages.

Des ateliers de production laitière fondés sur le même principe, en stabulation et alimentation issue de l'irrigation, sont également envisagés à partir de races bovines, déjà présentes dans les exploitations irriguées des agropasteurs de la Route de la soie, et améliorées par croisement avec des races laitières.

La ressource pastorale devra quant à elle continuer à être préservée. Il s'agit d'un bien commun tant à l'échelle locale que pour l'ensemble de la Chine, de par sa fonction dans le cycle de l'eau et la préservation des sols, mais aussi la fixation du carbone et le maintien de la biodiversité, ce qui n'empêche pas de la valoriser dans des produits spécifiques⁴, ainsi que comme support d'un écotourisme qui se développe dans la région et qui devrait être une source non négligeable de revenus dans l'avenir.

En conclusion, les pasteurs des monts du Qilian ont connu successivement trois phases de changements au cours du dernier demi-siècle. Tout d'abord, la Révolution chinoise de 1949, suivie de la Révolution culturelle jusqu'au milieu des années 1970, ont à elles deux fait sauter les structures foncières traditionnelles qui assuraient une gestion à peu près durable des parcours. Débutée dans les années 1980, la deuxième phase se caractérise par une action publique d'envergure, organisée autour des HCRS, qui vise à améliorer les conditions de vie des ménages tout en cherchant à réduire la dégradation des parcours. Dans la troisième phase, initiée au cours des années 2000, la forte demande locale en produits animaux vient renforcer les effets positifs du HCRS sur la vie pastorale. En revanche, il n'y a pas toujours d'amorce de gestion durable des parcours, bien au contraire, car la pression animale augmente avec la taille des troupeaux. Par ailleurs, cette phase s'accompagne de la sortie des jeunes de l'élevage pastoral, le plus

4. Bonbons au lait de yack, beurre de yack, amuse-gueules à vase de viande de yack séchée, phanères de yacks...

souvent pour aller trouver un emploi en ville. Quoique problématique, cet exode rural est peut-être aussi l'opportunité de faire émerger de nouvelles formes d'élevage allant dans le sens de la durabilité du socio-écosystème, d'autant plus que les pouvoirs publics maintiennent leur appui. Les pasteurs des monts du Qilian ont fait face à des changements importants sans pour autant avoir profondément modifié leurs élevages qui reposent toujours sur une gestion minière de la ressource pastorale. Les changements sociaux en cours, notamment la faible attractivité de l'élevage pour les jeunes, ainsi que les nouvelles alternatives sociotechniques, en lien avec les NTIC, ouvrent de réelles perspectives allant dans le sens d'une plus grande durabilité.

L'AGRICULTURE FAMILIALE DANS LA SOCIÉTÉ KANAK CONTEMPORAINE

Séverine Bouard, Leïla Apithy, Stéphane Guyard

En Nouvelle-Calédonie, la population kanak, reconnue comme peuple premier par l'accord de Nouméa, est la première communauté du pays (40 % en 2009, soit environ 100 000 individus) et constitue la principale force démographique rurale dont la majeure partie réside aujourd'hui en tribu¹ (65 000 personnes). Pour ces ruraux, l'agriculture familiale, considérée en opposition à des agricultures de type patronal ou entrepreneurial, reste un fait indiscutable qui participe à l'organisation de la société kanak. Toutefois, les familles ne pratiquent que rarement l'agriculture de manière spécialisée et la pluriactivité (à un niveau individuel et au niveau des unités familiales) constitue la règle.

Dans le contexte actuel de fort développement économique et de concurrence des activités salariales, la permanence de l'agriculture familiale nécessite une approche compréhensive des stratégies des ménages afin d'en appréhender le(s) rôle(s) contemporain(s). En mobilisant des données issues d'une enquête statistique réalisée en 2011 sur le poids de l'agriculture en tribu à travers le cadre SRL, l'objectif de ce chapitre est double. Il s'agit de mesurer les différents capitaux mobilisés au sein des unités familiales kanak combinant agriculture et autres activités, et d'évaluer la pertinence du cadre SRL pour éclairer la place de cette agriculture familiale dans la société kanak contemporaine.

1. Les tribus constituent une invention coloniale de la fin de XIX^e siècle qui visait à regrouper les clans (unité coutumière rassemblant plusieurs familles ou groupements familiaux) sous la forme d'une agrégation légale, fondée sur des liens sociaux, culturels, linguistiques et surtout territoriaux. Elles s'apparentent à des hameaux ou petits villages ruraux.

L'AGRICULTURE FAMILIALE KANAK, HISTOIRE D'UNE MARGINALISATION MULTIFORME

CONFISCATION DU FONCIER ET CANTONNEMENT

Fortement structurée par sa riche culture agricole, la société kanak est organisée sur la base d'une unité sociale et spatiale particulière : le clan, groupe humain composé de plusieurs familles ou lignages (qui ont chacun leur nom patronymique transmis de manière patrilinéaire), descendant d'un ancêtre commun. Les membres d'un clan vivent sur une terre qu'ils gèrent en communauté selon des rapports sociaux hiérarchiques bien définis. Partant de cette identification par la terre, la manifestation des relations sociales entre individus et groupes sociaux dépend du degré de parenté, de l'âge de l'individu et du caractère « d'ainé », selon un principe de liens de parenté ascendante (Godin, 2000). En outre, la « coutume » est l'ensemble des règles non écrites qui organisent en particulier les dons et contre-dons de produits agricoles issus du foncier clanique. Ces échanges marquent tout acte social (mariage, deuil) et tracent les contours des alliances entre les clans. L'« appropriation » du foncier, et dans une moindre mesure de l'espace maritime lagonaire, repose sur un faisceau de droits issus de la trajectoire historique du clan et la coutume régleme les échanges des produits et de travail agricole au sein du clan et entre les clans.

Mais la structuration de la société kanak et les systèmes de production associés ont été profondément modifiés par la colonisation. Les transformations sont apparues dès le choc démographique et sanitaire des premiers contacts. Puis, après la prise de possession par la France en 1854 et les tergiversations entre les différents projets coloniaux (bagne, colonisation libre et mine), le plan Feillet (1893-1905) marque le début de la colonisation agricole libre. En parallèle à la confiscation des terres pour les colons libres, l'administration organise le cantonnement des Kanak, soumis au régime de l'Indigénat². Ainsi, la diminution des terres disponibles du fait du cantonnement et la nécessité de dégager du temps de travail pour des activités rémunérées nécessaires au paiement de l'impôt de capitation font que les systèmes de production kanak se simplifient radicalement et les faisceaux de droits fonciers des Kanak sont bouleversés. Les grands aménagements précoloniaux (terrasses, billons), vraisemblablement accompagnés d'une maîtrise millénaire de la culture des tubercules (Haudricourt, 1964), deviennent rares. Le nombre des combinaisons, des rotations et les temps de jachère diminuent. Si le savoir-faire horticole reste le socle du modèle agricole kanak, son raffinement s'estompe (Barrau, 1956) et des champs

2. Le « régime de l'Indigénat » est un cadre légal appliqué dans les colonies françaises de la fin du XIX^e siècle à 1944-1947. Ce « régime » confère un statut légal inférieur aux populations des colonies françaises et crée un nouvel espace juridique concernant spécifiquement les indigènes (Merle, 2004).

nécessitant moins de soins apparaissent. Le jardin, toujours organisé autour de la culture du taro et de l'igname, subsiste mais les densités sont moindres. D'autres plantes, plus rustiques et s'accommodant de soins moindres (taro des Nouvelles-Hébrides, légumineuses) intègrent les systèmes de culture (Barrau, 1956 ; Saussol, 1979). L'élevage bovin kanak reste rare, mais les porcs intègrent les systèmes, surtout dans les îles Loyauté. La chasse, ancestrale pour la roussette, se développe suite à la multiplication mal contrôlée des cochons et des cerfs sauvages, initialement introduits pour la domestication.

À la rareté des terres et à l'obligation de travailler, les Kanak répondent par la simplification des itinéraires techniques et l'intégration rapide de solutions alternatives, mais l'adaptation passe aussi par une diversification des systèmes d'activités. Les ménages combinent agriculture, pêche, chasse et salariat. En effet, la période dite du « boom minier » à la fin des années 1960 se traduit par une diversification des systèmes d'activités vers les métiers de la mine, puis l'État français décidant d'aider à la gestion du contre boom, vers l'administration (Freyss, 1995).

Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un statut spécifique, produit des accords politiques de Matignon-Oudinot (1988) et de Nouméa (1998), signés en réponse aux revendications indépendantistes qui se sont violemment exprimées dans les années 1980. Outre une marche programmée vers l'autonomie, ce statut instaure trois provinces dotées d'importantes compétences. Après des décennies de marginalisation liée à la colonisation de peuplement d'origine européenne, ces changements politiques récents ont considérablement amélioré l'insertion des Kanak dans l'économie marchande.

L'AGRICULTURE FAMILIALE EN TRIBU

Aujourd'hui, l'agriculture familiale en tribu existe toujours, mais les dispositifs d'observation utilisés rencontrent désormais des difficultés pour mesurer les dimensions non marchandes (autoconsommation et échanges) et « informelles » de la production agricole. Les recensements généraux de l'agriculture offrent des photographies du secteur et des synthèses diachroniques intéressantes, mais la majorité des ménages participant à la production agricole sont invisibles dans ces statistiques du fait que l'information repose principalement sur la mesure des productions faisant l'objet d'un enregistrement comptable, d'une part, et sur la définition d'un seuil correspondant à un niveau de production et/ou de surface minimum mise en valeur, d'autre part. La population agricole n'est donc que partiellement décrite et les volumes qu'elle produit sont sous-estimés. Une enquête réalisée en 2011 auprès de 1786 ménages kanak représentant 12,5 % de la population résidant en tribu (Guyard *et al.*, 2014) montre que la quasi-totalité des familles des tribus possède au moins un champ, mais que les quantités produites sont très variables (25 % des familles produisent 60 % des volumes agricoles en tribu).

Surtout, cette étude confirme l'importance économique des activités agricoles et de prélèvement pour les populations résidant en tribu : en 2010, l'agriculture a permis de dégager un produit brut de 65 millions d'euros³. Les mesures du temps qui leur est consacré, des volumes produits et circulant, et de la contribution aux revenus, à l'alimentation et au capital social, ne laissent pas de doute : l'agriculture, la chasse et la pêche continuent d'occuper une place centrale dans l'économie (entendue au sens large) des tribus, et ce dans toutes les parties du territoire, y compris à proximité des centres urbains et des pôles de développement (Guyard *et al.*, 2014). Même si elle a été historiquement marginalisée, rejetée sur des terrains peu favorables, l'agriculture familiale kanak continue de jouer un rôle clé dans les processus de sécurisation alimentaire des ménages, dans les échanges non marchands, l'économie de proximité et l'entretien des liens coutumiers, familiaux et sociaux.

Cette enquête montre également la place centrale des revenus salariaux dans les revenus des ménages vivant en tribu, ce qui traduit potentiellement une transformation des systèmes d'activités. Les salaires et les autres revenus issus du « travail indépendant et des petits boulots » représentent aujourd'hui, en moyenne, 60 % des revenus monétaires des unités domestiques. C'est plus spécifiquement sur cette forme d'agriculture familiale, associée aux activités de prélèvement et à d'autres activités de travail (salarial, entrepreneuriat, etc.) que le cadre SRL sera appliqué. Il s'agit de revenir sur cette agriculture sans *a priori* et d'en mesurer les contributions dans un contexte de pluriactivité.

L'AGRICULTURE FAMILIALE EN TRIBU ANALYSÉE GRÂCE AU SRL

LE GROUPE DOMESTIQUE

Composant le quart de la population calédonienne, l'ensemble des familles résidant en tribu pratique une agriculture familiale. Cette dernière est organisée autour d'une unité de production qui se superpose à une unité de consommation. Ces unités correspondent à un groupe domestique composé le plus souvent d'un ménage (famille nucléaire ou élargie) et parfois de plusieurs ménages partageant les repas quotidiens et les facteurs de production. La force de travail y est familiale et ne fait pas appel au salariat de manière permanente et structurelle.

Cette unité a été construite en référence à des travaux antérieurs. Ce concept renvoie d'abord à une tradition sociologique (Mendras, 1978), où le groupe domestique correspond à l'ensemble des individus, parents ou non, qui vivent « au même pot et au même feu ». Cette notion a été forgée pour penser l'organisation des sociétés paysannes européennes, mais elle prend aussi tout son

3. 9 millions d'euros, soit 15 % de ce produit brut, sont issus de la commercialisation des produits agricoles.

sens dans le contexte calédonien : « Les études de cas réalisées montrent que les décisions pour la gestion des parcelles et des emplois du temps sont plutôt individuelles, mais qu'elles se prennent en référence à un ménage, assimilable à une unité de résidence, de production et de consommation » (Gaillard et Sourisseau, 2009). Ici, le ménage est entendu comme étant composé du couple, des enfants (y compris adoptés) et des alliés vivant ensemble. Par ailleurs, ces décisions concernent autant les activités marchandes que les « activités non marchandes et la question de l'identification sociale et culturelle » (*Ibid.*). D'autres recherches menées en Nouvelle-Calédonie sur les activités agricoles et les systèmes d'activités des familles kanak ont permis de tester et d'affiner l'unité domestique autour de laquelle se structure cette forme d'agriculture familiale (Bouard et Sourisseau, 2010 ; Djama, 1999).

Le concept de groupe domestique (éventuellement élargi à des dépendants revenant régulièrement et contribuant à sa reproduction) correspond, dans l'organisation kanak, à une unité de résidence, qui se superpose aux unités de production et de consommation où sont partagés (mis en commun) les moyens d'existence.

Nous proposons la définition suivante du groupe domestique : c'est un ensemble de personnes, apparentées ou non, résidant, au moins la plus grande partie de l'année, sur une même parcelle d'habitation (mais potentiellement sous plusieurs toits), reconnaissant l'autorité d'un chef de groupe domestique qui décide, en partie tout au moins, de l'organisation du système d'activités, de la mobilisation des facteurs de production et des modalités de mise en commun ou de partage des moyens d'existence nécessaires, notamment, à la constitution des repas, le plus souvent pris ensemble.

L'enquête sur les activités des familles résidant en tribu a privilégié ce niveau d'observation. L'approche par le groupe domestique permet de disposer des informations complètes sur le système d'activités et la mise en commun des revenus pour la consommation, y compris en intégrant, par exemple dans le système d'activités, des transferts liés à des migrations saisonnières ou de courte durée.

CHOIX DE LA FORME FAMILIALE ÉTUDIÉE

De manière générale, un groupe domestique résidant en tribu combine quatre types d'activités : des activités agricoles et d'élevage, principalement la culture de tubercules et de bananes, mais aussi quelques arbres fruitiers, l'élevage de poules et de cochons ; des activités de chasse, des activités de pêche (en rivière et/ou en mer) ; des activités de travail extérieures qui prennent la forme d'emplois salariés, d'entreprise individuelle ou de petits contrats payés à la tâche.

Une des principales caractéristiques de l'activité agricole et de prélèvement menée en tribu est sa dimension non marchande : sur les volumes agricoles totaux produits par les familles des tribus, 13 % sont commercialisés,

alors que 36 % sont destinés à l'autoconsommation, 33 % aux dons et 19 % aux intraconsommations (semences pour la campagne suivante, alimentation des animaux, etc.). La primauté accordée à l'autoconsommation et aux dons vaut aussi pour l'élevage, la chasse et la pêche. Ce résultat insiste sur le poids des fonctions sociales, d'entretien de réseaux, d'alimentation du groupe domestique et de solidarité familiale — ou plus large — que remplissent ces activités agricoles et de prélèvement. Menées en partie collectivement, ces activités facilitent les échanges intergénérationnels et la transmission des savoirs, d'autant que beaucoup de dons intrafamiliaux proviennent de parents ou grands-parents vers leurs enfants et petits-enfants, et peuvent s'accompagner de conseils sur la conduite des parcelles, sur la transmission de techniques de pêche et de chasse. Outre la transmission des histoires des clans, des contes et légendes associés, tout le partage de temps autour de ces activités participe au maintien et au renouvellement des identités kanak. Par ailleurs, la faiblesse relative des revenus monétaires issus de la vente des produits agricoles et de prélèvement invite aussi à ne pas analyser le fonctionnement de ces activités indépendamment des autres activités développées par les membres des groupes domestiques.

Les résultats issus de cette enquête agricole révèlent sept profils de groupes domestiques selon la structuration du temps de travail annuel sur les quatre catégories d'activités (Guyard *et al.*, 2014) : les familles privilégiant les autres activités de travail (emplois salariés, entrepreneuriat, etc.), les familles « peu actives »⁴, les familles occupant la majorité de leur temps aux activités agricoles, celles combinant agriculture et autres activités de travail, celles privilégiant la pêche, celles associant la pêche et les autres activités de travail, et celles combinant les quatre grands types d'activités de manière équilibrée (profil « multi-activités »), etc. Nous proposons ici de nous intéresser au profil que l'on a nommé « multi-activités », qui rassemble 10 % de la population des groupes domestiques des tribus et qui correspond à un investissement relativement équilibré entre les quatre types d'activités identifiés (agriculture, chasse, pêche et autres types de travaux) du point de vue du temps alloué. La combinaison de ces activités est visible sur les deux figures ci-après : la figure 18.1 représente les moyennes du nombre d'heures passées pour chacune de ces activités, temps pondéré par le nombre d'actifs que compte chaque groupe domestique ; la figure 18.2 illustre plutôt la composition moyenne des revenus issus de ces systèmes d'activités (part du revenu total — monétaire et non monétaire — issue des produits agricoles et d'élevage, part du revenu total issue des activités de prélèvement, part du revenu issue des transferts sociaux, retraites, assurance chômage et part du revenu issue des autres activités telles que le salariat, les petits contrats, etc.).

4. Ces familles se distinguent par un total d'heures travaillées inférieur aux autres profils (en moyenne 703 heures/an par groupe domestique).

La présence de manière relativement équilibrée (du point de vue du temps alloué et de la production de richesse) de toutes les activités au sein de ce profil le rend particulièrement intéressant pour appréhender l'articulation entre ces différentes activités.

En moyenne, les groupes domestiques associés à ce profil consacrent 35,7 % de leur temps de travail à l'agriculture, 31,1 % aux autres activités, 17,8 % à la chasse et 15,7 % à la pêche. C'est dans ce profil que le temps moyen affecté à la chasse est le plus élevé. Ce profil est plus fréquent en province nord et, en particulier, à l'ouest, dans la zone de Vook (Voh), Koohnê (Koné) — chef-lieu de la province Nord —, Pwëbuu (Pouembout), Nèkô (Poya) (VKPP) et, à l'est, dans le sud minier, où l'activité minière est dynamique.

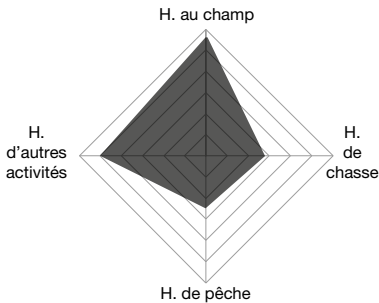


Figure 18.1. Temps de travail annuel moyen par groupe domestique (en heures pondérées par actif).

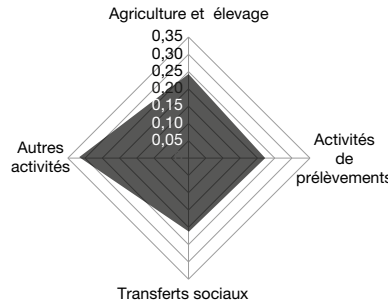


Figure 18.2. Profil moyen de la composition des revenus des groupes domestiques « multi-activités » (%).

Sur ce profil de groupes domestiques, 25 % des revenus totaux sont issus des activités agricoles et de l'élevage, un peu plus de 22 % proviennent de la pêche et de la chasse, 21 % proviennent des transferts sociaux et, enfin, 32 % sont issus d'autres activités de travail telles que le salariat, l'entrepreneuriat ou des petits contrats. En moyenne, ces groupes domestiques ont un revenu total (monétaire et non monétaire) s'élevant à un peu moins de 2 500 euros/mois.

L'analyse des différents capitaux (SRL) permet d'explicitier la situation d'activités de ces groupes domestiques.

LES CINQ CAPITAUX ET LEUR MOBILISATION

Les systèmes d'activités de ces groupes domestiques s'appuient principalement sur un capital naturel élevé (figure 18.3) avec un score de 7,4⁵. La mesure de ce capital s'est faite à travers l'estimation de la superficie mise en valeur au cours de l'année 2010. Seules les parcelles effectivement cultivées ou sur lesquelles des récoltes ont eu lieu ont été prises en compte. Ce score s'explique

5. Les scores ont été attribués sur un total de 15 points.

par la faible densité de la population en Nouvelle-Calédonie (7 hab/km² en moyenne sur les quatre communes de VKPP selon le recensement général de la population de 2009), une disponibilité foncière plutôt élevée et surtout des espaces de chasse et de pêche facilement accessibles encore préservés, où les ressources halieutiques et cynégétiques sont abondantes. L'accès à la mer et/ou aux rivières est assuré partout et n'est pas limitant. La localisation géographique est plus discriminante en ce qui concerne la chasse. De manière générale, le gibier est abondant sur l'ensemble du territoire (la chasse aux cerfs et aux cochons sauvages est même encouragée par les services du gouvernement), cependant les cerfs n'ont pas été introduits dans les îles Loyauté, les groupes domestiques n'ont donc pas directement accès à ce type de gibier et les animaux chassés sont surtout les roussettes et les cochons sauvages. Par ailleurs, pour les groupes domestiques du Grand Nouméa, l'accès au gibier nécessite de se déplacer hors de l'agglomération vers la « brousse », c'est pourquoi nous leur avons affecté un score moins élevé. De plus, ces groupes domestiques ont tendance à disposer de parcelles situées soit à proximité directe de l'habitation, soit à moins de 15 minutes à pied.

L'estimation du capital naturel repose également sur l'accès au foncier cultivable. Le foncier disponible permet à la quasi-totalité des groupes domestiques de cultiver au moins un champ ; les différences entre les groupes reposent sur l'accessibilité à ces parcelles, en termes de distance entre l'habitation et les champs et de facilité d'approche. Une estimation du potentiel agronomique des parcelles cultivées est également prise en compte selon la qualité du sol et la pente de la parcelle. Un troisième critère est la sécurisation foncière dont bénéficient les groupes domestiques pour ces parcelles cultivées. Si presque tous les groupes accèdent à des terres cultivables, la pérennité de cet accès dépend en partie du statut du foncier concerné. Les parcelles sur foncier relevant du droit d'usage coutumier, d'attributions de l'Adraf ou de la propriété privée jouissent d'une sécurisation forte, tandis que celles en location ou sur GDPL bénéficient d'une sécurisation modérée et les parcelles squattées — sur terrain privé, domanial ou stock Adraf — sont très peu sécurisées.

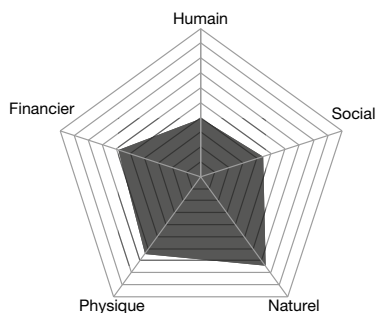


Figure 18.3. Pentagone des capitaux pour le profil « multi-activités ».

Pour estimer la force de travail mobilisée, nous avons choisi le taux de dépendance économique du groupe (rapport entre le nombre d'actifs et le nombre total d'individus au sein du groupe). Notons que seuls les individus de plus de 14 ans ayant eu une activité génératrice de revenu (salarial, petits boulots, agriculture, pêche, etc.) pendant au moins l'équivalent d'un mois à temps plein ont été considérés comme actifs. Le capital humain repose également sur le niveau de formation des individus en âge de travailler (plus de 14 ans). Le score attribué au niveau de formation individuel a été ramené à une moyenne par groupe domestique. Le niveau de formation agricole a aussi été spécifiquement pris en compte et l'indicateur considéré est la somme des durées de formation des membres concernés pour chaque groupe domestique.

Ainsi, malgré un taux de dépendance économique bas, le capital humain est relativement faible (3,9); ceci est notamment lié à la marginalisation des habitants des tribus du système éducatif jusqu'à la fin des années 1980. Plus de la moitié (56 %) de ces chefs de groupes domestiques n'ont aucun diplôme et même si les autres membres, plus jeunes, ont tendance à obtenir des diplômes plus élevés (CAP, BEP, baccalauréats) (Guyard *et al.*, 2014), le niveau de formation reste modeste.

Le capital social et l'inscription des groupes domestiques dans les réseaux sociaux s'expriment, d'une part, à travers l'échange de travail bénévole dans le domaine agricole (nous avons pris en compte la participation des individus de 15 ans et plus aux travaux sur les champs de personnes extérieures à leur propre famille). Il s'exprime d'autre part à travers des dons ponctuels d'argent en cas de nécessité ou à l'occasion d'événements sociaux, notamment des mariages et des deuils.

Surtout, le capital social relève de la mise en circulation d'une partie des produits agricoles, tels que l'igname ou certaines variétés de bananes au cours de cérémonies coutumières ou dans les rapports quotidiens. La quasi-totalité des groupes domestiques est concernée par ces pratiques et ce sont en moyenne un tiers des volumes agricoles récoltés qui sont destinés aux dons et aux cérémonies coutumières, soit autant que de produits de consommation des groupes domestiques. Le capital social se mesure également à travers l'inscription des membres des groupes domestiques dans des organisations officielles. Ainsi, le capital social de ces familles combinant agriculture et autres activités est estimé à 4,4. Ce chiffre traduit le maintien de forts liens sociaux, visibles notamment à travers la quantité de produits échangés lors des coutumes, mais il reste mesuré parce que cette population est faiblement inscrite dans les organisations, agricoles ou non.

Le capital physique, estimé à 6,4, traduit une tension entre l'amélioration globale des conditions de vie⁶ et la faiblesse des investissements en équi-

6. Cela s'explique par la mise en place de politiques publiques visant l'amélioration des conditions de vie et de l'habitat depuis 1990 (Sourisseau *et al.*, 2006).

pement agricole. La mesure du capital physique repose essentiellement sur l'accès à un habitat durable, à l'eau courante et au réseau général électrique, très généralisé pour ces groupes domestiques. Les maisons principales sont en grande majorité des maisons en dur, mais les maisons en tôles, moins durables, restent nombreuses, et les cases représentent approximativement 10 % des habitations principales. De même, l'accès à l'eau courante, au réseau général électrique, ainsi que la possession d'un téléphone sont généralisés. En revanche, l'équipement agricole et le matériel utilisé pour la pêche et la chasse sont très réduits, limités, pour la plupart des ménages, à du petit matériel manuel (sabres d'abattis, barre à mine, etc.).

Enfin, le capital financier a été évalué à travers le revenu total annuel des groupes domestiques (revenu du travail, des activités agricoles et de prélèvement, des transferts sociaux et du capital) qui permet la reproduction des activités agricoles d'année en année à travers l'achat de matériel, de semences, etc. L'endettement des groupes domestiques a également été pris en compte dans le calcul de ce capital, ainsi que leur capacité à rembourser les emprunts contractés. Pour les groupes domestiques « multi-activités », le capital financier a donc été estimé à 5,9. Cette valeur rend compte de deux phénomènes. D'une part, ces groupes domestiques ont accès et ont tendance à saisir les opportunités d'emploi qui apparaissent à proximité des tribus où ils résident. D'autre part, ce chiffre traduit l'évolution récente des politiques de transferts sociaux, notamment l'accès généralisé aux allocations familiales, jusqu'à il y a peu réservées aux parents salariés, ainsi qu'à l'allocation solidarité vieillesse réservée il y a encore quelques années aux personnes ayant occupé un emploi.

LES CAPITAUX ET LES « CAPABILITÉS » DES MÉNAGES KANAK

Historiquement, l'agriculture familiale kanak reposait essentiellement sur la mobilisation des capitaux naturel, social et humain ; les investissements physiques et/ou financiers étaient extrêmement réduits. De plus, l'importance de la terre et la valeur symbolique accordée au travail des champs (avec la possible mobilisation du capital social sous forme d'entraide) renforçaient la contribution des ressources humaines et sociales des groupes domestiques aux productions agricoles.

Mais depuis les accords de Matignon (1988) et le processus de *rééquilibrage* du pays engagé, les conditions de mise en œuvre de l'agriculture familiale évoluent. La pluriactivité, même si elle a toujours été présente sous plusieurs formes (contrainte ou souhaitée, selon la période historique), se développe. L'agriculture familiale est aujourd'hui souvent menée en parallèle à d'autres activités qui mobilisent le travail familial. Ce phénomène est d'ailleurs visible dans la surreprésentation du profil de groupes domestiques combinant de façon équilibrée agriculture, chasse et pêche

et une autre activité de travail sur la zone VKPP qui connaît un essor économique inédit en province nord (ce profil représente un groupe domestique sur cinq). La construction d'un complexe métallurgique de dimension internationale et les politiques de rééquilibrage menées depuis les années 1990 ont profondément modifié les capitaux et les capacités des ménages ruraux kanak pour les mobiliser. Ainsi, l'estimation des capitaux sur lesquels reposent les systèmes d'activités des groupes domestiques varient selon l'ancrage territorial.

Le projet industriel minier a fortement augmenté les opportunités d'emplois sur la zone depuis 2008 et, si tous les postes ne peuvent pas forcément être occupés par la population locale, du fait notamment de la faiblesse du niveau de formation initiale (capital humain assez faible), une politique volontariste de formation professionnelle et de promotion de l'emploi local a permis d'augmenter les « capacités » des ménages kanak à saisir ces opportunités de travail extérieur. Par ailleurs, des politiques publiques volontaristes ont permis de multiplier les établissements scolaires dans ou à proximité des tribus. Ainsi, même s'il reste faible, le niveau de formation initiale des membres les plus jeunes des tribus tend à se rapprocher de celui de l'ensemble de la population calédonienne. Ce phénomène devrait contribuer à modifier la structure des capitaux des groupes domestiques en faveur du capital humain et social et, plus globalement, devrait améliorer les capacités des individus et des groupes domestiques à maintenir des systèmes d'activité complexes. De plus, les politiques de rééquilibrage menées depuis 25 ans ont permis de mieux répartir l'accès aux équipements de santé et aux équipements domestiques, puisque sur la zone VKPP l'accès à l'eau courante et à l'électricité est quasi généralisé (respectivement, entre 93 et 99 % et entre 85 et 98 % des groupes domestiques). De même, les politiques de transferts sociaux (allocation familiale, retraite, etc.) ont réduit très largement les inégalités territoriales et ont stabilisé les dotations en capitaux financiers (Guyard et *al.*, 2014). Le profil « multi-activités » illustre assez bien l'importance de ces transformations institutionnelles et du contexte industriel et leurs impacts sur les activités des familles.

Pourtant, pour ces familles, un capital financier important ne se traduit que très rarement par un abandon des activités agricoles et de prélèvement. Cela confirme l'importance et le maintien d'une agriculture familiale pour sa dimension identitaire et culturelle, mais aussi pour réduire la dépendance des familles au marché des produits alimentaires. En effet, d'un point de vue identitaire, les activités agricoles sont maintenues, même si le temps passé « à la tribu » est de plus en plus réduit et fragmenté. Ces quelques citations illustrent la valeur sociale et identitaire accordée à l'agriculture : « L'agriculture en tribu est très importante pour notre vie afin de pérenniser notre culture et nos traditions. » « Un Kanak doit avoir son champ d'igname, de taro, de banane. » « Les Mélanésiens doivent avoir un champ pour promouvoir l'avancement et la construction du chemin coutumier. »

D'ailleurs, du point de vue de la destination des produits, les groupes domestiques ne « profitent » que rarement d'un marché local favorable pour commercialiser leurs produits. En outre, dans le contexte de prix élevés qui caractérise l'économie calédonienne, l'autoconsommation des produits cultivés, élevés ou prélevés est fondamentale et perçue comme telle : « C'est bon, il y a des bananes, des ignames... il y a de l'équilibre, pas question de faire de grandes courses. » « [Face à la] vie chère : le champ est indispensable pour nous ! » La citation suivante traduit parfaitement cette double fonction attribuée à l'agriculture kanak : « L'agriculture, c'est sacré, c'est quelque chose qui vient des vieux, il ne faut pas oublier de respecter la terre nourricière... la vie chère va faire revenir les jeunes au champ. »

Les données collectées pour l'année 2010 ne semblent pas montrer que le capital financier soit, pour l'instant, réinvesti directement dans l'agriculture notamment dans le capital physique *via* l'achat de matériel. Certaines études qualitatives localisées montrent cependant que des transformations sont à l'œuvre, mais leur ampleur et fréquence ne sont pas encore mesurées. Ainsi, les pratiques culturelles évoluent selon les objectifs de commercialisation (Gaillard et Sourisseau, 2009) et l'usage d'engins du BTP est parfois « détournés » pour l'agriculture par certains entrepreneurs kanak (Bassuel, 2013).

In fine, même s'il conviendrait de disposer de données régulièrement collectées pour juger d'une évolution temporelle, ces résultats montrent que les activités agricoles et de prélèvement se maintiennent pour les groupes domestiques kanak dont certains membres partent travailler à l'extérieur. L'essor des pôles de développement, l'augmentation du niveau de formation et des conditions matérielles de vie ne sont pas systématiquement synonymes de recul des activités agricoles et de prélèvement. Ce maintien des activités agricoles et de prélèvement à travers les capitaux naturel et humain s'explique par leur dimension non marchande, par l'autonomie relative par rapport au système alimentaire marchand, mais aussi, peut-être, par le caractère récent du développement économique dans le nord. De plus, une stratégie de conservation des capitaux naturels et l'entretien d'un capital social élevé à travers les dons de produits agricoles pourrait se révéler pertinente dans le contexte fluctuant d'une économie reposant sur la rente minière, d'autant que les générations précédentes ont le souvenir du « retour à la terre » qui a marqué le contre-boom du nickel des années 1970. L'agriculture familiale kanak conserve ainsi son rôle, même dans un contexte de changement économique majeur, marqué par une industrialisation de l'économie locale.

CONCLUSION APPORTS MÉTHODOLOGIQUES ET CONCEPTUELS

Philippe Bonnal, Jean-Michel Sourisseau,
Pierre Gasselin, Pierre-Marie Bosc,
Jean-François Bélières, Élodie Valette

Au terme de ce travail collectif, il convient d'en tirer les principaux enseignements. Deux directions ont été privilégiées. La première porte sur la méthode et plus exactement sur le cadre SRL (*Sustainable Rural Livelihoods*) qui a servi de grille de lecture commune aux différentes études de cas. Il s'agit d'effectuer une analyse critique de ce cadre et de revisiter, dans un souci d'enrichissement, un certain nombre de ses concepts et entrées méthodologiques. À partir des études de cas, la seconde direction permet de revenir sur la nature de l'exploitation familiale, son fonctionnement et les résultats des activités mises en œuvre dans différents contextes (leurs existences); sur sa capacité d'adaptation face aux changements politiques, économiques et sociaux du monde contemporain (leurs transformations); et sur leurs futurs possibles (leurs devenirs).

RETOUR SUR LE CADRE SUSTAINABLE RURAL LIVELIHOODS RÉVISÉ

Depuis plus d'une quinzaine d'année, de nombreux travaux de recherche ont été réalisés en mobilisant le cadre SRL et ont donné lieu à une riche littérature critique (Ashley et Carney, 1999; Ellis, 1999; Scoones, 2009). *« The problem is that livelihoods analysis can be made to serve multipurpose and ends. As a malleable concept which opens up such rich diversity in empirical description, it can equally be squashed down into the narrow instrumentalism of log-frames and planning formats, or get deployed by particular commitments, dominated in recent years by neo-liberal reform »* (Scoones, 2009).

LES UNITÉS DE BASE

Le projet de cet ouvrage reposait sur le pari de lier une approche de la diversité et des transformations des agricultures familiales avec la mobilisation d'un cadre méthodologique commun et relativement standardisé — fût-il « multifonctionnel ». Ce choix a pu apparaître aux yeux de certains comme un exercice « imposé », beaucoup n'étant pas familiers de ce cadre, certains étant même réservés ou critiques à son égard. Néanmoins, en prenant plus ou moins de liberté, chacun s'est prêté à l'exercice et certains ont apporté une contribution critique à son utilisation.

Il est utile de revenir sur la notion de « moyens d'existence », qui est la manière la plus habituelle de traduire *livelihood* en français, qui nous semble appropriée et rend compte des situations agraires contemporaines. Elle permet de ne pas cantonner l'analyse aux seules activités et actifs agricoles. Cette conceptualisation par les *livelihood* est à rapprocher de la notion de « système d'activité » présente dans la littérature francophone et qui contribue à décentrer le regard au-delà de l'exploitation et des systèmes de production agricole. En effet, s'il existe des situations dans lesquelles les agriculteurs familiaux vivent et tirent la totalité de leurs « moyens d'existence » de la seule activité agricole, nous pourrions faire le pari — si un tel dénombrement était rendu possible dans les statistiques — que ces familles rurales seraient largement minoritaires à l'échelle mondiale.

La famille : unité pertinente mais...

La famille, le groupe familial ou le groupe domestique sont bien au cœur des analyses des dynamiques agricoles et le cadre SRL permet de décrire l'ensemble des capitaux dont ils disposent. Il s'agit là d'un choix explicite auquel, à l'instar de Chambers et Conway (1991), nous adhérons : « *It is important to recognize an individual or intra household level, in which the wellbeing and access of some household members, and especially women and children may be inferior to that to others, especially men; and also the broader levels of the extended family, the social group and the community. These levels are widely significant, but for the sake of brevity and clarity, we will here use the household as the unit of analysis.* »

Les formes des familles correspondant à ce niveau du *household* (foyer) sont évidemment différentes selon les cultures, les conditions économiques et sociales, et elles évoluent dans le temps. Étudier les agricultures familiales ne peut s'abstraire d'une réflexion sur les familles et leur fonctionnement interne comme, d'ailleurs, sur leur fonctionnement en relation avec la communauté dans laquelle elles s'insèrent. Les familles sont parfois complexes et constituées de plusieurs ménages et ces ménages peuvent être polygames. Il existe de fait plusieurs niveaux de décision concernant les stratégies de moyens d'existence et, plus encore, une inégalité de fait à l'intérieur de la famille. Ceci n'est pas une nouveauté, mais cette perspective a tendance à être négligée, car le cadre SRL n'aborde pas ces questions de manière explicite.

En agriculture, mais aussi dans les autres secteurs où existent des structures productives fondées sur la famille, les règles collectives imposent des contraintes aux individus et inversement les individus peuvent trouver au niveau de la famille une certaine accumulation de ressources ou de soutien pour permettre leur épanouissement. Comme le souligne justement Bainville : « Les rapports sociaux sont ici par nature ambivalents. (...) Les relations familiales sont aussi des relations de travail et symétriquement (...) les relations de travail sont aussi des relations familiales. » L'alchimie est complexe pour faire exister des familles dans des secteurs agricoles en crise où la redistribution du produit joue un rôle central dans la pérennité de la cohésion sociale.

Moins de redistribution et voilà que croissent les tensions et les désirs, sinon les volontés, d'émancipation ou de scission. Mais que la crise s'approfondisse, l'ancrage local et l'agriculture et les solidarités familiales permettent de survivre... et la famille «... reste la meilleure garantie pour faire un peu à partir de pas grand-chose » (Fréguin-Gresh *et al.*). Si le capital humain est une manière synthétique de représenter les familles, il est possible que cette grandeur agrégée ne suffise pas à cerner toute la complexité des jeux familiaux.

Le genre et les générations : comment appréhender l'intrafamilial ? Et jusqu'où ?

Si le cadre SRL mentionne les relations sociales comme autant de composantes à préciser (genre, âge...), il demeure assez peu explicite sur les manières de s'en saisir dans l'analyse. Poser cette question renvoie à celle plus générique des inégalités intrafamiliales et de la distribution des pouvoirs qui les génèrent. Les crises agraires conjuguées aux changements techniques induisent des processus de segmentation et de recomposition des pouvoirs.

Les rapports de pouvoir au sein de la famille sont fondamentaux pour comprendre les situations de pauvreté, de faim ou de maladie. Dans une famille, les individus qui prennent les décisions ne sont pas forcément ceux qui vont en assumer toutes les conséquences. Ces décisions peuvent être des compromis pour la répartition des tâches et les formes de division du travail, pour les accès (à la terre notamment) ou pour la distribution de nourriture. L'approche des moyens d'existence durables est silencieuse à propos des inégalités intrafamiliales (voir encadré « Les inégalités intrafamiliales »).

On peut aussi étendre le questionnement aux dimensions générationnelles qui conditionnent le futur des agricultures familiales. Les différentes études de cas, en soulignant le poids de ces rapports sociaux internes à la famille, invitent à enrichir le cadre SRL. Des approches complémentaires devraient inclure systématiquement l'analyse des relations et les modalités de fonctionnement entre les individus au sein des familles.

Cette analyse de la « famille » dans ses fonctionnements internes est indissociable d'une analyse de la famille au sein des institutions coutumières locales (y compris la notion complexe et souvent floue de « famille

Les inégalités intrafamiliales

À Djougou, au Bénin, si les moyens d'existence des familles influencent fortement la nature des activités des femmes, les revenus de celles-ci ne sont que partiellement déterminés par le niveau de revenus des familles auxquelles elles appartiennent. Les ressources monétaires sont diversifiées, mais relativement faibles par rapport aux charges qu'elles doivent de plus en plus souvent assumer, notamment pour leurs enfants. L'absence de formation des femmes en matière de santé, de pratiques nutritionnelles ou d'hygiène a des répercussions sur l'état de santé des enfants. Les coûts de santé pèsent lourdement sur les revenus et l'épargne des femmes. Les normes sociales de responsabilité des pères sont de plus en plus liées à des choix individuels des hommes, choix de s'occuper ou pas de leurs enfants et d'aider ou pas leur femme. Les transformations des modes de consommation et l'augmentation des migrations de travail hors de la commune contribuent à accélérer ces différenciations.

Ainsi, malgré l'apparente autonomie dont les femmes disposent, il ressort de ces enquêtes une capacité limitée des femmes à agir sur les moyens d'existence et donc une liberté toute relative et qui retentit sur l'état de santé des enfants. Cet exemple illustre la nécessité de prendre en compte de manière explicite la dimension « genre » compte tenu des écarts importants entre hommes et femmes sur les dotations et les droits d'accès. (Isabelle Droy et Jean-Étienne Bidou)

élargie») qui en régissent au moins partiellement les règles de fonctionnement. L'analyse des droits d'accès aux ressources ou aux capitaux, voire à la construction de « capacités », révèle en effet les inégalités de pouvoir, qu'elles soient intrafamiliales — inégalité de genre ou de statut en fonction du rang de naissance — ou entre groupes sociaux, statutaires au sein d'un même groupe ou entre groupes sur un territoire selon l'histoire politique. Si cette inscription des familles dans des niveaux supérieurs d'organisation est présente dans le cadre méthodologique SRL, elle est loin d'être aisée et nécessite des pratiques et outils spécifiques à chaque terrain concerné (cf. infra).

Des limites territoriales hors du « local »

De la même façon que l'on ne peut s'affranchir des rapports interpersonnels au sein de la famille (qui évoluent avec le cycle de vie de chacun de ses membres), les migrations, temporaires comme définitives, sont constitutives des formes d'organisation et des stratégies des ménages ruraux. Elles contribuent à dessiner des territoires aux contours bien plus larges et mouvants que les territoires locaux, dont les ressources ne se limitent pas à celles de la communauté située. Le cadre SRL en dit très peu sur la façon de les appréhender (y compris dans leur articulation aux rapports sociaux de

genre et intergénérationnels). Parmi les propositions pour pallier ce manque, Fréguin-Gresh *et al.* avancent l'idée d'une unité d'observation susceptible de mieux intégrer la mobilité dans l'analyse (voir encadré « Pour la prise en compte des systèmes familiaux multilocalisés »).

Pour la prise en compte des systèmes familiaux multilocalisés

Parler de famille agricole et de sa logique de fonctionnement selon un modèle de système familial multilocalisé suppose de préciser les contours de l'unité d'analyse. La notion de famille est complexe, multifacette, *de facto* contextualisé et renvoie à des normes et des valeurs culturelles en constante évolution. En premier lieu, il s'agit de caractériser la composition de la famille et les rôles de ses membres, ainsi que son fonctionnement social (liens et circulations), économique (activités et revenus) et spatial (lieux de vie et de réalisation des activités). Il s'agit aussi de comprendre les logiques de décision et de réalisation des fonctionnements socio-spatiaux de la famille (les « capacités » offrent un cadre permettant d'analyser le vouloir et le pouvoir d'être et d'agir à plusieurs niveaux, individuels et collectifs). La caractérisation des activités dans les espaces et les temporalités de la mobilité doivent être traitées à part, pour des raisons méthodologiques évidentes dues à l'absence des membres qui les mettent en œuvre. Leur combinaison, à l'origine et dans les champs des destinations, leurs évolutions temporelles permet de comprendre la dynamique du système familial multilocalisé. (Adapté de Fréguin-Gresh, Trousselle et Cortes)

LES CAPITAUX ET LES PERFORMANCES

Le pentagone des capitaux et la question de la mesure

Le pentagone des capitaux est central dans l'approche SRL et c'est souvent cette seule représentation qui est retenue et utilisée en priorité, parfois au détriment de la vision compréhensive que peut apporter l'ensemble du cadre SRL.

Pour être utilisé de manière compréhensive, le cadre SRL suppose la mobilisation d'un ensemble important de données qualitatives et quantitatives. En outre, si ces données ne sont pas recueillies dans la perspective « SRL » dès la conception du travail empirique, l'exercice peut s'avérer complexe et difficile.

Toutefois, cette manière de représenter n'implique pas de réduire le caractère compréhensif et intégrateur du cadre SRL car elle n'en constitue qu'une des facettes. C'est notamment le cas dès lors que l'on considère sous forme de « capitaux » le capital humain, le capital social et le capital naturel. Moindres sont les difficultés conceptuelles et opérationnelles avec

les autres capitaux : le capital physique et le capital financier, même si l'on ne peut qu'être sensible aux mises en garde méthodologiques que résume Landy (voir encadré « De la difficulté à définir les capitaux »).

De la difficulté à définir les capitaux

Dans l'approche SRL, la « dotation en capital » se décompose en cinq formes de capital qui apparaissent à la fois trop étanches et fort réducteurs. Où placer par exemple le bétail, dans le monde agricole indien ? Dans le « capital physique », comme il est suggéré par la note de cadrage ? Mais en Inde (et ailleurs), c'est aussi un capital financier (épargne), lié au capital naturel (fertilisation de la terre) et, en Inde encore plus qu'ailleurs, un capital social (vache sacrée, viande consommée lors des fêtes collectives...). Autre exemple, où placer un jeune homme encore célibataire ? Dans le capital humain, comme le suggère le cadre SRL ? Mais il s'agit aussi d'un capital social (avoir un fils est un élément de prestige), d'un capital financier (le marier rapportera une dot)... Quant à la terre, elle est loin de relever seulement du capital naturel : il s'agit aussi d'un capital financier (si on peut la vendre, la louer, l'hypothéquer), d'un capital physique (la couche superficielle du sol peut servir à fertiliser... ou à fabriquer des briques) et bien sûr d'un capital social. On comprend alors la difficulté de chercher à évaluer la part respective des différents « capitaux » dans un seul élément du système (bovins, fils, terre...) pour ensuite additionner toutes ces parts afin d'estimer l'importance des cinq « capitaux ». (Adapté de Landy)

La mesure des capitaux semble moins un problème que l'utilisation judicieuse des grandeurs générées par la combinaison toujours contextualisée de grandeurs quantitatives et qualitatives. Quel usage de ces grandeurs ? Selon quelle configuration familiale caractérisée par un jeu de relations et d'échanges ? Et pour quelle finalité ?

L'effort de caractérisation et de pondération des différents indicateurs par type de capital force à la systématisation en invitant à tenir compte de l'ensemble des éléments constitutifs des capacités et des stratégies — agricoles ou non — des groupes domestiques. La qualification des différents types de capitaux apparaît en particulier intéressante, non seulement pour caractériser les activités agricoles, mais aussi les différentes pluriactivités et mobilités, notamment à travers la mobilisation du capital humain et social, désormais structurantes dans bien des situations. Le cadre SRL présente l'avantage indiscutable, pour être compréhensif, d'ouvrir sur plusieurs approches complémentaires à combiner.

La notion de capital est elle-même à mettre en débat. *Asset* est parfois employé, terme polysémique recouvrant à la fois les notions de capital, de « bien » et d'atout. Certains préfèrent parler de ressource. Si « capital »

marque sans conteste une dimension ou une orientation économique et met en avant la question de la transmission, il est utile de nuancer la part d'implicite attachée à cette notion.

Capital sous-entendrait, pour certains, une valeur monétaire ou économique, une substituabilité entre les types de capitaux, une appropriation individuelle et privative. Il nous semble utile de nuancer ces points de vue critiques. Lorsque Bourdieu parle de capital culturel, il en cerne les contours au niveau individuel et collectif : l'individu fait partie simultanément d'un groupe familial et socioprofessionnel dans lequel comptent les réseaux où se mêlent le professionnel, les relations familiales et les relations interpersonnelles. Ce capital culturel revêt donc des caractéristiques « collectives » propres à un groupe social, une famille et n'est pas échangeable sur un marché. En cela la notion de capital intangible du cadre SRL nous semble importante à mieux explorer et documenter (voir encadré « Pour une meilleure prise en compte de l'idéal ou de l'intangible »).

Pour une meilleure prise en compte de « l'idéal » ou de l'intangible

Il reste qu'ensuite l'approche, en termes de *livelihood*, si elle inclut bien le champ du « politique » ou de « l'ethnicité », ignore trop des notions comme la culture, la religion, les représentations, sans parler du prestige, du plaisir, de la peur, des aspirations... Asset semble avoir finalement disparu au seul profit de capital – et utiliser le terme de « ressource », comme l'évoque le texte de cadrage, tombe un peu dans le même travers. En un mot, pour reprendre la terminologie de M. Godelier, « le matériel » me semble favorisé par rapport à « l'idéal ». (Adapté de Landy)

Dans le champ rural et agricole, ne peut-on considérer une zone de pâturage collectif comme un capital collectif géré par un groupe social donné ? Ne peut-on évaluer qualitativement le capital humain sans pour autant lui affecter une valeur monétaire ? Ne peut-on considérer des investissements collectifs (systèmes d'irrigation) comme complémentaires de capitaux appropriés de manière plus individuelle au niveau des familles ou des individus ?

Certes, certains capitaux sont substituables et l'exemple de la modernisation conventionnelle a bien montré que le capital physique s'est massivement substitué au capital humain autrefois mobilisé sur les exploitations agricoles. D'ailleurs, comme proposé par P. Pédelahore, il conviendrait de raisonner les types d'interactions entre les différents capitaux et l'évolution de ces interactions dans le temps entre synergie, complémentarité et substitution. Le fait que l'on puisse affecter une valeur — y compris relative — à un capital donné, ne signifie pas pour autant qu'il devient

marchand ou échangeable. Quelle serait la valeur d'échange d'un capital social ? En revanche, l'amélioration du capital humain peut générer des revenus supérieurs à la fois sur l'exploitation et en dehors de celle-ci (voir encadré « Intégration du temps long dans le cadre SRL »).

Tout en évitant de réduire l'approche à une vision « économiciste », il semble possible d'approfondir l'indispensable harmonisation des manières d'appréhender et mesurer les capitaux (Andrianirina, 2013). Cela semble d'autant plus important que les écarts considérables de productivité entre les agricultures du Nord et celles des pays en développement se fondent sur des

Intégration du temps long dans le cadre SRL

L'une des principales critiques faite au cadre d'analyse SRL est relative à la difficulté de chiffrer les capitaux. Il nous semble que l'amélioration des performances de ce cadre d'analyse se situe en grande partie sur d'autres plans et notamment dans la perspective de réaliser des analyses sur le temps long.

Premièrement, avant de renseigner le cadre SRL, il est important de réaliser une phase exploratoire s'appuyant sur des personnes ressources pour :

- préciser le ou les principaux capitaux qui font sens pour analyser les transformations de la société agraire étudiée ;
- identifier un capital, si possible facilement chiffrable, qui permettra d'organiser et de mieux structurer les différentes données collectées sur les autres capitaux du cadre SRL ;
- réaliser une typologie quantifiée des exploitants permettant ensuite de monter en généralité et de porter des appréciations sur les impacts des transformations étudiées au niveau des familles sur les autres échelles d'analyse (petite région, nation...).

Deuxièmement, il est intéressant de compléter le cadre SRL par la description des interactions entre les divers types de capitaux et de montrer comment celles-ci évoluent dans le temps. Dans la perspective d'analyse des transformations sur le temps long, ce sont en effet davantage les dynamiques d'évolution du profil des capitaux et de leurs interactions qui sont intéressantes que le poids relatif précis de chaque capital à un temps t .

Troisièmement, il apparaît pertinent de constituer un faisceau d'arguments et de convergences traversant les différentes échelles de l'analyse des sociétés agraires (région, nation...) pour étayer les évolutions des profils de capitaux qui sont présentés.

Enfin, la caractérisation et l'explicitation de l'évolution des profils et des stratégies d'accumulation en capital au niveau des familles agricoles sur le temps long prennent tout leur sens si l'on mobilise ces informations pour préciser les impacts de ces évolutions sur les sociétés et les espaces agraires pris globalement. (Adapté de Pédelahore)

écarts d'investissement et de capitalisation considérables (Mazoyer, 2001). La faiblesse structurelle des investissements des petites exploitations agricoles familiales se double d'un manque d'investissements au niveau collectif et des infrastructures publiques y compris les infrastructures de marchés (HLPE, 2013). En termes méthodologiques, cela suppose de pouvoir documenter, au moins au niveau méso, l'état des capitaux collectifs et publics.

L'usage du mot capital peut apparaître problématique si l'on ne se départit pas de la dimension « individualiste » ou « privative » qui lui est attachée. Rien ne s'oppose à une indispensable clarification notamment dans les situations d'appropriation collective de certains actifs. Cela concerne la plupart des situations africaines, mais pas uniquement, car des communautés gèrent depuis longtemps des ressources en propriété commune sur les cinq continents (Ostrom, 1990). Intégrer ces dimensions collectives ne devrait pas être un obstacle. Ces droits sont en effet étroitement liés à une « carte de droits d'accès et d'usage » (à la terre, à l'eau, etc.) qui s'avère inégale selon le statut social ou familial, selon le genre notamment. Ces droits sont spécifiques et doivent faire l'objet d'une analyse dans chaque contexte. Ainsi, les accès aux ressources et leurs usages dépendent bien plus étroitement des règles et des institutions que des capitaux en eux-mêmes.

Les performances

Le cas du Mali est illustratif des ambiguïtés de la mesure de la performance des agricultures familiales. Les exploitations familiales de la zone cotonnière présentent des niveaux de capitaux qui les distinguent des exploitations « moyennes » ailleurs au Mali, du fait notamment des nombreux programmes publics dont cette région a pu bénéficier. Or, si les niveaux de capitaux sont plus élevés, « les performances du système sont globalement faibles avec des revenus moyens par personne très nettement inférieurs à la ligne de pauvreté du Mali. Seules 9% des exploitations avaient un revenu par personne supérieur au seuil global de pauvreté (...) ». Sur le plan méthodologique, le cadre SRL ne se réduit pas à la seule représentation du pentagone des capitaux, car les conditions économiques et institutionnelles déterminent la manière dont les investissements physiques et le capital humain sont rémunérés. Cela renvoie aussi à la prise en compte des relations entre les exploitations familiales et les acteurs de l'agro-industrie qui peuvent à la fois modifier l'accès aux capitaux (positivement), comme dans le cas du Brésil ou de l'Indonésie, ainsi que les conditions de leur rémunération, cette dernière contribution n'étant pas toujours favorable aux agriculteurs familiaux, comme dans le cas du Mali où la chute des cours internationaux du coton a impacté directement les exploitations familiales malgré les dispositifs et mesures.

Dans le même ordre d'idée, l'alimentation des familles demeure une question centrale et cruciale dans la plupart des cas (à l'exception des agricultures fortement capitalisées en Argentine, au Brésil ou en Indonésie) ; il convient d'intégrer la capacité des familles à se nourrir dans l'évaluation

des performances et donc de préciser à cette aune le cadre SRL. C'est pour nourrir la famille que sont mises en œuvre les stratégies « d'exploitation » des capitaux.

Le cas du lac Aloatra à Madagascar montre par exemple que la recherche d'une performance économique commerciale peut s'avérer contradictoire avec l'accroissement du bien-être de la famille, puisque les vendeurs nets se contraignent à certaines périodes sur l'alimentation de la famille. C'est donc en considérant l'ensemble du système productif et des objectifs de la famille qu'il convient de raisonner pour en élever globalement la productivité.

La prise en compte du temps

S'intéresser à la transformation du caractère familial fait explicitement référence au temps. Le temps est appréhendé dans les situations analysées avec une profondeur plus ou moins importante. Étant donné l'origine opérationnelle¹ du cadre SRL, la profondeur historique n'est en général pas une dimension importante et les travaux référencés traitant des dimensions temporelles (trajectoires, évolutions) le font en général sur une génération (20 à 30 ans selon les cas). En fait, beaucoup de travaux traitent du temps au regard des changements climatiques ou des chocs liés à des événements climatiques ou économiques exceptionnels et abordent ainsi la question de la résilience des « moyens d'existence des ruraux » sur des échelles de temps relativement brèves.

Les études de cas du présent ouvrage mobilisent le temps. Elles le font cependant avec des profondeurs différentes : du temps court de quelques années (Madagascar) à près de quatre générations (Cameroun). Elles le font aussi dans des perspectives différentes, mais globalement pour traiter de l'accumulation et/ou de la différenciation sociale, et de leurs impacts en termes de sortie ou non de l'agriculture. Les auteurs, contrairement à la critique faite au cadre SRL (Farrington *et al.*, 1999) et ainsi que l'exprime Barral avec le cas indonésien, parviennent globalement à concilier approches par les capitaux et analyse diachronique.

Dans cet exemple, le temps intervient comme facteur explicatif des situations observées aujourd'hui. Pour les ouvriers/planteurs indonésiens installés sur un front pionnier, le « moment » apparaît comme un élément clé. En effet, la date d'arrivée des familles est déterminante puisqu'elles intègrent alors un environnement défini par un prix du foncier, un niveau de disponibilité de terres à coloniser, etc. et tout cela change progressivement. Deux migrants arrivant à quelques années d'écart ne connaîtront sûrement pas des trajectoires équivalentes, ni dans le rythme d'accumulation, ni dans la capacité même d'accumulation qui diminue progressivement du fait du processus de saturation foncière et/ou de conditions devenues moins favorables sur le front pionnier.

1. Cadre conceptuel et méthodologie de diagnostic des situations agricoles et rurales en vue de définir des politiques de lutte contre la pauvreté.

Enseignements du cas Indonésie

Le cadre SRL permet une analyse des trajectoires des familles ouvrières dans les grandes plantations de palmier à huile en Indonésie selon un ensemble de dimensions (sociale, économique, politique, technique) qui en illustre la complexité et l'évolution dans le temps. Si le lien entre économie domestique et unité de production est bien présent dans le cadre, le lien entre économie domestique et autres formes de production mérite d'être souligné. Le cas traité montre bien comment les salaires et les revenus de la plantation des ouvriers dépendent des compagnies de plantation (montant des salaires, achat de la production des petits planteurs) qui sont un relais des prix de l'huile de palme sur les marchés internationaux. En d'autres termes, parce que la mobilisation de ce cadre impose une réflexion à la fois sur les institutions, les systèmes d'activité, les stratégies et les capitaux qui les sous-tendent, il permet de développer des réflexions qui conjuguent le niveau micro-économique et social des stratégies, le niveau méso-économique des institutions locales, telles qu'ici les marchés de la terre et du travail, et enfin le niveau macro-économique des régulations étatiques (voire transnationales). (Adapté de Barral)

Ce qui semble pertinent sur le plan méthodologique, c'est la prise en compte du temps — du « moment » — dans ce qu'il représente en termes d'opportunités pour les familles à travers les organisations, les institutions et plus largement les conditions de politique qui vont s'avérer plus ou moins favorables selon les périodes.

La prise en compte du temps pour les familles renvoie aussi à leurs possibilités concrètes de renforcer leurs accès à des capitaux et leurs « capacités » à travers les organisations et les institutions, et plus largement à travers les conditions de mise en œuvre des politiques publiques (Argentine, Cameroun, Indonésie). De même, elle est indissociable des questions de migration, les effets de celle-ci s'inscrivent souvent dans la durée (Nicaragua, Équateur et le moment *Iony* et Mozambique). Il s'agit bien du temps, mais surtout du moment qui est celui d'une configuration « institutionnelle et politique » singulière.

LA PRISE EN COMPTE DU CONTEXTE INSTITUTIONNEL ET DES PROCESSUS D'ACTION COLLECTIVE

Le contexte n'est plus une « variable exogène », mais un espace où peuvent se nouer des interactions en fonction d'opportunités ou de marges d'initiatives spécifiques. Ces opportunités ne sont ainsi pas immuables, elles peuvent être façonnées *via* des démarches d'action collective. Cela apparaît notamment dans certaines situations (Brésil, vallée du Taquari), où le rôle des coopératives est souligné dans le domaine économique. Mais l'épaisseur

et la densité du tissu institutionnel ressortent de l'analyse comme des atouts dont disposent ces communautés pour agir également sur les conditions de vie dans la localité.

Les dynamiques des configurations institutionnelles et politiques concernent deux dimensions complémentaires qui peuvent contribuer à redynamiser² le cadre SRL. La première dimension concerne la prise en compte de l'état des transformations structurelles au sein de l'agriculture et leur mise en perspective historique. La seconde se réfère au renforcement de la structuration organisationnelle et institutionnelle du secteur agricole.

L'analyse sur longue période proposée dans le cas du Cameroun, les dynamiques rizicoles indiennes, les trajectoires des planteurs de palmiers ou les transformations des exploitations familiales de la pampa en Argentine illustrent l'importance de connecter les approches SRL avec les transformations plus globales de l'économie et du secteur agricole.

Comme déjà évoqué, le cadre SRL ne donne que peu d'éléments opérationnels pour traiter des dynamiques d'organisation des sociétés rurales et de leur rôle dans l'amélioration des moyens d'existence des ruraux. Or, les institutions et organisations, leur émergence en tant qu'acteur social et politique dans les enceintes publiques nationales et internationales sont certainement l'un des changements majeurs des vingt dernières années (Mc Keon, 2014).

Ainsi, sur le plan de la méthode, si le cadre SRL originel a induit une focalisation sur l'échelon local, il semble judicieux d'élargir cette perspective en faisant intervenir les différents « territoires de l'action collective » à travers lesquels les acteurs locaux organisés en réseaux influent sur des centres de décision situés à des échelles de gouvernance supérieures, régionales, nationales voire internationales dans certains cas.

Mais le rôle de ces organisations ne se limite pas à la négociation avec les pouvoirs publics, les firmes ou les collectivités territoriales ; il intervient également dans les dynamiques interfamiliales et même intrafamiliales en procurant des opportunités de réalisation personnelle qui peuvent ou non rentrer en synergie avec les attentes des collectifs familiaux (accès à l'éducation, accès au foncier). Les perspectives ne sont pas univoques selon les situations des jeunes et des femmes notamment dans chacun des contextes, mais également variables selon les familles dans une même région.

REVISITER LE CADRE SRL DANS UNE PERSPECTIVE PLUS SYSTÉMIQUE

Si le cadre SRL fait le choix du ménage (ou plutôt du foyer) comme clé d'entrée « dans la boîte noire », les enseignements des études de cas ici réunies invitent à dépasser ce niveau d'analyse vers l'intérieur et vers l'extérieur.

2. Pour reprendre l'intitulé des perspectives dégagées par Scoones (2009) : *Re-energising livelihoods perspectives*.

Vers « l'intérieur », cela implique de s'intéresser aux inégalités, tensions et rapports de pouvoir dans l'univers intrafamilial qui conduisent à des différences de « capacités » individuelles pouvant aussi affecter le fonctionnement collectif. Les familles, quelles qu'elles soient et où qu'elles soient, sont tout sauf des univers paisibles.

Le dépassement concerne aussi « l'extérieur » des ménages ou des groupes familiaux à travers le développement des organisations paysannes, rurales ou de réseaux de producteurs. Habituellement, les travaux se référant au cadre SRL envisagent les groupements de producteurs comme des organisations locales, mais les dynamiques d'organisation qui se structurent depuis les années 1990³ (coordinations, plateformes, fédérations ou confédérations) imposent de considérer d'autres niveaux d'organisation dont peuvent, ou non, faire partie les organisations locales.

Selon les cas, ces niveaux plus englobant peuvent signifier de plus ou moins grandes opportunités d'accéder à des ressources, capitaux ou *assets*. Là encore, tout comme le contexte, les organisations ou les institutions — y compris dans les manières dont sont gérés les rapports de genre ou de génération — ne constituent pas des données exogènes ou immuables. Si c'est bien au niveau des familles que se prennent les décisions — plus ou moins collectivement, avec plus ou moins de tensions — ces familles et les individus qui les composent ne sont pas des univers fermés et étanches aux transformations sociales. Les mouvements sociaux, les valeurs qu'ils véhiculent, de même que les changements dans la conception de ce qui fait famille au niveau de chaque société influent sur les conceptions individuelles et collectives des familles rurales.

DE LA DIVERSITÉ DES AGRICULTURES FAMILIALES

Au-delà des limites et des différentes représentations et perceptions du cadre SRL que nous venons d'expliciter, la diversité des exploitations et contextes étudiés dans les 18 chapitres de cet ouvrage ne simplifie pas leur mise en perspective. Pour donner sens à une analyse synthétique transversale essayant de dépasser les images stéréotypées, nous avons choisi de dresser trois tableaux successifs. Le premier, « Exister », porte sur les caractéristiques actuelles des exploitations familiales compte tenu des défis auxquels elles sont confrontées, les solutions mises en place par les familles et les résultats obtenus. Le second tableau, « Se transformer », porte sur les stratégies des agriculteurs, à court et à long terme, pour s'adapter aux changements actuels et répondre au mieux de leurs intérêts aux incitations économiques, sociales et politiques. Il porte également sur la transformation de la représentation

3. Dans certains pays d'immigration européenne aux XIX^e et XX^e siècles, les traditions d'organisation remontent au début du XX^e siècle (Argentine, Uruguay, Colombie).

politique de l'agriculture familiale dans certains pays. Le dernier tableau, « Devenir », identifie quelques scénarios possibles, pour ne pas dire probables, du futur des exploitations familiales en lien avec l'action publique.

« EXISTER » : DIVERSITÉ ET PERMANENCE DES AGRICULTURES FAMILIALES

Exister ! L'existence de l'agriculture familiale est un fait massif de par le monde. Même si son importance ne peut être mesurée avec précision par des statistiques internationales qui ne différencient pas, jusqu'à présent, les différentes formes d'agriculture, on sait aujourd'hui que le nombre d'exploitations familiales atteint le demi-milliard d'unités et regroupe près de 2,6 milliards de personnes (40 % de la population mondiale) et près de 1,3 milliard d'actifs (FAO, 2010). On sait ainsi, de façon certaine, que l'agriculture familiale est le premier pourvoyeur de travail au monde. On sait aussi — toujours par des estimations — qu'elle est la principale source de produits agricoles et non agricoles (Sourisseau, 2014). Son importance est donc considérable en termes économiques et sociaux pour de nombreux pays, et plus particulièrement pour les pays en développement dépourvus de ressources extractives. Mais on sait également qu'une grande partie des agriculteurs familiaux sont pauvres (Fida, 2011) et que nombre de leurs exploitations sont vulnérables. On sait encore que l'agriculture familiale, occupant des espaces climatiques, écologiques, sociaux et économiques les plus variés, est diverse, complexe et évolutive.

Les études de cas de cet ouvrage confirment l'importance des agricultures familiales — observées dans des situations nationales et des écosystèmes spécifiques — au regard de leur contribution à l'économie des ménages, aux équilibres sociaux ou à la gestion des ressources naturelles. Dans certains cas, cette importance peut surprendre. Ainsi en est-il de l'agriculture familiale urbaine au Caire ou l'agriculture de tribu en Nouvelle-Calédonie. Dans d'autres cas, c'est la confirmation d'une importance largement reconnue, en Inde, en Pologne, au Brésil, en Afrique de l'Ouest ou encore à Madagascar.

L'utilisation d'un cadre d'analyse commun permet d'appréhender cette diversité au regard des indicateurs proposés. Un premier constat porte sur la modestie assez générale des moyens d'existence des agriculteurs familiaux. Parfois les ressources sont partagées. Le cas des pasteurs transhumants est emblématique du « partage » de ressources dont la période de production est courte et aléatoire et dont la pérennité passe, de manière assez paradoxale, par l'utilisation d'espaces communs partagés avec des agriculteurs sédentaires. Au-delà des facteurs de production traditionnels (terre, main-d'œuvre, capital) qui constituent la base de ces exploitations, force est de constater la diversité des capitaux — internes et externes, matériels et immatériels — mobilisés. Les exploitations familiales combinent, pour vivre, des activités très variées utilisant les capitaux naturels, humains, sociaux, physiques et économiques disponibles.

Hormis les cas argentin, brésilien, indonésien et camerounais, où existent de vigoureux processus d'accumulation, les activités agricoles des familles décrites ne permettent pas en général d'accumuler et de s'enrichir. L'obsolescence au Sénégal des vieux matériels datant des programmes d'équipement agricole antérieurs aux années 1980, l'outillage essentiellement manuel en Égypte, en Nouvelle-Calédonie, au Nicaragua, au Mozambique, le recours limité aux intrants en Pologne, l'absence de mécanisation de l'agriculture au Bénin, celle d'équipements de transformation en Égypte témoignent de la faiblesse assez générale du capital physique agricole. Les quelques têtes de bétail parfois possédées constituent également la réserve financière, seule assurance possible. Certaines de ces agricultures familiales mobilisent un capital naturel limité (terre, eau, variétés, races, etc.) et dépendent essentiellement de leur capital humain (main-d'œuvre familiale et ses compétences). En miroir à cette faiblesse criante des moyens de production, les stratégies déployées par les groupes familiaux permettent de compenser partiellement le bas niveau des revenus agricoles à travers des systèmes d'activité complexes, y compris à travers la mobilité des membres des familles. Cette diversification des activités, agricoles et non agricoles ne génère pas forcément des revenus importants (Sénégal, Mali), car ces activités pâtissent également de la faiblesse globale des ressources des familles. Néanmoins, dans de nombreux cas, le financement des investissements agricoles est assuré par les revenus de ces activités (Pologne, Mozambique, Équateur, Nicaragua, Nouvelle-Calédonie). Les performances dépendent également d'investissements réalisés à d'autres échelles que celle de l'unité familiale (drainage des sols et amélioration de leur fertilité en Podlasie, équipements collectifs pour la transformation des produits au Brésil, etc.).

Souvent, les productions de l'agriculture familiale sont pour partie destinées à l'autoconsommation de la famille. L'importance de cette fonction — trop souvent assimilée à la subsistance et stigmatisée comme reflet d'une certaine misère, alors qu'elle peut être aussi associée à une situation de bien vivre — est relevée dans la plupart des situations. Et c'est souvent la principale stratégie mise en œuvre au sein de l'exploitation. La place centrale de la recherche d'autosuffisance alimentaire dans la stratégie des ménages se justifie par la nécessité de gérer le risque, notamment dans les situations où les prix des produits agricoles fluctuent fortement au cours de l'année (par exemple, en zone sahéenne) ou dans les situations où les prix des denrées sont élevés (Nouvelle-Calédonie). C'est aussi pour avoir des produits souhaités pour leur alimentation, et ce choix ne dépend pas uniquement des seuls prix de marché. Dans les situations décrites, elle est souvent le pilier le plus robuste des moyens d'existence et constitue une partie des mécanismes d'assurance contre les divers risques et, au final, de résilience. Les productions vivrières en partie autoconsommées et en partie commercialisées sur les marchés domestiques constituent ainsi une des principales options pour le développement des agricultures familiales. Ces productions sont porteuses

de croissance inclusive, indispensable pour réduire la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire des familles productrices, mais aussi des ménages s'approvisionnant sur les marchés domestiques. L'intérêt économique de ces comportements incite donc à considérer de manière critique sa récurrente assimilation à un archaïsme destiné à disparaître à mesure que se développerait « le marché ».

Néanmoins, l'autoconsommation alimentaire ne signifie pas pour autant l'autonomie alimentaire ou autarcie économique. Les exploitations familiales décrites dans l'ouvrage sont toutes insérées, à des degrés divers, dans les marchés des produits agricoles, alimentaires et de biens de consommation. Les échanges non marchands perdurent, mais se combinent, selon des modalités spécifiques selon les lieux, aux échanges marchands. Ainsi, ces agricultures sont le plus souvent connectées aux marchés des produits agricoles, certaines de manière très prononcée.

Plus l'intégration marchande est forte, plus les risques croissent. Or, on constate qu'en dehors de quelques situations très spécifiques (comme par exemple pour le secteur agricole marchand en Pologne membre de l'Union européenne ou au Brésil), les États n'offrent pas de régimes assurantiels par rapport aux principaux risques courus (climatique, économique...) ni de protection sociale (santé, allocations familiales, vieillesse) dignes de ce nom, faute de capacités budgétaires. Les communautés constituent alors le lieu des solidarités et d'une mutualisation du risque. L'autoconsommation ou les activités non agricoles, comme par exemple en Nouvelle-Calédonie, ou les transferts de l'émigration, comme au Nicaragua ou au Mozambique, correspondent aussi à une forme d'assurance contre les risques économiques que fait courir une trop forte intégration marchande, aggravée par l'hyperspécialisation de certains systèmes de production (Indonésie, Argentine). Les circuits courts, les dons et contre-dons jouent aussi ce rôle, à travers la mobilisation d'un capital social fondé sur la parenté et les relations sociales tissées dans la proximité. Parfois, certains États peuvent prendre des mesures pour atténuer la baisse des prix des cultures d'exportation sur le marché mondial, ce qui est le cas notamment du Mali en ce qui concerne la culture du coton. Ces pratiques de régulation — si souvent critiquées — peuvent ainsi se justifier par un souci de maintien par les prix d'une productivité du travail attractive au regard d'autres activités.

Enfin, l'existence des exploitations familiales est largement liée à la diversification des activités, diversification qui peut être agricole ou non, salariée ou non, et concerner des activités réalisées dans le territoire ou multilocalisées. Cette diversification constitue la base de l'existence et de la permanence des exploitations développant des systèmes d'activité complexes. Elle peut contribuer à la survie, due à l'insuffisance des capitaux et en particulier des capacités productives agricoles — conjoncturelle par exemple suite à un accident climatique ou permanente comme souvent pour les exploitations les plus pauvres. La diversification concourt alors

à la capacité d'adaptation et de transformation de l'agriculture familiale. Mais elle peut également s'inscrire dans des stratégies d'accumulation grâce aux fort revenus des activités non agricoles (comme au Cameroun notamment). Les stratégies de diversification, impliquant ou non une mobilité de certains des membres du groupe familial, reposent aussi le plus souvent sur l'existence d'engagements de solidarité au sein du collectif familial.

Au niveau territorial, les situations présentées ici sembleraient indiquer que la solidarité au sein de la communauté locale, chère à Mendras, ait perdu de sa force du fait des crises agraires et du développement des moyens de transport et de communication. «L'armée de réserve» des travailleurs pauvres serait mobilisable dans des univers de travail de plus en plus lointains et toujours plus sélectifs. L'investissement n'est donc plus seulement «non agricole» — ce qu'il a pu être historiquement et de manière locale —, il consiste aussi en la formation des enfants pour les préparer à des activités urbaines ou pour le moins non agricoles, contribuant ainsi à la création de réseaux extraterritoriaux.

L'importance relative de l'activité agricole des ménages ou des groupes familiaux est presque toujours appréciée sous l'angle monétaire par rapport aux autres sources de revenu et constitue, pour le décideur politique puis le législateur, le critère d'éligibilité aux soutiens publics, lorsqu'ils existent ! Or, ce focus sur l'agriculture, débouchant sur des instruments sectoriels, peine à prendre en compte les logiques propres des systèmes d'activité. Dans les situations de cet ouvrage, force est de constater la modestie des politiques agricoles (Bénin), leur subordination à des impératifs plus globaux (Inde, Chine), voire leur ancienneté et leur effacement (Sénégal, Mali, Madagascar), avec comme conséquence, entre autres, l'obsolescence des capitaux physiques disponibles. Quand il y a dynamiques d'accumulation, le secteur privé marchand est alors très présent (Argentine, Indonésie, Brésil). Enfin, les politiques mises en œuvre peuvent être responsables de la fragilisation des exploitations comme au Burkina Faso avec le développement du coton. Le maintien des moyens d'existence dépend souvent de migrations pendulaires ou plus définitives et lointaines qui rendent possibles des transferts contribuant à la consolidation de capitaux productifs toujours modestes (Mozambique, Nicaragua, Équateur). Alors que le travail tend à s'exercer hors de l'exploitation, la production s'oriente souvent vers la consommation familiale.

Les enseignements tirés des études de cas montrent que le fonctionnement des exploitations familiales et les stratégies des agriculteurs sont souvent éloignés des standards de la spécialisation agricole promue, généralement, de manière uniforme, par des politiques publiques qui la considèrent comme l'unique voie conduisant à la modernisation. Cette diversité de combinaison de ressources (ou de capitaux) débouche ainsi sur une multiplicité inventive de pratiques et de stratégies. On est dès lors en droit de s'interroger sur le fait de passer cette diversité à la trappe et de la considérer comme un obstacle à

un avenir dominé par la spécialisation agricole, la concentration des moyens et la poursuite d'une modernisation conventionnelle dont les limites sont désormais largement reconnues.

Enfin, avec un accent mis sur les moyens d'existence, ces situations révèlent aussi des contextes où la précarité des conditions d'existence joue comme un repoussoir pour les jeunes générations encouragées parfois par les aînés ou les parents à quitter l'agriculture. Outre l'amélioration des investissements permettant une meilleure productivité globale du travail, il semble opportun de souligner que la faiblesse des investissements publics destinés à améliorer l'accès de tous aux biens publics de base renforce ce désir d'ailleurs et que la vie « là-bas », en ville, soit ou non conforme aux rêves n'est pas la question. L'amélioration de l'accès à l'eau potable et l'assainissement, l'accès à des soins de santé primaires en proximité, le développement des communications (mobile et internet) ou le développement de production d'énergie électrique décentralisée et autonome, seraient autant d'incitations positives à rester, sous réserve que soit aussi améliorée la productivité agricole.

« SE TRANSFORMER » : ADAPTATION ET INNOVATION PERMANENTES

Par bien des aspects, l'agriculture familiale, dont une des caractéristiques premières est la force du lien famille-exploitation, apparaît comme une entité en devenir permanent. De tout temps, elle a montré une capacité à s'adapter aux modifications de contexte, que celles-ci soient d'origine naturelle (climatique, sanitaire) ou anthropique (économique, sociale, politique), tout en conservant et en adaptant les modalités de ses principes fondateurs : la solidarité (entre les membres de la famille, voire au sein d'une communauté) et la fongibilité du capital d'exploitation et du patrimoine. Un des principaux ressorts d'adaptation de l'agriculture familiale est la centralité du travail familial dans le fonctionnement du système et, surtout, la flexibilité de sa rémunération, largement décrite par Tchayanov (1990) : sous-rémunération et surexploitation des travailleurs familiaux en périodes défavorables ou de forte intensité en travail, sur-rémunération et accumulation en périodes favorables.

De façon plus générale, les transformations de l'exploitation familiale et, par extension, de l'agriculture familiale dans sa globalité, revêtent diverses formes en fonction des périodes et du type de contraintes. Ces transformations peuvent être conservatrices et réversibles ou actives et, parfois même, irréversibles. Mais elles peuvent également conduire à la disparition de l'exploitation. Il est ainsi possible de distinguer des adaptations sur le court terme permettant aux familles rurales de faire face à un contexte défavorable et d'autres, plus structurelles sur le long terme, conduisant au changement durable du système d'activité.

Les études de cas composant cet ouvrage illustrent diverses modalités de ces transformations, innovations et processus adaptatifs.

Sur le court terme, la diversification des activités et des lieux du travail familial offre souvent des réponses adaptées lorsque la production agricole est insuffisante. Il peut s'agir d'un emploi salarié souvent temporaire (agricole ou non agricole) ou d'activités indépendantes telles que l'artisanat, la transformation alimentaire, le commerce, le tourisme ou encore le transport. Cette diversification des activités suppose parfois la mobilité d'un ou de plusieurs membres de la famille dans le cadre de migrations proches ou distantes, de court ou de long terme. Ce type d'adaptation montre de façon éloquente, si besoin en était, que l'agriculteur familial ne limite pas son raisonnement au niveau du système de culture et d'élevage, mais qu'il raisonne au niveau du système d'activité, en incluant la mobilité proche ou lointaine.

Toujours sur le court terme, l'adaptation de l'exploitation familiale peut aussi être l'accueil temporaire des membres de la famille ne parvenant plus à vivre en ville du fait de la crise économique. Illustrée ici dans le cas polonais, les exemples de ce type foisonnent dans l'histoire récente, que ce soit en Asie du Sud-Est, en Afrique après les ajustements structurels ou en Amérique latine. C'est une des forces de l'agriculture que de pouvoir donner, mais aussi reprendre, du travail aux autres secteurs.

Sur le temps long, de nombreux facteurs peuvent provoquer des modifications structurelles de l'exploitation agricole familiale, modifications qui seront d'autant plus durables que des irréversibilités ont été créées.

L'introduction d'une culture de rente peut remettre en cause l'organisation familiale et notamment le rapport entre les aînés et les cadets ou encore le rapport hommes-femmes, donnant lieu éventuellement à une remise en cause de l'autorité des aînés et induisant un départ anticipé des plus jeunes. Cette modification profonde du système de culture, du système d'exploitation foncière, de l'organisation du travail, de la gestion de la sécurité alimentaire du groupe familial est particulièrement significative dans les grandes familles de l'Afrique de l'Ouest, au sein desquelles l'aîné concentre l'autorité en contrepartie de la responsabilité de la sécurité alimentaire du groupe. Au Burkina Faso, l'introduction du coton a des implications profondes qui dépassent le simple raisonnement économique.

Dans d'autres cas, la faible rémunération du travail agricole peut être compensée par la migration durable ou définitive de certains membres de la famille et la mise en place de transferts monétaires familiaux déjà évoqués. Une nouvelle organisation du travail se met en place, associant activités rémunérées et travail au sein de l'exploitation, conformant un système d'activité multilocalisé. Ces situations traduisent des logiques d'interactions fortes entre les femmes et les hommes partis loin de la ferme et les activités mises en œuvre sur l'exploitation. Les flux de savoir-faire, de capitaux physiques, sociaux et monétaires sont des éléments constitutifs de nouveaux systèmes familiaux. Les investissements productifs apparaissent souvent secondaires au regard d'investissements sociaux ou de confort domestique

jugés prioritaires dans un premier temps. Dans tous les cas, le système d'activité s'adapte en fonction de la force de travail disponible et de l'importance des transferts familiaux (Nicaragua, Équateur, Mozambique et Sénégal) et fonctionnent comme des systèmes plurilocalisés.

L'appropriation et la saturation foncières sont de puissants facteurs de transformations fonctionnelles voire structurelles. Deux études de cas illustrent l'enjeu foncier ; elles concernent les systèmes d'élevages transhumants. Au Bénin, l'appropriation foncière a conduit à une sédentarisation des familles. Pour la famille d'Ardo Bandé, mobile sur trois pays, le maintien de l'accès à un foncier de plus en plus contrôlé par des autorités coutumières et administratives sédentarisées n'a été rendu possible qu'en modifiant l'organisation familiale, en responsabilisant et en spécialisant les fonctions des membres de la famille.

L'accès à la formation des plus jeunes offre des perspectives d'emplois salariés en milieu urbain ou en milieu rural (dans les services ou les entreprises, agricoles ou non), qui dans certaines situations peuvent revenir investir en agriculture et, dans ces cas-là, mobilisent leurs réseaux sociaux (Cameroun). Cette réduction de main-d'œuvre familiale peut donner lieu, ou être concomitante, d'un changement de système technique en privilégiant des techniques plus productives en travail (sud du Brésil).

Le patrimoine des exploitations agricoles familiales — qu'il soit tangible (les terres, les animaux) ou intangible (les techniques, les savoir-faire, les goûts, les modes de vie) — se transmet de génération en génération au sein des terroirs et des communautés, mais de façon sélective en fonction de la vigueur de la croissance démographique des exploitations familiales. Ainsi, un des facteurs des transformations agricoles et des structures agraires liées à l'agriculture familiale est la croissance démographique. À l'interface entre les théories de Malthus et de Boserup, on constate qu'en situation de croissance démographique les éléments clés des transformations de l'agriculture familiale sont la recherche de nouvelles capacités productives agricoles ou non — notamment par la mise en valeur de nouvelles ressources naturelles (parfois à l'origine des fronts pionniers), l'intensification des systèmes de production, l'exode ou la migration. Chacune de ces évolutions a des impacts contrastés, aussi bien sur le territoire que sur l'organisation familiale et les systèmes d'activité. Bon nombre de nos études de cas s'inscrivent dans ces dynamiques. Dans les situations inverses de stagnation ou de décroissance démographique, les exploitations familiales qui perdurent sur le territoire adaptent également leurs systèmes de production. Mais lorsque les niveaux de capitalisation associés au changement technique sont trop importants, la séparation entre sphère domestique et unité de production devient une quasi-nécessité. Dès lors, la transmission du patrimoine devient problématique et a tendance à être raisonnée en dehors des solidarités familiales. Mais la réduction de la main-d'œuvre disponible peut aussi, en l'absence de capacité d'accumulation en capital, donner lieu au maintien du système technique

initial et à la réduction de la surface exploitée, la diminution de revenu étant parfois compensée par des transferts monétaires familiaux.

Les études de cas montrent le plus souvent des trajectoires complexes de transformation des exploitations familiales, mobilisant plusieurs de ces facteurs. L'étude de cas du Cameroun décrit un processus de capitalisation de l'exploitation familiale par des membres de la famille ayant eu une trajectoire professionnelle réussie en dehors de l'agriculture. Ces trajectoires sont relativement bien représentées dans les pays marqués par une forte émigration (Mexique, Amérique centrale, voire Maghreb, Afrique subsaharienne). Elles contrastent avec des situations où les trajectoires de sortie d'agriculture sont définitives et conduisent à une dilution des liens entre le(s) migrant(s) et l'exploitation familiale d'origine, comme ce fut le cas dans de nombreux pays européens et que l'on observe toujours en Amérique latine, même lorsque l'économie agricole du lieu de départ redevient florissante.

Le cas de la Nouvelle-Calédonie incarne un processus de transformation particulière, dans le sens où ce n'est pas l'exploitation familiale qui se transforme en tant que telle, mais sa représentation sociale et politique au sein de la société. La transformation de l'image de l'agriculture kanak a renforcé sa légitimité sociale et lui a donné accès à des ressources publiques qui lui étaient jusqu'alors interdites. On retrouve ce type d'évolution en Amérique latine, notamment au Brésil et en Argentine, où l'agriculture familiale a su transformer son image auprès des acteurs sociaux et politiques et négocier sa prise en compte par l'État. Ce mouvement est récent, ayant tout au plus deux décennies, mais semble dessiner une inflexion dans le processus de transformation des exploitations familiales. En effet, dans les pays concernés, l'exploitation familiale ne se présente pas uniquement comme une entité misérable réclamant des aides publiques, estimées indispensables à sa survie, mais comme une entité économique et sociale qui offre des services à la société, dans les domaines de la conservation de l'environnement, de la sécurité alimentaire, de l'occupation de l'espace, de la fourniture d'emploi, de la limitation de l'insécurité et la violence, de la conservation des normes sociales et culturelles (Sabourin *et al.*, 2014) pour un panorama actualisé sur l'Amérique latine.

Le cas de la Pologne éclaire une autre caractéristique de l'agriculture familiale, à savoir sa valeur comme refuge social et économique. L'agriculture familiale, en effet, peut donner lieu à un retour durable de descendants d'exploitants agricoles dont la terre avait été confisquée, retour rendu possible par une opération de restitution foncière. Ainsi, en Europe, et particulièrement à l'est de l'Europe, on observe dans de nombreuses régions un mouvement de retour vers une agriculture familiale, souvent cataloguée de traditionnelle, ne bénéficiant pas des aides de la politique agricole commune, politique jugée pourtant indispensable à la survie des exploitations modernes. Au cœur de l'Europe, cette dynamique va à l'encontre du mouvement historique de la ruralité vers l'urbain. Elle témoigne du maintien, par défaut ou par choix, et même de la reconstruction d'une

agriculture familiale en marge des modèles d'agriculture productiviste et spécialisée. Toutefois, cela passe souvent par des situations de marginalité et de précarité au regard de ce qui est encore considéré comme la voie unique de la modernisation agricole.

Mais il serait faux de considérer que la capacité de l'agriculture familiale à rebondir est infinie. De nombreuses exploitations familiales périclitent. La grande hémorragie des exploitations familiales dans les pays occidentaux depuis la moitié du xx^e siècle illustre la vigueur du phénomène dans les pays concernés. Les mécanismes de cette érosion sont bien connus : l'attraction des autres secteurs d'activité envers les fils et filles d'agriculteurs ayant reçu ou non une éducation supérieure, d'une part, le piège de la concentration capitaliste et du recours à l'endettement dans le processus permanent de recherche de gains de productivité imposé par le contexte concurrentiel, d'autre part. Le premier facteur a donc trait à la rémunération et à la pénibilité du travail, il est lié au développement rapide de la productivité du travail et à l'amélioration des conditions de travail dans les autres secteurs économiques ; sujets sur lesquels la comparaison est souvent défavorable pour l'agriculture familiale. Le second facteur est lié à une rigidité de l'organisation et de la rémunération du travail en relation avec l'accroissement des charges fixes au sein d'une exploitation familiale qui, dans ce cas, s'inscrit dans une logique d'entreprise.

L'agriculture familiale se transforme. Cette transformation n'est pas linéaire. Elle ne suit pas une trajectoire unique, définie par son inscription dans un processus de modernisation inéluctable, consubstantiel du développement économique. Cette transformation donne lieu à différentes options associant activités marchandes et non marchandes, extérieures à l'unité de production ou internes. Elle concerne l'ensemble des membres du collectif familial ou une partie. Elle est réversible ou irrémédiable. Elle se situe dans un territoire ou met en relation plusieurs territoires, proches ou distants. Mais, le point important à souligner ici est que ce polymorphisme des transformations de l'agriculture familiale ne remet pas en cause les règles fondamentales régissant le fonctionnement de l'agriculture familiale, notamment, le lien organique entre la famille et l'exploitation, l'acceptation de l'auto-exploitation de la part des travailleurs familiaux. C'est à l'aune de cet éclairage — polymorphisme des transformations et conservation des caractéristiques fondamentales de fonctionnement — qu'il convient d'appréhender le devenir des agricultures familiales.

« DEVENIR » : PEU DE PERSPECTIVES SANS DES POLITIQUES PUBLIQUES ADAPTÉES

Le devenir de l'agriculture familiale est une préoccupation qui a mobilisé une partie de la communauté scientifique, de la société civile et notamment les organisations des agriculteurs familiaux et politique en cette année 2014 consacrée, par les Nations Unies, à cette thématique. De prime abord, la

question recèle en elle-même une rupture vis-à-vis de la pensée dominante des dernières décennies. L'agriculture familiale, perçue comme une « petite agriculture », était considérée avant tout comme une catégorie appelée à devenir résiduelle, en retard de développement, et en déclin, dont la fonction principale était de fournir, en disparaissant, la main-d'œuvre nécessaire au développement industriel et urbain. Les paragraphes précédents ont montré qu'il en a été autrement. L'agriculture familiale continue et continuera d'exister, de façon massive, et ses contributions sont et resteront essentielles au fonctionnement social, économique et environnemental de nombre de pays.

De fait, au cours de la dernière décennie, les représentations de bon nombre d'acteurs politiques et économiques nationaux et internationaux sur l'agriculture familiale ont changé. L'agriculture familiale ne serait plus désormais synonyme d'archaïsme et serait même potentiellement porteuse de réponses aux défis globaux contemporains dans les domaines alimentaire, social, économique et environnemental. Si la disparition de l'agriculture familiale n'est plus un scénario inéluctable, quels peuvent être les futurs possibles des millions d'agriculteurs familiaux installés dans l'ensemble des écosystèmes de la planète ? Plusieurs scénarios non substitutifs entre eux sont identifiables. Le premier est le maintien de l'agriculture familiale dans une forme assez proche de celle d'aujourd'hui. Un autre scénario est la migration d'une partie de l'agriculture familiale vers d'autres formes d'agricultures (entrepreneuriale ou patronale). Un troisième scénario est un amenuisement jusqu'à disparition, pure et simple, de l'agriculture familiale par migration des membres du groupe familial vers les centres urbains et la non-reprise de l'activité agricole par les plus jeunes. Un autre scénario considère enfin que l'agriculture familiale peut se renforcer grâce à l'adoption de nouveaux modèles techniques validés par la société au regard de valeurs en émergence (préservation de l'environnement, aménagement du territoire, stimulation du tissu social, marchés de proximité, etc.). Ces différents scénarios peuvent coexister sur des espaces disjoints ou sur les mêmes espaces.

Le premier scénario est le plus probable pour la plus grande partie des agriculteurs du monde, notamment dans les territoires où cette forme d'organisation de la production agricole est hégémonique. C'est le cas en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne et sans doute aussi, en partie, en Amérique latine et en Asie du Sud-est. Les raisons de ce maintien sont multiples. L'une d'elles tient au fait que, pour certains pays (Inde, Indonésie, Brésil, Mexique...), déjà fortement urbanisés et dont la capacité d'absorption en main-d'œuvre non qualifiée des industries et des entreprises de services est limitée, l'exode rural, en donnant lieu à un accroissement de la pauvreté en milieu urbain et, souvent, générant de l'insécurité, représente un danger de plus en plus aigu. On observe déjà des politiques publiques — de type filets de sécurité et appui aux agriculteurs familiaux — cherchant à stabiliser la population rurale en améliorant également ses conditions de vie à travers des

investissements publics. Cependant, le maintien de l'agriculture familiale peut être menacé par la croissance démographique dans les régions à forte concentration de population agricole. Cette menace concerne plus particulièrement l'Afrique subsaharienne, où la faiblesse des secteurs secondaire et tertiaire limite les perspectives de mobilité intersectorielle. L'agriculture familiale peut être déstabilisée par cet afflux de nouveaux actifs familiaux. La multiplication des conflits armés et plus généralement l'accroissement de l'insécurité en milieu rural en Afrique subsaharienne constituent un second type de menace, pouvant provoquer l'abandon des terres agricoles par les populations rurales. Le réchauffement climatique est un troisième type de risque. Ce sont dans ce cas les populations asiatiques, localisées dans les deltas des grands fleuves et sur les littoraux, qui seraient menacées par la montée potentielle des eaux. L'amplification de l'instabilité du climat et les dégâts qu'elle provoque (alternance de périodes de sécheresse et d'inondation) menacent également les agricultures familiales ailleurs dans le monde à l'intérieur des terres (FAO, 2011).

Le deuxième scénario — la transformation de l'agriculture familiale en agriculture patronale ou entrepreneuriale — correspond à l'évolution historique des agricultures des pays industrialisés (essentiellement européens, océaniques et nord-américains, ainsi que quelques rares pays latino-américains, notamment le Chili). Cette transformation implique, de la part de l'agriculteur, l'adoption de stratégies offensives d'intégration au marché, s'exprimant notamment par la spécialisation de la production, l'accroissement de la productivité du travail et du sol et la recherche de compétitivité, mais aussi l'acquisition de nouvelles compétences (commerciales, gestionnaires) ou encore la connexion à de nouveaux réseaux. Cet accroissement de la productivité impose une concentration foncière et en capital productif qui contribue à distendre le lien exploitation-famille et implique une augmentation et une stabilisation de la rémunération du travail afin de couvrir les charges fixes qui occupent désormais un des principaux postes de dépenses. Ainsi, les exemples de réussite économique décrits dans certaines études de cas (en particulier dans la troisième partie), et qui débouchent sur un mieux-être et de meilleurs revenus, se traduisent par un effacement partiel du caractère familial. La réussite économique contribuerait à un éloignement plus ou moins marqué mais significatif, entre famille et exploitation. Mais ce type de transformation capitaliste de l'exploitation familiale, qui s'est produit historiquement en Europe lors des Trente Glorieuses, paraît désormais difficilement transférable de manière uniforme et massive aux pays du Sud, et cela pour diverses raisons.

Tout d'abord, si la part de la population mondiale vivant en ville augmente, la population rurale continue de croître dans de nombreuses régions. Chaque année, des millions de jeunes arrivent sur les marchés du travail tant en zone urbaine que rurale, alors même que dans la plupart des pays les options d'emploi hors agriculture restent limitées. Une révolution

agricole sur un modèle ouest-européen et nord-américain aggraverait les tensions sur l'emploi (ILO, 2014). Par ailleurs, les tendances actuelles de création d'emplois et les perspectives pour au moins les deux prochaines décennies, malgré des régimes de croissance pourtant élevés dans les pays en développement, font douter de la capacité de ces économies à résoudre l'équation en dehors d'une réflexion sur un nouveau modèle de développement agricole (Losch *et al.*, 2012).

Du point de vue technico-économique, la compétition internationale est bien plus sévère aujourd'hui qu'elle ne l'était lorsque l'Europe a réalisé sa révolution agricole, et les frontières sont plus ouvertes pour les produits agricoles et autres biens. Les agricultures familiales des pays en développement sont mises en concurrence malgré un déficit de productivité du travail qui n'avait pas cours au milieu du xx^e siècle. L'écart ne cesse de se creuser : ainsi, en équivalent tonnes de céréales par travailleur, une exploitation manuelle africaine n'ayant pas bénéficié de la révolution verte peut être 1000 fois moins performante qu'une exploitation motorisée du Middle West américain (Mazoyer, 2001, repris dans Sourisseau *et al.*, 2014).

Aujourd'hui, les restrictions sur la mobilité internationale des personnes et la réduction des terres nouvelles à coloniser suppriment aussi une des modalités d'ajustement dont ont bénéficié les économies agricoles européennes. Il a en effet été possible de délester une part importante des ruraux pauvres européens dans les nouveaux pays de colonisation blanche à la fin du xix^e et au début du xx^e siècle (Chang, 2002 ; Losch *et al.*, 2012).

Enfin, les pays aux plus faibles niveaux de revenu ne disposent pas des moyens financiers, ni des capacités institutionnelles et de gouvernance pour mettre en place les politiques publiques complexes et ambitieuses qui ont accompagné les révolutions agricoles dans l'Histoire. Contrairement aux injonctions libérales récentes, la modernisation agricole ne se décrète pas, c'est toujours une affaire d'État (Chang, 2002) dans laquelle l'investissement public a joué et continue de jouer un rôle central. Historiquement, ce ne sont pas les multinationales et le secteur privé marchand qui ont investi pour permettre la modernisation des agricultures ! En revanche, la captation de la valeur ajoutée par le secteur de l'agro-industrie et de la grande distribution obère de nos jours les capacités de développement de nombreuses agricultures familiales jusqu'à compromettre leur survie.

Conjointement, les impasses environnementales et sociales des modèles de production issus de toutes les révolutions vertes apparaissent aujourd'hui de plus en plus clairement. Les évidences scientifiques s'accumulent et s'accompagnent de propositions alternatives qui remettent en cause la trajectoire historique de développement (IAASTD, 2009 ; Altieri, 2009, UNCTAD, 2013). Il est dès lors raisonnable de questionner les orientations de politiques publiques visant à poursuivre dans la voie du productivisme et les analyses des bienfaits de la convergence des économies mondiales.

Le troisième scénario — disparition de l'agriculture familiale — est souvent évoqué en corollaire du second. L'amélioration de la compétitivité des uns, imposant une plus grande concentration de capital physique, implique la disparition des autres. Cela correspond aux thèses dominantes depuis quelques décennies dans la littérature, proposant comme seule perspective de développement et de lutte contre la pauvreté la disparition de l'agriculture familiale ou du moins de ses formes les plus « petites » et les moins insérées favorablement aux marchés (Kuznets, 1966 ; World Bank, 2007 ; Timmer, 2009 ; Fan *et al.*, 2013). Mac Millan et Headey (2014) résumement clairement le processus vertueux dans lequel s'inscrirait cette disparition : « *During development, people move out of agriculture into other sectors — typically manufacturing and services. This transformation is accompanied by a set of concomitant effects within agriculture and beyond. Within the agricultural sector, the movement of labor into nonfarm activities and migration to cities implies consolidation of farms and changes in the nature of production. Increasingly, farmers are oriented toward urban markets and commercial opportunities. Outside agriculture, the sectoral movements of people are necessarily accompanied by urbanization and the growth of urban labor markets. Small family-run production units, financed through household savings, give way to larger firms that draw on intermediated sources of capital.* »

Ainsi, les agriculteurs familiaux, piégés par leurs trappes à pauvreté, seraient incapables de relever les défis du développement parce que les nécessaires gains de productivité pour assurer la transition structurelle du secteur agricole leur seraient inaccessibles. Il faudrait donc accompagner leur sortie de l'agriculture comme cela s'est fait, dans tous les pays aujourd'hui développés, en omettant de rappeler que ces transformations se sont accompagnées de forts soutiens publics (Chang, 2002).

Le quatrième scénario est celui d'un renforcement de l'agriculture familiale à qui l'on reconnaîtrait des fonctions inédites dans le domaine social (conservation de valeurs culturelles, fixation de la population en milieu rural), territorial (maintien du peuplement et des activités économiques sur le territoire), environnemental (conservation des ressources naturelles) et qui aurait su — avec l'aide des institutions de recherche, des ONG et des organisations de producteurs — adapter des itinéraires techniques fonctionnels. Ce scénario, pour qu'il se réalise, implique que des systèmes techniques innovants soient construits et que les agriculteurs familiaux soient capables de négocier — avec les macro-acteurs préoccupés par les équilibres socio-environnementaux — la mise en place des instruments de politiques publiques permettant de rémunérer le travail des agriculteurs familiaux dans la fourniture de services environnementaux et sociaux.

Quatre scénarios donc, dont la réalisation conjointe est probable, mais dans quelles proportions ? Les politiques publiques apparaissent comme les facteurs surdéterminants de l'évolution des agricultures familiales. En effet,

en fonction des orientations retenues par les nations ou les communautés de nations, les politiques publiques peuvent contribuer à maintenir leurs agricultures familiales ou les pousser à se transformer voire à disparaître. Les politiques de types filets de sécurité, qu'elles soient accompagnées ou non de conditionnalités sociales (dans le domaine par exemple du soin aux enfants ou de l'éducation) et la mise en place de services sociaux dans les campagnes (retraite, sécurité sociale, etc.) contribuent à maintenir la population agricole dans les campagnes. Au contraire, les politiques publiques d'appui à la production et à la compétitivité des agriculteurs, excluant les structures les plus petites ou les plus diversifiées, entretiennent voire peuvent accélérer l'exode rural et la disparition des agriculteurs familiaux. Les politiques duales, différenciant le secteur familial du secteur patronal et entrepreneurial peuvent éventuellement permettre un renforcement de l'agriculture familiale si les services d'appui et les mécanismes de marché sont adaptés. Les politiques intégrant les préoccupations environnementales et productives pourraient également constituer des atouts de changement techniques des agriculteurs familiaux et permettre une évolution de leur métier associant production de services (environnementaux) à la production de biens agricoles alimentaires et non alimentaires.

L'agriculture est aussi le reflet d'une société et des rapports qu'elle entretient avec son environnement, son alimentation, sa culture.

Les agricultures familiales, par la diversité de leurs modes de production et de leurs ancrages territoriaux, que cet ouvrage illustre à merveille, contribuent à la pluralité et à la richesse de nos sociétés. Elles ne font pas que nourrir les campagnes et les villes, elles contribuent aussi à garantir la diversité du monde et à maintenir ainsi ouvertes d'infinies alternatives. À ce titre, elles méritent une attention particulière ; les placer au cœur des politiques publiques apparaît comme une nécessité pour penser des futurs soutenables.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abbott A., Tsay A., 2000. Sequence analysis and optimal matching methods in sociology, review and prospect. *Sociol. Meth. Res.*, 29, 1, p. 3-33.
- Abrahamsson H., Nilsson A. 1995. *Mozambique the troubled transition, from socialist construction to free market capitalism*. London, Zed Books, 285 p.
- Abul-Naga A.M., 2009. Egypt: sustainable agricultural development strategy towards 2030. *Ciheam Analytical Note*, 53, 15 p.
- Agricultural statistics at a glance, 2012 : <http://agricoop.nic.in/Agristatistics.htm>
- Albaladejo Ch., 2008. ¿El «productor silencioso» o silenciado? Categorías de la ciencia y categorías de la sociedad en los cambios afectando al productor agropecuario argentino. VI Jornadas de Sociología "Actores sociales, problemas públicos y espacios de ciudadanía", Buenos Aires.
- Albaladejo Ch., Arnauld de Sartre X., 2012. Une révolution agricole incomplète. Leçons d'Argentine. In : *Les révolutions agricoles en perspectives*. H. Regnault, X. Arnauld de Sartre, C. Reynaud-Roger, eds, Paris, France Agricole.
- Albaladejo Ch., Arnauld de Sartre X., Gasselin P., 2012. Agriculture entrepreneuriale et destruction du travail dans la pampa argentine. *Étud. Rur.*, 190, 2, p. 177-192.
- Alkoiret T.I., Radji M., Babatoundé S., 2011. Typologie des élevages bovins installés dans la commune de Ouaké au nord-ouest du Bénin. *Livestock Res. Rur. Dev.*, 23, 3.
- Almeida A., 1959. *Monografia agricola de Massinga (posto-sede)*. Memórias da Junta de Investigações do Ultramar, 10.
- Altieri M.A., 2009. The ecological and social tragedy of crop-based biofuel production in the Americas. *Bull. Sci. Technol. Soc.*, 29, 3, p. 236-244.
- Amanor K.S., 2010. Family values, land sales and agricultural commodification in Ghana. *Africa* 80, 1, p. 104-125.
- Amin S., 1976. Unequal development. An essay on the social formations of peripheral capitalism. New York and London, Monthly Review Press, 440 p.
- Amira, 1987. Les unités d'observation. Brochure n° 49. Seconde édition, modifiée et complétée, Paris, juin 1987.
- Andrianirina N., 2011. Analyse des trajectoires d'évolution des ménages sur les données d'observatoires à Madagascar. Actes de l'Atelier de formation collective. Systèmes d'information et outils de pilotage du secteur élevage dans les pays du Sud. Postures et méthodes, Montpellier, Cirad/Inra, juillet 2011.

- Andrianirina N., 2013. L'agriculture pour le développement : pertinence et limites à l'échelle des ménages ruraux. Une approche dynamique comparative pour trois régions de Madagascar. École doctorale Economie Gestion, Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques, Montpellier, 179 p.
- Antoine P., Bonvalet C., Courgeau D., Dureau F., Lelièvre E., 2009. *Biographies d'enquêtes, bilan de 14 collectes biographiques*. Paris, Ined, 340 p.
- Archetti E.P., Stölen K.A., 1975. Explotacion familiar y acumulacion de capital en el campo argentino. Cordoba: Siglo veintiuno editores.
- Areion group, 2012. *Le land grabbing : la course aux terres fertiles. Carto*, p. 54-57.
- Arzika M.S., Gandou Z., Bonnet B., 2007. Projet PSSP Zinder – ZFD (FNEN-Daddo DED), mission d'appui au volet gestion des ressources pastorales. Pratiques et droit des acteurs institutionnels dans la gestion des situations conflictuelles liées à la mobilité. Mission d'appui Iram au PSSP Région de Zinder, 26 octobre-19 novembre 2007, 110 p.
- Ashley C., Carney D., 1999. Sustainable livelihoods: lessons from early experience. London, UK. DFID, 55 p.
- Assoumou J., 1977. *L'économie du cacao. Agriculture d'exportation et bataille du développement en Afrique tropicale*. Jean-Pierre Delarge, Paris, 350 p.
- Aubriot O., 2006. Baisse des nappes d'eau souterraine en Inde du Sud : forte demande sociale et absence de gestion de la ressource. *Géocarrefour*, 81, 1, p. 83-90.
- Aymard M., 1983. Autoconsommation et marchés : Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie ? *Annales ESC*, 6, p. 1392-1410.
- Azam J.-P., Bonjean C., 1995. La détermination du prix du riz : théorie et application au cas d'Antananarivo (Madagascar). *Revue Economique*, 46(6), p. 1145-1166.
- Ba C.O., Diagana B., Dièye P.N., Hathie I., Niang M., 2009. Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation. Programme RuralStruc Senegal – Phase 2. Dakar : IPAR-Asprodeb, 168 p.
- Baber R., 1996. Current livelihoods in semi-arid rural areas of South Africa. *In: Land, Labour and Rural Livelihoods in South Africa*. Ellis F., Lipton M., eds, Durban, Indicator Press, p. 269-302.
- Bainville S., 2012. Régénération naturelle assistée et cultures sous parcs arborés dans les régions de l'Afrique soudano-sahélienne. *In : Forêt et humains : une communauté de destins*, Villeneuve C., éd. Institut de l'énergie et de l'environnement de la francophonie (IEPF), Québec, 88 p.
- Balié J., 2012. Analyse des incitations et pénalisations pour le coton au Mali. FAO. Rome, octobre 2012. 42 p. http://www.fao.org/fileadmin/templates/mafap/documents/technical_notes/MALI/MALI_Technical_Note_COTTON_FR_Oct2012.pdf
- Balsa J., 2007. El desvanecimiento del mundo chacarero. Transformaciones sociales en la agricultura bonaerense (1937-1988). Universidad Nacional de Quilmes.

- Bański J., 2005. *Przestrzenny wymiar współczesnych procesów na wsi* [Dimension spatiale des processus sociaux à la campagne], Polska Akademia Nauk, IgiPZ, Varsovie, 149 p.
- Bański J., 2006. *Geografia Polskiej wsi* [Géographie de la campagne polonaise], Polskie Wydawnictwo Ekonomiczne, Varsovie, 218 p.
- Bardin L., 1993. *L'analyse de contenu*. PUF, Paris, 291 p.
- Barral S., 2012. Le nouvel esprit du capitalisme agraire. Les formes de l'auto-nomie ouvrière dans les plantations de palmier à huile en Indonésie. Thèse de sociologie, Paris, EHESS. 480 p.
- Barrau J., 1956. L'agriculture vivrière autochtone de la Nouvelle-Calédonie. Commission du Pacifique Sud, Nouméa, document technique n° 8.
- Barsky O., 1984. *La reforma agraria ecuatoriana*. Corporación Editora Nacional, Quito, 406 p.
- Barsky O., Gelman J., 2001. Historia del agro argentino. Desde la Conquista hasta fines del siglo XX. Buenos Aires.
- Barthez A., 1982. Famille, travail et agriculture. Paris, Economica, 192 p.
- Bassuel A., 2013. L'utilisation des engins du BTP : reflets de l'agriculture calédonienne. Rapport de stage, DARS, 2^e année Montpellier SupAgro Institut des régions chaudes/IAC, 53 p.
- Bazin G., 2007. Politique agricole à l'est ; premiers résultats. *Le courrier des pays de l'Est*, 1063, p. 4-11.
- Bazin G., Bourdeau-Lepage L., 2011. L'agriculture dans les pays d'Europe centrale et orientale. Continuité et adaptation. *Écon. Rur.*, 325-326. <http://economierurale.revues.org/index3214.html>.
- Bebbington A., 1999. Capitals and capabilities: A Framework for analyzing peasant viability, rural livelihoods and poverty. *World Dev.*, 27, 12, p. 2021-2044.
- Beidou H., Bonnet B., Keita M., Marty A., 1990. Les conséquences de la sécheresse de 1984 sur l'économie pastorale, étude socio-économique sur l'axe Abalak-In Gall. Étude socio-économique PSN-I, Fida, mai 1989, 84 p.
- Bélières J.-F., Benoit-Cattin M., Barret L., Djouara H., Kébé D., 2008. Les organisations de producteurs en zone cotonnière au Mali. Conditions d'émergence et perspectives. *Écon. Rur.*, 303-305, p. 22-38.
- Bélières J.-F., Passouant M., Soumaré M., Le Cotty T., Vintrou E., Tonneau J.-P., 2012. Un observatoire du réseau de l'Observatoire des agricultures du monde. Illustration pour la mise en œuvre de la méthodologie WAW : la zone cotonnière du Mali. Cirad, Montpellier, février 2012, 49 p.
- Bélières J.-F., Bonnal P., Bosc P.-M., Losch B., Marzin J., Sourisseau J.-M., Baron V., Loyat J., 2013. Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques. Cirad/AFD, janvier 2013, 276 p. http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/20130711_Rapport_final_MAAF_MAE_AFD_AF_CIRADDBIS_31_Mai_complet_cle0197b5.pdf
- Bélières J.-F., 2014. Agriculture familiale et politiques publiques au Mali. UMR ART-Dev., avril 2014, 33 p.
- Benoit-Cattin M., Faye J., 1982. *L'exploitation agricole familiale en Afrique soudano-sahélienne*. Paris, Editions PUF, 94 p.

- Benoit-Cattin M., Doukkali R., Keita M.S., 2005. Le secteur cotonnier dans l'économie du Mali : son importance relative, ses effets économiques. In : *Filières d'exportation de produits agricoles du Sud : réformes institutionnelles, négociations internationales et impacts socio-démographiques*. AUF/Cirad/IER, Bamako, 6-8 avril 2005, 14 p.
- Bergeret P, Dufumier M., 2002. Analyser la diversité des exploitations agricoles. Le mémento de l'agronome. Gret-MAE, Cirad, p. 321-344.
- Bernard J., Bigourdan C., 2001. Diagnostic agro-socio-économique du Municipio de Cinco Pinos, Département de Chinandega – Nicaragua : du système agraire reproductible de défriche-brûlis à la crise foncière actuelle. Rapport de stage de DAA de l'Ensaia et du DAT de l'Esat/Cnearc, Iram, Montpellier, 86 p. Accessible à https://web.supagro.inra.fr/pmb/opac_css/index.php?lvl=notice_display&id=61851
- Bernard A.-P., Ramboarison R., Randrianarison L., 2007. Impacts de la libéralisation dans la structuration de l'agriculture. Programme RuralStruc, Phase I. Antananarive, APB Consulting/UPDR/PADR.
- Beroldt L., 2010. Políticas públicas para a agricultura e dinâmica institucional : as transformações capitalistas na agricultura do Vale do Taquari, Rio Grande do Sul, Brasil. Porto Alegre : PDGR/UFRGS. Thèse de doctorat.
- Beroldt L., Grisel P.N., Schmitz J.A.K., 2007. Evolução e diferenciação da agricultura no Vale do Taquari : um estudo comparativo de dois sistemas agrários : In : *Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPE.
- Bertaux D., 1997. *Le récit de vie*. Perspective ethnosociologique. Armand Colin, Paris.
- Bertaux D., 2005. *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*. Armand Colin, Paris, 128 p.
- Bichat H., 2006. L'or blanc des savanes africaines. *Cah. Agric.*, 15, 1, p. 7-8.
- Bidou J.E., Ballo B.F., Droy I., 2013. Crise cotonnière, politiques publiques et inégalités spatiales dans le sud du Mali. *Mond. Dév.*, 164, p. 35-56. doi:10.3917/med.164.0035
- Bidou J.-E., Palibrk M., Andrieu J., Mering C., 2013. Vulnérabilité, dynamiques de population et d'occupation des sols. Réflexion sur les indicateurs de vulnérabilité : Bénin et Niger. Delivrable ANR ECliS, n° 6.4, 28 p.
- Bierschenk Th., 1995. Rituels politiques et construction de l'identité ethnique des Peuls au Bénin. *Cah. Sci. Hum.*, 31, 2, p. 457-484.
- Bierschenk Th., Forster R., 2004. L'organisation sociale des Peuls dans l'est de l'Atacora (République du Bénin, communes de Kouandé, Péhonco et Kérou). Institut für Ethnologie und Afrikastudien, Johannes Gutenberg-Universität, Germany, Working paper 46, 94 p.
- Bisang R., Anlló G., Campi M., Albornoz I., 2009. Cadenas de valor en la agroindustria. In: *La Argentina ante la nueva internalización de la producción. Crisis y oportunidades*. B. Kosacoff and R. Mercado, eds, Buenos Aires: Comisión Económica para América Latina y el Caribe-CEPAL/Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), p. 218-276.

- Black R., Ammassari S., Hilker L.M., Mouillesseaux S., Pooley C., Rajkotia R., 2004. *Migration and pro-poor policies in sub-Saharan Africa*. London, Department for International Development.
- Black R., Crush J., Peberdy S., 2006. *Migration and development in Africa: an overview*. African Migration and Development Series.
- Blayo Y., 1984. *Programme de limitation des naissances et évolution de la fécondité dans les pays en développement*. Actes des colloques de l'Aidelf, Paris, Ined, 463-483.
- Bodé S., 2008. Historique de l'itinéraire de la mobilité du groupe d'éleveurs transhumants Wodaabe Suudu Suka'el de la commune de Tanout (Damer-gou), région de Zinder, mémoire DEA, milieux et sociétés des espaces arides et semi-arides : aménagement développement. Université Abdou Moumouni de Niamey, Lasdel Niamey, 85 p.
- Bodé S., 2010. Études de cas sur la vulnérabilité et l'adaptabilité des éleveurs face aux événements dans la commune de Dantiandou au Niger. Vulnérabilité/résilience de l'élevage au climat, occupation des sols, mobilité, droits d'accès, tâche ELEV 3.2, sous la direction de Bonnet B., ANR ECLiS, Iram, 135 p.
- Bodé S., Amadou B., Jaubert R., 2012. Système pastoral et fonctionnement des unités de production chez les Wodaabe Suudu Suka'el de Tanout. *Rev. Lab. Rech. Biogéogr. Étud. Env. (LaRBE)*, Lomé, p. 61-86.
- Boesen E., 1999. *Pulaaku*. Sur la foulanité. In : *Figures peules*. Botte R., Boutrais J., Schmitz J., eds, Karthala, p. 83-97.
- Bonnet B., Guibert B., 2012. Vulnérabilités et efforts d'adaptation des familles de pasteurs face aux crises récurrentes, Enseignements tirés de l'analyse de l'activité pastorale dans les trajectoires familiales. Délivrable ANR ECLiS n° 5.
- Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., 2012. Describing the changing diversity of activity system of rural households: the SRL revisited to document agricultural transformations. Communication XIII World Congress of Sociology, Lisbon, July 29-August 4th.
- Bouard S., Sourisseau J.-M., 2010. Stratégies des ménages kanak : hybridations entre logiques marchandes et non marchandes. *Nat. Sci. Soc.*, 18, p. 266-275.
- Bourdieu P., 1980. Le capital social. Notes provisoires. *Actes Rech. Sci. Soc.*, 31, p. 2-3.
- BPS, 2012. Statistik Kelapa Sawit, Badan Pusat Statistik, Jakarta.
- Breedveld A., De Bruijn M., 1996. L'image des Fulbe : Analyse critique de la construction du concept de «pulaaku». *Cah. Étud. Afric.*, 36, 144, Mélanges maliens : p. 791-821.
- Breman J., 1990. *Labour migration and rural transformation in colonial Asia*. Amsterdam, Free University Press, 82 p.
- Brock K, Coulibaly N., 1999. Sustainable rural livelihoods in Mali. Research Report, IDS, Brighton.
- Burger R., Woolard I., 2005. The state of the labour market in south Africa after the first decade of democracy. *CSSR Working Paper*, 133, 32.

- Byerlee D., de Janvry A., Sadoulet E., 2009. Agriculture for development: toward a new paradigm. *Ann. Rev. Res. Econ.*, 1, 1, p. 15-35.
- Capron J., Kohler J.M., 1975. Économie, pouvoir et migrations de travail chez les Mossi (Haute-Volta). Séminaire FAO-UNFPA. La planification agricole et la population. Tanger, 3-15 novembre 1975.
- Castel R., 1995. *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*. Paris, Folio, 813 p.
- Chambers R., 1986. Sustainable livelihood thinking. An approach to poverty, environment and development (p. 24). Presented at the Conference on Conservation and Development – Implementing the World Conservation Strategy, Ottawa, Canada: International Development Studies.
- Chambers R., Conway G., 1991. Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st Century. IDS Discussion Paper 296, Decembre 1991, IDS, Brighton, UK.
- Champaud J., 1966. L'économie cacaoyère du Cameroun. *Cah. Orstom, Sér. Sci. Hum.*, III, p. 105-124.
- Champaud J., 1973. Mom, terroir Bassa (Cameroun). Orstom, Paris, 59 p.
- Chang H.-J., 2002. *Kicking Away the Ladder: Development Strategy in Historical Perspective*. Londres, Anthem Press.
- Charaudeau P, Maingueneau D., 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours*. Seuil, Paris, 662 p.
- Chauveau J.-P., Colin J.-P., Jacob J.-P., Lavigne Delville P., Le Meur P.-Y., 2006. Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest : résultats du projet de recherche Claims. IIED Londres, 97 p.
- Chauveau J.-P., Richards O., 2008. West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared. *J. Agrar. Change*, 8, 4, p. 515-552.
- Chaxel S., Moity-Maizi P., Elverdin J., 2011. Nuevas categorías para reconstruir la historia y la actualidad agraria de Balcarce. VII Jornadas Interdisciplinarias de Estudios Agrarios y agroindustriales, Buenos Aires, 19 p.
- Chaxel S., Moity-Maizi P., Elverdin J., 2013. La adaptación desde el punto de vista de los productores, aportes conceptuales y metodológicos. Un estudio de caso: Los productores de la zona de Balcarce, Argentina. In *Adaptación y transformaciones de las agriculturas pampeanas al inicio del siglo XXI*. P. Gasselin, S. Cloquell, M. Mosciaro, eds. Buenos Aires, Ciccus, p. 223-261.
- Chia E., Dugué P., Sakho-Jimbira S., 2006. Les exploitations agricoles familiales sont-elles des institutions? *Cah. Agri.*, 15, 6, p. 498-505.
- Christiaensen L.J., Demery L., 2007. *Down to earth. Agriculture and poverty reduction in Africa*. Washington DC, World Bank.
- Ciavolella R., 2013. Les dilemmes du pastoralisme. Entre marginalisation et modernisation chez les éleveurs Peuls à Djougou (Bénin). ANR ECLIS Délivrable n° 5.6.
- Cissé I., Bélières J.-F., Maïga A.Y., Traoré A., Kounkantji B., 2007. Croissance démographique, développement de la culture du coton et gestion durable des

- ressources naturelles en zone Mali-Sud. Rapport de synthèse. IER, Bamako, juin 2007, 15 p. http://www.populationenvironmentresearch.org/papers/Mali_Nov2006.pdf
- Cloquell S., 2011. Familias rurales en contextos adversos. Rupturas y continuidades en el escenario social de la economía de mercado en la región Pampeana. *Revista ALASRU (Análisis Latinoamericano del Medio Rural) Nueva Epoca*, 5, p. 177-208.
- Coccaro J.M., Maldonado G.I., 2009. Réflexions critiques pour penser le territoire argentin aujourd'hui. Le prétexte du soja. *Norois*, 210, 1, p. 43-68.
- Cochet H., 2012. The systeme agraire concept in francophone peasant studies. *Geoforum*, 43 (1), p. 128-136. doi:10.1016/j.geoforum.2011.04.002
- Colin De Verdière P., 1995. Les conséquences de la sédentarisation de l'élevage au Sahel. Étude comparée de trois systèmes agro-pastoraux dans la région de Filingué, Niger, juin 1995. Thèse présentée pour l'obtention du titre de docteur de l'INA-PG, 220 p.
- Commons J.R., 1931. Institutional economics. *Am. Eco. Rev.*, 21, p. 648-657.
- Corbin A., 1971. Migrations temporaires et société rurale au XIX^e siècle : le cas du Limousin. *Revue historique*, p. 293-334.
- Corniaux C., Lesnoff M., Ickowicz A., Hiernaux P., Diawara M.O., Sounon A., Aguilhon M., Dawalak A., Manoli C., Assani B., Jorat T., Chardonnet F., 2012. Dynamique des cheptels de ruminants dans les communes de Tessékéré (Sénégal), Hombori (Mali), Dantiandou (Niger) et Djougou (Bénin). ANR EClis, 43 p.
- Cortes G., 1998. Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles. *l'Espace géographique*, 27, 3, p. 265-275.
- Cortes G., 2008. Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine. HDR, spécialité géographie, Université de Poitiers.
- Cortes G., 2011. La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes. *Autrepart*, 57-58, p. 95-110.
- Cortes G., Faret L., 2009. *Les circulations transnationales – Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Armand Colin, Paris, 240 p.
- Cortes G., Fréguin-Gresh S., Guétat-Bernard H., Sourisseau J.-M., 2014. Les systèmes familiaux multilocalisés : un modèle d'analyse de la ruralité contemporaine aux Suds. http://art-dev.cnrs.fr/IMG/pdf/wpART-Dev_2014_12.pdf
- Covane L.A., 2001. *O trabalho migratorio e a agricultura no sul do Mozambique (1920-1992)*. Editions Promedia, Maputo, 306 p.
- CPS, 2008. Recensement général de l'agriculture (RGA) – Campagne agricole 2004-2005. Résultats définitifs. Volume 1. Rapport de synthèse. Cellule de planification et de statistique du ministère de l'Agriculture, Bamako, 139 p
- CTA, 2012. Secteur du cacao. Agritrade. Le commerce ACP analysé et décrypté. <http://agritrade.cta.int/>
- Cueva A., 2003. *El proceso de dominación política en el Ecuador*. Planeta-Le-travivia ediciones, Quito, 178 p.

- Dacher M., 2005. *Cent ans au village. Chronique familiale gouin (Burkina Faso)*. Paris, Karthala, 399 p.
- Dafinger A., Reikat A., 1999. Quelques aperçus concernant la structure et l'histoire des concessions et des villages dans la région Bisa (Burkina Faso). *Berichte des Sonderforschungsbereichs 268*, Bd. 7, Frankfurt a. M. 1996, p. 49-56.
- DAPS – Direction de l'Analyse de la Prévision et des Statistiques, 2009. Rapport de l'étude sur l'évolution du secteur agricole, des conditions de vie des ménages et de la vie chère au Sénégal. DAPS, 116 p.
- Darrot C., Bazin G., Mouchet Ch., 2009. Premiers effets de la nouvelle politique des préretraites agricoles en Pologne. *Écon. Rur.*, p. 313-314.
- De Carvalho, M. (1969). A agricultura tradicional de Moçambique. Lourenço Marques : Missão de Inquérito Agrícola de Moçambique, 1969. 67 p.
- de Haan A., 2002. Migration and livelihoods in historical perspective: A case study of Bihar, India. *J. Dev. Stud.*, 38, 5, p. 115-142.
- de Janvry A., Fafchamps M., Sadoulet E., 1991. Peasant household behaviour with missing markets: somme paradoxes explained. *Econ. J.*, p. 1400-1417.
- De Vreyer Ph., Lambert S., Safir A., Sylla M., 2008. Pauvreté et structure familiale, pourquoi une nouvelle enquête ? *Stateco*, 102, p. 5-20.
- Denis E., Marius-Gnanou K., 2011. Toward a better appraisal of urbanization in India. *Cybergeo*, <http://cybergeo.revues.org/24798>
- Department for International Development, 1999. Sustainable livelihoods guidance sheets. London: International Development Studies.
- Desjeux D., 1979. *La question agraire à Madagascar: Administration et payannes de 1895 à nos jours*. Paris, L'Harmattan, 196 p.
- Devereux S., 2001. Sen's entitlement approach: Critiques and counter-critiques. *Oxford Dev. Stud.*, 29, 3, p. 245-263.
- Devèze J.-C., 2008. Évolutions des agricultures familiales du Lac Alaotra (Madagascar). In : *Défis agricoles africains*. Karthala/AFD, Paris, p. 173-186.
- Devèze J.-C., Halley des Fontaines D., 2006. Le devenir des agricultures cotonnières. Cas du mali. AFD, Paris, octobre 2006, 42 p.
- Dey J., 1981. Gambian women: Unequal partners in rice development projects? *J. Dev. Stud.*, 17, 3, p. 109-122.
- Diao X., Hazell P., Resnick D., Thurlow J., 2007. The role of agriculture in development: Implications for sub-Saharan Africa. Research report 153. Washington, DC: IFPRI, 74 p. <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/tr153.pdf>
- Dione M., Diop O., Dieye P.N., Ndao B., 2008. Caractérisation et typologie des exploitations agricoles familiales du Sénégal, Tome III, Bassin arachidier. ISRA, *Études et documents*, 8, 3, 30 p.
- Djama M., 1999. Transformations agraires et systèmes ruraux mélanésiens en grande Terre de Nouvelle-Calédonie. *JATB, Rev. Ethnobiol.*, 41, p. 201-224.
- Djerma A., Elh. Attoumane I., Lawan B., Djerma A., Gremah A., Herault D., Malam Ousseini O., Sambo B., Sale A., 2009. La mobilité pastorale dans la région de Zinder : stratégies et dynamisme des sociétés pastorales. Document de capitalisation du projet de sécurisation des systèmes pastoraux de la région de Zinder, 115 p.

- Djouara H., Bélières J.-F., Kébé D., 2006. Les exploitations agricoles familiales de la zone cotonnière du Mali face à la baisse des prix du coton-graine. *Cah. Agric.*, 15, 1, p. 64-71.
- DNRA, 1987. Recensement agricole 1984. Secteur traditionnel. Volume 1, résultats du niveau national. Direction nationale du recensement agricole. Ministère de l'Agriculture, Yaoundé, p. 255.
- DNSI, 2003. Enquête malienne sur l'évaluation de la pauvreté (EMEP), 2001. Résultats définitifs. Primature, Banque mondiale, Bamako, novembre 2003, 253 p.
- Doevenspeck M., 2004. Migrations rurales, accès au foncier et rapports interethniques au sud du Borgou (Bénin). *Africa Spectrum*, 39, 3, p. 359-380.
- Dollfus O., 2007. *La mondialisation*. Coll. La bibliothèque du citoyen, Éditions de Sciences-Po, 171 p.
- Drabo, 2000. Migration agricole et insécurité foncière en pays Bwa du Burkina Faso. *Espace, Populations, Sociétés*, Miscellanies (II), p. 43-55.
- Droy I., 1998. Que sont les greniers à riz devenus ? (Madagascar). *Autrepart*, 7, p. 89-110.
- Droy I., Bidou J.-E., 2010. À bout de souffle ! Crise cotonnière, segmentations des exploitations et vulnérabilité alimentaire au Mali. Communication au XXVI^{es} Journées sur le Développement de l'Association Tiers-Monde « Crises et soutenabilité du développement », 2-4 juin 2010, BETA-CNRS Université du Strasbourg, 23 p.
- Droy I., Ratovoarinony R., Roubaud F., 2000. Les observatoires ruraux à Madagascar. Une méthodologie originale pour le suivi des campagnes. *Statéco*, 1, 95-97, p. 123-140.
- Droy I., Bélières J.-F., Bidou J.-E., 2012. Entre crise et rebond : questions autour de la durabilité des systèmes de production cotonniers au Mali. *Eur. J. Dev. Res.*, 24, 3, p. 491-508. doi:<http://dx.doi.org/10.1057/ejdr.2012.12>
- Droy I., Pascual C., Bidou J.E., 2014. Inégalités de genre et vulnérabilité alimentaire en milieu rural béninois : des interactions complexes. In : *Genre, environnement et développement rural*, H. Guétat-Bernard et M. Saussey, eds, Éditions de l'IRD, coll. « À travers champ », 85-115.
- Dufumier M., 2005. Etude des systèmes agraires et typologie des systèmes de production agricole dans la région cotonnière du Mali. INA-PG Paris, PASE Bamako, Paris, décembre 2005, 83 p.
- Dufumier M., Bainville S., 2006. Le développement agricole du Sud-Mali face au désengagement de l'État. *Afriq. Contemp.*, 217, p. 121-133. doi:10.3917/afco.217.0121
- Dupire M., 1996. *Peuls nomades. Étude descriptive des Wodaage du Sahel nigérien*. Paris, Karthala, 340 p.
- Dupont V., Landy F. (éd.), 2010. *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*. Purusharta, Ed. de l'EHESS, 340 p.
- Durand F., 1994. *Les forêts en Asie du Sud-Est, recul et exploitation. Le cas de l'Indonésie*. Paris, L'Harmattan, 411 p.
- Duroux R., 1985. Les boutiquiers cantaliens de Nouvelle-Castille au XIX^e siècle. *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 21, 1, p. 281-307.

- Dury S., Bocoum I., 2012. Le « paradoxe » de Sikasso (Mali) : pourquoi « produire plus » ne suffit-il pas pour bien nourrir les enfants des familles d'agriculteurs ? *Cah. Agric.*, 21, 5, p. 324-336. doi:DOI : 10.1684/agr.2012.0584
- El-Hefnawi A., 2005. 'Protecting' agricultural land from urbanization or 'managing' the conflict between informal urban growth while meeting the demands of the communities (lessons learnt from the Egyptian policy reforms). Third Urban Research Symposium on Land Development, Urban Policy and Poverty Reduction, Brasilia, Brazil, World Bank Institute of Applied Economic Research (IPEA) Brasilia, DF, Brazil, 11 p.
- Ellis F., 1992. *Agricultural policies in developing countries*. Cambridge University Press, Cambridge, New York, 359 p.
- Ellis F., 1993. *Peasant economics: farm households and agrarian development*. Cambridge, Cambridge University Press, 309 p.
- Ellis F., 1999. Rural livelihood diversity in developing countries: Evidence and policy implications. London, UK. ODI, Natural Resource perspectives, 40, 10 p.
- Ellis F., 2000. *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford University Press, Oxford, 273 p.
- Ellis F., Harris N., 2004. Development patterns, mobility and livelihood diversification. Keynote Paper for DFID Sustainable Livelihood Retreat, University of Surrey, Guildford, 13 juillet 2004, 30 p.
- Epstein T.S., 1973. *South India: Yesterday, Today and Tomorrow*. Londres, Macmillan, 274 p.
- Epstein T.S., Suryanarayana A.P., Thimmegowda T., 1998. *Village voices. Forty years of rural transformation in South India*. Sage, New Delhi, 242 p.
- Fahmi W., Sutton K., 2008. Greater Cairo's housing crisis: Contested spaces from inner city areas to new communities. *Cities*, 25, 5, p. 277-297.
- Fan S., Brzeska J., Keyzer M., Halsema A., 2013. From Subsistence to Profit. Transforming Smallholder Farms. IFPRI, Food Policy Report, June 2013, Washington, 30 p.
- FAO, 2010. 2000 World census of agriculture. Main results and metadata by country (1996-2005). FAO Statistical Development Series, 12, 350 p.
- FAO, 2011. Le rôle des femmes dans l'agriculture : combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 174 p.
- FAO, 2011. The State of the World Land and Water resources for food and agriculture. Managing systems at risk. Roma, FAO, 285 p.
- FAO, 2012. WAW proposed methodological framework to monitor agricultural structural transformations and their contributions to sustainable development. IFSA Symposium: Producing and reproducing farming systems: news modes of organisation for the sustainable foodsystems of tomorrow, Aarhus, Denmark, 2012.
- FAO, FAOSTAT, 2013. <http://faostat3.fao.org/home/index.html#HOME> [consulté 13 août 2013].
- Farahat M., 2004. Role of agricultural cooperatives in agricultural development – The case of Menoufiya governorate, Egypt. Thèse de doctorat de la Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, Allemagne, 239 p.

- Farrington J., Carney D., Ashley C., Turton C., 1999. Sustainable livelihoods in practice. Early applications of concepts in rural areas. *Nat. Res. Persp.*, 42. London, Overseas Development Institute, 14 p.
- Farrington J., Deshingkar P., Johnson C., Start D., 2006. *Policy windows and livelihood futures. Prospects for poverty reduction in rural India*. Oxford University Press, New Delhi, 512 p.
- Faye J., Ba C.O., Dièye P.N., Dansokho M., 2007. Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal (1950-2006). Rapport première phase RuralStruc. Banque mondiale/Asprodeb/Ipar, 224 p.
- FEE – Fundação de Economia e Estatística do Rio Grande do Sul. Estatísticas FEE – Índice de Desenvolvimento Socioeconômico (IDESE) 2009. <http://www.fee.rs.gov.br/sitefee/pt/content/estatisticas> [accès le 02/07/2013].
- Feliciano J., 1998. Antropologia Económica dos Tsonga do Sul de Moçambique. Arquivo Histórico de Moçambique, Maputo, 474 p.
- Fernández Poncela A., 1999. Arreglos y desarreglos familiares (Centroamérica y Nicaragua). *Revista Chilena de Antropología*, 15, p. 131-144.
- Fida, 2011. Rapports sur la pauvreté rurale, nouvelles réalités, nouveaux défis : de nouvelles chances pour la prochaine génération. Rome, Fonds international de développement agricole, 323 p.
- First R., 1983. *Black Gold: the Mozambican miner, proletarian and peasant*. The Harvester Press, New York, 256 p.
- First R., Forjaz M., Manghezi A., 1998. O mineiro moçambicano. Um estudo sobre exportação de mão de obra em Inhambane. UEM-Centro de Estudos Africanos, Maputo.
- Fok M., 1994. L'évolution du système coton au Mali. *Cah. Agric.*, 3, 5, p. 329-336.
- Fok M., Raymond G., 1995. Organisation locale d'adaptation au marché mondial du coton : le cas du Mali. In : *Matières premières : marchés mondiaux, déséquilibres, organisation*. Calabre S., éd., Paris, Economica, p. 203-214.
- Fok A.C.M., 2006. Ajustements nationaux de mécanismes prix face aux fluctuations du prix mondial : les leçons du coton en Afrique Zone Franc. In : *La régulation des marchés agricoles internationaux : un enjeu décisif pour le développement*, Boussard J.-M., Delorme H., eds, Paris, Khartala, p. 91-112.
- Fok M., Tazi S., 2003. Filières cotonnières en Afrique : restructuration, défaillances de coordination et règles collectives. Séminaire SHS du Cirad, Montpellier, 8-9 septembre 2003, 24 p.
- Folefack D.P., 2010. Pauvreté et répartition des revenus en zone cacaoyère du Cameroun. *Tropicicultura*, 28, p. 5-9.
- Franqueville A., 1971. Deux essais sur les relations ville-campagne au nord de Yaoundé. Orstom-République fédérale du Cameroun, Yaoundé, p. 174.
- Fréguin-Gresh S., Trousselle A., Le Coq J.F, Perez F.J., 2012. Archipiélagos familiares rurales en Nicaragua : la realidad del bono demográfico ante el cambio estructural y la globalización. Communication World Rural Sociology Congress, Lisbon, Portugal, July 29th-August 4th 2012.

- Freyss J., 1995. *Économie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*. Paris, PUF, 452 p.
- Friedmann H., 2013. Summary of Comments on *Representing Diversity in the forms of family farming: Theoretical and empirical approaches*. Art-Dev Working Document 2012-1. Séminaire de lancement de la rédaction de l'ouvrage, Université de Montpellier, 3 Site Saint Charles, 18 janvier 2013.
- Gafsi M., 2007. Exploitations agricoles familiales en Afrique de l'Ouest et du Centre : enjeux, caractéristiques et éléments de gestion. Versailles, Quae, 472 p.
- Gaignard R., 1979. La pampa argentine, l'occupation et la mise en valeur. Thèse d'État, Université de Bordeaux III, 1174 p.
- Gaillard C., Sourisseau J.-M., 2009. Système de culture, système d'activité(s) et rural *livelihood* : enseignements issus d'une étude sur l'agriculture kanak (Nouvelle-Calédonie). *J. Soc. Océan.*, 129, p. 279-294.
- Gallego J.M., Mendolaz M., 2011. Labor migration and social networks participation: Evidence from Southern Mozambique. Development Working Papers 279, University of Milano, 51 p.
- Gangneron F., 2011. Heurs et malheurs de la gestion communautaire du barrage de Daringa dans la commune de Djougou au Bénin. *Mondes en Développement*, 39, 3, 155.
- García Pascual F., 2006. El sector agrario del Ecuador : incertidumbres (riesgos) ante la globalización. *Íconos*, 24, p. 71-88.
- Gasselín P., 2012. Amender les *Sustainable Rural Livelihoods* est-il pertinent ? Intervention aux *Jeudis d'ART-Dev.*, 12 juillet, http://recherche.univ-montp3.fr/artdev/seminaires/20120712_ART-Dev_CR.pdf
- Gasselín P., Vaillant M., Bathfield B., 2012. The activity system: a position paper. In : Producing and reproducing farming systems: New modes of organisation for the sustainable food systems of tomorrow, 10 IFSA European Symposium, 1-4 juillet 2012, Aarhus University, Denmark.
- Gasselín P., Cloquell S., Mosciaro M., 2013 . Adaptación y transformaciones de las agriculturas pampeanas al inicio del siglo XXI. Buenos Aires, Ciccus, 351 p.
- Gastellu J.-M., 1980. Mais, où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? *Cah. Orstom, Série Sci. Hum.*, 17, 1-2, p. 3-11.
- Gaviria M.R., Pezzi S.M., 2007. O poder simbólico da renda na mobilização social de jovens de comunidades rurais. In : *Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPE, p. 35-51.
- Gazel H., Hare D., Moriconi-Ebrard F., 2011. Tableau de bord Égypte. L'urbanisation des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (Mena), 1950-2030, 29 p.
- Gisclard M., Allaire G., 2012. L'institutionnalisation de l'agriculture familiale en Argentine : vers la reformulation d'un référentiel de développement rural. *Autrepart*, 62, 3, p. 201-216.
- Godin P., 2000. Organisations sociales. In : *Chroniques du pays kanak*. Planet Memo, Nouméa, p. 168-188.

- Golte J., 1987. *La racionalidad de la organización andina*. Instituto de Estudios Peruanos, Lima, 124 p.
- Gorzalak G., 1998. *Regional and Local Potential for Transformation in Poland*. Euroreg, Varsovie, 186 p.
- Goulet F., Grosso S., 2013. Ciencia a demanda. Prácticas alternativas de investigación y extensión en la agronomía de los cultivos extensivos. *Pampa*, 9, p. 129-148.
- Gowayed H., 2011. Understanding the results of the working women's characteristics survey. Cairo, Egypt. Promotion of Women's Right Project, 52 p.
- Gray C., 2008. *Out-migration and rural livelihoods in the Southern Ecuadorian Andes*. Thèse de doctorat, spécialité géographie, University of North Carolina, 190 p.
- Grigsby Vado A.H., Pérez F.J., 2007. Structural implications of economic liberalization on agriculture and rural development. RuralStruc Program Nicaragua – Phase I. Managua: Nitlapán, Universidad Centroamericana, 128 p.
- Grossetti M., Bidart C., 2006. Trajectoires sociales et bifurcations. *Cah. Int. Sociol.*, 120, 1.
- Guérin I., Palier J., Prévost B., 2009. *Femmes et microfinance – Espoirs et désillusions de l'expérience indienne*. Archives contemporaines, 102 p.
- Guétat-Bernard H., 2011. Développement rural et rapports de genre. Mobilité et argent au Cameroun. Rennes, Presses Universitaires de Rennes (Géographie sociale), 213 p.
- Guichard M., 1990. L'ethnisation de la société peule du Borgou (Bénin). *Cah. Étud. Afric.*, 117, p. 17-44.
- Guilmoto C.Z., Sandron F., 1999. Approche institutionnelle de la migration dans les pays en développement. *Écon. Rur.*, 252, p. 47-54.
- Gupta D., 2007. How rural is rural India. In : *Handbook of agriculture in India*, Ray S., éd., Oxford University Press, New Delhi, p. 207-231.
- Guyard S., Apithy L., 2014. L'arrière plan ethnologique d'une enquête quantitative. In : *L'enquête de terrain en Nouvelle-Calédonie et dans le Pacifique. Enjeux théoriques, méthodologiques, éthiques*, Fillol V., Le Meur P.Y., eds, Paris, L'Harmattan, p. 251-266.
- Guyard S., Apithy L., Bouard S., Sourisseau J.-M., Passouant M., Bosc P.M., Bélières J.-F., 2014. L'agriculture des tribus en Nouvelle-Calédonie. Résultats d'une enquête de 2010 sur la place et les fonctions de l'agriculture, l'élevage, la pêche et la chasse pour les groupes domestiques résident en tribu. Rapport IAC/Cirad, 256 p. + annexes.
- Haan L., Zoomers A., 2005. Exploring the frontier of livelihoods research. *Dev. Change* 36, 1, p. 27-47.
- Habou A., Marty A., ag Youssouf I., Any I., 1990. Les régimes fonciers pastoraux, étude et propositions, rapport de mission 23 janvier-27 février 1990. Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage au Niger, Fida, Iram, 107 p.
- Hagberg S., 2001. À l'ombre du conflit violent. Règlement et gestion des conflits entre agriculteurs karaboro et agropasteurs peuls au Burkina Faso. *Cah. Étud. Afric.*, 161, p. 45-72.
- Halamska M., 1994. Les Paysans polonais dans le processus de transition. *Cah. Int. Sociol.*, XCVI, p. 33-56.

- Halamska M., 1995. La difficile reconversion de l'agriculture étatique en Pologne. *Rev. Étud. Comp. Est-Ouest*, 3, p. 91-118.
- Halamska M., Maurel M.C., 1996. L'Agriculture polonaise et la question de l'intégration européenne : regards croisés. *Rev. Étud. Comp. Est-Ouest*, 4, p. 45-78.
- Harries P., 1976. Labour migration from the Delagoa Bay Hinterland to South Africa: 1852-1895. University of London, School of Oriental and African Studies, Institute of Commonwealth Studies.
- Harriss J., Jeyaranjan J., Nagaraj K., 2012a. Rural urbanism in Tamil Nadu. Notes on a "Slater Village": Gangaikondan, 1916-2012. *Rev. Agrar. Stud.*, 2, 2, http://www.ras.org.in/rural_urbanism_in_tamil_nadu
- Harriss J., Jeyaranjan J., Nagaraj K., 2012b. Land, labour and caste politics in rural Tamil Nadu in the 20th Century: Iruvelpattu (1916-2008). *Econ. Polit. Weekly*, 44, 31, p. 47-61.
- Harriss-White B., 1996. *A political economy of agricultural markets in South India. Masters of the countryside*. New Delhi, Sage, 425 p.
- Harriss-White B., 2012. Capitalism and the common man: Peasants and petty production in Africa and South Asia. *Agrar. South J. Polit. Econ.*, 1, 2, p. 109-160.
- Harriss-White B., Janakarajan S., 2004. *Rural India facing the 21st Century*. Londres, Anthem Press, 539 p.
- Hartwing M., Vendramini C.R., 2008. Trabalho coletivo na agricultura familiar integrada ao capital agroindustrial de fumo. *Revista Trabalho Necessário*. Rio de Janeiro : UFF/NEDDATE. Ano 6, no. 6, 10 p. <http://www.uff.br/trabalhonecessario/images/TN06%20HARTWING,%20M%20e%20VENDRAMINI,C.pdf>
- Haudricourt A.G., 1964. Nature et culture dans la civilisation de l'igname : des clones et des clans. *L'Homme*, IV-1, janv.-avr., p. 93-104.
- Hazell P., Poulton C., Wiggins S., Dorward A., 2007. The future of small farms for poverty reduction and growth (2020 Discussion Paper No. 42, p. 52). Washington DC: IFPRI, 52 p.
- Hermele K., 1988. Land Struggle and Social differentiation in Southern Mozambique. A case study of Chokwe, Limpopo 1950-1987. Research Report. SIAS-Uppsala, 82, 69.
- Hernandez V., 2007. Entrepreneurs "sans terre" et "pasteurs de la connaissance" : Une nouvelle bourgeoisie rurale? In : *Turbulences monétaires et sociales – L'Amérique latine dans une perspective comparée*. V. Hernandez, P. Ould-Ahmed, J. Papail, P. Phélinas, eds, coll. Sciences sociales et globalisation, L'Harmattan, Paris, p. 209-258.
- Herrera G., Moncayo M., Escobar A., 2012. *Perfil migratorio del Ecuador 2011*. Organización internacional de las Migraciones, Quito, 128 p.
- Hervieu B., Purseigle F., 2012. Les fermes du monde : un kaléidoscope. *Cahier Demeter «Agriculture et alimentation* », p. 87-98.
- Heryany E., Grant C., 2004. Land administration in Indonesia? The World Bank financed land administration projects and principles. Developing Asia and the Pacific, W. Bank, Jakarta, World Bank, 14 p.

- Hopkins N., 2005. The rule of law and the rule of water. *Égypte/Monde Arabe*, 3^e série, 1, p. 173-186.
- HLPE, 2013. Investing in smallholder agriculture for food security. A report by the high level panel of experts on food security and nutrition. Rome: CFS-HLPE, 112 p. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/hlpe/hlpe_documents/HLPE_Reports/HLPE-Report-6_Investing_in_smallholder_agriculture.pdf
- Hu Z., Zhang D., 2001. Country pasture/Forage resource profiles: China. FAO, Roma.
- Huang Y., 1996. *Inflation and investment controls in China. The political economy of central-local relations during the reform era*. Cambridge University Press, Cambridge, UK, 396 p.
- Hubscher R., 1985. La petite exploitation en France : reproduction et compétitivité (fin XIX^e siècle-début XX^e siècle), *Annales*, p. 3-34.
- Hugon P., 2005a. Les filières cotonnières africaines au regard des enjeux nationaux et internationaux. *Notes Étud. Econ.*, 23, p. 87-112.
- Hugon P., 2005b. Les réformes de la filière coton au Mali et les relations franco maliennes. In : *Mali-France regards sur une histoire partagée*. Paris et Bamako, Donniya-Karthala, p. 483-504.
- Hussein K., Perret C., Hitimana L., 2005. Importance économique et sociale du coton en Afrique de l'Ouest : rôle du coton dans le développement, le commerce et les moyens d'existence. Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE, novembre 2005, 72 p.
- IAASTD, 2009. Agriculture at a crossroads. In: *International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development* (B.D. McIntyre, H.R. Herren, J. Wakhungu, R.T. Watson, eds), Washington, Island Press.
- Ibrahim S.S., 2006. From individual to collective capabilities: The capability approach as a conceptual framework for self-help. *J. Hum. Dev.*, 7, 3, p. 398-416.
- ILO, 2014. World of work report 2014. Developing with jobs. International Labour Office. Geneva, 221 p.
- Insee, Macro International, 2007. Enquête démographique et de santé (EDSB-III) – Bénin 2006. Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee) du Bénin et Macro International, Calverton, MD, USA, 367 p.
- Instat, 2011. Enquête périodique auprès des ménages 2010. Rapport principal. Antananarivo: Institut national de la statistique.
- Intaschi D., 2010. Transformaciones territoriales en el partido de San Cayetano: dinámicas productivas, identidades profesionales y desarrollo rural. Tesis PLIDER, Universidad Nacional de La Plata.
- Jodelet D. (dir), 1989. *Les représentations sociales*. Presses Universitaires de France, Paris, 450 p.
- Joshi P.K., Gulati A., Cummings J.R., Ralph (ed.), 2007. *Agricultural diversification and smallholders in South Asia*. Academic Foundation, New Delhi, 626 p.
- Kamdem C., 2010. L'économie du cacao au Cameroun. Economie. Université de Yaoundé II SOA, Yaoundé.

- Kaufmann J.-C., 1996. *L'enquête et ses méthodes. L'entretien compréhensif*. Armand Colin, Paris, 128 p.
- Khadr Z., Nour El Dein M., Hamed R., 2010. Using GIS in constructing area-based physical deprivation index in Cairo Governorate, Egypt. *Habitat International*, 34, 2, p. 264-272.
- Kuhn B., 1997. « Pas de lait, pas d'argent ! » : l'importance du lait chez les femmes peules du Nord-Bénin». In : *Trajectoires peules au Bénin*, Bierschenk Th., Le Meur P.-Y., eds, Paris, Karthala, p. 63-76.
- Kuznets S., 1966. *Modern Economic Growth*. New Haven, CT: Yale University Press.
- Kyle D., 2000. *Transnational peasants. Migrants, networks, and ethnicity in Andean Ecuador*. The John Hopkins University Press, Baltimore, 251 p.
- Lamarche H., 1991. *L'agriculture familiale*. Tome 1 : *Une réalité polymorphe*. Paris, L'Harmattan, 304 p.
- Lamarche H., 1994. *L'agriculture familiale*. Tome 2 : *Du mythe à la réalité*. Paris, L'Harmattan, 303 p.
- Landais E., 1998. Modeling farm diversity. New approaches to typology building in France. *Agricult. Sys.*, 58, p. 505-527.
- Landais E., Faye J., 1986. *Méthodes pour la recherche sur les systèmes d'élevage en Afrique intertropicale*. Coll. Études et Synthèses de l'IEMVT, n° 20, Maisons-Alfort, France ; ISRA Dakar, Sénégal, 733 p.
- Landy F., 1994. *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*. Karthala-IFP, 492 p.
- Landy F., 1998. Rationalités et objectifs des exploitations paysannes : un exemple en Inde du Sud. *Revue Tiers Monde*, 153, p. 189-210.
- Landy F., 2006. *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*. Belin, Paris, 270 p.
- Landy F., 2011. Une majorité délaissée ? La situation ambiguë des campagnes de l'Inde. In : *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, Guibert M., Jean Y., eds, Armand Colin, p. 229-248.
- Landy F., 2014. Capital social, gouvernance verticale, corruption et clientélisme : le cas de l'aide alimentaire en Inde urbaine. *Rev. Eur. Sci. Soc.*, 52.
- Latruffe L., 2005. Les exploitations agricoles polonaises à la veille de l'élargissement : efficacité des facteurs de production et structure financière. *Cah. Econ. Soc. Rur.*, 74, p. 5-25.
- Lavigne Delville Ph., 1998. Logiques paysannes d'exploitation des bas fonds en Afrique soudano-sahélienne. In : *Aménagement et mise en valeur des bas fonds au Mali, bilan et perspectives nationales, intérêt pour la zone de savane ouest-africaine*, Ahmadi N., Teme B., eds, Montpellier, Cirad, p. 77-93.
- Le Coq J.-F., Fréguin-Gresh S., Saénz-Segura F., Perez F.J., 2013. Transfert de la notion de développement durable dans les politiques publiques centro-américaines : Lecture croisée des évolutions de référentiels et des trajectoires de politiques rurales au Costa Rica et au Nicaragua. Communication paper to the international conference Canal 2013, 20-23 March 2013, Montpellier, France.
- Lenoir R., 2003. *Généalogie de la morale familiale*. Le Seuil. Paris, 587 p.

- Leplaideur A., 1985. Les systèmes agricoles en zone forestière : les paysans du centre et du sud Cameroun. Cirad-Irat, Mission d'économie et de sociologie rurales, Paris, p. 615.
- Lericollais A., 1975. Peuplement et migrations dans la vallée du fleuve Sénégal. *Cah. Sci. Hum. Orstom*, XII (2), p. 123-135.
- Les Jeudis d'Art-Dev, 2012. Des ménages aux territoires. Concepts et méthodologies. Restitution des présentations et discussions. Séance du 12 juillet 2012. Accessible : http://recherche.univ-montp3.fr/artdev/seminaires/20120712_ART-Dev_CR.pdf
- Levang P., Buysse N., 2007. Droits fonciers coutumiers et autonomie régionale à Kalimantan-Est (Indonésie). Entre enjeux de pouvoir et contrôle de l'accès aux ressources. *VertigO, La revue électronique en sciences de l'environnement*, Hors-série n° 4, 15 p.
- Levard L., Marín Y., Pérez F.J., Ruíz A., Serra H.L., 2000. Potencialidades y limitantes para el desarrollo agropecuario del municipio de Somotillo. Fondo internacional para el desarrollo agrícola, FIDA y el Instituto de Investigación y Desarrollo Nitlapàn, Universidad Centroamericana, UCA, Managua, 148 p.
- Lhoste Ph., 1984. Le diagnostic sur le système d'élevage. *Cah. Rech. Dév.*, 3-4, p. 84-88.
- Liu Y., Baas S., Ni H., 2001. Strengthening pastoral institution in North-West China pastoral area to access improved extension services for risk management and poverty alleviation. Report FAO-MOA/CIAD.
- Lizet B., de Ravignan F., 1987. *Comprendre un paysage. Un guide pratique de recherche*. Éditions Inra, Versailles, 143 p.
- Long R.J., 2003. Alpine rangeland ecosystem and their management in the Qinghai – Tibetan Plateau. In *The Yak*, Wiener G., Jianlin H., Long R., eds. 2nd Ed. FAO/RAP, Bangkok, Thailand, p. 359-388.
- Long R.J., Ding L.M., Shang Z.H., Guo X.H., 2008. The yak grazing system in the Qinghai-Tibetan plateau and its status. *The Rangeland J.*, 30, p. 241-246.
- Longworth J.W., Williamson G.J., 1993. *China's pastoral region: Sheep and wool, minority nationalities, rangeland degradation and sustainable development*. CABI International Ed., Oxford, England, 368 p.
- Losch B., Daviron B., Freud C., Nicolas G., 1992. Relance régionalisée de la production paysanne de café et de cacao au Cameroun. Étude de faisabilité. Phase 1, cadrage général de la relance. Cirad Sofreco, Yaoundé, p. 87.
- Losch B., Fréguin-Gresh S., White E., 2012. Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World, World Bank-Agence française de développement.
- McMillan M., Headey D., 2014. Introduction – Understanding structural transformation in Africa. *World Dev.*, 63, p. 1-10.
- Maldidier C., Marchetti P. (eds), 1996. El Campesino Finquero y el potencial economic del campesinado nicaragüense. Tomo 1. Tipología y regionalización agrosocioeconómica de los sistemas de producción y los sectores sociales en el Agro nicaragüense. Instituto de Investigación y desarrollo Nitlapàn, UCA, Managua, 174 p.

- Maliki B.Y., Angelo, Ngaynaaka, 1982. L'élevage selon les Wodaabe (Peuls Bororo), version réduite, avril 1982, Projet gestion des pâturages et élevage, Niger, Usaid, 164 p.
- Maphosa F., 2010. Remittances and development: The impact of migration to South Africa on rural livelihoods in southern Zimbabwe. In: *Surviving on the Move: Migration, Poverty and Development in Southern Africa*. B. Frayne, J. Crush, eds, Cape Town, SAMP. African Books Collective, 132-145.
- Marchal J.Y., 1987. En Afrique des savanes, le fractionnement d'exploitations agricoles ou le chacun pour soi. L'exemple des mooses du Burkina Faso. *Cah. Orstom Série Sci. Hum.*, 23, 3-4, p. 445-454.
- Marius-Gnanou K., 2008. Debt bondage, seasonal migration and alternative issues: lessons from Tamil Nadu. *Autrepart*, 46, p. 127-142.
- Marty A., Eberschweiler A., Dangbet Z., 2009. *Au cœur de la transhumance : un campement de chameliers au Tchad central, septembre 2006-avril 2007*. Antea-Iram-Karthala, 277 p.
- Mathieu P., 1998. Population, pauvreté et dégradation de l'environnement en Afrique : fatale attraction ou liaisons hasardeuses? *Nat. Sci. Soc.*, 6, 3, p. 27-34.
- Maurel M.C., Halamska M., Lamarche H., 2003. *Le Repli paysan. Trajectoires de l'après-communisme en Pologne*. L'Harmattan, Paris, 252 p.
- Mayaud J.-L., 1999. De la pluri-activité paysanne à une redéfinition de la petite exploitation rurale. In : *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, Presses Universitaires de Rennes, p. 231-248.
- Mazoyer M., 2001. Protéger la paysannerie pauvre dans un contexte de mondialisation. Rome. FAO. 28 p.
- Mc Keon N., 2014. Building Global Democracy Including the Excluded in Global Politics: the case of peasants, 17 p.
- McMichael P., 1990. Incorporating comparison within a world-historical perspective: An alternative comparative method. *Am. Sociol. Rev.*, 55, 3, p. 385-397.
- Meillassoux C., 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris, Maspero, 254 p.
- Mekonnen D.Z., 2010. The Nile basin cooperative framework agreement negotiations and the adoption of a 'Water Security' paradigm: Flight into obscurity or a logical cul-de-sac. *Eur. J. Int. Law*, 21, 2, p. 421-440.
- Menasche R., Schmitz L.C., 2007. Agricultura de origem alemã, trabalho e vida : saberes e práticas em mudança em uma comunidade rural gaúcha. In : *Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPE, p. 78-99.
- Mendras H., 1978. *Sociétés paysannes, éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris, Armand Colin, 238 p.
- Mendras H., 1992. *La fin des paysans*. Coll. Babel, Actes Sud, Arles, 436 p.
- Mercandalli S., 2013. Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales : la circulation comme ressource? Localité de Leonzoane, Mozambique 1900-2010, Paris, Université Paris Sud XI, Thèse de doctorat en sciences économiques, 497 p.

- Merle I., 2004. De la « légalisation » de la violence en contexte colonial. Le régime de l'indigénat en question. *Politix*, 17, 66, p. 137-162.
- Merlet M., 2002. Nicaragua. Impact et limites de la réforme agraire sandiniste. Cahier de propositions politiques foncières et réformes agraires. http://www.agter.asso.fr/article238_fr.html
- Mesplé-Somps S., Robilliard A.-S., Gräb J., Cogneau D., Grimm M., 2008. Impact de la culture du coton sur les conditions de vie des ménages. Étude sur le Mali et le Burkina Faso. Dial, Paris, janvier 2008, 40 p.
- Milleville P., 2007. *Une agronomie à l'œuvre. Pratiques paysannes dans les campagnes du sud*. Éditions Arguments-Quae, Paris, 252 p.
- Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, 2005. Lettre de politique foncière. Version validée par le Conseil de Gouvernement du 3 mai 2005, Madagascar.
- Ministry of Agriculture and Rural Development, 2008. National Strategic Plan for 2007-2013, Rural Development report, n°12/2008, Warsaw, 79 p.
- Minten B., Dorosh P., 2006. Rice markets in Madagascar in disarray. Policy options for increased efficiency and price stabilization. Africa Region Working Paper Series, No. 101, Washington DC, World Bank, 72 p.
- Minvielle J.-P., 1985. Paysans, migrants du Fouta Toro : la vallée du Sénégal. Paris (FRA), ORSTOM, 282 p.
- Mope Simo J.A., 2011. Land grabbing, governance and social peace-building issues in Cameroon: Case study of the roles of elites in land deals and commoditisation in the North West Region. In: LDPI Global Land Grabbing, Land Deal Politics Initiative (LDPI), University of Sussex, Brighton, UK, 16 p.
- Morses S., McNamara N., Acholo M., 2007. Sustainable livelihood approach. A critical analysis of theory and practice. *Geograph. Paper*, 189, The University of Reading, England.
- Murmis M., 1988. Sobre expansión capitalista y heterogeneidad social. In : *La agricultura pampeana. Transformaciones productivas y sociales*, O. Barsky, ed., Buenos Aires: CFE-IICA-Cisea.
- Murray C., 1981. *Families divided: the impact of migrant labour in Lesotho*. Cambridge University Press, 235 p.
- Muzlera J., 2009. *Chacareros del siglo XXI. Herencia, familia y trabajo en la Pampa Gringa*. Buenos Aires, Imago Mundi.
- NCEUS, 2007. Report on conditions of work and promotion of livelihoods in the unorganised sector. New Delhi: http://nceus.gov.in/Condition_of_workers_sep_2007.pdf
- Needleman S., Wunsch C., 1970. General method applicable to the search for similarities in the amino acid sequence of two proteins. *J. Mol. Biol.*, 48, p. 443-453.
- Newitt M., 1995. *A History of Mozambique*. Hurst, London, 679 p.
- NSSO, 2005. Income, expenditure and productive assets of farmer households 2003. Rapport 497, India.
- Nubuko K.K., 2011. *L'improvisation économique en Afrique de l'Ouest. Du coton au franc CFA*. Paris, Karthala, Les Afriques, 126 p.

- Nubukpo K.K., Keita M.S., 2005. L'Impact sur l'économie malienne du nouveau mécanisme de fixation du prix du coton graine. Oxfam, Bamako, août 2005, 42 p.
- Nussbaum M.C., 2011. Capabilities, Entitlements, Rights: Supplementation and Critique. *J. Hum. Dev. Capabil.*, 12, 1, p. 23-37. doi:10.1080/19452829.2011.541731
- Nussbaum M.C., 2012. *Capabilités. Comment créer les conditions d'un monde plus juste ?* Paris, Flammarion, Climats, 300 p.
- O'Laughlin B., 2001. Proletarianisation, agency and changing rural livelihoods: forced labour and resistance in colonial Mozambique. Orpas, Institute of Social Studies Working Paper, 34, 40 p.
- Oberem U., 1981. El acceso a recursos naturales de diferentes ecologías en la Sierra ecuatoriana (siglo XVI). In : *Contribución a la etnohistoria ecuatoriana*, Moreno, Oberem, eds, 20, colección Pendonerros, Instituto Otavaleño de Antropología, Otavalo, Équateur, p. 45-71.
- ODHD, 2007. Tendances et déterminants de la pauvreté au Mali (2001-2006). Observatoire du développement humain durable et de la lutte contre la pauvreté au Mali. Bamako, septembre 2007, 42 p.
- Oliveau S. (éd.), 2003. Atlas of South India 1991. www.atlasindia.parisgeo.cnrs.fr
- Olivier de Sardan J.P., 1995. La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie. *Enquête*, p. 71-109.
- Ostrom E., 1990. *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*. New York, USA., Cambridge University Press, 280 p.
- Palomeque S., 1990. *Cuenca en el siglo XIX. La articulación de una región*. Colección Tesis Historia, ediciones Flasco Sede Ecuador-Abya-Yala, Quito, 296 p.
- PAM, 2009. Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2008. AGVSAN, 168 p.
- Paris P., Tanja M., Cheou M., Moussa G., Djibrillou M., 1982. Guide pratique des 5 premiers centres pastoraux du département de Zinder (Yogoum/Gouré, Tejira Anabaram/Gouré, Tenhiya/Tanout, Njaptoji/Tanout, Intabanawt/Tanout, Pence, Maradi, Zinder, Diffa, Division des activités pastorales, octobre 1982.
- Paul J.-L., Bory A., Bellande A., Garganta E., Fabri A., 1994. Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité. *Cah. Rech. Dév.*, p. 7-19.
- Pédelahore P., 2012. Stratégies d'accumulation des exploitants agricoles : l'exemple des cacaoiculteurs du Centre Cameroun de 1910 à 2010. Thèse en géographie, Université de Toulouse le Mirail, Toulouse, 440 p.
- Pédelahore P., Tchatchoua R., Tonka M., Ntsama M., Andrieu N., 2011. Resituer l'adoption des propositions techniques de la recherche dans les stratégies d'adaptation des exploitants agricoles familiaux. *Rev. Élev. Méd. Vét. Pays Trop.*, 64, 1-4, p. 33-41.
- Pélessier P., 1966. *Les paysans du Sénégal : les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*. Saint-Yriex, Imprimerie Fabrègue, 941 p.

- Pelzer K., 1978. *Planter and peasant, Colonial policy and the agrarian struggle in East Sumatra, 1863-1947*. Van Het Koninklijk Instituut, 163 p.
- Penot E., 2009. Des savoirs aux savoir-faire, l'innovation alimente un front pionnier : le lac Alaotra de 1897 à nos jours. Montpellier, Cirad., 38 p., <http://hal.cirad.fr/cirad-00759978/document>
- Penot E., Rakotoarimanana A., 2010. Savoirs, pratiques et changement de paradigme : de l'agriculture irriguée à la colonisation des « tanety » (collines). Mythe, espoirs et réalités pour un développement durable au lac Alaotra. Conférence ISDA 2010, juin 2010, Montpellier, Cirad-Inra-Supagro, 13 p., <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00521282/document>
- Ploeg J.D. van der, Laurent C., Blondeau F., Bonnafous P., 2009. Farm diversity, classification schemes and multifunctionality. *J. Environ. Manag.*, 90, Suppl. 2, p. 124-131.
- Polanyi K., 1983. *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard, Paris, 419 p.
- Potter L., 2008. Dayak resistance to oil palm plantations in West Kalimantan, Indonesia. 17th Biennial Conference of the Asian Studies Association of Australia. Melbourne, 18 p.
- Preston D.A., 1994. Rapid household appraisal: a method for facilitating the analysis of household livelihoods strategies. *Appl. Geogr.*, 14, p. 203-213.
- Racine J.L. (éd.), 1994. Les attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud. Paris, Éditions de la MSH-IFP, 400 p.
- Razy É., Baby-Collin V., 2011. La famille transnationale dans tous ses états, *Autrepart*, 57-58, Presses de Sciences Po, 334 p.
- Ren J.Z., Hu Z.Z., Zhao J., Zhang D.G., Hou F.J., Lin H.L., Mu X.D., 2008. A grassland classification system and its application in China. *The Rangeland J.*, 30, p. 199-210.
- Renk A., 2009. Expropriação do campesinato caboclo no Oeste catarinense. In : *Diversidade do campesinato, expressões e categorias : construções identitárias e sociabilidades*, Godoi E.P. (de) et al. (ed.), v.1, São Paulo : UNESP.
- République du Mali, 2006. Loi d'orientation agricole, 5 septembre 2006, 29 p.
- Rist L., Feintrenie L., Levang P., 2010. The livelihood impacts of oil palm: smallholders in Indonesia. *Biodiv. Conserv.*, 19, 4, p. 1009-1024.
- Rocheteau F., Chen C., 2001. Les groupements rotatifs d'épargne et de crédit en Asie : la « houei ». *Rev. Int. Droit Comp.*, 53, 1, p. 41.
- Rosner A., 2012. Źródła utrzymania ludności wiejskiej [Sources de revenu de la population rurale]. In : *Chłop, rolnik, farmer?* [Paysan, agriculteur, farmer?], Instytut Spraw Publicznych, Varsovie, p. 53-65.
- Sabourin E., Samper M., Sotomayor O., 2014. Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe : balance, desafíos y perspectivas. Cepal, IICA, Cirad, 298 pages.
- Sahlins M., 1976. *Âge de Pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*. Gallimard, Paris.
- Sakho-Jimbira M.S., Benoit-Cattin M., 2008. Cereal supplies in rural families of the Senegalese groundnut Basin. Who is responsible for meeting family food needs? Working Papers Moisa 200804, UMR Moisa, Montpellier.

- Samaké A., Bélières J.-F., Corniaux C., Dembélé N., Kelly V., Marzin J., Sango O., Staatz J., 2008. Changements structurels des économies rurales dans la mondialisation. Programme RuralStruc Mali – Phase II. IER/Cirad/MSU. Banque mondiale/Coopération française/Fida, Bamako, décembre 2008, 464 p. http://siteresources.worldbank.org/AFRICAEXT/Resourcess/RURALSTRUC-MALI_Phase2.pdf
- Sallu S.M., Twyman C., Stringer L.C., 2010. Resilient or vulnerable livelihoods? Assessing livelihood dynamics and trajectories in rural Botswana. *Ecol. Soc.*, 15, 4, <http://www.ecologyandsociety.org/vol15/iss4/art3/>
- Saussol A., 1979. *L'héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*. Publication de la Société des océanistes n° 40, Paris, Musée de l'Homme, 493 p.
- Schmink M., 1984. Household economic strategies: Review and research agenda. *Lat. Amer. Res. Rev.*, 19, 3, p. 87-101.
- Schwartz A., 1991. L'exploitation agricole de l'aire cotonnière burkinabé : caractéristiques sociologiques, démographiques, économiques. Ouagadougou, Orstom, 88 p.
- Schwartz A., 1993. Brève histoire de la culture du coton au Burkina Faso. In : *Découverte du Burkina*, Tome I, Paris, Ouagadougou, Sépia, ADDB, p. 207-237.
- Schwartz A., 1997. Des temps anciens à la dévaluation du franc CFA, les tribulations de la culture du coton au Burkina Faso. *Ann. Géogr.*, 106, 595, p. 288-312.
- Scoones I., 1998. Sustainable rural livelihoods. A framework for analysis. IDS Working Paper. Brighton, UK, Institute of Development Studies, 22 p. http://www.sarprn.org/documents/d0001493/P1833-Sustainable-rural-livelihoods_IDS-paper72.pdf
- Scoones I., 2009. Livelihoods perspectives and rural development. *J. Peas. Stud.*, 36, 1, p. 171-196.
- Sedes, 1966a. Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé. 1964-1965. Société d'études pour le développement économique et social (Sedes), Paris, 247 p.
- Sedes, 1966b. Le niveau de vie des populations de la zone cacaoyère du Centre Cameroun. Résultats définitifs de l'enquête sur la nutrition et les budgets des ménages ruraux exécutée dans la zone en 1964-1965. Société d'études pour le développement économique et social (Sedes), Paris, 117 + 182 p.
- Séjourné M., 2009. *The history of informal settlements. Cairo's informal areas between urban challenges and hidden potentials*, Cairo, Egypt. GTZ, 224 p.
- Sen A., 1999. *Development as freedom*. Anchor Books, New York, 366 p.
- Sen A., 2000. *Freedom, Rationality and Social Choice: The Arrow Lectures and Other Essays*. Oxford: Oxford University Press, 400 p.
- Shawky R.M., El-Awady M.Y., Elsayed S.M. *et al.*, 2011. Consanguineous matings among Egyptian population. *Egypt. J. Med. Hum. Gen.*, 12, 2, p. 157-163.
- Small L.A., 2007. The sustainable rural livelihoods approach: A critical review. *Can. J. Dev. Stud.*, 28, 1, p. 27-38.

- Soini E., 2005. Changing livelihoods on the slopes of Mt. Kilimanjaro, Tanzania: Challenges and opportunities in the Chaga homegarden system. *Agroforest. Sys.*, 64, p. 157-167.
- Soumaré M., 2006. Projet Caractérisation des dynamiques agraires en zones cotonnières du Mali. Zonage agro-écologique. IER, Bamako, septembre 2006, 77 p.
- Sourisseau J.-M. (éd.), 2014. *Agricultures familiales et mondes à venir*. Montpellier, Versailles, Quae/AFD, coll. «Agricultures et défis du monde», 360 p.
- Sourisseau J.-M., Tyuienon R., Gambey J.-C, Djama M., Mercoiret M.-R., Sourisseau E., 2006. Les sociétés locales face aux défis du développement économique. Rapport IAC/SRD, Cirad-Tera, DDEE-PN, Koné, Montpellier, 300 p. + annexe.
- Sourisseau J.-M., Bosc P.-M., Fréguin-Gresh S., Bélières J.-F., Bonnal Ph., Le Coq J.-F., Anseeuw W., Dury S., 2012. Les modèles familiaux de production agricole en question. Quelle méthode pour analyser leur diversité? *Autrepart*, 62, 159-182.
- Souza O.T., Beroldt L., Aguiar M.D.S., 2009. Políticas de desenvolvimento rural sustentável e os desafios em áreas de agricultura familiar modernizada : o caso do Vale do Taquari, RS. Relatório de Pesquisa (La production des politiques de développement rural durable dans leurs contextes : construction de compromis institutionnels et ajustements temporels entre le global et le local – ANR Propocid), Mimeo.
- Stoler A., 1985. *Capitalism and confrontation in Sumatra's plantation belt, 1870-1979*. New Haven and London, Yale University Press, 224 p.
- Stoop W.A., 1987. Variations in soil properties along three toposequences in Burkina Faso and implications for the development of improved cropping systems. *Agri. Ecosys. Env.*, 19, 3, p. 241-264.
- Tabouret S., 2009. Les montagnes du Qilian : un élevage pastoral et agropastoral contraint par l'accès aux ressources fourragères locales. Diplôme ingénieur agronome, IRC, Montpellier, France, 130 p.
- Tchayanov A.V., 1966. In: *The theory of peasant economy* (Thorner D., Basile Kerblay K., Smith R.E.F., eds). Homewood (Illinois), The American Economic Association; Richard D. Irwin.
- Tchayanov A.V., 1990 [1923]. *L'Organisation de l'économie paysanne*. Paris, Librairie du Regard, 344 p.
- Tacoli C., 2002. Changing rural-urban interactions in sub-Saharan Africa and their impact on livelihoods: a summary. Working Paper Series on Rural-Urban Interactions and Livelihood Strategies, 47 p.
- Tschirley D.L., Poulton C., Labaste P. (ed.), 2009. Organization and performance of cotton sectors in Africa: learning from reform experience. Washington DC, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, Agriculture and rural development, 233 p.
- Terhorst K.I.L., Schmitz J.A.K., 2007. De porco à suíno : história da suinocultura e dos hábitos alimentares associados aos produtos dela derivados entre agricultores do Vale do Taquari. In : *Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPPE, p. 100-119.

- Tersiguel P., 1995. *Le pari du tracteur. La modernisation de l'agriculture cotonnière au Burkina Faso*. Paris, Orstom éditions, Coll. « À travers champs », 156 p.
- Tersiguel P., 1997. Mécanisation agricole et systèmes de production dans l'aire cotonnière du Burkina Faso. L'exemple de Boho-Kari, village Bwa. In : *Développement durable au Sahel*, Paris, Karthala, Série « Sociétés, Espaces, Temps », 3.
- Timmer C.P., 2009. *A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective*, Washington, The American Enterprise Institute Press, 83 p.
- Trousselle A., 2012. Les mobilités rurales au Nicaragua, au prisme du transnationalisme et des modèles d'archipel familiaux : caractéristiques et perspectives. Stage de fin d'études Istom, Paris. Accessible à <http://portailbiblio.ipsl-edu.com/gediweb5/?2&docId=94398&page=home&displayTab=2>
- Trousselle A., 2013. Pluriactivité et mobilité, deux composantes structurantes des espaces ruraux nicaraguayens. Quelles approches systémiques pour les appréhender ? Mémoire de master 2 recherche de l'Université Paul-Valéry, Montpellier.
- UGPM, 2007a. Pour un développement social de la région de Mékhé. Document d'orientation stratégique de l'UGPM, juin 2007, 61 p.
- UGPM, 2007b. Connaître son passé pour se déterminer face à l'avenir – Recherche paysanne sur l'évolution de la condition paysanne dans la région de Meckhé (région de Thiès, Sénégal). Note 3 : Préparation d'un document d'orientation stratégique – Atelier de réalimentation, mars 2007.
- UNCTAD, 2013. *Wake up before it's too late. Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate*. United Nations, UN Conference on Trade and Development. Trade and Environment Revue 2013, New York, 341 p.
- Univates – Centro Universitário Univates, 2005. *A economia do Vale de Taquari*. www.univates.br
- Univates – Centro Universitário Univates, 2011. *Perfil socioeconômico do Vale do Taquari. Lajeado : Univates/Banco de Dados Regional*. www.univates.br [accès le 03/12/2014].
- UPDR/FAO Cirad, 2000. *Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar 1999-2000*. Antananarive, UPDR, 89 p.
- Vaillant M., 2013. *L'aire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Équateur)*. Thèse de doctorat, spécialité agriculture comparée, AgroParisTech, 552 p.
- Valenduc G., Warrant F., 2001. *L'innovation technologique au service du développement durable. Working Paper 1. Aspects conceptuels*. Fondation Travail-Université ASBL. Centre de recherche travail & technologies, Namur, 26 p.
- Van den Berg J., 1987. A peasant form of production: wage dependant agriculture in Southern Mozambique. *Can. J. Afric. Stud.*, 21, 3, p. 375-389.

- Varlet F., Berry D., 1997. Réhabilitation de la protection phytosanitaire des cacaoyers et caféiers du Cameroun. Cirad/Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), Douala, 204 + 202 p.
- Viramma J., Racine J.-L., 1994. *Une vie paria. Le rire des asservis, Inde du Sud*. Coll. « Terre humaine », Plon, Paris, 625 p.
- Wa Kabwe-Segatti A., 2008. Reforming South African immigration policy in the post-apartheid period (1990-2006): what it means and what it takes. *Migration in post-apartheid South Africa: challenges and questions to policy-makers*. A. Wa Kabwe-Segatti, L. Landau, eds, AFD, 38, 238 p.
- Wagner S.A., Marques F.C., Menasche R., 2007. Agricultura familiar à mesa. *In : Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPE.
- Wang M.P., Zhao C.Z., Long R.J., Yang Y.H., 2010. Rangeland governance in China: overview, impacts on Sunan County in Gansu Province and future options. *The Rangeland J.*, 32, p. 155-163.
- Weber J., 1977. Structures agraires et évolution des milieux ruraux : le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. *Cah. Orstom Sér. Sci. Hum.*, 14, p. 113-139.
- Weber M., 1991. *Histoire économique. Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*. Gallimard, Paris, 431 p.
- Wolpe H., 1972. Capitalism and cheap labour power in South Africa, from segregation to apartheid. *Econ. Soc.*, 1, 4, p. 425-456.
- Woortmann E.F., 2007. Padrões tradicionais e modernização : comida e trabalho entre camponeses teuto-brasileiros. *In : Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPE.
- World Bank, 2001. China – Air, land and water: Environment priorities for a new Millennium. The World Bank, Washington, USA, 149 p.
- World Bank, 2007. World Development Report 2008, Agriculture for Development, Washington, The International Bank for Reconstruction and Development, 386 p.
- World Bank, 2009. Gender in Agriculture Sourcebook. Washington: The World Bank, Food and Agriculture Organization, and International Fund for Agricultural Development, 792 p.
- World Bank, 2011a. Implementation completion and result report on a loan in the amount of US\$32.8 million and a credit in the amount of SDR21.9 million (US\$32.8 million equivalent) to the Republic of Indonesia for a land management and policy development project. Report No. ICR00001300. W. Bank. Jakarta, 99 p.
- World Bank, 2011b. World development report 2012. Gender equality and development. Washington: The World Bank, 458 p.
- Wuyts M., 2001. The agrarian question in Mozambique's transition and reconstruction. *In : From Conflict to Recovery in Africa*, Adisson T., ed., Oxford, OUP, p. 141-154.

- Zanetti C., Menasche R., 2007. Segurança alimentar, substantivo feminino : mulheres agricultoras e autoconsumo. *In : Agricultura familiar à mesa : saberes e práticas da alimentação no Vale do Taquari*, Menasche R. (ed.), Porto Alegre : UFRGS. Série Estudos e Pesquisas do IEPE, p. 130-141.
- Zeza A., Winters P., Davis B., Carletto G., Covarrubias K., Quinones E., Tasciotti L., 2011. Rural household access to assets and markets: A cross country comparison. *Eur. J. Dev. Res.*, 23, p. 569-597.

■ LISTE DES AUTEURS

Ahmed Ali, Animal Production Research Institute, Égypte, alitamatem@yahoo.com

Alary Véronique, UMR Selmet, Cirad, Montpellier, France, veronique.alary@cirad.fr

Albaladejo Christophe, INRA, département SAD, Clermont-Ferrand, Christophealbaladejo@icloud.com

Andrianirina Nicole, Doctorante SupAgro sous la direction de Michel Benoit-Cattin, andrianirinani@gmail.com

Apithy Leïla, Institut agronomique néo-calédonien (IAC), Nouvelles ruralités et destin commun, apithy@iac.nc

Bainville Sébastien, Montpellier SupAgro, UMR Moisa, Montpellier, sebastien.bainville@supagro.inra.fr

Barral Stéphanie, INRA, Département SAD, UR SenS, Université Paris-Est Marne la Vallée, stephanie.barral@versailles.inra.fr

Bélières Jean-François, Cirad, UMR Art-Dev et Fofifa Madagascar, jean-francois.belieres@cirad.fr

Beroldt Leonardo, Université de l'État du Rio Grande do Sul (UERGS), Porto Alegre, Brésil, beroldt@gmail.com

Bidou Jean-Étienne, IFRÉE, Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement, jean-etienne.bidou@ifree.asso.fr

Bonaudo Thierry, AgroParisTech, Paris, bonaudo@agropriotech.fr

Bonnal Philippe, Cirad, UMR ART-Dev, Montpellier, philippe.bonnal@cirad.fr

Bonnet Bernard, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM), b.bonnet@iram-fr.org

Bosc Pierre-Marie, Cirad, UMR MOISA, Montpellier, pierre-marie.bosc@cirad.fr

Bouard Séverine, Institut agronomique néo-calédonien (IAC), Nouvelles ruralités et destin commun, bouard@iac.nc

Chaxel Sophie, INRA, UMR Innovation, Montpellier, sophiechaxel@hotmail.com

Cheikh Oumar Ba, Directeur exécutif de l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), Sénégal, cobra@refer.sn

Chevalier Pascal, maître de conférences, Université Paul Valéry Montpellier III, UMR ART-Dev, pascal.chevalier@univ-montp3.fr

Cittadini Roberto, INTA-Labintex, UMR Innovation, Montpellier, cittadini.roberto@inta.gob.ar

Cortes Geneviève, Université Paul Valéry Montpellier III, UMR ART-Dev, genevieve.cortes@univ-montp3.fr

Daburon Annabelle, UMR Selmet, Cirad, Montpellier, France, annabelle.daburon@cirad.fr

Droy Isabelle, IRD, UMI Résiliences, isabelle.droy@ird.fr

Fréguin-Gresh Sandrine, Cirad UMR ART-Dev, UCA Nitlapan, Nicaragua, freguin@cirad.fr

Gasselín Pierre, INRA département SAD, UMR Innovation, Montpellier, pierre.gasselín@supagro.inra.fr

Guyard Stéphane, Institut agronomique néo-calédonien (IAC), Nouvelles ruralités et destin commun, guyard@iac.nc

Hubert Bernard, Agropolis, Montpellier, France, hubert@agropolis.fr

Ibrahima Hathie, Directeur de recherches à l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar), Sénégal, ihathie@yahoo.com

Issoufou El Hadj Attoumane, pastoraliste indépendant région de Zinder, atmanissouf@yahoo.fr

Landy Frédéric, Université de Paris-Ouest-Nanterre, Mosaiques-Lavue et Ceias, frederic_landy@orange.fr

Luming Ding, ICTPEM, Lanzhou University, Gansu Province, Chine, dinglm@lzu.edu.cn

Mamy Soumare, IER et Université du Mali, Bamako, Mali, soumare_mamy@hotmail.com

Menasche Renata, Université fédérale de Pelotas (UFPEL) et Université fédérale du Rio Grande do Sul (PGDR-UFRGS), Pelotas et Porto Alegre, Brésil, renata.menasche@gmail.com

Mercandalli Sara, UMR Art-Dev, Montpellier, France, sara.mercandalli@cirad.fr

Mohammad El-Srogi, Animal Production Research Institute, Égypte, m.a.elsorougy@sce.aucegypt.edu

Moumouni Sidibe, IER Programme Ecofil, Mali, sidibezmoumouni@yahoo.fr

Osmar Tomaz de Souza, Université catholique pontificale du Rio Grande do Sul (PPGE/PUCRS), Porto Alegre, Brésil, osmar.souza@puers.br

Ousman Malam Ousseini, Direction régionale de l'élevage de Zinder

Passouant Michel, Cirad, UMR Tetis, Montpellier, michel.passouant@cirad.fr

Pédelahore Philippe, CIRAD, UMR Innovation, Montpellier, ICRAF, Nairobi, Kenya, philippe.pedelahore@cirad.fr

Ruijung Long, International Center for Tibetan Plateau Ecosystem Management (ICTPEM), Lanzhou University, Gansu Province, Chine, longrj@lzu.edu.cn

Sourisseau Jean-Michel, Cirad, UMR-ART-DEV, Montpellier, jean-michel.sourisseau@cirad.fr

Tingting Yang, ICTPEM, Lanzhou University, Gansu Province, Chine, yangtt13@lzu.edu.cn

Tourrand Jean-François, Cirad, Montpellier, France, jean-francois.tourrand@cirad.fr

Trousselle Anaïs, Université Paul Valéry Montpellier III, UMR ART-Dev, anais.trousselle@univ-montp3.fr

Vaillant Michel, Chercheur indépendant, 70000 Vesoul, France, mitchvaillant@yahoo.fr

Valette Élodie, Cirad, UMR-Tetis, International Food Policy Research Institute (IFPRI), elodie.valette@cirad.fr

Xiao Jing Qi, ICTPEM, Lanzhou University, Gansu Province, Chine, qixj11@lzu.edu.cn

Édition

Michel Zelvelder

Mise en page

Hélène Bonnet

Impression

ISIPrint

Dépôt légal : janvier 2015

Dans un contexte d'interrogation sur les modèles agricoles et de profondes transformations des agricultures et des marchés, cet ouvrage s'attache à revisiter la diversité des formes familiales de production et leurs mutations de par le monde. Dès lors, l'analyse intègre les liens aux marchés, aux territoires et à l'Ailleurs - par le fait migratoire - les enjeux d'autonomie et de sécurité alimentaire, les stratégies de survie et d'accumulation ainsi que les formes d'action collective et politique.

L'ouvrage est construit autour de dix-huit études de cas, menées dans les cinq continents. Elles ont toutes été conduites avec un cadre méthodologique, identique et original, inspiré du *Sustainable Rural Livelihoods* (cadre d'identification des moyens de subsistance durables en milieu rural). Revisitée pour cet ouvrage, cette méthode d'observations et d'analyses permet aux auteurs de préciser finement « ce qui fait famille », d'analyser les adaptations du travail des actifs familiaux et les mettre en perspective avec le contexte territorial et les politiques publiques de chaque pays.

Écrit à plusieurs mains, par un réseau de chercheurs, cet ouvrage contribue autant à l'approfondissement des savoirs scientifiques sur les agricultures familiales dans le monde qu'à la mise à l'épreuve d'un cadre méthodologique d'analyse et d'observations en milieu rural.

Il vise un public de chercheurs, d'enseignants et d'étudiants, agronomes, économistes, sociologues et historiens. Les experts du développement agricole et rural y trouveront un grand intérêt. Plus largement, toute personne qui s'intéresse aux agricultures familiales et à leurs évolutions dans divers contextes sociaux trouvera avantage à cette lecture.

Les chercheurs qui ont coordonné cet ouvrage sont agronomes, économistes et géographes, au Cirad ou à l'Inra où ils mènent des recherches sur les systèmes agricoles familiaux à des échelles locales, nationales ou internationales. Cet ouvrage est le fruit d'une démarche de recherche collective et partagée permettant à de nombreux scientifiques des pays du Sud d'exprimer la diversité des réalités agraires contemporaines. Certains coordinateurs ou auteurs de cet ouvrage ont également collaboré à *Agricultures familiales et mondes à venir*, titre paru en 2014 chez Quæ.

Harriet Friedmann, préfacière, contribue aux débats sur la nature des exploitations agricoles familiales depuis les années soixante-dix. Pour comprendre la place de l'alimentation et de l'agriculture dans l'histoire globale, elle a conçu, avec Philip McMichael, une approche qui emprunte à la fois à l'école française de la théorie de la régulation et à la théorie de l'économie-monde.

En couverture : Petite terre © Nathalie Le Gall



éditions
Quæ

Éditions Cirad, Ifremer, Inra, Irstea
www.quae.com



35 €

ISBN : 978-2-7592-2266-7



9 782759 222667

ISSN en cours
Réf. : 02465